



# LABORATOIRE D'ECONOMIE DE DAUPHINE

*LEDa – EA 4404*

Bilan 2007-2012

Résultats et auto-évaluation de l'unité



LABORATOIRE D'ECONOMIE DE DAUPHINE  
UNIVERSITE PARIS-DAUPHINE  
Place du Maréchal de Lattre de Tassigny  
75016 Paris

## SOMMAIRE

* Préambule .....	2
1. Résumé .....	3
2. Présentation du LEDa.....	5
2.1. Historique, structuration de l'UR et éléments essentiels du bilan.....	5
2.2. Organisation et gouvernance de l'UR .....	7
2.3. Focus sur les principales réalisations communes aux équipes .....	8
2.4. Annexes.....	11
3. Equipe CGEMP (Centre de Géopolitique de l'Energie et des Matières Premières) .....	16
3.1. Résumé .....	16
3.2. Auto-évaluation .....	18
3.3. Annexes.....	26
4. Equipe JEP (Jeux et Economie Publique) .....	49
4.1. Résumé .....	49
4.2. Auto-évaluation .....	50
4.3. Annexes.....	56
5. Equipe LEGOS (Laboratoire d'Economie et de Gestion des Organisations de Santé) .....	61
5.1. Résumé .....	61
5.2. Auto-évaluation .....	63
5.3. Annexes.....	72
6. Equipe SDFi (Stratégies et Dynamiques Financières).....	92
6.1. Résumé .....	93
6.2. Auto-évaluation .....	95
6.3. Annexes.....	101
7. Equipe DIAL (Développement, Institutions et Mondialisation) - UMR IRD 225 .....	113
7.1. Résumé .....	113
7.2. Autoévaluation .....	116
7.3. Annexes : Bilan détaillé de DIAL, UMR-IRD 225 .....	122

## \* Préambule

Ce rapport présente l'auto-évaluation du bilan d'activité du LEDa (EA 4404) sur la période 2007-2012. Cette période recouvre celle de la création de l'UR, à l'issue de discussions internes amorcées en 2007 et traduites par une existence « administrative » en janvier 2009, soit au début du présent contrat.

Au cours de cette même période, le LEDa a constitué une UMR avec l'IRD (DIAL UMR 225) qui forme une de ses cinq équipes. La présentation d'un bilan et d'un projet par équipes a été privilégiée en raison de la nécessité pour l'IRD de disposer d'un document recouvrant le périmètre scientifique de l'UMR relevant de sa tutelle. Surtout, les équipes qui composent le LEDa couvrant chacune un champ thématique propre, cette présentation contribue à la lisibilité du bilan et du projet. Enfin, comparativement à la première évaluation du LEDa, la présentation par équipe permet de rendre compte des évolutions considérables intervenues durant le contrat au sein de chacune d'entre elles.

Il importe toutefois de souligner que la dynamique en cours correspond bien à la constitution d'une collectivité de recherche au sein de laquelle :

- l'allocation des principales ressources est conduite de façon collégiale, dans le souci du développement de l'UR dans son ensemble,
- en veillant à la valorisation des synergies entre équipes.

Le principe directeur de la dynamique du LEDa est que son organisation en équipes constitue une richesse qu'il importe de faire fructifier en développant une culture scientifique commune autour des thèmes transversaux qui animent ses recherches : *l'analyse économique des politiques publiques et de la régulation, dans leur interface avec l'entreprise.*

Le document est structuré comme suit :

- La section 2 présente un rapide historique du LEDa, son organisation et met en avant différentes évolutions majeures intervenues durant la période contractuelle et qui sont transversales aux équipes.
- L'auto-évaluation conduite par chaque équipe est présentée ensuite dans les sections de 3 à 7.
- Pour l'UMR DIAL, l'annexe 7.3 revêt la forme d'un bilan détaillé, conforme aux attentes de l'IRD.

## 1. Résumé

---

**Intitulé de l'unité : Laboratoire d'Economie de Dauphine (LEDa)**

**Nom du Directeur de l'unité : Patrice Geoffron, [patrice.geoffron@dauphine.fr](mailto:patrice.geoffron@dauphine.fr)**

---

**Personnels au 30 juin 2012 : 19 PR, 35 MCF, 4 DR, 7 CR, 5 ITA-ITF-ATOS**

**Nombre de recrutements réalisés au cours de la période : 5 PR, 15 MCF, 2CR**

---

### **Bilan quantitatif des publications de l'entité**

- 267 ACL (dont 38 rang 1, 74 rang 2, + 3 « top field » en santé).
- 

### **Publications majeures:**

- Dormont B. et Samson A.-L. (2008), « Medical Demography and Intergenerational inequalities in General Practitioners' Earnings », *Health Economics*, 17, 1037-1055.
  - Bommier A., Chassagnon A. et Legrand F. (2010), « Comparative risk aversion: A formal approach with applications to saving behavior », *Journal of Economic Theory*, 147(4), 1614–1641.
  - Castilho M., Menéndez M. et Sztulman A. (2012), « Trade liberalization, inequality and poverty in Brazilian states », *World Development*, 40(4), 821–835.
  - Forges F., et Frédéric Koessler. (2008), « Long persuasion games », *Journal of Economic Theory*, 143, 1-35.
  - Le Pen Y. et Sévi B. (2010) « On the non-convergence of energy intensities: evidence from a pair-wise econometric approach », *Ecological Economics*, 69(3), 641-650.
- 

### **Documents majeurs (rapports, expertises, ...):**

- Chalmin P.(ed.) (2007 à 2012), Rapport Cyclope « Analyse des grands marchés mondiaux des matières premières et des commodités ».
  - Chevalier J.M. (2010), Rapport du Groupe de Travail sur « *la Volatilité des Prix du Pétrole* », commandé par la Ministre de l'Economie, de l'Industrie et de l'Emploi. Groupe de travail présidé par Jean-Marie Chevalier.
  - Dufour-Kippelen S., Joël M.E. (2010), « *Long term care in France* », rapport pour la Communauté Européenne, research project ANCIEN (7<sup>ème</sup> PCRD).
  - De Perthuis C. (2011), Rapport du Groupe de Travail sur « *Trajectoires 2020-2050: vers une économie sobre en carbone* », commandé par la Ministre de l'Economie et du Développement Durable. Groupe de travail présidé par Christian de Perthuis.
  - Fermon B., Joël M.E. (2012), « *Quality Assurance Policies and indicators for long term care in the European Union – Country report: France* », ENEPRI Research Report n°107/March 2012, CEPS, European Network of Economic Policy Research Institutes.
- 

### **Rayonnement et attractivité académiques :**

- Françoise Forges, Médaille d'argent du C.N.R.S en 2009.

- Mariana Rojas Breu, Prix du jeune chercheur en économie de la Banque de France en 2012.
- Eve Caroli, membre junior de l'Institut Universitaire de France.
- Bertrand Villeneuve, directeur scientifique de la Fondation du Risque et membre du Bureau exécutif scientifique de l'Institut Louis Bachelier au titre de son rôle de rédacteur scientifique du Labex Finance et Croissance Durable (8,5 M€).
- Brigitte Dormont professeur invitée à l'Université de Lausanne de 2002 à 2009, puis titulaire de la chaire santé (Institut Louis bachelier, PSL), la chaire santé fédère de nombreux chercheurs de toutes institutions, membre du bureau executif scientifique de l'institut Louis Bachelier.
- DIAL, leader du Projet européen NOPOOR (7ème PCRD), période 2012-2017, fédérant le travail de 20 équipes réparties sur tous les continents. Budget: 8 millions d'euros.
- Jean-Marie Chevalier, Patrice Geoffron, Prix 2012 de l'Association des Economistes de l'Énergie.

---

#### **Interactions avec l'environnement socio-économique ou culturel**

- Kevin Beaubrun-Diant est co-titulaire de la chaire « Ville et Immobilier » (liens avec la Chambre des notaires) qui consacre une part importante de ses travaux de recherche à la compréhension des déterminants de l'investissement résidentiel des ménages français, notamment via la publication d'un indicateur trimestriel (CapAclm Dauphine - Crédit Foncier).
- Marie-Eve Joël présidente du conseil scientifique de la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie. De nombreux membres du LEGOS interviennent comme experts auprès des institutions du système de santé : Assurance maladie, DREES, DGS, Haute Autorité de Santé, Fonds CMU, Commission des Comptes de la Santé, Haut Conseil de Santé Publique, CNSA, IRESP, Fondation de coopération scientifique Alzheimer, Institut National de la Prévention et de l'Éducation à la Santé (INPES).
- Liens étroits entre l'équipe CGEMP et les institutions publiques (ex : co-organisation régulière de conférences avec la Commission de Régulation de l'Énergie à l'Assemblée Nationale) et entreprises industrielles (ex : Forum annuel de l'énergie avec GDF-Suez réunissant 1500 personnes à Dauphine) dans son champ de recherche.
- Présence très régulière dans les médias audiovisuels et presse écrite de chercheurs des différentes équipes dans leur champ de compétence (J.M.Chevalier, C.Le Pen, P.Chalmin, E.M.Mouhoud, M.E.Joël, B.Dormont, F.Legros, F.Gonand, C.de Perthuis, P.Geoffron, ...).
- Publication régulière par l'équipe DIAL d'une lettre d'information, DIALOGUE et édition de la revue Statéco.
- Philippe Chalmin et Jean-Marie Chevalier ont été membres du Conseil d'Analyse Economique. Philippe Chalmin préside l'Observatoire des Prix et des Marges Agricoles.

---

#### **Contributions de l'entité à des actions de formation recherche :**

- Durant la période sous revue : 108 thèses ont été soutenues, ainsi que 13 HDR (dont 5 par des membres du laboratoire). 99 thèses sont en cours.
- Françoise Forges est directrice de l'ED unique de l'Université Paris-Dauphine.
- Organisation avec la Chaire santé de séjours des doctorants pour suivre le programme doctoral international en économie et politique de la santé organisé par la Swiss School of Public Health+ : plus de vingt séjours financés. Co-organisation des « Journées Maurice Marchand des Doctorants en Economie de la Santé » : atelier annuel à destination des doctorants en Economie de la Santé.
- Marie-Eve Joël a dirigé, puis J.-M. Siroën depuis 2011, le département Master Sciences des Organisations (4 500 étudiants et 90 formations de M1 et M2).
- Présence centrale du CGEMP dans l'animation du réseau des doctorants de l'Association des Economistes de l'Énergie.

## 2. Présentation du LEDa

### 2.1. Historique, structuration de l'UR et évolutions essentielles

Le Laboratoire d'Economie de Dauphine est une unité de recherches créée en 2009. Cette création s'inscrivait dans une évolution stratégique au sein de l'Université Paris-Dauphine conduisant vers un modèle de centre unique par discipline, à partir d'un paysage antérieurement assez fragmenté dans certains domaines, dont l'économie. Cette même orientation avait abouti, en 2005, au groupement des centres de gestion au sein de DRM (Dauphine Recherches en Management – UMR CNRS 7088).

Concernant le LEDa, les discussions ont été amorcées à l'été 2007, en prévision d'une réponse unique de l'ensemble des structures dauphinoises en économie, afin de préparer le présent contrat<sup>1</sup>.

Cette décision s'est bien traduite par la soumission d'un dossier de bilan-projet commun à tous les économistes à l'automne 2007 et par la réception de l'AERES en janvier 2008. Toutefois, cet engagement reflétait alors plus un « affectio societatis » entre les économistes dauphinois, qu'une organisation déjà clarifiée dans ses principes et, a fortiori, par l'énoncé d'objectifs communs en matière de recherche (quelques semaines seulement s'étaient écoulées entre l'adoption du principe du regroupement en juillet et l'achèvement d'une réponse commune en octobre 2007).

De façon pragmatique, l'idée directrice était que la période contractuelle s'ouvrant serait celle de l'expérimentation et de la consolidation de principes de fonctionnement. En outre, la chronique des départs à la retraite annonçait un renouvellement important parmi les enseignants-chercheurs, de sorte qu'il s'agirait d'associer les nouvelles recrues à la fois à la réflexion et à l'action collective.

Le LEDa s'est structuré en cinq équipes présentant chacune une identité thématique forte, quatre d'entre elles préexistant et l'une ayant été créée en la circonstance :

- Une équipe d'économie de l'énergie, le **CGEMP** (Centre de Géopolitique de l'Energie et des Matières Premières).
- Une équipe d'économie financière, **SDFi** (*Stratégies et Dynamiques Financières*).
- Une équipe d'économie de la santé, le **LEGOS** (Laboratoire d'Economie et de Gestion des Organisations de Santé).
- Une équipe de théorie des jeux et d'économie publique, **JEP** (*Jeux et Economie Publique*), créée avec le LEDa en janvier 2009.
- Et une équipe d'économie internationale et du développement, **DIAL** (*Développement, Institutions et Mondialisation*), regroupement des compétences de Dauphine et de l'IRD dans ce champ sous la forme d'une UMR créée en janvier 2010. Ce faisant DIAL a pris le relais d'EURISCO, qui était préalablement une équipe dauphinoise dans le même champ.

Les cinq équipes regroupent au 30 juin 2012, 19 PR, 35 MCF, 4 DR et 7 CR (présentant une capacité d'environ 40 ETP), ainsi de 5 ITA-ITF-ATOS.

---

<sup>1</sup> Regroupant les équipes auparavant référencées : EA 2409, 3393 et 3394 et l'ERTint1006.

Pour progresser dans le cadre du présent contrat, il a été pris bonne note des observations issues de la précédente évaluation, en particulier :

- D'avancer rapidement dans la structuration organisationnelle de manière à pouvoir se consacrer aux projets scientifiques et à la production.
- D'augmenter le nombre des publications dans des revues à comité de lecture de niveau international.
- De profiter plus des synergies internes pouvant exister entre les différentes équipes de recherche de l'Université de Paris-Dauphine.
- D'améliorer l'encadrement des doctorants.

Au terme de cette première période contractuelle de fonctionnement du LEDa, les évolutions marquantes sont les suivantes :

- Les règles d'une gouvernance collégiale ont été instituées et sont très solidement ancrées dans la culture interne (allocation des ressources humaines, financières et des espaces).
- Le mode d'organisation adopté a permis à la fois à chaque équipe de développer son propre projet (y compris en bénéficiant de réallocations internes de ressources), tout en veillant sur les déterminants de la « performance » collective à moyen terme (critères de recrutement plus élevés en termes de densité des dossiers scientifiques, mécanismes d'incitation à la publication, ...).
- Les actions communes aux équipes ont été soutenues (organisation de workshops internationaux, mise en commun des réseaux pour les invitations de chercheurs étrangers, ...), ainsi que l'animation d'un séminaire interne fluidifiant les échanges scientifiques entre équipes.
- La progression vers l'intégration au sein d'une collectivité de recherche s'est traduite par le regroupement de l'ensemble des membres du laboratoire, jusqu'alors « dispersés » dans le bâtiment de l'Université, en un lieu unique au printemps 2012<sup>2</sup>.

Surtout, ce processus en cours a conduit à un bilan solide en termes de publications ACL, à la fois au niveau de l'unité et de chaque équipe, dans le sens des recommandations de l'AERES lors de la précédente évaluation.

#### **Revues ACL du LEDA par équipe, 2007-2012**

	<b>Total</b>	<b>Dont CNRS 1</b>	<b>Dont CNRS 2</b>
<b>CGEMP</b>	54	2	24
<b>JEP</b>	21	9	4
<b>LEGOS<sup>3</sup></b>	58	9	5
<b>SDFi</b>	43	7	17
<b>DIAL</b>	91	11	24
<b>Total</b>	267	38	74

<sup>2</sup> A l'exception de la localisation d'une partie des chercheurs de l'UMR DIAL, dans des locaux de l'IRD rue d'Enghien, dans le 10<sup>ème</sup> arrondissement parisien.

<sup>3</sup> Le LEGOS dispose également de publications dans des revues médicales de grande qualité, dont 1 dans le *New England Journal of Medicine* et 1 dans *Circulation*, la première revue mondiale de cardiologie

## 2.2. Organisation et gouvernance de l'UR

La gouvernance adoptée au sein du LEDa est détaillée en annexe (Statuts en annexe 2.4.1).

On se contentera ici d'en mettre en avant les points saillants :

- Le principe directeur est celui de la représentation analogue des équipes dans les instances de gouvernance, aussi bien pour celle en charge du fonctionnement au quotidien (le Bureau) que celle en charge des discussions à caractère plus stratégique (le Conseil de Laboratoire).
- Le Bureau regroupe les cinq responsables d'équipe<sup>4</sup> et traite des questions de portée essentiellement « opérationnelle » ou prépare les dossiers instruits en Conseil.
- Le Conseil est composé de 10 membres, les 5 membres d'un Bureau, plus un second membre par équipe. La parité PR-MCF est assurée dans chaque binôme issu des équipes. Il arbitre toutes les questions à majorité simple, sauf celles susceptibles d'impacter les statuts et requérant une majorité des 2/3 (ex : création de l'UMR DIAL au sein du LEDa en 2010). Les membres du Conseil préparent les « dossiers » au sein des équipes et expliquent en retour les arbitrages opérés.
- Conformément aux statuts des UMR IRD, DIAL organise sa propre gouvernance. Il est à noter que le directeur du LEDa est invité permanent du Conseil de DIAL.
- Une fois l'an au moins, les dossiers de fond sont discutés en AG du LEDa (ex : décision de regroupement de l'ensemble des équipes dans les mêmes locaux prise en 2011).

Ces principes de gouvernance appellent les observations suivantes :

- Chaque équipe ayant le même nombre de « voix », indépendamment de toute considération de taille, des pratiques coopératives se sont imposées rapidement dans les processus de décision.
- Au départ, ce choix procédait d'un souci de ne pas « indexer » le pouvoir sur la taille des équipes. A l'usage, il s'est avéré que cette organisation était particulièrement efficace pour faire naître une culture de laboratoire et a constitué un atout pour impulser des évolutions structurelles.
- En particulier, le Conseil préparant les décisions relatives aux recrutements ou aux invitations, ce mode de fonctionnement coopératif a conduit à élever sensiblement le niveau d'exigence commun et à réallouer sans frictions les ressources entre équipes.
- Très concrètement, les équipes n'ont pas de « droit de propriété » sur les postes des retraités ou promus quittant Dauphine. L'émergence de l'équipe JEP, créée en début de contrat, a été possible grâce à ces règles.

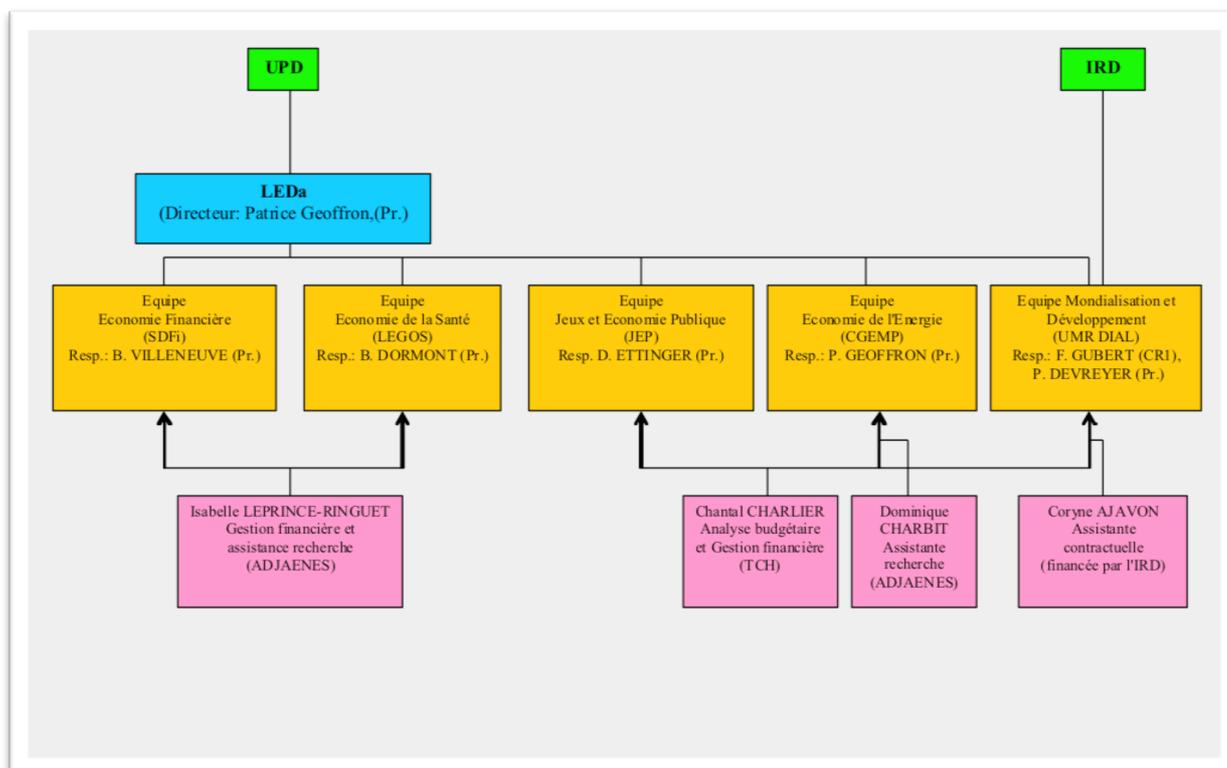
L'organisation administrative est synthétisée dans l'organigramme ci-dessous. Différentes précisions permettent d'éclairer la logique de cette organisation et sa progression dans le temps :

- 5 personnels administratifs sont associés au LEDa. En outre, certaines équipes confient à des doctorants des fonctions d'assistance en recherche.
- L'organigramme reflète un processus encore en transition : avant la création du LEDa, un personnel administratif (schématiquement) était associé à une EA, en charge à la fois de fonctions en matière de recherche et de pédagogie (souvent la prise en charge d'un master recherche et/ou professionnel), sans spécialisation fonctionnelle ou mutualisation entre les équipes.
- La nouvelle organisation vise à la fois à spécialiser la fonction financière et, dans le cadre des nouveaux locaux rassemblant l'ensemble des équipes, à dégager des synergies (notamment par accroissement de la capacité de mobilisation pour l'organisation de manifestations scientifiques).

---

<sup>4</sup> Patrice Geoffron, directeur du LEDa étant également responsable du CGEMP.

### Organigramme fonctionnel du LEDa (au 30/6/2012)



### 2.3. Focus sur les principales réalisations communes aux équipes

Le bilan détaillé portera sur les équipes dont les réalisations en propre ont été considérablement enrichies sur la durée du contrat. Il importe de mettre en avant auparavant les évolutions pilotées au niveau du Conseil de Laboratoire, témoignant à la fois de la dynamique collective de l'interaction étroite des équipes et relevant :

- De l'orientation des recrutements des enseignants-chercheurs.
- Des procédures d'invitation des chercheurs étrangers.
- Des mécanismes d'incitations à la publication.
- Du soutien aux workshops internationaux.
- De l'animation d'un séminaire interne.
- De l'organisation des locaux communs

#### 2.3.1. Orientation du recrutement des enseignants-chercheurs

Durant la période sous revue, 5 PR et 15 MCF ont été recrutés. Ce mouvement était anticipé et constituait un levier important pour dynamiser le laboratoire, de sorte que la politique de recrutement a été une occupation essentielle du conseil de laboratoire dès sa création.

Afin de s'assurer de la qualité des recrutements, les choix suivants ont été opérés :

- Au sein de l'université Paris-Dauphine, des Commissions Consultatives Représentatives (CCR) sont en charge d'orienter la politique de recrutement par discipline. Il a été décidé en AG que le Conseil du LEDa ferait office de CCR d'économie, afin de piloter le recrutement par la recherche (tout en conviant les directeurs de département aux discussions sur la définition des besoins).

- Toutes les équipes sont représentées dans les comités de sélection, afin de conserver la « vision » du laboratoire sur les recrutements
- Le non fléchage des postes est la règle (sauf cas d'espèce en fonction d'un besoin difficile à pouvoir) pour laisser la possibilité d'une concurrence sur une base « ouverte ».
- Une large publicité est désormais faite aux offres de postes de LEDa notamment via le site des *job offers* de l'AEA.

La conséquence de ces différentes évolutions est que le recrutement ne s'appuie plus aucunement sur des candidats locaux. Par ailleurs, la qualité des recrues et la polyvalence de certains d'entre eux aboutissent à un bilan positif pour chaque équipe au terme de ce contrat, aucune n'ayant été déstabilisée par la nouvelle logique mise en œuvre. Ce constat tiré par chaque équipe est essentiel, car il crédibilise la pérennité de cette organisation des recrutements.

### **2.3.2. Procédures d'invitation des chercheurs étrangers**

Les nombreux mouvements intervenus durant le contrat ont induit un volume important de supports pour des invitations de chercheurs étrangers. De même que pour les recrutements, ce cycle contractuel a été l'occasion d'améliorer les processus d'invitation et l'accueil des chercheurs :

- Le principe « d'allocation collégiale des moyens » s'applique également pour les invités, avec une mise en commun des réseaux et la valorisation des profils susceptibles d'intéresser plusieurs équipes. L'analyse et la sélection des CV est opérée en conseil de laboratoire.
- Les séminaires des invités sont pilotés par les équipes d'accueil, mais sont ouverts à l'ensemble des membres du laboratoire, doctorants inclus et font l'objet d'une large publicité interne.

Par ailleurs, une réflexion a été conduite en conseil de laboratoire pour mettre en synergie ces invitations et les procédures de recrutement. À partir de 2012 – 2013, des invitations de plus longue durée seront organisées (3 à 6 mois) dans l'optique d'un recrutement de chercheurs étrangers dans leur prolongement.

### **2.3.3. Mécanisme d'incitations à la publication**

A partir de l'année 2009 – 2010, le LEDa a sollicité des fonds du BQR via le conseil scientifique afin de mettre en œuvre un mécanisme d'incitation à la publication. Au terme d'une année initiale de test, ce système est maintenant en fonctionnement depuis 2 ans et est « entré dans les mœurs ». A titre d'illustration, le bilan rendu en 2011 au conseil scientifique est ici annexé (2.4.2), ce qui permettra d'examiner en détail les principes et critères retenus (et leur adaptation à partir du test effectué l'année précédente).

Les membres du laboratoire sont certes attachés à la notion de performance collective et de coopération. Toutefois, ce système a été configuré pour conférer des moyens supplémentaires aux jeunes chercheurs particulièrement actifs (en complément des décharges de service offertes lors des 3 premières années aux nouveaux MCF). De plus, la disponibilité de telles incitations au sein du laboratoire peut constituer un facteur d'attractivité pour des chercheurs étrangers.

### **2.3.4. Soutien à l'organisation de workshops internationaux**

Le conseil de laboratoire a décidé de favoriser les actions communes entre équipes, tout particulièrement pour l'organisation de manifestations internationales, requérant un soutien financier et la mobilisation de moyens administratifs spécifiques.

C'est ainsi qu'ont été soutenus deux workshops co-organisés par les équipes SDFi et JEP :

- First Dauphine Workshop on Economic Theory, Recent Advances in Revealed Preference Theory, (2010)<sup>5</sup>.
- Second Dauphine Workshop on Economic Theory, Recent Advances on Beliefs in Decision Theory, (2011)<sup>6</sup>.

Ces manifestations ont été classées comme prioritaires par le LEDa au titre des demandes de financement sur BQR et leur budget a également été abondé par des ressources transversales aux équipes.

### **2.3.5. Animation d'un séminaire interne**

En 2010, a été créé le premier séminaire interne commun au laboratoire, se distinguant des séminaires spécifiques aux équipes. Cette création a pris le relais de celui de l'Ecole Doctorale qui, jusqu'en 2009, avait fait office de séminaire commun aux économistes. La différence est que de 2010 à 2012, ce séminaire du LEDa a tout d'abord été conçu pour l'organisation de discussions internes, notamment afin d'intégrer les nouveaux recrutés. À partir de l'année 2011-2012, il a été placé sur un créneau horaire «inamovible» de façon à l'installer comme un point de rendez-vous. A partir de 2012-2013, des séances basées sur un intervenant interne et sur un intervenant externe seront organisées en alternance, afin d'enrichir encore le contenu du séminaire. L'objectif est ainsi d'inscrire ce séminaire dans la vie du laboratoire comme une priorité, dans un environnement dauphinois déjà très dense en manifestations internes.

### **2.3.6. Regroupement de l'ensemble des équipes dans des locaux communs**

La politique de soutien de l'université au développement du LEDa a permis d'envisager, en 2011, le regroupement de l'ensemble des membres du laboratoire dans une même partie du bâtiment de Dauphine (le premier étage de l'aile « P »), dans un espace d'environ 1200 M<sup>2</sup> (auxquels s'ajoutent les 600 M<sup>2</sup> des locaux de l'IRD). Cette évolution, atout dont ne bénéficient pas tous les laboratoires dauphinois, a été permise par le départ de l'Inalco du bâtiment dauphinois. Des travaux importants ont été entrepris, permettant l'installation progressive des chercheurs entre avril et octobre 2012. Cette transition est une étape fondamentale dans la vie du laboratoire. Jusqu'alors, les membres du LEDa étaient dispersés à différents étages de toutes les ailes du bâtiment, situation peu favorable aux interactions entre équipes (et même à l'intérieur de certaines des équipes).

Les évolutions dans la vie interne envisagées seront décrites dans la partie projet. On soulignera ici l'attention apportée à la meilleure intégration des doctorants dans le quotidien du laboratoire (capacité d'accueil de 25 d'entre eux) et à l'agencement d'espaces commun (lieux de convivialité et d'échanges).

---

<sup>5</sup> <http://www.leda.dauphine.fr/fr/poles/theorie/workshop.html>

<sup>6</sup> <http://leda.dauphine.fr/fr/poles/bdt-2011>

## 2.4. Annexes

### 2.4.1. Statuts du LEDa<sup>7</sup>

#### STATUTS DU LABORATOIRE D'ECONOMIE DE DAUPHINE (LEDA)

##### Titre I : Périmètre du LEDa

Le LEDa est un centre de recherche théorique et appliquée en économie couvrant cinq pôles thématiques :

- *Pôle 1: Economie financière*
- *Pôle 2: Economie l'énergie*
- *Pôle 3: Economie de la mondialisation et du développement.*
- *Pôle 4: Economie publique, théorie des contrats, théorie des jeux*
- *Pôle 5: Economie de la santé et de la protection sociale*

L'activité scientifique se déroule à la fois dans le périmètre des pôles et dans le cadre de programmes transversaux.

Chaque pôle dispose de moyens qui lui sont spécifiquement dédiés et dont la gestion est directement confiée à son responsable<sup>8</sup>.

La définition ultérieure d'un nouveau pôle est soumise à l'approbation unanime du Conseil de laboratoire.

##### TITRE II : MEMBRES DU LEDA

###### *i) Enseignants-chercheurs permanents et assimilés*

Cette catégorie regroupe les Professeurs (Emérites compris), Maîtres de Conférences, Assistants et PAST.

L'appartenance à cette catégorie implique :

- D'avoir une activité régulière de recherche se traduisant par des publications nationales et internationales, ainsi que par des participations à des colloques, conférences et séminaires en France et à l'étranger.
- De participer à l'animation scientifique de l'unité.
- De participer à l'encadrement collectif des doctorants.
- D'œuvrer à la visibilité nationale et internationale de l'unité.

Un chercheur permanent se rattache au LEDa<sup>9</sup> à titre principal.

La définition du CNRS d'un chercheur et d'un enseignant-chercheur publiant est annexée aux statuts<sup>10</sup>.

Une politique est mise en œuvre de façon à inciter les chercheurs permanents à privilégier les revues internationales à comité de lecture, afin de publier au moins un article de niveau 2<sup>11</sup> par contrat quadriennal.

###### *ii) Membres associés*

Il s'agit de chercheurs rattachés à une autre unité, mais qui font la démarche de participer régulièrement à la vie scientifique du LEDa. Ils ne bénéficient pas du droit de vote aux assemblées générales et ne peuvent être désignés dans les instances du Laboratoire<sup>12</sup>.

<sup>7</sup> Adoptés en 2008.

<sup>8</sup> Pour le premier contrat quadriennal, 2009-2012, le LEDa étant issu du regroupement de différents centres de recherche, la répartition des moyens (budget, bureaux, etc) est proportionnelle à la dotation antérieure de chacune des unités.

<sup>9</sup> L'appartenance à une autre unité en tant que chercheur associé doit être signalée à la Direction du LEDa.

<sup>10</sup> <http://www.cnrs.fr/dpa/contractualisation/docs/criteresCNRSpubliants.pdf>

<sup>11</sup> Cf. nomenclature 2007 de la section 37 du CNRS.

<sup>12</sup> Il convient que les membres "multi-appartenants" (i.e. qui sont associés à d'autres centres de recherches et/ou institutions) veillent à la clarté de la situation de leurs doctorants par rapport au LEDa.

*ii) Doctorants*

Les doctorants placés sous la responsabilité de membres permanents du LEDa et inscrits à l'Université Paris-Dauphine sont membres du Laboratoire. Le statut de doctorant est soumis à la charte des thèses de l'Université Paris-Dauphine<sup>13</sup>.

*iii) Post-Doctorants*

Le LEDa a vocation à accueillir des jeunes chercheurs issus d'universités françaises ou étrangères en séjour post-doctoral. Les docteurs du LEDa relèvent de la même catégorie pendant le temps où ils sont à la recherche d'un poste permanent ou durant la conduite d'un projet post-doctoral. Les ATER de l'Université Paris-Dauphine titulaires d'un doctorat d'une autre université pourront entrer dans cette catégorie.

**TITRE III : PRINCIPES GENERAUX D'APPARTENANCE AU LEDA**

L'intérêt général du laboratoire implique :

- De signer ses publications en mentionnant son appartenance à l'Université Paris-Dauphine et au LEDa (et en faisant mention le cas échéant de l'appartenance à une autre université voire à une autre institution publique ou privée). Chaque membre conserve la liberté de faire mention de son pôle de rattachement.
- De remettre au secrétariat en charge des publications, dès parution, un exemplaire de toutes publications (articles, revues, ...) dont tout ou partie a été effectué au sein du LEDa.
- De respecter la confidentialité éventuellement attachée à des travaux qui leur sont confiés, ainsi que ceux de leurs collègues.
- Un chercheur du LEDa est naturellement conduit à prendre sa part des tâches collectives : organisation de colloques, séminaires et autres formes d'animation de la recherche et de la vie du laboratoire.

L'appartenance au LEDa permet d'accéder à des moyens dédiés à la recherche qui sont alloués au sein de chaque pôle (cf. Titre V).

**TITRE IV : INSTANCES DE DIRECTION**

*i) Assemblée Générale*

L'assemblée générale regroupe tous les membres du LEDa tels que définis dans le Titre II. Elle est réunie au moins une fois par an sur convocation du directeur. La convocation se fait par courrier électronique au moins 15 jours avant la date de l'assemblée. Elle donne quitus au conseil de laboratoire sur la base d'un rapport scientifique et financier annuel.

*ii) Conseil de Laboratoire*

Le conseil de laboratoire statue sur les questions relatives à la politique scientifique et au fonctionnement interne de l'unité.

Le conseil est composé de dix membres, à raison de deux par pôle.

Le conseil comprend :

- Des membres de droit : les responsables de pôle et le directeur de l'Ecole Doctorale.
- Des membres désignés, à raison d'un par pôle.
- Des membres suppléants, à raison d'un par pôle<sup>14</sup>.

Les décisions sont prises à la majorité des 2/3. Procuration peut être donnée à un autre membre (titulaire ou suppléant)<sup>15</sup>.

<sup>13</sup> [www.dauphine.fr/fileadmin/mediatheque/recherche\\_et\\_valo/PDF\\_recherche\\_et\\_theses/Charte300407.pdf](http://www.dauphine.fr/fileadmin/mediatheque/recherche_et_valo/PDF_recherche_et_theses/Charte300407.pdf)

<sup>14</sup> Autorisé à siéger à la place de chacun des deux représentants de son pôle. La représentation par procuration est autorisée, dans et entre les pôles.

<sup>15</sup> Chaque membre présent peut disposer d'une procuration au maximum.

Modalités de réunion du conseil :

- Le conseil se réunit au moins une fois tous les deux mois.
- Il peut-être convoqué de façon exceptionnelle sur la demande d'au moins un tiers de ses membres.
- Toute personne participant ou s'intéressant aux travaux du laboratoire peut être invitée par le directeur.
- Tout membre du conseil peut demander l'inscription d'un point à l'ordre du jour.
- L'ordre du jour est diffusé par le directeur huit jours avant chaque séance.
- Le directeur signe et diffuse un relevé de conclusions à l'issue de chaque séance.

*iii) Le Directeur du Laboratoire*

Le directeur est élu pour un mandat de quatre ans par le conseil de laboratoire, en son sein. Il met en œuvre les décisions du conseil de laboratoire, avec l'assistance du bureau.

*iv) Les Responsables de Pôle*

Chaque pôle thématique désigne un responsable selon des modalités qui lui sont propres. Le Responsable a la charge de l'animation scientifique de son pôle et de la gestion des moyens qui lui sont dévolus. Il siège dans le bureau.

*v) Le Bureau*

Il est composé des responsables de pôles et du directeur. Il est en charge de la coordination opérationnelle entre les Pôles, conformément aux décisions prises en conseil de laboratoire.

*vi) Le Conseil Scientifique*

Pour la bonne fin de ses travaux, le laboratoire peut être conduit à développer des partenariats avec des organismes publics ou privés, nationaux ou étrangers. Dans le cas de partenariats longs ou systématiques, un conseil scientifique pourra être désigné afin d'éclairer les décisions afférentes du conseil de laboratoire.

## **TITRE 5 : GESTION DES MOYENS**

Chaque pôle dispose de moyens (financiers, locaux, ...) qui lui sont spécifiquement dédiés et dont la gestion est directement confiée à son responsable. Le délégué de signature pour tous les actes de gestion courante (ainsi que pour l'approbation des inscriptions en thèse). Pour le premier quadriennal, 2009-2012, le LEDa étant issu du regroupement de différents centres de recherche, la répartition des moyens (budget, bureaux, etc) est proportionnelle à la dotation antérieure de chacune des unités.

Le Conseil de Laboratoire a la charge :

- De répartir les moyens entre les pôles.
- De déterminer un budget pour les actions communes.
- De définir les demandes de moyens (budget, locaux, postes,...) qui seront formulées directement au niveau du laboratoire.

#### **2.4.2. Détails des mécanismes d'incitation à la publication**

Ci-après, sont reproduits des extraits du compte rendu l'utilisation du BQR au Conseil Scientifique du 15 mars 2012.

##### **“ Rappel du contexte et de la demande**

- *Suivant les orientations promues par le Conseil Scientifique, le LEDa avait décidé en 2010 de modifier sa politique de soutien à la publication qui prenait jusqu'alors la forme d'aides à la traduction.*
- *Le conseil du LEDa a considéré qu'une politique d'incitation à la publication constituait un levier sans doute utile, notamment en direction des plus jeunes chercheurs.*
- *En outre, il est apparu que ces mécanismes étaient très cohérents avec les évolutions mises en œuvre dans la politique de recrutement du LEDa, ayant conduit (schématiquement) à accroître très significativement les exigences en termes de dossier de publication.*
- *Cette orientation, déjà mise en avant dans l'argumentaire de l'année précédente, a été encore confortée par la campagne de recrutement du printemps 2011 (ayant porté sur 2 postes de professeurs et 4 postes de MCF)*
- *Sur la base du BQR 2010, il était convenu que l'inauguration d'un système d'incitation aurait valeur de test, permettant d'ouvrir une discussion interne sur la politique de publication du LEDa. Il s'est avéré que la discussion a été très dense, aussi passionnante que (par moments) passionnelle. Ce débat interne sur la stratégie de publication constitue un bénéfice essentiel de ce mécanisme, au-delà sans doute du réel effet de levier sur les stratégies individuelles des chercheurs.*
- *L'allocation du BQR 2011 a conduit à aménager, assez marginalement, certaines des clés d'allocation, tout en validant pour l'essentiel le « modèle » élaboré l'année précédente.*
- *Il ne faut pas masquer certains doutes formulés, à nouveau, cette année concernant l'efficacité du dispositif:*
  - *Certaines objections sont d'ordre « logique », à propos du caractère réellement incitatif de dotations allouées en 2011, pour des travaux souvent amorcés 2 ou 3 ans auparavant, et soumis à des contraintes d'usage assez drastiques.*
  - *D'autres sont sans doute plus fondamentales, en mettant en avant le risque de favoriser des logiques individuelles au détriment des dynamiques collectives. Sur ce point, il a été convenu que, si les clés d'allocation sont individuelles, les équipes du LEDa ont toute latitude pour décider d'une utilisation collective des crédits alloués.*
- *Au total, l'allocation du BQR est bien ancrée désormais, malgré ces réserves, dans le « paysage » du LEDa et constitue un moment important du cycle annuel.*

##### **- Principes d'allocation du BQR retenus pour 2011**

- **Le périmètre des revues retenues:**
  - *Les publications éligibles ont été sélectionnées sur la base de la liste du CNRS jusqu'au niveau 2 (soit une approche plus restrictive qu'en 2010), avec une pondération indexée sur critère (sachant que l'AERES fournit une liste qui n'est pas indexée).*
- **Les chercheurs éligibles:**
  - *Ont été pris en compte les papiers des chercheurs en poste le 31/12/2010, les chercheurs nommés en septembre 2010 voyant leurs publications affectées d'un coefficient 1/2.*
- **La différenciation selon les statuts:**
  - *Les publications des MCF ont été affectées d'une pondération 2; celles les CR, DR et PR d'un coefficient 1. (NB : CR et DR de l'IRD).*

- **La prise en compte des co-auteurs:**
  - *Chaque article a été différencié selon qu'il était produit par un auteur unique, ou par plusieurs auteurs (sans indexation cependant sur le nombre d'auteurs comme en 2010).*

**- Résultats et commentaires**

- *La combinaison de l'ensemble de ces facteurs a conduit à doter chaque chercheur (ayant répondu à l'appel d'offres interne) d'un nombre de « points » à proportion desquels les 16 k€ du BQR de 2010 ont été alloués.*
- *Compte tenu de l'ensemble des critères précités, le « droit de tirage » moyen sur l'enveloppe du BQR par papier éligible a été de 660 € (augmentation proportionnée à celle de l'accroissement de l'enveloppe allouée entre 2010 et 2011).*
- *Ce « droit de tirage » a été utilisé pour l'achat de documentation, des frais de mission ou de petit équipement.*
- *Il est à noter que tous les chercheurs n'ont pas souhaité répondre à l'appel d'offres ou que certains n'ont pas souhaité bénéficier du « droit de tirage » que leur conféraient leurs publications ».*

### 3. Equipe CGEMP (Centre de Géopolitique de l'Energie et des Matières Premières)

#### 3.1. Résumé

---

**Nom du responsable de l'équipe : Patrice Geoffron (à partir de sept. 2011), auparavant Jean-Marie Chevalier**

<http://www.cgemp.dauphine.fr>

---

#### Effectifs de l'entité

*Enseignants-chercheurs en 2007 : 3 PR, 1 MCF, 1 PAST*

- Jean-Marie Chevalier (PR), Patrice Geoffron (PR), Jan Keppler (PR), Sophie Méritet (MCF), Fabienne Salaün (PAST)

*Arrivées sur 2007-2012 :*

- 2009 : Julien Chevallier (MCF), 2009 : Christian de Perthuis (PAST), 2010 : Yannick Le Pen (MCF), 2011 : Stéphanie Monjon (MCF), 2012 : Marie Bessec (MCF).

*Départs :*

- 2011 : Jean-Marie Chevalier, retraite. 2012 : Julien Chevallier, agrégation externe

*Enseignants-chercheurs au 1<sup>er</sup> juillet 2012 : 2 PR, 4 MCF, 2 PAST*

- Marie Bessec (MCF)<sup>16</sup>, Patrice Geoffron (PR), Jan Keppler (PR)<sup>17</sup>, Yannick Le Pen (MCF), Sophie Méritet (MCF), Christian de Perthuis (Past), Fabienne Salaün (Past)

*Chercheurs associés au 1<sup>er</sup> juillet 2012 :*

- Jean-Marie Chevalier, Professeur émérite, Michel Cruciani, Ingénieur de recherche (retraité EDF), Julien Fouquau, Professeur Rouen Business School, Jean-Guy Devezeaux, Directeur I-Tésé (CEA), Pierre Zaleski (Ingénieur Nucléaire, Ancien président de l'International Academy of Nuclear Energy et ex-professeur à UCLA).
- Un personnel de recherche à mi-temps (Dominique Charbit<sup>18</sup>) et une doctorante faisant fonction d'assistante de recherche à mi-temps (Thao Thi-Phuong Pham)

---

#### Bilan quantitatif des publications de l'entité :

- 54 ACL, 16 ACLN, 32 ASCL, 43 C.INV, 13 C.ACTI, 24 C.COM, 9 DO, 13 OS, 44 C.OS, 31 PV, 17 AP

---

#### Sélection de cinq publications :

- Bessec, Marie. Fouquau, Julien. 2008. « The non-linear link between electricity consumption and temperature in Europe: a threshold panel approach ». *Energy Economics*, 30(5), 2705-21.
- Chevallier, Julien. 2011. « Macroeconomics, finance, commodities: Interactions with carbon markets in a data-rich model ». *Economic Modelling*, 28(1-2), 557-567.
- Geoffron, Patrice. Chevalier, Jean-Marie. (eds). 2012. « *The New Energy Crisis : Climate, Economics and Geopolitics* », Palgrave MacMillan, 2012.

---

<sup>16</sup> Détachement de septembre 2007 à Août 2010 au service des politiques macroéconomiques et des affaires européennes à la DG-Trésor au ministère de l'économie, puis de septembre 2010 jusqu'au 31 août 2012 à la Banque de France à la direction de la conjoncture et des politiques macroéconomiques.

<sup>17</sup> Détachement à l'OCDE (Nuclear Energy Agency) de février 2009 à février 2012.

<sup>18</sup> Egalement en charge du Master « Energie, Finance, Carbone » (Recherche et Professionnel).

- Cruciani, Michel. Keppler, Jan. 2010. « The Impact of the EU ETS on Prices and Profits in the Electricity Sector » with, *Energy Policy* 38(8), p. 3280-90.
- Le Pen, Yannick. Sévi, Benoît. 2010. «On the non-convergence of energy intensities: evidence from a pair-wise econometric approach. » *Ecological Economics*, 69(3): 641-650.

---

#### Cinq documents majeurs autres que publications : rapports publics

- Chevalier, Jean-Marie. D'Autume, Antoine. Chalmin, Philippe. 2010. « *Conséquences sur l'économie française d'un prix du pétrole durablement élevé et volatil* ». Rapport pour le Conseil d'Analyse économique.
- Chevalier, Jean-Marie. 2010. Rapport du Groupe de Travail sur « *la Volatilité des Prix du Pétrole* », commandé par la Ministre de l'Economie, de l'Industrie et de l'Emploi. Groupe de travail présidé par Jean-Marie Chevalier.
- De Perthuis, Christian. 2011. Rapport du Groupe de Travail « *Trajectoires 2020-2050: vers une économie sobre en carbone* », commandé par la Ministre de l'Economie et du Développement Durable. Groupe de travail présidé par Christian de Perthuis.
- Geoffron, Patrice. 2012. « *Revue des feuilles de route ou stratégies énergétiques publiées dans certains pays européens limitrophe de la France* », Ministère de l'Ecologie, Direction Générale de l'Energie et du Climat.
- Keppler, Jan. Sicilia, M. 2010. « *Projected Costs of Generating Electricity : 2010 Edition* », with M. Sicilia, OCDE.

---

#### Rayonnement/attractivité académiques

- Création d'une Chaire d'Economie du Climat (partenariats avec Economix (UPO), Florence School of Regulation, University College of Dublin,.....). [www.chaireeconomieduclimat.org](http://www.chaireeconomieduclimat.org)
- Membre du réseau d'organisation du Paris Environmental and Energy Economics Seminar <https://sites.google.com/site/peeeseinar/>
- Partenariat étroit avec l'Association des Economistes de l'Energie (<http://www.faeefr>)
- Partenariats avec des laboratoires en « sciences » de l'énergie : I-Tésé-CEA (Institut de technico-économie des systèmes énergétiques), G2ELAB Grenoble (ingénierie électrique), LIED-PIERI (Paris Interdisciplinary Energy Research Institute).
- Participations aux comités de rédaction de la Revue *Low Carbon Economy*, *Revue de l'Energie*, revue *International Journal of Management and Network Economics*, *European Review of Energy Markets*, éditeur Associé *International Journal of Global Energy Issues*, série *Energie d'Economies et Sociétés*.
- J.M.Chevalier, ex-membre du Conseil d'Analyse Economique, membre fondateur du Cercle des Economistes.
- J.M.Chevalier, P.Geoffron, Prix 2012 de l'Association des Economistes de l'Energie.
- Sophie Méritet Vice-Présidente internationale de International Association of Energy Economics (I.A.E.E) (2007-2009).

---

#### Interactions avec l'environnement socio-économique et culturel

- Nombreux rapports issus de missions ministérielles (cf.supra)
- Partenariat avec la Commission de Régulation de L'Energie (organisation régulières de conférences conjointes à l'Assemblée Nationale).
- Séminaire conjoint annuel avec le laboratoire de droit de Dauphine (ID2), le Conseil d'Etat, le Barreau de Paris dans le champ du droit et de la régulation de l'énergie et du climat.
- Liens avec des organisations internationales dans le champ de l'énergie (Agence Internationale de l'Energie, Nuclear Energy Agency, Energy Charter, OSCE).
- Conférences régulières associant des industriels dans le comité d'organisation (ex : Forum annuel de l'énergie avec GDF-Suez)
- Thèses CIFRE en cours en partenariat avec Amundi, Areva, Bluex Next, EDF (2), General Electric, Natixis, Orange et Renault.

- Chaire d'Economie du Climat parrainée par la CDC Climat comme co-fondateur avec l'Université Paris-Dauphine et de nombreuses entreprises du secteur énergétique, du transport et de la finance. [www.chaireeconomieduclimat.org](http://www.chaireeconomieduclimat.org)
- Lauréat d'un AMI de l'ADEME (fonds démonstrateurs de recherche) en 2011 : Projet OMERE (Optimisation et Maîtrise des Energies renouvelables et du Réseau Electrique) avec le CEA-INES, l'UTBM, General Electric, Electricité de Strasbourg.
- Présence régulière dans la presse écrite et audiovisuelle.

---

**Contributions de l'entité à des actions de formation à la recherche**

- Création en 2009 d'un Master « Energie, Finance, Carbone ».
- 29 thèses soutenues, 3 HDR soutenues.
- Animation du réseau des doctorants de l'Association des Economistes de l'Energie.

## 3.2. Auto-évaluation

### 3.2.1. Historique et objectifs du contrat en cours

Le CGEMP est une équipe du LEDa (antérieurement EA autonome) créée en 1982 par André Giraud et spécialisée en économie de l'énergie. A partir d'une tradition de forte interaction avec l'industrie et les institutions publiques dans ce champ, l'orientation prise dans les années 2000 par son directeur, le Pr. Jean-Marie Chevalier, et sensiblement renforcée durant ce contrat a été de densifier la production à caractère académique, tout en faisant évoluer les réflexions (notamment dans le sens de l'économie du changement climatique) via une série de recrutements apportant des compétences complémentaires. Cette évolution thématique a notamment été traduite en 2009 par la création d'un Master intitulé *Energie-Finance, Carbone* et d'une *Chaire d'Economie du Climat*.

L'activité de la période couverte traduit cette très nette densification en termes de publications, ainsi qu'un maintien de la fonction de « plateforme » pour l'animation de débats scientifiques et publics sur les questions énergétiques (et que traduit la longue liste de conférences et séminaires annexée, organisés sous l'égide du CGEMP ou en partenariat). Il n'est resté pas moins que le CGEMP est une équipe de taille réduite de sorte que son modèle (et la notoriété acquise au fil du temps par la structure) suppose l'animation de réseaux dans son champ, en France et à l'international. Dans cette perspective, l'intégration au sein du LEDa (Patrice Geoffron dirigeant à la fois le LEDa et le CGEMP) est un atout important facilitant les coopérations internes entre économistes dauphinois et permettant ainsi de solidifier le socle de l'équipe.

### 3.2.2. Activités et résultats

Chiffres-clés de la production:

- Les publications sont données en annexe : les publications sont données en annexe : 57 ACL, 14 ACLN, 32 ASCL, 43 C-INV, 13 C-ACTI, 24 C-COM, 9 DO, 13 OS, 44 C-OS, 31 PV, 17 AP.

L'élément prédominant de la période contractuelle a été la capacité à développer très considérablement l'activité de publications ACL, tout en maintenant une forte interaction avec l'environnement économique et institutionnel dans le domaine de l'énergie. Le CGEMP a grandement bénéficié des nouvelles orientations de la politique de recrutement mise en œuvre au sein du LEDa durant le contrat.

### 3.2.3. Axes de recherche

L'activité scientifique est structurée autour de quatre axes thématiques (largement interconnectés):

- **La formation du prix des matières premières énergétiques, de l'électricité et du CO<sub>2</sub>.** Cette orientation prolonge une compétence historique dans le champ des énergies fossiles (J.M.Chevalier), étendue à la formation des coûts et des prix dans le domaine électrique (J.Keppeler), ainsi que du CO<sub>2</sub> au sein de la Chaire d'Economie du Climat (C. de Perthuis). Dans un environnement où la déréglementation a modifié les mécanismes originels de formation des prix et où la « transition énergétique » induit des incertitudes élevées sur la compétitivité relative des filières (et leur place dans les futurs mix énergétiques), la demande sociale sur la problématique de formation des prix est importante (cf. création d'une Chaire « European Electricity Markets » dans la partie projet). Le CGEMP s'est structuré en renforçant considérablement ses compétences économétriques au travers des différents recrutements ou renforts intervenus dans la période sous revue (M.Bessec, J.Chevallier, Y. Le Pen, ainsi que R.Bourbonnais du LEDA-DIAL et J.Fouquau, chercheur associé et Pr. à la Rouen Business School).

- **La régulation des marchés de l'énergie.** Dans le contexte décrit précédemment, la boîte à outil de la régulation est en profonde rénovation. Une partie de ces évolutions est transversale aux secteurs de réseaux (problématique de l'accès des tiers aux réseaux dans des conditions équitables et, plus généralement, de la régulation asymétrique en présence d'opérateurs historiques). Dans le champ de l'énergie, elle prend des formes spécifiques à la fois du fait de la nécessité de limiter le pouvoir de marché des opérateurs en place (S.Méritet) — pouvoir induit par les caractéristiques des technologies exploitées (exemple de la Loi dite « NOME » en France, destinée à définir les conditions d'accès à l'électricité nucléaire pour des opérateurs entrants) — mais également par la nécessité de piloter la « transition énergétique » (marchés dits « de capacités », destinés à rémunérer la capacité de production et non pas la production, afin de préserver des mix électriques équilibrés entre filières renouvelables à caractère intermittent et filières offrant de la flexibilité, gaz notamment ; problématique spécifique de la régulation des smart grids, de l'allocation des coûts pour adapter les réseaux de distribution à mesure du développement du véhicule électrique (P.Geoffron)). Cet axe de recherche donne notamment lieu à une coopération fructueuse avec la Commission de Régulation de l'Energie. Au sein de Dauphine, des liens étroits ont été développés avec le laboratoire de droit (I2D) avec le Pr.Claudie Boiteau, coopération donnant notamment lieu à un séminaire conjoint avec le Conseil d'Etat, le Barreau de Paris dans le champ du droit et de la régulation de l'énergie et du climat. Le projet de Chaire « Gouvernance et Régulation » (porté par le laboratoire DRM de Dauphine et le Pr. E.Brousseau) permettra de fédérer les compétences dauphinoises dans le champ de la régulation.
- **L'analyse du fonctionnement des outils économique de la lutte contre le changement climatique.** Un événement majeur du contrat a été la création d'une Chaire d'Economie du Climat ([www.chaireeconomieduclimat.org](http://www.chaireeconomieduclimat.org)) en partenariat avec la CDC Climat (qui dispose d'une équipe de recherche interne). Cette chaire a permis de concentrer des compétences importantes sur l'analyse positive et normative du fonctionnement des marchés de quota d'émission de CO<sub>2</sub> (en particulier l'ETS européen), mais également les mécanismes de projet prévus au protocole de Kyoto (Clean Development Mechanisms, Joint Implementation) ou la taxe carbone, ainsi que concernant des outils plus spécifiques sur la relation forêt-climat ou destinés à l'émergence de modalités de transport bas carbone (C.dePerthuis). Cet axe de recherche a, en particulier, débouché sur à la création d'un modèle original ZEPHYR, qui permet de simuler l'équilibre offre-demande de quotas sur l'EU ETS et d'en déduire un prix d'équilibre pour la tonne de CO<sub>2</sub> (Thèse Raphaël Trotignon, soutenue en oct.2012). D'autres analyses sont à l'interface entre économie du changement climatique et économie internationale autour des phénomènes dits de « fuite de carbone », c'est-à-dire de délocalisation d'entreprises dans des espaces soumis à des contraintes climatiques significatives (normes d'émission, prix du CO<sub>2</sub>, taxe carbone), en Europe en particulier (S.Monjon).
- **L'analyse des formes et du pilotage de la transition énergétique.** Le réflexion sur les processus de transformation des systèmes énergétiques constitue un fil rouge de l'activité du CGEMP depuis sa création en 1982. Dans le contexte présent, la dynamique des systèmes prend le forme d'une « transition vers des modèles bas carbone », processus impulsé par les autorités publiques. L'Europe est la zone du monde la plus proactive en l'espèce avec des objectifs comminatoires pour les Etats membres (trajectoire -20% émissions en 2020, -80% en 2050 en discussion) et parfois même des processus plus volontaristes (ex : tournant énergétique allemand « EnergieWende » de 2011). Le développement de cet axe a, tout particulièrement, été articulé dans le cadre de missions publiques (commissions présidées par C.de Perthuis et J.M.Chevalier) et donné lieu à des publications collectives (Economica 2011 et Palgrave MacMillan 2012). Cette thématique assemble les « briques analytiques » développées dans les autres axes (en y ajoutant une dimension de géopolitique) pour éclairer la cohérence des processus de transition (en termes d'équilibre technico-économique des systèmes énergétiques, d'impact sur le prix des énergies, de précarité énergétique des ménages et de compétitivité des entreprises, de sécurité d'approvisionnement, ...). Pour ces analyses, le CGEMP mobilise également les

compétences de ces chercheurs associés (M.Cruciani, J.G.Devezeaux, N.Popiolek, M.Cruciani).

### 3.2.4. Publications marquantes

Nous mentionnons ici cinq contributions marquantes des chercheurs de l'équipe ayant donné lieu à publication depuis 2007 :

- Bessec, Marie. Fouquau, Julien. 2008. « The non-linear link between electricity consumption and temperature in Europe: a threshold panel approach ». *Energy Economics*, 30(5), 2705-21. « This paper investigates the relationship between electricity demand and temperature in the European Union. We address this issue by means of a panel threshold regression model on 15 European countries over the last two decades. Our results confirm the non linearity of the link between electricity consumption and temperature found in more limited geographical areas in previous studies. [...] At last, rolling regressions highlight the significant impact of climate change on electricity use in Europe ».
- Chevallier, Julien. 2011. « Macroeconomics, finance, commodities: Interactions with carbon markets in a data-rich model ». *Economic Modelling*, 28(1-2), 557-567. « This article assesses the transmission of international shocks to EUA spot, EUA futures, and CER futures carbon prices using a broad dataset that includes 115 macroeconomic, financial and commodities indicators with daily frequency from April 4, 2008 to January 25, 2010 totalling 463 observations. The framework adopted is a Factor-Augmented Vector Autoregression model with latent factors extracted from the dataset, as proposed by Bernanke et al. (2005) [...]».
- Geoffron, Patrice. Chevalier, Jean-Marie. (eds). 2012. « The New Energy Crisis : Climate, Economics and Geopolitics », Palgrave MacMillan, 2012. « This book examines the climate-energy equation in a post-Fukushima world, assessing the implications of this crisis for energy choices and energy. The book follows a regional approach, including detailed discussions of regional resource endowment, history and sensitivity to climate change, and the effects of the recent global crash on economic and geopolitical tensions. The aim is to provide view on the energy transition, taking account of energy poverty, and the possible future of nuclear energy and renewable energy sources in a globalized world ».
- Cruciani, Michel. Keppler, Jan. 2010. « The Impact of the EU ETS on Prices and Profits in the Electricity Sector » with, *Energy Policy* 38(8), p. 3280-90. « The European Union Emissions Trading Scheme (EU ETS) has imposed a price on the allowances for CO<sub>2</sub> emissions of electricity companies. Integrating this allowance price into the price of electricity earns a rent for companies who have received these allowances for free. [...] This paper develops a methodology to determine the specific interaction of the imposition of such a CO<sub>2</sub> constraint and the price-setting mechanism in the electricity sector under the assumption of marginal cost pricing in a liberalized European electricity market. [...] We show that such a switch to auctioning will continue to create additional infra-marginal rents for certain producers and will leave the electricity sector as a whole better off than before the introduction of the EU ETS ».
- Le Pen, Yannick. Sévi, Benoît. 2010. «On the non-convergence of energy intensities: evidence from a pair-wise econometric approach. » *Ecological Economics*, 69(3): 641-650. «On the non-convergence of energy intensities: evidence from a pair-wise econometric approach». *Ecological Economics*, 69(3): 641-650. This paper evaluates convergence of energy intensities for a group of 97 countries in the period 1971-2003. Convergence is tested using a recent method proposed by Pesaran (2007) based on the stochastic convergence criterion. Main advantages of this method are that results do not depend on a benchmark against which convergence is assessed, and that it is more robust. Applications of several unit-root tests as well as a stationarity test uniformly reject the global convergence hypothesis. [...]».

### 3.2.5. Rayonnement et attractivité académique

Animation ou présence dans des réseaux de recherche :

- La Chaire d'Economie du Climat a permis de développer des partenariats étroits avec Economix (le Pr. P.A.Jouvet est directeur scientifique de la chaire, le Pr. A. Ayong Le Kama dirige un de ses axes de recherche), Duke, Stanford, Florence School of Regulation, University College of Dublin,... [www.chaireeconomieduclimat.org](http://www.chaireeconomieduclimat.org)
- Membre du réseau d'organisation du Paris Environmental and Energy Economics Seminar <https://sites.google.com/site/peeseminar/>
- Partenariat étroit avec l'Association des Economistes de l'Energie ([www.faeefr.fr](http://www.faeefr.fr)). S.Méritet est membre du comité de direction. Co-organisation de manifestations régulières
- Partenariats avec des laboratoires en « sciences » de l'énergie : I-Tésé-CEA (Institut de technico-économie des systèmes énergétiques), G2ELAB Grenoble (ingénierie électrique), LIED-PIERI (Paris Interdisciplinary Energy Research Institute).

Collaborations internes à Dauphine :

- Avec le laboratoire I2D : programme de recherche « droit et régulation de l'énergie et du climat » dans la Chaire d'Economie du Climat, séminaire annuel avec le Conseil d'Etat et le Barreau de Paris sur le même thème.
- Avec le laboratoire DRM dans le cadre de la Chaire d'Intelligence Economique (programme sur la « prospective de l'énergie »)
- Avec IRRISSO dans le cadre de la Chaire de Géopolitique (conférences sur la géopolitique de l'énergie).

On notera par ailleurs :

- Participations aux comités de rédaction de la Revue *Low Carbon Economy*, *Revue de l'Energie*, revue *International Journal of Management and Network Economics*, *European Review of Energy Markets*, éditeur Associé *International Journal of Global Energy Issues*, série *Energie d'Economies et Sociétés*.
- J.M.Chevalier, ex-membre du Conseil d'Analyse Economique, membre fondateur du Cercle des Economistes.
- J.M.Chevalier, P.Geoffron, Prix 2012 de l'Association des Economistes de l'Energie.
- Sophie Méritet Vice-Présidente internationale de International Association of Energy Economics (I.A.E.E) (2007-2009).

### 3.2.6. Interactions avec l'environnement social, économique et culturel

Les relations avec l'environnement social, économique et culturel sont au cœur du « modèle » du CGEMP depuis sa création. Durant le présent contrat, il a été possible de conserver ce type d'investissement (qui répond à une demande sociale importante, dans un contexte de transition énergétique et d'incertitude induite par la crise économique), tout en accompagnant la densification de la production académique.

Ces interactions ont revêtu les formes suivantes :

Publications de rapports publics, notamment dans le cadre de missions ministérielles :

- Chevalier, Jean-Marie. D'Autume, Antoine. Chalmin, Philippe. 2010. « *Conséquences sur l'économie française d'un prix du pétrole durablement élevé et volatil* ». Rapport pour le Conseil d'Analyse économique.
- Chevalier, Jean-Marie. 2010. Rapport du Groupe de Travail sur « *la Volatilité des Prix du Pétrole* », commandé par la Ministre de l'Economie, de l'Industrie et de l'Emploi. Groupe de travail présidé par Jean-Marie Chevalier.

- De Perthuis, Christian. 2011. Rapport du Groupe de Travail « *Trajectoires 2020-2050: vers une économie sobre en carbone* », commandé par la Ministre de l'Economie et du Développement Durable. Groupe de travail présidé par Christian de Perthuis.
- De Perthuis, Christian. 2009. Rapport du Groupe de Travail sur le projet de « *Taxe carbone* », commandé par la Ministre de l'Economie et du Développement Durable. Groupe de travail présidé par Michel Rocard, rapporteur Christian de Perthuis.
- Geoffron, Patrice. 2012. « *Revue des feuilles de route ou stratégies énergétiques publiées dans certains pays européens limitrophe de la France* », Ministère de l'Ecologie, Direction Générale de l'Energie et du Climat.
- Keppler, Jan. Sicilia, M. 2010. « *Projected Costs of Generating Electricity : 2010 Edition* », with M. Sicilia, OCDE.

Relations avec les autorités publiques et organisation internationales :

- Partenariat avec la Commission de Régulation de L'Energie (organisation régulières de conférences conjointes à l'Assemblée Nationale : Développement des Smart Grids, Précarité énergétique), ainsi qu'avec le Médiateur de l'Energie. Notamment, co-animation d'un site dédié sur les smart grids ([www.smartgrids-cre.fr](http://www.smartgrids-cre.fr)).
- Séminaire conjoint annuel avec le laboratoire de droit de Dauphine (ID2), le Conseil d'Etat, le Barreau de Paris dans le champ du droit et de la régulation de l'énergie et du climat. Création d'un prix de thèse dans le cadre de la Chaire d'Economie du Climat.
- Liens avec des organisations internationales dans le champ de l'énergie : Agence Internationale de l'Energie (C.Mandil, ancien directeur exécutif est le président d'honneur du CGEMP, la Nuclear Energy Agency avec le détachement de J. Keppler durant 2 années, l'Energy Charter, l'OSCE).

Relations avec les entreprises :

- Conférences régulières associant des industriels dans le comité d'organisation (ex : Forum annuel de l'énergie avec GDF-Suez qui réunit chaque année 1500 personnes à Dauphine)
- Thèses CIFRE en cours en partenariat avec Amundi, Areva, Blutex Next, EDF (2), General Electric, Natixis, Orange et Renault.
- De nombreuses entreprises du secteur énergétique, du transport et de la finance sont partenaires de la Chaire d'Economie du Climat [www.chaireeconomieduclimat.org](http://www.chaireeconomieduclimat.org)
- Lauréat d'un AMI de L'ADEME (fonds démonstrateurs de recherche) en 2011 : Projet OMERE (Optimisation et Maîtrise des Energies renouvelables et du Réseau Electrique) avec le CEA-INES, l'UTBM, General Electric, Electricité de Strasbourg.

Présence dans les médias :

- Présence très régulière dans la presse écrite (Le Monde, Les Echos, Enerpresse), les radios (Radio France, généralistes, Radio Classique) et télévision (chaînes nationales, BFM TV, LCI, France 24).
- Animation d'un blog énergie-climat : <http://climateeconomicsblog.blogspot.fr>

### **3.2.7. Enseignement et formation à la recherche**

La période a été marquée par les résultats suivants:

- La création en 2009 d'un Master « Energie, Finance, Carbone » qui est composé d'un public très divers d'économistes et gestionnaires, mais également d'ingénieurs (40% pour la dernière promotion).
- 29 thèses soutenues
- 3 HDR soutenues, et une à venir en décembre 2012.
- Animation du réseau de doctorants de l'Association des Economistes de l'Energie (différents doctorants du CGEMP l'ont présidée ou ont été membres du bureau).

Il est important de souligner que la densité des relations avec les entreprises et les institutions publiques du champ énergétique permet de proposer des financements de thèses sans rencontrer trop d'obstacles: CIFRE, bourses ADEME, ainsi que directement via la Chaire d'Economie du Climat et la Chaire European Electricity Markets (création en oct. 2012). Ces chaires permettent également d'intégrer des stagiaires de master recherche.

### **3.2.8. Analyse des moyens de l'unité**

Comme évoqué, les partenariats industriels confèrent des financements pérennes et stables, sans qu'une dépendance se soit installée (pas d'activité contractuelle en dehors de financements pluri-annuels de type CIFRE ou Chaires). En outre, l'activité scientifique a permis aux membres de l'équipe de bénéficier significativement des incitations à la publication via le BQR, système développé au sein du LEDa.

Surtout, sur la période 2007-2012, les effectifs de l'équipe ont été considérablement modifiés avec le recrutement de 3 MCF et l'intégration d'une MCF issue d'une autre équipe du LEDa et d'un PAST.

*Enseignants-chercheurs en 2007 : 3 PR, 1 MCF, 1 Past*

- Jean-Marie Chevalier (PR), Patrice Geoffron (PR), Jan Keppler (PR), Sophie Méritet (MCF), Fabienne Salaün (Past)

*Arrivées sur 2007-2012 :*

- 2009 : Julien Chevallier (MCF), 2009 : Christian de Perthuis (PAST), 2010 : Yannick Le Pen (MCF), 2011 : Stéphanie Monjon (MCF), 2012 : Marie Bessec (MCF).

*Départs :*

- 2011 : Jean-Marie Chevalier, départ en retraite. 2012 : Julien Chevallier, réussite à l'agrégation externe

*Enseignants-chercheurs au 1<sup>er</sup> juillet 2012 : 2 PR, 4 MCF, 2 Past*

- Marie Bessec (MCF)<sup>19</sup>, Patrice Geoffron (PR), Jan Keppler (PR)<sup>20</sup>, Yannick Le Pen (MCF), Sophie Méritet (MCF), Christian de Perthuis (Past), Fabienne Salaün (PAST)

*Chercheurs associés au 1<sup>er</sup> juillet 2012 :*

- Jean-Marie Chevalier, Professeur émérite, Michel Cruciani, Ingénieur de recherche (retraité EDF), Julien Fouquau, Professeur Rouen Business School, Jean-Guy Devezeaux, Directeur I-Tésé (CEA), Pierre Zaleski (Ingénieur Nucléaire, Ancien président de l'International Academy of Nuclear Energy et ex-professeur à UCLA).
- Un personnel de recherche à mi-temps (Dominique Charbit<sup>21</sup>) et une doctorante faisant fonction d'assistante de recherche à mi-temps (Thao Thi-Phuong Pham)

### **3.2.9. Organigramme fonctionnel et règlement intérieur**

Le CGEMP étant une équipe du LEDa, de petite taille de surcroît, son organisation interne est souple, avec comme seule « routine » une réunion d'équipe hebdomadaire qui permet de réunir les permanents et associés. Par ailleurs, la direction du LEDa étant assumée par P.Geoffron, responsable du CGEMP, l'interface avec les autres équipes s'opère sans difficulté.

<sup>19</sup> Détachement de septembre 2007 à Août 2010 au service des politiques macroéconomiques et des affaires européennes à la DG-Trésor au ministère de l'économie, puis de septembre 2010 jusqu'au 31 août 2012 à la Banque de France à la direction de la conjoncture et des politiques macroéconomiques.

<sup>20</sup> Détachement à l'OCDE (Nuclear Energy Agency) de février 2009 à février 2012.

<sup>21</sup> Egalement en charge du Master « Energie, Finance, Carbone » (Recherche et Professionnel).

**3.2.10. Liste des publications et des productions**

Cf. annexes

### 3.3. Annexes

#### 3.3.1. Publications

##### 3.3.1.1. ACL

- [1] Bessec, Marie, et Doz, Catherine. 2012. "Prévision de court terme de la croissance du PIB français à l'aide de modèles à facteurs dynamiques." A paraître dans *Economie et Prévision*.
- [2] Bessec, Marie, et Fouquau, Julien. 2008. "The non-linear link between electricity consumption and temperature in Europe: a threshold panel approach." *Energy Economics*, 30(5): 2705-2721.
- [3] Bessec, Marie. 2010. "Etalonnages du taux de croissance du PIB français sur la base d'enquête de conjoncture." *Economie et Prévision*, 193: 77-99.
- [4] Capelle-Blancard, Gunther, et Monjon, Stéphanie. 2012. "The Impact of the Screening Process on the Performance of Socially Responsible Funds." *European Financial Management*, doi: 10.1111/j.1468-036X.2012.00643.x.
- [5] Capelle-Blancard, Gunther, et Monjon, Stéphanie. 2012. "Trends in the Literature on Socially Responsible Investment: Looking for the Keys under the Lamppost." à paraître dans *Business Ethics: A European Review*.
- [6] Chevallier, Julien. 2012. "Cointegration between carbon spot and futures prices: from linear to nonlinear modeling". *Economics Bulletin (Note)*, 32(1):160-181.
- [7] Chevallier, Julien, Delarue, Erik, Lujan, Emeric et D'haeseleer, William. 2012. "A Counterfactual Simulation Exercise of CO2 Emissions Abatement through Fuel-Switching in the UK (2008-2012)." *International Journal of Global Energy Issues*, 35(5):311-331.
- [8] Chevallier, Julien, Delarue, Erik, Lujan, Emeric et D'haeseleer, William. 2011. "CO2 abatement opportunity in the UK through fuel-switching under the EU ETS (2005-2008): Evidence from the E-Simulate Model". *International Journal of Global Energy Issues*, 35(2/3/4):178-214.
- [9] Chevallier, Julien, et Sévi, Benoît. 2011. "On the Realized Volatility of the ECX CO2 Emissions 2008 Futures Contract: Distribution, Dynamics, and Forecasting". *Annals of Finance*, 7:1-29.
- [10] Chevallier, Julien, Le Pen, Yannick et Sévi, Benoît. 2011. "Option market and volatility in the EU ETS." *Resource and Energy Economics*, 33: 855-880.
- [11] Chevallier, Julien, Jouvet, Pierre-André, et Etner, Johanna. 2011. "Bankable Pollution Permits under Uncertainty and Optimal Risk Management Rules." *Research in Economics*, 65(4):332-339.
- [12] Chevallier, Julien, Jouvet, Pierre-André, Michel, Philippe, et Rotillon, Gilles. 2009. « Economic consequences of permits allocation rules ». *Economie Internationale*, 120 :77-90.
- [13] Chevallier, Julien, Le Pen, Yannick et Sévi, Benoît. 2011. "Options introduction and volatility in the EU ETS". *Resource and Energy Economics*, 33(4):855-880.
- [14] Chevallier, Julien. 2010. "A Note on Cointegrating and Vector Autoregressive Relationships between CO2 allowances spot and futures prices". *Economics Bulletin (Note)*, 30(2):1564-1584.
- [15] Chevallier, Julien. 2010. "EUAs and CERs: Vector Autoregression, Impulse Response Function and Cointegration Analysis." *Economics Bulletin (Note)*, 30(1):558-576.
- [16] Chevallier, Julien. 2010. "Modelling risk premia in CO2 allowances spot and futures prices." *Economic Modelling*, 27(3):717-729.
- [17] Chevallier, Julien. 2010. "Speculation and oil derivatives markets." *Revue d'Economie Financière* 98(3):353-371.
- [18] Chevallier, Julien. 2010. "The impact of Australian ETS news on wholesale spot electricity prices: An exploratory analysis." *Energy Policy*, 38(8):3910-3921.
- [19] Chevallier, Julien. 2010. "Volatility forecasting of carbon prices using factor models." *Economics Bulletin (Note)*, 30(2):1642-1660.
- [20] Chevallier, Julien. 2011. "A Model of Carbon Price Interactions with Macroeconomic and Energy Dynamics." *Energy Economics*, 33(6):1295-1312.

- [21] Chevallier, Julien. 2011. "Anticipating correlations between EUAs and CERs: a Dynamic Conditional Correlation GARCH model." *Economics Bulletin (Note)*, 31(1):255-272.
- [22] Chevallier, Julien. 2011. "Detecting Instability in the Volatility of Carbon Prices". *Energy Economics* 33(1):99-110.
- [23] Chevallier, Julien. 2011. "Evaluating the carbon-macroeconomy relationship: Evidence from threshold vector error-correction and Markov-switching VAR models". *Economic Modelling*, 28(6):2634-2656.
- [24] Chevallier, Julien. 2011. "Macroeconomics, finance, commodities: Interactions with carbon markets in a data-rich model". *Economic Modelling*, 28(1-2):557-567.
- [25] Chevallier, Julien. 2011. "Nonparametric modeling of carbon prices". *Energy Economics*, 33(6):1267-1282.
- [26] Chevallier, Julien. 2011. "The impact of nonlinearities for carbon markets analyses". *Economie Internationale*, 126-127:131-150.
- [27] Chevallier, Julien. 2011. "Wavelet packet transforms analysis applied to carbon prices". *Economics Bulletin*, 31(2):1731-1747.
- [28] Chevallier, Julien. 2012. "Banking and Borrowing in the EU ETS: A Review of Economic Modelling, Current Provisions and Prospects for Future Design". *Journal of Economic Surveys*, 26(1):157-176.
- [29] Chevallier, Julien. 2012. "EUAs and CERs: Interactions in a Markov regime-switching environment". *Economics Bulletin (Note)*, 32(1):86-101.
- [30] Chevallier, Julien. 2012. "Global Imbalances, Cross-Market Linkages, and the Financial Crisis: a Multivariate Markov-Switching Analysis". *Economic Modelling*, 29(3):943-973.
- [31] Chevallier, Julien. 2012. "Time-varying correlations in oil, gas and CO<sub>2</sub> prices: an application using BEKK, CCC, and DCC-MGARCH models". *Applied Economics*, 44(32):4257-4274.
- [32] Chèze, Benoît, Gastineau, Pascal, et Chevallier, Julien. 2011. "Air traffic energy efficiency differs from place to place: new results from a macro-level approach". *Economie Internationale* 126-127:31-58.
- [33] Chèze, Benoît, Gastineau, Pascal, et Chevallier, Julien. 2011. "Forecasting world and regional aviation Jet-Fuel demands to the mid-term (2025)". *Energy Policy*, 39(9):5147-5158.
- [34] De Perthuis, Christian. 2007. «La Stern Review : le parti pris de l'action face au changement climatique», *Revue d'Economie Politique*, vol. 117, 4.
- [35] De Perthuis, Christian. 2008. «L'expansion des marchés du carbone», Rapport moral sur l'argent dans le monde 2008, Special issue, *Revue d'Economie Financière*, 1<sup>er</sup> trimestre.
- [36] Keppler, Jan. 2009 « Barriers to Entry : Abolishing the Barriers to Understanding », *Journal of Public Finance and Public Choice* 27 (2-3):99-124.
- [37] Keppler, Jan, et Mansanet-Batailler, M. 2010. « Causalities between CO<sub>2</sub>, Electricity, and other Energy Variables during Phase I and Phase II of the EU ETS », *Energy Policy* 38(7): 3329-41.
- [38] Keppler Jan, et Cruciani, Michel. 2009. « Les rentes dues au marché du CO<sub>2</sub> in le secteur européen de l'électricité » *Économies et Sociétés, Série « Économie de l'énergie »*, 11, 10/2009, 1623-1627.
- [39] Keppler, Jan. 2008. « Piero Sraffa – Attilio da Empoli : Competing Solutions for the Crisis of the Theory of the Firm in the early 20<sup>th</sup> Century », *Il pensiero economico italiano*, 15(2) : 51 -67.
- [40] Keppler, Jan. 2010. « Utilitarisme et antilibéralisme : Note critique à propos de *L'homme économique: Essai sur les racines du néolibéralisme* de Christian Laval. » *Oeconomia* 42: 455-470.
- [41] Keppler, Jan, et Cruciani, Michel. 2010. « Rents in the European power sector due to carbon trading » *Energy Policy* 38(8): 3280-90.
- [42] Le Pen, Yannick, et Sévi, Benoît. 2011. « Macro factors in oil futures returns. » *International Economics/ Economie internationale*, 126-127: 13-38.
- [43] Le Pen, Yannick et Sévi, Benoît. 2010. «Impact d'un choc sur les corrélations de trois indices boursiers - La faillite de Lehman Brothers.» *Revue Economique*, 61(3): 407-419.
- [44] Le Pen, Yannick et Sévi, Benoît. 2010. «Volatility transmission and volatility impulse response functions in European electricity forward markets. » *Energy Economics*, 32(4) : 758-770.

- [45] Le Pen, Yannick et Sévi, Benoît. 2010. «What trends in energy efficiencies? Evidence from a robust test. » *Energy Economics*, 32(3): 702-708.
- [46] Le Pen, Yannick, 2011. « A pair-wise approach to output convergence between European regions.» *Economic Modelling*, 28(3): 955-964.
- [47] Le Pen, Yannick, et Sévi, Benoît. 2010. «On the non-convergence of energy intensities: evidence from a pair-wise econometric approach. » *Ecological Economics*, 69(3): 641-650.
- [48] Mansanet-Bataller, Maria, Chevallier, Julien, Hervé-Mignucci, Morgan, et Alberola, Emilie. 2011. "EUA and sCER Phase II Price Drivers: Unveiling the reasons for the existence of the EUA-sCER spread". *Energy Policy*, 39(3):1056-1069.
- [49] Méritet, Sophie. 2007. "French perspectives in the emerging European Union energy policy.» *Energy Policy*, 35: 4767-4771.
- [50] Méritet, Sophie. 2009. « Que peut-on attendre des Etats-Unis dans le débat énergie-environnement ? », *Économies et Sociétés, Série « Économie de l'énergie »*.
- [51] Monjon, Stéphanie, et Quirion, Philippe. 2011. "A border adjustment for the EU ETS: Reconciling WTO rules and capacity to tackle carbon leakage." *Climate Policy*, 11(5): 1212-1225.
- [52] Monjon, Stéphanie, et Quirion, Philippe. 2011. "Addressing leakage in the EU ETS: Border adjustment or output-based allocation?" *Ecological Economics*, 70(11): 1957-1971.
- [53] Trottignon, Raphaël. 2012. « Combining cap-and-trade with offsets: Lessons from the EU ETS », *Climate Policy*, 12 (3):273
- [54] Trottignon, Raphaël ,et, Ellerman, Denis. 2009. "Cross Border Trading and Borrowing in the EU ETS." *Energy Journal*, Volume 30, Special Issue #2 : 53-78.
- [55] Trottignon, Raphaël, et Leguet, Benoit. 2009. « The future of project based mechanisms », *Economie et Société, Série "Economie de l'énergie"*, n°11, 10/2009, p 1673-1680.

### 3.3.1.2. ACLN

- [56] Aoun, Marie-Claire. 2007. « La rente pétrolière et le développement économique des pays exportateurs", *Revue de l'Energie*, 59ème année, N°585, Septembre-Octobre, p. 285-292
- [57] Chevalier, Jean-Marie. 2010. « Volatilité du prix du pétrole, régulation financière et politique énergétique » *Revue de l'Energie* Mai-Juin 2010.
- [58] Chevalier, Jean-Marie. 2010. "The French Experience in the European Process of Liberalization of Energy Markets." *Economia delle fonti di Energia e dell'ambiente*, n° 1, 2010. Milano.
- [59] Geoffron, Patrice. 2009. Vers des systèmes énergétiques « climate friendly » ?, *Économies et Sociétés, Série « Économie de l'énergie »*, 11, 10/2009, 1581-1588.
- [60] Geoffron, Patrice, et Haobo, Wang. 2008. « What Mobile Termination Regime for Asymmetric Firms with a Calling Club Effect? », *International Journal of Management and Networks Economics*, 1, 1, 58-79.
- [61] Geoffron, Patrice, 2010, « Regulating the gambling market: quality-based versus price-based competition », *The Journal of Regulation*, 1.1.5.
- [62] Keppler Jan. 2007. « Energy Interdependence in a Multi-polar World: Towards a Market-based Strategy for Safeguarding European Energy Supplies », *Reflets et Perspectives de la Vie Économique*, 46(4):31-48.
- [63] Keppler Jan. 2007. « L'Union européenne et sa politique énergétique », *Politique étrangère* 2007(3) 529-543.
- [64] Keppler Jan. 2007. « Security of Energy Supply : A European Perspective », *European Review of Energy Markets* 2(2), décembre 2007 : 5-37.
- [65] Keppler Jan. 2010. « The Role of Carbon Pricing », with R. Cameron, *Nuclear Engineering International* 55, 676: 32-34.
- [66] Méritet, Sophie. 2007. "French Energy Policy in the European Context" *Foreign Policy in Dialogue* - Issue No. 20 - Special Issue « Towards an External European Energy Policy?
- [67] Méritet, Sophie. 2010. « Apres les élections américaines, l'avenir incertain des projets de loi énergie-climat au Sénat », *Revue de l'Energie*, Novembre- Décembre.

- [68] Méritet, Sophie. 2010. « Les nouveaux défis des politiques énergétiques des Etats-Unis et de l'Union Européenne », *Revue du marché commun et de l'Union Européenne*, n°537, Avril, pp-211
- [69] Méritet, Sophie. 2011. « Une révolution en Israël: des découvertes de gaz naturel modifiant la situation énergétique », *Revue de l'Energie*, Mai-Juin.
- [70] Monjon, Stéphanie. 2012. "Limiting greenhouse gas emissions: is the Cancun agreement enough?" *Atoms for Peace: an International Journal*, Special Issue on Climate Change: What is at Stake?, 3(3): 197-205.
- [71] Trottignon, Raphaël, et Ellerman, D. 2008. "Compliance Trading in the EU ETS: Cross Border Trading, Banking and Borrowing" *MIT CEEPR Working Paper* n° WP-2008-012.

### 3.3.1.3. ASCL

- [72] De Perthuis, Christian, et Juvet, Pierre-André. 2012. « Green growth: from intention to implementation » *Cahiers de la Chaire Economie du Climat*, Information and debates series, N°15, June 2012.
- [73] De Perthuis, Christian, et Trottignon, Raphael. 2012 « The European CO2 allowances market : issues in the transition to Phase III » *Cahiers de la Chaire Economie du Climat*, Information and debates series, N°14, March 2012
- [74] De Perthuis, Christian. 2011. « Carbon market regulation: The case for a CO2 Central Bank. » *Cahiers de la Chaire Economie du Climat*, Information and debates series, N°10, Aout 2011.
- [75] De Perthuis, Christian, et Elbeze, Jérémy. 2011. « Twenty years of carbon taxation in Europe : some lessons learned » *Cahiers de la Chaire Economie du Climat*, Information and debates series, N°9, April 2011
- [76] De Perthuis, Christian, Shaw, Suzanne, et Lecourt, Stephen. 2010. « Normes, écotaxes, marchés de permis : quelle combinaison optimale ? » *Cahiers de la Chaire Economie du Climat*, Information and debates series, March-April 2010.
- [77] De Perthuis, Christian. 2010. « Quel avenir pour la taxe carbone en France ? » *Futuribles*, N°361, March 2010
- [78] De Perthuis, Christian, et Delbosc, Anaïs. 2010. «Négociations climatiques : les enjeux du post-Copenhague » *L'Economie Politique*, N°46, April - June 2010
- [79] De Perthuis, Christian, et Trottignon, Raphaël. 2010. « Changements climatiques : les difficultés d'une gouvernance environnementale mondiale. » *Questions Internationales*, N°43, May - June 2010.
- [80] De Perthuis, Christian, et Leguet, Benoît. 2009. « De la prise de conscience à l'action face au changement climatique » *Questions Internationales*, La Documentation Française.
- [81] De Perthuis, Christian. 2009. « Le débat sur la taxe carbone : les économistes au chevet du climat » *Futuribles*, N°356, October 2009.
- [82] De Perthuis, Christian. 2008. «Le puzzle des marchés du carbone», *Pour la Science*, March 2008.
- [83] De Perthuis, Christian, Ellerman, Denny et Convery, Franck. 2008. «The European Carbon Market in Action: Lessons from the First Trading Period», *Journal for European Environmental & Planning Law*, 5(2), August 2008.
- [84] De Perthuis, Christian, Ellerman, Denny et Convery, Franck. 2008. «The European Carbon Market in Action: Lessons from the First Trading Period» *MIT-UCD-APREC, Interim Report*, March 2008.
- [85] Geoffron, Patrice, Guichoux, M. 2012. « Quel potentiel d'abattement lié aux smart grids : focus sur le cas allemand » *Infos-Débats, Chaire d'Economie du Climat*,.
- [86] Geoffron, Patrice, et Monjon, Stéphanie. 2012. « Les scénarios énergétiques pour la France en 2050. » *Les Cahiers Français*, 366: 61-65.
- [87] Geoffron, Patrice, et Villette, Morgan. 2010. « Mesurer les coûts de la non-coopération européenne en matière énergétique. » *Revue de l'Association Nationale des Docteurs Es-Sciences Economiques*, 183-184, 2010.

- . [88] Geoffron, Patrice. 2008. « Chocs pétrolier et céréalier : la responsabilité limitée des pays émergents » *Constructif*, n°21, 2008.
- . [89] Keppler Jan. 2010 « How Competitive Is Nuclear Energy? », *NEA News* 28(1), Paris, OCDE/AEN, 2010, p. 4-8.
- . [90] Keppler Jan. 2009. « Calculating the Cost of Generating Electricity: Which Role for Nuclear », *NEA News* No; 271, OECD Nuclear Energy Agency, p. 23.
- . [91] Méritet, Sophie. 2007. « Vers une politique énergétique commune » *Encyclopedia Universalis* 2007, Enjeux et Actualités, Energie, pp.176-179.
- . [92] Méritet, Sophie. 2008. « Approvisionnements européens en gaz. » *Encyclopedia Universalis*,
- . [93] Méritet, Sophie, et Chevalier, J.M. 2008. « Politiques de l'énergie » *Encyclopedia Universalis*.
- . [94] Méritet, Sophie. 2008. « Les transitions réglementaires dans les industries énergétiques » *Problèmes Economiques*, La documentation française, n°339, Juillet Aout.
- . [95] Méritet, Sophie, et Salaun, F. 2010. « Des marchés pour la capacité : enseignements nord-américains », *Europe Energies*, Juillet 2010, pp8-9.
- . [96] Méritet, Sophie. 2010. « Panorama des marchés du gaz naturel en 2010" *Centre d'Etude et Recherche Internationale C.E.R.I.*, Défis et enjeux des énergies fossiles au XXIème siècle sous la direction de I. Rousseau.
- . [97] Méritet, Sophie. 2012. « Les relations franco-allemandes dans le domaine de l'énergie en Europe » *Annuaire Français de Relations Internationales*.
- . [98] Monjon, Stéphanie. 2011. « Pourra-t-on limiter la hausse de la température à +2°C ? » *Recherches Internationales*, 89: 113-130.
- . [99] Solier, Boris, et Jouver.P.A. 2011. "An overview of CO<sub>2</sub> costs pass-through to electricity prices in Europe", *Chaire d'Economie du Climat*, Working paper series, 2011-8, July 2011
- . [100] Solier, Boris. 2010. « La réforme du marché de l'électricité français : quels impacts pour la tarification et la concurrence ? », *Cahiers information et débats* n°4, Chaire Finance et développement durable, Programme de recherche en économie du climat (PREC).
- . [101] Solier, Boris. 2010. « Le marché européen des quotas de CO<sub>2</sub> : des premiers pas à l'émergence d'une véritable contrainte environnementale », *EDF Observatoire énergies d'entreprises*.
- . [102] Solier, Boris. 2010. « Le secteur du transport international de passagers : le grand oublié de Copenhague », *Club Tendances carbone* n°10, CDC Climat recherche, Février 2010.
- . [103] Solier, Boris. 2009. « L'inclusion des émissions du transport aérien en Europe », *Club Tendances Carbone* n°9, CDC Climat recherche, Novembre 2009.

#### **3.3.1.4. C-INV**

- . [104] Chevalier, Jean – Marie, « After Fukushima : The global Energy context and the French approach for energy policy » , 1-2 Février 2012, Tokyo.
- . [105] Chevalier, Jean – Marie, "Strategic Energy Questions : the Political Economy of Energy Security", Budapest, June 27, 2011.
- . [106] Chevalier, Jean – Marie « Prospects for Oil Supply », Madrid February 7, 2011
- . [107] Chevalier, Jean – Marie « Perspectives énergétiques mondiales » École des Mines de Paris, 22 Mars 2010
- . [108] Chevalier, Jean – Marie « La volatilité des prix du pétrole » - Rapport du groupe de travail présidé par Jean-Marie Chevalier, présentation à Mme Christine Lagarde - Ministre de l'économie, de l'industrie et de l'emploi. 9 février 2010.
- . [109] Chevalier, Jean – Marie « Energy/ Climate/ Demand » Commission de Régulation de l'énergie, 9 Juin 2009.
- . [110] Chevalier, Jean – Marie, et Percebois, J. « Gaz et Électricité : un défi pour l' Europe et pour la France ? » Commission de Régulation de l'énergie 28 Février 2008
- . [111] Chevalier, Jean – Marie « Energy Efficiency in the European Context", APERC Annual Conference, Tokyo – February 2008
- . [112] Chevalier, Jean – Marie « Le couple énergie environnement: réalité ou fiction » IDDRI - 20 Mai 2008.

- . [113] Chevalier, Jean – Marie “Making possible the impossible: More Energy- Less Emissions” European Energy Institute 21 Novembre, 2007.
- . [114] Chevalier, Jean – Marie «Clean Energy for Development » The World Bank, Octobre 10, 2007.
- . [115] Geoffron, Patrice, Developing Renewable Energies: Scope & Limits of the European Cooperation, YESS 2011, University Texas A&M, Jan 2011.
- . [116] Geoffron, Patrice, Economic Growth, Unemployment and Climate Change way down the EU member States Agenda, IFRI Annual Conference, “Energy Tectonics: The Plates are Shifting”, Feb 2012.
- . [117] Geoffron, Patrice, Electric Power Engineering Education Challenges in the Smart Grids Era: an Economist’s View, International Council on Large Electric Systems, Paris, 2012.
- . [118] Geoffron, Patrice, Energy Security Issues in Europe, Weimar Triangle European Conference, Auswartiges Amt, Berlin, May 2012.
- . [119] Geoffron, Patrice, First mover advantages in European mobile industry, Conference on the Regulation of Mobile Termination Rates, Mobile Challengers, Brussels, 2008.
- . [120] Geoffron, Patrice, Highlights on the "Global Aspects" of Energy and Climate Change, European Nuclear Energy Leadership Academy, Munich, March 2012.
- . [121] Geoffron, Patrice, Managing the Rents: focus on the Sovereign Funds, 23rd Rendez-vous de la Mondialisation, Centre d’Analyse Stratégique, Oct 2011.
- . [122] Geoffron, Patrice, New challenges for energy security in the 2010s: How to finance the investments?, OSCE, Special expert meeting, Vilnius, September 2010.
- . [123] Geoffron, Patrice, Smart Grids for Smart Energy, OSCE, Special expert meeting, Vienna, Feb 2011.
- . [124] Geoffron, Patrice, The economic footprint of digital piracy, European Parliament, Apr. 2010.
- . [125] Geoffron, Patrice, The economic impact of digital piracy, Global Congress on Counterfeiting and Piracy, Jan 2011.
- . [126] Geoffron, Patrice, The future of the European Carbon Market in the Context of Energy Liberalisation, Energy and Carbon markets regulation: what is at stake?, Institut Universitaire Européen de Florence, May 2011.
- . [127] Geoffron, Patrice, The question of global governance for energy security of supply, Energy Charter Conference, Sofia, Nov 2011.
- . [128] Geoffron, Patrice, The role of economic analysis in antitrust dispute, DG Competition, European Commission, Internal Seminar, Brussels, 2008.
- . [129] Geoffron, Patrice, What Economic Strategy to deal with the Energy Transition?, Collège de France, Chair « Chimie des processus biologiques », March 2012.
- . [130] Hristova, Iva “Burden Sharing: Estimating Global Demand and Supply Flows of Carbon Emission Reductions for 2020 and 2050”, *Seminaire Environmental and Resource Economics, Environmental Management, Centre for European Economic Research (ZEW)*, 25 Novembre 2010.
- . [131] Keppler, Jan, « Smith – Debreu: Social Interaction and its Mathematical Metaphors, Origin and Conclusion of the Principal Scientific Research Project in Economic Theory », papier de recherche pour la conférence internationale *General Equilibrium as Knowledge*, 6-8 septembre 2007, Paris, 26p.
- . [132] Méritet, Sophie , et Zaleski, C. P.- “Nuclear energy and climate change” Observer Research Foundation ORF (New Delhi, India)
- . [133] Méritet, Sophie « La géopolitique de l’énergie : la place de l’Union Européenne par rapport à la politique énergétique américaine », Université d’été 2009 du programme “Juriste Européen”, « Europe et Energie », Université Panthéon Assas (Septembre, Paris, France)
- . [134] Méritet, Sophie -”Politiques énergétiques: comparaison France Brésil”, Conférence franco brésilienne : Les vraies énergies du développement durable, Vargas Foundation EBAP (Escola Brasileira de Administração Pública e de Empresas da Fundação Getulio Vargas) - (Rio de Janeiro, Brazil, Septembre 2009)

- . [135] Méritet, Sophie « Géopolitique du gaz naturel : choc de 2009 et évolutions possibles dans le Bassin Atlantique », Simpósio Brasil-França de Energia: Novos Atores, Novas Relações Geopolíticas e o Papel da Agroenergia (Sao Paulo, Brazil, Septembre 2009)
- . [136] Méritet, Sophie « Diversité des politiques énergétiques », En partenariat avec le Ministère de l'Energie, des Mines, de l'Eau et de l'Environnement, La Fédération de l'Energie, « Les nouveaux défis énergétiques », (Octobre 2009, Casablanca, Morocco)
- . [137] Méritet, Sophie "Economie Industrielle", Ecole de Printemps I-Tésé 2010, INSTN CEA (Saclay, France)
- . [138] Méritet, Sophie "Politiques énergétiques", Ecole d'Automne, I-Tésé 2011, INSTN (Saclay, France)
- . [139] Méritet, Sophie « Comparaison politiques énergétiques de la France et des Etats-Unis », French American Foundation, Club Energie (Paris, France 2012)
- . [140] Méritet, Sophie « Introduction à l'économie », Recherche bibliographiques en économie, coordinatrice stage Ecole Nationale Supérieure des Sciences de l'Information et des Bibliothèques E.N.S.S.I.B, (Paris, France)
- . [141] Méritet, Sophie « La situation énergétique de l'Union Européenne », IHEDN , (Nancy France). 2012.
- . [142] Méritet, Sophie « La situation énergétique des Etats-Unis », Institut des Relations Internationales et Stratégiques I.R.I.S (Paris, France) 2012.
- . [143] Méritet, Sophie « Politique énergétique européenne », Cycle « Europe Horizon », ENA (Paris, France). 2012.
- . [144] Monjon, Stéphanie "Implementing a border adjustment to the EU ETS: the rationale, the design and the consequences", Climate Policies, International Regimes and Global Trade Conference, University of British Columbia (Institute for European Studies), 10-11 Juin 2011.
- . [145] Monjon, Stéphanie "Réduire au-delà de 20% les émissions de gaz à effet de serre de l'Union européenne : comment traiter les risques de fuite de carbone ? », Séminaire Fourgeaud de la Direction Générale du Trésor (Paris, France), 23 mai 2012.:
- . [146] Solier, Boris. « «La répercussion du prix du carbone dans les prix de l'électricité en France et en Allemagne », Séminaire à la Commission de régulation de l'énergie (CRE), 5 juillet 2011, Paris.

### 3.3.1.5. C-ACTI

- . [147] Aoun, Marie-Claire, "The dynamics and distribution of the world oil surplus », The 9th IAEE European Energy Conference International Association for Energy Economics, Florence, Italie, Juin 2007.
- . [148] Hristova, Iva "Estimation of the Potential Flows of CDM at the Horizon of 2020/2050 towards developing Countries", 33rd IAEE' International Conference "The Future of Energy: Global Challenges, Diverse Solutions", 6 au 9 Juin, 2010.
- . [149] Hristova, Iva "Clean Development Mechanism, Foreign Direct Investment and Development Aid: a comparative Analysis in terms of determinants", 3<sup>rd</sup> ELAEE/IAEE Conference, Buenos Aires, Argentine. 18 Avril 2011.
- . [150] Méritet, Sophie « Le mouvement de concentration dans l'industrie électrique Européenne » Association Internationale des Economistes de Langue Française A.I.E.L.F. – Colloque annuel - (Varsovie, Pologne), Mars 2007.
- . [151] Méritet, Sophie « Concentration movement in the European electricity and natural gas markets » Enerday – Conference on *Energy Economics and Technology Market Development, Market Power, and Market Regulation*, Dresden University of Technology, Faculty of Economics and Management – (Dresden, Germany) Avril 2007.
- . [152] Méritet, Sophie « *Energy Security of Supply in France and in Mexico: Similarities and Differences to better Understand its Future* », en collaboration avec A. Elizalde (PEMEX), The 27<sup>th</sup> Annual North American Conference of the U.S.A.E.E. - United States Association for Energy Economics - (Houston, TX, USA), Septembre 2007.

- . [153] Méritet, Sophie « *French perspectives in the emerging European energy policy* », The 30<sup>rd</sup> I.A.E.E. Conference- International Association for Energy Economics (Wellington, New Zealand) Février 2007
- . [154] Méritet, Sophie "Concentration in the European electricity and natural industries". The 2nd Asian IAEE Conference- International Association for Energy Economics (Perth, Australia), Novembre 2008.
- . [155] Méritet, Sophie "Energy sector inquiry : Market power and concentration in the EU energy markets", with C. Le Henaff (Gaz de France)- The 31st IAEE Conference- International Association for Energy Economics (Istanbul, Turkey), June 2008.
- . [156] Méritet Sophie « *Politique énergétique : Quelques éléments de comparaison entre le Brésil et la France* », acte du colloque publié Conférence franco brésilienne : Les vraies énergies du développement durable, Vargas Foundation E.B.A.P (Escola Brasileira de Administração Pública e de Empresas da Fundação Getulio Vargas) - (Rio de Janeiro, Brazil), Septembre 2010.
- . [157] Ouédraogo, Nadia. "Biofuels for Africa: An Illusion or a Sustainable Option to Reduce the Vulnerability to Energy and Poverty?" 32<sup>ème</sup> conference internationale de l'AIE à San Francisco, du 21 Juin au 24 2009.
- . [158] Ouédraogo, Nadia. "Energy, climate change and human vulnerabilities: the 21st century development challenges facing Africa". 33<sup>rd</sup> International Association for Energy Economics (IAEE) International Conference at *Rio de Janeiro, 06-09 June 2010*.
- . [159] Ouédraogo, Nadia "Energy and economic poverty: an assessment by studying the causality between energy consumption and economic growth in the Economic Community of West Africa States (ECOWAS)". 29<sup>th</sup> USAEE-IAEE Conference at *Calgary, 14-16 October 2010*

### 3.3.1.6. C-COM

- . [160] Bessec Marie, Bouabdallah Othman. "Is the expected production a reliable leading indicator when it is disconnected from the general view about the sector?". Présenté au 29<sup>th</sup> Annual International Symposium on Forecasting à Nice en juin 2008.
- . [161] Bessec Marie, Bouabdallah Othman. "Forecasting GDP growth with a MS Factor MIDAS model". Présenté au 20<sup>th</sup> Annual Symposium of Society for Nonlinear Dynamics and Econometrics à Istanbul en avril 2012.
- . [162] Bessec Marie. "Now- and forecasting the French GDP with a targeted dynamic factor model". Présenté au European Meeting of the Econometric Society – ESEM 2011 en août 2011 à Oslo, au séminaire de l'OFCE en février 2012, à l'AFSE à Nanterre en septembre 2011, au WGF Expert Meeting on Activity Forecasting à la Banque Centrale Européenne à Francfort en juin 2011. En révision au *Journal of Forecasting*.
- . [163] Chevallier, Julien. 19<sup>ème</sup> Symposium, *Society for Nonlinear Dynamics and Econometrics*, Washington DC, USA, mars 2011.
- . [164] Chevallier, Julien. Conférence sur « *La volatilité des prix du pétrole* », Université Paris Dauphine (CGEMP) et Ministère de l'Economie, de l'Industrie et de l'Emploi, Paris, mars 2010.
- . [165] Chevallier, Julien. Workshop "*Challenging the European Climate-Energy Package in the UK and in France*", Université Paris Dauphine (CGEMP), LSE Grantham Institute on Climate Change and the Environment, et Grantham Institute for Climate Change (Imperial College London), Paris, novembre 2009.
- . [166] Le Pen, Yannick, "Option market and volatility in the EU ETS" 32<sup>nd</sup> IAEE International Conference, San Francisco, 22-24 juin 2009,.
- . [167] Le Pen, Yannick, avec Derek Bunn, Julien Chevallier et Benoit Sévi "Relation between oil and natural gas returns in a data rich environment" 34<sup>th</sup> IAEE International Conference 2011.
- . [168] Le Pen, Yannick, "News and correlations : an impulse response analysis" 58<sup>ème</sup> Congrès de l'AFSE, Université Paris Ouest Nanterre La Défense, 10-11 septembre 2009.
- . [169] Le Pen, Yannick, "Revisiting the excess co-movements of commodity prices in a data-rich environment" 59<sup>ème</sup> Congrès de l'AFSE, , septembre 2010.

- . [170] Le Pen, Yannick, "News and correlations: an impulse response analysis" 8<sup>ème</sup> Journée d'économétrie "Développement récents de l'économétrie appliquée à la finance", Université Paris Ouest Nanterre La Défense, 26 Novembre 2009,.
- . [171] Le Pen, Yannick, "Revisiting the excess comovement of commodity prices in a data rich environment" Forecasting Financial Markets, XVIII<sup>th</sup> international conference 2011,
- . [172] Le Pen, Yannick, Forecasting Financial Markets, XVI<sup>th</sup> international conference, Luxembourg, 27-29 may 2009, "News and correlations: an impulse response analysis.
- . [173] Le Pen, Yannick, et Benoit Sévi, International Conference on "Institutional, Corporate, and Individual Behaviours in Emerging and Subsistence Marketplaces", Université d'Aix-Marseille, 01-02 September 2011, "Revisiting the excess comovement of commodity prices in a data rich environment".
- . [174] Le Pen, Yannick, Society for Nonlinear Dynamics and Econometrics, 18<sup>th</sup> Annual Symposium 2010, "News and correlations: an impulse response analysis".
- . [175] Monjon, Stéphanie, Asian Conference of the International Association of Energy Economists (Tokyo, Japan), 20-22 février 2012.
- . [176] Monjon Stéphanie, Congrès de l'Association Française de Science Economique (Nanterre, France), 8-9 septembre 2011.
- . [177] Monjon, Stéphanie, Annual Conference on Global Economic Analysis (Venise, Italie), 16-18 juin 2011.
- . [178] Solier Boris, Did power producers pass-through the CO<sub>2</sub> cost to electricity prices in phase 2 of the EU ETS? Energy and carbon markets regulation: what is at stake?, European University Institute, Florence School of Regulation, 12-13 May 2011, Florence, Italy
- . [179] Solier, Boris. « Conformité du secteur électrique en phase 2 de l'EU ETS », Marché du carbone et systèmes électriques : les nouvelles implications pour la phase III », Club Tendances Carbone, CDC Climat, 17 Mars 2011, Paris.
- . [180] Solier, Boris. "Fiscalité carbone: vrais et faux débats » ParisTech Review 9 décembre 2010.
- . [181] Trotignon Rafael « Combining Cap and Trade with offsets » l'université Paris Dauphine par la Chaire Economie du Climat et le CGEMP. Novembre 2010
- . [182] Trotignon Rafael « Offset use in the EU ETS over 2008-2010 » séminaire SCORE de l'Institut Universitaire de Florence, May 2011.
- . [183] Trotignon Rafael « Carbon Prices and Markets: European Uncertainties and Chinese dawn » conférence « Climate Economics in Progress 2011 » organisée par la par la Chaire Economie du Climat et le CGEMP Octobre 2011.

### 3.3.1.7. DO

- . [184] Chevalier, Jean-Marie. 2009. « Les nouveaux défis de l'énergie : Climat – Economie – Geopolitique. » 1<sup>ere</sup> édition. Economica.
- . [185] Chevalier, Jean-Marie. 2009. "The new energy crisis: Climate, Economics and Geopolitics." 1<sup>ere</sup> édition, Palgrave McMillan.
- . [186] Geoffron, Patrice, et Chevalier, Jean-Marie. 2012. « The new energy crisis: Climate, Economics and Geopolitics." 2<sup>eme</sup> édition, Palgrave McMillan
- . [187] Geoffron, Patrice, et Chevalier, Jean-Marie. 2012. "Les nouveaux défis de l'énergie: Climat – Economie – Geopolitique. » 2<sup>eme</sup> édition Economica.
- . [188] Geoffron, Patrice, et Benzoni, Laurent. 2008. "Infrastructure based versus Service based Competition in Network Industries." Quantifica.
- . [189] Geoffron, Patrice, et Benzoni, Laurent. 2007. "Competition and Regulation with Asymmetries in Mobile Markets." Quantifica.
- . [190] De Perthuis, Christian, Jouvét, Pierre-Andre. 2012. « Climate Economics in Progress » Economica.
- . [191] De Perthuis, Christian. 2012. « Livre Blanc – Climat 2012 : l'entreprise, les politiques et les citoyens face au changement climatique », en collaboration avec 13 autres experts, (published by Olivier Guy).

- [192] Keppler, Jan, Bourbonnais, R., et Girod J. 2007. « The Econometrics of Energy Systems. » Palgrave Macmillan, 350 p.

### 3.3.1.8. OS

- [193] Chevalier, Jean-Marie. 2011. « Les 100 mots de l'énergie. ». *Coll. Que sais-je? 2eme édition, ?*. Presses Universitaires de France. 128p..
- [194] Chevalier, Jean-Marie, de Ladoucette, Philippe. 2010. « L'électricité du futur : un défi mondial. » *Economica*. 192p.
- [195] De Perthuis, Christian. 2010 « Our Economic Choices in a Warming World » Cambridge University Press.
- [196] De Perthuis, Christian. 2010. « Et pour quelques degrés de plus » Pearson » (2nd edition) August 2010
- [197] De Perthuis, Christian, Denny Ellerman et Frank Convery. 2009. « Pricing Carbon: The European Union Emission Trading Scheme », Cambridge University Press, 2009.
- [198] Geoffron, Patrice, Chevalier, L.M., Derdevet, M. 2012. « Avenir énergétique : cartes sur table. » Folio-Gallimard, 2012.
- [199] Keppler, Jan, et Lesourne J. 2007. "Abatement of CO2 Emissions in the European Union." Ifri, Paris. 110 p.
- [200] Keppler, Jan. 2010. "Adam Smith and the Economy of the Passions". Routledge, London, 180 p.
- [201] Keppler, Jan, et C. Marcantonini. 2011. "Carbon Pricing, Power Markets and the Competitiveness of Nuclear Power", OCDE, Paris, 101 p.
- [202] Keppler Jan, J-M. Chevalier, M-A. Frison-Roche et P. Noumba. 2008. « Économie et droit de la régulation des Infrastructures » Collection Droit et Économie, LGDJ, Paris, 380 p.
- [203] Keppler, Jan. 2008. « L'économie des passions selon Adam Smith : Les noms du père d'Adam. » Editions Kimé, Paris, 172 p.
- [204] Keppler Jan, et C. Kérébel. 2010. « La gouvernance mondiale de l'énergie. » Ifri, Paris, 245 p.
- [205] Keppler Jan, et M. Sicilia. 2010. "Projected Costs of Generating Electricity " 2010 Edition, OCDE, Paris, 215 p.
- [206] Keppler Jan, et M. Cometto. 2010. "System Effects in Decarbonising Energy Systems" OCDE, Paris, 285 p.
- [207] Keppler Jan, avec R. Cameron, A. Lokhov, et L. Liversain. 2010. "The Security of Energy Supply and the Contribution of Nuclear Energy" OCDE, Paris, 165 p.
- [208] Solier, Boris, et Trotignon, Raphael. 2010. « les enjeux énergétiques » Pearson, Coll., Septembre 2010, 120 p.

### 3.3.1.9. C-OS

- [209] Bessec Marie, Meritet Sophie. 2007 "The Causality Link Between Energy Prices, Technology and Energy Intensity", dans *The Econometrics of Energy Systems*, ed. JH Keppler Bourbonnais, R., et Girod J. Palgrave Macmillan, 2007.
- [210] Capelle-Blancard, Gunther, and Stéphanie Monjon. 2010. « Socially Responsible Investing: Myths and Realities. » dans *The Economics of Sustainable Development*, ed. Jean-Michel Lasry, Delphine Lautier and Damien Fessler, 299-325. Paris; *Economica*.
- [211] Chevalier, Jean-Marie. 2008. « La Chine entre la frénésie de la demande d'énergie et les menaces de l'environnement » dans *La Chine*, ed. Artus, Patrick, Cahiers du Cercle des économistes. Press Universitaires de France.
- [212] Chevalier, Jean-Marie, 2007. « Energy Economics and Energy Econometrics. » *The Econometrics of Energy Systems*, Ed. JH Keppler Bourbonnais, R., et Girod J. Palgrave Macmillan.
- [213] Chevallier, Julien. 2011. "The Clean Development Mechanism: A Stepping Stone Towards World Carbon Markets?" In *Handbook of Sustainable Energy*, ed. Ibon Galarraga, Mikel Gonzalez-Eguino, et Anil Markandya, 415-440. Edward Elgar: London. (624 pages). ISBN: 978-1-84980-115-7.

- [214] Chevallier, Julien. 2011. "The European Carbon Market (2005-2007): Banking, Pricing and Risk-Hedging Strategies." In *Handbook of Sustainable Energy*, ed. Ibon Galarraga, Mikel Gonzalez-Eguino, et Anil Markandya, 395-414. Edward Elgar: London. (624 pages). ISBN: 978-1-84980-115-7.
- [215] Chevallier, Julien. 2011. "Econometric Analysis of Carbon Markets: The European Union Emissions Trading Scheme and the Clean Development Mechanism". Springer: Berlin. (226 pages). ISBN: 978-94-007-2411-2.
- [216] Geoffron, Patrice, et Benzoni Laurent. 2008 "Optimal mobile market structure in Europe: are 2 too few and 4 too much?" dans *Infrastructure based vs Service based Competition in Telecommunication Industry*. Quantifica, 2008.
- [217] Geoffron, Patrice. 2008. « Quel capital humain pour la régulation des réseaux dans les pays en voie de développement ? », dans *Economie et Droit de la Régulation de Infrastructures* (coll), LGDJ, 2008.
- [218] Geoffron, Patrice. 2008. « Quelles orientations juridiques et économiques pour le contrôle des concentrations ? » dans *Vingtième anniversaire de l'ordonnance du 1er décembre 1986*, ed. G.Canivet, Idot L. Litec 2008.
- [219] Geoffron, Patrice, et Bourbonnais, R. 2007. "The delineation of energy market with cointegration methods", dans *The Econometrics of Energy Systems*, ed. JH Keppler Bourbonnais, R., et Girod J. Palgrave Macmillan, 2007.
- [220] Geoffron, Patrice, et Rouhier, S. 2012. « The Questioned Sustainability of the Carbon-Dependent Asian Dynamics » dans *The New Energy Crisis: Climate, Economics, Geopolitics*, ed. Chevalier JM. , Geoffron P., Palgrave Macmillan, 2012.
- [221] Herve-Mignucci, Morgan. 2009. "Carbon Markets" dans *Cyclope*, World Commodity Yearbook (2009), Economica.
- [222] Herve-Mignucci, Morgan, Leseur A., Raineau Y. et Mansanet-Bataller M. 2009. "Adaptation to Climate Change, Risk Assessment and Infrastructure Management" dans *Finance and Sustainable Development-Opposition or Partnership?* Economica.
- [223] Hristova, Iva. 2012. « The Clean Development Mechanism » Box 9-4 dans *The New Energy Crisis: climate, economics and geopolitics*, ed. JM Chevalier, Palgrave.
- [224] Hristova, Iva. 2012. « Les Mécanismes de Développement Propre » dans *Les nouveaux défis de l'énergie : Climat, Economie, Géopolitique*, ed. Chevalier JM. Et Geoffron, P, Economica.
- [225] Hristova, Iva. 2011. «Bulgaria », dans *Encyclopedia of Global Warming and Climate Change*, Second Edition, SAGE Publications.
- [226] Hristova, Iva. 2011. « Annex B/ Annex I countries », dans *Encyclopedia of Global Warming and Climate Change*, Second Edition, SAGE Publications
- [227] Keppler Jan. 2008. « Building a Common European Energy Policy around a Market-based Approach », dans *The External Energy Policy of the European Union*, ed. J. Lesourne, Ifri, Paris, 2008, p. 15-42.
- [228] Keppler Jan. 2009. « Climate Change, Security of Supply and Competitiveness: Does Europe Have the Means to Implement its Ambitious Energy Vision » dans *The New Energy Crisis: Climate, Economics, Geopolitics*, ed. Chevalier JM. , Geoffron P., Palgrave Macmillan, 2009, p. 202 – 230.
- [229] Keppler Jan. 2008. « Dealing with Environmental Externalities: The Economic Approach » dans *Finance and Sustainable Development : Opposition or Partnership*, ed. D. Fessler et J-M. Lasry, Proceedings of the 2007 Overview Symposium, Economica, 2008, p. 155 – 183.
- [230] Keppler, Jan. 2008 « Dépasser des oppositions dogmatiques désuètes pour créer un véritable marché unique sur la base de solutions concrètes intelligentes » dans *La France face aux défis énergétiques : quels choix stratégiques ?* ed. C. Gatignol et A. de Montesquiou, Altedia, 2008, p. p. 56-59.
- [231] Keppler, Jan. 2010 « Going with Coase against Coase: The Dynamic Approach to the Internalization of External Effects » dans *The Economics and Finance of Sustainable Development*, ed. J.-M. Lasry et D. Fessler. Economica 2010, p. 118-138.

- [232] Keppler, Jan, et Kérébel, C. 2009. « Investir dans le secteur de l'énergie : une question de gouvernance » dans *La gouvernance mondiale de l'énergie*, ed. J. H. Keppler et C. Kérébel (éditeurs), Ifri, Paris, 2009, p. 121-163.
- [233] Keppler, Jan. 2009. « L'équation énergétique non résolue de l'Europe » dans *Les nouveaux défis de l'énergie : climat – économie – géopolitique*, ed. Chevalier, JM. Economica, Paris, 2009, p. 215 – 242.
- [234] Keppler, Jan. 2011. « Nuclear Power », dans *France 2009 Review: Energy Policies of IEA Countries*, Paris, OCDE/AIE, 2011, p. 123-133.
- [235] Keppler, Jan. 2007 « Pétrole », dans *RAMSES 2008 : Rapport annuel sur le système économique et les stratégies*, ed. T. de Montbrial et P. Moreau Defarges, Dunod-Ifri, 2007, p. 68-71.
- [236] Keppler, Jan. 2008 « Saving the Whole by Saving the Parts : Nature, Biodiversity and the Market », dans *Finance and Sustainable Development : Opposition or Partnership*, ed. D. Fessler et J-M. Lasry, Proceedings of the 2007 Overview Symposium, Economica, 2008, p. 82 – 186.
- [237] Keppler, Jan. 2010 « The Interaction Between the EU ETS Carbon Market and European Electricity Markets » dans *Pricing Carbon: The European Union Emissions Trading Scheme*, ed. Ellerman D., Convery F. et de Perthuis C., Cambridge University Press, Cambridge (UK), 2010, p. 293-328.
- [238] Keppler, Jan. 2007. « We Do not yet Have the Answers, but We Know the Right Questions : Lessons Learned from the 2005 – 2007 Trial Phase of the EU Emission Trading System », dans *Abatement of CO2 Emissions in the European Union*, ed. J.H. Keppler et J. Lesourne (eds.), Ifri, 2007, p. 137-156.
- [239] Méritet, Sophie, avec Bourbonnais, R.. 2007 « Electricity Spot Price Modeling: Univariate Time Series Approach dans *The Econometrics of Energy Systems*, ed. JH Keppler Bourbonnais, R., et Girod J. Palgrave Macmillan, 2007
- [240] Méritet, Sophie, et Salaun, F. 2009. “The United States energy policy: at a turning point”, dans *The New Energy Crisis: Climate, Economics, Geopolitics*, ed. Chevalier JM., Palgrave McMillan.
- [241] Méritet, Sophie et Salaun, F. 2009. « La politique énergétique des Etats Unis à un tournant », dans *Les nouveaux défis de l'énergie : Climat, Economie, Géopolitique*, , ed. Chevalier JM., Economica.
- [242] Méritet, Sophie, et V. Carreon. 2011. “Brazilian and Mexican energy policies”, dans *El Desafío del desarrollo con equidad: una comparación de las estrategias de desarrollo de México y Brasil*, ed CIDE.
- [243] Méritet, Sophie. 2011. “French energy policy within the European Union framework: From black sheep to model?” dans *Toward a common energy policy*, ed. European Union Center of Excellence at the Georgia Institute of Technology, Palgrave Mcmillan.
- [244] Méritet, Sophie et Salaun, F. 2012. « La politique énergétique des Etats Unis à un tournant », dans *Les nouveaux défis de l'énergie : Climat, Economie, Géopolitique*, ed. Chevalier JM. Et Geoffron, P, Economica.
- [245] Méritet, Sophie et Salaun, F. 2012. “The United States energy policy: at a turning point”, dans *The New Energy Crisis: climate, economics and geopolitics*, ed. JM Chevalier & P. Geoffron, 2nd Ed, Palgrave.
- [246] Méritet, Sophie. 2012. « La situation énergétique des Etats-Unis », *Atlas Energie*.
- [247] Meunier, Guy, Stéphanie Monjon et Jean-Pierre Ponsard. 2011. « Compétitivité et fuites de carbone dans le cadre de politiques climatiques unilatérales. » dans *Economie du Climat – Pistes pour l'après-Kyoto*, éd. Olivier Godard et Jean-Pierre Ponsard, 147-175. Palaiseau ; Les Editions de l'Ecole Polytechnique
- [248] Ouédraogo, Nadia, avec Chevalier, J.M. 2009. “Energy poverty and economic development” dans *The New Energy Crisis: climate, economics and geopolitics*, ed. JM Chevalier, Palgrave.
- [249] Ouédraogo, Nadia avec Chevalier, J.M. 2009. “Pauvreté énergétique et développement économique” dans *Les nouveaux défis de l'énergie : Climat, Economie, Géopolitique*, ed. Chevalier, Economica.
- [250] Solier, Boris. 2011. “The European market on the road to phase 3” (Chapitre 3), “Electricity and carbon pricing in Europe” (Chapitre 5), et “The inclusion of air transport in the EU ETS”

(Chapitre 16), dans *Climate economics in progress*, ed. de Perthuis, C., and Jouvet, P.A. Economica

- [251] Trotignon, Raphael. 2011. "The link between the European market and project-based mechanisms" dans *Climate economics in progress*, ed. de Perthuis, C., and Jouvet, P.A. Economica
- [252] Trotignon, Raphael. 2011. "Les Marchés Carbone" dans *Rapport Cyclope 2011*, ed. Philippe Chalmin, Economica

### 3.3.1.10. PV

- [253] Geoffron, Patrice. 2007. « Convalescence fiévreuse pour l'économie japonaise » *Le Monde*, février 2007.
- [254] Geoffron, Patrice. 2008. « L'inflation pèse sur les perspectives de croissance au Japon » *Le Monde*, mai 2008.
- [255] Geoffron, Patrice, et Jean-Marie Chevalier « L'énergie européenne sous haute tension » *Les Echos*, Décembre 2011.
- [256] Geoffron, Patrice. 2007 « Le gouvernement Japonais devra retrouver goût à la politique économique » *Le Monde*, septembre 2007.
- [257] Geoffron, Patrice. 2010. « Le piratage détruit des emplois » *Libération*, mai 2010.
- [258] Geoffron, Patrice. 2008. « Pour une « French Connection » du très haut débit » *Les Echos*, juillet 2008.
- [259] Geoffron, Patrice, et Jean-Marie Chevalier. 2011. "Premières Leçons de Fukushima" *Les Echos*, Avril 2011.
- [260] Keppler Jan, « Calculating the Cost of Generating Electricity: Which Role for Nuclear », *NEA News No; 271*, OECD Nuclear Energy Agency, p. 23.
- [261] Keppler Jan. 2008. « Carbone, entre profits et taxe », La voix de l'acteur, *Environnement et Stratégie*, No 265, 3 septembre 2008.
- [262] Keppler Jan. 2009. « Causalities between CO<sub>2</sub>, Electricity, and other Energy Variables during Phase I and Phase II of the EU ETS » with M. Mansanet-Batailler, *Mission Climat Working Paper*, Caisse des dépôts, Paris, janvier 2009, 31 p.
- [263] Keppler Jan. 2010. « How Competitive Is Nuclear Energy? », *NEA News 28(1)*, Paris, OCDE/AEN, 2010, p. 4-8.
- [264] Keppler Jan. 2009. « Keynes contre le keynésianisme », *Les Echos*, 19 janvier 2009, p. 15.
- [265] Keppler Jan. 2007. « La sécurité des approvisionnements énergétiques en Europe : principes et mesures », *Note de l'Ifri*, avril 2007, 16p.
- [266] Keppler Jan. 2008. « Le 'paquet énergie et climat' du 23 janvier 2008 : un tournant pour l'Europe de l'énergie », with M. Cruciani and C. Kérébel, *Note de l'Ifri*, mai 2008, 27 p.
- [267] Keppler Jan. 2008 « Le triangle des prix carbone-gaz-électricité sur le marché au comptant », *Tendances carbone* No. 29, octobre 2008, p. 1.
- [268] Keppler Jan. 2008. « Les relations franco-allemandes in le secteur de l'énergie », with S. Méritet and K. Notz, *Note de l'Ifri*, Paris, July 2008, 39 p.
- [269] Keppler Jan. 2007. « Mai 2007 – Echec du bilatéralisme in les négociations énergétiques », *Témoignage du mois, BIP Enerpresse N° 10864*, 14 juin 2007, p. 6-7.
- [270] Keppler Jan. 2008. « Pétrole : quelques raisons d'espérer », *Les Echos*, 23 juillet 2008.
- [271] Keppler Jan. 2007. « Pétrole », in *RAMSES 2008 : Rapport annuel sur le système économique et les stratégies*, édité par T. de Montbrial and P. Moreau Defarges, Dunod-Ifri, septembre 2007, p. 68-71.
- [272] Keppler Jan. 2007. « The PRIMES Model and its Use in Determining the French National Allocation of Emission Allowances under the EU Trading Scheme », *Note de discussion, Club carbone de la Mission Climat, CDC*, 26 avril 2007, 23 p.
- [273] Keppler Jan, A. Delbosc and A. Leseur. 2007 "Croître sans réchauffer ? L'intensité carbone des économies développées » *Note d'étude No. 10 de la Mission Climat de la Caisse des Dépôts*, janvier 2007, 28 p.

- [274] Keppler Jan. 2007. *International Relations and Security of Energy Supply : Risks to Continuity and Geopolitical Risks*, Note d'étude pour la Commission des affaires étrangères du Parlement européen, février 2007, 41 p.
- [275] Méritet Sophie. 2007. « Hacia una política energética común? Unión Europa »- *El mundo del petróleo* – Décembre – Janvier
- [276] Méritet Sophie. 2007. « Les transitions réglementaires dans les industries énergétiques »- *Cahiers Français* – n°339,
- [277] Méritet Sophie. 2007. « Libéralisation des marchés énergétiques : l'exemple américain », *Alternatives Edito Areva*, Juillet 2007
- [278] Méritet Sophie. 2008. "Energía en pocas palabras" – *El mundo del petróleo* – August,
- [279] Méritet Sophie. 2010. "Energía nuclear y cambio climato" - *El mundo del petróleo* – June.
- [280] Méritet Sophie. 2010. "La política energética francesa"- *El mundo del petróleo* – April.
- [281] Méritet Sophie. 2010. "Tarifas eléctricas reguladas in Francia"- *El mundo del petróleo* – May.
- [282] Méritet Sophie. 2010. « L'état énergétique du monde », *Dossier pour la Science*, n°69, Octobre-Décembre, pp.92-98
- [283] Méritet Sophie. 2010. "Política energética de los Estados Unidos" – *El mundo del petróleo* – August.

### 3.3.1.11. AP

- [284] Chevalier, Jean-Marie, et Percebois, Jacque. 2008. « Les marchés européens du gaz et de l'électricité », *Rapport du Conseil d'Analyse Economique*, La Documentation française. Paris.
- [285] Chevalier, Jean-Marie, d'Autume, Antoine, Chalmin, Philippe. 2010. « Conséquences sur l'économie française d'un prix du pétrole durablement élevé et volatil » *Rapport pour le Conseil d'Analyse économique*.
- [286] Chevalier, Jean-Marie. 2010. « *la Volatilité des Prix du Pétrole* », Rapport remis à Madame la Ministre de l'Économie, de l'Industrie et de l'Emploi Christine Lagarde février 2010. (Le groupe de travail, présidé par M.Chevalier est composé de : M. Frédéric Lasserre (Société Générale), M. Edouard Vieillefond (Autorité des marchés financiers), M. Ian Odonnat (Banque de France) et M. Frédéric Baule (Total Oil trading SA).
- [287] Chevallier, Julien. Rapport du Groupe de Travail sur « *la Volatilité des Prix du Pétrole* ». Ministère de l'Economie, de l'Industrie et de l'Emploi, présidé par Jean-Marie Chevalier, février 2010
- [288] Méritet, Sophie. 2008. « *Relations franco allemandes dans l'énergie* », sous la direction de J. Keppler avec K. Notz, I.F.R.I Energie Comité d'études des relations franco-allemandes C.E.R.F.A.
- [289] Méritet, Sophie. 2009. "French energy policy", Scholarly project on the energy policy of the European Union, Georgia State University, co-sponsored by the European Union Center of Excellence , Working Paper.
- [290] Méritet, Sophie. 2010. "Vers une Communauté européenne de l'énergie : une proposition politique", rapport Notre Europe, sur une proposition de Jacques Delors
- [291] De Perthuis, Christian. 2009. « Cyclope, rapport annuel sur les marchés mondiaux », (coordinated by Philippe Chalmin), Economica, Paris 1991 to 2009.
- [292] De Perthuis, Christian, Summer 2011 - President of the report « Trajectoires 2020-2050: vers une économie sobre en carbone », ordered by the French Ministry for Ecology and Sustainable Development.
- [293] De Perthuis, Christian, July 2009 – Rapporteur of the Conference of experts organized by Michel Rocard, aimed at creating a « climate-energy contribution.
- [294] Geoffron, Patrice, Revue des feuilles de route ou stratégies énergétiques publiées dans certains pays européens limitrophe de la France, Ministère de l'Ecologie, DGEC, 2012.
- [295] Geoffron, Patrice, Analyses d'impact économique du développement conjoint de capacités de production renouvelables et thermiques dans le cadre du « Plan solaire méditerranéen », participation à l'étude dans le cadre du consortium OME, E.Cube, Tractebel, Enerdata, Ernst & Young, étude pilotée par la DGEC, l'AFD, l'ADETEF, Banque Mondiale, 2011-2012.

- .<sup>[296]</sup> Geoffron, Patrice, Arbitration case: El Paso Energy International Company vs Argentine Republic (World Bank: ICSID Case No. ARB/03/15), 2009-2011. Analyse des évaluations de préjudice produits par les parties et relatives à des contrats gaziers, électriques et pétroliers.
- .<sup>[297]</sup> Geoffron, Patrice, Building a Digital Economy : The Importance of Saving Jobs in the EU's Creative Industries, Etude pour l'International Chamber of Commerce, 2010.
- .<sup>[298]</sup> Geoffron, Patrice, What strategic options in the gas chain value for the 2010s'? Etude économique pour GDF-Suez, CGEMP, 2009.
- .<sup>[299]</sup> Geoffron, Patrice, Common costs allocation: selection and analysis of the relevant methodologies in the context of the Irish market, Etude pour ComReg (régulateur irlandais des télécommunications).
- .<sup>[300]</sup> Geoffron, Patrice, Evaluation par la méthode Monte Carlo de l'impact d'une différenciation tarifaire on-net, Etude pour la société Base Mobile Telecommunications.

### **3.3.1.12. ACL chercheurs associés**

- Fouquau Julien, "How do oil prices affect stock returns in Gulf Cooperation Council markets? An asymmetric cointegration approach" *Bankers Markets & Investors (Rang 3, CNRS)*, 2011, 111, pp.5-16 avec M. Arouri.
- Fouquau Julien, "Sectoral Price Dynamics in Japan: A Threshold Approach" *Economics Bulletin (Rang 3, CNRS)*, 2011, Vol. 31(2), pp.1322-1335 avec N. Canry et S. Lechevalier.
- Fouquau Julien, "The determinants of international reserves in the emerging Countries: a Non-Linear Approach", *Applied Economics (Rang 2, CNRS)*, 2011, vol. 43(28), pp. 4179-4192, A.L Delatte.
- Fouquau Julien, "Oil price shocks and stock markets in Europe: a sectoral analysis", *Recherches Economiques de Louvain (Rang 3, CNRS)*, 2011, vol. 77(1), pp. 5-30, avec M. Arouri et P. Foulquier.
- Fouquau Julien, "Price dynamics in Japan (1981-2001): A structural analysis of mechanisms in the goods and labor markets", *Cahiers Economiques de Bruxelles (Rang 4, CNRS)*, 2010, 5, pp. 357-374, avec N. Canry & S. Lechevalier.
- Fouquau Julien, "Smooth transition in China: New evidence in the cointegrating money demand relationship", *Economics Bulletin (Rang 3, CNRS)*, 2010, vol. 30 (1), pp.265-273 avec A.L Delatte.
- Fouquau Julien, "Energy Demand Models: A Threshold Panel Specification of the "Kuznets Curve"" *Applied Economics letters (Rang 4, CNRS)* 2009, vol. 16(12), pp. 1241-1244 avec G. Destais & C. Hurlin.
- Fouquau Julien, "On the short-term influence of oil price changes on stock markets in GCC countries: linear and nonlinear analyses", *Economics Bulletin (Rang 3, CNRS)* 2009, vol. 29 (2) avec M. Arouri.
- Fouquau Julien, "The non-linear link between electricity consumption and temperature in Europe: a threshold panel approach" *Energy Economics (Rang 2, CNRS)* 2008, vol. 30 (5), pp. 2705-2721 avec M. Bessec.
- Fouquau Julien, "Threshold effects in Okun's Law: a panel data analysis" *Economics Bulletin (Rang 3, CNRS)* 2008, vol. 5 (33) pp. 1-14.
- Fouquau Julien, "The Feldstein-Horioka Puzzle: a Panel Smooth Transition Regression Approach" *Economic Modelling (Rang 2, CNRS)* 2008, 20, pp.284-299 avec C. Hurlin & I. Rabaud.

### **3.3.1.13. ACL membres avant intégration**

- Alberola, E. et Chevallier, J. 2009. 'European Carbon Prices and Banking Restrictions: Evidence from Phase I (2005-2007)'. *The Energy Journal (Cat. AgrEnEnv 1)* 30(3), 51-80.

- Alberola, E., Chevallier, J., et Chèze, B. 2008. 'The EU Emissions Trading Scheme: the Effects of Industrial Production and CO2 Emissions on European Carbon Prices'. *Economie Internationale* (Cat. Macro 3) 116, 93-126.
- Alberola, E., Chevallier, J., et Chèze, B. 2009. 'Emissions Compliances and Carbon Prices under the EU ETS: A Country Specific Analysis of Industrial Sectors'. *Journal of Policy Modeling* (Cat. EcoPub 4) 31(3), 446-462.
- Chevallier J., Lelpo, F., et Mercier, L. 2009. 'Risk Aversion and Institutional Information Disclosure on the European Carbon Market: a Case-Study of the 2006 Compliance Event'. *Energy Policy* (Cat. AgrEnEnv 2) 37(1), 15-28.
- Chevallier, J. 2008. 'Strategic Manipulation on Emissions Trading Banking Program with Fixed Horizon'. *Economics Bulletin* (Cat. GEN 3) 17(14) (Note), 1-9.
- Chevallier, J. 2009. 'Carbon futures and macroeconomic risk factors: A view from the EU ETS'. *Energy Economics* (Cat. AgrEnEnv 2) 31(4), 614-625.
- Chevallier, J. 2009. 'Energy Risk Management with Carbon Assets'. *International Journal of Global Energy Issues* (Cat. AgrEnEnv 4) 32(4), 328-349.
- Chevallier, J., Alberola, E., et Chèze, B. 2008. 'Price Drivers and Structural Breaks in European Carbon Prices 2005-07', *Energy Policy* (Cat. AgrEnEnv 2) 36(2), 787-797.
- Chevallier, J., Juvet, P.A., Michel, P. et Rotillon, G. 2009. 'Economic consequences of permits allocation rules'. *Economie Internationale* (Cat. Macro 3) 120, 77-90.
- Jakob, Michael, Gunnar Luderer, Jan Steckel, Massimo Tavoni and Stéphanie Monjon. 2011. "Time to act now? Assessing the costs of delaying climate measures and benefits of early action." *Climatic Change*, Online First, 7 July.
- Monjon, Stéphanie, and Philippe Quirion. 2010. "How to design a border adjustment for the European Union Emissions Trading System?" *Energy Policy*, 38(9): 5199-5207.

### **3.3.2. Conférences et séminaires organisés**

DATE	CONFERENCE/COLLOQUE/SEMINAIRE	ORGANISATEUR
08/01/07	UNION EUROPEENNE: LE NOUVEAU DEFII ENERGETIQUE	CGEMP ET "JEUNES ECONOMISTES DE L'ENERGIE"
10/01/07	THE IMPLICATIONS OF THE U.S ELECTION FOR U.S. CLIMATE CHANGE AND ENERGY POLICIES	CGEMP
12/02/07	INTERDEPENDANCE DES MARCHES DE L'ENERGIE: LA MODELISATION DU COUPLE GAZ/PETROLE AUX ETATS-UNIS	CGEMP
12/03/07	THE ASIAN ENERGY SITUATION	CGEMP
19/03/07	GEOPOLITICS OF PIPELINES	CGEMP
21/03/07	THE JAPANESE ENERGY MODEL	CGEMP
21/03/07	COMMENT L'ECONOMETRIE PERMET-ELLE DE MIEUX COMPRENDRE LES GRANDS ENJEUX DE L'ENERGIE ?	CGEMP
22/05/07	LA SECURITE D'APPROVISIONNEMENT DE L'EUROPE EN GAZ NATUREL	CGEMP
31/05/07	LA DYNAMIQUE DES MARCHES CHARBONNIERS	CGEMP ET ATIC SERVICES, CO-ORGANISE AVEC TOTAL
06/06/07	LNG IN THE ASIA- PACIFIC	CGEMP
07/06/07	ROLE OF ENERGY IN THE AUSTRALIAN ECONOMY	CGEMP
22/06/07	5TH EUROPEAN PHD SEMINAR NATURAL GAS	CGEMP ET DEUTSCHES INSTITUT FÜR WIRTSCHAFTSFORSCHUNG (DIW) DE BERLIN
03/10/07	20-20-20 LES OBJECTIFS DE L'EUROPE EN MATIERE D'ENERGIE ET D'ENVIRONNEMENT: QUEL ROLE POUR LA FRANCE?	CGEMP ET LA CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS (CDC)
12/05/2007	INTEGRATED ENERGY AND ENVIRONMENT MODELLING : PAST, PRESENT, FUTURE	CGEMP
16/01/08	LA SYNTHÈSE DU 4ÈME RAPPORT DU GIEC ET L'ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE	CGEMP ET LA CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS (CDC)
10/06/08	LA PRESIDENCE FRANÇAISE DE L'UNION EUROPEENNE LES ENJEUX ENERGIE - CLIMAT	CGEMP ET LA CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS (CDC)
27-28/11/2008	LES PERSPECTIVES ENERGETIQUES DE LA RUSSIE AU XXIEME SIECLE»	CGEMP ET LE MOSCOW INTERNATIONAL ENERGY CLUB (MIEC)
09/12/08	CRISE MONDIALE, QUEL IMPACT POUR L'ENERGIE	CGEMP ET GDF- SUEZ ET ASSOCIES EN FINANCE
23/03/09	GEOPOLITIQUE DES APPROVISIONNEMENTS GAZIERS : LE CAS RUSSIE - UKRAINE : QUELLES LEÇONS ?	CGEMP
23 - 24/03/2009	INTERNATIONAL CLIMATE CHANGE POLICY CONFERENCE: INSIGHTS FROM THE U.S. AND EUROPE	CGEMP ET FRENCH AMERICAN FOUNDATION
01/04/09	JAPAN FACING ENERGY CHALLENGES	CGEMP

*Laboratoire D'Economie de Dauphine (LEda EA 4404)*  
*Bilan 2007-2012*

11/05/09	NOUVELLE POLITIQUE ENERGETIQUE AMERICAINE	CGEMP
28/05/09	LIVRE BLANC: L'ENERGIE GLOBALE ET LE DEVELOPPEMENT DURABLE	CGEMP ET LE CENTRE INTERNATIONAL POUR LE DEVELOPPEMENT DE L'ENERGIE DURABLE (A MOSCOU)
18-19/06/2009	LES PERSPECTIVES ENERGETIQUES DE L'INDE	CGEMP
22/06/09	« CLEAN TECH: CHALLENGES AND SOLUTIONS FOR THE NEW ECONOMY » THE OBAMA STIMULUS: WHAT ARE THE HOT AREAS?	CGEMP ET L'AMBASSADE DES ETATS UNIS A PARIS
30/06/09	CRISE ECONOMIQUE, MARCHE DE L'ENERGIE & MARCHES DU CARBONE	CGEMP ET LA CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS (CDC)
21/09/09	LES ENJEUX ENERGETIQUES & CLIMATIQUES INTERNATIONAUX A DEUX MOIS DE LA CONFERENCE DE COPENHAGUE	CGEMP ET LA CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS (CDC)
06/10/09	LES ENJEUX DE LA TAXATION DU CARBONE	CGEMP ET LA CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS (CDC) ET LA CHAIRE FINANCE ET DEVELOPPEMENT DURABLE DE L' UNIVERSITE PARIS-DAUPHINE
30/11/09	CHALLENGING THE EUROPEAN CLIMATE-ENERGY PACKAGE IN THE UK AND IN FRANCE	CGEMP; GRANTHAM RESEARCH INSTITUTE ON CLIMATE CHANGE AND THE ENVIRONMENT AT THE LONDON SCHOOL OF ECONOMICS, GRANTHAM INSTITUTE FOR CLIMATE CHANGE AT IMPERIAL COLLEGE LONDON, AVEC LE SOUTIEN DE LA MISSION CLIMAT DE LA CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS (CDC) ET LA CHAIRE FINANCE ET DEVELOPPEMENT DURABLE DE L' UNIVERSITE PARIS- DAUPHINE
02/12/09	ENERGIE – CARBONE –CLIMAT : LA ROUTE DE COPENHAGUE	CGEMP ET LA CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS (CDC)
14/01/10	BRESIL : UNE NOUVELLE SUPERPUISSANCE ENERGETIQUE	CGEMP
20/01/10	LA GEOPOLITIQUE DE L'OPEP	CGEMP
27/01/10	LES SMART GRIDS, RESEAUX ELECTRIQUES DU FUTUR	CGEMP ET LA COMMISSION DE REGULATION DE L'ENERGIE
10/02/10	LE PRIX DU CARBONE : LES LEÇON DU MARCHE EUROPEEN DES PERMIS D'EMISSION	CGEMP ET LA MISSION CLIMAT DE LA CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS (CDC), MIT CEEPR, UNIVERSITY COLLEGE DUBLIN ET L'UNIVERSITE PARIS-DAUPHINE, AVEC LE SOUTIEN DE LA CHAIRE FINANCES ET DEVELOPPEMENT DURABLE
16/02/10	COPENHAGUE : FAUT-IL PARLER D'UN ECHEC ? - QUELLES PERSPECTIVES POUR LE PROCESSUS CLIMATIQUE?	CGEMP ET LE MASTER EFC
23/02/10	FORUM DE L'ENERGIE "2010, ANNEE DES NOUVELLES REGULATIONS MONDIALES ?	CGEMP, GDF- SUEZ ET ASSOCIES EN FINANCE :
10/03/10	LA VOLATILITE DES PRIX DU PETROLE	CGEMP
18/05/10	COMPARAISON DES PLANS DE SURETE USA - EUROPE : APPLICATION AU SECTEUR FINANCIER ET AUTOMOBILE	CGEMP
20/05/10	QUEL COCKTAIL ENERGETIQUE POUR DEMAIN ?	CGEMP ET LE MASTER 212 « AFFAIRES INTERNATIONALES »
26/05/10	QUEL LIEN ENTRE LIBERALISATION ET ENVIRONNEMENT : LE CAS DES ETATS - UNIS	CGEMP
14/06/10	MAREE NOIRE DANS LE GOLFE DU MEXIQUE : UN TOURNANT DE L'OFF-SHORE PETROLIER?	CGEMP
21 - 22/06/2010	ENERGY IN THE USA: CURRENT SITUATION AND LONG-TERM PROSPECTS	CGEMP, CDC CLIMAT- RECHERCHE, LA FRENCH AMERICAN FOUNDATION (FAF) ET CYCLOPE.
09/11/10	PRICING CARBON IN EUROPE AND IN THE US	CGEMP ET LA CHAIRE ECONOMIE DU CLIMAT
18/11/10	CHANGEMENT CLIMATIQUE ET SORTIE DE CRISE	CGEMP ET LA CHAIRE ECONOMIE DU CLIMAT ET ALTERNATIVES ECONOMIQUES
06/12/10	LES ENERGIES RENOUVELABLES : UN CHANGEMENT DE PARDIGME	CGEMP
09/12/10	FORUM DE L'ENERGIE - "OU VONT LES PRIX DE L'ENERGIE ?	CGEMP ET GDF SUEZ
16/02/11	LES DISCUSSIONS ACTUELLES SUR LA REORGANISATION DU MARCHE DE L'ELECTRICITE EN GRANDE BRETAGNE	CGEMP
08/03/11	LE CHARBON: L'ENERGIE VERTE DU XXIEME SIECLE	CGEMP ET MASTER ENERGIE FIANCE CARBON
06/04/11	FUKUSHIMA NUCLEAR DISASTER: MARCH 11TH AND AFTER	CGEMP
30/05/11	LES DEFIS D'UN FUTUR ENERGETIQUE SOUTENABLE	CGEMP
09-10/06/2011	ENERGY IN POLAND: CURRENT SITUATION AND PROSPECTS	CGEMP, LA CHAIRE ECONOMIE DU CLIMAT; CONFRONTATIONS EUROPE ET L'INSTITUT FRANÇAIS DES RELATIONS INTERNATIONALES (IFRI)
16/06/11	LES BIOCARBURANTS, QUELS ENJEUX ENERGETIQUES, AGRICOLES, CLIMATIQUES ?	CGEMP ET LA CHAIRE ECONOMIE DU CLIMAT
20-21/06/2011	COMBINING CAP & TRADE WITH OFFSETS	CGEMP ET LA CHAIRE ECONOMIE DU CLIMAT
01/07/11	«ENERGIE : ECONOMIE ET POLITIQUES»	CGEMP ET L'ASSOCIATION DES ECONOMISTES DE L'ENERGIE
27/09/11	LA NOUVELLE POLITIQUE ENERGETIQUE DU BRESIL» - LES FACTEURS NOUVEAUX IMPACTANT LA CONCURRENCE ENTRE ENERGIE ET LES MEGA-GISEMENTS D'HYDROCARBURES DU « PRE-SEL »	CGEMP ET L'ASSOCIATION DES ECONOMISTES DE L'ENERGIE
25/10/11	PAUVRETE ET PRECARITE ENERGETIQUE: ENJEUX ET MECANISMES ECONOMIQUES	CGEMP ET L'ASSOCIATION DES ECONOMISTES DE L'ENERGIE
01/12/11	FORUM DE L'ENERGIE "QUELLES ENERGIES POUR DEMAIN ?	CGEMP ET GDF SUEZ

23/01/12	THE PRINCIPLES OF FINANCE AND NUCLEAR NEW BUILD	CGEMP
24/01/12	L'EFFICACITE ENERGETIQUE: UNE RESPONSABILITE ECONOMIQUE ET SOCIETALE	CGEMP ET REXEL
28/01/12	LECTURE DU RAPPORT DE LA COUR DES COMPTES SUR LES COUTS DU NUCLEAIRE	CGEMP ET L'ASSOCIATION DES ECONOMISTES DE L'ENERGIE
01/03/12	QUELLES TRAJECTOIRES VERS UNE ECONOMIE SOBRE EN CARBONE EN 2050?" - FRANCE, ALLEMAGNE, ROYAUME-UNI	CGEMP ET L'ASSOCIATION DES ECONOMISTES DE L'ENERGIE; L'AMBASSADE D'ALLEMAGNE, L'AMBASSADE DU ROYAUME UNI ET LE CENTRE D'ANALYSE STRATEGIQUE.
05/03/12	LE SOLAIRE : TECHNOLOGIES, ECONOMIE, POLITIQUE	CGEMP ET L'ASSOCIATION DES ECONOMISTES DE L'ENERGIE
07/03/12	PERSPECTIVES ENERGIE - CLIMAT 2050	CGEMP ET LE MASTER ENERGIE FINANCE CARBONE DE L'UNIVERSITE PARIS DAUPHINE.
21-22/06/2012	POWER IN GERMANY: THE TURNING POINT OF 2011 : ONE YEAR LATER, LESSONS FOR NEIGHBOURING COUNTRIES	CGEMP ET L'ASSOCIATION DES ECONOMISTES DE L'ENERGIE

### **3.3.3. Liste des professeurs invités**

- Steve Salant, U.Michigan <http://www-personal.umich.edu/~ssalant/>
- Luigi de Paoli, U. Bocconi, <http://faculty.unibocconi.it/luigidepaoli/>
- John Parsons, MIT, [http://mitsloan.mit.edu/faculty/detail.php?in\\_spseqno=41290](http://mitsloan.mit.edu/faculty/detail.php?in_spseqno=41290)
- Jonathan Wiener, Duke, <http://law.duke.edu/fac/wiener/>
- Jim Adams, U.Michigan, [http://www.lsa.umich.edu/econ/people/adamswilliamj\\_ci](http://www.lsa.umich.edu/econ/people/adamswilliamj_ci)
- Axel Michaelowa, U.Zurich, [http://www.ipz.uzh.ch/institut/mitarbeitende/staff/amichaelowa\\_en.html](http://www.ipz.uzh.ch/institut/mitarbeitende/staff/amichaelowa_en.html)
- Tastuo Masuda, U. Nagoya, <http://www.nucba.ac.jp/en/faculty/undergraduate/entry.html?bid=29&eid=5083>
- Larry Goulder, Stanford University, <http://www.stanford.edu/~goulder/>

### **3.3.4. Doctorat Honoris Causa**

Sur proposition du CGEMP, le Doctorat Honoris Causa a été conféré à :

- Paul Joskow, MIT, <http://economics.mit.edu/faculty/pjoskow/index.htm>
- Nicholas Stern, LSE, <http://www2.lse.ac.uk/GranthamInstitute/whosWho/Staff/NicholasStern.aspx>
- Rajendra K. Pachauri, Président du GIEC, Prix Nobel de la Paix. [http://www.ipcc.ch/organization/organization\\_structure.shtml#](http://www.ipcc.ch/organization/organization_structure.shtml#)

### **3.3.5. Présentation de la chaire d'Economie du Climat**

Le Conseil Scientifique de la Chaire est composé de dix membres :

- Dominique Bureau, Délégué général du Conseil Economique pour le Développement Durable
- Frank Convery, Heritage Trust Professor of Environmental Policy at the University College Dublin
- Patrick Criqui, Économiste, Directeur de Recherche au CNRS, directeur du laboratoire LEPII (CNRS-Université Pierre Mendès-France, Grenoble).
- Denny Ellerman, Massachusetts Institute of Technology – Center for Energy and Environmental Policy Research, European University Institute
- Christian Gollier, Chercheur IDEI, Membre de l'école d'économie de Toulouse (TSE), Directeur de l'Ecole d'économie de Toulouse (TSE)
- Larry Goulder, Shuzo Nishihara Professor in Environmental and Resource Economics at Stanford University.
- Pierre-André Jouvét, Professeur à l'Université de Paris Ouest, Nanterre – La Défense et directeur du Master Economie du Développement Durable et de l'Environnement (EDDEE) et du Master Développement Environnement et Territoire (DET).
- Andreas Löschel, Professor of Economics at the University of Heidelberg
- Christian de Perthuis, Professeur associé à l'Université Paris-Dauphine – Président du Conseil Scientifique de la Chaire Economie du Climat
- Jonathan Wiener, Professor of Law at Duke Law School, professor of Environmental Policy at the Nicholas School of the Environment, and professor of Public Policy at the Sanford School of Public Policy, at Duke University. University Fellow of Resources for the Future (RFF)



## Développement d'initiatives de recherche innovantes

Lieu d'échange et de débats

Enseignement & formation

« Prix et marchés du Carbone »

« Agriculture, Alimentation, Forêt »

« Mobilité dans une Société Bas Carbone »

Chaire Economie du Climat - Palais Brongniart, 4e étage  
28 Place de la Bourse, 75002

[www.chaireeconomieduclimat.org](http://www.chaireeconomieduclimat.org)



La Chaire Economie du Climat est une initiative de CDC Climat et de l'Université Paris Dauphine, sous l'égide de la Fondation Institut Europlace de Finance.



## Nos projets \_\_\_\_\_

o **Développer des initiatives de recherche** sous la forme de programmes de recherche, destinés à analyser les liens entre changement climatique et fonctionnement des systèmes économiques.

o **Devenir un lieu d'échange et de débats**, en contribuant à la diffusion de la recherche scientifique par l'organisation de colloques et rencontres ouverts aux professionnels et aux chercheurs.

Elle a notamment constitué un réseau de partage des connaissances entre chercheurs :

*les Friday Lunch Meetings (FLM).*

o **Participer à des activités d'enseignement & formation**, notamment au sein de 2 masters :

'Energie - Finance - Carbone' - Université Paris-Dauphine

'Economie du Développement Durable, de l'Environnement et de l'Energie' - Université Paris Ouest-Nanterre.

## \_\_\_\_\_ Nos initiatives de recherche

### Prix et marchés du carbone

Cette initiative de recherche fait suite au programme de recherche sur l'évaluation du système européen des quotas de CO<sub>2</sub>.

Elle constitue un programme de recherche sur 3 ans, destiné à **évaluer les impacts du prix du carbone et les conditions de son extension dans le monde** en étudiant le fonctionnement du système européen d'échange de quotas, les nouveaux marchés du carbone et leurs avancées à l'étranger, les mécanismes de projets ...

Ce programme s'appuie notamment sur le développement du **modèle Zéphyr** (simulation du prix du quota sur le système européen d'échange de quotas)

### Agriculture, alimentation, forêt et changement climatique

L'agriculture et la forêt sont jusqu'à présent restées en marge des instruments économiques dédiés aux problématiques du changement climatique.

Ce programme de recherche analyse les conditions d'utilisation de ces instruments dans le secteur agricole et forestier en intégrant la dimension alimentaire. Une attention particulière sera portée aux mécanismes de la REDD+.

### Mobilité dans une société bas carbone

Le transport est l'un des secteurs où les émissions de gaz à effet de serre (GES) augmentent le plus rapidement. Il échappe largement aux instruments économiques existants.

L'initiative de recherche analyse les conditions requises pour concilier la mobilité des hommes et des marchandises avec une réduction drastique des émissions de GES.

## Diffusion des travaux de recherche

### o Colloques académiques internationaux

(en association avec nos partenaires étrangers).

En 2011 deux colloques ont été organisés dans le cadre de l'initiative de recherche « Prix et marchés du carbone » :

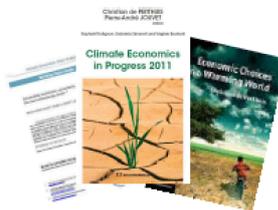
- 12 et 13 mai 2011 : Colloque sur la *régulation des marchés de l'énergie et du marché du carbone*, organisé en partenariat avec l'Institut Universitaire de Florence
- 20 et 21 juin 2011 : Manifestation sur *les mécanismes de projet dans l'économie du carbone*, à l'université Paris-Dauphine.

### o Livrables



Les travaux de recherche de la CEC sont publics. Ils sont diffusés au travers des **publications 'Informations et débats' et 'Working papers'** de la CEC.

Les chercheurs de la Chaire participent également à la publication de livres destinés au grand public, aux étudiants et aux décideurs du monde économique.



[www.chaireeconomieduclimat.org](http://www.chaireeconomieduclimat.org)

Chaire Economie du Climat, Palais Brongniart (4<sup>e</sup> étage)  
28 place de la Bourse 75002 Paris  
Tél. : +33 (0)1 73 01 93 42 - Fax : +33 (0)1 73 01 93 28

Contactez l'équipe : [prenom.nom\[at\]chaireeconomieduclimat.org](mailto:prenom.nom[at]chaireeconomieduclimat.org)

## Equipe résidente :

### Christian de Perthuis

Directeur du Conseil scientifique

### Pierre-André Jouvet

Directeur scientifique

### Patrice Geoffron

Directeur du Comité d'orientation

### Alain Ayong le Kama

Responsable IR3—Expert transport

### Virginie Boutueil

Mobilité dans une société bas carbone

### Stéphane Buttigieg

Stratégies climat dans la gestion d'actif

### Benjamin Dequiedt

Agriculture, alimentation, forêt

### Jérémy Elbeze

La taxation du carbone

### Sylvain Lasseonde

Veille sur les modèles climatiques

### Stephen Lecourt

Modèle Zéphyr (secteurs industriels)

### Nicolas Legrand

Agriculture, Alimentation, Forêt

### Preety Nadarasapillay

Responsable communication

### Suzanne Shaw

Modèle Zéphyr (secteur électrique)

### Gabriela Simonet

Agriculture, alimentation, forêt

### Boris Solier

Marchés de l'énergie et du CO<sub>2</sub>

### Raphaël Trotignon

Système européen des quotas de CO<sub>2</sub>

### Wen Wang

Politique climatique chinoise

### Julien Wolfersberger

Agriculture, alimentation, forêt

## Notre organisation

Le comité d'orientation de la Chaire est présidé par **Patrice Geoffron**, professeur à l'Université Paris-Dauphine.

Le conseil scientifique évalue les recherches menées dans le cadre de la Chaire. Présidé par **Christian de Perthuis**, professeur d'économie à l'Université Paris-Dauphine, il réunit des chercheurs reconnus au sein de la communauté scientifique internationale :

**Dominique Bureau** (Conseil économique pour le développement durable),

**Jean-Marie Chevalier** (Université Paris-Dauphine),

**Frank Convery** (University College Dublin),

**Denny Ellerman** (Institut universitaire européen de Florence et Sloan School of Management du MIT),

**Pierre-André Jouvét** (Université de Paris-Ouest Nanterre),

**Jonathan Wiener** (Nicholas School of the Environment de Duke University).

Soutenir la Chaire Economie du Climat

La CEC est une initiative ouverte à d'autres partenaires

Les contributions financières des partenaires sont éligibles aux différents dispositifs fiscaux d'encouragement de la recherche publique en France. Le soutien de la CEC peut également prendre la forme du financement de thèses

## Nos partenaires

La CEC a simultanément développé des partenariats académiques avec des institutions comme :

**Duke University,**  
**l'Institut universitaire européen de Florence,**  
**l'Université College de Dublin**  
**l'université de València**



## 4. Equipe JEP (*Jeux et Economie Publique*)

### 4.1. Résumé

---

**Nom du responsable de l'équipe : David Ettinger depuis 2010, Françoise Forges auparavant.**

[www.leda.dauphine.fr/fr/poles/theorie](http://www.leda.dauphine.fr/fr/poles/theorie)

---

#### Effectifs de l'entité

Enseignants-chercheurs en 2008 :

- Philippe Bernard, Maître de Conférences en Economie
- Françoise Forges, Professeur d'Economie
- Jean-François Jacques, Maître de Conférences en Economie

Doctorants :

- Omer Biran (dir. F. Forges), 2007-2011.
- Ozgur Ererdem (dir. J.-F. Jacques), 2006-2009.

Personnels ayant quitté l'entité pendant le contrat en cours

- sep. 2012: Jean-François Jacques, Maître de Conférences en Economie, concours de l'agrégation du supérieur (présence dans l'entité: 60 mois)

Recrutements réalisés au cours de la période considérée

- sep. 2008 : Vincent Iehlé, recruté comme Maître de conférences en Economie (poste précédent: Chercheur associé au CSEF- U. Naples & U. Salerne, Italie)
- sep. 2010 : Audrey Desbonnet, recrutée comme Maître de conférences en Economie (poste précédent: Assistant Professor, Université de Vienne, Autriche)
- sep. 2010 : David Ettinger, recruté comme Professeur d'Economie par la voie du concours externe de l'agrégation du supérieur (poste précédent: MCF, THEMA, Université de Cergy-Pontoise)
- sep. 2011 : Jean-Philippe Lefort, recruté comme Maître de conférences en Economie (précédemment: Post-Doc et Visiting Professor, Université de Heidelberg, Allemagne)
- sep. 2012 : Marion Oury, recrutée à la mutation comme Maître de Conférences en Economie (précédemment: MCF, THEMA, Université de Cergy-Pontoise)

---

#### Production scientifique au cours de la période écoulée.

Vue l'activité scientifique de l'équipe, ses résultats majeurs correspondent à des publications, présentées et résumées ci-dessous :

- Ettinger, David et Philippe Jehiel, 2010. « A Theory of Deception », *American Economic Journal: Microeconomics*, 2(1), 1-20. L'article fournit un cadre conceptuel permettant de représenter, à l'équilibre, un phénomène de tromperie, en s'appuyant sur le concept d'équilibre basé sur les classes d'analogie.
- Vida, Péter et Françoise Forges, 2012. "Implementation of communication equilibria by correlated cheap talk: the two-player case", à paraître dans *Theoretical Economics*. L'article résout le problème de la mise en oeuvre des équilibres en communication par une simple conversation corrélée dans les jeux à deux joueurs en information incomplète.

- Forges, Françoise et Vincent Iehlé, 2012. "Essential data, budget sets and rationalization", à paraître dans *Economic Theory*. L'article considère la question des préférences révélées dans le cadre d'ensembles budgétaires partiellement connus du modélisateur.
- Dominiak Adam, Peter Dürsch et Jean-Philippe Lefort, 2012. "A Dynamic Ellsberg Urn Experiment" à paraître dans *Games and Economic Behavior*. Les auteurs considèrent un cadre expérimental pour traiter de la prise en compte de l'information dans le cadre de signaux ambigus.
- Oury, Marion et Olivier Tercieux, 2012. "Continuous Implementation" à paraître dans *Econometrica*. Les auteurs démontrent qu'il est possible d'implémenter des règles de choix social robustes pour des types d'agents presque connus par le planificateur social, dans un environnement avec information complète ou incomplète.

---

### Rayonnement/attractivité académiques

Françoise Forges, 2009. Médaille d'argent du C.N.R.S.

Organisation des « Dauphine Workshop on Economic Theory », colloques thématiques internationaux (en partenariat avec l'équipe SDFi):

- First Dauphine Workshop on Economic Theory, *Recent Advances in Revealed Preference Theory*, 25-26 novembre 2010, détail sur le site du pôle
- Second Dauphine Workshop on Economic Theory, *Recent Advances on Beliefs in Decision Theory*, 24-25 novembre 2011, détail sur le site du pôle

2 partenariats EGIDE Pierre Henri Curien (Ministère des Affaires Etrangères):

- Projet franco-espagnol Picasso 2007 & 2008 avec l'Université de Valence (Espagne): *Communication stratégique et réseaux*. (F. Forges)
- Projet franco-italien Galilée 2010 avec l'Université de Salerne (Italie): *Transmission et acquisition d'information sur les marchés financiers*. (V. Iehlé)

David Ettinger, 2010. Major de l'agrégation du supérieur.

Professeurs invités (1 mois): Edi Karni, John Hopkins U., juillet 2012 ; Adam Dominiak, Virginia Tech, mai/juin 2012; Bernard Lebrun, York U., mai 2012; Myrna Wooders, Vanderbilt U. avril/mai 2012; Peter Vida, U. Vienne, mai 2012; Kfir Eliaz, Brown U., octobre 2011 ; Marco LiCalzi, U. Ca'Foscari Venise, mai 2011; Guillaume Haeringer, U. Autonoma de Barcelona, avril 2011; Enrico Minelli, U. Brescia, novembre 2010; Peter Vida, U. Vienne, octobre 2010; Guillaume Haeringer, U. Autonoma de Barcelona, avril 2010; Geoffroy de Clippel, Brown U., mars 2008.

---

### Contributions de l'entité à des actions de formation à la recherche

David Ettinger, Françoise Forges, Vincent Iehlé enseignent dans le parcours Recherche du Master en Economie Monétaire et Financière (EMFI), Université Paris-Dauphine depuis 2011 (et Marion Oury à partir de 2012) ainsi qu'au sein du programme d'économie de l'école doctorale.

Notons aussi que l'école doctorale de l'Université Paris-Dauphine est dirigée par un membre du pôle, Françoise Forges

## 4.2. Auto-évaluation

### 4.2.1. Activités et résultats

L'équipe Jeux et Economie Publique (JEP), créée en 2008, est l'une des 5 équipes de recherche du LEDa. L'équipe, constituée seulement de 3 membres en 2008 (1 professeur et 2 maîtres de conférences), s'est renforcée progressivement au cours de la période considérée. Au 1er septembre 2012, l'équipe compte 7 membres permanents (2 professeurs et 5 maîtres de conférences, après le départ d'1 maître de conférences), voir liste complète à la fin de l'annexe.

Avec ces recrutements, les objectifs et thèmes de recherche initiaux du contrat ont également évolué au cours de la période. En particulier, une part importante des résultats de l'équipe ont été obtenus par les personnels recrutés au cours des cinq dernières années, dans leurs unités d'origine. Pour ces raisons, il nous semble donc plus informatif de donner une photographie ponctuelle des thèmes de recherche de l'équipe plutôt que d'en décrire l'évolution depuis 2008.

En considérant l'année 2012 comme la période la plus représentative de son activité, les thèmes de recherche de l'équipe s'organisent :

- d'une part, autour de la théorie des jeux et de l'analyse des fondements des comportements microéconomiques,
- et de l'autre, dans une perspective plus appliquée, autour des politiques publiques et de l'organisation des marchés.

#### Axe 1 : Théorie des jeux et fondements des comportements microéconomiques

Cet axe « théorie » concerne plus particulièrement 5 membres de l'équipe.

Les thèmes spécifiques de recherche incluent:

- **Jeux coopératifs et non coopératifs**: les travaux de l'équipe se situent à un niveau abstrait et couvrent des questions essentielles de la théorie des jeux, notamment: analyse des équilibres corrélés, des mécanismes incitatifs, communication et transmission stratégique d'information; solutions de stabilité dans les jeux coopératifs en information complète ou incomplète.
- **Rationalité limitée**, un programme de recherche a été développé sur la représentation de la tromperie. Il s'appuie sur le concept d'équilibre basé sur les classes d'analogie et des références psychologiques. Ce programme comporte des développements théoriques, expérimentaux et des applications spécifiques.
- **Préférences révélées**, les travaux sur les préférences révélées portent sur la généralisation du théorème d'Afriat (existence d'une rationalisation compatible avec les observations) aux ensembles budgétaires non linéaires ou partiellement connus du modélisateur.
- **Théorie de la décision, cohérence dynamique des choix et ambiguïté**, ces travaux concernent principalement les possibilités d'acquisition et de révision de l'information, dans un cadre de choix dynamiques avec des signaux ambigus.
- **Théorie du choix social**, les travaux démontrent la possibilité d'implémenter des règles de choix social robustes pour des types d'agents presque connus par le planificateur social, dans un environnement avec information complète ou incomplète.

Pour cet axe, les travaux sont notamment publiés dans : American Economic Journal: Microeconomics, Econometrica, Economic Theory, Games and Economic Behavior, International Game Theory Review, International Journal of Economic Theory, Journal of Economic Theory, Journal of Mathematical Economics, Mathematical Social Sciences, Mathematics of Operations Research, Theoretical Economics.

## Axe2 : Politiques publiques et organisation des marchés

Cet axe « théorie appliquée » concerne plus particulièrement 5 membres de l'équipe.

Les thèmes spécifiques de recherche, dont certains s'inscrivent dans la continuité des travaux plus théoriques précédemment mentionnés, incluent:

- **Assurance chômage, dette publique**, la question de la dette publique est abordée à l'aide de modèles micro-fondés avec des ménages hétérogènes qui réagissent au risque macroéconomique. Concernant l'assurance-chômage, le niveau optimal des allocation est mis en relation avec les possibilités d'épargne de précaution.
- **Accord environnementaux internationaux**, sous l'hypothèse de moyens technologiques de réduction des émissions polluantes, on étudie les résultats possibles de négociations dans un cadre à la Nash ou de formation de coalitions stables.
- **Enchères, collusion**, ces travaux concernent d'une part l'analyse de la stabilité de cartels dans des modèles d'enchères, en utilisant des jeux semi-coopératifs, ainsi que l'application des enchères à l'analyse des OPA et des participations croisées.
- **Conception de marchés et modèles d'appariement**, concerne plus particulièrement les aspects stratégiques des modèles d'appariement dans le cadre de marchés centralisés à deux côtés (marchés spécifiques du travail ou choix d'école), éventuellement dans le cadre d'information partielle sur les préférences des agents.

Pour cet axe, les travaux sont notamment publiés dans: Annales d'Economie et Statistique, Bulletin of Economic Research, Economic Inquiry, Environment and Development Economics, Games and Economic Behavior, Journal of Benefit-Cost Analysis, Journal of Mathematical Economics, Revue Economique, Revue d'Economie Politique, Scandinavian Journal of Economics,

A noter : Les thématiques de recherche du groupe sont variées et l'articulation précédente ne couvre pas l'intégralité des domaines de l'équipe, qui incluent également, par exemple, la finance, spécialisation de Philippe Bernard.

L'activité scientifique de l'équipe s'est développée aussi grâce aux opportunités d'interaction et de formation par la recherche à l'intérieur de l'université et grâce à une visibilité internationale accrue.

### Coopérations au sein de l'Université Paris-Dauphine :

Les membres de l'équipe, intéressés en particulier par les approches théoriques collaborent régulièrement avec les chercheurs du CEREMADE de l'équipe Economie Mathématique (Y. Viossat, E. Jouini, F. Martins da Rocha, R.-A. Dana, G. Carlier, G. Vigerel) et participent aux séminaires pluridisciplinaires de théorie des jeux ou d'économie théorique: par exemple, le Séminaire Parisien de Théorie des Jeux à l'IHP, le séminaire Risks de la Chaire « Les particuliers face au Risque » de Paris-Dauphine. Les 5 théoriciens de l'équipe sont d'ailleurs tous membres associés du CEREMADE.

Ce rôle d'interface entre les chercheurs en Economie et Mathématiques Appliquées est également renforcé par l'activité pédagogique et l'implication de l'équipe à l'intérieur de l'UFR Mathématiques et Informatique (en 2012, 3 membres de l'équipe interviennent dans l'UFR, et l'un des membres est élu au conseil de l'UFR, responsable des programmes d'enseignement en économie).

Enfin les membres sont aussi en lien avec les chaires d'entreprise de l'Université: Chaire « Les particuliers face au Risque » et Chaire « Corporate Finance » pour la réalisation de projets de collaboration internationaux ou de travaux thématiques sur les sujets de la chaire.

L'équipe a renforcé son rôle dans la formation par la recherche sur la période du contrat. A Dauphine, cela concerne principalement l'Ecole Doctorale en Economie et les Masters Recherche. David Ettinger, Françoise Forges, Vincent Iehlé enseignent dans le parcours Recherche du Master en Economie Monétaire et Financière (EMFI), Université Paris-Dauphine depuis 2011 (et Marion Oury à partir de

2012)) ainsi qu'au sein du programme d'enseignement d'économie de l'école doctorale.<sup>22</sup> Notons aussi que l'école doctorale de l'Université Paris-Dauphine est dirigée par un membre du pôle. Par ailleurs 2 membres de l'équipe ont dirigé des thèses d'étudiants, et 2 membres ont enseigné dans des programmes doctoraux à l'étranger durant la période du contrat.

#### 4.2.2. Liste des activités de formation par la recherche

- Ettinger, David. Cours école doctorale Université Paris-Dauphine « Contrats et Enchères » ; cours école doctorale Université de Cergy-Pontoise « Market Power and Mechanism Design ».
- Forges, Françoise. Direction de la thèse d'Omer Biran "Mécanismes d'échange en présence d'externalités" (septembre 2007-juin 2011).
- Forges, Françoise. Directeur de l'école doctorale (pluridisciplinaire, avec 5 programmes doctoraux: économie, gestion, informatique, mathématique, sciences sociales), depuis le 1er juin 2010.
- Forges, Françoise. Responsable de l'école doctorale EDOCIF (Théorie des organisations : concurrence, innovation, finance), du 1er janvier 2004 au 31 mai 2010.
- Iehlé, Vincent, 2007-2008. Cours "Game Theory", PhD Program, Kansas University, USA. et PhD Program, Università di Salerno, Italie.
- Jacques, Jean-François. Direction de thèse : O.K. Ekerdem (thèse soutenue en décembre 2009), S. Petek et S. Ghosn thèses en cours.
- Jacques, Jean-François. Cours *Macroéconomie Approfondie*, Ecole Doctorale en Economie, U. Paris-Dauphine.
- Lefort Jean-Philippe, 2011. Cours "*Updating Ambiguous Beliefs*", PhD Program, IMPA, Rio de Janeiro, Brésil.
- Lefort Jean-Philippe, 2010. Cours "*Cooperative Games*", PhD Program, Heidelberg University, Allemagne.

#### 4.2.3. Visibilité et rayonnement

Sur la période du contrat, l'équipe a su renforcer sa visibilité internationale et son attractivité, grâce notamment à un flux régulier de professeur invités étrangers, l'organisation de colloques, la création de réseaux de collaboration, et des recrutements réguliers aux niveaux Maître de Conférences et Professeur.

Ainsi, durant la période considérée, l'équipe a établi 2 projets de collaboration avec l'Espagne et l'Italie dans le cadre de projets **Pierre-Henri Curien** (la collaboration avec l'Italie est encore en cours et soutenue par la Chaire « Les particuliers face aux risques »).

- Forges, Françoise, 2007-2008. Responsable d'un partenariat franco-espagnol Picasso (EGIDE, Ministère des Affaires Etrangères) avec l'Université de Valence (Espagne): *Communication stratégique et réseaux*.
- Iehlé, Vincent, 2010. Responsable d'un partenariat franco-italien Galilée 2010 (EGIDE, Ministère des Affaires Etrangères), U. Paris-Dauphine et U. de Salerne (Italie): *Transmission et acquisition d'information sur les marchés financiers*.

L'équipe a également bénéficié des **visites longues de chercheurs invités** qui ont donné lieu à des collaborations, finalisées ou en cours, la plupart bénéficiant d'un support de « professeur invité » (1 mois). Liste des professeurs invités:

---

<sup>22</sup> Le parcours recherche du Master EMFI comprend notamment un volet de cours théoriques qui ont pour cadre la théorie des jeux ou l'équilibre général.

- Edi Karni, John Hopkins U., juillet 2012;
- Adam Dominiak, Virginia Tech, mai 2012;
- Bernard Lebrun, York U., mai 2012;
- Myrna Wooders, Vanderbilt U. avril 2012;
- Peter Vida, U. Vienne, octobre 2010 et mai 2012;
- Kfir Eliaz, Brown U., octobre 2011;
- Marco LiCalzi, U. Ca'Foscari Venise, mai 2011;
- Guillaume Haeringer, U. Autonoma de Barcelona, avril 2010 et avril 2011;
- Enrico Minelli, U. Brescia, novembre 2010;
- Geoffroy de Clippel, Brown U., mars 2008.

Finalement, les membres de l'équipe ont participé à l'organisation de colloques sur des thèmes spécifiques à l'équipe:

Co-organisation des « **Dauphine Workshop on Economic Theory** », colloques thématiques internationaux (détails sur le site de l'équipe).<sup>23</sup>

- First Dauphine Workshop on Economic Theory, *Recent Advances in Revealed Preference Theory*. (2010)
- Second Dauphine Workshop on Economic Theory, *Recent Advances on Beliefs in Decision Theory*. (2011)

Co-organisation des colloques annuels International Workshop on Pension, Insurance, Saving.

Ces activités collectives permettent de faire vivre l'équipe à l'intérieur de Dauphine et de l'identifier au niveau international. On pourra également lister le rayonnement et l'activité scientifique de chacun de ses membres qui donnent aussi une mesure de l'attractivité de l'équipe.

#### **Rayonnement et attractivité académiques des membres**

- Ettinger, David. Fellow de Cirano (Canada).
- Ettinger, David, 2010. Major de l'agrégation du supérieur.
- Ettinger, David. Membre associé du projet ERC, Game Theory and Applications in the Presence of Cognitive Limitations, dirigé par Philippe Jehiel.
- Ettinger, David. Expertise scientifique pour CERGE-EI et CIRANO
- Forges, Françoise. Membre élu ("fellow") de l'*Econometric Society* (depuis 1997)
- Forges, Françoise, 2009. Médaille d'argent du C.N.R.S.
- Forges Françoise, depuis 2011. Membre senior de l'Institut Universitaire de France.
- Forges, Françoise, 2012. Membre du comité scientifique (impliquant la sélection d'articles et leur organisation en sessions) du 4th World Congress of Game Theory, Istanbul.
- Iehlé, Vincent, 2008. Organisateur local du XVIIème European Workshop on General Equilibrium Theory, (Paestum, Italie).
- Iehlé, Vincent, 2006-2010. Membre Participant: ESF Research Networking Programme: *Public Goods, Public Projects and Externalities*.

#### **4.2.4. Responsabilités administratives et scientifiques**

- Bernard, Philippe. Responsable du L3 Economie Appliquée, Université Paris-Dauphine, depuis 2010.
- Bernard, Philippe. Responsable du Master 2 Pro « Ingénierie Economique », Université Paris-Dauphine, depuis sa création en 2005.

---

<sup>23</sup> L'équipe JEP est à l'origine de la création de ce colloque, qui pourrait se dérouler à terme sur une base annuelle.

- Bernard, Philippe. Responsable de la préparation au CFA level 1 au sein du DU Préparation aux Certifications Professionnelles, Université Paris-Dauphine, depuis sa création en 2008.
- Desbonnet, Audrey, 2012. Membre du comité de sélection pour le recrutement des maîtres de conférences à l'université d'Evry-Val-d'Essonne.
- Ettinger, David. Direction du pôle JEP (Jeux et Economie Publique) au sein du LEDa ; membre du conseil du laboratoire et de son comité de recrutement, membre du comité de sélection Professeur (Université Paris-Dauphine, Université de Cergy-Pontoise).
- Ettinger, David. Direction d'UFR et direction des études de l'UFR Economie-gestion de l'Université de Cergy-Pontoise.
- Forges, Françoise. Membre du Conseil Scientifique depuis le 1er janvier 2009.
- Iehlé, Vincent, 2011-2012. Membre de comités de sélection pour le recrutement de maîtres de conférences (U. Paris-Dauphine, U. Paris 1, U. Cergy-Pontoise).
- Iehlé, Vincent, 2009. Membre élu du conseil de Département de Mathématiques et Informatique, Université Paris-Dauphine
- Jacques, Jean-François. Elu au Conseil scientifique 2004-2009 et au conseil de l'UFR LSO-Dauphine 2009-2010.
- Jacques, Jean-François, 2010. Membre du comité de sélection pour le recrutement de maîtres de conférences (U. Paris-Dauphine).

#### **4.2.5. Analyse des moyens de l'unité**

La liste complète des membres de l'équipe se trouve en Annexe.

Sur la période 2008-2012, les effectifs de l'équipe ont été considérablement modifiés (recrutements de quatre maîtres de conférences et d'un professeur, et départ d'un maître de conférences).<sup>24</sup>

Arrivées:

- sep. 2008: **Vincent Iehlé**, recruté comme Maître de conférences (poste précédent: Chercheur associé au CSEF- Naples Salerne, Italie)
- sep. 2010: **Audrey Desbonnet**, recrutée comme Maître de Conférences (poste précédent: Assistant Professor, Université de Vienne, Autriche)
- sep. 2010: **David Ettinger**, recruté comme Professeur par la voie de l'agrégation du supérieur (poste précédent: Maître de Conférences, THEMA, Université de Cergy-Pontoise)
- sep. 2011: **Jean-Philippe Lefort**, recruté comme Maître de Conférences (poste précédent: Post-Doc / Visiting Professor, Université de Heidelberg, Allemagne)
- sep. 2012: **Marion Oury**, recrutée comme Maître de Conférences (poste précédent: Maître de Conférences, THEMA, Université de Cergy-Pontoise)

Départ:

- sep. 2012: **Jean-François Jacques**, admis au concours de l'agrégation du supérieur (futur poste: Université de Poitiers.)

#### **4.2.6. Organigramme fonctionnel et règlement intérieur**

En raison de la modestie de sa taille et parce qu'elle se perçoit avant tout comme une équipe du laboratoire LEDa, le mode de fonctionnement de l'équipe JEP est relativement léger. Il n'existe ainsi pas de règlement intérieur.

---

<sup>24</sup> A noter que 3 des membres actuels étaient en poste à l'étranger au moment de leur recrutement à Dauphine.

L'équipe est dirigée par un membre choisi par ses pairs. En plus du responsable d'équipe, le JEP est représenté dans les instances du LEDa par un autre membre (professeur si le responsable est un maître de conférences et maître de conférences sinon) lui aussi choisi par ses collègues d'équipe.

Les membres de l'équipe se réunissent 3 à 4 fois par an afin de discuter des sujets majeurs concernant la vie de l'équipe (orientation scientifique, recrutement, perspectives ...) en plus des échanges et communications régulières.

#### **4.2.7. Liste des publications et des productions**

Cf. Annexe

## 4.3. Annexes

### 4.3.1. Publications

#### 4.3.1.1. Articles dans des revues à comité de lecture (ACL)

- . [1]Barbar, Riham et Françoise Forges, 2007. "Collusion dans les enchères: quelques apports des jeux coopératifs", *Revue Economique* 58, 965-984.
- . [2]Basak Bayramoglu et Jean-François Jacques, 2011. «The role of fixed cost in international environmental negotiations», *Environment and Development Economics*, 221-238.
- . [3]Basak Bayramoglu et Jean-François Jacques, 2012. «Les négociations environnementales internationales : Normes uniformes et normes différenciées», à paraître dans *Revue d'économie Politique*, numéro en l'honneur de P.Y. Hénin.
- . [4]Desbonnet, Audrey et Thomas Weitzenblum, 2011. « Why do governments end up with debt? short-run effects matter », à paraître dans *Economic Inquiry*.
- . [5]Dominiak Adam et Jean-Philippe Lefort. "Agreement Theorems for Neo-Additive Beliefs" à paraître dans *Economic Theory*.
- . [6]Dragicevic, Arnaud et David Ettinger, 2011. « Private Valuation of a Public Good in Three Auction Mechanisms », *Journal of Benefit-Cost Analysis*, 2(2), 1-27.
- . [7]Forges, Françoise et Enrico Minelli, 2009. "Afriat's theorem for general budget sets", *Journal of Economic Theory* 144, 135-145.
- . [8]Forges, Françoise et Frédéric Koessler, 2008. "Long persuasion games", *Journal of Economic Theory* 143, 1-35.
- . [9]Forges, Françoise et Frédéric Koessler, 2008. "Multistage communication with and without verifiable types", *International Game Theory Review* 10, 145-164.
- . [10]Forges, Françoise et Frédéric Koessler, 2008. "Transmission stratégique de l'information et certification", *Annales d'Economie et de Statistique* 89, 3-61, 2008.
- . [11]Forges, Françoise et Omer Biran, 2011. "Core-stable rings in auctions with independent private values", *Games and Economic Behavior* 73, 52-64.
- . [12]Forges, Françoise et Ram Orzach, 2011. "Core-stable rings in second price auctions with common values", *Journal of Mathematical Economics* 47, 760-767.
- . [13]Forges, Françoise et Roberto Serrano, 2011. "Cooperative games with incomplete information: some open problems", à paraître dans *International Game Theory Review*.
- . [14]Forges, Françoise et Vincent Iehlé, 2012. "Essential data, budget sets and rationalization", à paraître dans *Economic Theory*.
- . [15]Forges, Françoise, 2007. "Leonid Hurwicz, Eric Maskin, Roger Myerson et la théorie des mécanismes", *Revue d'Economie Politique* 117, 873-890, 2007.
- . [16]Haeringer, Guillaume et Vincent Iehlé, 2010. "Enjeux stratégiques du concours de recrutement des enseignants-chercheurs", *Revue Economique* 61(4), 697-722.
- . [17]Iehlé, Vincent, 2009. "Sustainability in a multiproduct and multiple agent contestable market", *Bulletin of Economic Research* 61(2), 151-164.
- . [18]Jacques, Jean-François et Antoine Rebeyrol, 2010. «Primitive accumulation, growth and the genesis of social classes» *Metroeconomica*, 540-557.
- . [19]Jacques, Jean-François et Emmanuel Walkowiak, 2009. «Low wages and high unemployment rates: The role of social interactions in hiring discrimination», *The Journal of Socio- Economics*, 456-463.
- . [20]Vida, Péter et Françoise Forges, 2011. "Implementation of communication equilibria by correlated cheap talk: the two-player case", à paraître dans *Theoretical Economics*.

- [21] Von Stengel, Bernhard et Françoise Forges, 2008. "Extensive form correlated equilibrium: definition and computational complexity", *Mathematics of Operations Research* 33, 1002-1022.

Pour les personnels recrutés, les publications effectuées dans les unités d'origine:

- [22] Bonnissseau, Jean-Marc et Vincent Iehlé, 2007. "Payoff-dependent balancedness and cores", *Games and Economic Behavior* 61(1), 1-26.
- [23] Chateauneuf, Alain et Jean-Philippe Lefort, 2008. "Some Fubini Theorems on sigma-Algebra Products", *International Journal of Approximate Reasoning*, 48, 686-696.
- [24] Desbonnet, Audrey et Jean-Olivier Hairault, 2010. « Inégalité de patrimoine et progressivité de l'impôt », *Economie et Prévision*, 2, 21-41.
- [25] Desbonnet, Audrey et Sumudu Kankanamge, 2008. « Fluctuations macroéconomiques et dette publique », *Revue Economique*, 59 (3), 583-593.
- [26] Desbonnet, Audrey, 2008. « Allocation chômage : entre efficacité et égalité », *Annales d'économie et statistique*, 90, 181-214.
- [27] Dominiak Adam, Jurgen Eichberger et Jean-Philippe Lefort. "Agreeable Trade with Pessimism and Optimism", à paraître dans *Mathematical Social Sciences*.
- [28] Dominiak Adam, Peter Dürsch et Jean-Philippe Lefort. "A Dynamic Ellsberg Urn Experiment" à paraître dans *Games and Economic Behavior*.
- [29] Dominiak, Adam et Jean-Philippe Lefort, 2011. "Unambiguous Events and Dynamic Choquet Preferences", *Economic Theory*, 45, 401-425.
- [30] Eichberger Jurgen, Simon Grant et Jean-Philippe Lefort. "Neo-Additive Capacities and Updating" à paraître dans *International Journal of Economic Theory*.
- [31] Ettinger, David et Philippe Jehiel, 2010. « A Theory of Deception », *American Economic Journal: Microeconomics*, 2(1), 1-20.
- [32] Ettinger, David, 2010. « Bidding among Friends and Enemies », *Journal of Institutional and Theoretical Economics*, 166(2), 65-385.
- [33] Ettinger, David, 2008. « Privatisation des sociétés d'autoroutes et marché aval », *Annales d'Economie et de Statistique*, 89, 64-90.
- [34] Ettinger, David, 2009. « Auctions and Shareholdings », *Annales d'Economie et de Statistique*, 90, 1-23.
- [35] Ettinger, David, 2009. « Takeover Toeholds and Deterrence », *Scandinavian Journal of Economics*, 111(1), 103-124.
- [36] Iehlé, Vincent, 2007. "The core-partition of a hedonic game", *Mathematical Social Sciences* 54(2), 176-185.
- [37] Lefort Jean-Philippe, 2009. "Guessing the Beliefs", *Journal of Mathematical Economics*, 45, 838-845.
- [38] Oury, Marion et Olivier Tercieux. "Continuous Implementation" à paraître dans *Econometrica*.

#### **4.3.1.2. Article dans un ouvrage scientifique (OS)**

- [39] Forges, Françoise, 2009. "Correlated equilibrium and communication in games", In *Encyclopedia of Complexity and Systems Science*, ed. R. Meyers, Springer.

#### **4.3.1.3. Publication de vulgarisation**

- [40] Forges, Françoise, 2012. "Les ventes aux enchères", *Tangente*, Hors série thématique La théorie des Jeux, 42-44.

**4.3.1.4. Conférences données à l'invitation du comité d'organisation dans un congrès international**

- . [41] Ettinger, David, 2011. "Deception in Communication : Theory and Experimentation", Fourth Transatlantic Theory Workshop (Northwestern University and Paris School of Economics).
- . [42] Forges, Françoise, 2008. "Joint revelation of budget sets and preferences", First Transatlantic Theory Workshop (Northwestern University and Paris School of Economics).
- . [43] Forges, Françoise, 2009. "Core-stable rings in auctions with independent private values", 20<sup>th</sup> International Conference on Game Theory, Stony Brook, U.S.A., juillet 2009 et Colloquium Collective choice and economic design, Leuven, Belgique, novembre 2009.
- . [44] Forges, Françoise, 2010. "Communication in Bayesian games: overview of work on implementing mediators in game theory", Decentralized Mechanism Design, Distributed Computing and Cryptography, Princeton, juin 2010 et Workshop on Information Transmission and Persuasion in Games, Paris School of Economics, décembre 2010.
- . [45] Forges, Françoise, 2012. "Folk theorems for Bayesian (public good) games", Congrès PET (Public Economic Theory) 12, Taipei, Taiwan.
- . [46] Oury, Marion, 2011. "Continuous implementation: a full characterization result", Fourth Transatlantic Theory Workshop (Northwestern University and Paris School of Economics), Paris.

**4.3.1.5. Communications avec actes dans un congrès international (C-ACTI)**

- . [47] Lefort Jean-Philippe, 2009. "The Minkowski Difference of the Core of Coalitional Games in the Infinite Case", Proceedings of a Conference on Analysis and Computational Mathematics at Notre Dame University, Lebanon.

**4.3.1.6. Communications sans actes dans un congrès international ou national (C-COM)**

- . [48] Bernard, Philippe, 2010. « Performances of amateurs' traders on a public internet site : a case of a stock exchange contest » au Congrès Annuel de l'Association of Behavioral Finance & Economics, Chicago.
- . [49] Desbonnet, Audrey, 2007. « Allocation chômage : entre efficacité et égalité », Journées Doctorales de l'ADRES, Paris.
- . [50] Desbonnet, Audrey, 2007. « Inégalité de patrimoine et progressivité de l'impôt », Royal Economic Society Second PhD Presentation Meeting, Londres, Angleterre.
- . [51] Desbonnet, Audrey, 2008. « Why do governments end up with debt? short-run effects matter », Journées Louis André Gérard-Varet, Marseille.
- . [52] Desbonnet, Audrey, 2009. « Why do governments end up with debt? short-run effects matter », Congrès PET (Public Economic Theory), Galway, Irlande.
- . [53] Desbonnet, Audrey, 2010. « Why do governments end up with debt? short-run effects matter », Association Française de Science Economique, Session invitée, Nanterre.
- . [54] Desbonnet, Audrey, 2012. Sur les interactions entre politiques de dette publique et de transfert, Association Française de Science Economique, Paris.
- . [55] Ettinger, David, 2008. « Bidding among Friends and Enemies », JMA (Journées Microéconomie Appliquée), Saint-Denis de la Réunion, France.
- . [56] Ettinger, David, 2009. "A Theory of Deception", ESA (Economic Science Association) Conference, Haïfa, Israël.

- . [57] Ettinger, David, 2010. « Private Valuation of a Public Good in Three Auction Mechanisms », SCSE (Société Canadienne de Sciences économiques) Conférence, Québec, Canada.
- . [58] Ettinger, David, 2011. "Deception in Communication : Theory and Experimentation", Game Theory Festival, Stony Brook, Etats-Unis.
- . [59] Ettinger, David, 2012. "Hiding Information in ascending auctions", Congrès PET (Public Economic Theory), Taïpei, Taïwan.
- . [60] Iehlé, Vincent, 2007. "The core-partition of a hedonic game", Congrès CTN (Coalition Theory Network), Louvain-La-Neuve, Belgique, janvier 2007.
- . [61] Iehlé, Vincent, 2009. "Market functioning in public good economies with (possibly) non-convex technologies", Congrès SAET (Society for the Advancement of Economic Theory), Ischia, Italie.
- . [62] Iehlé, Vincent, 2010. "Market functioning in public good economies with (possibly) non-convex technologies", Congrès PET (Public Economic Theory) 10, Istanbul, Turquie.
- . [63] Iehlé, Vincent, 2011. "Core and convexity in partition function games", Congrès SAET (Society for the Advancement of Economic Theory), Faro, Portugal.
- . [64] Iehlé, Vincent, 2012. "Two-sided matching with one-sided data", Congrès PET (Public Economic Theory) 12, Taipei, Taiwan.
- . [65] Lefort, Jean-Philippe, 2012. "Agreement types results under ambiguity"(avec Adam Dominiak), Congrès SAET (Society for the Advancement of Economic Theory), Brisbane, Australie.
- . [66] Lefort, Jean-Philippe, 2008. "Guessing the Beliefs", 13th International Conference on the Foundations and Applications of Utility, Risk and Decision Theory.
- . [67] Lefort, Jean-Philippe, 2010. "A Dynamic Ellsberg Urn Experiment", ESI Spring Workshop, Iena.
- . [68] Lefort, Jean-Philippe, 2010. "Unambiguous Events and Dynamic Choquet Preferences", Workshop on Risk Utility and Decision, Paris.
- . [69] Oury, Marion, 2008. "Contagion and Strategic Complementarities", Games 2008, Evanston, USA.
- . [70] Oury, Marion, 2009. "Continuous Implementation", Journées doctorales de l'ADRES, Louvain-la-Neuve, Belgique.
- . [71] Oury, Marion, 2009. "Multidimensional Global Games", Congrès SAET (Society for the Advancement of Economic Theory), Ischia, Italie.

#### **4.3.2. Liste des membres de l'équipe**

- Philippe Bernard, Maître de Conférences en Economie
- Audrey Desbonnet, Maître de Conférences en Economie
- David Ettinger, Professeur d'Economie
- Françoise Forges, Professeur d'Economie
- Vincent Iehlé, Maître de Conférences en Economie
- Jean-François Jacques, Maître de Conférences en Economie (départ septembre 2012)
- Jean-Philippe Lefort, Maître de Conférences en Economie
- Marion Oury, Maître de Conférences en Economie (arrivée septembre 2012)

## 5. Equipe LEGOS (*Laboratoire d'Economie et de Gestion des Organisations de Santé*)

### 5.1. Résumé

---

**Nom du responsable de l'équipe : Brigitte Dormont (à partir d'avril 2012), auparavant Jérôme Wittwer.**  
<http://www.legos.dauphine.fr/>

---

#### Effectifs de l'entité

*Enseignants-chercheurs en 2007 : 5 maîtres de conférences et 4 professeurs :*

- Franck Bien, Mcf; Brigitte Dormont, Pr; Sandrine Dufour-Kippelen, Mcf; Béatrice Fermon, Mcf; Agnès Gramain, Mcf; Marie-Eve Joël, Pr; Florence Jusot, Mcf (recrutement en 2007, précédemment chercheur à l'IRDES); Claude Le Pen, Pr; Pierre Levy, Mcf; Jérôme Wittwer, Pr.

*Arrivées sur 2007-2012 :*

- 2009 : Anne-Laure Samson, Mcf, premier recrutement, précédemment ATER à l'Université à l'Université Paris Ouest – Nanterre La Défense
- 2010 : Sabine Delzescaux, Mcf, mutation en provenance d'un autre laboratoire de Dauphine
- 2011 : Eve Caroli, Pr recrutement mutation, antérieurement professeure à l'Université Paris Ouest – Nanterre La Défense

*Départs :*

- 2008 : Agnès Gramain, réussite à l'agrégation
- 2012 : Florence Jusot, réussite à l'agrégation

*Enseignants-chercheurs au 1<sup>er</sup> juillet 2012 : 6 maîtres de conférences et 5 professeurs*

- Franck Bien, Mcf; Eve Caroli, Pr; Sabine Delzescaux, Mcf, Brigitte Dormont, Pr; Sandrine Dufour-Kippelen, Mcf; Béatrice Fermon, Mcf; Marie-Eve Joël, Pr; Claude Le Pen, Pr; Pierre Levy, Mcf; Anne-Laure Samson, Mcf; Jérôme Wittwer, Pr.

*Autres membres de l'équipe au 1<sup>er</sup> juillet 2012 :*

- Emile Levy : Professeur émérite
- Cinq chercheurs associés : Agnès Gramain, Professeur à l'Université Paris 1; Florence Jusot, Professeur à l'Université de Rouen, Anne Laferrère, administrateur Insee, chercheur associé au CREST, Carine Milcent, chercheur au CNRS (PSE), Manuel Plisson, Risk Manager Senior chez Aviva Life Insurance Company
- 24 doctorants (liste en annexe), dont 15 disposent d'un financement permettant de réaliser leur travaux de recherche dans de bonnes conditions : 8 contrats doctoraux de PSL ou du CREST (dont deux AMN), 3 bourses CIFRE, et 4 doctorants disposant, dans le cadre de leur activité professionnelle, d'un temps de travail suffisant à consacrer à leurs recherches.
- Un interne en santé publique
- Une secrétaire à quart-temps

---

#### Bilan quantitatif des publications de l'entité :

Les publications sont données en annexe : 58 articles ACL, dont 12 dans des revues de premier plan (9 classées 1 par le classement CNRS (section 37, 2011), et trois qui sont au sommet des revues médicales ou d'épidémiologie : New England Journal of Medicine (Impact factor = 53,3), Circulation (première revue mondiale de cardiologie Impact factor = 14,8), International Journal of Epidemiology, (Impact factor = 6,4) ; 20 articles ASCL ; deux ouvrages ; 11 chapitres d'ouvrages ; 24 publications de vulgarisation (dont deux ouvrages, 11 chapitres d'ouvrages et 11 articles) ; 22 rapports de recherche. NB : nous ne comptons pas ici les publications des membres antérieurement à leur venue au Legos, mentionnés en annexe.

---

**Cinq publications :** en termes de production scientifique, les résultats majeurs correspondent à des publications

- The influence of supplementary health insurance on switching behaviour: evidence from Swiss data, B. Dormont, P.-Y. Geoffard and K. Lamiraud, *Health Economics*, Vol. 18, 1339-1356, 2009. *Cet article montre que les assurances supplémentaires peuvent nuire à la régulation de la concurrence sur le marché de l'assurance maladie de base.*
- Providing care for an elderly parent: interactions among siblings, Fontaine Roméo, Agnès Gramain, Jérôme Wittwer. *Health Economics*, 2009, 18(9), pp. 1011-1029. *Cet article réalisé sur les données de SHARE analyse les interactions entre les enfants d'une fratrie confrontée à la dépendance d'un parent, pour mieux comprendre les déterminants de la production d'aide informelle à domicile. Il est une contribution à la littérature qui identifie les effets des interactions sociales au sens de Manski.*
- Medical Demography and Intergenerational inequalities in General Practitioners' Earnings B. Dormont and A.-L. Samson, *Health Economics*, Vol. 17, 1037-1055, 2008. *Cet article montre que les honoraires des médecins dépendent fortement et durablement de la situation de la démographie médicale lors de leur installation, telle qu'elle est définie par le numerus clausus. La diminution du numerus clausus a permis d'améliorer la situation des médecins installés récemment.*
- Guthmuller S., Jusot F., Wittwer J., Després C. 2012. "Le recours à l'Aide complémentaire santé : les enseignements d'une expérimentation sociale à Lille." *Economie et Statistique*, à paraître (en révision au *Journal of Human Resources*). *Cet article présente l'élaboration et la conduite d'une expérimentation sociale contrôlée par les chercheurs du LEGOS pour comprendre les causes du non recours à l'Aide Complémentaire Santé.*
- Trannoy A., Tubeuf S., Jusot F., Devaux M. 2010. "Inequality in Opportunities in Health in France: A first pass." *Health Economics*, 19, 8, 921-938. *Cet article montre que 57% des inégalités de santé chez les seniors sont expliquées par les circonstances, c'est-à-dire par le milieu social d'origine et l'état de santé des parents. Ce résultat montre l'importance des inégalités des chances en santé, inégalités qui sont liées à des circonstances indépendantes de la responsabilité individuelle.*

---

**Cinq documents majeurs autres que publications :** rapports d'expertise

- Fermon Béatrice et Marie-Eve Joël. 2012. "Quality Assurance Policies and indicators for long term care in the European Union – Country report : France" ENEPRI Research Report n°107/March 2012, CEPS, European Network of Economic Policy Research Institutes, 25 p.
- Dufour-Kippelen S., Joël M.-E. 2010. Long term care in France, *rapport pour la Communauté Européenne*, research project ANCIEN (7<sup>ème</sup> PCRD).
- Le Pen Claude. 2008. L'Avenir de la cardiologie libérale, rapport pour le SNMCV, (avec A. Coulomb et JP Durand).
- Kervasdoué J., S. Herberg, JC. Feray, S. Czernichow, P. Lévy, D. Wallet-Wodka. 2007. "Nutrition et économie de la santé", rapport pour la Direction Générale de la Santé, Ministère de la santé.
- Dufour-Kippelen S. 2007. Monographies d'acteurs sur le marché français d'assurance dépendance - Etude qualitative sur les contrats d'assurance dépendance en France, *rapport pour la DREES*.

---

**Rayonnement/attractivité académiques**

- Brigitte Dormont professeur invitée à l'Université de Lausanne de 2002 à 2009, titulaire de la chaire santé de la Fondation du Risque (Institut Louis bachelier, PSL), membre du Haut Conseil sur l'Avenir de l'Assurance Maladie.
- Eve Caroli membre junior de l'Institut Universitaire de France.
- Marie-Eve Joël présidente du conseil scientifique de la CNSA.
- Claude Le Pen président de l'association française des économistes de la santé, le CES.

- Le LEGOS sollicité pour assumer l'enquête SHARE-France à partir de la cinquième vague et pour participer à deux projets européens sur les soins de long terme: AHEAD (6<sup>ème</sup> PCRD) et ANCIEN (7<sup>ème</sup> PCRD). Le Legos et la Chaire santé à l'initiative de la mise en place de programmes de recherche internationaux sur les Inégalités de santé, avec l'université de Leeds et sur la Valeur de la santé, avec le CORE (Louvain la Neuve) et l'université de Princeton.

---

#### **Interactions avec l'environnement socio-économique et culturel**

- De nombreux membres du LEGOS interviennent comme experts auprès des institutions du système de santé : Assurance maladie, DREES, DGS, Haute Autorité de Santé, Fonds CMU, Commission des Comptes de la Santé, Haut Conseil de Santé Publique, CNSA, IRESP, Fondation de coopération scientifique Alzheimer, Institut National de la Prévention et de l'Éducation à la Santé (INPES).
- Au CEPREMAP, Eve Caroli est co-directrice du programme Travail et Emploi et Brigitte Dormont est co-directrice du programme Économie publique et redistribution. Brigitte Dormont est aussi membre de l'Institut d'Économie Publique (IDEP) et de l'Institut de Politique Publique (PSE et CREST).
- Sur la période écoulée, Claude Le Pen est intervenu de très nombreuses fois dans la presse écrite et audiovisuelle, ainsi que Marie-Eve Joël. C'est aussi le cas, avec une fréquence moindre, de Brigitte Dormont, Florence Jusot et Anne-Laure Samson.

---

#### **Contributions de l'entité à des actions de formation à la recherche**

- Jérôme Wittwer responsable du programme doctoral d'économie au sein de l'École Doctorale de Dauphine, remplacé par Eve Caroli à la rentrée 2012.
- Le LEGOS offre une mention de master « Économie de la santé et des politiques sociales » déclinée en formation initiale et en formation continue au niveau M1. Trois spécialités professionnelles, en formation initiale et continue et une spécialité recherche sont proposées en M2.
- Le quinquennal a vu (i) la création de la spécialité recherche (rentrée 2008), (ii) l'ouverture de l'apprentissage pour deux spécialités professionnelles (rentrées 2010 et 2011), (iii) l'ouverture de la spécialité professionnelle "Économie et Management de la Santé Publique dans les Pays en Développement" et (iv) la création du MBA santé (2011) : <http://www.mba-sante.dauphine.fr/>
- Le Legos accueille actuellement 24 doctorants, dont 15 financés. 8 thèses et 2 HDR soutenues depuis 2007.
- L'équipe est aussi une structure d'accueil pour les internes en santé publique, à raison de deux semestres par an : 8 internes en santé publique ont été accueillis depuis 2007.
- Organisation avec la Chaire santé de séjours des doctorants pour suivre le programme doctoral international en économie et politique de la santé organisé par la Swiss School of Public Health+ : plus de vingt séjours financés. Co-organisation des « Journées Maurice Marchand des Doctorants en Économie de la Santé » : atelier annuel à destination des doctorants en Économie de la Santé (voir annexes vii et viii).

## 5.2. Auto-évaluation

Le LEGOS est une équipe du LEDa spécialisée en économie de la santé. Il a durant les cinq dernières années renforcé son équipe, composée à la rentrée 2012 de 5 professeurs et 6 maîtres de conférences, soit 11 enseignants-chercheurs. La production académique du LEGOS s'est accrue durant le quinquennal, avec des publications dans des revues internationales de premier plan dans le champ de l'économie de la santé sur les thèmes suivants : régulation du système de santé, vieillissement et soins de long terme, inégalités de santé et accès aux soins, performance et qualité des soins. La création en 2008 du Master recherche en économie de la santé a permis de développer la formation par la recherche, avec aujourd'hui 24 doctorants.

Le LEGOS accueille depuis 2007 la Chaire Santé (Fondation du risque, ILB), aujourd'hui dirigée par Brigitte Dormont. Cette Chaire contribue à fédérer la recherche en économie de la santé en France et à initier des collaborations internationales.

Sur le plan de la recherche, les années 2011-2012 ont été marquées par plusieurs événements qui influenceront le quinquennal à venir : (i) l'arrivée d'Eve Caroli au LEGOS, qui permettra de développer un axe de recherche santé-travail ; (ii) la création de l'Idex PSL : Dauphine est membre de cet Idex, ainsi que l'Institut Louis Bachelier, auquel appartient la Chaire santé dont Brigitte Dormont est titulaire et le Labex « Finance et croissance durable », dont Brigitte Dormont codirige un axe ; (iii) le montage du projet SHARE par Marie-Eve Joël au sein du LEGOS et de la Fondation Dauphine. Ce projet consiste à réaliser l'enquête pour la France, à animer l'interface avec l'ERIC européen et le consortium scientifique permettant de coordonner les recherches. Un financement est assuré via des dotations en provenance de l'IRESP, du Ministère de la recherche, de la CNSA et de la CNAV.

### 5.2.1. Activités et résultats

Le LEGOS est depuis 2008 une équipe du LEDa. Il a bénéficié de 2002 à 2008 du statut d'ERT. Créé en 1973 par le professeur Emile Levy, le LEGOS occupe depuis une place reconnue dans le champ de l'économie de la santé. Sa notoriété auprès des acteurs du système de santé est solidement installée.

L'objectif a été ces cinq dernières années de renforcer la visibilité internationale du laboratoire. Cette politique s'est appuyée sur trois piliers :

- Le recrutement : trois maîtres de conférences (Florence Jusot, 2007, Anne-Laure Samson, 2009, Sabine Delzescaux, 2010) et un professeur (Eve Caroli, 2011) ont rejoint le laboratoire. Pendant la même période, Agnès Gramain a quitté le LEGOS en 2008, suite à sa réussite au concours de l'agrégation. Ayant réussi le concours 2012, Florence Jusot deviendra chercheur associé du LEGOS à la rentrée prochaine.
- Un financement pérenne de la recherche grâce à la Chaire Santé (Fondation du risque, ILB) hébergée au LEGOS depuis 2007 et dirigée successivement par Claude Le Pen puis par Brigitte Dormont.
- La formation de docteurs en économie grâce à la création du master recherche en économie de la santé.

Si on se limite à un résumé quantitatif des publications dans des revues à comités de lecture, les chercheurs du LEGOS ont publié sur le quinquennal 58 articles dans des revues répertoriées par l'AERES ou Medline. Parmi ces articles, 7 ont été publiés dans des revues classées 1 par la catégorisation de la section 37 du Comité National du CNRS dans la spécialité de l'économie de la santé, un a été publié dans le *New England Journal of Medicine*, qui est au sommet des revues médicales et un a été publié dans *Circulation*, qui est la première revue mondiale de cardiologie.

### 5.2.2. Axes de recherche

Les axes de recherche sont liés aux questions de politique économique concernant le système de santé. Ils traduisent le caractère délibérément appliqué des travaux du LEGOS.

- Régulation et financement du système de santé : Cet axe s'intéresse à la régulation de l'assurance maladie et à la régulation de l'offre de soins, qu'il s'agisse de l'hôpital ou de la médecine ambulatoire (tarification hospitalière, productivité des hôpitaux publics et privés, localisation des médecins généralistes, systèmes de paiements et revenus des médecins).
- Vieillesse et soins de long terme : C'est un thème de recherche développé depuis longtemps au LEGOS à l'initiative Marie-Eve Joël, aujourd'hui présidente du conseil scientifique de la CNSA (Caisse Nationale pour la Solidarité et l'Autonomie). La question de l'aide informelle, tant du point de vue des coûts (pour les aidants) que du point de vue de la production d'aide informelle (à domicile) a été tout particulièrement explorée. La participation à plusieurs programmes européens a permis d'ancrer le LEGOS comme un laboratoire de référence sur ce sujet en France et en Europe.
- Accès aux soins et inégalités de santé : Les travaux de cet axe visent à comprendre les mécanismes expliquant la construction des inégalités face à la santé et à apporter un éclairage normatif, en distinguant les inégalités de santé jugées illégitimes selon la philosophie de la responsabilité de celles relevant d'efforts d'investissement en santé. On étudie aussi la question de l'accès financier aux soins et de ses conséquences sur le recours aux soins.
- Evaluation, qualité, performance : La demande sociale en termes d'évaluation des pratiques et stratégies médicales s'oriente de plus en plus vers la qualité des soins et l'efficacité des programmes de santé. Les travaux de cet axe contribuent à répondre à cette demande. A titre d'exemple, on peut citer l'étude réalisée pour la HAS sur l'impact de la publication d'indicateurs de qualité des soins, différentes publications sur l'efficacité des stratégies vaccinales, la participation à l'élaboration d'un guide méthodologique sur les modèles d'impact budgétaire.
- Santé et travail : Cet axe a été créé en 2011 grâce à l'arrivée d'Eve Caroli au LEGOS. Il vise à examiner les liens entre les trajectoires sur le marché du travail et les trajectoires de santé des individus.

### 5.2.3. Productions marquantes

Nous mentionnons ici cinq contributions marquantes des chercheurs de l'équipe ayant donné lieu à publication depuis 2007. Encore une fois, nous nous limitons aux revues à comité de lecture, alors que des contributions importantes à nos yeux ont été réalisées sous la forme d'ouvrages ou de rapports.

- The influence of supplementary health insurance on switching behaviour: evidence from Swiss data, B. Dormont, P.-Y. Geoffard and K. Lamiraud, *Health Economics*, Vol. 18, 1339-1356, 2009. Cet article montre que les assurances supplémentaires jouent un rôle perturbateur nuisant aux performances que l'on pourrait attendre de la concurrence régulée sur le marché de l'assurance maladie. Il montre les limites d'un type de régulation qui pourrait être envisagé en France pour les assurances complémentaires.
- Providing care for an elderly parent: interactions among siblings, Fontaine Roméo, Agnès Gramain, Jérôme Wittwer. *Health Economics*, 2009, 18(9), pp. 1011-1029. La prise en charge à domicile des personnes âgées dépendantes n'est pas possible sans l'implication des proches. Cet article réalisé sur les données européennes de l'enquête SHARE vise à étudier les interactions entre les enfants d'une fratrie confrontée à la dépendance d'un parent, et à mesurer les effets de l'implication d'un enfant sur celle de sa sœur ou de son frère dans des fratries de deux enfants. Les résultats montrent les rôles du genre, du rang dans la fratrie ainsi que des caractéristiques relatives des enfants. Ce travail permet de rendre compte de la formation des configurations d'aide se mettant en place autour d'une

personne âgée dépendante pour mieux comprendre les déterminants de la production d'aide informelle à domicile. Il est aussi une contribution à la littérature cherchant à identifier les effets des interactions sociales au sens de Manski.

- Medical Demography and Intergenerational inequalities in General Practitioners' Earnings B. Dormont and A.-L. Samson, *Health Economics*, Vol. 17, 1037-1055, 2008. Le numerus clausus est l'outil utilisé en France pour réguler l'offre de soins au travers de la maîtrise du nombre de médecins. Cet article examine son impact sur les revenus des médecins généralistes à l'aide d'un panel représentatif des généralistes français suivis sur une longue période, 1983-2004. Il montre que les honoraires des médecins dépendent fortement et durablement de la situation de la démographie médicale lors de leur installation. L'écart entre les honoraires des différentes cohortes peut atteindre de façon permanente 20 %, toutes choses égales par ailleurs. Les médecins installés dans les années 1980 sont désavantagés à cause des impacts conjoints du baby-boom et d'un numerus clausus élevé : ils perçoivent les honoraires les plus faibles. La diminution du numerus clausus a permis d'améliorer la situation des médecins installés plus récemment.
- Guthmuller S., Jusot F., Wittwer J., Després C. 2012. "Le recours à l'Aide complémentaire santé : les enseignements d'une expérimentation sociale à Lille." *Economie et Statistique*, à paraître. Une version anglaise de la présentation de cette expérimentation est en révision au *Journal of Human Resources*. Cet article rend compte de l'élaboration et de la conduite d'une expérimentation sociale contrôlée menée à partir de 2008 par les chercheurs du LEGOS à la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de Lille (CPAM de Lille) pour comprendre les causes du non recours à l'ACS (Aide Complémentaire Santé). Les résultats montrent que l'impact du montant du chèque santé sur le recours à l'ACS est significatif mais de faible ampleur. On observe aussi des effets délétères de l'invitation à une réunion d'information à la CPAM sur le recours à l'ACS et des effets ambigus de la participation à cette réunion.
- Trannoy A., Tubeuf S., Jusot F., Devaux M. 2010. "Inequality in Opportunities in Health in France: A first pass." *Health Economics*, 19, 8, 921-938. Cet article vise à analyser le rôle sur l'état de santé à l'âge adulte du milieu d'origine et de le comparer au rôle joué par les comportements à risque adoptés par l'individu lui-même afin d'apporter un éclairage normatif sur les inégalités de santé. Les résultats montrent que 57% des inégalités de santé chez les seniors sont expliquées par les circonstances, c'est-à-dire par le milieu social d'origine et l'état de santé des parents. Ils montrent l'importance des inégalités des chances en santé, qui sont des inégalités liées à des circonstances indépendantes de la responsabilité individuelle.

Une originalité des travaux du LEGOS tient à l'interdisciplinarité de leur approche. Les analyses sur la dépendance, les inégalités et l'accès aux soins et les études d'évaluation sont réalisées avec les apports conjoints de chercheurs de différentes disciplines : économie, bien sûr, mais aussi santé publique, anthropologie, sociologie, épidémiologie et démographie. Une autre caractéristique importante du LEGOS est qu'il combine depuis sa création recherche académique et activité d'étude sur contrats pour répondre à la demande sociale.

#### **5.2.4. Rayonnement et attractivité académique**

Les membres du LEGOS sont très actifs dans la communauté des économistes de la santé notamment au CES (Collège des Economistes de la Santé), dont le président est aujourd'hui Claude Le Pen, Brigitte Dormont et Florence Jusot faisant par ailleurs partie de son conseil d'administration. Ils sont également présents dans plusieurs instances de régulation du système de santé : Commission des Comptes de la Santé, Haute Autorité de Santé (HAS), Haut Conseil sur l'Avenir de l'Assurance Maladie (HCAAM), Haut Conseil de Santé Publique, conseil scientifique de la CNSA (dont Marie-Eve Joël est la présidente), Fondation de coopération scientifique Alzheimer, conseil scientifique de l'IRDES (Institut de Recherche et de Documentation en Economie de la Santé), conseil d'administration de l'INPES (Institut National de la Prévention et de l'Education à la Santé).

Les chercheurs du LEGOS sont aussi présents dans la communauté des économistes en général. Ils sont membres de Conseil scientifique de centres de recherche (Centre d'Etudes de l'Emploi par exemple) et interviennent comme référents dans des instances d'évaluation de haut niveau : référent international pour la tenure d'une collègue professeur au Department of Health Policy & Management, Boston University School of Public Health, Harvard, le Social Sciences and Humanities Council (Canada), le College of reviewers of the Canada Research Chairs, le Programme Jeunes Chercheurs de l'ANR, la Commission Européenne. Brigitte Dormont était la présidente du comité national d'évaluation pour l'attribution des primes d'excellence scientifique (PES) en économie (2011), et membre en 2012 du Jury de l'Institut Universitaire de France Junior.

L'excellence scientifique des chercheurs du LEGOS peut s'apprécier aussi selon des critères de reconnaissance académique. Eve Caroli est membre junior de l'Institut Universitaire de France. Selon le classement Repec, elle se situe parmi les top 4% des économistes européens et au niveau mondial, parmi les top 5% des femmes économistes. Brigitte Dormont a été Professeur invitée à quart temps à l'Université de Lausanne de 2002 à 2009, avant d'assumer la responsabilité de la Chaire Santé. Deux maîtres de conférence du LEGOS ont été reçus au concours de l'agrégation pendant le quinquennal.

### **5.2.5. Expertise et évaluation**

Les chercheurs du LEGOS sont membres de comités scientifiques pour l'organisation de colloques et congrès (congrès de l'AFSE, Journées L.A. Gérard Varet, Journées Maurice Marchand, Irdes Workshop on Applied Health Economics and Policy Evaluation, Health Economics Study Group, conférence annuelle de la European Association of Labour Economists, comité scientifique de la 20th IUHPE World Conference- Health, Equity and Sustainable Development, etc.). Ils sont également appelés pour participer aux comités d'évaluation de l'AERES ou de l'INSERM (ou les présider). Enfin, ils sont membres de nombreuses commissions de spécialistes ou comités de sélection (voir les fiches individuelles).

Les chercheurs du LEGOS sont aussi membres de conseils scientifiques ou de comités de rédaction de revues françaises (Revue Française des Affaires Sociales, Economie et Statistique, Risques, Regards croisés sur l'Economies) ou internationale (European Journal of Health Economics) et sollicités pour « référer » des articles de revues nationales ou internationales (voir les fiches individuelles).

#### **5.2.5.1. Interactions avec l'environnement social, économique et culturel**

Le LEGOS collabore intensément avec les acteurs institutionnels du système de santé : Assurance maladie, Administration centrale (DREES, DGS, etc.), Haute Autorité de Santé, Fonds CMU. Ces collaborations prennent la forme de contrats de recherche se donnant pour objectif d'éclairer l'action de ces institutions. Les membres du LEGOS sont régulièrement appelés à titre individuel en tant qu'expert auprès de ces mêmes institutions (voir les fiches individuelles).

Enfin, des chercheurs du LEGOS sont membres d'Instituts s'intéressant à la politique publique. Eve Caroli est co-directrice du programme *Travail et Emploi* du CEPREMAP depuis 2009. Brigitte Dormont est co-directrice du programme *Economie publique et redistribution* au CEPREMAP (depuis 2009). Elle est aussi membre de l'Institut d'Economie Publique (IDEP) ainsi que de l'Institut de Politique Publique récemment créé par PSE et le CREST.

#### **5.2.5.2. La Chaire Santé**

La Chaire Santé a été créée au sein de la Fondation du Risque en 2007. Elle est placée sous la responsabilité scientifique de Brigitte Dormont depuis 2009. Elle est rattachée au LEGOS, mais d'autres chercheurs de PSL, Université Paris-Dauphine, et des chercheurs du CREST de l'ENSAE ou d'autres

institutions sont associés à ses travaux de recherche. Le partenariat avec l'ENSAE s'inscrit dans la volonté de développer la thématique de l'économie de la santé au sein du CREST.

Depuis 2009, un réseau comprenant les meilleurs chercheurs français en économie de la santé a été constitué sous l'égide de la Chaire. Outre l'encouragement direct à la recherche constitué par le financement des projets, l'impulsion créée par la Chaire santé a permis la formation de ce réseau. Les objectifs de la Chaire sont les suivants : favoriser le développement de la recherche en Economie de la santé, fédérer les meilleurs chercheurs dans le domaine sur des questions importantes pour les politiques publiques, contribuer à améliorer la qualité du débat public sur les questions d'efficacité et de régulation. Site : [www.chairesante.dauphine.fr](http://www.chairesante.dauphine.fr)

Dès sa création, la Chaire Santé s'est inscrite comme un partenaire privilégié du LEGOS, par le financement des recherches, d'enseignements en master, et de formation doctorale. Plus précisément, la Chaire co-finance, avec l'Ecole Doctorale de dauphine, les doctorants en économie de la santé qui veulent suivre le programme doctoral international en économie et politique de la santé organisé par la Swiss School of Public Health+. Plus de vingt séjours ont ainsi été financés, qui donnent aux doctorants un accès privilégié aux meilleurs spécialistes mondiaux du sujet. Depuis 2009, la Chaire s'est aussi inscrite comme partenaire permanent et co-organisateur des « Journées Maurice Marchand des Doctorants en Economie de la Santé » : atelier annuel à destination des doctorants en Economie de la Santé (comité scientifique : B. Dormont, P-Y. Geoffard, M. Mougeot, L. Rochaix, Alberto Holly, M. Fleurbaey). La onzième édition s'est déroulée à Marseille les 22 et 23 mars 2012. Enfin, la Chaire Santé est en partenariat avec l'Executive MBA Santé dont les directeurs sont Béatrice Fermon (membre du Legos) et Daniel Jancourt.

#### **5.2.5.3. Programmes de recherche internationaux**

Le LEGOS a été sollicité pour son expertise dans le domaine des soins de long terme pour participer à deux projets européens : AHEAD (6<sup>ème</sup> PCRD) et ANCIEN (7<sup>ème</sup> PCRD). D'autres programmes de recherche internationaux, impliquant des chercheurs du LEGOS et des chercheurs d'universités étrangères, sont financés depuis 2010 par la Chaire Santé :

- Effets du vieillissement sur les dépenses de santé : avec l'université de McMaster (Canada). Ce programme auquel participent Brigitte Dormont, Michel Grignon (McMaster) et Hélène Huber (Ecole d'Economie de Paris) a déjà donné lieu à trois publications (un article dans *Health Economics*, un chapitre d'un ouvrage à *Oxford University Press* et un opuscule du CEPREMAP).
- Inégalités de santé : avec l'université de Leeds, travaux joints de Florence Jusot, Alain Trannoy et Sandy Tubeuf sur le thème des inégalités de santé, avec des séjours de Sandy Tubeuf (comme professeur invité) à l'université Paris-Dauphine entre 2010 et 2012, de Florence Jusot accueillie à Leeds en janvier 2009, janvier 2010 et juin 2010, de Damien Bricard, doctorant au Legos, accueilli pour 6 mois à l'université de Leeds en 2010. Cette collaboration a déjà donné lieu à 9 publications, dont trois dans *Health Economics*.
- Valeur de la santé : avec le CORE (Louvain la Neuve) et l'université de Princeton. La Chaire santé a permis de financer une importante enquête d'évaluation contingente visant à améliorer la connaissance sur les préférences des français en matière de santé, sur leurs anticipations et leurs arbitrages santé revenu. Un groupe de travail s'est constitué autour de cette enquête, avec plusieurs articles en cours de réalisation. Les membres en sont : Marc Fleurbaey (Princeton University), Stéphane Luchini (CNRS, GREQAM), Erik Schokkaert (CORE, Louvain la Neuve), Anne-Laure Samson (Leda-Legos) Clémence Thébaud (Leda-Legos et HAS), Carine Van de Voorde (Katholieke Universiteit Leuven) et Brigitte Dormont.

Le LEGOS accueille chaque année des professeurs invités dont les séminaires et les cours renforcent la formation à la recherche. Ces séjours sont l'occasion d'initier ou de prolonger des collaborations avec des chercheurs d'universités étrangères.

#### **5.2.5.4. Colloques et manifestations sur l'économie de la santé**

Le LEGOS organise chaque année depuis 2010 avec le soutien de la Chaire santé un workshop d'une journée réunissant l'ensemble de la communauté des chercheurs sur un sujet d'intérêt : L'assurance santé (avec l'IRDES) en 2010 et Accès et renoncement aux soins en 2011. Ce second workshop a donné lieu à la publication d'actes parus dans la revue Esprit en mai 2012. Par ailleurs, le laboratoire travaille avec l'association DESSEIN qui organise régulièrement à Dauphine des événements permettant aux acteurs du système de santé et aux académiques de confronter leurs points de vue et leurs expériences autour d'un thème d'actualité (voir le site du LEGOS).

#### **5.2.6. Enseignement et formation à la recherche**

Les professeurs du LEGOS s'investissent dans la formation doctorale assumée par le LEDA : Jérôme Wittwer a été responsable durant le quinquennal du programme doctoral d'économie au sein de l'Ecole Doctorale de Dauphine. Il sera remplacé par Eve Caroli à la rentrée 2012.

Le LEGOS offre une mention de master « Economie de la santé et des politiques sociales » déclinée en formation initiale et en formation continue au niveau M1. Trois spécialités professionnelles, en formation initiale et continue et une spécialité recherche sont proposées en M2. Un MBA santé a été ouvert en 2011 pour compléter une offre de formation en économie et management de la santé qui n'a pas d'équivalent en France. Ces formations qui accueillent aujourd'hui près de 80 étudiants en formation initiale et autant en formation continue, mobilisent lourdement les enseignants chercheurs du LEGOS qui dirigent ces spécialités (4 membres du LEGOS sont en charge d'une spécialité de M2).

Pour résumer les tâches accomplies durant le quinquennal, celui-ci a vu (i) la création de la spécialité recherche (rentrée 2008), (ii) l'ouverture de l'apprentissage pour deux spécialités professionnelles (rentrées 2010 et 2011), (iii) l'ouverture de la spécialité professionnelle "Economie et Management de la Santé Publique dans les Pays en Développement" et (iv) la création du MBA santé (2011) : [www.mba-sante.dauphine.fr](http://www.mba-sante.dauphine.fr)

L'ouverture de la spécialité recherche en M2, a permis d'accueillir un nombre croissant de doctorants. Actuellement, le Legos en accueille 24. Parmi eux, 15 thésards disposent d'un financement permettant de réaliser leurs travaux de recherche dans de bonnes conditions : 8 contrats doctoraux de PSL ou du CREST (dont deux AMN) et 3 contrats CIFRE ; 4 autres doctorants disposent, dans le cadre de leur activité professionnelle, d'un temps de travail suffisant à consacrer à leurs recherches. Depuis 2007, huit thèses et deux HDR ont été soutenues (voir les informations détaillées en annexe).

L'équipe est aussi une structure d'accueil pour les internes en santé publique, à raison de deux semestres par an. Ils sont associés aux travaux du laboratoire pendant leur stage: 8 internes en santé publique ont été accueillis depuis 2007.

#### **5.2.7. Bilan de l'auto-évaluation**

Le LEGOS est la seule équipe universitaire en économie de la santé en France rassemblant plus de dix enseignants-chercheurs. Sur le plan national, il tient une place centrale par ses publications et l'importance des formations initiale et continue qu'il délivre. La dynamique de sa formation doctorale en fait aussi un centre privilégié de formation de jeunes économistes experts des systèmes de santé. L'expertise du LEGOS est reconnue par l'ensemble des institutions du secteur de la santé avec lesquelles il entretient des relations suivies.

La visibilité internationale du LEGOS s'est accrue. La participation à des programmes de recherche européens, la visite d'une dizaine de professeurs étrangers en cinq ans et de nouvelles collaborations de recherche initiées avec des chercheurs étrangers ont renforcé les liens. C'est un effort qui doit être

poursuivi afin d'atteindre une circulation plus intense des chercheurs du LEGOS dans les laboratoires européens.

L'équilibre de l'activité du LEGOS entre recherche académique, expertise et formation est une gageure pour tout centre de recherche, et un équilibre difficile pour un laboratoire d'une douzaine d'enseignants-chercheurs. Les taux de publication de ses membres sont le reflet de leurs investissements variables dans ces trois activités. Si les publications académiques de très bonne qualité ont fortement progressé, le rééquilibrage vers une valorisation plus académique des travaux n'est pas encore achevé. Cela passera par le recrutement de jeunes chercheurs et de chercheurs confirmés, qui devront compenser les départs prévisibles. En tout état de cause, le positionnement du LEGOS entre recherche académique de premier plan, formation et recherches appliquées nous semble une richesse qui doit être préservée et consolidée.

### **5.2.8. Analyse des moyens de l'équipe**

En 2007, le LEGOS regroupait 9 enseignants-chercheurs (4 professeurs et 5 maîtres de conférences en économie) et un secrétariat pour un quart de temps. Le LEGOS a vu son équipe s'étoffer depuis 2007. Le départ d'Agnès Gramain (Mcf) après sa réussite au concours de l'agrégation en 2008 a été suivi du recrutement d'Anne-Laure Samson en 2009, et d'Eve Caroli, Professeur d'économie, en 2011. Sabine Delzescaux, Mcf en sociologie a rejoint le LEGOS en 2010, en provenance d'un autre laboratoire de Dauphine. Le futur quinquennal commence avec le départ annoncé de Florence Jusot, nommée Professeur à Rouen après sa réussite au concours d'agrégation. Jérôme Wittwer ne sera plus professeur à Dauphine à partir de la rentrée 2012, car il a obtenu une mutation à Bordeaux, lieu de résidence de sa famille, mais il reste membre du Legos pour la recherche et l'encadrement de doctorants.

Le budget annuel propre du LEGOS sur les 5 dernières années est en moyenne de 40 k€ environ, dont 18k€ de subvention provenant du budget du LEDa. A cela s'ajoute environ 100k€ de ressources sur contrats de recherche qui ont été utilisées pour le financement de contractuels au sein du laboratoire : ainsi, Sophie Guthmuller et Romain Sibille ont leurs contrats doctoraux financés par contrat (respectivement, CNAMTS et DREES) ; Louis Arnaud pour 6 mois, et Andréas Goltz, pour un an, ont été financés par un contrat de la Fondation Alzheimer. Il faut ajouter à ce budget les ressources de la chaire santé dont une partie a contribué au financement des recherches du LEGOS (pour 200 k€ pour l'enquête réalisée pour le projet « valeur de la santé » et pour une moyenne annuelle de 50k€). Le financement sur contrat de recherche pouvant dans certains cas constituer un frein à la publication académique, le financement par la Chaire Santé a joué un rôle salubre de rééquilibrage de la production du laboratoire.

### **5.2.9. Organigramme fonctionnel et règlement intérieur**

Le LEGOS se conçoit comme une équipe du LEDa. Sa taille modeste permet un fonctionnement plutôt léger. Il n'existe ainsi pas de règlement intérieur.

En plus des échanges et communications régulières, l'équipe se réunit environ 4 fois par an afin de discuter d'orientation scientifique, des recrutements et des masters. Chaque année est organisée une journée « au vert » à l'extérieur de l'université pour des échanges conviviaux sur les recherches et les orientations de l'équipe. En 2011, cette journée a eu lieu à l'abbaye des Vaux de Cernay, en 2012 elle a eu lieu au Chalet des Iles au Bois de Boulogne.

Après Marie-Eve Joël, puis Jérôme Wittwer, l'équipe est depuis le deuxième semestre 2012 dirigée par Brigitte Dormont. Le LEGOS est représenté dans les instances du LEDa par Brigitte Dormont et Anne-Laure Samson. Quatre membres du LEGOS ont été chargés d'une spécialité de M2 sous la coordination

de Jérôme Wittwer, auquel succède Eve Caroli, directrice de la mention de Master « Economie et de la santé et de la protection sociale ».

## 5.3. Annexes

### 5.3.1. Liste des publications et des productions

Nous présentons les publications réalisées dans le cadre du LEGOS (numérotée), puis les publications réalisées par des chercheurs préalablement à leur arrivée au LEGOS.

#### 5.3.1.1. Revues à comité de lecture nationales ou internationales répertoriées par l'AERES ou les bases internationales

- [1] Alary David et Franck Bien. 2008. "Assurance santé et maladie invalidante", *Revue Economique*.
- [2] Bahrami S., J. Holstein, G. Chatellier, Y.-E. Le Roux et B. Dormont. 2008. Lien entre durée de séjour et qualité des soins en chirurgie et en obstétrique: étude de deux procédures à partir des données du PMSI, *Revue d'Epidémiologie et de Santé Publique*, 56, 79-85.
- [3] Bassanini A., T. Breda, E. Caroli and A. Rebérioux "Working in Family Firms: Less Paid but More Secure? Evidence from Matched Employer-Employee Data » *Industrial and Labor Relation Review*, forthcoming
- [4] Begley C., G. Baker, E. Begui, J. Butler, D. Chisholm, J. Langfitt, P. Lévy, C. Pachlatko, S. Wiebe, K. Donaldson. 2007. "Cross-Country measures for monitoring epilepsy care by ILAE Commission on healthcare policy ", *Epilepsia*, 48(5) : 990-1001.
- [5] Behaghel Luc, Eve Caroli et Muriel Roger. 2012. "Age Biased Technical and Organisational Change, Training and Employment Prospects of Older Workers", *Economica*, à paraître.
- [6] Behaghel Luc, Eve Caroli et Emmanuelle Walkowiak. 2012. "Information and Communication Technologies and Skill Upgrading: the Role of Internal vs External Labour Markets", *Oxford Economic Papers*, vol 64, n°3, pp. 490-517
- [7] Berchet C., Jusot F. 2009. "Inégalités de santé liées à l'immigration et capital social : une analyse en décomposition." *Economie Publique*, 24-25, 1-2 : 73-100.
- [8] Berchet C., Jusot F. 2010. L'état de santé des migrants de première et de seconde génération en France. Une analyse selon le genre et l'origine. *Revue Economique*, 61, 6 : 1075-1098.
- [9] Bergström A, Maurel F, Le Pen C, Lamure E, Kent M, Bardoulat I, Berdeaux G. Daily costs of prostaglandin analogues as monotherapy or in fixed combinations with timolol, in Denmark, Finland, Germany and Sweden. *Clin Ophthalmol*.2009;3:471-81.
- [10] Bien Franck, Arnold Chassagnon et Manue Plisson. 2012. "Est-il rationnel de ne pas s'assurer contre la dépendance", *Revue Française d'Economie*.
- [11] Blondel Frédéric et Sabine Delzescaux. 2009. L'approche contextualiste et historiciste dans les processus d'évaluation internes au champ médico-social, *Nouvelle Revue de Psychosociologie*, La passion évaluative, n°8, automne, pp 151-168.
- [12] Blondel Frédéric et Sabine Delzescaux. 2010. *D'une génération à l'autre, les menaces de délitement du lien social*, *Revue Soins Gériatrie*, n°86, Novembre-décembre, dossier de 4 pages.
- [13] Blondel Frédéric et Sabine Delzescaux. 2012. *L'aide familiale aux personnes âgées fragilisées: en jeux et perspective*, *Revue Soins Gériatrie*, n°94, Mars-Avril, dossier de 5 pages.
- [14] Calmels P, Queneau P, Hamonet C, Le Pen C, Maurel, F, Lerouvreur C, Thoumie, P : Effectiveness of a lumbar belt in subacute low back pain: an open, multicentric, and randomized clinical study, *Spine*, 2008, 34(3):215-220.

- [15] Cambois E., Jusot F. 2011. "Contribution of lifelong adverse experiences to social health inequalities: findings from a population survey in France." *European Journal of Public Health*, 21, 5 : 667-673.
- [16] Deconinck E, Miadi-Fargier H, Le Pen C, Brice P. Cost effectiveness of rituximab maintenance therapy in follicular lymphoma: long-term economic evaluation. *Pharmacoeconomics*. 2010;28(1):35-46.
- [17] Degrossat A, Le Pen C. et al. : Hospital reimbursement price-cap for cancer drugs: the french experience in controlling drug expenditures of hospitals, *PharmacoEconomics*. In press.
- [18] Delzescaux Sabine. 2007. Autocontrainte et instance surmoïque : éléments de réflexion sur la référence d'Elias à la psychanalyse freudienne, *Nouvelle revue de Psychosociologie*, Vol. 4, automne.
- [19] Delzescaux Sabine. 2009 . Harry Potter ou les chemins insolites de la résistance, *Nouvelle Revue de Psychosociologie*, La résistance créatrice, n°7, Printemps, pp 85-100.
- [20] De Natale R.; Le, Pen C.; Berdeaux, G. Efficiency of glaucoma drug regulation in 5 European countries: a 1995-2006 longitudinal prescription analysis, *J Glaucoma*, 2011, 20(4):234-9.
- [21] Denis P, Le Pen, C, Umuhire D, Berdeaux G. Treatment carryover impacts on effectiveness of intraocular pressure lowering agents, estimated by a discrete event simulation model, *Eur. J. Ophthalmol.*, 2008, 18(1):44-51.
- [22] Devaux M., Jusot F., Sermet C., Tubeuf S. 2008. "Hétérogénéité sociale de déclaration de l'état de santé et mesure des inégalités de santé." *Revue Française des Affaires Sociales*, 1: 29-47.
- [23] Devaux M., Jusot F., Trannoy A., Tubeuf S. 2008. "La santé des seniors selon leur origine sociale et la longévité de leurs parents." *Economie et Statistique*, 411 : 25-46.
- [24] Dormont Brigitte, Pierre-Yves Geoffard et Karine Lamiraud. 2009. The influence of supplementary health insurance on switching behaviour: evidence from Swiss data, *Health Economics*, Vol. 18, 1339-1356, 2009.
- [25] Dormont Brigitte, Pierre-Yves Geoffard et Karine Lamiraud. 2012. Assurance maladie en Suisse : l'assurance supplémentaire nuit-elle à la concurrence sur l'assurance de base ?, *Economie et Statistique*, à paraître
- [26] Dormont Brigitte et Carine Milcent. 2012. Comment évaluer la productivité et l'efficacité des hôpitaux publics et privés ? Les enjeux de la convergence tarifaire, *Economie et Statistique*, à paraître.
- [27] Dormont Brigitte, Carine Milcent, Isabelle Durand-Zaleski et Gabriel Steg. 2007. Gender Differences in Hospital Mortality and Use of Percutaneous Coronary Intervention in Acute Myocardial Infarction, *Circulation*, 115, 833-839. (référéncé MEDLINE (= PUBMED, Impact factor = 14.8).
- [28] Dormont Brigitte et Anne-Laure Samson. 2008. Medical Demography and Intergenerational inequalities in General Practitioners' Earnings, *Health Economics*, Vol. 17, 1037-1055, 2008.
- [29] Dormont Brigitte et Anne-Laure Samson. 2009. Démographie médicale et carrières des médecins généralistes : les inégalités entre générations, *Economie et Statistique*, n°414, janvier 2009, pp. 3-30.
- [30] Dormont Brigitte et Anne-Laure Samson. 2011. Les effets multiformes du paiement à l'acte sur les revenus des généralistes. Les enseignements de quelques études économétriques pour la France, *Revue Française des Affaires Sociales*, n° 2-3, p. 156-179. (référéncé AERES sociologie)
- [31] Dufour-Kippelen S., Joël M.-E. 2011. Dépendance et soins de long terme en France (Dependencia y los cuidados de larga duración en Francia) in Aspectos económicos y sociales de la dependencia, *Papeles de economía española*, n°129, pp. 137-148.

- [32] Efontane Ebong C., P. Lévy. 2011. "Impact of the introduction of new vaccines and vaccine wastage rate on the cost-effectiveness of routine EPI: lessons from a descriptive study in a Cameroonian health district", *Cost Effectiveness and Resource Allocation*, 9:9.
- [33] Fontaine Roméo, Agnès Gramain, Jérôme Wittwer. 2007. "Les configurations d'aide familiales mobilisées autour des personnes âgées dépendantes en Europe", *Economie et Statistique*, 403-404, pp. 97-115.
- [34] Fontaine Roméo, Agnès Gramain, Jérôme Wittwer. 2009. « Providing care for an elderly parent: interactions among siblings », *Health Economics*, 18(9), pp. 1011-1029.
- [35] Gramain Agnès, Jérôme Wittwer, Michel Duée, Cyril Rebillard. 2007. "Les contributions privées au financement de la dépendance dans le cadre de l'obligation alimentaire : pratiques judiciaires et implications macroéconomiques", *Economie et Prévision*, 177, pp.35-54.
- [36] Grignon M., Jusot F. 2008. Commentaire sur l'article de G. Menvielle et al. "Evolution temporelle des inégalités sociales de mortalité en France entre 1968 et 1996. Etude en fonction du niveau d'études par cause de décès", *RESP* 2007;55:97-105, *Revue d'Epidémiologie et de Santé Publique*, 56, 3 : 209-213.
- [37] Guthmuller S., Jusot F., Wittwer J., Després C. 2012. "Le recours à l'Aide complémentaire santé : les enseignements d'une expérimentation sociale à Lille." *Economie et Statistique*, à paraître.
- [38] Jusot F., Grignon M., Dourgnon P. 2008. " Access to psycho-social resources and health: exploratory findings from a survey of the French population." *Health economics, Policy and Law*, 3, 4: 365-391.
- [39] Jusot F., Khlal M., Rochereau T., Sermet C. 2008. "Job loss from ill-health, smoking and obesity: concurrent evidence for direct and indirect selection." *Journal of Epidemiology and Community Health*, 62, 4 : 332-337.
- [40] Jusot F., Or Z., Sirven N. 2012. "Variations in Preventive care utilisation in Europe." *European Journal of Ageing*, 9, 1 : 15-25.
- [41] Jusot F., Silva J., Dourgnon P., Sermet C. 2009. "Inégalités de santé liées à l'immigration en France : effet des conditions de vie ou sélection à la migration ? " *Revue Economique*, 60, 2 : 385-411.
- [42] Jusot F., Tubeuf S., Trannoy A. 2009. "Tel père, tel fils : l'influence de l'origine sociale et familiale sur la santé des descendants en Europe." *Retraite et Société*, 58, 2 : 63-85.
- [43] Jusot F., Tubeuf S., Trannoy A. 2012. "Les différences d'état de santé en France : inégalités des chances ou reflet des comportements à risques ?" *Economie et Statistique*, à paraître.
- [44] Khlal M., Jusot F., Ville I. 2009. "Social origins, early hardship and obesity: A strong association in women, but not in men?" *Social Science and Medicine*, 68, 9 : 1692-1699.
- [45] Lévy P., M. Abdou Garda, A. Agossa, A. Barry, B. Guezo-Mevo, Kouma Mlom, G. Kora. 2009. "Taux de perte en vaccins et efficacité du Programme élargi de vaccination : où en est-on dans les districts sanitaires africains ?", *Bulletin de la Société de Pathologie Exotique*, 102, 1, 69-71.
- [46] Lévy P., M. Fried, F. Santini, Finer N.. 2007. "The comparative effects of bariatric surgery on weight and type 2 diabetes", *Obesity Surgery*, 17(9) : 1248-1256.
- [47] Lièvre A., Jusot F., Barnay T., Sermet C., Brouard N., Robine J.M., Brieu M.A., Forette F. 2007. "Healthy Working Life Expectancies at age 50 in Europe: a new indicator." *Journal of Nutrition, Health and Aging*, 11, 6 : 508-514.
- [48] Mackenbach J.P., Stirbu I., Roskam A.J.R., Schaap M.M., Menvielle G., Leinsalu M., Kunst A.E., The European Union Working Group on Socioeconomic Inequalities in Health. 2008. "Socioeconomic inequalities in health in 22 European countries." *The New England Journal of Medicine*, 358, 23 : 2468-2481.
- [49] Mazières B, Bard H, Ligier M, Bru I, d'Orsay G, Le Pen C. Medicoeconomic evaluation of hyaluronic acid for knee osteoarthritis in everyday practice: the MESSAGE study, *Joint Bone Spine*, 2007, 75(5):453-60.

- [50] Meyer N, Paul C, Feneron D, Bardoulat I, Thiriet C, Camara C, Sid-Mohand D, Le Pen C, Ortonne JP. Psoriasis: an epidemiological evaluation of disease burden in 590 patients. *J Eur Acad Dermatol Venereol*. 2010 Sep;24(9):1075-82.
- [51] Or Z., Jusot F., Yilmaz E., The European Union Working Group on Socioeconomic Inequalities in Health. 2009. "Inégalités sociales de recours aux soins en Europe: Quel rôle pour le système de soins ?" *Revue Economique*, 60, 2 : 521-543.
- [52] Roskam A.J., Kunst A.E., Van Oyen H., Demarest S., Klumbiene J., Regidor E., Helmert U., Jusot F., Dzurova D., Mackenbach J.P., for additional participants to the study. 2010. "Comparative appraisal of educational inequalities in overweight and obesity among adults in 19 European countries." *International Journal of Epidemiology*, 39 : 392-404.
- [53] Samson A-L. 2011. "Comportements d'offre de soins et revenus des médecins généralistes : l'influence de la régulation de la médecine ambulatoire", *Journal d'Économie Médicale*, vol. 29, n°5, à paraître
- [54] Samson A-L. 2011. « Do French low-income GPs choose to work less? ». *Health Economics*. Vol 20, n°9, pp. 1110-1125
- [55] Scodellaro C., Khlata M., Jusot F. 2012. "Intergenerational transfers and health: Evidence from the national Generation and Gender Survey, France 2005." *Social Science and Medicine*, à paraître.
- [56] Trannoy A., Tubeuf S., Jusot F., Devaux M. 2010. "Inequality in Opportunities in Health in France: A first pass." *Health Economics*, 19, 8, 921–938.
- [57] Tubeuf S., Jusot F. 2011. "Social health inequalities among older Europeans: the contribution of social and family background." *European Journal of Health Economics*, 12, 1 : 61-77.
- [58] Tubeuf S., Jusot F., Bricard D. 2012. "Mediating role of education and lifestyles in the relationship between early-life conditions and health: Evidence from the 1958 British cohort." *Health Economics*, 21, S1 : 129-150.

#### 5.3.1.2. Articles dans des revues sans comité de lecture

- [59] Abotsi A.K., E. Inkoom, E. Ribaira, R. Le Mentec, P. Lévy, H. Lafarge, and A. de Sousa. 2012. "Cost-effectiveness of Intermittent Preventive Treatment of Malaria in Infants in Ghana", *International Journal of Tropical Disease and Health*, 2(1):1-15.
- [60] Alary David et Franck Bien. 2007. "Assurance et franchise", *Risques*.
- [61] Berchet C., Jusot F. 2012. "Etat de santé et recours aux soins des immigrés en France : une revue de littérature", *Bulletin Epidémiologique Hebdomadaire*, Numéro thématique - Santé et recours aux soins des migrants en France, 2012/01/17, 2-3-4 : 17-21.
- [62] Blondel Frédéric et Sabine Delzescaux. 2011. L'accompagnement institutionnel des personnes multihandicapées vieillissantes : la politique de stimulation et de reconnaissance face à la politique de la convergence, Publication électronique sur le site AP-HP : [www.aphp.fr/handicap](http://www.aphp.fr/handicap).
- [63] Bricard D., Jusot F., Tubeuf S. 2011. "L'influence à long terme du milieu social d'origine et du tabagisme des parents sur le tabagisme en France : les résultats de l'enquête Santé et protection sociale 2006", *Bulletin Epidémiologique Hebdomadaire*, Numéro thématique – Inégalités sociales de santé, 2011/03/08, 8-9 : 96-98.
- [64] Cambois E., Jusot F. 2007. "Ampleur, tendance et causes des inégalités sociales de santé et de mortalité en Europe : une revue des études comparatives", *Bulletin Epidémiologique Hebdomadaire*, Numéro thématique - Les inégalités sociales de santé en France en 2006 : éléments de l'état des lieux. 2007/01/23, 2-3 : 10-14.
- [65] Delzescaux Sabine. 2009. *Autocontrainte et processus de décivilisation*, *Publications électroniques en sciences humaines et sociales* de l'Université de Bourgogne, Collection « Individu et nation » (ISSN 1961-9731).
- [66] Delzescaux Sabine. 2011. Éléments de réflexion sur les pratiques d'accompagnement des personnes multihandicapées vieillissantes accueillies en institution, Publication

électronique, Plate-forme d'information du Centre Suisse de Pédagogie Spécialisée (Berne - février 2011) : [www.csps.ch](http://www.csps.ch).

- [67] Dormont B., Jusot F. 2012. "L'avenir de la protection sociale ", Esprit : 86-89.
- [68] Duchêne Catherine, Sandrine Dufour-Kippelen et Marie-Eve Joël. 2011. Social welfare in France: 2004 – 2009 », *Revue Belge de Sécurité sociale*.
- [69] Fermon Béatrice et Denis Jancourt. 2011. « *Manager les établissements de santé, des compétences fortes, en pleine évolution, à soutenir* » Revue Hospitalière de France, n° 542, septembre-octobre 2011.
- [70] Gramain Agnès, Jérôme Wittwer. 2010. "Prise en charge pour nos personnes âgées dépendantes : quels enjeux économiques ? ", *Regards sur l'Actualité*, 366, pp. 46-60.
- [71] Joël Marie-Eve. 2010. Les politiques sociales face aux réformes. Le cinquième risque : le défi du financement, in « La protection sociale, quels débats ? Quelles réformes ? », M.E. Joël, *Cahiers français*, n° 358.
- [72] Joël Marie-Eve. 2011. La prise en charge des personnes handicapées, *Regards sur l'actualité*, n° 372, juin-juillet.
- [73] Joël Marie-Eve. 2011. L'économie du vieillissement, *Cahiers du CLEIRPPA*, n°42.
- [74] Joël Marie-Eve. 2012. Dépendance : au delà des coûts », M.E. Joël, *Revue Projet*.
- [75] Jusot F., Wittwer J. 2009. "L'accès financier aux soins en France : bilan et perspective", *Regards croisés sur l'économie*, 5, 1 : 102-109.
- [76] Levy P. 2008. "L'analyse d'impact budgétaire et l'évaluation économique : des approches substituables ou complémentaires ?", *La Lettre du Collège des Economistes de la Santé*, n°4, 19<sup>ème</sup> année.
- [77] Levy P. 2011. « *L'économie de l'insuffisance cardiaque* », *Propos biopharma*, 129, 21-28.
- [78] Samson A-L. 2009. « Faut-il remettre en cause le paiement à l'acte des médecins? ». *Regards Croisés sur l'Économie* n°5 (« Au chevet de la Santé »), pp. 144-158, éd. La Découverte.

### 5.3.1.3. Ouvrages

- [79] Dormont Brigitte. 2007. *Introduction à l'économétrie*, deuxième édition, éditions Montchrestien, 518 pages.
- [80] Dormont Brigitte. 2009. *Les dépenses de santé. Une augmentation salutaire ?* CEPREMAP, Editions Rue d'Ulm, 78 pages.

### 5.3.1.4. Chapitres d'ouvrages

- [81] Alary David et Franck Bien. 2007. Assurance maladie et aléa de moralité ex-ante : la franchise cautionnée est-elle un outil efficace ? , in *Approches Institutionnalistes des Inégalités en Economie Sociale*, L'Harmattan.
- [82] Bellamy V. et Samson A-L. 2011. « Choix du secteur de conventionnement et déterminants des dépassements d'honoraires des médecins », *Les Comptes Nationaux de la Santé 2010*, pp. 51-84.
- [83] Dormont Brigitte. 2009. Vieillesse et dépenses de santé, in *Traité d'économie et de gestion de la santé*, P.-L. Bras, G. de Pourville et D. Tabuteau éditeurs, Les presses de Science-Po.
- [84] Dormont Brigitte. 2011. Health insurance, efficiency and equity: French debates, in *Belgium's health care system. Should the communities/regions take it over?* Re-Bel e-book n°10, Erik Schokkaert & Carine Van de Voorde eds, <http://www.rethinkingbelgium.eu/rebel-initiative-files/ebooks/ebook-10/Dormont.pdf>, pp. 40-50.

- [85] Dormont Brigitte. 2011. Vieillesse et dépenses de santé, B. Dormont, in *La mondialisation de la recherche*, sous la direction de Gérard Fussman, Collège de France, <http://conferences-cdf.revues.org/285>, 10 pages.
- [86] Dormont B. and C. Milcent. 2010. Innovation Diffusion under Budget Constraints: Microeconomic Evidence on Heart Attack in France, in: *Contributions in Memory of Zvi Griliches*, pp 697-726, National Bureau of Economic Research.
- [87] Dormont B., J. Oliveira Martins, F. Pelgrin & M. Suhrcke. 2010. Health expenditures, longevity and growth, in *Ageing, Health and Productivity*, Oxford University Press.
- [88] Dourgnon P., Geoffard P.Y., Grignon M., Jusot F., Lavis J., Naudin F. 2012. "Politiques de santé et inégalités sociales en Europe." In *L'élargissement de l'Union Européenne : enjeux et implications sociodémographiques*. Chaire Quételet 2003, Centre de Recherche en Démographie et Sociétés, Université catholique de Louvain, Louvain-la-Neuve : 255-288.
- [89] Joël Marie-Eve. 2007. Approches Economiques, in *Maladie d'Alzheimer : enjeux scientifiques, médicaux et sociétaux*, Expertise collective INSERM- Editions de l'INSERM.
- [90] Joël M-E. Et H. Dickinson. 2010. Partnership working and finance, in *Partnership Working in Health and Social Care*, Blackwell Publishing.
- [91] Jusot F. 2010, "Les interventions de réduction des inégalités sociales de santé en Europe." In *Réduire les inégalités sociales en santé*, Potvin L., Moquet M.-J., Jones C.-M. (sous la dir.), Saint-Denis : INPES, coll. Santé en action : 73-88.

#### **5.3.1.5. Publications de vulgarisation : Ouvrages**

- [92] Le Pen Claude. 2007. Santé : L'heure des choix (avec le Prof. Didier Sicard, Président du Comité National d'Ethique), Editions Desclée de Brouwer.
- [93] Le Pen Claude. 2010 ? Ou va le système de santé français (avec le Prof. André Grimaldi), Editions Prométhée.

#### **5.3.1.6. Publications de vulgarisation : Chapitres d'ouvrage**

- [94] Dormont Brigitte. 2010. Comment financer les dépenses de santé ?, in *16 nouvelles questions d'Economie contemporaine*, P. Askenazy et D. Cohen éditeurs, Albin Michel.
- [95] Dormont Brigitte. 2010. Pourquoi jouer le jeu de l'évaluation ? in *Inventer avec l'enfant en CMPP*, sous la direction de T. Garcia-Fons, Erès.
- [96] Dormont Brigitte. 2011. La Santé : un coût mais aussi des bénéfices collectifs et individuels, in *L'hôpital en réanimation*, Editions du Croquant.
- [97] Joël Marie-Eve. 2007. Bilan et prospective socio-économique de la maladie d'Alzheimer, Les nouveaux défis de la maladie d'Alzheimer, Editions Medigone.
- [98] Le Pen Claude. 2007. Assurance-santé et globalisation économique, in *Santé et Mondialisation : quels impacts pour la France ?* Ouvrage collectif coordonné par JN Bail, John Libbey, Paris.
- [99] Le Pen Claude. 2008. L'industrie pharmaceutique in *La mondialisation immatérielle*, Rapport pour le Conseil d'Analyse Economique (CAE), coordonné par Daniel Cohen et Thierry Verdier, Paris, La Documentation Française.
- [100] Le Pen Claude. 2008. Vaccins : les enjeux, in *Vaccination : enjeux de de santé publiques et perspectives économiques*, ouvrage collectif coordonné par JN Bail, John Libbey, Paris.
- [101] Le Pen Claude. 2009. Calcul économique et décision en santé, in *Manuel d'Economie de la Santé*, édité par D. Tabuteau, G. de Pourville et PL Bras, Presses de Sciences Politiques, Paris.
- [102] Le Pen Claude. 2009. Ou va le système de santé français ? in *Refonte de l'assurance-maladie : des pistes pour un système pérenne*, Ed. Médecine-Sciences, Flammarion.

- [103] Le Pen Claude. 2012 . « La santé entre divergences idéologiques et convergences politiques » in J-H Lorenzi et O. Pastré : Droite contre Gauche, les grands dossiers qui feront l'élection présidentielle, Fayard.
- [104] Le Pen Claude. 2012.« Protection sociale : rester pragmatique » in P. Perrineau et L. Rouban : La solitude de l'isoloir, les vrais enjeux de 2012, Editions Autrement.

#### **5.3.1.7. Publications de vulgarisation : Articles**

- [105] Bourgueil Y., Jusot F. 2011. "La lutte contre les inégalités sociales de santé à travers les soins primaires : le grand soir ou les petits matins ? ", Actualités et Dossier en Santé Publique, 73.
- [106] Bricard D., Jusot F., Tubeuf S. 2010. "Les modes de vie : un canal de transmission des inégalités de santé ? », Questions d'économie de la santé, 154.
- [107] Desprès C., Dourgnon P., Fantin R., Jusot F. 2011. "le renoncement aux soins pour raisons financières : une approche économétrique", Questions d'économie de la santé, 170.
- [108] Desprès C., Dourgnon P., Fantin R., Jusot F. 2011. "le renoncement aux soins pour raisons financières : une approche socio-anthropologique", Questions d'économie de la santé, 169.
- [109] Dormont Brigitte. 2009. Un système si parfait, *Regards croisés sur l'économie*, La Découverte, n° 5, janvier.
- [110] Dormont Brigitte. 2010. Liberté ou solidarité : le dilemme des complémentaires, *Sève*, automne.
- [111] Dormont Brigitte. 2010. Le vieillissement ne fera pas exploser les dépenses de santé, *Esprit*, juillet.
- [112] Dormont Brigitte. 2010. Un autre regard sur les dépenses de santé, *Sciences Humaines*, mars-mai.
- [113] Dormont Brigitte et Anne-Laure Samson. 2011. Les médecins et leur rémunération : sont-ils lésés ?, *Le Concours Médical* : tome 133, n°4.
- [114] Dormont Brigitte et Florence Jusot. 2012. L'avenir de la protection sociale, *Esprit*, mai.
- [115] Guthmuller S., Jusot F., Wittwer J., Desprès C. 2011. "Le recours à l'Aide complémentaire santé : les enseignements d'une expérimentation sociale à Lille", Questions d'économie de la santé, 162.

#### **5.3.1.8. Rapports de recherche**

- [116] Blondel Frédéric, Lysette Boucher-Castel et Sabine Delzescaux. 2007 « *L'accueil temporaire des personnes multihandicapées* », 138 pages (dont 105 p. hors annexes), édité par le *Centre de Ressources Multihandicap*.
- [117] Blondel Frédéric et Sabine Delzescaux. 2008. Evaluation participative des services de placement pour mineurs et jeunes majeurs de l'Association Devenir.
- [118] Blondel Frédéric et Sabine Delzescaux. 2009. *La prévention de l'isolement et de la désocialisation des personnes en situation de handicap prises en charge à domicile*, recherche commanditée par la CNSA (Caisse Nationale de Solidarité pour l'autonomie) et CPM-CHORUM (Groupe Médéric et Mutualité Française de Prévoyance au service de l'économie sociale).
- [119] Blondel Frédéric et Sabine Delzescaux. 2010. Politiques et pratiques d'accompagnement des personnes multihandicapées vieillissantes : dans les coulisses de la dépendance, Ed. Centre de ressources Multihandicap.
- [120] Dufour-Kippelen S. 2007. Description de l'offre de contrats d'assurance dépendance en France en 2006 à partir d'un échantillon de 34 contrats - Etude qualitative sur les contrats d'assurance dépendance en France, *rapport pour la DREES*.

- [121] Dufour-Kippelen S. 2007. Monographies d'acteurs sur le marché français d'assurance dépendance - Etude qualitative sur les contrats d'assurance dépendance en France, *rapport pour la DREES*.
- [122] Dufour-Kippelen S. 2008. L'offre de contrats d'assurance dépendance en France en 2006 à partir d'un échantillon de 34 contrats, *Document de travail DREES n°84*.
- [123] Dufour-Kippelen S., Jusot F., Fontaine R. 2010. La place des infirmiers dans la prise en charge à domicile, *rapport pour la CNAMTS*.
- [124] Dufour-Kippelen S., Joël M.-E. 2010. Long term care in France, *rapport pour la Communauté Européenne*, projet ANCIEN (7<sup>ème</sup> PCRD).
- [125] Dufour-Kippelen S., Joël M.-E. 2011. Aspects psycho-sociaux et économiques de la prévention des fractures par l'exercice physique chez les femmes âgées de l'étude PREFRAC/OSSEBO, *rapport pour l'INPES*.
- [126] Fermon Béatrice, Sandrine Dufour-Kippelen et Anne-Laure Samson. 2011. « Document support de l'abrégé du rapport d'évaluation externe : étude et recommandations », Recherche ANESM - Université Paris Dauphine, LEDa-LEGOS, décembre 2011, 11 p.
- [127] Fermon Béatrice et Marie-Eve Joël. 2012. "Quality Assurance Policies and indicators for long term care in the European Union – Country report : France" ENEPRI Research Report n°107/March 2012, CEPS, European Network of Economic Policy Research Institutes, 25 p.
- [128] Fermon Béatrice et Pierre Levy. 2007. « Les modalités d'utilisation des indicateurs par les différents acteurs de santé et leurs impacts potentiels, étude bibliographique » Rapport pour la Haute Autorité de Santé, 55 p.
- [129] Fermon Béatrice, Cécile Martin et Romain Sibille. 2012. « Impact financier microéconomique des normes relatives aux établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes - Evaluation du coût de l'élaboration et de la mise en œuvre du projet général de soins - Etude exploratoire » Recherche CNSA – Université Paris Dauphine, LEDa-LEGOS, mars 2012, 33 p.
- [130] Fermon B., Salles C., Bourgeois I. 2007. « Etude comparative des démarches d'amélioration continue de la qualité dans le secteur social et médico-social. Freins et leviers des démarches qualité » Programme d'études 2005, Rapport DGAS, Ministère du travail, des relations sociales et de la solidarité.
- [131] Kervasdoué J., S. Herberg, JC. Feray, S. Czernichow, P. Lévy, D. Wallet-Wodka. 2007. "Nutrition et économie de la santé", rapport pour la Direction Générale de la Santé, Ministère de la santé.
- [132] Le Pen Claude. 2008. L'Avenir de la cardiologie libérale, rapport pour le SNMCV, (avec A. Coulomb et JP Durand).
- [133] Le Pen Claude. 2008. L'Economie Politique des Vaccins : entre médicaments et outils de santé publique (Avec la collaboration de Joséphine Loock et Karine Levesque), Rapport pour le LEEM.
- [134] Le Pen Claude. 2009. Evaluation du médicament : l'innovation incrémentale est-elle maltraitée ? Rapport pour le CRIP.
- [135] Mazzeo P., P. Agnello, A. Rossi, M.E. Joël, A. Berard. 2011. Role and potential impact of technology on the most relevant challenges for long terme care, rapport pour la communauté européenne, projet Ancien (7° PCRD, WP4).
- [136] Weitzemblum Thomas, Jérôme Wittwer. 2012. "Evaluation économique de la vie humaine : fondements théoriques, mesure empirique et implications en matière de choix social", Complément pour le rapport du CAE sur l'économie de la santé, à paraître.
- [137] Wittwer Jérôme, Florence Jusot, Sophie Guthmuller, Caroline Deprès, Thomas Renaud. 2010. "Le recours à l'Aide Complémentaire Santé à Lille: Résultats d'une expérimentation sociale", *Rapport pour le Haut Commissariat aux Solidarités Actives contre la Pauvreté*

### 5.3.1.9. Publications d'Eve Caroli antérieurement à son arrivée au LEGOS en 2011

Revues à comité de lecture nationales ou internationales répertoriées par l'AERES ou les bases internationales

- Askenazy Philippe et Eve Caroli. 2010. "Innovative Work Practices, Information Technologies and Working Conditions: Evidence for France" (joint avec Philippe Askenazy), *Industrial Relations*, 49(4), 544-565.
- Caroli Eve, Jérôme Gautié, Susan James, Annie Lamanthe et Caroline Lloyd. 2010. "Delivering flexibility: contrasting patterns in the French and the UK food processing industry", *British Journal of Industrial Relations*, 48(2), 284-309.
- Behaghel Luc, Eve Caroli et Muriel Roger. 2010. "Départ des travailleurs âgés, formation continue et changements techniques ou organisationnels", *Travail et Emploi*, vol. 121, n°Janvier-Mars, 21-32.
- Caroli Eve, Jérôme Gautié et Annie Lamanthe. 2009. "High Relative Wages and High Work Intensity: The French Food Processing Model in International Perspective", *International Labour Review*, 148(4), pp. 375-394.
- Caroli Eve. 2007. "Internal versus external labour flexibility: the role of knowledge codification", *National Institute Economic Review*, n°201, pp. 107-118.

Direction d'ouvrages

- Caroli Eve et Jérôme Gautié éd. 2009. Travail à bas salaire et qualité de l'emploi peu qualifié en France, Editions Rue d'Ulm, Collection du CEPREMAP.
- Caroli Eve et Jérôme Gautié éd. 2008. Low-Wage Work in France, New-York, Russell Sage.

Chapitres d'ouvrages

- Askenazy Philippe, Eve Caroli et Jérôme Gautié. 2009. "Un panorama des bas salaires et de la qualité de l'emploi peu qualifié en France", in Travail à bas salaire et qualité de l'emploi peu qualifié en France, sous la direction de Eve Caroli et Jérôme Gautié, Editions Rue d'Ulm, Collection du CEPREMAP.
- Caroli Eve, Jérôme Gautié et Annie Lamanthe. 2009. "Les opérateurs des industries agroalimentaires à l'épreuve de pressions concurrentielles croissantes", in Travail à bas salaire et qualité de l'emploi peu qualifié en France, sous la direction de Eve Caroli et Jérôme Gautié, Editions Rue d'Ulm, Collection du CEPREMAP.
- Askenazy Philippe, Eve Caroli et Jérôme Gautié. 2008. "Low-Wage Work and Labor Market Institutions in France", in Low-Wage Work in France, sous la direction de Eve Caroli et Jérôme Gautié, Russell Sage.
- Caroli Eve, Jérôme Gautié et Annie Lamanthe. 2008. "Operators in Food Processing Industries: Coping with Increasing Pressures", in Low-Wage Work in France, sous la direction de Eve Caroli et Jérôme Gautié, Russell Sage.

### 5.3.2. Formation à la recherche

#### 5.3.2.1. Doctorants du LEGOS au 1<sup>er</sup> juillet 2012

- Louis Arnault, Prise en charge des personnes âgées dépendantes en France : rôle de l'entourage et effets des politiques publiques (année d'inscription: 2011). Directeur de thèse : Jérôme Wittwer
- Stéphane Bahrami, Régulation du système de santé et qualité des soins (année d'inscription: 2006), Directeur de thèse : Brigitte Dormont
- Caroline Berchet, Etat de santé et accès aux soins des immigrés (année d'inscription: 2008), Directeur de thèse : Florence Jusot

- Sophie Guthmuller, Analyse économique de la demande de complémentaire santé et des consommations de soins des populations modestes (année d'inscription: 2009), Directeur de thèse : Jérôme Wittwer
- Cécile Martin, Capacité d'accueil, efficacité et qualité des soins. Réflexions sur l'organisation de l'offre de soins de long terme en France (année d'inscription: 2009), Directeur de thèse : Brigitte Dormont
- Clémence Thébaut, Ethique et évaluation économique des interventions de santé en vue d'une définition du périmètre des soins remboursable (année d'inscription: 2009), Directeurs de thèse : Jérôme Wittwer et Marc Fleurbaey
- Damien Bricard, Construction des inégalités des chances en santé à travers les modes de vie (année d'inscription: 2010), Directeur de thèse : Florence Jusot
- Safa Ismail, Analyse économique du système de santé en Tunisie (année d'inscription: 2010) Directeur de thèse : Brigitte Dormont, en cotutelle avec Mohamed Goaid (IHEC Carthage, Tunisie)
- Pauline Ricci, Vieillesse, diffusion des innovations médicales et croissance des dépenses de santé (année d'inscription: 2010), Directeur de thèse : Brigitte Dormont.
- Romain Sibille, Modes de gestion des offreurs et déterminants de l'offre dans le secteur des EHPAD (année d'inscription: 2010), Directeur de thèse : Marie-Eve Joel
- Mathilde Godard, Obésité et activité professionnelle : une analyse en causalité (année d'inscription: 2011), Directeur de thèse : Florence Jusot
- Mathilde Peron, Régulation de la concurrence en assurance maladie (année d'inscription: 2011), Directeur de thèse : Brigitte Dormont
- Paul Dourgnon, Evaluation des politiques publiques et inégalités sociales de santé. (année d'inscription: 2009), Directeur de thèse : Jérôme Wittwer
- Marc Peronnin, Effet de l'assurance complémentaire santé, sur les consommations médicales: entre risque moral et amélioration de l'accès aux soins (année d'inscription: 2010), Directeur de thèse : Jérôme Wittwer
- Amine Aissaoui, L'accès au marché des médicaments innovants : entre exigences des pouvoirs publics, attentes des patients et impératifs de rentabilités des industries pharmaceutiques (année d'inscription : octobre 2011), Directeur de thèse : Marie Eve Joel.
- Eléonore Bayen, Vulnérabilité socio-économique du patient et de son aidant : modèles dans le cas du handicap neurologique de la personne de moins de 60 ans (année d'inscription : 2011), Directeur de thèse : Marie Eve Joel
- Francois Boquet, Biotechnologie et hôpital : quels enjeux économiques ? (année d'inscription: 2010), Directeur de thèse : Claude Le Pen
- Albane Degrasat, Impact des biotechnologies sur la politique du médicament (année d'inscription: 2009), Directeur de thèse : Claude Le Pen
- Rajet Derbal, "Evaluation de l'impact médico-économique des infections dans les établissements d'hébergements de personnes âgées dépendants (année d'inscription:2008), Directeur de thèse : Jérôme Wittwer
- Sophie Guennery, L'hébergement des personnes âgées en France, réduire les disparités (année d'inscription: 2006), Directeur de thèse : Claude Le Pen
- Fama Nidaye, Prise en charge du diabète en Afrique Noire : Le cas du Sénégal (année d'inscription:2008), Directeur de thèse : Marie-Eve Joel
- Luc Nguyen-Kim, Sécurisation du circuit des dispositifs médicaux stériles (année d'inscription:2006), Directeur de thèse : Marie-Eve Joel
- Laurent Pacheco, Market access, nouveaux enjeux stratégiques pour l'industrie pharmaceutique (année d'inscription: 2009), Directeur de thèse : Claude Le Pen
- Xiaoxi Song, L'industrie pharmaceutique en Chine (année d'inscription: 2009), Directeur de thèse : Claude Le Pen

Sur les 24 doctorants, 15 disposent d'un financement : 8 contrats doctoraux (Arnault, Berchet, Bricard, Godard, Guthmuller, Martin, Peron, Sibille), 3 contrats CIFRE (Aissaoui, Song, Thébaut) et 4 doctorants

disposant, dans le cadre de leur activité professionnelle, d'un temps de travail suffisant à consacrer à leurs recherches (Bahrami, Ricci, Bayen, Degrossat).

### **5.3.2.2. Thèses soutenues sur 2007-2012**

- Christine Roullière–Le-Lidec, Evaluation économique des urgences cardiologiques. Exemple : le syndrome coronarien. Directeur de thèse : Claude Le Pen, Date de soutenance : 27/06/2007
- Renaud Legal, Les déterminants de la demande individuelle de couverture complémentaire de santé en France. Directeur de thèse : Marie-Eve Joël, Date de soutenance : 26/06/2008
- Julie Chevalier, Mesure de l'utilité attachée aux états de santé. Valorisation de l'index d'utilité EQ-5D et évolution de l'échelle actuelle en France. Directeur de thèse : Claude Le Pen, Date de soutenance : 15/02/2012
- Ines Ayadi, L'impact de la réforme de l'assurance maladie en Tunisie sur l'offre et la demande des médicaments. Directeur de thèse : Marie-Eve Joël, Date de soutenance : 20/02/2010
- Abdelhafid Halhol, Efficacité de la norme dans la régulation économique des pratiques médicales. Directeur de thèse : Claude Le Pen, Date de soutenance : 30/06/2010
- Roméo Fontaine, Le soutien familial aux personnes âgées dépendantes : analyses micro-économétriques des comportements individuels et familiaux de prise en charge. Directeur de thèse : Jérôme Wittwer et Agnès Gramain, Date de soutenance : 24/06/2011
- Lengagne Pascale, Assurance et prévention des risques d'accidents et maladies liés au travail. Directeur de thèse : Didier Blanchet, Date de soutenance : 10/01/2012
- Jean Ducos, L'économie des conventions médicales. Directeur de thèse : Claude Le Pen, Date de soutenance 19/11/2010
- Sur 2007-2012, trois autres thèses ont été soutenues sous la direction de Brigitte Dormont et Eve Caroli, dans leurs établissements d'origine.

### **5.3.2.3. Habilitations à diriger les recherches sur 2007-2012**

- Florence Jusot, « Essai sur la construction des inégalités en santé », Dauphine, 7 octobre 2011. Coordinateur des travaux : Brigitte Dormont.
- Carine Franc, « La relation d'agence dans le contexte de l'économie de la santé », Dauphine, 9 juillet 2011. Coordinateur des travaux : Jérôme Wittwer.

### **5.3.3. Présentation de la Chaire Santé**

Le texte qui suit est extrait de la présentation de la Chaire Santé faite auprès du Bureau exécutif scientifique de l'Institut Louis Bachelier (BSE, président Christian Gourieroux) lors du renouvellement de la Chaire santé, en mai 2012.

#### **\* Parties prenantes**

La Chaire Santé a été créée au sein de la Fondation du Risque en 2007. Elle est placée sous la responsabilité scientifique de Brigitte Dormont depuis 2009. Initialement nommée « Chaire Santé, risque, assurance » et soutenue par Allianz, la Chaire s'intitule désormais « Chaire Santé » et est soutenue par la MGEN. Elle est rattachée au laboratoire LEGOS de PSL, Université Paris-Dauphine. D'autres chercheurs de PSL, Université Paris-Dauphine, et les chercheurs du CREST de l'ENSAE et de l'ENSAI ou d'autres institutions peuvent également être associés aux travaux de recherche. Le partenariat avec l'ENSAE s'inscrit dans la volonté de développer la thématique de l'économie de la santé au sein du CREST.

La Chaire Santé bénéficie à titre principal de l'apport financier de la MGEN. L'Institut Montparnasse a déjà contribué à un soutien complémentaire.

### **\* Objectifs**

A part le LEGOS, l'économie de la santé est en France caractérisée par la grande dispersion de ses chercheurs. Par ailleurs, le lien entre les travaux académiques et la décision en matière de régulation est plutôt ténu. Les articles des chercheurs français publiés dans de bonnes revues internationales se consacrent souvent à des questions liées aux débats américains, avec des modélisations qui considèrent un contexte institutionnel sans rapport avec le contexte français. Enfin le débat public sur les questions de régulation et d'efficacité du système de santé est généralement d'une qualité médiocre. Contribuer à créer des liens entre la recherche de haut niveau et les questions d'économie de la santé qui se posent au régulateur en France constitue donc un enjeu majeur.

Depuis 2009, un réseau comprenant les meilleurs chercheurs français en économie de la santé a été constitué sous l'égide de la Chaire. Les projets de recherche financés par la Chaire forment un ensemble cohérent, qui couvre un large spectre de sujets et d'approches. Outre l'encouragement direct à la recherche constitué par le financement des projets, l'impulsion créée par la Chaire santé a permis la formation de ce réseau.

Les objectifs de la Chaire sont les suivants :

- Favoriser le développement de la recherche en Economie de la santé
- Fédérer les meilleurs chercheurs dans le domaine sur des questions importantes pour les politiques publiques
- Contribuer à améliorer la qualité du débat public sur les questions d'efficacité et de régulation

### **\* Thèmes de recherche**

Les projets de recherche soutenus par la Chaire Santé sont organisés en cinq axes : Systèmes d'assurance maladie, Régulation de l'offre de soins, Couverture et accès aux soins, Valeur de la santé, Santé et travail.

- *Systèmes d'assurance maladie.* On analyse les organisations de type «concurrence régulée» qui sont en place en Suisse, aux Pays-Bas ou en Allemagne. L'influence des assurances supplémentaires sur les propriétés de la concurrence régulée est étudiée, ainsi que la régulation de réseaux de soins intégrés à l'assurance. Un projet développe une expérimentation sociale pour évaluer la politique française d'aide à l'acquisition d'une complémentaire santé.
- *Régulation de l'offre de soins.* Concernant l'hôpital, la tarification et les mécanismes incitatifs permettant d'obtenir des soins efficaces et de qualité est étudiée. Plusieurs projets s'intéressent à la productivité des hôpitaux publics et privés, ainsi qu'à l'impact de la diffusion de l'information sur la qualité. Concernant l'ambulatoire, les thèmes abordés sont les comportements de localisation des médecins, les systèmes de paiements et les revenus des médecins.
- *Inégalités des chances en santé et accès aux soins.* Les travaux portent sur l'inégalité des chances en santé et sur les relations existant entre le capital social et le recours aux soins. Le rôle de la responsabilité individuelle dans les différences de santé observées entre les individus est examiné, avec une prise en compte des corrélations possibles entre « effort » et « circonstances ».
- *Valeur de la Santé.* La Chaire santé a financé en 2009 une enquête d'évaluation contingente auprès de 3000 individus pour améliorer la connaissance sur les préférences des français en matière de santé, sur leur anticipations et leurs arbitrages santé revenu. Un groupe de travail s'est constitué autour de cette enquête, avec plusieurs articles en cours de réalisation. Les membres en sont : Marc Fleurbaey (Princeton University), Stéphane Luchini (CNRS, GREQAM), Erik Schokkaert (CORE, Louvain la Neuve), Anne-Laure Samson

(Leda-Legos) Clémence Thébaud (Leda-Legos et HAS), Carine Van de Voorde (Katholieke Universiteit Leuven) et Brigitte Dormont. Dans le même axe d'autres projets plus méthodologique, portent sur la correction du biais hypothétique dans les méthodes de révélation des préférences.

- *Santé et Travail*. Cet axe en cours de développement est impulsé par Eve Caroli, qui s'intéressera à l'impact de l'insécurité de l'emploi sur la santé, ainsi qu'à l'utilisation potentielle, par les entreprises, des arrêts de travail comme substitut au chômage partiel.

Les projets sont financés à des degrés divers par la Chaire Santé. Le grand projet autour de l'enquête menée sur la valeur de la santé est financé à 100 % par la Chaire. Les projets portant sur les inégalités des chances en santé sont financés à 80 %, l'expérimentation sur l'ACS à 50 %. Les projets sur l'hôpital et l'ambulatoire sont aussi financés à 50 % par la Chaire. Si un fonctionnement par appel à projets a existé, la Chaire Santé effectue pour l'essentiel un travail de coordination du réseau et de valorisation des recherches.

Un thème transversal abordé dans de nombreux axes concerne le vieillissement, son impact sur les dépenses de santé et les enjeux touchant à la prise en charge de la dépendance. Le Legos va être pour la prochaine vague le laboratoire en charge de l'enquête SHARE pour la France. Une équipe avec un statisticien - ingénieur de recherche, et le *Country Team Leader* de Share-France, Marie-Eve Joël, est à cet effet constituée au sein du Legos, en liaison avec la Fondation Dauphine. Ceci constituera un accès facilité à l'utilisation des données de Share par les chercheurs de la Chaire Santé.

#### **\* Activités d'enseignement et de communication**

La Chaire développe son activité de soutien dans trois directions : l'enseignement, la recherche et la communication des résultats de la recherche auprès d'un large public. L'accent est mis sur la recherche (voir les thèmes ci-dessus) et la communication.

##### *Activités d'enseignements.*

- La Chaire participe au développement de l'offre de l'enseignement à l'Université Paris-Dauphine en l'orientant sur les problématiques de la régulation du système de soins et de l'assurance maladie. Les activités d'enseignements s'insèrent dans les programmes de master de l'Université et s'appuient sur le développement des stages portant sur les thématiques de la Chaire. La Chaire Santé a aussi pour vocation de favoriser la venue de Professeurs invités qui échangent avec les doctorants et les chercheurs et animent des séminaires à Dauphine. Plus précisément :
- La Chaire finance des cours dans le cadre des Masters 2 de Dauphine. Michel Mougeot, Professeur à l'Université de Franche Comté, et Pauline Givord, chercheur au CREST, interviennent dans le cadre du master 4107 "système de santé et de protection sociale.
- Depuis 2009, la Chaire s'est inscrite comme partenaire permanent et co-organisateur des « Journées Maurice Marchand des Doctorants en Economie de la Santé » : atelier annuel à destination des doctorants en Economie de la Santé (comité scientifique : B. Dormont, P-Y. Geoffard, M. Mougeot, L. Rochaix, Alberto Holly, M. Fleurbaey). La onzième édition s'est déroulée à Marseille les 22 et 23 mars 2012.
- La chaire co-finance, avec l'Ecole Doctorale de dauphine, les doctorants en économie de la santé qui veulent suivre le programme doctoral international en économie et politique de la santé organisé par la Swiss School of Public Health+. Tous les ans, la Chaire prend en charge les frais d'hôtel et de transport de cinq doctorants.
- La Chaire Santé est en partenariat avec l'Executive MBA Santé dont les directeurs sont Béatrice Fermon et Daniel Jancourt. Dans le cadre de ce partenariat, les professeurs de Dauphine de la Chaire Santé ainsi que les professeurs invités de la Chaire interviennent dans les enseignements et/ou les conférences de l'Executive MBA Santé.

##### *Activités de communication*

- La Chaire contribue à la diffusion et à la valorisation des résultats, sous forme de séminaires d'échanges et de formation pour le monde scientifique et professionnel impliqué d'une manière ou d'une autre dans la thématique large de la régulation du système de santé. Elle conduit la mise en place d'une politique spécifique de publications scientifiques.
- Les résultats des recherches sont publiés sur le site de la Chaire <http://www.chairesante.dauphine.fr/> avec la publication de *Cahiers de la Chaire santé*. Une large communication sur l'apport de l'article en question est faite au moyen de la *Lettre de la Chaire santé*, document d'une page permettant d'expliquer de façon compréhensible pour le profane l'intérêt des résultats obtenus. Les *Cahiers de la Chaire Santé* sont dotés d'un comité de lecture, composé de Brigitte Dormont, Françoise Forges, Agnès Gramain, Arnold Chassagnon et Anne-Laure Samson. Les *Cahiers de la Chaire Santé* sont répertoriés dans RePEc.
- Un numéro spécial de *Economie et Statistique* sur l'économie de la santé avec des articles issus des travaux de la chaire est prévu pour la fin 2012, sous le pilotage joint de Chantal Cases et Brigitte Dormont.

#### **5.3.4. Présentation du projet SHARE (Survey on Health, Ageing and Retirement in Europe)**

L'enquête européenne SHARE est une base de données longitudinale, multidisciplinaire et internationale concernant plus de 53 000 Européens âgés de 50 ans et plus. Dix-huit pays participent au projet SHARE, représentant toutes les régions d'Europe : Danemark, Autriche, France, Allemagne, Irlande, Suisse, Benelux, Espagne, Italie, Grèce, Portugal, etc. L'enquête est réalisée tous les deux ans depuis 2004. Les données recueillies comprennent des variables de santé (santé subjective et objective, physique et mentale, comportements de santé et utilisation des services de santé, reste à charge), des données psychologiques (bien-être, capacités cognitives), des variables économiques (activité professionnelle, revenu, patrimoine, consommation, logement, pensions de retraite) et des variables de support social (aide reçue et donnée au sein des familles, transferts financiers, financement de la dépendance, réseaux sociaux, bénévolat). L'enquête SHARE est coordonnée au niveau européen par le *Munich Center for the Economics of Ageing* au *Max Planck Institute for Social Law and Social Policy* à Munich. Elle est harmonisée avec l'étude américaine sur la santé et la retraite (*Health and Retirement Survey*) et l'étude anglaise longitudinale sur le vieillissement (*English Longitudinal Study of Ageing*). SHARE a le statut d'un bien public, au sens où les données sont mises à la disposition des chercheurs gratuitement dès lors qu'ils en font la demande.

A la demande du Ministère de la Recherche l'équipe du LEGOS a accepté la responsabilité de l'enquête SHARE France et procédé à la collecte des fonds nécessaires à la poursuite de l'enquête. L'équipe du LEGOS s'est donné plusieurs objectifs :

- Poursuivre le processus de collecte des données et la coordination de l'enquête en relation avec le niveau européen pour la cinquième vague et consolider la plate-forme française SHARE-France pour être en mesure d'effectuer le recueil des données pour les vagues suivantes. Le prétest de la vague 5 est achevé. La fin de l'année 2012 sera consacré à la préparation de la vague 5 (négociation avec le prestataire, formation des enquêteurs, formalités administratives : comité du secret, du label, CNIL...). L'enquête aura lieu en 2013 sur un échantillon de 5200 personnes.
- Favoriser les recherches à l'université Paris Dauphine à partir des données de SHARE compte tenu de la facilité de l'accès aux données et des travaux antérieurs.
- Coordonner des recherches sur le vieillissement, à partir des données de SHARE. Plusieurs instituts et équipes de recherche déjà utilisateurs de ces données ont souligné l'importance qu'ils attachaient à la poursuite de cette enquête et à la mise en place de collaborations pour mieux positionner la recherche française sur le vieillissement au niveau européen. Sont concernés : l'INSEE, l'IRDES, l'INED, PSE, AMSE, la Chaire Santé Dauphine et la CNAV. Un consortium scientifique sera constitué avec ces différents partenaires, doté d'un conseil scientifique et d'un comité de pilotage.

La construction d'un panel longitudinal sur bientôt cinq vagues permet de disposer d'une image complète de la dynamique du processus de vieillissement et des interactions complexes existant entre la santé et les facteurs sociaux et économiques. SHARE permet de s'appuyer sur les différences institutionnelles entre les pays pour comparer les politiques publiques relatives au vieillissement en matière de retraite, de santé et de perte d'autonomie.

Depuis la première publication de ses données en avril 2005, SHARE a induit une production scientifique croissante qui dépasse celle des autres enquêtes en sciences sociales. Plus de 2000 demandes d'accès aux données ont été enregistrées sur le site du projet [www.share-project.org](http://www.share-project.org). Plus de 250 articles utilisant les données de SHARE ont été publiés dans ouvrages et des revues à comité de lecture. SHARE est la première enquête européenne à accéder au statut d'ERIC: *European Research Infrastructure Consortium* (équivalent européen d'un Equipex).

Les données de SHARE ont permis de faire avancer les connaissances en France sur l'effet de l'aide informelle sur l'offre de travail, l'articulation entre aide informelle et aide professionnelle, le concept de fragilité, le suivi en maison de retraite, le logement et la mobilité des personnes âgées en perte d'autonomie, la mobilisation du capital logement des seniors. Mais de nombreux thèmes ont été insuffisamment développés, comme par exemple : le statut économique et l'état psycho-sociologique de la population âgée, le comportement d'épargne, les retraites et la participation au marché du travail, les conditions de travail des hommes et des femmes et le processus de départ en retraite en lien avec la santé et l'insertion, les liens entre d'assurance, états de santé et incapacités, l'impact des politiques sociales sur l'aide familiale potentielle.

L'équipe mobilisée dans le projet SHARE-France comprendra sept personnes :

- Marie-Eve Joël, *Country Team Leader* de SHARE, Professeur à l'Université Paris Dauphine
- Brigitte Dormont, présidente du consortium scientifique, Professeur à l'Université Paris Dauphine
- Sandrine Dufour, Maître de Conférences
- Anne Laferrère, Administrateur INSEE, membre du *Management Board* de l'ERIC SHARE, chercheur associé au LEGOS
- Nicolas Briant, ingénieur statisticien, en charge de la vague 5 qui vient d'être recruté à Dauphine pour gérer la cinquième vague
- Nicolas Sirven, chercheur IRDES, ancien responsable de la vague 4
- Un assistant de recherche en cours de recrutement

### **5.3.5. Professeurs invités (depuis 2009)**

Claudio Lucifora, Professeur à l'Université Catholique de Milan

- 29 mai 2012: "Mental Health and Working Conditions in Europe" (article co-écrit avec Elena Cottini)
- 5 juin 2012: The Theory and Impact of Comprehensive Smoking Bans

Michelle Goeree, Professeur à l'Université de Zurich

- Seminar, 20 octobre 2011: Consumption Decisions in Markets with Limited Accessibility : the case of Cannabis
- Lecture, 18 octobre 2011: An Introduction to Simulation Methods

Michel Grignon, Professeur à McMaster University

- 3 mars 2011 : La mesure de l'équité dans le domaine de la santé - quelle fonction de bien-être social ?
- 10 mars 2011 : Le financement des soins : quel rôle pour le financement volontaire ?

Steven Stern, Merrill H Bankard Professor of Economics à l'université de Virginie

- 24 juin 2011 : Dans le cadre du workshop on Applied Health Economics and Policy Evaluation co-organisé par le LEGOS et l'IRDES, conférence invitée "Dynamics of Long-Term Care Family Decision Making"

Thomas Buchmueller, Professeur à l'université de Michigan

- 4 mai 2010 : The US Health Care Reform
- 6 mai 2010 : Long-run analysis of the Health Care Reform in Hawaii

Steven Stern, Merrill H Bankard Professor of Economics à l'université de Virginie

- 8 avril 2010 : Marriage, Divorce, and Asymmetric Information

Audrey Laporte, Professeur à l'université de Toronto

- 11 Mars 2010: Efficiency in Hospital care
- 15 mars 2010: Nursing labour supply and long term care
- 18 Mars 2010: Social Capital and Health Care Use

Sandy Tudeuf, Professeur à l'Université de Leeds

- 8 octobre 2009 Évaluation des technologies de santé au NICE: l'expérience d'une économiste de la santé française
- 12 octobre 2009 Health Promotion and Health Equity: a challenge for European Health Care Systems

### **5.3.6. Liste des séminaires du LEGOS**

*Année 2011/2012*

- Octobre 2011 Eric Delattre (ENSAI-CREST) et Mareva Sabatier (IREGE-Université de Savoie). *Health and job status: what causalities? A microeconomic perspective on French data*
- Décembre 2011 Julia Bonastre, Etudes et Recherche en Economie de la Santé, Service de Biostatistique et d'Epidémiologie, Institut Gustave Roussy. *Etude des disparités géographiques et sectorielles dans le recours aux molécules onéreuses en cancérologie.*
- Janvier 2012 Christine Le Clainche (CEE, ENS Cachan, Lameta Umr Cnrs 5474) ; Thierry Blayac (Univ. de Montpellier I, Lameta Umr Cnrs 5474) ; Daniel Serra (Univ. de Montpellier I, Lameta Umr Cnrs 5474). *L'impatience à consommer est-elle affectée par l'état de maladie chronique ? Une investigation expérimentale.*
- Février 2012 Eve Caroli (LEDa-LEGOS, université Paris Dauphine), Luc Behaghel, Muriel Roger  
Age Biased Technical and Organisational Change, Training and Employment Prospects of Older Workers".
- Avril 2012 Carine Milcent (PSE - CNRS). Public Employment and Political Pressure: The Case of French Hospitals
- Mai 2012 Elodie Djemaï (Université Paris-Dauphine, LEDa), *"How do Roads Spread AIDS in Africa?"*.

*Année 2010/2011*

- Octobre 2010 Claire Marbot (Insee-Crest). Une évaluation de la réduction d'impôt pour l'emploi de salarié à domicile
- Novembre 2010 Sandy Tubeuf (University of Leeds). The long term effects of effort on health over the life-cycle: An investigation with a British cohort Nursing workforce skill mix and the competitiveness of qualified nurses pay : a local labour market analysis
- Février 2011 Sabine Delzescaux (LEDa-LEGOS, Université Paris Dauphine), *Vieillesse des personnes multihandicapées,*

- Mars 2011 Paul Dourgnon (IRDES et LEDa-LEGOS, Université Paris Dauphine) *Interaction médecin - patient et inégalités de santé*
- Avril 2011 Thomas Le Bianic (IRISSO - UMR7170, Université Paris Dauphine) *Soignants en prison*

#### Année 2009/2010

- Octobre 2009, Sandy Tubeuf - Academic Unit of Health Economics - University of Leeds, Évaluation des technologies de santé au NICE (National Institute of Clinical Excellence): l'expérience d'une économiste de la santé française
- Novembre 2009 Nicolas Krucien (CERMES - INSERM U750), Le point de vue des patients en médecine générale : application de la méthode Delphi
- Janvier 2010, Andrew Clark PSE (Paris-Jourdan Sciences Economiques), Winning Big but Feeling no Better? The Effect of Lottery Prizes on Physical and Mental Health
- Avril 2010, Steven Stern, Merrill H Bankard Professor of Economics à l'université de Virginie à Charlottesville, co-éditeur du Journal of Human Resources, *Marriage, Divorce, and Asymmetric Information*
- Juin 2010, Bruno Deffains (Université de Paris Panthéon-Assas et CNRS (Ermes)), *Production optimale dans le secteur des transplantations d'organes*

#### Année 2008/2009

- Octobre 2008, Prof. Jozef Pacolet (HIVA, université catholique de Louvain), L'Etat - providence dans l'UE en 1992 et seize ans plus tard : une histoire sans fin ?
- Décembre 2008, Journées des économistes de la santé français à Dauphine
- Janvier 2009, Anne-Laure Samson (EconomiX, Université Paris X – Nanterre), *"Carrières comparées des médecins généralistes et des cadres supérieurs"*
- Février 2009 Nicolas Jacquemet (Université Paris 1), Compensation, Incentives and the Practice Patterns of Physicians: Theory and Evidence from Microdata
- Mars 2009 Bérengère Davin (ORS PACA, Inserm), Comparaison du recours à l'aide formelle et informelle en France et en Irlande à partir de l'enquête SHARE
- Avril 2009 Thibault Brodaty (CREST-INSEE, PSE, Université Paris Dauphine), Teacher and peer effects in higher education: evidence from a French university
- Mai 2009 Stéphane Bahrami (IEMS - Institut d'Economie et de Management de la Santé, Université de Lausanne, Université Paris Dauphine), *Impact des palmarès hospitaliers*
- Juin 2009 Valérie Paris (OCDE, Division Santé), Fixation des prix pharmaceutique : comparaison internationale

#### Année 2007/2008

- Octobre 2007 Sophie Thiébaud (Inserm, Greqam) Ageing and Healthy Ageing : quel avenir pour le système de santé français
- Novembre 2007 Julia Bonastre (Direction des Études Médico-Economiques, Institut Gustave Roussy) *L'impact de la recherche sur le coût des soins hospitaliers*
- Décembre 2007 Emmanuelle Cambois (INED) Evaluation des répercussions des maladies chroniques sur l'état de santé fonctionnel
- Janvier 2008 Karine Lamiraud (Université de Lausanne) *Risques catastrophiques en santé*
- Février 2008 Hippolyte d'Albis (Toulouse School of Economics, LERNA, Université de Toulouse I) *Populations have not aged much*
- Mars 2008 Florence NGuyen (GRESAC, GATE, UMR 5824-CNRS ; Université Claude Bernard Lyon 1) Révélation des préférences individuelles par la méthode des choix discrets, appliquée au domaine du Traitement Hormonal Substitutif de la Ménopause

### 5.3.7. Les Journées Maurice Marchand des doctorants en économie de la santé

Le Legos encourage ses doctorants à participer aux journées Maurice Marchand des doctorants en économie de la santé. Cet atelier annuel très original offre aux doctorants la possibilité de présenter un plan de thèse pour discuter de la problématique générale des recherches qu'ils entreprennent, ou un article s'ils sont en fin de thèse. L'originalité de ces journées tient au nombre réduit des participants et à la présence obligatoire de tous les directeurs de thèse concernés. Les doctorants ont ainsi l'accès à des discussions de très haut niveau avec plusieurs spécialistes du champ, regroupés pour la circonstance dans un moment convivial. Le comité scientifique de ces journées est composé de B. Dormont, P-Y. Geoffard, M. Mougeot, L. Rochaix, Alberto Holly et M. Fleurbaey. Cet atelier existe depuis plus de dix ans. La onzième édition s'est déroulée à Marseille en 2012 et la prochaine édition devrait avoir lieu à Dauphine en 2013 (le Legos les avait déjà organisées en 2006). Nous donnons ci-dessous le détail des programmes des trois dernières JDES.

#### PROGRAMME JDES 2009

#### **JOURNEE DES DOCTORANTS EN ECONOMIE DE LA SANTE –MAURICEMARCHAND, 9EME EDITION, UNIVERSITE DE FRANCHE-COMTE, ECOLE DOCTORALE LOUIS PASTEUR, CRESE,1 ET 2 OCTOBRE 2009**

##### *MATINÉE : 8h30 À 12h00 : Auditorium Olivier Messiaen*

- Président de séance : Michel Mougeot
- Présentation d'un plan de thèse par Clémentine Garrouste (Directeur Pierre-Yves Geoffard) «*Choix médicaux, comportements des patients face à une décision médicale risquée.*»
- Présentation d'un article par Alberto Prieto-Patron (Directeur : Alberto Holly) «*Demand for health care and public insurance in Mexico*»
- Présidente de séance : Brigitte Dormont
- Présentation d'un article par Stephane Bahrami (Directrice : Brigitte Dormont)
- "Reacting to rankings : evidence from French hospitals".
- Présentation d'un article par *Pierre Stadelmann* (Directeur Alberto Holly)
- "Differences in healthcare costs accross Swiss cantons"

##### *APRÈS-MIDI :13H45 – 17h00 : Auditorium Olivier Messiaen*

- Président de séance : Pierre-Yves Geoffard
- Présentation d'un article par Clémence Thébaut (Directeurs Marc Fleurbaey et Jérôme Wittwer) «*Comparaison des méthodologies d'évaluation des stratégies de santé des agences européennes (NICE, IQWIG et KCE)* »
- Présentation d'un article par Roméo Fontaine (Directeurs Agnès Gramain et Jérôme Wittwer) «*Aide informelle ascendante et effet sur l'offre de travail des aidants ?* »
- Présidente de séance : Lise Rochaix
- Présentation d'un article par Grégoire de Lagasnerie (Directeur Pierre-Yves Geoffard)
- «*Réformer le système de remboursement pour les soins de ville : Une analyse par microsimulation.*»
- Présentation d'un article par Caroline Berchet (Directrice Florence Jusot)
- «*Inégalités socio-économiques de santé* »

**Comité scientifique :** Brigitte Dormont (Université Paris-Dauphine et Cepremap), Pierre-Yves Geoffard (Paris School of Economics), Alberto Holly (Université de Lausanne, IEMS), Michel Mougeot (Université de Franche-Comté, Crese), Lise Rochaix (Université de la Méditerranée, Grequam et Haute Autorité de Santé), Benoit Dervaux (Université Droit et Santé, Lille 2), Marc Fleurbaey (CNRS, Université Paris-Descartes), Louis Eeckhoudt (Ieseg(Lille) and Core (Louvain).

**Comité organisateur :** Michel Mougeot, Florence Naegelen, (Université de Franche-Comté, Crese), Brigitte Dormont, Victoria Verdy (Chaire Santé, Fondation du Risque)

PROGRAMME JDES 2010

**JOURNEE DES DOCTORANTS EN ECONOMIE DE LA SANTE –MAURICEMARCHAND, 10EME EDITION, PARIS SCHOOL OF ECONOMICS -1ER OCTOBRE 2010**

- MATINEE : 8h30 A 12h35 : Salle E 101
- Présentation d'un article par Clémentine Garrouste (Directeur Pierre-Yves Geoffard)
- « The Choice of Detecting Down Syndrome : Does Money Matter ?.»
- Présentation d'un article par Alberto Prieto-Patron et Pierre Stadelmann (Directeur : Alberto Holly) « *Should I Pay you to leave? Optimal subsidy for private health care providers* »
- Présentation d'un article par Audrey Boilley (Directeur : Michel Mougeot)
- ""Assurance maladie : concurrence et sélection des risques"."
- Présentation d'un article par Sophie Guthmuller (Directeur : JérômeWittwer)
- "Le recours à l'Aide Complémentaire Santé: Résultats d'une expérimentation sociale" »
- Présentation d'un article par Thomas Lufkin (Directeur Alberto Holly) "O Brother, Where Art Thou? Addressing the Dependence of Siblings' Informal Care Decisions"
- APRES-MIDI : 13H45– 17h00 : Salle E 101
- Présentation d'un article par Clément de Chaisemartin (Directeur Pierre-Yves Geoffard)
- « Workplace smoking ban »
- Présentation d'un article par Michael Ingenhag (Directeur Alberto Holly )
- «Health and Risky Asset Holdings in Europe and the US»
- Présentation d'un plan de thèse par Cécile Martin (Directrice Brigitte Dormont)
- « Régulation de l'offre de soins de long terme en institution"
- Présentation d'un article par Clémence Thébaud (Directeurs Marc Fleurbaey et Jérôme Wittwer)
- « "Problèmes éthiques soulevés par l'application de l'économie du bien-être dans l'évaluation des traitements pédiatriques »
- Présentation d'un article par Qiu Ju (Directeur Pierre Dubois) « Non Parametric Decomposition of the Distributional Change in the Body Mass Index in China. »

**Comité scientifique** : Brigitte Dormont (Université Paris-Dauphine, Chaire Santé, Fondation du Risque et Cepremap ), Pierre-Yves Geoffard (Paris School of Economics), Alberto Holly (Université de Lausanne, IEMS), Michel Mougeot (Université de Franche-Comté, Crese), Lise Rochaix (Université de la Méditerranée, Grequam et Haute Autorité de Santé), Benoit Dervaux (Université Droit et Santé, Lille 2), Marc Fleurbaey (CNRS, Université Paris-Descartes).

**Comité organisateur** : Pierre-Yves Geoffard, (Paris School of Economics), Brigitte Dormont, (Université Paris-Dauphine, Chaire Santé, Fondation du Risque et Cepremap), Victoria Verdy (Chaire Santé, Fondation du Risque), Marie-Helene Lebreton (Paris School of Economics), Marie-Christine Paoletti (Paris School of Economics)

PROGRAMME JDES 2012

**JOURNEE DES DOCTORANTS EN ECONOMIE DE LA SANTE –MAURICE MARCHAND, 11 EME EDITION AMSE AIX MARSEILLE -23 MARS 2012**

- MATINEE : 8h30 A 12h30
- Présentation d'un article par Yves Arrighi (Directeur de thèse : Bruno Ventelou) To count or not to count deaths: Is there any re-ranking effect in health inequality measures of alternative healthcare programs?

- Présentation d'un article par Caroline Berchet (Directrice de thèse : Florence Jusot) Quel est l'effet causal du capital social sur l'état de santé et le recours aux soins des immigrés au Canada?
- Présentation d'un plan de thèse par Romain Sibille (Directrice de thèse : Marie Eve Joel)
- Les déterminants de la performance des EHPAD
- Présentation d'un article par Sophie Guthmuller (Directeur de thèse : Jérôme Wittwer)
- Means-tested complementary health insurance and healthcare utilisation in France: Evidence from a low-income population
- Présentation d'un article par Grégoire de Lagasnerie (Directeur de thèse : Pierre-Yves Geoffard) *Health effects of a pension reform in France*
- APRES-MIDI : 14H– 17h00
- Présentation d'un article par Pauline Ricci (Directrice de thèse : Brigitte Dormont)
- Why are health expenditures of very old people decreasing? An investigation on French data
- Présentation d'un plan de thèse par Jingyue Xing (Directrice de thèse : Agnès Gramain)
- La tarification des établissements et services médico-sociaux : croiser sociologie de l'Etat et économie de la santé
- Présentation d'un article par Cécile Martin (Directrice de thèse : Brigitte Dormont)
- Quality of service and cost-efficiency of French nursing homes
- Présentation d'un plan de thèse par Damien Bricard ((Directrice de thèse : Florence Jusot) *Construction des inégalités des chances en santé au cours du cycle de vie*
- Présentation d'un plan de thèse par Carole Treibish (Directeur de thèse : Pierre-Yves Geoffard) *Risky behavior on the road: determinants of helmet use among two-wheelers users in New Delhi"*
- Présentation d'un plan de thèse par Marlène Guillon (Directeur de thèse : Pierre-Yves Geoffard) Une nouvelle approche des analyses coût-bénéfice des traitements ARV: "Treatment as prevention" et capital humain.

**Comité scientifique** : Brigitte Dormont (PSL, Université Paris-Dauphine et Chaire Santé, FdR), Alain Trannoy (Aix-Marseille School of Economic, EHESS), Pierre-Yves Geoffard (Paris School of Economics), Alberto Holly (Université de Lausanne, IEMS), Michel Mougeot (Université de Franche-Comté, Crese), Lise Rochaix (Université de la Méditerranée, Grequam et Haute Autorité de Santé), Marc Fleurbaey (Princeton University).

**Comité organisateur** : Alain Trannoy, (Aix-Marseille School of Economic, EHESS), Brigitte Dormont, (PSL, Université Paris-Dauphine et Chaire Santé, FdR), Victoria Verdy (Chaire Santé, Fondation du Risque), Yves Duguez (EHESS), Yves Doazan et Carole Maillard ( Aix-Marseille School of Economics, Grequam).

### **5.3.8. Le programme doctoral international de la Swiss School of Public Health +**

A partir de 2009, la chaire Santé a encouragé les doctorants en économie de la santé de l'Ecole Doctorale de Dauphine à suivre le programme doctoral international organisé dans le cadre de la Swiss School of Public Health +. Elle diffuse l'information sur ces cours et cofinance les inscriptions et les déplacements des étudiants.

Ces cours sont donnés par des chercheurs reconnus au niveau mondial, par exemple Albert Ma (Boston University), Alberto Holly (University of Lausanne), Jaya Krishnakumar (University of Geneva), Willard Manning (University of Chicago), Alistair J. McGuire, London School of Economics, Andrew Street, University of York, Eddy van Doorslaer (Erasmus University, Rotterdam, Netherlands), Owen O'Donnell (University of Macedonia, Thessaloniki, Greece), William Greene (New York University). Une formation théorique sur chaque thème peut être complétée par une aide plus directe à l'utilisation des logiciels nécessaires ou une aide à la publication au format requis pour une audience

internationale. L'expérience a montré que des doctorants ont publié plus facilement des chapitres de leur thèse grâce à ces cours.

En 2010, cinq doctorants ont été financés : ci-dessous leurs noms et les intitulés des cours choisis.

- *Caroline Berchet* : Econometric analysis in Health economics
- *Catherine Duchène* : Econometric Analysis in Health Economics
- *Sophie Gutmuller* : Applied Welfare Analysis in Health, Health Policy and Politics, Role of Government and Politics in Health Policy, *Cécile Martin* : Econometric Analysis in health Economics , Econometric Analysis of Healthcare Demand
- *Cécile Martin* : Econometric analysis in Health economics, Econometric Analysis of Healthcare Demand
- *Clémence Thébaut* : Applied welfare analysis in health, Health economics and politics: role of government

En 2011, six doctorants ont été financés :

- *Caroline Berchet*: " Inequalities in health and health care
- *Sophie Gutmuller* : Inequalities in Health and Health Care, Empirical Methods in Health Economics: Analysis of Efficiency and Consumer Choices.
- *Pauline Ricci*: Econometric Analysis of Healthcare Demand
- *Damien Bricard* : Econometric Analysis in Health Economics, Health policy and politics-role of government and politics in health policy, Inequality in health and health care, Empirical methods in health economics, analysis of efficiency and consumer choices
- *Cecile Martin*: Empirical Methods in Health Economics: Analysis of Efficiency and Consumer Choices"
- *Safa Ismail*: inequalities in health and health care

En 2012, cinq doctorants ont été financés.

- *Mathilde Peron* , Health policy and Politics
- *Pauline Ricci*, Inequalities in Health and Health Care
- *Safa Ismail*, econometric analysis in healthcare demand
- *Romain Sibille*, Applied Welfare Analysis in Healt
- *Mathilde Godard*, Inequalities in Health and Health Care

## 6. Equipe SDFi (*Stratégies et Dynamiques Financières*)

### 6.1. Résumé

---

**Nom du responsable de l'équipe : Bertrand Villeneuve depuis 2011, Arnold Chassagnon auparavant.**  
<http://www.sdfi-dauphine.fr/>

---

#### Effectifs de l'entité

##### Membres au 1er janvier 2007 (ordre alphabétique)

David Alary (MC), Sanvi Avouyi-Dovi (PAST), Kevin Beaubrun-Diant (MC), Anton Brender (PAST), François Etner (PR), Hubert Gabrié (MC), Bénédicte Granger (MC), Thierry Granger (PR), Christian Hess (PR), Florence Legros (PR), François Marini (MC), Joël Métais (PR), Dominique Pujal (MC), Patrick Saint-Pierre (MC), Henri Sterdinyak (PAST).

21 thèses ont été soutenues dans la période.

##### Arrivées dans la période (ordre chronologique)

Samuel Bates, 1/9/2007 (recrutement, U. Antilles-Guyane), Marisa Ratto, 1/9/2007 (recrutement, Research Fellow, Policy Studies Institute, London), Arnold Chassagnon, 1/9/2007 (mutation, U. Toulouse 1), Bertrand Villeneuve, 1/2/2010 (mutation, U. Tours), Martine Carré-Tallon, 1/9/2010 (mutation, U. Cergy-Pontoise), Mariana Rojas-Breu, 1/9/2011 (recrutement, Banque de France), Alessandro Riboni, 1/9/2011 (recrutement, U. Montréal), Marie Brière, 1/9/2011 (recrutement, PAST, Amundi), Frédéric Gonand, 1/9/2011 (recrutement, PAST, CRE), Jérôme de Boyer des Roches, 1/9/2012 (changement d'affectation, PHARE, UMR-CNRS-Paris 1).

##### Départ dans la période (ordre chronologique)

David Alary, 31/8/2007 (MC, 8 mois), Patrick Saint-Pierre, 31/9/2009 (MC, retraite, 32 mois), Christian Hess, 31/8/2010 (PR, retraite, 44 mois), Arnold Chassagnon, 31/8/2011 (MC, agrégation, 48 mois), Hubert Gabrié, 31/8/2011 (MC, changement d'affectation, 56 mois), Anton Brender, 31/8/2011 (PAST fin de contrat, 56 mois), Henri Sterdinyak, 31/9/2011 (PAST fin de contrat, 56 mois), Alessandro Riboni, 31/8/2012 (PR, Ecole polytechnique, 12 mois), Dominique Pujal, 31/8/2012 (MC, retraite, 66 mois).

##### Détachement

Florence Legros a été recteur de l'académie de Dijon (2008-2011)

##### Membres au 1er septembre 2012

Sanvi Avouyi-Dovi (PAST), Samuel Bates (MC), Kevin Beaubrun-Diant (MC), Jérôme de Boyer des Roches (MC), Marie Brière (PAST), Martine Carré-Tallon (PR), François Etner (PR), Frédéric Gonand (PAST), Bénédicte Granger (MC), Thierry Granger (PR), Florence Legros (PR), François Marini (MC), Joël Métais (PR), Marisa Ratto (MC), Mariana Rojas-Breu (MC), Bertrand Villeneuve (PR).

##### Production scientifique au cours de la période écoulée.

Quelques articles représentatifs de l'activité de recherche :

- Bommier, Antoine, Arnold Chassagnon, et François Legrand. 2010. « Comparative risk aversion: A formal approach with applications to saving behavior ». *Journal of Economic Theory*, 147(4) : 1614–1641.
- Bommier, Antoine, et Bertrand Villeneuve. 2012. « Risk Aversion and the Value of Risk to Life ». *Journal of Risk and Insurance*, 79 : 77-104.
- Bracht, Juergen, Charles Figuière et Marisa Ratto. 2008. « Relative performance of two simple incentive mechanisms in a public good experiment ». *Journal of Public Economics*, 92: 54-90.
- Burgess, Simon, Carol Prope, Marisa Ratto, Stephanie von Hinke Kessler Scholder, et Emma Tomineay. 2010. « Smarter task assignment or greater effort: what makes a difference in team performance ». *Economic Journal*, Vol. 120 (547): 968-989.
- Marini, François. 2011. « Financial intermediation in the theory of the risk-free rate ». *Journal of Banking and Finance*, 35(6) : 1663-1668.

---

### Rayonnement/attractivité académiques

Organisation des « Dauphine Workshop on Economic Theory », colloques thématiques internationaux (en partenariat avec l'équipe JEP) :

- First Dauphine Workshop on Economic Theory, *Recent Advances in Revealed Preference Theory*, 25-26 novembre 2010, détail sur le site du pôle
- Second Dauphine Workshop on Economic Theory, *Recent Advances on Beliefs in Decision Theory*, 24-25 novembre 2011, détail sur le site du pôle
- Samuel Bates : Prix de thèse monétaire de la Banque de France en 2007
- Mariana Rojas Breu : Prix du jeune chercheur en économie de la Banque de France en 2012

---

### Environnement socio-économique et culturel

- ANR Jeune chercheur 2010 : ITACE (Fiscalité indirecte et concurrence en Europe) : Martine Carré-Tallon (coordinateur général)
- ANR GAIA-TROP 2012 (Viabilité et Gouvernance Adaptative des Agrosystèmes InsulAires TROPicaux) : Samuel Bates (cordinateur tâche 3)
- Chaire ville et immobilier : Kevin Beaubrun-Diant, co-titulaire depuis 2009
- Chaire Finance et développement durable : Bertrand Villeneuve, chargé de mission depuis 2006
- Labex Finance et croissance durable : Bertrand Villeneuve (rédacteur scientifique du projet, membre du bureau scientifique exécutif depuis 2012).

---

### Contributions de l'entité à des actions de formation à la recherche

Martine Carré-Tallon dirige le M2 Economie monétaire et financière ; Bénédicte Granger dirige l'Institut de Gestion du Patrimoine ; Thierry Granger dirige le Magistère Banque-Finance-Assurance ; Florence Legros dirige le M2 Assurance et gestion du risque ; Bertrand Villeneuve dirige la Mention de Master (1 et 2) Economie et ingénierie financière.

L'équipe accueille, au 31/8/2012, 22 doctorants, bénéficiant de contrats doctoraux, ou CIFRE, ou autre financement (doctorants salariés de l'Etat ou du secteur privé).

## 6.2. Auto-évaluation

SDFi (Stratégie et dynamique financières) est une équipe créée lors de l'établissement du LEDa comme laboratoire unique d'économie en 2009. L'équipe est issue d'un laboratoire de recherche du même nom (EA 3393 jusqu'en 2008) regroupant lui-même divers groupes historiques de Dauphine (CERPEM, CREFED, JVC). La clarification globale de la structure de la recherche à Dauphine, a conduit SDFi à regrouper pour l'essentiel des économistes travaillant sur divers thèmes de l'économie financières. Les mathématiques appliquées à la finance et l'actuariat ont gardé une certaine place.

Pour simplifier cet historique, et plus particulièrement la partie 2007-2008, le document mentionne les membres du groupe au 1er janvier 2007 qui sont restés à SDFi lors de sa mise en place officielle fin 2008. La chronologie conforme à ce principe de simplification des départs et des arrivées est également donnée.

### 6.2.1. Activités et résultats

L'équipe SDFi coordonne des recherches en économie financière. Le domaine est vaste thématiquement et méthodologiquement et la diversité des recherches des membres de SDFi reflète cette richesse. La communauté d'intérêt se forme dans l'enseignement (points de vue complémentaires sur de grandes thématiques financières), dans la complémentarité des techniques (théorie, économétrie, simulation, histoire) et plus généralement dans la culture de débat d'idées. Les grands thèmes peuvent repris comme suit :

- Systèmes financiers : Monnaie et banque centrale, système bancaire, régulation, et crises.
- Mouvements et allocations d'actifs : Macroéconomie financière, change et inflation, commerce, matières premières.
- Demande de grandes classes d'actifs : Retraites et épargne, immobilier, assurance.

Faits marquants :

- Renouvellement important du groupe en 4 ans : la moitié des membres (8 sur 16) sont arrivés dans la période, dont 4 femmes, y compris au grade de professeur (1 PR, 1 PAST).
- L'équipe a bénéficié d'un certain nombre de distinctions. Prix de thèse de la Banque de France pour Samuel Bates en 2007, agrégation d'Arnold Chassagnon en 2011, Prix de la Banque de France du jeune chercheur en économie pour Mariana Rojas Breu en 2012.
- Tous les âges et grades sont représentés dans les publications. La période a été l'occasion d'une hausse très significative du taux de publication par chercheur.
- La recherche de financement s'est diversifiée considérablement, tout en conservant les objectifs thématiques et de qualité de l'équipe.

Production scientifique dans la période :

- ACL : 43 pour les membres + 8 avant leur arrivée pour les nouveaux.
- ACLN : 13 pour les membres + 2 avant leur arrivée pour les nouveaux.
- ASCL : 10 pour les membres +5 avant leur arrivée pour les nouveaux.
- DO : 4.
- OS : 12 pour les membres +7 avant leur arrivée pour les nouveaux.

### 6.2.2. Rayonnement et attractivité académique

La création de SDFi en 2009 a permis de rendre plus claire la stratégie d'invitation par l'équipe. D'un système d'invitation d'enseignants prestigieux d'appoint, nous sommes passés presque entièrement à une promotion de l'invitation des co-auteurs actuels ou potentiels, de membres des comités de rédaction des grandes revues dans nos domaines de recherche. L'enseignement doctoral par les

invités et les conseils personnalisés aux doctorants et chercheurs sont mis en avant. Par ailleurs, les invitations proposées par les chercheurs les plus actifs et notamment jeunes ont été et seront privilégiées.

Voir la liste des professeurs invités en annexe.

Par ailleurs, les recrutements d'enseignants chercheurs étrangers se sont succédés : Marisa Ratto (recrutée en 2007, venant du Fiscal Policy Institute, Londres), Mariana Rojas Breu (recrutée en 2011, post-doc à la Banque de France après un post doc à la Federal Reserve Board of St Louis), Alessandro Riboni (recruté en 2011, Université de Montréal). Tous ont fait leurs études hors de France, et tous ont fait plusieurs séjours et/ou des séjours longs en dehors de leur pays d'origine ou de France. Ils apportent ainsi un réseau précieux, nous permettant à la fois d'envisager des recrutements et des visites plus inventifs, ainsi que leur expérience de pratiques pédagogiques et de recherche diverses.

Les recrutements élargissent aussi les réseaux du laboratoire :

- Martine Carré (recrutée en 2010) a exercée des fonctions de direction au CEPII et à l'université de Cergy-Pontoise.
- Bertrand Villeneuve (recruté en 2010) a passé 10 ans à Toulouse (maintenant la Toulouse School of Economics) et a été affilié au CREST.
- Jérôme de Boyer des Roches a dirigé jusqu'en 2011 PHARE (UMR CNRS spécialisé en histoire de la pensée économique).
- Marisa Ratto a un réseau de co-auteurs de premier ordre au Royaume-Uni.
- Mariana Rojas Breu a un parcours international riche (Argentine, Suisse, Etats-Unis).
- Alessandro Riboni n'est resté qu'un an mais est devenu coauteur de l'un de nos chercheurs.

Les conférences internationales en théorie économique et en histoire de la pensée ont permis de concrétiser et renforcer les relations scientifique et d'augmenter la notoriété de l'équipe, y compris en France.

Voir la liste des conférences organisées principalement ou secondairement par SDFi en annexe.

### **6.2.3. Interaction avec l'environnement social, économique et culturel**

L'équipe cultive les liens avec les entreprises, l'administration, les corps intermédiaires et la presse.

Florence Legros tient une chronique bimensuelle dans AGEFI, ce qui contribue à notre visibilité. Elle a été recteur de l'académie de Dijon de 2008 à 2011, tout en poursuivant des recherches.

Kevin Beaubrun-Diant, à travers la chaire Ville et Immobilier dont il est titulaire, publie des analyses régulière sur le marché immobiliers. Les liens avec la Chambre des notaires et le Crédit foncier donnent visibilité, crédibilité et moyens à la recherche.

Les professeurs associés sont tous les trois docteurs et publiants. Ils appartiennent à la Banque de France (Sanvi Avouyi-Dovi), AMUNDI (Marie Brière), et la Commission de régulation de l'énergie (Frédéric Gonand).

SDFi abrite 3 doctorants en contrat CIFRE (2 exclusivement à SDFi, et l'un principalement à DRM-Finance). Les entreprises d'accueil sont AXA, Amundi et Opus Finance Research. OTC Conseil a accueilli une doctorante dans le passé.

Responsabilités collectives :

- Florence Legros est membre du Conseil de l'AERES.

- Bertrand Villeneuve est directeur scientifique de la Fondation du Risque (reconnue d'utilité publique), et membre du Bureau exécutif scientifique de l'Institut Louis Bachelier au titre de son rôle de rédacteur scientifique du Labex Finance et Croissance Durable (8,5 M€).

#### **6.2.4. Organisation et vie de l'unité**

La règle de l'université Paris-Dauphine selon laquelle les professeurs ont un bureau (une pièce d'environ 12 m<sup>2</sup>) et les maîtres de conférences un demi-bureau s'est appliquée sans difficulté. Les professeurs émérites (Christian Hess et Pierre-Marie Larnac) ont disposé d'une « place assise » dans un bureau partagé pendant un an après leur départ à la retraite, puis de moyens ponctuels à leur demande. Patrick Saint-Pierre, maître de conférences honoraire, dispose d'un demi-bureau en raison de son activité soutenue de chercheur, notamment de ses collaborations avec Samuel Bates.

L'équipe détient également deux bureaux de doctorants, permettant d'héberger en permanence les doctorants en contrats et les ATERS rattachés, soient 8 doctorants hébergés en régime permanent.

Le secrétariat comptable est assuré par Isabelle Leprince-Ringuet, partagée avec le LEGOS. Mme Leprince-Ringuet sera localisé avec les chercheurs dès la rentrée 2012.

Le fait le plus simple et le plus important est le regroupement de l'ensemble du LEDa dans le même couloir, ce qui a permis à SDFi d'être entièrement unifié (80% au 6e étage, et 20% au 3e étage avant ce mouvement). La configuration permet une grande convivialité, dont le partage de moyens (photocopieuse, imprimante en réseau, salle technique) et les prêts de bureaux lors des absences et des visites des co-auteurs.

#### **6.2.5. Implication dans la formation dans la recherche**

Trois formations sont très liées à SDFi par leur direction et par les chercheurs qui y enseignent.

- IGP (Institut de Gestion du Patrimoine), directrice : Bénédicte Granger. L3-M1-M2 de gestion du patrimoine en formation initiale et continue.
- Magistère BFA (Banque-Finance-Assurance), directeur : Thierry Granger. Cycle L3-M1-M2 ouvrant sur divers M2.
- M2 EMFI (Economie monétaire et financière), directrice : Martine Carré-Tallon. M2 possédant un parcours recherche et un parcours professionnel. Le M2 EMFI est l'origine principale des doctorants, dont certains du Magistère BFA.
- Master Economie et ingénierie financière, qui abrite la spécialité ci-dessus, directeur : Bertrand Villeneuve.
- M2 Assurance et gestion des risques, directrice : Florence Legros.

L'encadrement doctoral a été jusque récemment assuré par les titulaires et les PAST, avec un poids important de ces derniers. Cet état de fait résulte du caractère plus appliqué et empirique des enseignements des PAST, et par ailleurs de leur excellent niveau académique. Le renouvellement important de l'équipe, et notamment l'arrivée de chercheurs publiants, reconcentre (presque) entièrement l'encadrement doctoral sur les enseignants-chercheurs titulaires. Ce qui est vrai sur les flux le sera rapidement sur les stocks.

La très grande majorité des docteurs se tournent vers les institutions financières (banques privées, banques centrales, compagnies d'assurances ou mutuelles), les entreprises d'audit, ou les administrations publiques (françaises ou étrangères). Le caractère appliqué des sujets et l'usage de techniques quantitatives rend l'intégration des docteurs facile. Les nouveaux doctorants envisagent pour environ 1/3 d'entre eux une carrière universitaire.

Un séminaire doctorant obligatoire, en sus des obligations propres à l'école doctorale, a été mis en place dès la rentrée 2011. Cette obligation s'est associée à une politique de financement de la participation aux conférences internationales. Les effets sur l'unité de l'équipe et les pratiques collaboratives informelles ont été rapides et nets.

Les membres de SDFi enseignent à titre principal des cours de formation par la recherche principalement dans les formations mentionnées ci-dessus, mais aussi dans le M2 EFC (Energie-Finance-Carbone) rattaché au LEDa-CGEMP, dans les M2 Economie internationale, dans les formations de finance quantitative (gestion).

### **6.2.6. Hygiène et sécurité**

L'unité respecte en tout point les règles générales et les règles propres à Dauphine. Elle bénéficie des dispositions et des services de l'université, notamment pour le ménage et l'informatique.

Nous encourageons l'usage d'équipements en réseau, l'usage des imprimantes personnelles étant maintenu jusqu'à l'usure des matériels.

### **6.2.7. Analyse des moyens de l'unité (seuls les titulaires et professeurs associés à temps partiels sont mentionnés, ce qui exclut les membres associés et membres honoraires actifs)**

Bilan simplifié :

- 14 membres en 2007, 8 sont toujours membres en 2012.
- 2 membres ont rejoint l'équipe et l'ont quittée (A. Chassagnon ; A. Riboni).
- 16 membres en 2012, 8 sont des nouveaux arrivants (4 femmes et 4 hommes), dont 2 de nationalité étrangère.

#### **6.2.7.1. Bureaux :**

L'équipe occupe 10 bureaux et une petite salle technique.

#### **6.2.7.2. Crédits**

Dotation université : 35 000 €.

Autres ressources :

- Bourses CIFRE : 16 000 € de contribution des entreprises d'accueil.
- ANR Jeune chercheur 2010 : ITACE (Fiscalité indirecte et concurrence en Europe) : Martine Carré-Tallon (coordinateur général).
- ANR GAIA-TROP 2012 (Viabilité et Gouvernance Adaptative des Agrosystèmes InsulAires TROPicaux) : Samuel Bates (cordinateur tâche 3).
- Chaire ville et immobilier (assistants de recherche).
- Chaire Finance et développement durable (frais de mission).

#### **6.2.7.3. Organigramme fonctionnel et règlement intérieur**

Le directeur du laboratoire est Bertrand Villeneuve, élu le 16 juin 2011 pour 4 ans. L'adjoint est Kevin Beaubrun, élu le même jour. La représentante des doctorants est Maria Rhomari. Les autres membres du bureau sont Martine Carré et Marisa Ratto.

Le directeur et l'adjoint représentent l'équipe dans le conseil du LEDa et dans la commission consultative de recrutement (qui propose des jurys en vue des concours de recrutement).

Le règlement intérieur est donné en annexe dans sa dernière version, datée du 28 novembre 2008. Il définit les droits et devoirs des membres ainsi que le mode de désignation des responsables et du bureau.

#### **6.2.7.4. Liste des publications et des productions**

La liste complète est donnée en annexe. Elle comprend les activités des personnes ayant été membre à un moment de la période 2007-2012. A part sont indiquées les publications dans la période mais avant leur recrutement des membres ayant rejoint SDFi après le 1er janvier 2007.

Production scientifique dans la période :

- ACL : 43 pour les membres + 8 avant leur arrivée pour les nouveaux.
- ACLN : 13 pour les membres + 2 avant leur arrivée pour les nouveaux.
- ASCL : 10 pour les membres +5 avant leur arrivée pour les nouveaux.
- DO : 4.
- OS : 12 pour les membres +7 avant leur arrivée pour les nouveaux.

#### **6.2.7.5. Membres de SDFi. Etat et chronologie.**

Membres au 1er janvier 2007 (ordre alphabétique) :

- David Alary (MC)
- Sanvi Avouyi-Dovi (PAST)
- Kevin Beaubrun-Diant (MC)
- Anton Brender (PAST)
- François Etner (PR)
- Hubert Gabrié (MC)
- Bénédicte Granger (MC)
- Thierry Granger (PR)
- Christian Hess (PR)
- Florence Legros (PR)
- François Marini (MC)
- Joël Métais (PR)
- Dominique Pujal (MC)
- Patrick Saint-Pierre (MC)
- Henri Sterdinyak (PAST)

Arrivées dans la période (ordre chronologique)

- Samuel Bates, 1er septembre 2007 (recrutement, U. Antilles-Guyane)
- Marisa Ratto, 1er septembre 2007 (recrutement, Research Fellow, Policy Studies Institute, London )
- Arnold Chassagnon, 1er septembre 2007 (mutation, U. Toulouse 1)
- Bertrand Villeneuve, 1er février 2010 (mutation, U. Tours)
- Martine Carré-Tallon, 1er septembre 2010 (mutation, U. Cergy-Pontoise)
- Mariana Rojas-Breu, 1er septembre 2011 (recrutement, Banque de France)
- Alessandro Riboni, 1er septembre 2011 (recrutement, U. Montréal)
- Marie Brière, 1er septembre 2011 (recrutement, PAST, Amundi)
- Frédéric Gonand, 1er septembre 2011 (recrutement, PAST, Commission de régulation de l'énergie)

- Jérôme de Boyer des Roches, 1er septembre 2012 (changement d'affectation, PHARE UMR-CNRS-Paris 1)

Départ dans la période (ordre chronologique) :

- David Alary, 31 août 2007 (MC, U. Toulouse 1)
- Patrick Saint-Pierre, 31 août 2009 (MC, retraite)
- Christian Hess, 31 août 2010 (PR, retraite)
- Arnold Chassagnon, 31 août 2011 (MC, agrégation)
- Hubert Gabrié, 31 août 2011 (MC, changement d'affectation)
- Anton Brender, 31 août, 2011 (PAST en fin de contrat)
- Henri Sterdinyak, 31 août 2011 (PAST en fin de contrat)
- Alessandro Riboni, 31 août 2012 (PR, Ecole polytechnique)
- Dominique Pujal, 31 août 2012 (MC, retraite)

Détachement :

- Florence Legros a été recteur de l'académie de Dijon (2008-2011)

Membres au 1er septembre 2012

- Sanvi Avouyi-Dovi (PAST)
- Samuel Bates (MC)
- Kevin Beaubrun-Diant (MC)
- Jérôme de Boyer des Roches (MC)
- Marie Brière (PAST)
- Martine Carré-Tallon (PR)
- François Etner (PR)
- Frédéric Gonand (PAST)
- Bénédicte Granger (MC)
- Thierry Granger (PR)
- Florence Legros (PR)
- François Marini (MC)
- Joël Métais (PR)
- Marisa Ratto (MC)
- Mariana Rojas-Breu (MC)
- Bertrand Villeneuve (PR)

### 6.3. Annexes

#### 6.3.1. Publications des membres au 1er septembre 2012, titulaires à l'université Paris-Dauphine

##### 6.3.1.1. ACL

- . [1] Aglietta, Michel, Marie Brière, Sandra Rigot et Ombretta Signori. « Rehabilitating the Role of Active Management for Pension Funds ». *Journal of Banking and Finance*, à paraître.
- . [2] Ang, Andrew, Marie Brière and Ombretta Signori. 2012. « Inflation and Individual Equities ». *Financial Analyst Journal*, à paraître.
- . [3] Attar, Andra, et Arnold Chassagnon. 2009. « On Moral Hazard and non exclusive contracts ». *Journal of Mathematical Economics*, 45 : 511-525.
- . [4] Aubin, Jean-Pierre , Luxi Chen, Olivier Dordan, et Patrick Saint-Pierre. 2012. « Viabilist and tychastic approaches to guaranteed ALM problem ». *Journal Risk and Decision Analysis*, IOS Press, Subject Mathematics and Statistics, 3(1-2): 89-113.
- . [5] Aubin, Jean-Pierre, Alexandre Bayen, Patrick Saint-Pierre. 2008. « Dirichlet problems for some Hamilton-Jacobi equations with inequality constraints ». *SIAM Journal on Control and Optimization*, 47(5), 2348-2380.
- . [6] Aubin, Jean-Pierre, et Patrick Saint-Pierre. 2008. « A Tychastic Approach to Guaranteed Pricing and Management of Portfolios under Transaction Constraints ». *Progress in Probability*, 59(2): 411-433.
- . [7] Aubin, Jean-Pierre, et Patrick Saint-Pierre. 2008. « Viability Kernels and Capture Basins for Analyzing the Dynamic Behavior: Lorenz Attractors, Julia Sets, and Hutchinson's Maps ». *Differential Equations, Chaos and Variational Problems, Progress in Nonlinear Differential Equations and Their Applications*, 75: 29-47.
- . [8] Avouyi-Dovi, Sanvi, Caroline Jardet, Ludovic Kendaoui, Jérémy Moquet. 2011. « Macro stress testing with a macroeconomic credit risk model for the French industrial sector ». *Bankers, Markets and Investors*, 113: 5-15.
- . [9] Avouyi-Dovi, Sanvi, Denis Fougère, et Erwan Gautier. 2012. « Wage rigidity, collective bargaining and the minimum wage: Evidence from French Data ». *Review of Economics and Statistics* (à paraître).
- . [10] Avouyi-Dovi, Sanvi, et Jean-Guillaume Sahuc. 2011. « On the welfare costs of misspecified monetary policy objectives ». *Journal of Macroeconomics*, 33: 151-161.
- . [11] Avouyi-Dovi, Sanvi, et Julien Idier. 2010. « Realized volatility and high frequency data: What contributions to financial markets analysis ». *Bankers, Markets and Investors*, 105 : 4-20.
- . [12] Avouyi-Dovi, Sanvi, et Julien Idier. 2012. « The impact of unconventional monetary policy on the market for collateral: the case of French bond market ». *Journal of Banking and Finance*, 36(2): 428-438.
- . [13] Avouyi-Dovi, Sanvi, et Julien Matheron. 2007. « Technology shocks and monetary policy: Revisiting the Fed's performance ». *Journal of Money Credit and Banking*, 39(2-3): 471-507.
- . [14] Avouyi-Dovi, Sanvi, Françoise Drumetz, et Jean-Guillaume Sahuc. 2010. « The Money Function for the Euro Area: Some Empirical Evidence ». *Bulletin of Economic Research*, (à paraître).
- . [15] Bates, Samuel, et Ahmed Hachicha. 2009. « Empirical Analysis of Monetary Transmission in Tunisia: What do SVAR Models Tell Us? ». *The Open Economics Journal*, 2: 1-9.
- . [16] Bommier, Antoine, Arnold Chassagnon, et François Legrand. 2010. « Comparative risk aversion: A formal approach with applications to saving behavior ». *Journal of Economic Theory*, 147(4) : 1614–1641.
- . [17] Bommier, Antoine, et Bertrand Villeneuve. 2012. « Risk Aversion and the Value of Risk to Life ». *Journal of Risk and Insurance*, 79 : 77-104.

- . [18] Bonneuil, Noël, et Patrick Saint-Pierre. 2008. « Beyond optimality: Managing children, assets, and consumption over the life cycle ». *Journal of Mathematical Economics*, 44(3-4): 227-241.
- . [19] Boyer des Roches, Jérôme (de) et Rebecca Gomez Betancourt. A paraître. « American Quantity Theorists prior to Irving Fisher's : Purchasing Power of Money ». *Journal of the History of Economic Thought (JHET)*, article pour la session « Irving Fisher and Modern Economics: 100 Years After The Purchasing Power of Money », co-organisée par l'American Economic Association et la History of Economics Society, ASSA Conference, January 7-9, 2011, Denver, Colorado.
- . [20] Boyer des Roches, Jérôme (de) et Sylvie Diatkine. 2008. « British monetary orthodoxy in the 1870s: a victory of the Currency Principle ». *The European Journal of the History of Economic Thought (EJHET)*, 15(2) : 181-209.
- . [21] Boyer des Roches, Jérôme (de), et Ricardo Solis Rosales. 2011. « R. G. Hawtrey on the National and International Lender of Last Resort ». *The European Journal of the History of Economic Thought (EJHET)*, 18(2) : 175-202.
- . [22] Boyer des Roches, Jérôme (de). 2007. « Cause and effects in the gold points mechanism : a criticism of Ricardo's criticism of Thornton ». *The European Journal of the History of Economic Thought (EJHET)*, 14(1) : 25-53.
- . [23] Boyer des Roches, Jérôme (de). 2009. Book review of Alberto Giacomin and Maria Cristina Marcuzzo (eds) *Money and Markets : A Doctrinal Approach*, Routledge, London 2007, *The Journal of the History of Economic Thought (JHET)*, 31(2) : 244-247.
- . [24] Boyer des Roches, Jérôme (de). 2010. « The Keynes-Harrod Controversy on the Classical Theory of the Rate of Interest and the Interdependence of Market ». *The Journal of the History of Economic Thought (JHET)*, 32(2) : 263-284
- . [25] Boyer des Roches, Jérôme (de). 2013. « Bank liquidity risk from John Law (1705) to Walter Bagehot (1873) ». *The European Journal of the History of Economic Thought (EJHET)*, 20(3) : à paraître.
- . [26] Bracht, Juergen, Charles Figuière et Marisa Ratto. 2008. « Relative performance of two simple incentive mechanisms in a public good experiment ». *Journal of Public Economics*, 92: 54-90.
- . [27] Brière, Marie and Ombretta Signori. 2012. « Inflation Hedging Portfolios: Economic Regimes Matter ». *Journal of Portfolio Management*, à paraître.
- . [28] Brière, Marie and Ombretta Signori. A paraître. « Hedging Inflation Risk in a Developing Economy: the Case of Brazil ». *Research in International Banking and Finance*.
- . [29] Brière, Marie, Ariane Chapelle et Ariane Szafarz. A paraître. « No Contagion, only Globalisation and Flight to Quality ». *Journal of International Money and Finance*.
- . [30] Brière, Marie, Bastien Drut, Valérie Mignon, Kim Oosterlinck et Ariane Szafarz. A paraître. « Is the Market Portfolio Efficient? A New Test of Mean-Variance Efficiency when all Assets are Risky ». *Finance*.
- . [31] Brière, Marie, Jean-David Fermanian, Hassan Malongo and Ombretta Signori. A paraître. « Volatility Strategies for Global and Country Specific European Investors ». *Bankers, Markets and Investors*.
- . [32] Burgess, Simon, Carol Prope, Marisa Ratto, Stephanie von Hinke Kessler Scholder, et Emma Tomineay. 2010. « Smarter task assignment or greater effort: what makes a difference in team performance ». *Economic Journal*, Vol. 120 (547): 968-989.
- . [33] Choirat, Christine, Christian Hess et Raffaello Seri. 2010. « An extension of the Birkhoff Ergodic Theorem ». *Stochastic Processes and Their Applications*, 120 : 1908-1919.
- . [34] Deléglise, Marie-Pascale, Christian Hess et Sébastien Nouet. 2009. « Tarification, provisionnement et pilotage d'un portefeuille dépendance ». *Bulletin Français d'Actuariat*, 9(17) : 71-109.
- . [35] Domenech, Pablo Andrés, Patrick Saint-Pierre, et Georges Zaccour. 2011. « Forest Conservation and CO2 Emissions: A Viable Approach ». *Environmental Modeling and Assessment*, 16(6): 519-539.

- . [36] Gemmell, Norman, et Marisa Ratto. 2012. Behavioral Responses to Taxpayer Audits: Evidence from Random Taxpayer Inquiries ». National Tax Journal, 65: 33-57.
- . [37] Gonand, Frédéric et Florence Legros. 2009. « Pension reforms in France: impact on growth and inter-generational redistributive effects ». Geneva papers, 34:639-659.
- . [38] Hess, Christian. 2009. « Computing the mean and the variance of the cedent's share for largest claims reinsurance covers ». Insurance: Mathematics and Economics, 44 : 497-504.
- . [39] Marini, François. 2008. « Financial intermediation, monitoring and liquidity » Oxford Economic Papers, 60(3) : 440-461.
- . [40] Marini, François. 2011. « Financial intermediation in the theory of the risk-free rate ». Journal of Banking and Finance, 35(6) : 1663-1668.
- . [41] Ratto, Marisa et Wendelin Schnedler, 2008. « Too Few Cooks Spoil the Broth: Division of Labor and Directed Production ». The B.E. Journal of Economic Analysis & Policy (Topics), 8(1): Article 27.
- . [42] Ratto, Marisa, Thomas Richard, et Ulph, David. A paraître. « The indirect effects of auditing taxpayers ». Public Finance Review.
- . [43] Rojas Breu, Mariana. A paraître. « The welfare effect of access to credit ». Economic Inquiry.

#### 6.3.1.2. ACLN

- . [44] Alary, David, et Franck Bien. 2007. « Assurance santé et franchise ». Risques, 72.
- . [45] Avouyi-Dovi, Sanvi, Denis Fougère, et Erwan Gautier. 2009. « Les négociations salariales en France : une analyse à partir de données d'entreprises (1994-2005) ». Économie et Statistique, 426: 29-65.
- . [46] Avouyi-Dovi, Sanvi, et Jean-Guillaume Sahuc. 2009. « Comportement du banquier central en environnement incertain », Revue d'Économie politique, 119 : 118-142.
- . [47] Bates Samuel, Saturnin Dokoui, et Olivier Pognon. 2007. « Evaluation de l'avantage macro-économique net du tourisme : analyse coûts-bénéfices des recettes touristiques internationales. » Revue d'Économie Régionale et Urbaine, 1/2007: 79-96.
- . [48] Beaubrun-Diant, Kevin E. et Julien Matheron. 2008. « Rentabilités d'actifs et fluctuations économiques: Une perspective d'équilibre général dynamique et stochastique ». Economie et Prévision, 183-184 : 36.
- . [49] Bien, Franck, Arnold Chassagnon, et Manuel Plisson. 2012. « Est-il rationnel de ne pas s'assurer contre la dépendance ? ». Revue française d'économie, 26(4) : 161-199.
- . [50] Blanchet, Didier et Florence Legros. 2008. « Démographie : tendances, incertitudes, implications ». Revue économique, 59(5): 861-868.
- . [51] Boyer des Roches, Jérôme (de). 2008. « Le rejet par Ricardo du mécanisme des points d'or ». Cahiers d'Économie Politique, 55 : 49-63.
- . [52] Boyer des Roches, Jérôme (de). 2009. « Indétermination de l'équilibre keynésien et loi de Walras restreinte ». Revue Économique, 60(1) : 59-79.
- . [53] Etner, François. 2007. « La nature et l'universalité des lois économiques au xixe siècle », Arnaud Berthoud, Bernard Delmas et Thierry Demals eds, Y a-t-il des lois en économie ?, Presses Universitaires du Septentrion, hors collection, 2007, 650 pages : 463-479.
- . [54] Etner, François. 2008. « Pour une histoire de l'économie politique en France au XIXe siècle ». Economies et sociétés, PE, 40(5): 1073-1084.
- . [55] Etner, François. 2011. « Walras avait-il raison de critiquer Dupuit ? ». Oeconomia, 1(4) : 589-613.
- . [56] Hamayon, Stéphane et Florence Legros. 2008. « La gestion stratégique d'actifs d'un fonds de réserve face au risque financier ». Revue d'économie financière, hors série.

### 6.3.1.3. ASCL

- . [57] Alary, David, et Franck Bien. 2007. Assurance maladie et aléa de moralité ex-ante : la franchise cautionnée est-elle un outil efficace?», in *Approches Institutionnalistes des Inégalités en Economie Sociale*, L'Harmattan, 2007.
- . [58] Angeon, Valérie, Bates Samuel, Jean-Louis Diman, Audrey Fanchone, Patrick Saint-Pierre. 2010. « Systemic Vulnerability vs Resilience in Small Island Territories: Keys for a Viable Adaptation of the Agricultural Sector ». *Advances in Animal Biosciences*, 1: 515-516.
- . [59] Avouyi-Dovi S. 2012. « Les CDS souverains et la crise ». *Revue Banque, Supplément* (juin).
- . [60] Avouyi-Dovi, Sanvi. 2010. « Les stress-tests : avantages et limites ». *Revue Banque*, 727(septembre) : 64-66.
- . [61] Bates, Samuel, Vaugirard Victor. 2009. « Monetary Transmission Channels around the Subprime Crisis: The US Experience ». *Global Economy and Finance Journal*, 2: 138-156.
- . [62] Beaubrun-Diant, Kevin E. « La mesure du pouvoir d'achat immobilier des ménages français: les enseignements de l'approche en panel ». *L'Observateur de l'Immobilier*, mars 2010.
- . [63] Beaubrun-Diant, Kevin E. « 2011 : L'année des paradoxes ». *L'Observateur de l'Immobilier*, juin 2012.
- . [64] Beaubrun-Diant, Kevin E. « L'impact du Prêt à Taux Zéro Plus sur la solvabilité des ménages ». *L'Observateur de l'Immobilier*, mars 2011.
- . [65] Beaubrun-Diant, Kevin E. « La capacité d'achat immobilier en Ile de France: Evaluation dynamique et disparités géographiques ». *L'Observateur de l'Immobilier*, juillet 2010.
- . [66] Beaubrun-Diant, Kevin E. « La capacité d'achat immobilier en Province : un optimisme prudent ». *L'Observateur de l'Immobilier*, novembre 2010.
- . [67] Sterdyniak, Henri. Nombreuses contributions dans la revue de l'OFCE.

### 6.3.1.4. DO

- . [68] Legros, Florence, Jorgen Mortensen (CEPS), Juraj Draxler (CEPS). *Adequacy of pensions (titre non définitif)*, Oxford Univesity Press. A paraître.
- . [69] Legros, Florence. *Comportements face à la retraite*, Numéro spécial « Retraite et société », n°60, février 2011.
- . [70] Legros, Florence. *Démographie : tendances, incertitudes, implications*. *La Revue économique*, 2008
- . [71] Legros, Florence. *Retraites : libres opinions d'experts français et européens*, *Economica*, 2007.

### 6.3.1.5. OS

- . [72] Aubin, Jean-Pierre, Alexandre Bayen, et Patrick Saint-Pierre. 2011. *Viability Theory. New Directions* ». Originally published at Birkhäuser Boston, 2nd Edition., 2011, XXI, 830 p. 141 illus., 20 in color.
- . [73] Aubin, Jean-Pierre, et Patrick Saint-Pierre. 2007. « An introduction to Viability Theory and management of renewable resources, *Advanced Methods for Decision Making and Risk Management* » in *Sustainability Science*, Kropp J. & Scheffran J. (Eds.) Nova Science Publ. Inc., pp. 43-80.
- . [74] Avouyi-Dovi, Sanvi, et Jean-Guillaume Sahuc. 2011. « The euro area monetary regimes: A Markov switching approach ». Chap. 10, *Econometrics, New Research*, edited by Nova Science Publishers.
- . [75] Boyer des Roches, Jérôme (de). 2010. « Prêteur en dernier ressort et insolvabilité bancaire, leçons de l'histoire et de la gestion française de la crise », in Diemer A., Dozolme S. (dir), *Les enseignements de la crise des subprimes*, Ed. Clément Juglar, 2010, pp. 59 – 72

- . [76] Boyer des Roches, Jérôme (de). 2010. Saigono Kashite to Ginkô no Shiharai Funô ---Rekishî no Kyôkun to France no 2007-2009 nenno Kikikanri--- in Recherches sur l'économie et le commerce extérieur, Bulletin annuel de l'Institut de l'économie et du commerce extérieur de l'Université de Kanagawa, 36: 15-28.
- . [77] Etner, François et Thierry Granger. 2011. Économie financière, Economica.
- . [78] Etner, François. 2007. Quelques articles dans : Couppey-Soubeyran, Jézabel, éd., Dictionnaire de l'économie, Encycl. Universalis et Albin Michel.
- . [79] Etner, François. 2011. Microéconomie, 3e édition, PUF.
- . [80] Etner, François. 2012. « Calcul économique », Mathieu Iainé, éd., Dictionnaire du libéralisme, Larousse.
- . [81] Legros, Florence. 2007. NDC : Ein Vergleich der Punktesysteme in Frankreich und Deutschland. In Revolution in der Alterssicherung, Campus Europäisches Zentrum, R. Holzmann, E. Palmer Hg.
- . [82] Legros, Florence. 2007. Perspectives du système de retraite français : la montée des incertitudes ? In Retraites : libres opinions d'experts français et européens, Economica, Florence Legros (éd.).
- . [83] Legros, Florence. Old and new NDC: Schemes by points vs NDC. In ouvrage à paraître, Robert Holzmann and Ed Palmer, eds. The World Bank.

#### **6.3.1.6. C-ACTI**

- . [84] Cardaliaguet, Pierre, Marc Quincampoix et Patrick Saint-Pierre. Differential Games Through Viability Theory: Old and Recent Results. Advances in Dynamic Game Theory, Annals of the International Society of Dynamic Games, 2007, Volume 9, Part I, 3-35.
- . [85] Crück, Eva, Marc Quincampoix et Patrick Saint-Pierre. Pursuit-Evasion Games with Impulsive Dynamics. Advances in Dynamic Game Theory, Annals of the International Society of Dynamic Games, 2007, Volume 9, Part III, 223-247.

#### **6.3.2. Publications avant leur arrivée, et dans la période, des enseignants-chercheurs ayant rejoint SDFi**

##### **6.3.2.1. ACL**

- Belan, Pascal, Martine Carré, et Stéphane Grégoir. 2010. « Subsidizing low-skill jobs in a dual labor market », en collaboration avec Pascal Belan et Stéphane Grégoir ». Labour Economics, 17(5) : 776-788.
- Brière, Marie and Ariane Szafarz. 2008. « Crisis Robust Bond Portfolios ». Journal of Fixed Income, 18(2): 57-70.
- Brière, Marie and Ombretta Signori. 2009. « Do Inflation-Linked Bonds still Diversify? ». European Financial Management, 15(2): 279-297.
- Brière, Marie, Alexandre Burgues and Ombretta Signori. 2010. « Volatility Exposure for Strategic Asset Allocation ». Journal of Portfolio Management, 36(3): 105-116.
- Brière, Marie, Ombretta Signori and Kokou Topeglo. 2008. « Bond Market Conundrum: New Factors to Explain Long-Term Interest Rates ». Bankers, Markets and Investors, 92(January-February).
- Chaton, Corinne, Anna Creti et Bertrand Villeneuve. 2008. « Some Economics of Seasonal Gas Storage ». Energy Policy, 36 : 4235-4246.
- Chaton, Corinne, Anna Creti, et Bertrand Villeneuve. 2009. « Storage and Security of Supply in the Medium Run ». Resource and Energy Economics, 31 : 24-38.
- Rojas Breu, Mariana. 2010. « Effets bénéfiques de l'inflation dans une économie avec concurrence entre monnaies ». Revue Economique, 61(3) : 657-666.

#### 6.3.2.2. ACLN

- Belan, Pascal, Martine Carré, et Stéphane Grégoir. 2007. « Subventions des emplois non qualifiés dans un marché du travail dual ». *Revue Economique*, 58 : 673-702.
- Cartelier, Jean, et Mariana Rojas Breu. 2009. « La concurrence entre monnaie interne et monnaie externe: le point de vue des deux circulations ». *Revue d'Economie Politique*, 119(6) : 899-919.

#### 6.3.2.3. ASCL

- Bénassy-Quéré, Agnès, Martine Carré et Matthieu Crozet. « Une fiscalité compétitive dans un monde concurrentiel ». Rapport pour le Conseil des Prélèvements Obligatoires, avec Agnès Bénassy-Quéré et Matthieu Crozet, publié dans la collection des rapports d'études du CEPII, 29 mai 2009.
- Bodie, Zvi and Marie Brière. 2011. « Financing Future Growth: the Need for Financial Innovations », *OECD Journal: Financial Market Trends*, 2011-1.
- Brière Marie and Ombretta Signori. 2011. « Inflation Hedging Portfolios in Different Regimes », in *Portfolio and risk management for central banks and sovereign wealth funds*, BIS Paper, 58, October.
- Carré, Martine. « TVA sociale : une grande assiette pour un plat réchauffé ? », publié sur le site Telos, 6 Novembre 2007 (<http://www.telos-eu.com/fr/article>).
- Carré, Martine, Benjamin Carton et Stéphane Gauthier. « Impact sectoriel des allègements de charge ». Annexe 9 du rapport Besson sur la TVA sociale, septembre 2007.
- Carré, Martine, Benjamin Carton et Stéphane Gauthier. « Financement de la protection sociale : l'attrait des grandes assiettes ? », *Lettre du Cepii*, août 2007.

#### 6.3.2.4. OS

- Brière, Marie and Florian Ielpo. 2008. « Yield Curve Reaction to Macroeconomic News in Europe: Disentangling the US Influence », in *Consequences of the European Monetary Integration on Financial Markets*, Stavarek D. and Poloucek S. (ed), Newcastle: Cambridge Scholars Publishing.
- Brière, Marie, Alexandre Burgues et Ombretta Signori. 2010. « Volatility as an Asset Class for Long Term Investors », in *Interest Rate Modelling, Optimisation and Quantitative Techniques for Central Banks and Sovereign Wealth Managers*, Berkelaar A., Coche J. and Nykolm K. (ed.), Palgrave MacMillan.
- Brière, Marie. 2012. « Managing Commodity Risk: Can Sovereign Funds Help? », in *Sovereign Wealth Funds and Long Term Investing*, Bolton P., F. Samama and J. Stiglitz, Columbia University Press.
- Carré, Martine. La section sur la Conjoncture Européenne du Chapitre 2 de l'ouvrage collectif édité par le CEPII, *Economie Mondiale 2008*, Collection « Repères », aux éditions de la Découverte.
- Creti, Anna, et Bertrand Villeneuve. 2009. *Gas Storage and Security of Supply*. In *The Economics of Natural Gas Storage: A European Perspective*. Springer.
- Creti, Anna; Villeneuve, Bertrand. 2009. *Gas Storage and Security of Supply*. In *The Economics of Natural Gas Storage: A European Perspective*. Springer.
- Villeneuve, Bertrand. 2000 et 2008 (traduction en Chinois). *Life Insurance. Handbook of Insurance*, Chapitre 27. Kluwer Academic Publishers. Référence : ISBN 978-7-5049-4500-6.

#### 6.3.3. Habilitations

Arnold Chassagnon, soutenue le 14 juin 2010. Jury : F. Forges, G. Demange, E. Minelli, D. Encaoua, P.-M. Larnac.

#### 6.3.4. Conférences

Journées co-organisées à titre principal par LEDa-SDFi :

- 2009: Association française d'histoire économique. Politique monétaire, règles de taux d'intérêt et fonctionnement du marché monétaire. Monetary Policy, interest rate rules and the functioning of the Money Market. Le LEDa-SDFi (Université Paris Dauphine) et PHARE (Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne) ont organisé cette journée d'étude du 9 juin 2009 à l'Université Paris Dauphine.
- 2010: 1<sup>st</sup> Dauphine Workshop on Economic Theory. Recent Advances in Revealed Preference Theory. November 25-26 2010, Université Paris-Dauphine. Jointly organized by Laboratoire d'Economie de Dauphine and Paris School of Economics.
- 2011: 2<sup>nd</sup> Dauphine Workshop on Economic Theory. Recent Advances on the Role of Beliefs in Decision Theory. November 24-25 2011, Université Paris-Dauphine. Jointly organized by Laboratoire d'Economie de Dauphine and Paris School of Economics

Journées co-organisées à titre secondaire

- 2010: XIII<sup>e</sup> Colloque Charles Gide. Colloque international bisannuel de l'Association Charles Gide pour l'Étude de la Pensée Économique (A.C.G.E.P.E.), du 27 au 29 mai 2010 à Paris. Le colloque s'est déroulé dans les locaux de l'Université Paris-Dauphine (Paris 16e) les jeudi 27 et vendredi 28 mai 2010 et dans ceux de l'université Paris I Panthéon-Sorbonne (centre Panthéon, Paris 5e) le samedi 29 mai.
- 2011: Colloque international Irving Fisher influences on the American Macroeconomics. A l'occasion du centenaire de la publication par Irving Fisher de son ouvrage Le pouvoir d'achat de la monnaie, les laboratoires LEDa-SDFi, PHARE et TRIANGLE ont organisé colloque international à l'Université Lumière Lyon 2, les 14-15 octobre 2011.

#### 6.3.5. Professeurs invités

- 2007: Sylvaine Chubert (Amsterdam), Evzen Kocenda (Charles University, Prague)
- 2008: Sylvaine Chubert (Amsterdam), Evzen Kocenda (Charles University, Prague)
- 2009: Mauro Boianowsky (Universidade de Brasilia), Sylvaine Chubert (Amsterdam), Evzen Kocenda (Charles University, Prague), Fernando Ricote Gil (Universidad Complutense de Madrid), Ricardo Solis Rosales (Universided Autónoma Metropolitana, Mexico), Nguyen Van Chan (National Economic University, Hanoi)
- 2010: Michèle Breton (HEC Montréal), Sylvaine Chubert (Amsterdam), Evzen Kocenda (Charles University, Prague), Neil Skaggs (University of Illinois), Rajan Uday (University of Michigan)
- 2011: Andrea Attar (Università di Roma II, Tor Vergata), Paul Beaudry (University of British Columbia), Alberto Bennardo (Università di Salerno), Sylvaine Chubert (Amsterdam), Evzen Kocenda (Charles University, Prague)
- 2012: Aleks Berentsen (Université de Bâle), Michèle Breton (HEC Montréal), Sylvaine Chubert (Amsterdam), Fabrice Collard (Université de Berne), Georges Zaccour (HEC Montréal)

#### 6.3.6. Thèses soutenues

- Décembre 2007: JAUNAUX Laure, Microcrédit individuel et économie informelle : essais sur une expérience brésilienne, Directeur de thèse : Jérôme SGARD.
- Janvier 2008: BEN AMMAR Sélima, Efficience, problèmes d'agence et création de valeur pour l'actionnaire au sein des banques, Directeur de thèse : Joël METAIS.
- Mars 2008: TORIJA ZANE Edgardo, Changes fixes et union monétaire : essais sur la politique monétaire en Amérique latine, Directeur de thèse : Anton BRENDER.

- Juin 2008: JALLOULI SELLAMI Senda, Le biais domestique dans le choix de portefeuille : effets des interactions sociales, Directeur de thèse : Thierry GRANGER.
- Décembre 2008: HAOUAT Mériem, Les banques étrangères dans les pays émergents : avantages et risques, Directeur de thèse : Joël METAIS.
- Janvier 2009: BIZIMANA Olivier, La dynamique du taux de change : applications dans un modèle à deux pays, Directeur de thèse : Henri STERDYNIK.
- Février 2009: BENZARTI Yousra, La distribution du crédit dans les pays émergents : fondements micro économiques et estimations empiriques sur le marché tunisien, Directeur de thèse : Joël METAIS.
- Novembre 2009: CHTOUROU ELLOUMI Inès, Les systèmes financiers allemand et japonais à l'épreuve de la libéralisation financière, Directeur de thèse : Joël METAIS.
- Décembre 2009: NUMA Guy, Histoire et analyses des réglementations de la concurrence en France, Directeur de thèse : François ETNER.
- Janvier 2010: BEN SLIMANE CHORFI Faten, Fusion des bourses de valeurs et des produits dérivés, Directeur de thèse : Joël METAIS.
- Juin 2010: DURAND-VIEL Laure, Stratégies d'Engagement et Pouvoir de Marché : une Application au Marché du Gaz Naturel, Directeur de thèse : Bertrand VILLENEUVE.
- Décembre 2010 - GECHEVA Krassimira, Le rôle des pays de l'Europe Centrale et Orientale dans les restructurations de l'industrie bancaire européenne, Directeur de thèse : Joël METAIS.
- Janvier 2011: SODJAHIN Amos, Le risque de crédit. Directeur de thèse : Sanvi AVOUYI DOVI.
- Mars 2011: MARDINI Patrick, Etude des mouvements cycliques sur le marché des valeurs, Directeur de thèse : Philippe NATAF
- Septembre 2011: CHETOUANE Mabrouk, Les nouveaux enjeux de la gestion financière des fonds de pension. Directeur de thèse : Florence LEGROS
- Octobre 2011: THELLIER Cédric, Le mimétisme des investisseurs institutionnels sur les marchés boursiers : aspects théoriques et empiriques. Directeur de thèse : Florence LEGROS.
- Octobre 2011: ZAITER Mahjouba, L'impact de la libéralisation des mouvements de capitaux sur la croissance économique. Directeur de thèse : Henri STERDYNIK
- Novembre 2011: DI FILIPPO Gabriele, Taux de change et cours boursiers, Directeur de thèse : Henri STERDYNIK.
- Novembre 2011: DJEDIDI Salima, L'impact des technologies de l'information sur la productivité et la performance financière des banques françaises. Directeur de thèse : François ETNER.
- Janvier 2012: MVOGO Jean-Paul, Les politiques de développement financier en Afrique subsaharienne. Définitions - Enjeux - Réalités et propositions. Directeur de thèse : Joël METAIS.
- Février 2012: GRISLAIN-LETRÉMY Céline, Assurance et prévention des catastrophes naturelles et technologiques. Directeur de thèse : Bertrand VILLENEUVE

### **6.3.7. Thèses en cours**

FD : bénéficiant ou ayant bénéficié d'un financement par Dauphine

AF : autre financement, y compris emploi à temps complet

20nn : Année d'inscription

- Avant 2007: MPONDO MBOKA Jeanne (AF), L'équilibre de flux internationaux de capitaux depuis 1995 et leur impact sur les marchés financiers, Directeur de thèse : Henri STERDYNIK.

- Avant 2007: TLILI Rim (FD), Comment justifier la multibancarité, Directeur de thèse : François ETNER.
- Avant 2007: ARRASSEN Wassini (FD), Quel impact de la micro-finance sur la croissance économique, Directeur de thèse : Sanvi AVOUYI DOVI
- 2008: ELTAIEF Ghali (AF), Les crises financières ont elles une dimension cyclique ? Directeur de thèse : Anton BRENDER
- 2008: KOLIAI Lyes (FD), Risque de liquidité et stress tests, Directeur de thèse : Sanvi AVOUYI DOVI.
- 2008: RHOMARI Maria (FD), La protection sociale au Maroc, Directeur de thèse : Henri STERDYNIK.
- 2009: AMRANI Faycal (FD), La gestion du risque dans la finance islamique, Directeur de thèse : Anton BRENDER.
- 2009: BARRAUD Christophe (FD), L'efficience informationnelle du marché des paris sportifs : un parallèle avec les marchés boursiers, Directeur de thèse : Thierry GRANGER.
- 2009: CABROL Sébastien (AF), Interactions sphère financière / sphère réelle en période de crise, Directeur de thèse : Sanvi AVOUYI DOVI.
- 2009: CISSE Habib (AF), L'intégration de la finance islamique dans le système financier global : enjeux et perspectives à l'heure de la réforme des marchés financiers, Directeur de thèse : Thierry GRANGER.
- 2009: EL GHAZALI Imane (AF), Régime de change au Maroc : l'incidence de la flexibilité sur la croissance économique, Directeur de thèse : Anton BRENDER.
- 2009: FAYARD Jean-Romain (AF), La théorie de la régulation, Directeur de thèse : Joël METAIS.
- 2009: HOWARD Elizabeth (AF), Volatilité et vulnérabilité dans les marchés financiers émergents, Directeur de thèse : Sanvi AVOUYI DOVI, Thèse CIFRE chez Opus Finance Research.
- 2009: TRAN NGOC Ha (AF), Modèle de gestion des crises financières dans le cas d'une économie émergente à l'heure de la mondialisation financière : le cas du Vietnam, Directeur de thèse : Joël METAIS.
- 2009: TRAN TRUNG Hieu (AF), Politique monétaire optimale: le cas du Vietnam Directeur de thèse : Joël METAIS.
- 2010: BEN AMAR Amine (FD), Politique monétaire en économie islamique, Directeur de thèse : Anton BRENDER et Néjib HACHICHA (Sfax).
- 2010: HAN Junyu (AF), Mécanisme de transmission de la politique monétaire dans la zone euro, Directeur de thèse : Anton BRENDER.
- 2011: ORPISZEWSKI Tomasz (AF), Le marché des dettes souveraines dans la globalisation financière, Directeur de thèse : François MARINI, Thèse CIFRE chez AXA Investment Managers.
- 2011: ANO SUJITHAN Kuhanathan (FD), Le système financier indien à l'épreuve de la crise, Directeur de thèse : Sanvi AVOUYI-DOVI.
- 2011: BOUFERGUENE Merzouk (AF), La régulation de la dette des intermédiaires financiers, Directeur de thèse : Thierry GRANGER.
- 2011: GOUELLET Hermann Rodney (AF), Impacts de la volatilité des prix des matières premières sur les stratégies des pays importateurs et exportateurs, Directeur de thèse : Sanvi AVOUYI DOVI.
- 2011: LORRE Geoffrey (FD), Marché agricole et développement : quelles évolutions des comportements face à la montée des incertitudes sur les prix alimentaires et la hausse des inégalités de revenu ?, Directrice de thèse : Martine CARRE-TALLON

### **6.3.8. Règlement intérieur du pôle « Économie financière »**

LEDA-SDFi (JUSQU'EN 2008 EA 3393)

#### **Titre 1 : Objectifs de SDFi**

SDFi est un centre de recherche théorique et appliquée en « économie financière ». Son champ de recherche couvre à la fois la macroéconomie financière, c'est-à-dire l'imbrication des sphères réelles et financières, l'étude de la dynamique des politiques et des systèmes économiques et celle de l'ingénierie financière, c'est-à-dire l'analyse des innovations financières comme réponses de la sphère financière aux comportements individuels et collectifs.

À partir de là, trois axes principaux peuvent être énumérés :

##### Microéconomie financière.

- Rôle des intermédiaires financiers et des stratégies des entreprises.
- Économie industrielle du secteur financier.
- Étude de l'incomplétude des marchés et des asymétries d'information.
- Comportements face au risque.

##### Macroéconomie financière.

- Cycles financiers, cycles immobiliers.
- Coordination des politiques économiques.
- Innovations financières.
- Retraites, gestion collective, gestion de patrimoine.
- Flux internationaux de biens, de services et de capitaux.
- Économie monétaire.

##### Mathématiques appliquées à la finance, l'assurance et la décision.

- Théorie du contrôle, théorie des jeux, automatique, complexité connexionniste, théorie des probabilités, processus de Markov, mathématiques de l'actuariat.
- Analyse multivoque et théorie de la viabilité.
- Mesures d'impact et gestion du risque.

#### **Titre II : Appartenance à SDFi**

##### *i) Membres seniors*

Les membres seniors de SDFi ont un statut universitaire (enseignants-chercheurs permanents).

L'AG décide de l'adhésion de nouveaux membres. Pour un membre senior, l'appartenance à SDFi signifie :

- Avoir une activité régulière de recherche se traduisant par des publications nationales et internationales et participer à des colloques, conférences et séminaires en France et à l'étranger. On entend par activité de recherche régulière, le respect des critères définissant, selon le CNRS, un « chercheur publiant » ;
- Participer à la vie scientifique de l'unité ;
- Participer à l'encadrement collectif des doctorants ;
- Œuvrer à la visibilité nationale et internationale de l'unité.

### *ii) Doctorants*

Les doctorants sont considérés comme des membres à part entière du centre. Ce statut implique des obligations et des droits allant au-delà de la seule rédaction d'une thèse de bonne qualité et de la perception, éventuelle, d'une allocation. Leur travail de recherche doit donc les amener à rédiger des documents de travail susceptibles d'être présentés dans des colloques et soumis à des revues à comité de lecture. Ils doivent assister régulièrement à plusieurs séminaires ou groupes de travail.

### *iii) Post-docs*

SDFi peut accueillir des jeunes chercheurs étrangers en séjour post-doctoral. Les docteurs de SDFi issus de l'équipe relèvent de la même catégorie pendant le temps où ils sont à la recherche d'un poste permanent ou durant une période post-doctorale.

### *iv) Membres associés*

Il s'agit là de chercheurs rattachés à titre principal à d'autres unités ou institutions publiques ou privées mais qui participent régulièrement à la vie scientifique de SDFi.

Remarques générales concernant les membres de SDFi, quels qu'ils soient. Les objectifs généraux imposent notamment :

- De signer ses publications en mentionnant son appartenance à « LEDa-SDFi, Université Paris-Dauphine » (et/ou en faisant mention le cas échéant de l'appartenance à une autre université voire à une autre institution publique ou privée) ;
- De remettre à la secrétaire en charge des publications, dès parution, un exemplaire de toutes publications (articles, revues, ...) dont tout ou partie a été effectuée au sein du laboratoire SDFi. Il est à noter que les documents de travail du centre seront mis sur le site du laboratoire après double arbitrage pour les membres autres que seniors ;
- De participer à un ou plusieurs séminaires internes ;
- De respecter la confidentialité des travaux qui leur sont confiés ainsi que ceux de leurs collègues. En particulier, en cas de présentation à l'extérieur, l'autorisation du directeur de laboratoire est obligatoire.

Plus généralement, un chercheur de SDFi est naturellement amené à y prendre sa part des tâches administratives, à organiser des colloques...

Il convient que les membres "multi-appartenants" (i.e. qui sont rattachés à plusieurs centres de recherches et/ou institutions) de SDFi veillent à la clarté de la situation de leurs doctorants par rapport à SDFi. Il va de soi enfin -que les services que le laboratoire met à la disposition du chercheur sont proportionnés à sa participation effective.

## **Titre III : Instances de direction de l'unité**

### *i) Assemblée générale.*

L'Assemblée Générale réunit tous les membres de SDFi. Elle se réunit au moins une fois par an sur convocation du directeur. La convocation se fait par courrier électronique au moins 15 jours avant la date de l'Assemblée. Elle est consultée lors des changements de règlement intérieur, de l'organisation générale de l'équipe. Elle élit le bureau, les représentants de SDFi aux conseils du LEDa et le directeur de SDFi.

*ii) Bureau*

Le bureau prend position sur toutes les questions concernant la politique scientifique et le fonctionnement interne de l'unité. En particulier, il adopte et modifie le règlement intérieur, décide des adhésions et de la perte de la qualité de membre de SDFi, définit l'organisation de l'équipe, approuve la composition du conseil scientifique, approuve le budget, définit les principes de répartition des bureaux.

Il comprend 5 membres, 4 membres seniors élus et le directeur de SDFi. Siègent également, sauf circonstance exceptionnelle, 1 représentant des étudiants et 1 représentant du personnel administratif. Le mandat du bureau est d'un an. Il se réunit au moins cinq fois par an, en particulier, avant les différents conseils de laboratoire du LEDa.

*iii) Représentants du pôle auprès du LEDa*

Les représentants du pôle auprès du LEDa sont au nombre de trois. Deux représentants de SDFi sont membres désigné du conseil de laboratoire du LEDa et le troisième est membre suppléant du conseil de laboratoire du LEDa. Deux représentants de SDFi (dont un membre de rang A et un membre de rang B) font partie du comité de recrutement des postes en section 05.

*iv) Directeur*

Le directeur est élu pour un mandat de quatre ans. Il a la fonction de responsable du pôle. Conformément aux statuts du LEDa. Il a la charge de l'animation scientifique au sein de son pôle et de la gestion des moyens qui lui sont dévolus. Il siège dans le bureau. Il est de droit représentant du pôle auprès du LEDa et membre du bureau.

*v) Conseil scientifique*

Pour la bonne fin de ses travaux, le centre peut être amené à mettre en oeuvre des partenariats avec des organismes publics et des institutions bancaires et financières.

Des partenaires nationaux ou internationaux, équipes constituées ou chercheurs individuels, pourront être invités à s'associer aux programmes de recherche du centre. Dans le cas de partenariats longs ou systématiques, un conseil scientifique pourra être désigné et sera invité aux réunions du conseil de laboratoire.

*Fait et voté à l'unanimité lors de AG SDFi du 26 novembre 2008.*

## 7. Equipe DIAL (*Développement, Institutions et Mondialisation*) – UMR IRD 225

### 7.1. Résumé

---

**Nom des responsables de l'équipe : Flore Gubert (IRD), Philippe De Vreyer (Paris-Dauphine) depuis 2012, Xavier Oudin (IRD) et Jean-Marc Siroën auparavant.**

<http://www.dial.ird.fr>

---

#### Effectifs de l'entité:

- Lors de la création au 1er janvier 2010: 19 enseignants chercheurs (EC) et 11 chercheurs, auxquels s'ajoutent 4 personnels IATOS de l'université et ITA de l'IRD et 19 doctorants.
- Départs depuis le 1/1/2010: B. Guillochon (PR, départ en retraite, 20 mois de présence dans l'unité) ; J.-P. Cling (administrateur INSEE en détachement jusqu'en août 2010 et depuis PR à Paris 13, 8 mois) ; K. Benchabane (ITA, arrivée en septembre 2010, départ en août 2012, 23 mois). 9 étudiants ont soutenu leur thèse totalisant 142 mois de présence.
- Recrutements: Elodie Djemaï (MCF, recrutée en 2011, 10 mois au 30/06/12, préc. en post doc à l'université du Michigan) ; Isabelle Chort (MCF, recrutée en 2012, arrivée en septembre, préc. ATER Paris IV) ; Guillaume Daudin (PR, recruté en 2012, arrivé en septembre, préc. à l'université de Lille), Camille Saint-Macary (CR, recrutée en 2012, arrivée prévue en octobre 2012, préc. au Department of Rural Development Policy and Theory, Université Hohenheim, Allemagne) et Delia Visan (ITA, recrutée en avril 2012, dans le cadre du programme Européen NOPOOR). Par ailleurs, J.-P. Dedieu, historien en postdoc, a rejoint l'unité en septembre 2011 (10 mois au 30/6/12, préc. à l'IRIS, EHESS). 10 étudiants ont débuté leur thèse, totalisant 130 mois de présence.

---

#### Production scientifique:

En dehors de la production d'articles scientifiques dont les plus remarquables sont indiqués ci-dessous, la production de l'UMR a été marquée par:

- **La conception et la conduite de projets d'enquêtes innovants dans les pays du Sud.** DIAL est engagé dans la collecte de données de première main sur des sujets pour lesquels elles sont insuffisantes ou lorsque les enquêtes existantes sont insatisfaisantes.
- **L'édition d'un ouvrage collectif sur les marchés du travail en Afrique Subsaharienne.** Ce livre de 417 pages, édité en français et en anglais, est l'aboutissement de plusieurs années de travail collectif sur la base des enquêtes 1-2-3 conçues par une équipe de DIAL et menées au début des années 2000 dans 9 pays de l'Afrique sub-saharienne.

---

#### Bilan quantitatif des publications de l'entité:

La qualité des supports de publication a connu une progression importante par rapport à la période antérieure à 2007, avec des publications dans des revues généralistes prestigieuses (*American Economic Review*, *Journal of Comparative Economics*) ou dans les meilleures revues d'économie du développement (*Journal of Development Economics*, *World Development*, et *Economic Development and Cultural Change*). Sur la période 2007-2012, on compte 139 articles dans des revues avec comité de lecture dont 94 référencées par l'AERES (soit resp. 62 et 51 depuis la création de l'UMR). A cette production s'ajoute la publication de 23 ouvrages scientifiques et 118 chapitres d'ouvrages.

---

### 5 publications majeures représentatives de l'ensemble des axes de recherche de l'UMR:

- Castilho, M., Menéndez, M. et Sztulman, A. (2012) : Trade liberalization, inequality and poverty in Brazilian states, *World Development*, vol. 40, n° 4, pp. 821–835.
- Cogneau, D. et Jedwab, R., (2012) : Commodity Price Shocks and Child Outcomes: The 1990 Cocoa Crisis in Côte d'Ivoire, *Economic Development and Cultural Change*, 60 (3), pp. 507-534.
- Huillery, E. (2009) : "History Matters: The Long Term Impact of Colonial Public Investments in French West Africa", *American Economic Journal - Applied Economics*, 1 (2), pp. 176-215.
- Kuepié, M., Nordman, C.J. et Roubaud, F. (2009) : "Education and Earnings in Urban West Africa", *Journal of Comparative Economics*, 37 (3), pp. 491-515.
- Razafindrakoto, M. et Roubaud, F. (2010) : "Are International Databases on Corruption reliable? A comparison of Expert Opinion Surveys and Household Surveys in Sub-Saharan Africa", *World Development*, vol. 38 (8), pp. 1057-1069.

---

### 5 faits illustrant le rayonnement ou l'attractivité académiques de l'entité

Organisation régulière de colloques internationaux:

- Première conférence internationale DIAL sur le développement économique, organisée en juin 2011. 80 articles présentés, 130 participants. Prochaine conférence prévue en juin 2013.
- International pension workshop: organisé chaque année depuis 2003. La dernière édition a rassemblé plus de 250 participants.

Partenariats scientifiques:

- Projet européen NOPOOR (7ème PCRD): DIAL est le leader de ce projet s'étalant sur la période 2012-2017 et fédérant le travail de 20 équipes réparties sur tous les continents. Budget: 8 millions d'euros.

Prix et distinctions:

- Prix du meilleur article de sciences politiques sur l'Afrique en 2010 par l'African Politics Conference Group pour un article de M. Razafindrakoto et F. Roubaud paru dans *World Development* en 2010.

Participation aux instances d'évaluation nationales:

- Mireille Razafindrakoto, présidente de la commission scientifique sectorielle pour les sciences humaines et sociales de l'IRD (CSS4). Philippe De Vreyer est membre nommé du CNU.

---

### Interactions avec l'environnement socio-économique et culturel

- De nombreux membres de DIAL interviennent comme experts auprès d'institutions internationales (OIT, PNUD, Banque mondiale, OCDE, AFRISTAT, etc.), agences de développement et ministères techniques (Ministère des Affaires Etrangères) ;
- Philippe Chalmin est membre de divers conseils nationaux (CAE, Haut Conseil des Biotechnologies, Conseil de Prospective du Ministère de l'Agriculture, etc.). Il préside également l'Observatoire de la formation des prix et des marges des produits alimentaires.
- Sur la période écoulée, plusieurs chercheurs sont intervenus dans la presse écrite, en France et dans les pays du Sud (Vietnam, Pérou), ainsi que dans la presse audiovisuelle
- Edition de la revue **Statéco** et publication d'une lettre semestrielle, **DIALOGUE**.

---

### Principales contributions aux actions de formation:

- J.-M. Siroën dirige depuis 2011 le département Master Sciences des Organisations (4 500 étudiants et 90 formations de M1 et M2).
- Cinq chercheurs de l'entité sont responsables de masters de ce département et la plupart des enseignants chercheurs et chercheurs de l'UMR participent aux équipes pédagogiques de ces masters.

- Sept EC interviennent dans le programme de l'école doctorale de l'UPD ou assurent des encadrements doctoraux.
- Participations aux masters de l'EEP, Sciences Po et IEDES (Paris 1) ; direction en Roumanie d'un projet européen réunissant 5 universités roumaines en vue de créer un master recherche et professionnel en management du risque international.

## 7.2. Autoévaluation

### 7.2.1. Objectifs du projet scientifique du contrat en cours

L'UMR DIAL (Développement, Institutions, mondialisation) a développé ses travaux autour de 6 thèmes regroupés en deux axes :

Axe 1 : Aspects sociaux et humains du développement

- Thème 1 : Inégalités de revenu, inégalités des chances et pauvreté ;
- Thème 2 : Marché du travail et dynamique du secteur informel ;
- Thème 3 : Migration, comportements de transferts des migrants et impact des migrations sur les pays d'origine ;

Axe 2 : Mondialisation et économie politique du développement

- Thème 4 : Impact de l'aide au développement ;
- Thème 5 : Gouvernance des institutions ;
- Thème 6 : l'impact du commerce international.
- 

Outre ces deux axes thématiques, DIAL mène également des recherches en statistique appliquée à travers un « pôle statistique : recherche et développement »,

Le choix des thèmes résulte de la volonté des chercheurs de DIAL d'embrasser les questions relatives au développement économique dans la plupart de leurs dimensions. Depuis le début des années 1980 des centaines de millions de personnes sont sorties de la pauvreté, principalement dans les pays asiatiques. A l'opposé, l'Afrique Subsaharienne n'est pas encore parvenue à sortir de la pauvreté, alors même que beaucoup, après les indépendances, paraient plus volontiers sur le développement rapide des pays africains que sur celui des pays d'Asie. Les pays d'Amérique latine apparaissent quant à eux à mi-distance de ces deux modèles polaires.

Les sources du succès des pays asiatiques font encore l'objet de débat, mais l'insertion de ces pays dans le commerce international et la place qu'ils ont su y prendre d'une part, et la permanence d'Etats parfois plusieurs fois millénaires, d'autre part, semblent avoir joué un rôle déterminant. Outre leur développement rapide, ces pays sont également caractérisés par le maintien à des niveaux relativement modérés d'inégalités. *A contrario*, les pays africains restent marqués par la période de la colonisation et par les conditions de la décolonisation qui ont conduit à créer des Etats *ex-nihilo*. Leurs exportations restent principalement composées de matières premières dont les cours fluctuent rapidement et dont la valeur relative par rapport aux biens importés tend à décroître. La pauvreté, qui concerne une portion importante de la population, s'accompagne de niveaux d'inégalités très élevés. Faut-il voir dans ces oppositions la source de l'écart de développement entre les pays aujourd'hui émergents et les pays qui restent pauvres, dont la majeure partie est africaine ? Cette question est à la racine du programme scientifique de DIAL, dont on trouvera dans la section 4 un résumé condensé des recherches menées depuis 2007. Le détail des travaux pourra être consulté en annexe XX.

### 7.2.2. Caractérisation de la recherche

Du point de vue de la méthode, les chercheurs de DIAL ont recours à la plupart des outils mis au service de la science-économique même si en pratique, leur recherche est avant tout une recherche appliquée visant à déplacer les frontières de la connaissance et à répondre aux préoccupations des décideurs publics impliqués dans les questions de développement et de commerce. Dans leur grande majorité, leurs travaux reposent sur l'exploitation de données d'enquêtes généralement menées auprès de ménages, d'individus ou encore d'entreprises. Ces données peuvent provenir de sources extérieures (Instituts Nationaux de la Statistique, organisations multilatérales ou non gouvernementales) qui ont fait le choix de mettre leurs données à disposition de la communauté scientifique ou bien avoir été produites à l'initiative des chercheurs de DIAL. Un des traits spécifiques

de l'UMR est en effet que ses chercheurs et enseignants-chercheurs sont engagés sur le terrain dans des activités de collecte statistique destinées à fournir des données de première main sur des questions ayant reçu relativement peu d'attention de la part des services statistiques (par exemple les marchés du travail et le secteur informel en Afrique sub-saharienne) ou présentant une innovation méthodologique (enquête MIDDAS sur les migrants, enquête Pauvreté et Structure Familiale au Sénégal etc.). Cet investissement statistique nécessite d'entretenir un partenariat actif avec les Instituts Nationaux de la Statistique (INS) des pays étudiés, se traduisant notamment par l'animation de formations à destination du personnel des INS.

Les destinataires des activités de l'UMR sont donc principalement le monde académique et les pouvoirs publics. Les chercheurs de l'unité veillent également à ce que les résultats de leurs recherches ou de leurs enquêtes soient publiés et diffusés dans les pays qu'ils étudient de façon à alimenter le débat démocratique au Sud. Les outils de diffusion auxquels ils ont recours dans ce cas peuvent être des articles de vulgarisation scientifique, des articles de presse, des *Policy Briefs* ou encore des conférences ouvertes à un large public dans les pays concernés. Signalons également les étudiants, dont les cours sont en permanence enrichis des expériences de leurs enseignants.

### **7.2.3. Résultats scientifiques majeurs et faits marquants**

#### **7.2.3.1. Faits marquants**

La période récente (postérieure à la création officielle de l'UMR le 1er janvier 2010) a été marquée par:

- **L'édition d'un ouvrage collectif sur les marchés du travail en Afrique Subsaharienne.** La sortie de ce livre, édité en français et en anglais, est l'aboutissement de plusieurs années de travail collectif sur la base des enquêtes 1-2-3 menées au début des années 2000 dans 7 capitales de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine, au Cameroun et à Madagascar. L'ouvrage de plus de 400 pages comporte 14 chapitres écrits par un total de 15 personnes (chercheurs et enseignants-chercheurs, étudiants, statisticiens) - dont 9 de l'UMR - et comble un déficit important de connaissances sur le fonctionnement des marchés du travail dans cette partie de l'Afrique. La sortie de l'ouvrage est prévue concomitamment avec celle du rapport de la Banque Mondiale 2013 dont le sujet est l'emploi, ce qui devrait contribuer à son succès.
- La progression d'une recherche visant à apporter un éclairage sur le rôle de la colonisation dans les écarts de développement contemporains en Afrique. Entamée il y a quelques années, cette recherche a d'ores et déjà montré que la région la plus pauvre du monde était aussi celle où les inégalités de revenu étaient les plus élevées, et qu'en Afrique de l'Ouest, le style de colonisation lié à l'identité nationale du colon avait été déterminant pour le legs inégalitaire. Cette recherche novatrice se poursuit grâce à un nouveau financement ANR.
- **Le démarrage du projet européen NOPOOR.** La création de l'UMR et l'augmentation de taille qu'elle a entraînée a permis à l'équipe d'accroître l'ampleur des projets de recherche dont elle est partie prenante. C'est ainsi que dans le cadre du 7ème PCRD de la Commission Européenne, le projet NOPOOR a été retenu par la Commission. D'un budget de 8 millions d'euros, ce projet, dont DIAL est le chef de file, va durer 5 ans (2012-2017) et fédérer le travail de 20 équipes partenaires réparties dans 17 pays. Ce succès montre la crédibilité et le rayonnement de l'unité dans son domaine de recherches et sa capacité à fédérer des équipes, facilitée par l'ancienneté et l'importance de ses partenariats scientifiques, notamment dans les pays du Sud.
- **La conception et la conduite de projets d'enquêtes innovants dans les pays du Sud.** Une des marques de DIAL est son engagement dans la collecte de données de première main sur des sujets pour lesquels les données sont encore trop rares (cas des enquêtes de type 1-2-3 en Afrique Subsaharienne) ou pour lesquels les formules d'enquêtes existantes sont

insatisfaisantes. Au cours de la période écoulée, les chercheurs de DIAL se sont ainsi investis dans un certain nombre de projets pour lesquels ils ont conçu ou contribué à concevoir les matériels d'enquête et ont recherché les financements, à des fins de recherche scientifique. Ces opérations fournissent des données originales (panels de données individuelles, données appariées migrant-ménage d'origine, etc.) qui alimenteront la recherche des chercheurs de DIAL et, à moyen terme, celle de chercheurs extérieurs à l'unité pendant plusieurs années.

- L'organisation régulière de colloques scientifiques internationaux destinés à s'inscrire durablement dans le paysage scientifique européen. L'année 2011 a vu l'organisation à Dauphine du premier colloque international DIAL sur l'économie internationale et du développement (130 participants, 80 présentations). Ce colloque a vocation à être reconduit tous les deux ans. La prochaine édition aura lieu en 2013 et aura pour thème "Institutions et développement". Autre colloque, l'*International Pension Workshop* est organisé chaque année depuis 10 ans à Dauphine et réunit un nombre toujours croissant de participants. Plus de 250 personnes en provenance du monde entier ont ainsi participé à la dernière édition. D'autres opérations d'ampleur comparable, ont été et seront organisées à l'étranger autour des activités de DIAL (comme le colloque international sur le secteur informel à Hanoï en 2010).

### **7.2.3.2. Présentation des recherches menées dans le cadre du contrat en cours**

Dans le cadre de l'axe de recherche consacré aux aspects sociaux et humains du développement, un premier ensemble de travaux porte sur la mesure et l'analyse des inégalités et de la pauvreté (thème 1). Ces travaux visent principalement:

- à proposer des dispositifs innovants de collecte de données afin de mieux prendre en compte les inégalités au sein des ménages et les trajectoires individuelles ;
- à étendre l'analyse des causes de la pauvreté à l'impact de chocs exogènes, de l'ouverture commerciale et de facteurs environnementaux ;
- à proposer des évaluations de politiques publiques de lutte contre la pauvreté ;
- à contribuer à l'amélioration de la mesure des inégalités et à l'analyse de la formation des inégalités, à travers des mécanismes de reproduction sociale, l'impact de chocs exogènes ou l'accumulation du capital sur le long terme.

Tous supports confondus (articles, chapitres d'ouvrages, ouvrages, documents de travail) ce thème a donné lieu à la production de 4 contributions en 2007, 10 en 2008, 7 en 2009, 8 en 2010, 7 en 2011 et 8 en 2012.

Le thème 2 concerne l'analyse des marchés du travail et la dynamique du secteur informel en Afrique Sub-Saharienne (ASS), au Vietnam et au Pérou. Ces travaux visent, principalement:

- à contribuer au progrès des connaissances sur le fonctionnement des marchés du travail urbain ;
- identifier les contraintes qui pèsent sur l'activité des petites entreprises informelles ;
- analyser les liens entre les caractéristiques du secteur informel et la pauvreté des ménages ;
- analyser l'importance et l'origine des discriminations de genre et ethniques sur le marché du travail ;
- étudier le rôle du réseau social dans la détermination de la trajectoire professionnelle ;
- analyser les politiques d'éducation publique et de formation professionnelle et les conditions de la scolarisation des enfants.

Ce thème a donné lieu à la production d'une contribution en 2008, 4 en 2009, 6 en 2010, 14 en 2011 et 17 en 2012 (dont 6 incluses dans l'ouvrage collectif sur les marchés du travail urbains en ASS et non déjà publiées sous un autre format).

Enfin, les travaux consacrés aux migrations internationales (thème 3) ont pour objectifs:

- de développer les connaissances relatives aux déterminants et à l'impact de la migration et des envois de fonds des migrants africains ;
- d'analyser les impacts de la migration sur les pays d'origine des migrants africains, à travers le prisme des transferts individuels ou collectifs, d'une part, et celui de la valorisation de l'expérience migratoire des migrants de retour, d'autre part.

Ce thème a donné lieu à la production de 3 contributions en 2008, 2 en 2009, 3 en 2010 et 8 en 2012.

Au sein de l'axe Mondialisation et économie politique du développement, les travaux consacrés au commerce international (thème1) ont pour objectif :

- à partir d'une analyse critique des indicateurs d'ouverture internationale, d'étudier les biais qu'introduisent ces indicateurs et de proposer des méthodes alternatives de mesure ;
- d'étudier le rôle de certains déterminants non traditionnels du commerce, tels que les régimes politiques, la "bonne" gouvernance des Etats, le respect des normes fondamentales de travail, le niveau de décentralisation interne ou encore l'implantation de zones franches d'exportation ou d'importation ;
- d'évaluer les conséquences de l'ouverture commerciale sur les performances des entreprises et le bien-être des populations.

Les contributions de ce thème sont au nombre de: 2 en 2007, 4 en 2008, 6 en 2009, 8 en 2010, 8 en 2011, 2 en 2012.

Les travaux relatifs au financement du développement (thème 2) ont eu pour objectifs:

- d'analyser les déterminants de l'épargne des ménages et les implications de la mondialisation pour le financement des retraites dans les pays en développement et en France ;
- d'évaluer l'efficacité de l'aide publique au développement ;
- d'examiner le potentiel des sources de financement alternatives à l'aide publique (ressources internes, transferts des migrants, microcrédit, endettement), ainsi que les complémentarités entre ces différentes sources de financement.

Ce thème a généré une contribution en 2007, 5 en 2008, 12 en 2009, 5 en 2010, 6 en 2011 et 3 en 2012.

Enfin, les objectifs des travaux menés à DIAL sur la gouvernance (thème 3) ont été:

- de nourrir la réflexion sur la gouvernance économique mondiale et le rôle des institutions internationales (OMC et bailleurs de fonds) ;
- d'analyser les processus de démocratisation dans les pays en développement (Ghana, Madagascar, Mali, Vietnam) et plus particulièrement les déterminants de la participation politique ;
- de mener des analyses sur les déterminants de la petite corruption en ASS et au Vietnam et sur les conséquences de la corruption sur la confiance dans les institutions politiques.

Les contributions de ce thème ont été au nombre de: 1 en 2007, 7 en 2008, 6 en 2009, 4 en 2010, 7 en 2011 et 5 en 2012.

Le pôle statistique "Recherche et développement" est quant à lui chargé de remplir trois fonctions complémentaires:

- le développement d'outils méthodologiques et la recherche en statistique appliquée ;
- l'alimentation de la recherche économique en données originales et de qualité ;
- le renforcement des capacités et du débat démocratique au Sud.

La production du pôle statistique ne prend pas la forme d'articles scientifiques, mais celle de bases de données destinées à la communauté scientifique, d'une part, et d'appuis techniques au profit des instituts de statistique des pays du Sud, d'autre part. DIAL a ainsi apporté son concours à la réalisation d'enquêtes 1-2-3 dans de nombreux pays africains, asiatiques et sud-américains, ainsi qu'à la mise en place de dispositifs d'évaluation d'impact à Djibouti, Madagascar, au Vietnam et à Haïti, suite au

séisme de 2010 (projet financé par l'ANR). Des enquêtes innovantes ont été conçues et conduites au Sénégal dans le cadre d'une étude sur la structure familiale et la pauvreté (PSF) et d'une analyse des comportements des migrants sénégalais (projet MIDDAS financé par l'ANR et GLAMMS). D'autres enquêtes ont été réalisées auprès des jeunes au Vietnam en collaboration avec l'ONG *Transparency International* et à Madagascar sur les élites. Enfin le projet MIMADEM a permis la constitution d'une base de données harmonisée compilant les apports de 53 enquêtes réalisées au Cameroun, au Mali et au Sénégal). Ces opérations ont donné lieu à de nombreuses actions de formation en direction de publics variés au Sud (chercheurs, étudiants, cadres etc.)

#### **7.2.4. Rayonnement et attractivité scientifique**

Les membres de DIAL sont ou ont été membres de plusieurs réseaux scientifiques de portée nationale ou internationale, membres de comités ou des conseils scientifiques de différents programmes ou institutions, ou encore membres élus ou nommés, voire président, d'instances nationales de gestion des carrières des chercheurs et enseignants-chercheurs (voir liste dans le document annexe).

L'attractivité de l'UMR est quant à elle attestée par la visite de nombreux chercheurs étrangers, accueillis pour des séjours de recherche dans les locaux de l'unité.

#### **7.2.5. Information et diffusion de la culture scientifique**

DIAL publie deux fois par an un bulletin semestriel d'information, DIALOGUE, en français et en anglais, afin de participer au débat sur le développement en présentant des recherches d'actualité. DIAL est également co-éditeur avec l'INSEE et AFRISTAT (l'office statistique des Etats membres de UEMOA) de la revue STATECO, dont le rédacteur en chef est un membre de l'unité. Il s'agit d'une revue méthodologique à comité de lecture et gratuite, à destination des statisticiens et économistes des pays en développement et en transition. Enfin DIAL s'est engagé depuis 2011 dans l'organisation tous les deux ans d'une conférence internationale sur le développement et l'économie internationale. D'autres conférences sont organisées, dont le workshop annuel sur les pensions, qui accueille chaque année un nombre croissant de contributions ou encore une conférence sur le secteur informel à Hanoï.



#### **7.2.6. Implication dans la formation par la recherche**

Plusieurs membres de l'UMR exercent des responsabilités importantes au sein de l'université Paris Dauphine en termes de formation par la recherche. L'ancien directeur de l'UMR dirige le département Master Sciences des Organisations (4500 étudiants, 90 formations de M1 et M2) et 5 enseignants sont responsables de masters. La plupart des membres de l'UMR sont membres des équipes pédagogiques de ces masters. Certains des membres de l'unité sont également impliqués dans des masters d'autres

universités, en France (Ecole d'Economie de Paris, Institut d'Etudes du Développement Economique et Social à Paris I, Sciences Po, université de Marne la Vallée) ou à l'étranger (en Roumanie, au centre international de formation de l'OIT, au Vietnam, au Maroc, en Chine et au Sénégal). Enfin plusieurs chercheurs contribuent à l'animation d'écoles d'été ou dans des programmes de formation continue au Sud. Pour ce qui concerne les encadrements d'étudiants: 33 thèses ont été soutenues sur la période 2007-2012 (13 sur 2010-2012) et 35 doctorants sont actuellement encadrés. De 2007 à 2012, plus de 50 stagiaires M1 et M2 ont été accueillis dans les locaux de l'unité et entre 70 et 80 mémoires de M2 ont été encadrés.

#### **7.2.7. Organigramme fonctionnel et règlement intérieur**

L'UMR DIAL constitue une équipe du LEDa. Comme stipulé dans son règlement intérieur, l'UMR est dirigée par un chercheur de l'IRD et un enseignant-chercheur de Paris-Dauphine désignés par les tutelles, sur proposition du conseil d'UMR. Dans l'organisation actuelle, la direction est assurée par Flore Gubert (IRD) et la direction adjointe par Philippe De Vreyer (UPD). Lors de la création de l'UMR, au 1er janvier 2010, la direction était assurée par Jean-Marc Siroën (UPD) et la direction adjointe par Xavier Oudin (IRD).

DIAL est en outre représenté dans les instances du LEDa par Philippe De Vreyer et Aude Sztulman.

### 7.3. Annexes : Bilan détaillé de DIAL, UMR-IRD 225

## Laboratoire Développement, Institutions et mondiALisation (DIAL)

UMR 225

Institut de Recherche pour le Développement / Université Paris  
Dauphine



## **SOMMAIRE**

### **I- RAPPORT SCIENTIFIQUE**

#### **A- ACTIVITES SCIENTIFIQUES**

##### A-1. Résultats scientifiques majeurs

##### A-1.1. Axe 1 : Aspects sociaux et humains du développement

Thème 1. Mesure et analyse des inégalités et de la pauvreté

Thème 2. Marchés du travail et dynamique du secteur informel

Thème 3. Migrations internationales

##### A-1.2. Axe 2 : Mondialisation et économie politique du développement

Thème 1 : Commerce

Thème 2 : Financement du développement

Thème 3 : Gouvernance

##### A-1.3. Pôle Statistique : recherche et développement

##### A-2. Auto-évaluation

##### A-2.1. La production scientifique : analyse bibliométrique

##### A-2.2. Rayonnement et attractivité académique

##### A-2.3. Interactions avec l'environnement économique, social et culturel

##### A-2.4. Information et diffusion de la culture scientifique

#### **B- ENSEIGNEMENTS ET FORMATION PAR LA RECHERCHE**

##### B-1. Formations dispensées au sein de l'Université Paris Dauphine

##### B-2. Formations dispensées en dehors de l'Université Paris Dauphine

##### B-3. Ecoles d'été et formations continues

##### B-4. Encadrements d'étudiants

#### **C- CONCLUSION**

### **II- ANALYSE DES MOYENS**

#### **A- LES PERSONNELS DE RECHERCHE**

##### A-1. Membres permanents

##### A-2. Chercheurs associés

##### A-3. Doctorants encadrés ou accueillis

#### **B- LES MOYENS FINANCIERS MOBILISES**

##### B-1. Financements récurrents

##### B-2. Financements extérieurs sur projets/enquêtes/études

##### B-3. Financements extérieurs de colloques/événements scientifiques organisés par DIAL

#### **C- ORGANISATION ET VIE DE L'UNITE**

##### C-1. Instances de l'UMR

##### C-2. Outils de communication interne

##### C-3. Séminaires internes et séminaires "Posez les crayons"

#### **D. LA FORMATION PERMANENTE ET L'HYGIENE**

##### D-1. La formation permanente

##### D-2. L'hygiène et la sécurité

### **III-LISTE DES PUBLICATIONS ET DES PRODUCTIONS**

**ANNEXE A:** Règlement intérieur de l'UMR DIAL

**ANNEXE B:** Liste des séminaires organisés en 2010, 2011 et 2012

## I- RAPPORT SCIENTIFIQUE

L'UMR DIAL (Développement, Institutions et Mondialisation) a été créée le 1er janvier 2010. Elle est issue du regroupement entre l'ancien pôle "Mondialisation et Développement" du LEDa (Laboratoire d'Economie de Dauphine) et l'Unité de recherche 047 DIAL de l'IRD. Plus de détails sur ce regroupement peuvent être trouvés dans la partie "projet" de l'unité.

La recherche menée au sein de l'UMR DIAL couvre de nombreux domaines relatifs à l'économie du développement et à l'économie internationale. La signification de l'acronyme DIAL (Développement, Institutions, mondiALisation) traduit d'ailleurs cette orientation. Le champ d'investigation des chercheurs de l'unité est donc relativement vaste puisqu'il embrasse des aspects à la fois micro et macro-économiques, théoriques et appliqués, et des branches de la science économique allant de l'économie du travail à l'économie politique, en passant par l'économie de la santé, de l'éducation, des institutions, des inégalités, etc. Les terrains sont africains (Mali, Sénégal, Madagascar, Ghana, Côte d'Ivoire, Burkina Faso, pays du Maghreb), mais aussi latino-américains (Pérou et Brésil en particulier) et asiatiques (Vietnam).

Du point de vue de la méthode, les chercheurs de DIAL ont recours à la plupart des outils mis au service de la science-économique même si en pratique, leur recherche est avant tout une recherche appliquée visant à déplacer les frontières de la connaissance et à répondre aux préoccupations des décideurs publics impliqués dans les questions de développement. Dans leur grande majorité, leurs travaux reposent sur l'exploitation de données d'enquêtes généralement menées auprès de ménages, d'individus ou encore d'entreprises. Ces données peuvent provenir de sources extérieures (Instituts Nationaux de la Statistique, organisations multilatérales ou non gouvernementales) qui ont fait le choix de mettre leurs données à disposition de la communauté scientifique ou bien avoir été produites à l'initiative des chercheurs de DIAL. Un des traits spécifiques de l'UMR est en effet que ses chercheurs et enseignants-chercheurs sont engagés sur le terrain dans des activités de collecte statistique destinées à fournir des données de première main sur des questions ayant reçu relativement peu d'attention de la part des services statistiques (par exemple les marchés du travail et le secteur informel en Afrique sub-saharienne) ou présentant une innovation méthodologique (enquête MIDDAS sur les migrants, enquête Pauvreté et Structure Familiale au Sénégal etc.). Cet investissement statistique nécessite d'entretenir un partenariat actif avec les Instituts Nationaux de la Statistique (INS) des pays étudiés, se traduisant notamment par l'animation de formations à destination du personnel des INS.

Les destinataires des activités de l'UMR sont donc principalement le monde académique et les pouvoirs publics. Les chercheurs l'unité veillent également à ce que les résultats de leurs recherches ou de leurs enquêtes soient publiés et diffusés dans les pays qu'ils étudient de façon à alimenter le débat démocratique au Sud. Les outils de diffusion auxquels ils ont recours dans ce cas peuvent être des articles de vulgarisation scientifique, des articles de presse, des *Policy Briefs* ou encore des conférences ouvertes à un large public dans les pays concernés. Signalons également les étudiants, dont les cours sont en permanence enrichis des expériences de leurs enseignants.

## A- ACTIVITES SCIENTIFIQUES

### A-1. Résultats scientifiques majeurs

Avant de présenter en détail le bilan scientifique de DIAL, cinq productions ou faits marquants ayant fédéré les chercheurs de l'unité méritent d'être soulignés. La période récente a en effet été marquée par :

**(1) L'édition d'un ouvrage collectif sur les marchés du travail en Afrique Subsaharienne.**

La sortie de ce livre, édité en français et en anglais, est l'aboutissement de plusieurs années de travail collectif sur la base des enquêtes 1-2-3 menées au début des années 2000 dans 7 capitales de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine, au Cameroun et à Madagascar. L'ouvrage de plus de 400 pages comporte 14 chapitres écrits par un total de 15 personnes (chercheurs et enseignants-chercheurs, étudiants, statisticiens) - dont 9 de l'UMR - et comble un déficit important de connaissances sur le fonctionnement des marchés du travail dans cette partie de l'Afrique. La sortie de l'ouvrage est prévue concomitamment avec celle du rapport de la Banque Mondiale 2013 dont le sujet est l'emploi, ce qui devrait contribuer à son succès.

**(2) La progression d'une recherche visant à apporter un éclairage sur le rôle de la colonisation dans les écarts de développement contemporains en Afrique.** Entamée il y a quelques années, cette recherche a d'ores et déjà montré que la région la plus pauvre du monde était aussi celle où les inégalités de revenu étaient les plus élevées, et qu'en Afrique de l'Ouest, le style de colonisation lié à l'identité nationale du colon avait été déterminant pour le legs inégalitaire. Cette recherche novatrice se poursuit grâce à un nouveau financement ANR.

**(3) Le démarrage du projet européen NOPOOR.** La création de l'UMR et l'augmentation de taille qu'elle a entraînée a permis à l'équipe d'accroître l'ampleur des projets de recherche dont elle est partie prenante. C'est ainsi que dans le cadre du 7ème PCRD de la Commission Européenne, le projet NOPOOR a été retenu par la Commission. D'un budget de 8 millions d'euros, ce projet, dont DIAL est le chef de file, va durer 5 ans (2012-2017) et fédérer le travail de 20 équipes partenaires réparties dans 17 pays. Ce succès montre la crédibilité et le rayonnement de l'unité dans son domaine de recherches et sa capacité à fédérer des équipes, facilitée par l'ancienneté et l'importance de ses partenariats scientifiques, notamment dans les pays du Sud.

**(4) La conception et la conduite de projets d'enquêtes innovants dans les pays du Sud.**

Une des marques de DIAL est son engagement dans la collecte de données de première main sur des sujets pour lesquels les données sont encore trop rares (cas des enquêtes de type 1-2-3 en Afrique Subsaharienne) ou pour lesquels les formules d'enquêtes existantes sont insatisfaisantes. Au cours de la période écoulée, les chercheurs de DIAL se sont ainsi investis dans un certain nombre de projets pour lesquels ils ont conçu ou contribué à concevoir les matériels d'enquête et ont recherché les financements, à des fins de recherche scientifique. Ces opérations fournissent des données originales (panels de données individuelles, données appariées migrant-ménage d'origine, etc.) qui alimenteront la recherche des chercheurs de DIAL et, à moyen terme, celle de chercheurs extérieurs à l'unité pendant plusieurs années.

**(5) L'organisation régulière de colloques scientifiques internationaux destinés à s'inscrire durablement dans le paysage scientifique européen.**

L'année 2011 a vu l'organisation à Dauphine du premier colloque international DIAL sur l'économie internationale et du développement (130 participants, 80 présentations). Ce colloque a vocation à être reconduit tous les deux ans. La prochaine édition aura lieu en 2013 et aura pour thème "Institutions et développement". Autre colloque, l'*International Pension Workshop* est organisé chaque année depuis 10 ans à Dauphine et réunit un nombre toujours

croissant de participants. Plus de 250 personnes en provenance du monde entier ont ainsi participé à la dernière édition.

\*  
\*       \*

Le bilan détaillé qui suit propose une synthèse des recherches menées par les membres de l'UMR DIAL depuis 2007. Il couvre donc une période de temps bien plus longue que celle correspondant à la durée de vie de l'UMR dont la création officielle remonte à janvier 2010. Deux options de présentation de ce bilan étaient envisageables : une première option scindant la période considérée en deux sous-périodes, avant et après la création de l'UMR et imposant de ce fait une perspective chronologique ; une seconde option n'opérant pas cette distinction et s'articulant autour des deux grands axes thématiques annoncés dans le projet scientifique de l'UMR : "*Aspects sociaux et humains du développement*" (Axe 1) ; "*Mondialisation et économie politique du développement*" (Axe 2). Beaucoup des recherches réalisées dans le cadre de l'UMR s'inscrivant dans la continuité de celles qui étaient menées par chacune des deux équipes avant leur fusion, c'est cette seconde option qui a été retenue. Ce choix est également justifié par le fait que la création officielle de l'UMR est intervenue plusieurs mois après le rapprochement des deux équipes, lesquelles ont convenu de créer l'UMR dès le printemps 2008. Enfin la distinction entre les travaux réalisés avant et après la création de l'UMR est très difficile à opérer et largement artificielle, la plupart des travaux publiés en 2010, voire pour certains en 2011, ayant en fait été réalisés avant le 1er janvier 2010.

### **A-1.1. Axe 1 : Aspects sociaux et humains du développement**

L'axe I rassemble l'ensemble des travaux traitant de la mesure et de la dynamique de la pauvreté, des inégalités et de la mobilité sociale et de l'impact des politiques de lutte contre la pauvreté (thème 1) ; ceux portant sur le marché du travail (avec un accent particulier mis sur le secteur informel) (thème 2) et ceux enfin dédiés aux migrations internationales (thème 3). Le point commun de ces travaux est qu'ils font un usage intensif de l'économétrie et qu'ils mobilisent des données issues d'enquêtes auprès de ménages ou d'individus (enquêtes emploi, enquêtes budget consommation, enquêtes auprès de migrants), dont beaucoup ont été menées et/ou conçues par des chercheurs de l'unité.

#### **Thème 1. Mesure et analyse des inégalités et de la pauvreté**

La question de la pauvreté et des inégalités est abordée dans de nombreux travaux de l'UMR DIAL. A l'exception de deux d'entre eux qui portent sur la France, tous sont appliqués à des pays en développement.

#### **Mesure et analyse des dynamiques de pauvreté**

##### *Justification / antécédents*

Pour mesurer la pauvreté monétaire, la pratique courante est de construire des indicateurs de type Foster-Greer-Thorbecke<sup>25</sup> à partir d'observations sur la consommation ou le revenu issues

---

<sup>25</sup> Dont le premier est simplement le taux de pauvreté dans la population.

d'enquêtes auprès des ménages. L'analyse économétrique permet ensuite d'identifier les caractéristiques des ménages pauvres (éducation, composition, lieu d'habitation etc.) et de concevoir les politiques de lutte contre la pauvreté. La démarche peut cependant se révéler incapable d'identifier correctement l'ensemble des personnes en situation de pauvreté et, ce faisant, conduire à l'échec des politiques visant à la réduire. Une première difficulté provient du fait que les indicateurs de niveau de vie sont construits au niveau du ménage et non des individus, ce qui conduit à négliger la possibilité que des inégalités internes aux ménages puissent biaiser la mesure de la pauvreté. Deuxièmement, mesurer ponctuellement le niveau de vie ne permet pas de renseigner sur la dynamique de la pauvreté, laquelle peut être transitoire ou au contraire chronique. Troisièmement, la pauvreté peut être multidimensionnelle, et le niveau de vie n'être qu'imparfaitement corrélé avec d'autres déterminants du bien-être comme l'éducation, la santé ou la qualité de l'habitat. Enfin, les déterminants de la pauvreté ne sont pas forcément à rechercher tous au sein des ménages. L'environnement peut également avoir un rôle à jouer.

### *Objectifs*

Les travaux de DIAL visent à pallier les insuffisances des mesures standards de la pauvreté. La stratégie employée pour ce faire repose, d'une part, sur l'emploi de dispositifs innovants en matière de collecte de données et/ou d'analyse de la pauvreté, d'autre part, sur une extension de l'analyse des causes de la pauvreté à des facteurs externes aux individus et ménages. D'autres travaux se concentrent enfin sur l'analyse des politiques de lutte contre la pauvreté.

### *Résultats*

Parmi les dispositifs innovants en matière de collecte de données figure l'enquête Pauvreté et Structures Familiales au Sénégal (PSF). Cette enquête a été réalisée en 2006-2007 par Philippe De Vreyer en collaboration avec une chercheuse et une doctorante de l'Ecole d'Economie de Paris (resp. Sylvie Lambert et Abla Safir) et un statisticien de l'Agence Nationale de Statistique sénégalaise (Momar Sylla). Elle a été reconduite en 2011-2012 dans l'objectif de constituer un panel d'individus nationalement représentatif. Le dispositif a été conçu de façon à retrouver et ré-enquêter toutes les personnes interrogées en 2006-2007, ainsi que leur ménage (fin de la collecte à l'été 2012). L'enquête permet d'identifier la consommation des unités familiales (noyau) identifiées au sein des ménages étendus (*i.e.* comportant trois générations et/ou des membres adultes d'une même fratrie, accompagnés ou non de dépendants, auxquels peuvent se joindre des individus avec lesquels les liens familiaux sont plus ténus, voire inexistantes). Pour une présentation de l'enquête, voir De Vreyer et al., 2008, ACLN-19). En termes de production scientifique, De Vreyer et Lambert (2012, AP-37) montrent à partir de ces données qu'il existe des différences substantielles dans le diagnostic de la pauvreté selon que l'on mesure l'accès aux ressources des individus en prenant le ménage ou le noyau comme unité d'observation pertinente. La pauvreté est sous-estimée lorsque l'agrégat de consommation est calculé au niveau du ménage, parce qu'il existe de nombreux noyaux pauvres dans des ménages par ailleurs non pauvres. Dans la même veine, De Vreyer, Lambert et Safir, (2009, AP-39) examinent l'impact des transferts monétaires sur le bien-être des membres des ménages qui les reçoivent, afin de voir si ces transferts sont mutualisés ou s'ils sont au contraire source d'inégalité entre les membres du ménage. Les résultats suggèrent que l'identité de la personne bénéficiaire du transfert n'est pas neutre : tant elle que les personnes qui constituent son noyau enregistrent un niveau de consommation hors alimentation plus élevé que les autres membres du ménage, toutes choses égales par ailleurs. Aucune différence n'est en revanche trouvée pour la consommation alimentaire. Ces deux résultats conduisent à repenser le ciblage des politiques de lutte contre la pauvreté.

Une série d'autres travaux mobilisent des données longitudinales pour étudier la dynamique de la pauvreté et de l'exclusion sociale dans différents pays (Madagascar, Côte d'Ivoire et Pérou).

Vaillant (2012, ACL-91) montre l'intérêt des panels de données individuelles. Elle étudie la dynamique des niveaux de vie d'un échantillon de ménages ruraux malgaches sur la période 1995-2005. Là encore, l'originalité de l'analyse repose sur le dispositif d'enquête mobilisé. Conçu et mis en œuvre par deux chercheuses de l'unité, celui-ci s'est attaché à "traquer" ou pister en 2005 l'ensemble des habitants d'une communauté rurale de Madagascar interrogés en 1995. Le *tracking* révèle un taux de migration très élevé (38,8%) et d'importantes recompositions et divisions de ménages, puisque les trois quarts des ménages recontactés se sont divisés entre 1995 et 2005. Par ailleurs, la croissance du revenu observée sur la période augmente de 28 points de pourcentage lorsque l'analyse intègre les individus ayant changé de ménage ou de lieu de résidence (et qui seraient sortis de l'échantillon en l'absence de tracking), suggérant que les panels basés sur le lieu de résidence génèrent une vue partielle et fortement biaisée de la dynamique des revenus. L'auteur en tire un certain nombre de recommandations méthodologiques pour l'analyse de la dynamique des conditions de vie.

Sur Madagascar toujours, l'ouvrage collectif de Gastineau *et al.* (2010, DO-14) propose un bilan à mi-parcours de l'état de réalisation des cinq premiers objectifs du Millénaire au sein de la Grande-Ile à partir d'une approche pluridisciplinaire. Outre un diagnostic chiffré des évolutions récentes observées en matière de pauvreté, de scolarisation, de santé ou encore d'égalité des sexes, il présente les résultats de recherches originales sur des thématiques aussi diverses que la demande d'éducation, les discriminations, la fécondité, l'occupation spatiale du territoire, etc. Il met ainsi en lumière certains des facteurs de blocage susceptibles de freiner la marche de Madagascar vers la réalisation des OMD et apporte des éléments utiles pour la formulation de politiques de lutte contre la pauvreté et la conduite d'actions de développement sur le terrain. Un des chapitres de ce livre a également été publié sous une forme plus académique (Gubert et Robilliard, 2008 — ACL-58).

Herrera *et al.* (2007, ACLN-26) analysent les trajectoires de pauvreté et l'importance des épisodes de pauvreté transitoire et comparent les caractéristiques des ménages qui sont pauvres de façon chronique avec celles des ménages qui sont pauvres transitoirement à Madagascar et au Pérou. Les dissemblances qu'ils mettent en lumière incitent à réfléchir à des politiques de lutte contre la pauvreté différentes selon le type de pauvreté subie.

Cogneau et Grimm (2007, ACL-34) étudient le problème de la dynamique de la pauvreté lorsque les comportements démographiques sont corrélés aux niveaux de vie. Cette étude est appliquée à la Côte d'Ivoire.

Enfin, Fall et Menéndez (2008, CO-46) dressent un bilan des concepts de pauvreté et de l'exclusion sociale mis en œuvre dans les études longitudinales et présentent les approches statistiques et économétriques les plus adaptées pour analyser la dynamique de la pauvreté et de l'exclusion sociale.

Sur un tout autre terrain, celui de la Polynésie française, une enquête auprès des ménages a été mise en œuvre permettant de dresser un bilan des différentes dimensions de la pauvreté, avec l'appui financier de l'AFD et en partenariat avec l'Institut de Statistique de la Polynésie Française (Herrera et Merceron, 2010, AP-61). Ce travail est dans la lignée d'une étude comparative Pérou-Madagascar (Herrera, Razafindrakoto et Roubaud (2009, CO-63) et en zone rurale malgache (Droy *et al.* 2010, CO-44).

Au delà des questions de mesure de la pauvreté et de sa dynamique, plusieurs travaux se sont attachés à analyser les causes de la pauvreté, en cherchant notamment à évaluer le rôle de certains facteurs exogènes (géographie, chocs de prix ou de production, etc.).

De Vreyer, Herrera et Mesplé-Somps (2009, CO-37) emploient des données longitudinales péruviennes, pour identifier de manière robuste un lien de causalité entre les dynamiques individuelles de niveaux de vie et les facteurs géographiques tels que les externalités spatiales. Cogneau et Jedwab (2012, ACL-12) évaluent l'impact des variations de prix de cacao sur la santé et l'éducation des enfants de producteurs de cacao en Côte d'Ivoire durant les années 1980 et 1990. De Vreyer, Guilbert et Mesplé-Somps (2012, AP-38) exploitent les variations temporelle et géographique des invasions de criquets ayant eu lieu au Mali entre 1987 et 1989 pour identifier l'impact négatif de chocs de revenus sur l'éducation des enfants touchés. Herrera (2008a, 2008b, CO-59 et CO-60) étudie quant à lui le lien entre pauvreté, insertion sur le marché du travail et caractéristiques des unités de production au Pérou à partir de données de panel péruviennes appariées à des données sur les unités de production informelles.

Une évaluation d'impact des chocs politiques sur la santé est également en cours, menée par Elodie Djemai en collaboration avec Sonia Bhalotra (Université de Bristol) et Christine Valente (Université de Sheffield). L'article porte sur les violences post-électorales au Kenya et évalue leurs effets sur des indicateurs de santé infantile et maternelle.

Enfin, en appliquant la méthode des régressions avec discontinuité à un large ensemble d'enquêtes auprès des ménages couvrant la période 1986-2001, Cogneau, Mesplé-Somps et Spielvogel (2010, AP-34) identifient de grands écarts de bien-être aux frontières actuelles de cinq pays africains (Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Ghana, Guinée et Mali) qui séparent des zones dont les caractéristiques géographiques, anthropologiques et précoloniales sont pourtant sensiblement identiques. Ces discontinuités aux frontières reflètent les écarts entre moyennes nationales que ce soit en termes de niveau de vie des ménages, d'éducation ou d'accès à l'électricité. Le pays de résidence fait une différence, même si la distance à la capitale exerce un pouvoir d'atténuation. Ces résultats sont cohérents avec un processus d'intégration nationale en cours quoiqu'inachevé.

Pour finir et dans la suite logique des travaux susmentionnés portant sur la caractérisation de la pauvreté, ses dynamiques intergénérationnelles et spatiales, ainsi que ses causes et conséquences à long-terme, les chercheurs de DIAL ont mené quelques travaux sur l'impact des politiques publiques de développement sur le bien-être. Certains mobilisent des techniques d'évaluation *ex-ante* (modèle d'équilibre général et micro-simulations) ; d'autres, des techniques d'évaluation *ex-post*.

L'évaluation de l'impact d'un projet social d'aménagement urbain à Djibouti est en cours et a fait l'objet d'un premier passage d'enquête en 2010 auprès de 900 ménages (enquête *baseline*). Son analyse ainsi que la présentation de la méthodologie d'évaluation ont donné lieu à trois publications (Mesplé-Somps et Pasquier-Doumer, 2010 PV-26, 2012 ACLN-32, 2011-AP-83, AP-85 ; Merceron, Mesplé-Somps et Pasquier-Doumer, 2011, CO-72). Il en ressort que le marché du travail présente de très forts déséquilibres puisque seulement 24 % de la population exerce une activité professionnelle. L'inactivité et le chômage touchent principalement les jeunes et les femmes. En revanche, l'accès à la santé dans ces quartiers est meilleur que ce qui était envisagé au moment de la conception du projet.

Une série d'autres travaux, réalisés pour certains d'entre eux à la demande d'opérateurs du développement désireux de disposer d'expertises sur la pauvreté et ses facteurs, dresse un bilan des effets distributifs de la croissance et des politiques de lutte contre la pauvreté. Pour la Turquie, Gürbüz et Raffinot (2011, ACL-61) apprécient l'incidence de la croissance sur la répartition des revenus et la pauvreté sur la période 1994-2005. Mesplé-Somps *et al.*, (2009 et 2010, AP-81, AP-82) analysent les différences de niveaux de vie monétaire et non-monétaire entre les producteurs de coton et les autres ménages au Mali et au Burkina (financement AFD). Enfin, Mesplé-Somps (2007, ACLN-30) et Mesplé-Somps et Robilliard (2010, AP-84) pour le Sénégal, et David et Marouani (2012, ACL-40) pour la Syrie diagnostiquent le caractère pro-pauvres des épisodes de croissance de ces dernières années.

Un autre travail en cours porte sur les mécanismes de couverture sociale formelle et informelle et leurs impacts sur la pauvreté en Iraq, sachant que plus de 50% de la population ne bénéficie d'aucune protection sociale. Les risques et le type de couverture utilisés par les ménages sont analysés en mobilisant des modèles de décision à partir de l'enquête ménage de 2006-2007. Les choix de «risk coping» en fonction de la localisation géographique et des caractéristiques socio-démographiques font l'objet d'une analyse économétrique.

Enfin, Pasquier-Doumer *et al.* (2009, ACL-82) ont réalisé un bilan critique des méthodes de ciblage des politiques de lutte contre la pauvreté (financement AFD). Un autre travail en cours questionne la méthodologie utilisée pour identifier les ménages vulnérables et les ménages bénéficiaires de programmes de filets sociaux mis en place dans les pays en développement. Il vise à proposer différents programmes de protection sociale pour le Burkina Faso.

## **Inégalités socio-économiques et inégalités des chances**

### *Justification / antécédents*

La question des inégalités est indissociable de la pauvreté. En effet, à niveau fixe d'inégalités, une augmentation du revenu moyen de la population aura pour effet de réduire la pauvreté absolue. De même, à niveau moyen de revenu inchangé, la pauvreté pourra être réduite par une réduction appropriée des inégalités. Croissance et réduction des inégalités sont donc deux façons de parvenir à réduire la pauvreté. Les travaux d'économistes tels que Bourguignon, au début des années 2000, ont attiré l'attention sur le fait que la relation est probablement plus complexe, en raison de l'interdépendance entre inégalités et croissance : les inégalités peuvent avoir un impact négatif sur la croissance - notamment lorsque certains marchés, comme celui du capital, sont défaillants ou lorsque les inégalités génèrent de l'instabilité politique - et la croissance peut contribuer à accroître les inégalités. Par conséquent, dans la lutte contre la pauvreté, réduire les inégalités peut générer un double dividende: la pauvreté est réduite directement par une action sur la distribution des ressources et indirectement par l'accélération de la croissance.

### *Objectifs*

Les travaux des chercheurs de DIAL ont pour objectif de contribuer à l'amélioration de la mesure des inégalités d'une part, et d'analyser la formation des inégalités à travers des mécanismes de reproduction sociale, l'impact de chocs exogènes ou l'accumulation du capital sur le long-terme d'autre part.

### *Résultats*

Sur la question de la mesure des inégalités, un premier travail analyse les biais de mesure des inégalités à travers l'examen détaillé de deux enquêtes ménages en Côte d'Ivoire et à Madagascar (Guénard et Mesplé-Somps, 2010, ACL-60). Cet article débouche sur une remise en cause de la capacité des enquêtes ménages dédiées à la mesure de la pauvreté à estimer les inégalités de revenus et de consommation. Une autre recherche entreprise dans le cadre d'une Action Concertée Incitative (ACI) a permis des avancées importantes en matière de mesure des inégalités de revenus et de chances en Afrique, lesquelles ont été peu étudiées faute de données adaptées. Des analyses comparatives sur cinq pays africains (Côte d'Ivoire, Ghana, Guinée, Madagascar et Ouganda) ont en effet été réalisées, dont les résultats sont synthétisés dans un ouvrage (Cogneau, 2007, OU-13) et chapitres d'ouvrage (Cogneau 2008, CO-28, CO-29 ; Cogneau et Mesplé-Somps, 2008, CO-31).

Plusieurs travaux se sont également focalisés sur la formation des inégalités.

Cogneau et Grimm (2008, ACL-35) construisent un modèle de microsimulation pour étudier l'impact de l'épidémie du Sida sur la distribution des niveaux de vie en Côte d'Ivoire. Sur un

horizon de 15 ans, leurs résultats suggèrent que l'épidémie aurait pour effet de réduire de 6% la taille de l'économie, mais qu'elle aurait peu d'effet sur les inégalités et le niveau de pauvreté.

Sur la base d'une centaine d'entretiens qualitatifs, Pasquier-Doumer (2010, ACL-79) s'intéresse au rôle joué par la mobilité individuelle dans la formation de la perception de l'inégalité des chances à Lima (Pérou). Dans le cas du Pérou toujours, Pasquier-Doumer et Rosas (2008, ACL-83) étudient le rôle de l'origine sociale sur la mobilité professionnelle. Cette recherche montre que l'origine familiale influence le déroulement de la carrière professionnelle, au-delà de son influence sur l'éducation et le premier emploi. Arestoff et Sgard (2012, CO-4) présentent quant à eux une synthèse des travaux portant sur la relation entre éducation, inégalités et pauvreté et discutent notamment des résultats des principales estimations économétriques visant à tester la théorie du capital humain. Ce faisant, ils mettent en lumière les inégalités constatées dans l'accès à l'éducation, le rôle du marché du travail et enfin, le lien entre éducation et croissance économique.

Le thème de l'inégalité des chances en matière de santé a été étudié dans le cas de l'Indonésie. Dans un travail en cours, à partir de la base de données IFLS, Jusot, Mage et Menéndez étudient le rôle des circonstances telles que l'état de santé des parents, le niveau d'éducation des parents, la région d'habitation, ou encore le groupe religieux sur l'état de santé des jeunes adultes. Cette analyse s'appuie sur la construction d'un indicateur continu de l'état de santé à partir de l'état de santé déclaré et de variables objectives, bio marqueurs notamment. La deuxième partie de ce travail est consacrée à une analyse des inégalités des chances en santé à partir des résultats économétriques obtenus.

Plusieurs travaux allongent la perspective et s'intéressent, pour les uns, aux liens entre histoire coloniale et répartition des ressources en Afrique, pour les autres, à l'évolution de la distribution de la richesse en France entre 1820 et 1939.

Les travaux portant sur la persistance à long-terme des politiques coloniales ont mobilisé des données historiques microéconomiques originales (données militaires des soldats africains) ainsi que des données budgétaires coloniales jamais traitées jusqu'à présent. Huillery (2009 et 2011, ACL-62, ACL-63) étudie l'impact de la colonisation sur les écarts de développement contemporains en Afrique de l'Ouest tandis que Cogneau et Rouanet (2011, ACL-38) comparent les statures des ivoiriens et ghanéens de 1925 à 1985. Ces travaux ont donné lieu à la publication d'un article portant sur les inégalités politiques en Afrique (Cogneau, 2012, ACL-33). Ils se poursuivent avec une ANR (programme blanc) sur la colonisation française et son impact sur les pays colonisés, qui mobilisera plusieurs chercheurs de l'UMR DIAL dans les années à venir (voir la fiche-projet HECO dans la partie "Projet scientifique de l'unité").

Dans le cas de la France, Bourdieu *et al.* (2008, ACLN-11) analysent l'évolution de la distribution de la richesse durant le processus d'urbanisation entre 1820 et 1939, à partir d'une base de données individuelles de successions. Ce travail explore la dimension géographique de l'évolution de la répartition des patrimoines en France, en distinguant Paris, les autres villes et les territoires ruraux. A l'aide de techniques de décompositions non paramétriques et de micro-simulations, l'importance de la croissance économique et de l'urbanisation est étudiée dans l'accumulation du patrimoine. Il est observé que les changements dans le niveau de richesse expliquent une grande part de l'évolution de la répartition de la richesse pendant toute la période étudiée, tandis que l'effet de l'urbanisation sur la distribution du patrimoine augmente à la fin du 19<sup>e</sup> siècle. Ce travail se poursuit dans le cadre de l'ANR intitulée "Inégalités durables, protection sociale et redistribution".

## **Thème 2. Marchés du travail et dynamique du secteur informel**

Les thèmes du marché du travail et du secteur informel constituent depuis de nombreuses années des questions de recherche fédératrices pour les chercheurs de DIAL, et représentent sans nul doute aujourd'hui l'un des points forts de la recherche de l'UMR au niveau international. Ce thème a une attache géographique large, avec une incursion sur trois continents (Afrique, Amérique Latine, Asie). Il rassemble plusieurs sous-thématiques ayant toutes en point d'ancrage la compréhension des spécificités des marchés du travail des pays du Sud. Ces sous-thèmes abordent ainsi tour à tour les questions de la dynamique du secteur informel, les disparités de genre et d'ethnies sur le marché de l'emploi, le rôle du réseau social dans la trajectoire professionnelle et l'entrepreneuriat et, enfin, la question du lien entre dépenses publiques d'éducation, scolarisation des enfants et formation des adultes.

### **Marché du travail et secteur informel en Afrique**

#### *Justification / antécédents*

En Afrique sub-saharienne (ASS), le secteur informel, quelle qu'en soit la définition, constitue de loin la principale source d'emplois et d'entrepreneuriat. Les concepts utilisés pour analyser le secteur informel sur d'autres continents ne sont toutefois pas nécessairement applicables à l'ASS. D'abord, étant donné son poids, le secteur informel en ASS ne doit pas être uniquement perçu comme un secteur résiduel de travailleurs désavantagés qui n'auraient pas accès à un secteur moderne protégé, mais également comme un secteur dérégulé où interviennent volontairement des formes nouvelles d'entrepreneuriat. En outre, probablement davantage que dans d'autres régions du monde, le secteur informel y est extrêmement hétérogène. Cette hétérogénéité provient de contraintes économiques, institutionnelles et sociales que rencontrent les acteurs du secteur informel qui, faute de données, n'ont pas fait l'objet de beaucoup d'attention dans la littérature.

#### *Objectifs*

Grâce à l'appui apporté par des chercheurs de l'unité à la réalisation de plusieurs dizaines d'*enquêtes 1-2-3* sur trois continents (Afrique, Amérique latine, Asie), d'enquêtes sur les trajectoires, les mobilités individuelles ou la scolarisation en Afrique de l'Ouest, l'UMR dispose d'un corpus de données unique sur le marché du travail et le secteur informel de nombreux pays en développement, notamment africains. Les travaux des chercheurs réalisés à partir de ces données visent à répondre à un triple objectif : (1) contribuer à l'accumulation des connaissances sur le fonctionnement des marchés du travail urbains en Afrique Sub-Saharienne ; (2) identifier les contraintes qui pèsent sur les performances des petites entreprises informelles ; (3) analyser les liens entre les caractéristiques et la dynamique du secteur informel et la pauvreté des ménages.

#### *Résultats*

L'ouvrage collectif "*Les marchés du travail urbains en Afrique Sub-saharienne*", réalisé à partir des *enquêtes 1-2-3* conduites sur ce continent dans la première moitié des années 2000 a été finalisé (De Vreyer et Roubaud, 2012, DO-12). Cet ouvrage, qui paraîtra également en anglais, aborde un grand nombre de questions relatives au fonctionnement des marchés du travail urbains en Afrique sub-saharienne : chômage et sous-emploi, rendements de l'éducation, segmentation, travail des enfants, travail domestique, discriminations, satisfaction dans l'emploi, mobilité sociale, migrations etc. L'ouvrage a une grande portée comparative et les quelque treize chapitres qui le constituent sont au moins autant d'articles de recherche ayant fait l'objet de présentations dans des conférences internationales variées, et de publications dans des revues académiques internationales à large diffusion (voir Kuépié,

Nordman et Roubaud, 2009, ACL-64 ; De Vreyer, Gubert et Roubaud, 2010, ACL-42 ; De Vreyer, Gubert et Robilliard, 2010 - ACL-41 ; Bocquier, Nordman et Vescovo, 2010, ACL-11 ; Nordman, Robilliard et Roubaud, 2011 - ACL-78 ; Pasquier-Doumer, 2012, ACL-80). L'ouvrage apporte une valeur ajoutée en les mettant en perspective et en apportant de nouveaux résultats. Mais ces aboutissements sont loin d'épuiser le potentiel analytique des enquêtes 1-2-3. Outre des approfondissements possibles avec l'utilisation de panels, de nouvelles dimensions et sujets sont actuellement ou seront prochainement étudiés: satisfaction et vulnérabilité dans l'emploi, inégalités de genre, dynamique des réseaux sociaux, confiage, scolarisation et formation tout au long de la vie, etc.

L'analyse des contraintes économiques, institutionnelles et sociales que rencontrent les acteurs du secteur informel a quant à elle été au cœur d'un projet mené avec plusieurs organismes de recherche européens et africains intitulé "*Unlocking potential: Tackling economic, institutional and social constraints of informal entrepreneurship in Sub-Saharan Africa*" entre 2009 et 2011. Financé par la Banque mondiale via le Multi-donor Trust Fund "Labor Market, Job Creation and Growth", ce projet a été porté par Michael Grimm, chercheur associé à DIAL. Exploitant le riche corpus d'enquêtes 1-2-3, en particulier la phase 2 portant exclusivement sur les unités de production informelles, ce projet a donné lieu à six articles de recherche signés ou co-signés par les membres de l'UMR DIAL : Vaillant et al. (2011, AP-124) sur la dynamique des entreprises informelles à Madagascar ; Ouedraogo et al. (2011) sur les obstacles institutionnels à la formalisation des entreprises informelles en Afrique de l'Ouest ; Lavallée et Roubaud (2012, CO-69) sur le lien entre corruption et performances des entreprises informelles en Afrique de l'Ouest ; Grimm et al. (2012, CO-50) sur les effets de la solidarité forcée sur les performances des entreprises informelles en Afrique de l'Ouest; Nguyen et Nordman (2011, CCOM-155) sur les liens travail familial, capital social et performances des entreprises familiales au Vietnam et, enfin, Pasquier-Doumer (2012, ACL-81) sur la relation entre performances et transmission intergénérationnelle du statut d'entrepreneur.

A Madagascar, toujours sur la base des *enquêtes 1-2-3*, dont certaines pour ce pays sont en panel, d'autres travaux se sont intéressés au lien entre les caractéristiques et la dynamique du secteur informel et la pauvreté des ménages (Razafindrakoto et Roubaud, 2010, CO-105, Nordman, Rakotomanana et Roubaud, 2012, CCOM-157). Ces travaux révèlent que la croissance économique exceptionnelle entre 2003 et 2008 (supérieure à 5%) ne s'est traduite que par une faible progression des pouvoirs d'achat. Sur cette période, les ménages les plus pauvres n'ont quasiment pas tiré profit de l'amélioration de la situation au niveau macro-économique et les inégalités ont augmenté. Ces résultats montrent que les caractéristiques de la croissance, en particulier celles des secteurs qui en sont à l'origine, influent fortement sur la manière dont les dynamiques macro-économiques se répercutent sur la pauvreté. Un travail d'analyse de la satisfaction dans l'emploi dans le secteur informel, montre que celle-ci est liée aux caractéristiques des emplois informels, mais qu'elle dépend aussi des aspirations des individus conditionnées par leurs positions et trajectoires sociales ainsi que par leur environnement. Le secteur informel y apparaît comme un sas entre les activités agricoles dépréciées et les activités formelles plus fortement valorisées (Razafindrakoto, Roubaud et Wachsberger, 2012, CO-108).

D'autres travaux s'intéressent à la dynamique des firmes informelles à Madagascar en termes de revenu, d'emploi et d'accumulation du capital. Leurs résultats suggèrent un degré d'hétérogénéité allant au-delà du modèle dualiste classique, distinguant, au sein du secteur informel, un segment entrepreneurial et un segment de subsistance (Vaillant et al., 2011, AP-124), avec parfois une segmentation selon le sexe de l'entrepreneur (Nordman et Vaillant, 2012, CCOM-160). Cependant, conformément au modèle dualiste, le secteur informel a absorbé le surplus de travail en temps de crise. Pendant la période de croissance, celle-ci

s'opère principalement par la création de nouvelles firmes plutôt que par la croissance de firmes existantes, en lien avec des rendements beaucoup plus élevés à des faibles niveaux de capital. Ces résultats indiquent un potentiel de croissance globalement limité des firmes informelles. Enfin, l'hétérogénéité des rendements du capital indique une allocation sous-optimale du capital dans ce secteur.

## **Marché du travail et secteur informel au Vietnam**

### *Justification / antécédents*

Le Vietnam enregistre un rythme de croissance parmi les plus rapides du monde depuis le lancement du "renouveau" (Dôï Moi) en 1986. Ce processus de croissance s'accompagne d'une migration importante du milieu rural vers le milieu urbain et d'une transition sectorielle de l'agriculture vers les activités industrielles et de services. Il en résulte une forte montée du taux de salarisation, ainsi qu'une hausse des salaires réels. On note pourtant une forte incidence du sous-emploi parmi les travailleurs. En outre, lorsqu'on exclut les activités agricoles, les plus pauvres (et les moins éduqués) tirent la grande majorité de leur revenu du secteur informel. Or, faute de données adéquates, les caractéristiques de ce secteur et sa dynamique dans un contexte de croissance n'ont pas été étudiées.

### *Objectifs*

L'objectif de cette recherche est d'examiner les caractéristiques, le rôle et l'impact du secteur informel au Vietnam sur les conditions de vie des ménages. Pour ce faire, les chercheurs de DIAL au Vietnam ont préalablement œuvré pour le renforcement de l'appareil statistique vietnamien en lançant deux enquêtes sur le secteur informel à Hanoï et à Ho Chi Minh ville (en 2007-2008 et 2009) et en participant à la rénovation des enquêtes emploi (LFS).

### *Résultats*

Du point de vue de la production scientifique, le projet de l'équipe DIAL a consisté en :

- L'analyse des enquêtes nationales VHLSS (*Vietnam Household Living Standard Surveys*) et LFS (*Labor Force Survey*) 2007 et de l'enquête HB&IS (*Household Business and Informal Sector Survey*) conduite en 2007-2008 à Hanoi et Ho Chi Minh ville et conçue spécialement pour saisir le poids et les caractéristiques du secteur informel. Ces travaux ont permis de révéler que ce secteur représente une composante massive de l'économie vietnamienne, que ce soit en termes d'emplois ou de contribution au PIB. Pourtant, il est marginalisé : d'une part, le secteur informel est relativement déconnecté du reste de l'économie ; d'autre part, il ne peut compter que sur ses propres forces pour se développer, dans la mesure où les politiques publiques habituellement adressées à ce secteur (microcrédit, formation, appui à la gestion, etc.) sont quasi-inexistantes. Le secteur informel apparaît aussi comme très hétérogène, offrant parfois des niches à hauts revenus pour certains entrepreneurs (Nguyen, Nordman et Roubaud, 2011, AP-92). L'analyse détaillée des enquêtes HB&IS fait l'objet d'un ouvrage co-écrit avec les partenaires vietnamiens (publié à la fois en anglais et en vietnamien ; Cling et al., 2010, DO-11).

- Le recours à une approche qualitative (entretiens), en complément des enquêtes quantitatives, mettant en exergue l'hétérogénéité du secteur informel. La confrontation des résultats des enquêtes quantitatives et qualitatives permet de dresser une typologie des unités de production suivant leurs caractéristiques, les motifs de leur création, l'ambition de leurs chefs (Razafindrakoto et Nguyen, 2010, AP-114). Des travaux méthodologiques et analytiques cherchant à exploiter la complémentarité des approches qualitatives et quantitatives pour l'analyse du secteur informel ont été conduits avec des sociologues pour une meilleure compréhension du contexte et des logiques des comportements dans ce secteur (Cling et al., 2010, DO-11).

- Avec la reconduction de l'enquête HB&IS, la disponibilité de deux vagues d'enquêtes sur le secteur informel au Vietnam (2007 et 2009) a permis de mener des analyses approfondies sur la dynamique de ce secteur. L'évolution des principaux indicateurs montre que suite à la crise économique mondiale de 2008-2009, les ajustements se sont opérés au Vietnam grâce à une forte flexibilité du marché du travail. Une synthèse de ces analyses et de leurs implications politiques a donné lieu à un chapitre dans un ouvrage publié par l'Université Nationale du Vietnam (Razafindrakoto et Roubaud, 2011, CO-106).

Pour finir, un séminaire international sur le secteur informel a été organisé à Hanoï, visant à engager le dialogue entre trois communautés : statisticiens, économistes et partenaires du développement en charge des politiques.

## **Disparités de genre et d'ethnies sur le marché du travail**

### *Justification / antécédents*

L'intérêt des bailleurs de fonds pour la question des disparités de genre et d'ethnies sur le marché du travail s'est considérablement accru ces dernières années. En témoignent les nombreux rapports internationaux parus récemment sur ces questions (en particulier le *World Development Report 2012* de la Banque mondiale). La recherche francophone a été relativement lente à s'emparer de cette question, en particulier s'agissant des questions de genre liées aux spécificités des marchés du travail des pays du Sud. A cet égard, DIAL fait partie des précurseurs sur ces thématiques.

### *Objectifs*

En mobilisant un corpus de données issues de différentes enquêtes (enquêtes ménages, biographiques, enquêtes emploi) et des données d'entreprises dites appariées employeurs-employés, l'objectif de cet axe de recherche est de comprendre l'origine et l'étendue des inégalités selon le genre et l'ethnie sur le marché du travail. Les terrains couverts incluent de nombreux pays africains, mais aussi andins, tel que le Pérou, et asiatiques, avec le Vietnam.

### *Résultats*

Les écarts de rémunérations entre sexes et ethnies ont fait d'abord l'objet d'études spécifiques, parfois sur un pays en particulier (sur Madagascar : Nordman et Roubaud, 2009, ACL-74 ; sur le Maroc : Nordman et Wolff, 2009, ACL-75) ou à l'aide de comparaisons de plusieurs pays africains (Nordman et Wolff, 2010, CO-83 et Nordman, Robilliard et Roubaud, 2011 - ACL-78). Certains travaux ont notamment alimenté le débat scientifique récent sur l'existence d'un "plafond de verre" à l'encontre des femmes en cours d'emploi (Jellal, Nordman et Wolff, 2008, ACL-77 et Nordman et Wolff, 2009, ACL-75). D'une façon générale, ces études autour de la question du genre rendent compte de l'hétérogénéité des situations sur les marchés du travail, en particulier en ce qui concerne les conditions de travail des femmes ou des minorités, et mettent en exergue des aspects souvent méconnus des pratiques discriminatoires, telles que la difficulté d'accès au crédit (Nordman, Rakotomanana et Robilliard, 2010 - CO-79) ou la pression communautaire qui serait ressentie davantage par les femmes (Nordman et Vaillant, 2012, CCOM-160).

En dépit du processus en cours de transition démographique dans la plupart des pays africains, la participation des femmes au marché du travail reste relativement faible. La baisse des ratios de dépendance est étroitement liée à de meilleurs revenus et à une incidence plus faible de la pauvreté. Une des clefs pour comprendre la faiblesse des taux d'activité féminins a été recherchée dans l'analyse des déterminants de l'allocation entre travail domestique et emploi. Pour 10 pays africains, Herrera et Torelli (2012, CO-64) dressent un bilan de l'importance et du profil du travail domestique par rapport au travail marchand. L'examen de

l'usage du temps au sein des ménages permet aux auteurs d'aborder la question des inégalités intra-ménage dans la répartition des tâches domestiques. Nordman et Vaillant (2012, CCOM-160) montrent d'ailleurs dans le cas de Madagascar que ces tâches domestiques peuvent constituer une entrave à la réussite entrepreneuriale des femmes.

Enfin, toujours sur la question du genre, une équipe de DIAL a participé à la mise à jour des statistiques sur l'emploi informel qui sont publiées dans les rapports préparés par l'OIT et WIEGO (*Women in Informal Employment: Globalizing and Organizing*), notamment son prochain "*Women and Men in the Informal Economy: A Statistical Picture*". Le rapport documenté par cette équipe tire profit du corpus des *enquêtes 1-2-3* et propose pour la première fois des statistiques comparables sur le concept d'emploi informel segmentées par sexe pour 11 capitales de pays en développement (voir Herrera *et al.*, 2012, AP-60).

## **Rôle du réseau social dans la trajectoire professionnelle et l'entrepreneuriat**

### *Justification / antécédents*

Dans les PED, le réseau social est souvent déterminant pour se positionner sur le marché du travail, du fait du rôle mineur joué par les journaux et les services de placements institutionnels dans les modes de recrutement. Une riche littérature sociologique et économique a ainsi déjà montré l'importance du recours aux parents, amis et aux autres relations dans le processus de recherche d'emploi ou encore pour aider les employeurs à sélectionner leurs employés. Alors que beaucoup de ces travaux théoriques et appliqués existent pour les pays développés, peu d'études se sont en revanche penchées sur les PED, souvent par manque de données fiables sur ces questions.

### *Objectifs*

L'objet de cette recherche est d'étudier le rôle du réseau social dans la détermination de la trajectoire professionnelle et de caractériser ce réseau, notamment son lien avec l'origine sociale. Les analyses mobilisent les données des enquêtes réalisées avec la collaboration de DIAL à Nouna et Ouagadougou (Burkina Faso), Bamako (Mali) et Niamey (Niger), qui retracent la biographie professionnelle des individus et comprennent un module sur le capital social.

### *Résultats*

Les chercheurs de DIAL ont produit des articles de synthèse et de recherche utilisant ces données. Pasquier-Doumer (2009, AP-102) est une contribution au rapport de l'enquête à Ouagadougou portant sur "le rôle du réseau social dans les parcours de vie". Ce travail met en avant l'importance du réseau familial, en particulier de la fratrie pour faire face à différentes situations telles que la poursuite de la scolarisation, l'acquisition d'un logement, la gestion de difficultés financières ou encore la recherche d'un emploi. Nordman et Pasquier-Doumer (2011, CCOM-156), utilisant ces mêmes données, s'intéressent au rôle du réseau social dans les transitions professionnelles. En mobilisant des modèles de durée, les auteurs montrent que le réseau social a un effet important sur les transitions professionnelles et que cet effet dépend du type de transitions considéré.

Un second volet de cet axe de recherche a été initié lors de la participation de DIAL au projet international « *Unlocking potential: Tackling economic, institutional and social constraints of informal entrepreneurship in Sub-Saharan Africa* » (World Bank, Multi-donor Trust Fund). Deux articles de recherche ont été réalisés dans ce cadre. L'un porte sur la question de savoir si la solidarité forcée peut brider l'activité des micro-entrepreneurs ouest-africains (Grimm *et al.*, 2012, CO-50). Le second (Nguyen et Nordman, 2012, CCOM-155) s'intéresse à une question similaire et y adjoint celle de la productivité du travail familial dans le cas du

Vietnam à partir de données de panel d'entreprises familiales tirées de deux vagues de VHLSS.

## **Dépenses publiques d'éducation, scolarisation des enfants et formation des adultes**

### *Justification / antécédents*

Douze ans après les engagements internationaux d'Education Pour Tous (EPT) du Forum de Dakar, le chemin à parcourir en Afrique jusqu'à l'atteinte de l'EPT reste considérable et il apparaît clairement qu'accroître les ressources des systèmes éducatifs africains ne permettra pas l'accès de tous à l'éducation. Chez les plus défavorisés la demande d'éducation reste faible et leur comportement spécifique vis-à-vis de l'éducation participe à l'accroissement des inégalités sociales. Par ailleurs, les contraintes financières fortes que connaissent les pays en développement impliquent souvent un désengagement de l'État de la sphère éducative et, par conséquent, une émergence massive de l'éducation privée.

### *Objectifs*

A partir d'analyses à la fois théoriques et empiriques, les chercheurs de l'UMR se sont penchés sur les questions d'arbitrage des dépenses publiques d'éducation, d'efficacité de l'enseignement formel et d'étendue de l'apprentissage traditionnel sur le marché du travail des pays du Sud

### *Résultats*

Arestoff et Jacques (2009, CCOM-11) développent un modèle à générations d'agents permettant de défendre l'idée selon laquelle le financement de l'éducation par une taxe, en présence d'évasion fiscale, n'est efficace que si, en parallèle, l'Etat instaure une scolarisation obligatoire minimale.

Dans sa thèse de Doctorat soutenue en décembre 2011, Rakoto-Tiana, à partir de la base de données du Réseau des Observatoires Ruraux (ROR) à Madagascar, analyse les liens entre scolarisation des enfants et confiage. Elle trouve que, contrairement aux préventions de certaines organisations internationales et ONG, le confiage aurait plutôt un effet positif sur la scolarisation des enfants confiés, lorsque ceux-ci le sont à leurs grands parents. Au Sénégal, à partir des données de l'enquête PSF, Beck *et al.* (2011, AP-8) et Coppoletta *et al.* (2011, AP-35) trouvent des résultats qui vont dans le même sens.

Enfin, en mettant à profit les données des *enquêtes 1-2-3* en Afrique de l'Ouest, Nordman et Pasquier-Doumer (2012, AP-93) apportent une contribution au rapport 2012 de l'UNESCO *Education For All Global Monitoring Report*. Les auteurs montrent l'étendue en milieu urbain de la pratique de l'apprentissage traditionnel dit 'informel', en l'absence de mécanismes formels efficaces. Dans les capitales ouest-africaines étudiées, les jeunes travailleurs sans aucune formation (qu'elle soit formelle ou informelle) sont les plus défavorisés en termes de conditions de travail dans le secteur informel, tandis que les travailleurs qui ont bénéficié d'un apprentissage traditionnel dans une petite entreprise occupent une position intermédiaire. La formation en apprentissage pour les jeunes travailleurs est très répandue dans le secteur informel, et les liens de parenté semblent être un canal crucial pour l'accès à ce type de formation. De façon similaire, Nordman et Wolff (2012, ACL-76), en utilisant des données appariées employeurs-employés collectées auprès d'entreprises manufacturières formelles au Maroc et au Sénégal (ICA), montrent que l'apprentissage informel par l'imitation (*learning-by-watching*) est probablement le plus courant et constitue en tout cas un mécanisme de formation très rentable en termes de gains individuels.

### **Thème 3. Migrations internationales**

Les migrations internationales constituent un autre thème fédérateur au sein de l'UMR DIAL, comme en atteste le nombre de projets collectifs achevés ou en cours qui leur ont été consacrés au cours des cinq dernières années. Pas moins de cinq projets ont en effet été portés par des chercheurs de DIAL, financés par des organismes ou institutions aussi divers que l'ANR, la Ville de Paris, la Caisse des Dépôts et Consignations, la Mission recherche de la Poste, ou encore le Ministère français des Affaires Etrangères et Européennes. Outre le thème général dans lequel ils s'inscrivent, ces projets ont pour point commun de prendre appui sur des données d'enquête originales issues de dispositifs conçus et mis en œuvre par les chercheurs de l'unité pour explorer des questions de recherche jusque-là peu étudiées. Enfin, tous les cas étudiés sont situés en Afrique sub-saharienne ou au Maghreb, ou concernent des migrants originaires de ces deux régions du monde.

Deux thèmes ont été plus particulièrement étudiés par les chercheurs de l'unité : le comportement de transfert et les pratiques transnationales des migrants d'une part, et les liens entre migration et développement des pays d'origine d'autre part. En marge de ces deux grands thèmes, quelques travaux ont également été menés sur les déterminants économiques des migrations internationales ou encore sur les perspectives des migrations internationales à l'horizon 2030.

#### **Comportement de transfert et pratiques transnationales des migrants**

##### *Justification / antécédents*

Longtemps boudée par la communauté des chercheurs, la question des liens entre migration et développement a fait l'objet d'une attention grandissante au cours des dernières années. Dans le cas de l'Afrique, cependant, des zones d'ombre demeurent. En particulier, les connaissances relatives aux déterminants et à l'impact de la migration et des envois de fonds des migrants sont encore très parcellaires, pour des raisons qui tiennent essentiellement à un manque de données adéquates.

##### *Objectifs*

Les recherches menées dans cet axe visent à étudier les motivations individuelles à l'origine des transferts en prenant soin de les resituer dans le parcours migratoire des individus, l'intensité de leurs réseaux, leur niveau d'insertion dans les pays d'accueil, ou encore leurs perspectives. Certaines d'entre elles mobilisent des données originales issues de deux dispositifs d'enquête conçus et mis en œuvre à l'initiative de chercheurs de DIAL : l'enquête 2MO d'une part, et les enquêtes réalisées dans le cadre du projet MIDDAS d'autre part. Deux autres projets en cours se focalisent sur les déterminants de l'engagement associatif des migrants tant dans les pays d'accueil que dans les pays d'arrivée, ainsi que sur leurs activités politiques transnationales.

##### *Résultats*

Financée par la Caisse des Dépôts et Consignations et la Mission recherche de la Poste, l'enquête 2MO réalisée en 2007-2008 s'est attachée à collecter des informations détaillées sur les transferts de fonds d'un échantillon de 1000 migrants résidant en France et originaires de pays situés au sud de la Méditerranée ou en Afrique sub-saharienne (Miotti, Mouhoud et Oudinet, 2010, AP-87). Cette enquête a débouché sur la rédaction d'un premier article qui montre que le contexte historique et institutionnel dans lequel est entreprise la migration joue un rôle déterminant sur le comportement de transfert des migrants (Miotti, Mouhoud et Oudinet, 2009, CCOM-146). Un autre travail réalisé à partir des mêmes données s'intéresse au comportement financier des migrants, en France comme dans leur pays d'origine. Il

examine plus particulièrement le rôle d'un certain nombre de caractéristiques individuelles et du degré d'attachement au pays d'origine sur le choix de détenir ou non un compte bancaire et/ou un compte d'épargne, une carte de crédit ou encore des produits d'investissements financiers (tel que le livret A, par exemple) et sur le recours à un crédit à la consommation et/ou un crédit hypothécaire, à la fois en France et dans le pays d'origine (Mouhoud, Shehu et Venet, 2012, AP-88).

L'étude du comportement de transferts des migrants est également au cœur du projet ANR MIDDAS (2007-2010) coordonné par une chercheuse de DIAL, et dont l'un des objectifs a été de produire des données appariées collectées à la fois auprès de migrants sénégalais résidant dans différents pays de destination et de leurs familles d'origine au Sénégal. Un tel dispositif permet non seulement l'investigation de thèmes de recherche jusqu'à présent peu ou pas explorés faute de données adaptées (par exemple sur la mesure des asymétries d'information pouvant exister entre les migrants et leurs familles d'origine), mais également un éclairage original (notamment par sa dimension comparative) sur des questions éventuellement déjà investies par d'autres chercheurs. Les trois années du projet ont ainsi été rythmées par plusieurs campagnes de collecte de données à la fois auprès de migrants sénégalais en France, en Italie, en Mauritanie et en Côte d'Ivoire, et auprès de leurs familles d'origine au Sénégal. Bien que le travail d'exploitation des données soit encore loin d'être achevé, quelques premières analyses ont d'ores et déjà été réalisées. Le travail le plus abouti s'est ainsi attaché à explorer l'influence qu'exerce le réseau de connaissances des migrants sénégalais résidant en France et en Italie sur leur comportement de transferts (Chort, Gubert et Senne, 2012, ACL-29). Un deuxième travail en cours se propose de tester l'existence d'un lien de causalité entre taille, composition du réseau migratoire et insertion des migrants sur les marchés du travail français et italien (Gubert, Navarra et Toma, 2012). Un troisième travail, également en cours, vise à apporter un éclairage sur les raisons qui président au choix, pour un ménage donné, d'envoyer tel membre en migration plutôt qu'un autre en fonction des rendements attendus de l'expérience migratoire (Chort et Senne, 2012). En outre, deux thèses, dont une a été soutenue fin 2011, mobilisent les données du projet, ainsi qu'un mémoire de master consacré à la mesure des asymétries d'information et à la façon dont elles influencent le comportement de transfert des migrants.

Sur la question des transferts toujours, des chercheurs de DIAL se sont également intéressés au cas des migrations Sud-Sud, en mobilisant les données issues d'une enquête menée en 2006 par l'université du Witwatersrand de Johannesburg, l'Institut Français d'Afrique du Sud et la Tufts University de Boston auprès de 639 migrants africains résidant à Johannesburg (Afrique du Sud). Ce travail montre qu'en plus des variables traditionnelles (revenu, âge, éducation du migrant, etc.), l'impact des conditions de départ du pays d'origine sur les transferts est déterminant, de même que celui des variables subjectives (perception de richesse et attachement du migrant à son pays d'origine). Les résultats font notamment apparaître qu'avoir fui son pays pour des raisons de violence réduit significativement la propension à transférer tandis que l'attachement et la perception d'une situation économique meilleure dans le pays d'accueil favorisent les transferts (Arestoff, Kuhn et Mouhoud, 2012, ACL-7). Un second travail en cours mené par les mêmes chercheurs sur les mêmes données s'intéresse à l'usage des transferts de fonds. Son objectif est d'identifier à quelle utilisation le migrant destine les fonds qu'il transfère vers son pays d'origine : les dépenses courantes, les dépenses de santé ou les dépenses d'investissement (éducation, logement, épargne).

Au-delà des transferts, les autres pratiques transnationales des migrants ont également suscité l'intérêt des chercheurs de l'unité, à travers deux projets en cours respectivement financés par la Ville de Paris et l'ANR. Le premier projet, intitulé "Gouvernance, biens publics locaux et associations de migrants maliens et sénégalais (GLAMMS)" (2009-2012), est coordonné par une chercheuse de DIAL. Il est né du constat, fait à partir des enquêtes MIDDAS, du très fort

engagement associatif des migrants sénégalais en France et en Italie, et de la participation très active des associations de migrants dans le développement des communautés d'origine au Sénégal et au Mali. L'idée a donc été de proposer un projet de recherche pluri-disciplinaire complémentaire à MIDDAS qui se focaliserait non plus sur les migrants et leurs familles d'origine, mais sur les associations de migrants et leurs actions dans les communautés d'origine, et qui examinerait, en amont, les raisons du fort engagement associatif des migrants sénégalais. Afin de nourrir la réflexion sur ce dernier point, une enquête ethnographique collective multi-située a été réalisée tout au long de l'année universitaire 2011-2012 dans le cadre d'un séminaire de recherche proposé à des étudiants en deuxième année du Master "Pratiques de l'Interdisciplinarité" de l'Ecole Normale Supérieure. Placée sous la responsabilité de deux sociologues ayant rejoint le projet (Jean-Philippe Dedieu et Aïssatou Mbodj-Pouye) et de deux chercheurs de l'unité, cette enquête a été menée dans l'objectif de documenter l'histoire et le fonctionnement de six associations de migrants et de comprendre les formes d'engagement de leurs membres, ainsi que l'incidence de leurs activités sur leurs communautés d'origine. Les analyses des entretiens réalisés sont encore trop préliminaires pour apparaître dans ce bilan, mais promettent d'être riches d'enseignements. Le second projet, financé par l'ANR et intitulé "Economie politique de la migration internationale et de ses effets sur les pays d'origine. Analyse du Sénégal et du Mali (POLECOMI)" (2011-2014), est consacré aux retombées politiques de la migration internationale et comporte un volet visant à étudier les pratiques transnationales politiques des migrants sénégalais. Dans ce cadre, une enquête sortie des urnes a été réalisée en février 2012, à l'issue du premier tour des élections présidentielles sénégalaises auprès de migrants sénégalais présents en France et aux Etats-Unis. Au total, 550 électeurs sénégalais résidant en région parisienne, au Havre, à Marseille ou à New-York ont été interrogés sur leur engagement politique, associatif ou syndical "ici et là-bas", ainsi que sur leurs opinions politiques et les éventuelles consignes de vote adressées à leurs proches au Sénégal. Les premiers résultats de cette enquête ont été présentés dans *Dialogue*, la lettre d'information de DIAL, en avril 2012.

Pour finir, un travail de recherche a cherché à identifier l'influence respective de la migration de retour et des transferts des migrants sur le comportement de vote (en termes de participation et de couleur politique) dans le pays d'origine. Ce travail a été réalisé à l'échelle de l'ensemble des communes du Mali, à partir des données du dernier recensement de population et des résultats aux élections municipales de 2004, et législatives de 2002 et 2007. Les résultats des analyses montrent que les communes où le pourcentage de migrants de retour est plus important ont aussi des taux de participation électorale plus importants (Chauvet et Mercier, 2011, CCOM-55/56) (voir aussi le thème 3 de la section I-1.2.).

## **Migration et développement des pays d'origine**

Les retombées de la migration sur le développement ont été analysées par les chercheurs de DIAL à travers le prisme des transferts individuels ou collectifs, d'une part, et celui de la valorisation de l'expérience migratoire à l'occasion du retour au pays des migrants, d'autre part.

### *Résultats*

Plusieurs travaux se sont intéressés à mesurer l'impact des transferts sur la pauvreté, l'éducation ou la santé dans les pays d'origine, en utilisant soit des données d'enquête ménage pour un pays donné, soit des données issues de bases portant sur un large échantillon de pays. Une première recherche s'est attachée à évaluer l'impact des transferts de migrants sur le niveau de la pauvreté et des inégalités au Mali, en mobilisant les données d'une enquête nationale menée en 2006 par l'Institut malien de la statistique. A partir de plusieurs scénarii

contrefactuels, les résultats suggèrent que les transferts sont associés à une réduction de l'incidence de la pauvreté de 5 à 11% et des inégalités mesurées par le coefficient de Gini de 5 points (Gubert, Lassourd et Mesplé-Somps, 2010, ACL-59). Une autre recherche placée sous la responsabilité d'un chercheur de DIAL dans le cadre d'un contrat de recherche du FEMISE (2009-2011) et dont les premiers résultats ont été présentés publiquement en avril 2011 est consacrée à l'effet des transferts de fonds des migrants algériens et marocains sur la pauvreté, les inégalités et l'éducation des enfants. Elle mobilise des données originales issues d'enquêtes ménages réalisées au Maroc (région de Zagora) et en Algérie (Kabylie et région de Tlemcen). Enfin, un article par trois chercheurs de DIAL propose une analyse macro-économique de l'impact respectif de l'aide et des transferts des migrants sur la santé des enfants (Chauvet, Gubert et Mesplé-Somps, 2009, ACL-25) (voir aussi le thème 2 de la section A-1.2.).

Les transferts "collectifs" des migrants sont également pris en considération dans les travaux de DIAL à travers le projet GLAMMS présenté plus haut, dont l'un des volets vise à évaluer l'impact de l'action des associations de migrants sur la disponibilité en biens publics locaux dans le cas du Mali. Jusqu'à présent, le travail effectué sur ce thème a été consacré à deux grands chantiers : (1) la prise en main et l'harmonisation des bases de données existantes au Mali ; (2) la conception de modules d'enquête qui ont été ajoutés au questionnaire de l'Enquête Modulaire et Permanente (EMOP) mise en œuvre en 2011 par l'Institut de la Statistique du Mali. Le premier chantier vise à tirer profit des recensements généraux de la population et de l'habitat (RGPH) du Mali réalisés en 1976, 1987, 1998 et 2009, ainsi que de l'enquête sur la pauvreté des communes de 2006 pour mesurer, à l'échelle de chaque village et commune du Mali, le type et la quantité de biens publics disponibles (nombre et type d'écoles, nombre de centres de santé, nombre de points d'eau, etc.) à différents points du temps. L'idée est ensuite de croiser l'ensemble de ces informations avec le recensement des associations maliennes en France réalisé dans le cadre du projet afin de voir dans quelle mesure la présence d'association(s) de ressortissants influence le nombre et le type de biens publics disponibles au sein des villages et/ou communes. Concernant le second chantier, l'INSTAT a accepté que soient ajoutés plusieurs modules au questionnaire de l'enquête EMOP 2011 : un module communautaire recensant les biens publics locaux, ainsi que leurs sources de financement et leur mode de gestion ; et quelques modules visant à enrichir le questionnaire ménage (dont un relatif à l'expérience migratoire des individus). Les données collectées sont en cours d'analyse.

Une autre manière d'appréhender l'impact de la migration sur le développement est de se focaliser sur les migrants de retour, et de voir dans quelle mesure ces derniers parviennent à valoriser leur expérience migratoire sur le marché du travail de leur pays d'origine. Plusieurs travaux ont été effectués sur ce thème. Deux d'entre eux mobilisent les données collectées dans le cadre du projet MIREM auprès de 900 migrants de retour au Maroc, en Tunisie et en Algérie.<sup>26</sup> Le premier analyse le comportement entrepreneurial des migrants de retour dans ces trois pays (Gubert et Nordman, 2008, ACL-57). Il vise à identifier dans quelle mesure la situation du migrant avant son départ et les caractéristiques de son séjour en migration exercent une influence sur sa propension à investir dans une activité entrepreneuriale après son retour. Le second article compare les conditions de vie, la situation professionnelle et le bien-être subjectif des migrants avant et après leur départ en migration et tente d'identifier les conditions requises pour que l'expérience migratoire à l'étranger soit un facteur de mobilité sociale ascendante et pour qu'elle soit vécue positivement par les migrants (Gubert et

---

<sup>26</sup> Le projet MIREM (Migration de REtour au Maghreb) est un projet porté par un chercheur de l'Institut Universitaire Européen, Jean-Pierre Cassarino, qui a été financé par l'Union européenne (DG Développement et Coopération – EuropeAid) et l'Institut Universitaire Européen.

Nordman, 2008, ACL-57). Un troisième article mobilisant les enquêtes 1-2-3 conduites dans sept capitales d'Afrique de l'ouest s'attache à analyser les performances des migrants de retour sur le marché du travail de leur pays d'origine (De Vreyer, Gubert et Robilliard, 2010 - ACL-41). Au plan théorique, avoir une expérience migratoire est susceptible d'avoir deux effets contradictoires. D'un côté, le migrant peut avoir accumulé à l'étranger des compétences qu'il parvient à valoriser à son retour. Dans ce cas, on s'attend à ce que les gains des migrants de retour soient, toutes choses égales par ailleurs, supérieurs à ceux des non-migrants. D'un autre côté, l'absence du migrant peut avoir entraîné une perte de capital social dans le pays d'origine et se traduire par des difficultés de réinsertion au moment du retour. On s'attend alors à un résultat inverse. Les résultats des analyses économétriques suggèrent un impact variable de l'expérience migratoire selon la provenance des migrants. Elle est à l'origine d'une prime salariale pour les seuls migrants de retour d'un pays de l'OCDE, tandis qu'elle est sans effet pour les migrants provenant d'autres pays.

En marge de ces deux grands thèmes, quelques travaux ont également été menés sur les déterminants des migrations (internes et internationales) et/ou leur dynamique. Un premier travail mobilise les données des enquêtes 1-2-3 pour documenter les caractéristiques des flux migratoires entre pays d'Afrique de l'Ouest et identifier ce qui les détermine. Les résultats des analyses suggèrent que les différences de gains potentielles ont un impact très significatif sur les probabilités de choisir un pays de résidence plutôt qu'un autre et que, toutes choses égales par ailleurs, les individus tendent à vivre dans des pays où, compte tenu de leurs caractéristiques observables et non observables, ils reçoivent des revenus plus élevés (De Vreyer, Gubert et Roubaud, 2010, ACL-42). Un deuxième travail a été réalisé dans le cadre du projet européen AUGUR financé par le 7ème PCRD et dont un *work package* dédié aux migrations est sous la responsabilité d'un chercheur de DIAL. L'article propose un modèle visant à expliquer les flux migratoires observés entre les grandes régions du monde. Des régimes nationaux et régionaux d'immigration sont ainsi dessinés en croisant les structures des marchés du travail, les spécialisations internationales et les politiques d'immigration. L'article s'achève sur une discussion autour de différents scénarii d'évolution d'ici 2030 (Mouhoud, Oudinet et Duwicquet, 2012, AP-88). Un travail assez similaire a été réalisé par deux autres chercheurs de l'unité dans le cadre du projet « *The Future of Migration* » de l'OCDE courant 2008, lequel a débouché sur un article à vocation prospective sur la migration internationale en provenance du Maghreb (Gubert et Nordman, 2009, AP-56). Enfin, un dernier travail en cours cherche à développer un modèle d'équilibre général calculable prenant en compte la migration temporaire et la mobilité des prestataires de service sous le mode 4 de l'AGCS et devrait être prochainement appliqué au cas de la Tunisie (David et Marouani, 2012, ACL-40). L'objectif principal est d'explorer les conséquences potentielles sur les pays du Sud de la Méditerranée d'une migration temporaire accrue et de la libéralisation du mouvement temporaire des personnes dans le cadre du mode 4, tel que défini par l'Accord général sur le commerce des services (AGCS). Dans le cadre de ce mode 4, un étranger fournit un service dans un pays étranger en tant que fournisseur indépendant (consultant, travailleur de la santé, par exemple) ou salarié d'un fournisseur de services (bureau de consultants, société de construction). L'analyse sera principalement focalisée sur les effets sur l'emploi, l'éducation et la migration des jeunes actifs du Sud, notamment les plus diplômés d'entre eux dont le taux de chômage augmente régulièrement du fait de facteurs démographiques et de la croissance exponentielle des taux de scolarisation universitaire.

## **A-1.2. Axe 2 : Mondialisation et économie politique du développement**

Ce second axe thématique adopte une orientation plus macro-économique que le précédent, même si les outils et les données micro-économiques ont pu être mobilisés lorsque cela était pertinent. Un premier thème concerne le commerce international et notamment son impact sur le développement et le bien être des populations. Le financement du développement est le second thème de recherche de cet axe. Plusieurs aspects sont abordés, allant de l'allocation internationale de l'épargne et son impact sur la croissance, à l'analyse des systèmes de microfinance, en passant par l'impact des Investissements Directs Etrangers et l'efficacité de l'aide au développement. Le troisième thème de cet axe, enfin, traite des questions de gouvernance, aux niveaux macro- et micro-économique.

### **Thème 1 : Commerce**

L'attention des chercheurs travaillant sur ce thème se porte sur les marchés des matières premières ainsi que sur les déterminants et les effets de l'ouverture commerciale, qui désigne ici non seulement les politiques de libéralisation commerciale et l'insertion des pays dans les échanges mondiaux mais aussi la globalisation des entreprises selon différentes modalités. Les travaux de recherche s'inscrivent principalement dans quatre sous-thèmes : la question des nouveaux critères de mesure du commerce et de la spécialisation, l'analyse des déterminants dits "non traditionnels" du commerce, l'étude des effets de l'ouverture commerciale (et notamment des différentes modalités d'internationalisation des firmes) tant sur les performances des entreprises que sur le développement et le bien-être des populations et enfin l'étude historique et prospective des marchés mondiaux des matières premières.

### **Critique et reconstruction des indicateurs d'ouverture commerciale**

#### *Justification / antécédents*

L'étude des déterminants et des conséquences de l'ouverture commerciale implique au préalable de porter un regard critique sur les indicateurs usuellement utilisés pour la mesurer. En effet, ces indicateurs présentent des limites. A titre d'illustration, les taux d'ouverture usuellement utilisés mettent en relation deux grandeurs qui ne sont pas comparables (commerce aux prix de production d'un côté et valeur ajoutée -PIB- de l'autre). La fragmentation internationale des processus de production conduit à réduire le contenu en valeur ajoutée nationale des exportations. Ceci est à l'origine de biais dans le cadre de comparaisons historiques ou d'évaluations de la dépendance au commerce (les pays spécialisés en amont -Brésil- apparaissent mécaniquement moins "ouverts" que les pays situés en aval -Chine-).

#### *Objectifs*

Les travaux de l'UMR sur ce thème visent donc à étudier les biais qu'introduisent les indicateurs d'ouverture commerciale existants et à proposer des méthodes alternatives.

#### *Résultats*

L'incapacité des statistiques du commerce international (et des indicateurs usuels d'ouverture - de type commerce/PIB- ou de spécialisation) à comptabiliser le commerce en termes de valeur ajoutée constitue l'une des limites aujourd'hui assez largement reconnues. Celle-ci n'est pas sans conséquence sur les politiques commerciales et ce problème a été abordé dans plusieurs publications de l'unité (Siroën 2008a –CO-112, 2009a –PV-38, 2011a –ACL-89,

2011b –ACLN-46). Les organisations internationales (OMC, OCDE, FMI, etc.) ont d'ailleurs lancé des programmes de recherche à ce sujet (le programme "Made in the World" à l'OMC en est un exemple). Un des vecteurs de l'évolution du commerce est notamment le développement d'une spécialisation "verticale" et par "tâche", par opposition à une spécialisation en termes de produit final. Les zones franches d'importations/exportations constituent un moteur de l'accélération de cette spécialisation verticale par tâche. Dans le cadre d'un projet ANR "*Les zones franches comme stratégie de développement. Le cas de la Zone Franche de Manaus*" (2010-2014) porté par un chercheur de DIAL, une étude de cas autour de cette problématique de comptabilisation du commerce en termes de valeur ajoutée est actuellement conduite sur la zone franche de Manaus. En partenariat avec la "chaire française dans l'État de São Paulo" à l'Université de São Paulo et l'équipe du Pr. J. Guilhoto, deux chercheurs de l'unité ont entrepris une recherche à partir de données locales et de tableaux input-output au niveau des États et des municipalités brésiliennes : celle-ci vise à évaluer les déterminants du commerce en termes de valeur ajoutée des États brésiliens.

Les statistiques du commerce international et les indicateurs d'ouverture souffrent d'un autre biais qui tend à surestimer l'ampleur de la mondialisation commerciale : l'évolution des frontières politiques des pays et la multiplication, depuis la fin de la seconde guerre mondiale, du nombre de pays indépendants, qui est passé de 74 en 1948 à 192 aujourd'hui. Les effets de cette désintégration politique sur la croissance du commerce international ont été évalués depuis 1948 dans Lavallée et Vicard (2010, AP-73). Les auteurs montrent que les statistiques du commerce international doivent être manipulées avec précaution dès lors que l'on souhaite évaluer l'ampleur du processus de mondialisation. Les simulations indiquent qu'en 2005, le commerce international serait de 9% plus élevé avec les frontières de 2005 qu'avec celles de 1948. Cependant 13% du commerce international en 2005 aurait été considéré comme intra-national en 1948. Ainsi, lorsque le commerce intra-national est supprimé des simulations, le commerce total avec les frontières de 2005 s'avère plus faible (de 4%) que celui de 1948.

L'ouverture commerciale concerne également et de façon croissante les services. Là encore se pose la question de la mesure (la nature intangible des services et leur mode d'échange restent difficiles à appréhender) mais aussi celle de la classification des différentes catégories d'activités de services. Il est notamment important de disposer d'une typologie des services qui permette de mieux appréhender les choix de localisation, afin de mieux caractériser la spécialisation de différentes zones d'emplois. La spécialisation dans les services joue en effet un rôle important dans les performances économiques d'un pays et des territoires qui le composent.

Ainsi, d'après Mouhoud (2008, ACLN-33, 2010, CO-75), les territoires ont des performances sous-estimées lorsque l'on ne prend pas en considération leur spécialisation dans les activités de services. A titre d'exemple, celles-ci représentent en France près de deux tiers de la valeur ajoutée et des emplois. Une grande agglomération comme l'Ile de France a entamé cette mutation de l'industrie vers les services et la force de son territoire économique se trouve dans la connexion étroite entre les services et les autres activités économiques. Pour mesurer correctement les performances économiques d'un territoire, il faut donc établir une typologie des services qui découle des critères de localisation des activités. Ces travaux montrent que les services de la connaissance et d'investissement immatériels tout comme les services collectifs à fortes économies d'échelle (qu'ils soient publics ou privés) constituent des services clés qui contribuent aux performances des territoires et à la qualité de l'emploi.

## Les déterminants non traditionnels du commerce

### *Justification / antécédents*

Au-delà des instruments qui relèvent directement de la politique commerciale (barrières tarifaires et non tarifaires), le commerce est déterminé par une multitude de facteurs tels que les coûts de transport, la structure des avantages comparatifs, les institutions, les villes marchandes etc. dont il importe de mesurer l'ampleur.

### *Objectifs*

Les recherches menées à DIAL visent à évaluer le rôle de certains déterminants non traditionnels du commerce, parmi lesquels figurent les régimes politiques, les variables de "bonne" gouvernance (corruption), le respect des normes fondamentales de travail, le niveau de décentralisation interne (fédéralisme), l'implantation de zones franches d'importation ou d'exportation, ou encore l'implantation historique de "villes marchandes". Pour ce faire, l'équipe DIAL profite notamment de l'expertise qu'elle a acquise dans les modèles de gravité qui font du commerce une variable expliquée par la taille et la distance mais aussi par de nombreuses autres variables d'intérêt. Sans cesse améliorés et mis au niveau des progrès de l'économétrie, les modèles de gravité permettent en effet de mieux quantifier les rôles respectifs des déterminants traditionnels et non traditionnels du commerce<sup>27</sup>.

### *Résultats*

A partir d'un modèle de gravité, Duc, Granger et Siroën (2007 –ACL-44) analysent les effets de l'inclusion d'une "clause démocratique" dans les accords commerciaux et montrent qu'elle tend à réduire les échanges quand elle implique au moins un pays du Nord. Duc, Lavallée et Siroën (2008 –ACL-45) s'intéressent à l'influence de la démocratie et de la lutte contre la corruption sur le commerce bilatéral. Sont d'abord analysés les effets de la similarité des institutions sur le commerce bilatéral puis, à partir des effets fixes pays, ceux de la démocratie et de la lutte contre la corruption sur le commerce pour l'ensemble des pays. Il apparaît que les pays démocratiques sont plus ouverts mais que deux pays démocratiques n'échangent pas davantage entre eux. L'inverse est constaté pour la corruption. C'est également à partir d'un modèle de gravité que Granger et Siroën (2009 –CACTI-13) analysent l'influence du respect des normes fondamentales de travail de l'OIT sur le commerce : leur non-respect tend à favoriser le commerce avec les pays qui les respectent.

Le fédéralisme fiscal constitue aussi un déterminant non traditionnel du commerce, qui a des implications tant sur le commerce interne qu'externe d'un pays. Bami et Siroën (2010, CACTI-2) étudient ainsi le lien entre ouverture économique et fiscalité au Brésil - pays qui pratique un fédéralisme fiscal- et identifient les distorsions introduites par une TVA perçue au niveau des États. Siroën et Yücer (2012 -ACL-90) quantifient quant à eux les effets du Mercosur non seulement en termes d'effets de création et de distorsion, mais également sur le commerce entre les États brésiliens.

Enfin, avec un regard cette fois historique, Chalmin et Giraudo (2010, OU-12) examinent la place des villes marchandes dans l'organisation des échanges mondiaux depuis le temps des premiers comptoirs de la Hanse et de Venise jusqu'à la période contemporaine.

---

<sup>27</sup> L'utilisation du modèle de gravité a notamment conduit à relativiser le rôle des politiques commerciales et à réhabiliter l'influence des distances (géographiques, culturelles,...).

Ces déterminants non traditionnels des échanges conduisent à poser la question du périmètre des compétences des institutions régulatrices, comme l'OMC et les organisations régionales, qui privilégient les déterminants traditionnels (obstacles tarifaires et non tarifaires, subventions). Siroën (2007, ACL-88, 2009, AP-108, 2011, ACL-89) a lié les questions de ce périmètre aux difficultés des négociations multilatérales de Doha.

## **Les conséquences de l'ouverture commerciale : performances des entreprises et bien-être des populations**

### *Justification / antécédents*

Face aux changements induits par la mondialisation, les firmes adoptent des stratégies multiples définissant leur insertion internationale. Les conséquences de ces stratégies sur les performances économiques, sur les marchés du travail et sur la distribution des revenus méritent d'être étudiées. Ce type de recherches devient d'autant plus intéressant que la disponibilité croissante de données d'entreprises et sectorielles suffisamment détaillées rend possible un dialogue permanent entre développements théoriques et études empiriques. Les travaux de l'UMR sur ces thèmes s'inscrivent dans ce dialogue.

### *Objectifs*

Les travaux entrepris par l'équipe DIAL ont pour premier objectif de mieux appréhender les stratégies des firmes face aux changements de l'environnement concurrentiel et d'accès aux marchés, en particulier les différentes modalités d'internationalisation de leurs activités. Les recherches visent également à évaluer les conséquences de ces stratégies sur les performances des entreprises (technologiques, profitabilité, etc.). Parallèlement, les analyses des effets "sociaux" de l'ouverture commerciale sont centrées sur les conséquences en termes d'emploi, mais aussi de pauvreté et d'inégalités de revenu. Sur ces questions, les travaux empiriques cherchent à établir des enseignements aussi bien à partir d'études de cas (pays, régions) que de comparaisons internationales.

### *Résultats*

La question des stratégies des firmes est traitée dans deux ouvrages parus en 2010 et 2011, lesquels proposent une analyse approfondie des logiques, de l'ampleur et des effets de la mondialisation des entreprises et de la délocalisation des activités. De nombreuses questions sont traitées tant sur la progression des firmes multinationales des pays émergents que sur les mouvements de relocalisations industrielles dans les pays d'origine ou encore sur l'évaluation des effets en termes d'emplois (Mouhoud, 2010, OU-19, 2011, OU-20).

La prise en compte de l'hétérogénéité des firmes permet d'analyser les effets des politiques de libéralisation commerciale et de l'insertion dans le commerce mondial sur les performances des entreprises. Deux études (Bas et Ledezma, 2009, CO-6 et 2010, ACL-8) portent sur l'impact des réformes commerciales chiliennes qui, du fait de leur ampleur, constituent un cas d'étude intéressant. A partir de données d'établissements de l'industrie manufacturière, Bas et Ledezma (2010, ACL-8) montrent que l'intégration commerciale peut avoir des effets différenciés sur la productivité : pour les firmes opérant dans les secteurs exportateurs, la réduction de barrières à l'exportation est positivement associée à la productivité, tandis que la réduction de barrières à l'importation peut nuire à l'évolution de la productivité des firmes en concurrence avec les importations.

L'impact des flux d'investissements directs étrangers (IDE) sur la productivité des firmes a également été étudié dans les pays émergents et en développement. A partir de données de panel sur la période 1960-2004, Bouoiyour, Hanchane et Mouhoud (2009, ACL-12) montrent que la présence étrangère n'a pas d'impact sur la productivité dans un échantillon large

comprenant 63 pays en développement. En revanche, le capital humain a un effet positif sur la productivité.

Afin de mieux appréhender les liens entre l'implantation à l'étranger des firmes (notamment petites et moyennes) et leurs performances, Gazaniol, Peltrault et Siroën (2011 -ACL-53) évaluent les performances des firmes multinationales dans l'industrie manufacturière française et les comparent à celles des entreprises uniquement exportatrices et domestiques. Les entreprises françaises implantées à l'étranger ont de meilleures performances que les autres. Les primes à l'implantation s'avèrent très significatives et dépassent largement les primes à l'exportation, indépendamment de la taille, de la conjoncture et du secteur d'activité. Les meilleures performances des entreprises implantées à l'étranger s'expliquent en partie par un effet de sélection : investir à l'étranger s'accompagne de coûts fixes importants et nécessite un niveau de productivité relativement élevé. Toutefois, les firmes qui s'implantent pour la première fois à l'étranger, les primo-investisseurs, connaissent également une croissance significative de leurs ventes, de leur valeur ajoutée, de leurs effectifs et de leurs exportations *ex post*.

L'impact de la première implantation à l'étranger est étudié plus précisément par Gazaniol et Peltrault (2010, CO-49) pour des firmes françaises à partir de la méthode d'appariement. Pour l'ensemble des primo-investisseurs, une amélioration de leurs performances (emploi, chiffre d'affaires, valeur ajoutée, intensité d'exportation) est observée, sauf pour la productivité. Il n'y a pas d'effet d'apprentissage. Un impact différencié selon l'appartenance à un groupe est également mis en évidence : l'implantation à l'étranger a peu d'effet sur les entreprises indépendantes et les têtes de groupes, mais une forte incidence pour les filiales de groupes français.

L'implantation à l'étranger peut aussi jouer un rôle sur la capacité d'innovation d'une entreprise : toutes choses égales par ailleurs, la probabilité d'innover pour la première fois augmente de neuf points pour les entreprises exportatrices et de douze points pour les multinationales uniquement implantées dans des pays développés (Dhont-Peltrault, Gazaniol et Peltrault, 2010, AP-44).

Plusieurs travaux cherchent à mieux expliciter les liens entre concurrence, réglementation des marchés et innovation. L'idée selon laquelle la libéralisation des marchés, et en particulier l'exposition à la concurrence internationale, constituent un moteur de l'innovation, et ce d'autant plus que les économies sont à proximité de la frontière technologique est mise en question dans les travaux d'Amable, Demmou et Ledezma (2010, ACL-4). Les auteurs montrent comment, sur le plan théorique, les arguments qui sous-tendent cette thèse peuvent être relativisés, voir inversés, lorsque la possibilité d'interactions stratégiques entre les concurrents est prise en compte. Des tests économétriques sont menés à partir de statistiques sur les brevets déposés à l'Office européen ainsi que d'un ensemble d'indicateurs sur les réglementations des marchés de produits : à nouveau, les résultats ne permettent pas de valider cette thèse au niveau sectoriel. Des conclusions similaires sont obtenues par les auteurs dans le cadre de nouvelles estimations économétriques (Amable, Demmou et Ledezma, 2011, ACL-5) : utilisation de nouvelles mesures de performance afin d'incorporer la productivité du travail, mobilisation de statistiques provenant de l'Office américain de dépôt de brevets, prise en compte d'environnements distincts de protection de la propriété intellectuelle, etc.

En outre, une analyse plus détaillée des interactions stratégiques est proposée par Ledezma (2012, ACL-69) dans le cadre d'un modèle à échelles de qualité (*quality ladders*), où la réglementation des marchés de produits (RMP) constitue un dispositif contraignant les stratégies des acteurs. Si la RMP peut avoir un rôle négatif direct sur le processus

d'innovation, elle peut aussi avoir des conséquences positives indirectes. A partir d'un certain seuil, la RMP pèse davantage sur les leaders et réduit donc les désavantages des concurrents potentiels, qui mènent alors l'innovation.

En parallèle à ces travaux examinant les liens entre internationalisation des firmes, performances et innovation, les chercheurs de DIAL ont entrepris un ensemble de travaux étudiant les effets "sociaux" de l'ouverture commerciale.

Bensidoun, Jean et Sztulman (2011, ACL-9) réexaminent l'influence du commerce international sur la distribution des revenus. A partir d'un modèle théorique qui ne fait aucune hypothèse restrictive quant au lien entre spécialisation commerciale et dotation factorielle, les auteurs montrent que l'effet du commerce international sur la distribution des revenus d'un pays doit être appréhendé par une mesure des évolutions du contenu en facteurs de ses exportations nettes. L'étude montre que ces évolutions ont un impact significatif sur la distribution des revenus. Le signe et l'ampleur de cet effet sont conditionnels au niveau de revenu du pays : une hausse du contenu en travail du commerce accroît les inégalités dans les pays pauvres mais les réduit dans les pays riches (l'inverse est observé pour le contenu en capital). Ainsi, dans les années 1980 et 1990, le commerce international aurait contribué de façon significative à l'augmentation des inégalités de revenu dans les pays en développement.

D'autres recherches portent plus précisément sur le cas d'un seul pays. Castilho, Menéndez et Sztulman (2012, ACL-18) étudient l'impact de la libéralisation commerciale et du commerce international sur les inégalités de revenu et le niveau de pauvreté des ménages au sein des Etats brésiliens. D'après l'étude économétrique, en zone urbaine, la libéralisation commerciale aurait contribué à accroître les niveaux de pauvreté et d'inégalité, tandis qu'elle entraînerait une diminution des inégalités (et parfois de la pauvreté) en zone rurale. En termes d'insertion des Etats brésiliens dans le commerce international, la propension à exporter d'un Etat contribuerait à réduire tant la pauvreté que les inégalités de revenu, mais la pauvreté d'un Etat s'accroît avec la hausse du taux de pénétration des importations.

Une autre recherche évalue l'impact distributif de l'adhésion du Vietnam à l'OMC (Cling et al., 2009 – ACL-30). Cette étude est la première à prendre en compte les engagements effectifs pris par ce pays lors de son adhésion à l'OMC. Elle s'appuie sur un modèle d'équilibre général calculable (EGC) de l'économie vietnamienne et un modèle de micro-simulation élaborés par les chercheurs de DIAL. Selon elle, l'adhésion du Vietnam à l'OMC accélère les tendances à l'œuvre du point de vue économique et social : elle exerce un impact positif sur le PIB et les exportations et autorise des gains d'emplois salariés, particulièrement dans le secteur industriel, la croissance des salaires (non qualifiés en premier lieu), une réduction des inégalités hommes-femmes, ainsi qu'une diminution de la pauvreté. En revanche, elle contribue à accroître les inégalités entre zones urbaines et rurales. Ces résultats soulignent l'importance des mesures d'accompagnement qui doivent être mises en place concomitamment avec l'entrée à l'OMC, en particulier dans le domaine des migrations internes, des politiques régionales et de l'aide aux salariés touchés par les restructurations, afin d'éviter une montée des inégalités

La question de l'impact sur l'emploi des délocalisations a également été étudiée (Mouhoud 2010, ACLN-33 et 2011, ASCL-6). Dans une économie efficace, les emplois perdus localement sont recréés au niveau global : il existe en effet des mécanismes de compensation, notamment grâce à la réimportation des produits finaux (issus de la délocalisation) à des prix plus faibles qui modifie la structure de la demande du pays d'origine. Mais, du fait de l'existence de comportements de marge, ces mécanismes de compensation le plus souvent ne s'opèrent pas. L'absence de répercussion sur le prix de la baisse des coûts de production

constitue ainsi un facteur de blocage de la compensation au niveau macro-économique : l'effet négatif de la délocalisation sur l'activité au niveau local n'est pas compensé par un effet net positif au niveau global ou national.

## **Etude historique et prospective des marchés mondiaux des matières premières**

### *Justification / antécédents*

Dans un contexte de tension sur l'approvisionnement en matières premières minérales et agricoles, la compréhension du fonctionnement des marchés des matières premières permet d'apporter un éclairage sur un des aspects fondamentaux de l'environnement macroéconomique des pays en développement.

### *Objectifs*

Les travaux de DIAL visent à apporter un éclairage historique et prospectif sur l'évolution de ces marchés dans le long terme.

### *Résultats*

Poursuivant une série de travaux initiée en 1986, Philippe Chalmin a assuré la direction de la publication annuelle du rapport CyclOpe consacré à l'étude de l'environnement international et de la conjoncture de tous les marchés de commodités. L'équipe de rédacteurs réunit plus d'une cinquantaine de spécialistes du monde entier (DO-2 à DO-7). Dans la même lignée, mais cette fois uniquement pour ce qui concerne l'agriculture et les matières premières agricoles, Bureau et Chalmin (2007, OU-8) ont rédigé un rapport sur les perspectives agricoles en France et en Europe pour le compte du Conseil d'Analyse Economique auprès du Premier Ministre et Chalmin (2009, OU-11) un essai sur l'évolution prospective des marchés agricoles dans le monde. Enfin, prolongeant ces travaux, mais cette fois dans une perspective historique, un livre réunissant un ensemble d'essais sur l'histoire des principales matières premières et des grands marchés (énergie, agriculture, métaux) a également été publié (Chalmin, OU-9 et 10).

## **Thème 2 : Financement du développement**

Plusieurs travaux collectifs de DIAL s'intéressent à la question du financement du développement. Pas moins de onze chercheurs de l'unité sont impliqués dans cet axe de recherche, mais il est également notable que ce thème a donné lieu à de nombreuses collaborations avec des chercheurs extérieurs à l'unité. Plusieurs de ces travaux ont été financés par des organismes nationaux ou internationaux, publics ou privés et ont donné lieu à des publications.

Les recherches sur ce thème s'articulent en trois sous-parties. La première s'intéresse aux déterminants de l'épargne des ménages et aux implications de la mondialisation pour le financement des retraites dans les pays en développement et en France. La deuxième porte sur l'efficacité de l'aide publique au développement, principale source de financement des pays les plus pauvres. Enfin, la troisième s'intéresse aux sources de financement alternatives à l'aide publique (ressources internes, transferts des migrants, microcrédit, endettement) ainsi qu'aux complémentarités pouvant exister entre ces différentes sources de financement.

## Mondialisation de l'épargne et croissance

### *Justification / antécédents*

La libéralisation financière a accompagné le développement de transferts internationaux d'épargne. Dans les années 2000, les pays émergents et en développement sont devenus exportateurs nets de capitaux et les pays industriels, importateurs nets. Cette évolution est néanmoins due à des circonstances particulières conduisant à un excédent courant des PED ou émergents : taux d'épargne élevé dans des pays émergents lancés dans une stratégie de croissance par les exportations (Chine), augmentation du prix des matières premières (Russie, Brésil).

Certains pays émergents ont achevé leur phase de transition démographique et se heurteront dans les prochaines années à des problèmes de vieillissement. La plupart des pays de l'OCDE et des pays émergents ont mis en œuvre des réformes des régimes de retraite. Que les réformes prévoient l'instauration de systèmes de fonds de pension ou une modification des paramètres des régimes de retraite par répartition, ces évolutions génèrent différentes incidences sur la structure et le niveau de l'épargne des ménages, sur les marchés des capitaux internationaux et ainsi sur la croissance et le développement. Les fonds de pension sont ainsi un vecteur de la mondialisation de l'épargne.

### *Objectifs*

Dans ce contexte, des travaux ont été menés sur les problématiques du financement de la retraite et sur le comportement d'épargne des ménages au Maroc.

### *Résultats*

Sur la problématique du financement de la retraite, un important travail de recherche s'est intéressé au lien entre trajectoires professionnelles et niveau des retraites dans le cas de la France. Le point de départ de l'analyse est le constat que les aléas de carrière (inactivité, chômage, temps partiel) sont de plus en plus nombreux en France. Or, le système d'assurance vieillesse comporte des dispositifs de solidarité permettant de limiter les effets de certains de ces aléas. Quel est leur efficacité ? A partir de la méthodologie des cas-types de carrières marquées par différents aléas, l'analyse réalisée évalue comment le système de retraite corrige les écarts à la carrière continue à temps complet. Les résultats indiquent que l'impact négatif des aléas sur la pension est réduit quel que soit le profil de salaire grâce aux règles non contributives. L'ampleur de cette diminution est néanmoins différente entre la pension versée par le régime de base et celle des régimes complémentaires. Néanmoins, il ressort que, pour tous les cas-types considérés, quel que soit l'aléa, les mécanismes redistributifs du régime de base sont préservés sur la retraite totale (Briard *et al.*, 2011, ACL-16 et 2011, ACL-17).

Depuis le début des années 1990, la situation économique et financière du Maroc est relativement stable mais la croissance, très volatile, n'a pas permis de faire reculer le chômage et la pauvreté. Dans ce contexte, la mobilisation de l'épargne des ménages représente une des stratégies majeures des institutions publiques et privées pour promouvoir l'investissement et la croissance. La mise en œuvre de ces stratégies nécessite une analyse assez précise des déterminants de l'épargne. Or, les questions d'allocation de revenu et de décision d'épargne des ménages ont été peu abordées dans le cas de l'économie marocaine.

Avec le soutien, en France, de la Caisse des Dépôts et Consignations et, au Maroc, de la Caisse des Dépôts et de Gestion, une recherche sur les déterminants de l'épargne des ménages marocains a été réalisée par trois chercheuses de DIAL en collaboration avec Touhami Abdelkhalek de l'INSEA (Rabat). L'analyse économétrique des déterminants microéconomiques de l'épargne des ménages est effectuée à partir d'une enquête sur données

individuelles menée à la fois en zone urbaine (Essaouira) et en zone rurale (Bouaboud). Elle révèle que l'hypothèse de cycle de vie n'est confirmée ni en zone rurale ni en zone urbaine et que les déterminants de l'épargne sont sensiblement différents selon le lieu de résidence des ménages (Abdelkhalek *et al.*, 2012a, ACL-1 et 2012b, ACL-2)

## **Aide au développement et réduction de la pauvreté**

### *Justification / antécédents*

L'aide au développement est l'un des principaux instruments dont dispose la communauté internationale pour contribuer au développement des pays du Sud. Depuis les travaux de Burnside-Collier-Dollar, d'intenses débats animent la littérature académique sur les conditions d'efficacité de l'aide.

### *Objectifs*

Les travaux de DIAL visent à contribuer à l'accumulation des connaissances sur l'efficacité des flux d'aide, notamment en termes de croissance. Ils visent également à évaluer les gains en efficacité résultant de l'engagement des bailleurs de fonds à suivre des "bonnes" pratiques (moins de fragmentation, plus de sélectivité, une meilleure appropriation).

### *Résultats*

Avec une approche théorique, un premier travail s'interroge sur l'impact de l'aide au développement sur la croissance des pays récipiendaires (Raffinot et Venet, 2011a, AP-109 et 2011b, CCOM-178). En utilisant un modèle à générations imbriquées, les auteurs montrent que la répartition de l'aide internationale reçue entre jeunes et vieux peut affecter l'épargne et la croissance du pays récipiendaire et le bien-être de ses habitants. Le modèle prend en compte le fait que les sociétés en développement sont généralement marquées par une "déférence pour les anciens" profondément ancrée dans la culture traditionnelle. Il en résulte qu'une partie de l'aide reçue est systématiquement captée par les anciens au détriment des jeunes. En supposant que les donateurs internationaux sont incapables de manipuler cette part, le modèle prédit que la part de l'aide qui revient aux vieux a un impact sur la croissance et le bien-être positif en dessous d'un certain seuil et négatif au-delà.

Dans un autre travail mené par une chercheuse de DIAL en collaboration avec Paul Collier (Université d'Oxford) et Marguerite Duponchel (Banque mondiale), les auteurs explorent l'efficacité de l'aide de la Banque mondiale dans les pays en situation de post-conflit. L'originalité de l'étude est d'utiliser les évaluations des projets de la Banque mondiale menées par l'*Independent Evaluation Group*. Les résultats suggèrent que la réussite des projets d'aide est plus difficile à réaliser en situation de post-conflit, mais que cela peut-être compensé par une supervision efficace des projets (Chauvet, Collier et Duponchel, 2010a, AP-21 et 2010b, PV-5).

Enfin, un travail sur la volatilité de l'aide explore les différents mécanismes par lesquels l'influence stabilisatrice de l'aide opère. Trois mécanismes sont identifiés : (i) une instabilité de l'aide relativement plus faible que celle des exportations ; (ii) une influence contra-cyclique de l'aide par rapport aux cycles des exportations ; (iii) un niveau d'aide relativement élevé par rapport aux exportations (Chauvet et Guillaumont, 2009, ACL-26).

Sur les liens entre 'bonnes' pratiques des donateurs et efficacité de l'aide, un premier travail a analysé les évolutions récentes en matière d'allocation de l'aide pour tenter d'identifier si celle-ci est devenue plus sélective depuis le débat sur le principe de sélectivité de l'aide qui a fait rage à la fin des années 1990. A cette époque, certains auteurs avaient proposé un système de sélectivité des pays receveurs en fonction de la qualité de leurs politiques économiques, condition sans laquelle l'aide ne serait pas efficace. Ce principe de sélectivité a vite abouti à

la discussion d'une allocation optimale de l'aide qui, en ciblant prioritairement les pays aux bonnes performances économiques, permettrait de maximiser le nombre de personnes sorties de la pauvreté. D'autres critères d'allocation "optimale" ont par la suite été proposés, tels par exemple les handicaps structurels de croissance (Cogneau et Naudet, 2007, ACL-37). Les résultats suggèrent que la pratique réelle des donateurs relève davantage d'un principe d'égalité des chances en fonction des handicaps structurels que d'un principe de pure efficacité (Chauvet, Cogneau et Naudet, 2008, ACL-20).

Un deuxième travail, qui a donné lieu à plusieurs articles, explore dans quelle mesure une meilleure appropriation des réformes peut être à l'origine d'une amélioration de l'efficacité de l'aide. Ses conclusions suggèrent que l'amélioration n'est pas systématique et qu'elle dépend l'alignement des préférences des pays donateurs et récipiendaires, qui varie suivant les domaines (Fisette et Raffinot, 2009, DO-13 ; Raffinot, 2009, AP-107 ; Raffinot, 2010, ACL-84).

Enfin, un travail en cours, cherche à évaluer l'impact de la structure de l'aide (fragmentation, polarisation des donneurs) sur son efficacité et vise à élargir une première analyse menée sur un ensemble de pays Africains et centrée sur l'aide multilatérale (Berthélemy, Chauvet et Guérineau, 2009, AP-10). L'objectif de cette extension est de couvrir l'ensemble des pays en développement et l'aide totale, aussi bien bilatérale que multilatérale.

## **Financement du développement: quelle efficacité des différentes stratégies de financement?**

### *Justification / antécédents*

A côté de l'aide, d'autres sources de financement pour les pays les plus pauvres existent, parmi lesquelles figurent les ressources nationales, les transferts des migrants, les investissements directs étrangers. Mais l'efficacité relative de ces sources alternatives de financement et leurs éventuelles complémentarités n'ont pas été suffisamment évaluées.

### *Objectifs*

Les travaux menés à DIAL entendent contribuer à améliorer les connaissances sur ces questions au travers de trois axes de recherche : (1) l'analyse de la complémentarité entre aide, ressources fiscales internes et transferts des migrants ; (2) Le rôle de la microfinance et des services de banque mobile sur le développement ; (3) le financement du développement et l'endettement.

### *Résultats*

Sur la question de l'efficacité relative des différentes sources de financement, un premier travail mené en collaboration avec des chercheurs du CRES (Consortium pour la Recherche Economique et Sociale, laboratoire d'économie de l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar) propose un modèle d'équilibre général calculable dynamique dédié à l'analyse de l'atteinte des Objectif du Millénaire pour le Développement (OMD) au Sénégal. Dans l'objectif est d'examiner des stratégies alternatives de financement des OMD à l'horizon 2015, ce travail s'attache à répondre à trois questions. Premièrement, quelle trajectoire l'économie sénégalaise va-t-elle suivre d'ici 2015 et les dynamiques en cours seront-elles suffisantes pour atteindre les OMD ? Deuxièmement, quel est le volume de dépenses publiques additionnelles nécessaires pour atteindre les OMD en 2015? Troisièmement, quel serait le mode optimal de financement de ces dépenses? Les résultats indiquent que les dynamiques en cours ne seront pas suffisantes pour atteindre l'ensemble des OMD en 2015 et que des politiques spécifiques sont nécessaires. Ces politiques doivent notamment s'appuyer sur l'augmentation des dépenses publiques dans les secteurs de l'éducation et de la santé. Au niveau sectoriel, les efforts doivent porter sur l'éducation primaire et sur les structures de soins primaires. Du

point de vue du financement, les deux options examinées (aide extérieure, ressources fiscales internes) posent des problèmes spécifiques, ce qui suggère qu'une combinaison des deux soit considérée (Diagne, Cabral, Cissé, Diagne et Robilliard, 2012, CO-44).

Dans un autre travail, les influences respectives de l'aide et des transferts des migrants sur des indicateurs de santé dans les pays en développement sont étudiées (Chauvet, Gubert et Mesplé-Somps, 2009, ACL-25 et 2010, CO-16). Les résultats des analyses économétriques suggèrent que les transferts contribuent à diminuer la mortalité infantile et infanto-juvénile. L'aide dirigée vers le secteur de la santé contribue également à l'amélioration de ces indicateurs, même si ce résultat apparaît plus fragile. Enfin, l'expatriation des docteurs – le coût de la migration pour le pays d'origine – a une influence très négative sur les indicateurs de santé.

Enfin, un dernier travail mené dans le cadre du programme EPIVAC regroupant l'Université Paris Dauphine, l'Université de Cocody (Abidjan) et l'Association de Médecine Préventive porte sur le financement de la vaccination dans les pays africains. Les auteurs s'interrogent notamment sur le rôle de la participation communautaire au financement de la vaccination (Colombini *et al.*, 2009 ACLN-17).

Le thème de la microfinance et de la banque mobile est abordé dans le cadre d'une collaboration scientifique existant avec France Télécom (Groupe Orange) depuis 2008. Cette collaboration vise à étudier l'impact du déploiement des services de banque mobile sur les populations peu voire non bancarisées dans les pays en développement. A côté du développement de la microfinance et en complément de cette dernière, l'accès à des services bancaires de base tels que le transfert d'argent, le paiement d'achat ou de factures ou la création de porte-monnaie virtuels favoriserait en effet le développement économique en améliorant l'allocation des ressources et en desserrant les contraintes financières. En outre, ce type de services améliorerait la sécurité des transactions tout en diminuant les coûts de transactions (économie de frais de transport et gain de temps).

La première étude, réalisée par plusieurs chercheurs de DIAL en 2008, a consisté à développer un ensemble d'arguments théoriques en faveur ou en défaveur de la mise en place de services de banque mobile pour les clients des institutions de microfinance, cible privilégiée car non bancarisée (au sens traditionnel) mais présentant néanmoins, de par son activité professionnelle, un attrait potentiel pour ces services. Une enquête a ensuite été réalisée auprès d'un échantillon de 300 bénéficiaires de microcrédit (clients des caisses Niako) dans la région de Kayes, à l'ouest du Mali, afin d'analyser l'intérêt que la population étudiée pourrait porter aux services de banque mobile s'ils étaient déployés (Arestoff *et al.*, 2008, AP-4 ; Arestoff et Venet, 2011 PV-1). Dans le prolongement de cette première étude, France Télécom a souhaité étendre à Bamako l'analyse menée à Kayes. L'objectif était d'identifier un intérêt différencié pour les services de banque mobile selon le milieu de résidence, urbain ou rural. Une enquête auprès de 314 clients de l'IMF Miselini a été réalisée à Bamako en mars 2009, dont les résultats ont donné lieu à un rapport (Arestoff, Jacques et Venet, 2009, AP-5).

La deuxième étude, réalisée au Togo en 2009, avait pour objet d'étudier les règles socio-économiques qui gouvernent les divers échanges financiers (monétaires) de la population locale. L'objectif était de contribuer à l'acquisition des informations essentielles nécessaires à Orange pour la définition de sa politique d'offre de services de paiement à destination des pays émergents. L'enquête réalisée en septembre 2009 était de type qualitatif, reposant sur un questionnaire ouvert destiné à une quarantaine de clients de l'IMF Sebaders à Kpalimé (Arestoff, Venet et Wachsberger, 2009, AP-7 et 2010, AP-8).

Les services de banque mobile étant désormais déployés dans un certain nombre de pays africains (dont le Sénégal, le Mali et Madagascar), le troisième et dernier volet de la collaboration avec France Télécom a naturellement vu le jour. Il s'agit maintenant de mesurer

l'impact que les services de banque mobile peuvent avoir sur le comportement des clients Orange utilisateurs de ces services. A cette fin, un travail prospectif présentant les différentes méthodes d'évaluation existantes et pouvant être appropriées face à la problématique de France Télécom a été réalisé (Arestoff et Venet, 2011, AP-6). Dans la continuité de cette étude, la méthode dite de "l'appariement" a été retenue, et Madagascar a été choisi comme terrain d'étude. Les services de banque mobile y étant déployés depuis août 2010, le recul est suffisant pour tenter d'apprécier l'impact de l'utilisation régulière de ces derniers sur les comportements financiers des agents (transferts d'argent, épargne, investissement, etc.). L'enquête a été réalisée en mars 2012 auprès de 600 clients Orange dont 200 clients utilisateurs réguliers des services de banque mobile "Orange Money" depuis un an minimum. Ces données vont maintenant permettre d'apparier des clients Orange utilisateurs des services Orange Money (groupe de traitement) avec des clients Orange non utilisateurs de ces derniers (groupe de contrôle). L'appariement permettra alors de comparer les comportements financiers des deux populations.

Le dernier volet porte enfin sur la dette. Depuis le début des années 1990, les pays pauvres se sont vus accorder des remises de dette à la fois par les prêteurs bilatéraux et par les institutions financières internationales au travers des initiatives Pays Pauvres Très Endettés (PPTE) et Allègement de la Dette Multilatérale (IADM). Deux chercheurs de DIAL ont cherché à déterminer si ces remises de dettes ont été perçues comme un signal négatif par les prêteurs, les incitant à se détourner du financement des pays les plus pauvres de la planète. Pour répondre à cette question, le taux de concessionnalité consenti sur les nouveaux prêts, comme mesure de la distance par rapport aux conditions de prêts habituelles pratiquées sur les marchés, a été utilisé. La méthodologie de tests de causalité de Granger en panel a ensuite été mise en œuvre pour étudier le lien entre remise de dette et taux de concessionnalité (Hurlin et Venet, 2008, AP-62 ; Raffinot et Venet, 2011, AP-109).

Divers travaux sur l'endettement des pays en développement ont parallèlement été réalisés. Un ouvrage sur la dette publié aux éditions La Découverte dans la collection "Repères" a ainsi été totalement remis à jour en 2008 (Raffinot, 2008, OU-23) et plusieurs articles liés à la dette ont été publiés dans une encyclopédie parue chez Palgrave Macmillan en 2009 (Raffinot 2009a, CO-91, 2009b, CO-92 et 2009c, CO-93). La mesure du surendettement ainsi que les implications du nouveau cadre de viabilité de la dette de l'AID (Banque mondiale) et du FMI, pour les pays à faible revenu, ont également été étudiés (Djoufelkit et Raffinot, 2007, ACLN-20 et 2009, AP-46), ainsi que les conséquences de la crise sur le financement du développement africain (Raffinot, 2009, ACLN-34).

### **Thème 3 : Gouvernance**

En s'intéressant, depuis une quinzaine d'années, à la question de la gouvernance - en particulier démocratique -, en lien avec les institutions, et leurs effets sur les performances économiques et les conditions de vie de la population, les chercheurs de DIAL font partie des pionniers dans ce domaine (voir *Dialogue* No.24).

Les travaux menés sur ce thème au cours des cinq dernières années peuvent être regroupés en trois sous-thèmes : (1) les enjeux de la gouvernance supranationale ; (2) les caractéristiques et déterminants du processus de démocratisation ; et (3) l'analyse de la corruption et de la confiance dans les institutions. Les innovations méthodologiques en matière d'enquêtes statistiques sur le thème de la gouvernance sont quant à elles présentées en détail dans la section A.1.3.

## **Enjeux, contraintes et implications de la gouvernance supranationale**

### *Justification / antécédents*

Parce qu'elle se traduit par une interdépendance croissante entre les nations, la mondialisation a conduit à une forte acuité des problèmes "globaux", comme en témoigne l'impact de la récente crise financière internationale. Dans ce contexte, il importe de réfléchir aux enjeux de la gouvernance économique mondiale.

### *Objectifs*

Les travaux de DIAL visent à nourrir la réflexion sur le thème de la gouvernance économique mondiale et du rôle des organisations internationales.

### *Résultats*

Plusieurs travaux analysent les enjeux de la gouvernance économique mondiale suite à la crise ainsi que les conséquences de la montée en puissance des pays émergents (Siroën, 2008, CO-113, 2009, CO-114 et 2010, CO-115). A l'échelle des pays, les questionnements portent sur l'effet des accords multilatéraux sur les institutions, notamment celles des pays en développement (PED). L'inclusion de normes sur les conditions de travail dans les accords commerciaux a notamment fait l'objet d'une étude. Elle souligne la contradiction entre la multiplication des dispositions relatives au travail dans les accords de libre-échange et le système généralisé de préférences (Siroën, 2008, AP-118). Parallèlement, dans la lignée des travaux sur l'impact de l'intégration régionale, les effets du Mercosur non seulement sur le commerce régional (effet de création) et le commerce avec le reste du monde (effet de détournement) mais également sur le commerce entre les États-Brésiliens (effet d'érosion des préférences) ont été examinés. L'analyse montre que les effets de création l'ont emporté sur les deux autres, mais inégalement entre les États (Siroën et Yücer, 2012, ACL-90).

Un certain nombre de travaux a également porté sur l'économie politique des organisations internationales. L'Organisation mondiale du commerce (OMC) et les difficultés du cycle de négociations de *Doha* ont fait l'objet d'une analyse et d'une tentative de théorisation. Elle a porté sur les différents niveaux de négociations, l'importance de l'agenda ou des règles de consensus, et des contraintes internes, comme la procédure de ratification des accords (Siroën, 2009, AP-118 et 2011, ACL-89).

Par ailleurs, un champ de réflexion sur les relations entre trois types d'acteurs (autorités nationales, institutions internationales et population) dans la stratégie de lutte contre la pauvreté a été ouvert. L'objectif est d'évaluer dans quelle mesure le positionnement idéologique des institutions internationales et les politiques qu'elles préconisent ont influé sur les stratégies mises en œuvre dans les PED. Cette réflexion a été initiée au Vietnam avec la perspective de mener une étude comparative avec d'autres pays (Madagascar, Pérou). Le Vietnam constitue un cas d'école particulièrement intéressant car il se caractérise par des résultats positifs significatifs aussi bien en termes de croissance que de réduction de la pauvreté. Compte tenu du poids de la Banque mondiale, son rôle dans cette réussite a fait l'objet d'analyses. Ces dernières révèlent l'importance d'une relation de partenariat d'égal à égal, qui permet d'accroître la réceptivité aux analyses et conseils de la Banque, et l'appropriation des politiques préconisées (Cling et Roubaud, 2008, OU-15 ; Cling, Razafindrakoto et Roubaud, 2009, OU-14 et 2012, ACL-32).

Dans un autre registre, le coût de l'abandon des États fragiles suivant une perspective internationale a été exploré, à la fois pour les populations de ces pays mais également pour les pays voisins (Chauvet, Collier et Hoeffler, 2010, ACL-24 et 2011, CO-15). Une étude similaire visant à estimer le coût d'une reprise des conflits violents dans les pays en post-

conflit, ainsi que les bénéfiques de différentes interventions internationales, a également été menée (Chauvet, Collier et Hegre, 2009, CO-14). Enfin, les travaux ont aussi porté sur les blocages institutionnels, politiques et économiques pesant sur les réformes, ainsi que l'efficacité de l'aide octroyée à ces Etats fragiles, notamment dans sa capacité à relâcher les contraintes entravant le changement dans ces pays (Chauvet et Collier, 2007, CO-13 et 2008, PV-3).

## **Le processus de démocratisation dans les pays du Sud : caractéristiques, déterminants et impact**

### *Justification / antécédents*

Les élections sont la principale "technologie" de la démocratie et la plupart des pays en développement tiennent aujourd'hui des élections de manière régulière. La tenue de ces élections n'est pourtant pas gage de stabilité politique. Les années récentes ont en effet tristement illustré les risques associés aux lendemains déçus des candidats aux élections présidentielles. La consolidation des institutions démocratiques reste donc un enjeu majeur dans les pays en développement (PED). Les économistes ont toutefois tardé à considérer ces questions comme une dimension à part entière de leur programme de recherche.

### *Objectifs*

Les recherches menées à DIAL sur ce thème visent à améliorer la compréhension des déterminants de la participation politique au Sud, dans des contextes institutionnels variés, tout particulièrement au Mali (où les troubles avec le récent coup d'Etat militaire montrent la fragilité de la transition démocratique), à Madagascar (un pays marqué par des crises politiques récurrentes), au Vietnam (un régime à parti unique), et au Ghana (une jeune démocratie en phase de consolidation), en ayant recours à des données micro-économiques. Plusieurs chercheurs de l'unité DIAL participent également au programme de recherche internationale "*Gouvernance, Institutions et Croissance de long terme*", coordonné par l'AFD. Ce programme vise à analyser les trajectoires économiques et politiques et leurs interrelations sur longue période dans une dizaine de pays.

### *Résultats*

Dans le cas du Mali, une étude menée à DIAL met en évidence la trajectoire positive sur laquelle se trouvait le pays entre 1998 et 2009 dans la consolidation de sa démocratie se traduisant notamment par une augmentation de la participation aux scrutins et du pluralisme de l'offre politique (Chauvet et Mercier, 2012, CCOM-54/56). Cette analyse s'est également penchée sur la relation entre migration et participation au vote et suggère qu'une forte présence de migrants de retour est associée à une participation politique élevée.

Madagascar présente de nombreux points communs avec le Mali. La transition puis la consolidation démocratiques, amorcées au début des années 1990, connaît des difficultés. Madagascar a dû faire face à deux crises politiques majeures, la dernière, engagée en 2009, n'étant toujours pas résolue. La comparaison des résultats des deux vagues successives d'enquêtes *Afrobaromètre* (2005 et 2008) a offert, pour la première fois, la possibilité de mesurer concrètement les changements perçus et vécus par la population en termes de gouvernance démocratique entre ces deux dates (Razafindrakoto, Razafindrazaka et Roubaud, 2008, PV-27). Ainsi, les Malgaches se montrent de plus en plus attachés au respect des libertés et aux principes généraux du fonctionnement démocratique. Néanmoins, au-delà des principes, la population se montre circonspecte sur le fonctionnement effectif de la démocratie ce qui va de pair avec une confiance limitée dans les institutions politiques. Il en ressort un certain découragement qui conduit les Malgaches à manifester un faible intérêt

pour la politique. Conjugués à un point de vue plus critique de la population sur la situation économique, ces facteurs ont joué sur la genèse de la crise politique de 2009 à Madagascar.

L'analyse de la démocratie participative au Vietnam aboutit quant à elle à un diagnostic mitigé (Cling, Razafindrakoto et Roubaud, 2009, AP-32). D'une part, en dépit du principe officiel du "centralisme démocratique", la nature extrêmement décentralisée du régime assure un réel pouvoir de décision aux échelons politiques locaux. D'autre part, la consultation de la population est organisée par ces pouvoirs locaux. Ainsi, à titre d'illustration, le programme P135, un vaste programme de réduction de la pauvreté à destination des minorités ethniques, met l'accent sur l'importance de la participation des populations. Un dispositif d'enquêtes *ad hoc* a été mis en œuvre pour l'évaluation de ce programme. Les résultats indiquent que la moitié des ménages concernés déclare avoir été consultée sur ce programme et les deux tiers d'entre eux disent qu'ils sont satisfaits des résultats (Le Dang Trung *et al.*, 2008, AP-77). Cependant l'enquête révèle également un décalage massif entre les déclarations de la population et celles des responsables communaux qui affirment que 90% des ménages sont consultés et participent activement. De plus, les modalités de cette participation, comme le vote à main levée, la séquence du tour de parole lors de ces réunions (les responsables donnent d'abord leur avis, ce qui rend risquée toute prise de position divergente), font jouer la pression sociale, ce qui limite les effets bénéfiques de cette participation.

Une autre recherche réalisée à partir de données micro-économiques examine les liens entre élites politiques, enjeux électoraux et allocation territoriale des biens publics au Ghana sur la période 1996-2004 (André et Mesplé-Somps, 2011, AP-2). Les analyses montrent que contrairement aux prédictions des modèles d'économie politique, durant la présidence de Jerry Rawlings ce sont les fiefs électoraux de leaders politiques d'opposition qui sont les plus favorisés. Nous expliquons un tel résultat par le fait que durant cette époque, le Ghana était toujours une jeune démocratie où perduraient des pratiques de la période dictatoriale antérieure (Rawlings, après avoir dirigé le pays de manière non-démocratique, fut également le premier président élu démocratiquement). Par crainte d'une non-acceptation du jeu électoral, voire d'un coup d'état, le gouvernement en place a préféré s'entendre avec les leaders charismatiques de l'opposition et acheter la paix en distribuant des fonds publics dans leur circonscription.

Avec une approche cette fois *micro-économique* et *comparative*, une dernière étude sur plusieurs pays du continent africain et des pays andins a été réalisée dans le cadre du projet OCDE-METAGORA (Herrera, Razafindrakoto, Roubaud 2008, ACLN-28).

Finalement, un travail réalisé au niveau macro-économique analyse la relation entre les élections et les réformes dans les environnements économiques, institutionnels et politiques particulièrement difficiles des Etats fragiles. Il apparaît que les élections ne sont pas toujours gage de réforme et que la qualité des élections, leur fréquence et le cycle politique sont des facteurs essentiels. Des élections trop rapprochées engendrent une volatilité importante des politiques économiques et peuvent décourager les gouvernements à s'inscrire dans une logique de long terme (Chauvet et Collier, 2007, CINV-8 et 2009, PV-4).

En dehors des travaux sus-mentionnés, DIAL participe au programme de recherche internationale "*Gouvernance, Institutions et Croissance de long terme*" et coordonné par l'AFD. Dans ce cadre, sont menés deux projets portant sur le Burkina-Faso d'un côté (Raffinot *et al.*, 2011, CCOM-177), sur Madagascar de l'autre (Razafindrakoto *et al.*, 2011, CCOM-193). L'approche adoptée pour le cas du Burkina-Faso allie une perspective historique et une économie politique des réformes et une analyse des résultats macro-économiques sur longue période. Elle identifie les différentes élites et acteurs qui interviennent sur la sphère politique,

les différentes sources et mode d'accaparement des rentes, ainsi que les arrangements et alliances entre ces acteurs suivant les périodes de l'histoire pour expliquer l'évolution économique du Burkina-Faso. Dans le cas malgache, la trajectoire économique se caractérise par une tendance récessive qui perdure depuis des décennies. Cette inexorable régression est loin de s'expliquer par les seuls choix de politiques économiques. De plus, à chaque fois que le pays a connu une accélération de la croissance, celle-ci s'est soldée par une crise politique majeure qui a remis en question la dynamique positive amorcée. Trois entrées ont été retenues pour identifier les facteurs à l'origine de ce paradoxe malgache : la première est macroscopique et historique afin de mettre en relation l'évolution économique et celle du contexte sociopolitique sur plus de cinquante ans ; la deuxième est microéconomique et sociopolitique avec l'objectif d'analyser les facteurs ayant entraîné les soulèvements successifs du point de vue de la population partant d'une série d'enquêtes statistiques sur ses perceptions et ses aspirations ; enfin, la dernière étudie spécifiquement le mode de reproduction des élites et leur rôle dans le processus de développement en adoptant une approche méso et sociologique.

## **Corruption et confiance dans les institutions**

### *Justification / antécédents*

La maîtrise de la corruption est aujourd'hui au cœur des politiques de développement, au point qu'elle se confond parfois avec le champ plus vaste de la gouvernance, dont elle ne constitue pourtant qu'un aspect. Il n'est pas un pays où la corruption n'est pas un argument-clef du débat politico-économique et, partant, des luttes de pouvoir et des alternances. Parallèlement, la confiance (interpersonnelle ou dans les institutions) est aujourd'hui considérée comme un facteur décisif de la consolidation de la démocratie. Son rôle déterminant n'est pas spécifique aux PED, mais cette question a une importance cruciale puisqu'elle suggère que des facteurs culturels, hérités ou produits par une forme d'organisation politique, pourraient être à la source d'un certain nombre de blocages du développement. Les deux phénomènes sont liés et le rôle joué par la corruption est à ce titre primordial. En sapant la confiance dans les institutions, la corruption a un effet pervers à long terme sur le fonctionnement des institutions politiques. Ces questions ont toutefois été peu étudiées dans la littérature.

### *Objectifs*

Les travaux de DIAL visent à apporter un éclairage sur les déterminants de la petite corruption et sur les conséquences de la corruption sur la confiance dans les institutions politiques en Afrique Sub-saharienne et au Vietnam. Leur originalité est de prendre appui sur des données micro-économiques contenant des mesures objectives de la corruption, alors que la plupart des travaux existants portent sur des indicateurs de perception de la corruption.

### *Résultats*

Dans le cas africain, les mécanismes microéconomiques sous-jacents à la corruption ont été examinés à partir des enquêtes *Afrobaromètre* réalisées en 2005 dans dix-huit pays d'Afrique Sub-saharienne, réseau auquel appartiennent certains chercheurs de l'unité (Lavallée *et al.*, 2010, ACL-67). Ce travail examine la petite corruption bureaucratique. Elle désigne le fait de verser des pots-de-vin aux petits fonctionnaires dans l'espoir de recevoir un traitement de faveur, d'accélérer les procédures administratives ou de contourner les taxes et les réglementations. L'article invalide la thèse dite de « l'huile dans les rouages » de l'administration, selon laquelle la corruption a un impact positif en permettant d'accéder à des services publics autrement inaccessibles. Il montre également que les femmes sont moins disposées à verser des pots-de-vin en cas de problème potentiel avec l'administration et ont moins de chance de verser des paiements indus lors de leurs contacts avec les services

gouvernementaux. En revanche, les attaches communautaires (ethniques ou religieuses) ne jouent pas un rôle déterminant dans le phénomène corruptif.

Les vagues 2 et 3 des enquêtes *Afrobaromètre* ont également permis une analyse des conséquences de la corruption sur la confiance dans les institutions politiques en Afrique (Lavallée *et al.*, 2008, PV-23). Les résultats montrent que la corruption réduit la confiance et ce quelle que soit la qualité des services gouvernementaux. Ils suggèrent toutefois que l'expérience et la perception de la corruption ont des effets distincts sur la confiance institutionnelle. En second lieu, des travaux ont été menés pour étudier plus spécifiquement les liens entre la corruption et le secteur informel en Afrique Sub-saharienne (Lavallée et Roubaud, 2009, CO-68). L'objectif est d'étudier les raisons pour lesquelles les entreprises choisissent d'être informelles, leur exposition à la corruption, et les conséquences de la corruption sur leurs performances. L'analyse des déterminants de la corruption montre que les mécanismes en jeu dans le secteur informel sont les mêmes que ceux qui ont été mis en exergue dans le secteur formel. Les entreprises les plus grandes en général et les firmes du secteur des transports en particulier ont plus de risque d'être affectées par la corruption. Plus encore, les résultats suggèrent que la corruption réduit fortement les performances des entreprises.

Pour finir, en collaboration avec l'équipe de *Transparency International*, les données collectées au Vietnam pour la construction de l'indicateur *Global Corruption Barometer* ont été analysées en menant à la fois des comparaisons temporelles (2008-2010) et spatiales (avec d'autres pays d'Asie). Ainsi, pour la première fois au Vietnam, les résultats d'une enquête auprès de la population sur la corruption ont fait l'objet de présentations publiques. Ils révèlent un point de vue mitigé de la population : l'incidence de la petite corruption est plus forte au Vietnam (notamment dans les services de santé) comparée au pays voisins, et les vietnamiens considèrent que ce phénomène est en augmentation ; toutefois, ils reconnaissent l'effort des autorités pour lutter contre ce fléau et ils sont plus enclins à se déclarer prêts à y participer (Razafindrakoto, Roubaud et Salomon, 2011, AP-116). Parallèlement, l'analyse des données d'une enquête sur l'intégrité et la corruption chez les jeunes à l'échelle nationale est riche d'enseignements. Cette étude constitue une base pour l'élaboration et le suivi de politique à destination des jeunes pour la promotion de l'intégrité, l'éducation et la sensibilisation sur la corruption (Dang Giang *et al.*, 2011, AP-36). Parmi les résultats marquants issus de cette enquête, on constate un hiatus entre l'importance accordée à la notion d'intégrité d'un point de vue conceptuel et le comportement des jeunes quand ils sont confrontés à la corruption. Ainsi, près de 90% d'entre eux considèrent globalement que la corruption est inacceptable, mais 32% estiment qu'il est normal de "payer un pot-de-vin à un personnel hospitalier pour avoir accès à un meilleur traitement", auxquels s'ajoutent 13% de jeunes qui reconnaissent le caractère problématique d'une telle pratique mais qui la considère acceptable. Plus les jeunes avancent en âge, plus ils sont « accommodants » avec les principes moraux normatifs et la corruption au quotidien.

\*

\* \*

Au terme de ce bilan, il apparaît qu'un élément commun à la plupart des recherches menées à DIAL est le recours assez systématique à des données originales produites par les chercheurs de l'unité. Cette "marque de fabrique" a été à l'origine de la constitution, en 2007-2008, d'un Pôle Statique "Recherche et Développement" chargé de remplir trois fonctions complémentaires : (1) le développement d'outils méthodologiques et la recherche en statistique appliquée ; (2) l'alimentation de la recherche économique et des réflexions sur les politiques publiques en données originales et de qualité ; (3) le renforcement des capacités

et du débat démocratique au Sud. Ces missions transversales sont présentées de façon détaillées dans la section suivante.

### **A.1.3. Pôle Statistique : recherche et développement**

Le *Pôle Statistique : recherche et développement* constitué au sein de DIAL s'appuie sur la conviction que la statistique publique joue un rôle-pivot dans le développement et la démocratisation des pays du Sud qu'il convient de promouvoir. La spécificité de cette approche développée par DIAL constitue un avantage comparatif reconnu aujourd'hui internationalement.

L'élaboration d'outils et de méthodes statistiques appliqués aux PED, en partenariat avec les statisticiens de ces pays, permet la production de données originales et institutionnalisées (côté offre). Ces dernières viennent enrichir les analyses dans l'activité de recherche visant à éclairer les politiques publiques. Au-delà de la production d'enquêtes de première main sur des thématiques d'intérêt central pour le développement et de l'alimentation de la recherche en données originales et de qualité, une attention particulière est portée à la « fonction démocratique » de la statistique publique au service du développement (côté demande). Ainsi, les résultats d'enquêtes et de recherche sont largement diffusés dans les pays étudiés. Les Instituts Nationaux de la Statistique (INS) et les organisations statistiques régionales constituent le partenaire stratégique de cette collaboration.

Longtemps isolée, atypique et peu reconnue au sein de la communauté des économistes du développement, cette démarche d'investissement statistique (amorcée au début des années 1990) a connu un nouvel *impetus* avec la montée en puissance récente des évaluations *ex post* d'impact (expérimentales et quasi expérimentales), en légitimant la composante "enquêtes" des programmes de recherche. Notre approche garde néanmoins toute sa spécificité.

Les activités récentes du Pôle Statistique dans le cadre des trois missions qui lui sont dévolues sont présentées ci-dessous.

### **Développement d'outils méthodologiques et réalisation d'enquêtes**

#### ***Enquêtes 1-2-3 et modules Pauvreté, Gouvernance et Démocratie (PGD)***

Les chercheurs de DIAL ont poursuivi leurs activités dans ce domaine autour du cœur de cible que constituent les *enquêtes 1-2-3* sur le marché du travail et l'économie informelle et les modules "*multiplés dimensions de la pauvreté, gouvernance et démocratie*" (PGD) greffés sur les enquêtes socio-économiques officielles et qui visent à analyser les liens entre ces thématiques et les conditions de vie de la population.

Sur le premier front (*enquêtes 1-2-3*), l'accent a porté d'une part sur l'extension du champ couvert dans les PED (Afrique, Amérique latine, Asie) et d'autre part sur des travaux de consolidation et d'innovation méthodologiques. En premier lieu, DIAL a ouvert un nouveau chantier en Asie (après une première expérience pilote au tournant des années 2000). Initiées au Vietnam (plusieurs enquêtes entre 2007 et 2010), des *enquêtes 1-2-3* ont été conduites avec l'appui technique de DIAL dans six autres pays sous couvert de deux projets régionaux de l'UN-ESCAP (Mongolie, Philippines et Sri Lanka) et de la BAD (Arménie, Bangladesh et Indonésie). Certains pays ont également réalisé une première expérience (Burundi, Comores, Congo, Gabon, Haïti, Palestine, Paraguay Sainte Lucie et Tchad), tandis que d'autres consolidaient la leur (Bénin, Burkina Faso, Cameroun, Madagascar, Mali, Niger et Pérou). En second lieu, de nombreuses activités de valorisation ont été entreprises : à travers des articles

et chapitres d'ouvrage à teneur méthodologique (*Statéco*, *African Journal of Statistics*, etc.) et l'organisation de deux grandes conférences scientifiques internationales visant à regrouper les statisticiens, le monde académique et les décideurs - gouvernement et donateurs (en 2008 à Bamako, couvrant l'Afrique Sub-saharienne et élargie à Hanoï en 2010 à l'ensemble des pays en développement). En troisième lieu, un certain nombre d'innovations méthodologiques ont été apportées au dispositif originel : extension nationale, dimension panel, couverture de l'ensemble des micro-entreprises (formelles et informelles), emploi informel, etc. En particulier, deux initiatives nouvelles méritent d'être soulignées. D'abord, un effort important de réflexion a été consenti en matière de qualité des emplois dans les pays du Sud et ses effets sur le rapport au travail. Ainsi, DIAL participe depuis 2010 au programme RECAP, financé par la Communauté Européenne et dirigé par le Centre International de Formation de l'Organisation Internationale du Travail (ITC-ILO, Turin), sur la mesure du travail décent à partir des enquêtes-emploi dans les pays du Sud. Le programme consiste en une analyse des questionnaires existants dans quatre pays d'Afrique Sub-saharienne et quatre pays d'Amérique Latine, ainsi qu'en une proposition d'améliorations et de modifications pour prendre en compte les différentes dimensions de la qualité des emplois. Un questionnaire type a été mis au point et accepté par les INS impliqués dans le projet. Il constitue un approfondissement du questionnaire Phase 1 de l'enquête 1-2-3 actuellement utilisé par de nombreux pays, en particulier dans ses dimensions conditions de travail et représentation collective (syndicale) au travail. La première enquête utilisant ce questionnaire devrait être lancée en 2012 au Burkina Faso (et probablement à Madagascar). Ensuite et dans le prolongement de la conférence de Hanoï, un programme de recherche international a été lancé par DIAL et le CEPS/INSEAD visant à établir des normes et recommandations pour l'*Intégration de l'économie informelle dans les comptes nationaux* (compte central et compte satellite). Il intègre sept pays-pilotes des trois continents, à la fois à la pointe de la mesure de l'économie informelle et ayant déjà conduit des enquêtes 1-2-3. Tous ces travaux ont été présentés dans un article de synthèse de *Dialogue*, la lettre d'information de DIAL en novembre 2010, à l'occasion de ses 20 ans d'existence.

Sur le second front (*modules PGD*), le même type d'activités a été poursuivi. Dans le champ des nouveaux pays d'application on mentionnera le Vietnam où avec la participation active de DIAL et de la Banque mondiale un module spécifique sur la gouvernance greffé en 2008 à l'enquête *Vietnam Household Living Standard Survey* (VHLSS) portant sur un large échantillon de ménages représentatif au niveau national (en partenariat avec l'Office Général des Statistiques et le Ministère du Plan). Une première enquête a également été réalisée avec succès et un large écho médiatique en 2009 en Polynésie française, dans le contexte très différent des DOM-TOM, en partenariat avec l'Institut de Statistique de la Polynésie Française et l'AFD, ouvrant des perspectives de réplification à d'autres territoires. Plusieurs pays ont consolidé leur expérience dans ce domaine (Bénin avec l'EMICoV, Madagascar avec l'enquête 1-2-3, Mali avec l'EMOP et le Pérou avec l'ENAHO).

Une mention particulière doit être faite sur les *Enquêtes Afrobaromètre* qui, si elles diffèrent dans leur montage institutionnel des *modules PGD*, couvrent la même thématique. DIAL est depuis 2005 en charge de l'animation du réseau à Madagascar, et deux enquêtes (en association avec un bureau d'études local et l'INSTAT) ont déjà été conduites en 2005 et 2008 (la prochaine vague étant prévue à l'été 2012). Par ailleurs, des pistes ont été explorées dans d'autres pays comme le Burkina Faso et Djibouti. Ici aussi, ces réflexions et travaux de terrain ont donné lieu à diverses publications dans des revues académiques (*Statéco*, *African Journal of Statistics*, *OCDE Journal on Development*, *International Statistical Review* etc.) ou des ouvrages et de nombreuses participations à colloques. Comme pour les enquêtes 1-2-3, tous ces travaux ont été présentés dans un article de synthèse de *Dialogue*, la lettre d'information

de DIAL en avril 2012. La Commission Stiglitz et ses développements (*Better life Initiative* de l'OCDE...) mettent en avant le caractère pionnier de DIAL dans ce domaine et ouvre des perspectives d'extension pour les années qui viennent.

A côté de cette activité centrale, plusieurs enquêtes originales ont été lancées sur des thématiques diverses, notamment dans le cadre de projets d'évaluations d'impact.

### ***Les dispositifs d'évaluation d'impact***

Suite à l'expérience d'évaluation d'impact d'une institution de micro-finance à Madagascar mobilisant la série d'enquêtes 1-2-3 dans ce pays (2001-2004), DIAL s'est engagé plus activement sur ce front en expansion à l'échelle internationale, en profitant de son avantage comparatif dans ce domaine. Plusieurs opérations ont été menées ou sont en cours :

- Mise en place d'un dispositif d'évaluation d'impact d'un projet de développement urbain intégré de l'AFD, visant à améliorer les conditions de vie des habitants d'un bidonville de Djibouti-ville par la construction d'infrastructures de base et d'équipements et le développement social. Une enquête évaluant les conditions de vie avant le démarrage du projet des habitants du quartier et d'une zone témoin a été menée auprès de 1 000 ménages en février-mars 2010, avec l'institut de la statistique djiboutien (DISED). Sa réalisation et son analyse ont fait l'objet de trois publications en 2011. L'enquête post-projet est prévue pour 2014 ;
- Mise en place d'une enquête d'Evaluation de la Réforme Foncière (ERF) à Madagascar, en partenariat entre l'Observatoire du Foncier de Madagascar, et le CIRAD. Réalisée en 2011 auprès de 1 800 ménages répartis dans trois régions de Madagascar, cette enquête vise non seulement à mesurer les effets de la certification foncière que la réforme en cours cherche à promouvoir, mais également à mieux connaître le sentiment d'insécurité foncière des ménages sur leurs parcelles ; leurs pratiques de sécurisation ; leur niveau d'information sur la réforme ; leur perception/avis sur les démarches à entreprendre pour obtenir un certificat, etc. Les données de cette enquête ont fait l'objet d'un premier rapport en novembre 2011 et d'un article de recherche en 2012 ;
- Mise en place d'un dispositif d'enquêtes ad hoc pour l'évaluation de l'impact d'un vaste programme P135 visant à réduire la pauvreté dans les régions où vivent les minorités ethniques au Vietnam, suivant une approche quasi expérimentale. Ce programme couvre 42 des 63 provinces du pays. Une première enquête de base (*Baseline Survey* : 400 communes, 6 000 ménages) a été conduite en 2007 dans les zones pauvres considérées (groupes cibles) ainsi que dans les zones voisines présentant les mêmes caractéristiques (groupes témoins). L'analyse des résultats a été publiée en 2009, et l'enquête de suivi est en cours de réalisation.
- Mise en place d'un dispositif d'évaluation de l'impact du séisme en Haïti, projet financé par l'ANR. En partenariat avec la Banque mondiale et l'Institut Haïtien de la Statistique et d'Informatique (IHSI), une nouvelle Enquête sur les Conditions de Vie des Ménages Après Séisme (ECVMAS) est en cours de réalisation en 2012. Basée sur un échantillon de 6 000 ménages, l'enquête couvre la totalité du territoire national. Elle comporte également une dimension panel pour la région de Port-au-Prince, la plus durement touchée par le séisme, s'appuyant sur une précédente *enquête 1-2* réalisée en 2007 avec l'appui de DIAL.

### ***L'Enquête Pauvreté et Structure Familiale au Sénégal (PSF)***

Le Projet *Pauvreté et Structure Familiale au Sénégal*, mené en collaboration avec des chercheurs de l'INRA-PSE, de la Banque mondiale et de l'Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie du Sénégal, comporte un volet d'enquêtes en deux vagues, de façon à

constituer un panel d'individus. La première vague s'est achevée en avril 2007 sur un échantillon de 1 800 ménages. La seconde vague, qui vise à retrouver toutes les personnes interrogées en 2007 (environ 14 500) et à les interroger de nouveau ainsi que leur ménage actuel de résidence, doit se terminer sur le terrain en juillet 2012. En dehors de sa dimension de panel long (5 ans) avec pistage (*tracking*) pour contrôler l'attrition<sup>28</sup>, l'enquête PSF comporte plusieurs aspects originaux comme la reconstitution de la structure complexe des ménages sénégalais et l'identification des « noyaux » familiaux en leur sein). Elle constituera un ensemble de données unique en Afrique pour répondre à un grand nombre de questions relatives à l'évolution du bien-être des individus au cours du temps dans une situation de précarité matérielle, à la répartition des richesses au sein même d'un ménage, aux stratégies d'aide ou de diversification mises en place par les individus au sein de leurs réseaux familiaux élargis, etc.

### ***Les Enquêtes "migration" réalisées dans le cadre des projets MIDDAS et GLAMMS***

L'objectif du projet MIDDAS est de collecter des données quantitatives originales portant sur un échantillon de migrants sénégalais résidant en France, en Italie, en Mauritanie et en Côte d'Ivoire et sur les familles d'origine de ces migrants au Sénégal. L'objectif final est de disposer de données appariées migrants/familles d'origine et, partant, d'enrichir la littérature existante sur les liens entre migration, transferts et développement. En effet, les études appliquées sur les comportements des migrants et sur l'impact des migrations sur les pays d'origine, reposent en général sur des données non appariées, recueillies soit auprès des migrants eux-mêmes, soit lors d'enquêtes sur les conditions de vie des ménages réalisées dans les pays d'origine. Ces études reposent donc sur des données "tronquées", ce qui soit leur impose des limites dans leur objet, soit induit des biais dans les estimations réalisées. A ce jour les enquêtes auprès de migrants sénégalais (environ 300 dans chaque pays) en France, en Italie, en Mauritanie et en Côte d'Ivoire ont été réalisées entre 2009 et 2010. A ce dispositif s'ajoute des enquêtes au Sénégal auprès des familles des migrants sénégalais enquêtés en France en Italie et en Mauritanie réalisées au cours de la même période.

Dans le cadre du projet GLAMMS (projet Ville de Paris, 2009-2012), plusieurs modules ont été ajoutés à l'enquête EMOP réalisée en 2011 par l'INSTAT du Mali : (1) un module communautaire ; (2) un module villageois et (3) quelques modules visant à enrichir le questionnaire ménage. Tous ces modules ont été conçus de façon à recueillir des informations détaillées sur un large échantillon représentatif de villages et communes maliens qui permettront d'évaluer l'impact de l'action des associations de migrants sur la disponibilité en biens publics locaux au Mali. La phase d'exploitation est en cours.

### ***L'enquête Intégrité auprès des Jeunes (Youth Integrity Survey) au Vietnam***

L'équipe DIAL au Vietnam a élaboré en collaboration avec *Transparency International* (TI) et diverses institutions locales, une méthodologie spécifique d'enquête auprès des jeunes pour élaborer des indicateurs liés au concept d'intégrité à travers les valeurs, pratiques et perception des individus. Conduite auprès d'un échantillon représentatif au niveau national de 1 000

---

<sup>28</sup> Deux autres enquêtes coordonnées par DIAL ont entrepris une stratégie de *tracking* dans le cadre de panels : l'enquête de Bepako (Madagascar) issue des Observatoires Ruraux mis en place par des chercheurs de DIAL en 1995 et toujours en activité. Cette opération vient de faire l'objet d'un article dans la *Review of Income and Wealth* ; l'enquête post séisme sur les conditions de vie à Haïti (ECVMAS), dont une des composantes consiste à retrouver les ménages et les individus enquêtés à Port au Prince lors de l'enquête 1-2-3 de 2007.

"jeunes" (18-29 ans), avec un groupe témoin de 500 adultes plus âgés, a été réalisée en 2010 et ses résultats publiés en 2011. Cette méthodologie, mise en œuvre à titre pilote au Vietnam, a pour vocation à être répliquée dans d'autres pays dans le cadre du programme global de TI sur la jeunesse : elle a déjà été réalisée en Hongrie en 2011 et devrait concerner 4 pays asiatiques (Corée du Sud, Fidji, Indonésie et Sri Lanka) en 2012.

#### *L'enquête Réseaux sur les Elites (ELIMAG) à Madagascar*

La dernière enquête se propose d'étudier spécifiquement le mode de reproduction des élites et leur rôle dans le processus de développement en adoptant une approche méso et sociologique. L'enquête *ELIMAG* s'inscrit dans le cadre du programme de recherche *Gouvernance, Institutions et Croissance de long terme* commandité par l'AFD. Elle s'attache à mesurer la trajectoire, les réseaux égocentrés et les points de vue des "élites" de tout type (économiques, politiques, religieuses, intellectuelles, militaires, etc.) à Madagascar. Il s'agit à notre connaissance d'une première sur ce thème et elle pose de redoutables défis méthodologiques : représentativité, taux de réponse et fiabilité des réponses). L'enquête est actuellement en cours et devrait s'achever à l'été 2012 avec un objectif final d'environ 800 questionnaires.

#### ***BDMIM : La base harmonisée du projet MIMADEM***

Enfin et parallèlement à la réalisation d'enquêtes originales, les chercheurs de DIAL exploitent dans le cadre de différents projets les données de nombreuses enquêtes existantes généralement dans une perspective dynamique et/ou comparative. Le montage du projet de recherche MIMADEM qui s'intéresse aux liens entre dynamiques économiques et démographiques en Afrique a conduit à mettre en place une base de données harmonisée à partir des toutes les enquêtes statistiques auprès des ménages existantes dans les trois pays du projet (Cameroun, Mali, Sénégal), avec tous les défis de recollection, d'harmonisation et d'accessibilité que cela représente. Ces trois défis ont été relevés : la base compte 53 enquêtes, environ 100 variables ménages et 120 variables individus communes et harmonisées et une interface en ligne a été créée pour y accéder.

#### **Animation et alimentation de la recherche en économie et en sciences sociales**

Le deuxième objectif du *Pôle Statistique : recherche et développement* consiste à alimenter les recherches thématiques présentées dans les parties précédentes de ce programme scientifique. La statistique n'est plus conçue ici comme une finalité en soi, mais comme un moyen d'enrichir les recherches et réflexions sur des questions de développement. Trop souvent encore, les chercheurs, notamment les économistes du développement, se contentent d'exploiter les données existantes, quelles que soient leur pertinence par rapport aux principaux enjeux économiques et sociaux pour les pays étudiés, et leur qualité statistique. DIAL entend se donner les moyens de renverser la perspective : non pas d'adapter leur questionnement aux données préexistantes, mais de participer à la création des données nécessaires à l'analyse des problématiques qu'ils entendent aborder, à chaque fois qu'elles font défaut.

Nous ne présenterons pas ici les résultats de cette composante du *Pôle*, car ils sont très largement développés dans le bilan scientifique par axe thématique (voir parties précédentes de ce rapport). On notera simplement de manière synthétique d'une part qu'au cours de la période les travaux statistiques ont irrigué massivement les recherches en économie de l'UMR, en allant très au-delà du cœur historique du *Pôle*, organisé autour des *enquêtes 1-2-3* et de ses dérivés, à travers : de nouveaux types d'enquêtes ; un élargissement du nombre de chercheurs impliqués. D'autre part, l'originalité de cette démarche scientifique commence à être reconnue au niveau international. Pour ne prendre qu'un exemple parmi d'autres, un

article mettant en regard le point de vue des "experts" sur la corruption, qui alimente les grandes bases de données internationales (*enquêtes miroir*), et celui (ainsi que les expériences vécues) des citoyens ordinaires (*modules PGD*), vient de se voir décerner le prix du meilleur article de sciences politiques sur l'Afrique en 2010 par l'*African Politics Conference Group*.

#### *Revue Statéco*

En complément de tous les supports de publications existants pour valoriser la recherche statistique tirée des travaux d'enquêtes (revues académiques, ouvrages, actes de conférences), le Pôle statistique de DIAL anime, en partenariat avec AFRISTAT et l'INSEE, la revue *Statéco*, dont il est à la fois le promoteur (notamment au moment où celle-ci a été menacée de disparition, il y a quelques années) et la cheville ouvrière. *Statéco* a publié un numéro par an depuis 2007, avec des numéros spéciaux sur des thématiques spécifiques et des *varia*, très largement ouverts à la communauté scientifique statistique mais aussi économique. Sur un marché terriblement concurrentiel et hiérarchique, la revue *Statéco* cherche à maintenir et à améliorer la qualité des articles publiés par un alignement sur les meilleurs standards internationaux (une démarche de référencement dans les listes officielles de revues accréditées, notamment auprès de l'AERES est en cours), tout en préservant son statut privilégié (et en l'élargissant) auprès d'un lectorat massivement concentré dans les pays du Sud (*Statéco* est probablement l'une des revues les plus lues en Afrique francophone).

### **Formation à la recherche statistique et contribution au débat démocratique au Sud**

La formation à la recherche statistique, économique et plus largement en sciences sociales à partir des enquêtes statistique est un des objectifs centraux du *Pôle Statistique : Recherche et Développement*. Dans ce domaine, DIAL anime de nombreuses actions d'enseignement et de formation en direction de publics variés : étudiants et chercheurs du Nord et du Sud (formation universitaire) ; cadres d'administration économiques et financières, et plus largement de la société civile, du Nord et Sud (formation continue), avec un accent affirmé en direction des ressortissants des PED. Ainsi au Vietnam, deux sessions de formation à la mesure et l'analyse du marché du travail ont été organisées par DIAL avec l'OGS sur financement PNUD en 2011. Un certain nombre de modules ont été intégrés dans les enseignements de master dans différentes universités (Marne-La-Vallée, Paris 12, Paris 1-IEDES, Paris Dauphine, Université de Turin et IEP, etc.). Les chercheurs de DIAL ont également encadré de nombreuses sessions d'Universités d'été sur ces questions (5 éditions de l'Université d'été en Sciences Sociales en Asie du Sud-Est au Vietnam entre 2007 et 2011 ; 2 éditions de l'Université d'été du réseau *Afrobaromètre* francophone, en 2007 et 2009 au Bénin). Plusieurs étudiants en thèse ont développé et intégré ces dimensions méthodologiques dans le cadre de leur doctorat. Evidemment, toutes les opérations d'enquêtes s'accompagnent de formations sur le tas des différents types d'agents qui les conduisent (enquêteurs, informaticiens, superviseurs, contrôleurs, analystes, encadrement). Plus originale, on soulignera l'organisation de session de formation à destination des médias (*outreach*) dans le cadre du réseau *Afrobaromètre* à Madagascar (voir également la section B.3 ci-dessous).

La composante « participation au débat démocratique » dans les pays du Sud se concrétise par la publication et la diffusion systématiques des résultats d'enquêtes dans les pays étudiés. Les supports de diffusion sont des articles de vulgarisation scientifique (*Dialogue, Sciences au Sud*, etc.) premiers résultats d'enquêtes et *Policy Briefs*, et des présentations publiques en direction de l'ensemble des acteurs dans les pays concernés. Entre 2007 et 2011, de nombreux *policy briefs* et rapports d'enquêtes ont été rédigés et diffusés (enquête ELIM 2006 sur la gouvernance au Mali, enquêtes *Afrobaromètre* à Madagascar 2008, *enquêtes 1-2-3* au

Vietnam 2007 et 2009 et à Madagascar 2010, enquête *Global Corruption Barometer* 2010 au Vietnam, enquêtes ENAHO au Pérou 2007-2011) avec un large écho dans les médias locaux. Trois opérations spécifiques méritent tout particulièrement l'attention : d'une part, la publication d'une étude de statistique descriptive pour l'ONG WIEGO sur la situation des femmes en situation d'informalité en s'appuyant sur les *enquêtes 1-2-3* réalisées avec l'appui de DIAL dans dix pays en développement (sept en Afrique de l'Ouest, à Madagascar, au Pérou et au Vietnam) ; d'autre part, la contribution active à redéfinir l'agenda de politiques économiques au Vietnam : grâce aux résultats d'enquêtes, la question de l'informalité jusque là totalement occultée a été intégrée aux publications du Ministère du Travail (*Vietnam Employment Trends*, 2010 et 2011) et surtout au document officiel de *Stratégie d'emploi 2011-2020* ; enfin, un chercheur de DIAL a participé à la mise en place et est un membre actif de la *Commission inter-institutionnelle de suivi de la pauvreté* au Pérou, dont la vocation est de garantir (avec succès à ce jour) la pertinence et surtout l'intégrité des statistiques dans ce domaine contre toute forme d'ingérence du pouvoir politique. Cette initiative originale a déjà servi d'exemple à d'autres pays de la région, et pourrait avoir un écho encore plus large dans des contextes où les manipulations statistiques sont encore monnaie courante. Quant à l'enquête ENAHO qui lui sert de support, elle s'est vue décernée le premier prix du concours International Régional à l'Innovation Statistique, parrainé par la Banque mondiale et le DFID, et dont l'objectif était de "*primer les programmes et les activités qui se distinguent par leur conception, la mise en œuvre et l'évaluation des politiques publiques prioritaires pour le développement dans la catégorie des recensements, des sondages et des documents administratifs*". 170 projets émanant de 26 pays d'Amérique latine et des Caraïbes ont concouru à cette distinction.

## A-2. Auto-évaluation

### A-2.1. La production scientifique : analyse bibliométrique

De janvier 2007 à juin 2012, la production scientifique des membres de l'UMR a été abondante et publiée sur des supports divers : revues académiques internationales répertoriées AERES ou non, ouvrages et chapitres d'ouvrage, rapports, etc. Dans l'ensemble, la qualité des supports de publication a connu une progression importante par rapport à la période antérieure à 2007, avec plusieurs articles publiés dans des revues généralistes prestigieuses (*American Economic Review*, *Journal of Comparative Economics*) ou dans les meilleures revues d'économie du développement (*Journal of Development Economics*, *World Development*, et *Economic Development and Cultural Change*). Sur la période précitée, 139 articles ont été publiés dans des revues avec comité de lecture dont 94 référencées par l'AERES (voir tableau synthétique ci-dessous) (soit respectivement 62 et 51 depuis la création de l'UMR). La production d'articles est répartie sur presque tous les membres du laboratoire, avec un pourcentage de "publiants" de l'ordre de 80% si l'on définit cette qualité par une production d'au moins cinq articles dans des revues à comité de lecture sur la période considérée pour les chercheurs et de deux à trois articles pour les enseignants-chercheurs.

En ce qui concerne les articles parus dans des revues à comité de lecture (que celles-ci soient référencées AERES ou non), près de 60% sont publiés en anglais, ce qui témoigne de la volonté des chercheurs de s'insérer dans la communauté scientifique internationale. Cela ne les empêche pas de publier également dans les revues de langue française, notamment la *Revue Economique*, *Economie et prévision*, *Economie et Statistique* ou encore la *Revue d'Economie du Développement*.

**Nombre d'articles publiés dans des revues à comité de lecture référencées AERES  
(2007-12)**

	Rang CNRS 2011					Total ACL
	1	2	3	4	NC	
<b>2007</b>	4	3	3	1	4	<b>15</b>
<b>2008</b>	0	3	5	0	2	<b>10</b>
<b>2009</b>	2	3	7	1	5	<b>18</b>
<b>2010</b>	2	7	4	4	1	<b>18</b>
<b>2011</b>	0	4	5	3	2	<b>14</b>
<b>2012<sup>(*)</sup></b>	3	4	4	5	3	<b>19</b>
<b>Total</b>	<b>11</b>	<b>24</b>	<b>28</b>	<b>14</b>	<b>17</b>	<b>94</b>

<sup>(\*)</sup> A la date du 1<sup>er</sup> juin 2012.

**Revues de rang 1:** World Development (4) ; Economic Development and Cultural Change (3) ; American Economic Review (1) ; Journal of Development Economics (1) ; Journal of Comparative Economics (1) ; Journal of Economic Dynamics and Control (1).

**Revues de rang 2:** Industrial and Corporate Change (1) ; Review of World Economics (3) ; Review of Income and Wealth (4) ; Economic Policy (1) ; Journal of Development Studies (2) ; Regional Science and Urban Economics (1) ; Journal of African Economies (7) ; Annals of Economics and Statistics (1), Papers in Regional Science (1) ; Labour Economics (2) ; Applied Economics (1).

**Revues de rang 3 :** Revue Economique (7) ; Revue d'Economie du Développement (5) ; Economie et Prévision (3) ; Economie et Statistique (2) ; Economie Internationale (4) ; Economics Bulletin (2) ; Geneva Papers on Risk and Insurance : Issues and Practices (1) ; European Journal of Political Economy (1) ; Bankers, Markets and Investors (1) ; Journal of International Trade and Economic Development (1)

**Revues de rang 4 :** Région et Développement (4) ; Review of Development Economics (2) ; Savings and Development (1) ; Supply Chain Forum (1) ; Economic History of Developing Regions (1) ; European Journal of Development Research (1) ; International Review of Applied Economics (1) ; Autrepart (2) ; Mondes en Développement (1) ; Revue de la Régulation (1)

NC : Non classé par le CNRS.

A la production scientifique publiée dans des revues académiques à comité de lecture, il convient d'ajouter l'ensemble des publications dans des revues de large diffusion et des ouvrages, ainsi que l'ensemble des travaux parus sous la forme de documents de travail, de rapports ou de notes. Toutes ces productions sont recensées de manière exhaustive dans la troisième partie de ce rapport. Il importe ici de relever qu'afin de toucher non seulement une audience francophone, africaine notamment, mais également une audience internationale, les chercheurs de l'unité font souvent l'effort, coûteux en temps, de publier les ouvrages dont ils sont les auteurs ou dont ils assurent la direction en deux langues. Il en est notamment ainsi d'un ouvrage consacré aux marchés du travail urbains en Afrique Sub-saharienne, qui sera prochainement publié en français et en anglais et d'un ouvrage également à paraître sur l'économie informelle qui sera publié en français, en anglais et en vietnamien.

La qualité des travaux de DIAL est également attestée par les prix remis à des chercheurs de l'unité au cours de la période récente : prix du meilleur article de sciences politiques sur l'Afrique en 2010 par l'African Politics Conference Group pour l'article de Mireille Razafindrakoto et François Roubaud paru dans *World Development* en 2010 ; premier prix du Concours International Régional à l'Innovation Statistique, parrainé par la Banque mondiale et le DFID, pour l'enquête ENAHO à laquelle Javier Herrera a fortement contribué, etc. Quelques chercheurs de l'unité font également partie du comité de rédaction de revues (*Journal of African Economies, Autrepart, Revue Economique, Région et Développement, Négociations, Statéco, Afrique contemporaine*).

## A-2.2. Rayonnement et attractivité académique

Autre signe de la visibilité de DIAL, plusieurs de ses chercheurs ou enseignants chercheurs sont (ou ont été pendant la période 2007-2012) membres de réseaux scientifiques de portée nationale ou internationale. Parmi ces réseaux figurent notamment :

- l'European Development Network (EUDN) ;
- l'Institute for the Study of Labor (IZA) ;
- le Consortium Asie-Pacifique de l'AUF ;
- le comité *Frontiers of Science France-USA* du CNRS et de l'US National Academy of Sciences

## A-2.3. Interactions avec l'environnement économique, social et culturel

Les chercheurs et enseignants-chercheurs de DIAL interviennent souvent comme experts auprès d'institutions internationales (OIT, PNUD, Banque mondiale, OCDE, AFRISTAT, etc.), agences de développement et ministères techniques (Ministère des Affaires Etrangères) ; Certains chercheurs ou enseignants-chercheurs sont également membres de comités ou de conseils scientifiques de différents programmes ou institutions :

- Programme européen METAGORA/OCDE-Paris21 ;
- AFRISTAT ;
- Transparency International ;
- Observatoire des territoires de la DATAR ;
- Délégation interministérielle à la compétitivité et à l'aménagement des territoires ;
- ANR.
- Observatoire de la Formation des Prix et des Marges des Produits Alimentaires (présidence)
- Conseil d'Analyse Economique auprès du Premier Ministre
- Haut Conseil des Biotechnologies
- Conseil Scientifique du service de l'observation et des statistiques du Commissariat Général au Développement Durable
- Groupe technique de la commission des Comptes de la Nation
- Conseil de Prospective du Ministère de l'Agriculture

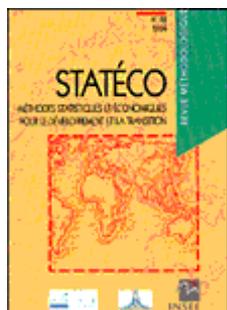
Au niveau des organismes de recherche, enfin, certains chercheurs ou enseignants-chercheurs ont été ou sont membres élus ou nommés de la commission scientifique du département des Sciences Sociales de l'IRD (c'est même une chercheuse de l'unité, Mireille Razafindrakoto, qui la préside actuellement), de l'INRA ou du conseil d'administration de l'IRES.

A noter enfin que deux chercheurs ont été ou sont membres du Conseil National des Universités : El Mouhoub Mouhoud, élu entre 2008 et 2011, et Philippe De Vreyer, nommé depuis 2011.

L'attractivité de l'UMR est quant à elle attestée par le nombre de chercheurs étrangers qui ont souhaité être (et ont été) accueillis pour des séjours de recherche dans les locaux de l'unité. Depuis la création de l'UMR, DIAL a notamment reçu à plusieurs reprises la visite de Marta Castilho, professeur d'Economie à l'Université Fédérale de Rio de Janeiro. Sont également venus en accueil prolongé Sonia Laszlo, professeur assistante à l'Université McGill, Bernard Meka'a, Enseignant-chercheur à l'Université de Douala, Tanguy Bernard, chercheur à l'IFPRI. Katharina Michaelowa, professeur à l'Université de Zürich séjournera quant à elle deux mois

dans les locaux de DIAL, en septembre et octobre 2012.

#### A-2.4. Information et diffusion de la culture scientifique



Afin de participer à la diffusion des connaissances scientifiques, DIAL co-édite depuis 2004 la revue *Statéco* avec l'INSEE et AFRISTAT. Le rédacteur en chef de la revue est depuis cette date un chercheur de l'unité (Sandrine Mesplé-Somps de 2007 à 2009 ; Xavier Oudin de 2009 à 2012). *Statéco* est une revue méthodologique gratuite à destination des statisticiens et des économistes des pays en développement et en transition. L'ensemble des articles qui y sont publiés sont soumis à l'appréciation de deux référés anonymes. La revue est disponible en version papier et en version électronique intégrale sur le site web de DIAL.

Philippe Chalmin est par ailleurs directeur de collection du sein des éditions Economica et Belin.



DIAL publie également deux fois par an un bulletin semestriel d'information, DIALOGUE, publié en français et en anglais, afin de participer au débat sur le développement en présentant des études ou des recherches d'actualité. Ce bulletin est largement distribué par voie postale et/ou électronique à toutes les institutions et personnes, académiques et non académiques, françaises et étrangères, intéressées par les questions de développement. Cette lettre semestrielle, qui était un outil de communication externe du GIE DIAL avant la création de l'UMR, est devenue naturellement celui de l'UMR DIAL après sa création.

Les thèmes couverts sur la période 2007-2012, ainsi que les noms des rédacteurs sont donnés ci-dessous :

N°34 - Avril 2012

**Gouvernance démocratique dans les pays en développement : DIAL, six ans plus tard**  
Lisa Chauvet, Emmanuelle Lavallée, Mireille Razafindrakoto, et François Roubaud

N°33 - Octobre 2011

**Les évaluations d'impact en Afrique Sub-saharienne : une implication des chercheurs africains trop faible**  
Sandrine Mesplé-Somps

N°32 - Avril 2011

**Banque mobile et microfinance dans les pays en développement**

Florence Arestoff, Baptiste Venet

**Le secteur informel dans l'agglomération d'Antananarivo : Performances, insertion, perspectives**

Faly Rakotomanana, Patrick Randriankolona

N°31 - Octobre 2010

**Une approche originale en économie du développement : 20 ans d'efforts pour mesurer et analyser l'économie informelle dans les pays en développement**

Christophe J. Nordman, François Roubaud

N°30 - Avril 2010

**DIAL et Madagascar : le poids de l'histoire.**

Jean-Michel Wachsberger

N°29 - Octobre 2008

**Conditions d'accès et impact distributif de l'adhésion du Vietnam à l'OMC**

Jean-Pierre Cling, Mohamed Ali Marouani, Mireille Razafindrakoto, Anne-Sophie Robilliard et François Roubaud

N°28 - Mars 2008

**Aide et réforme dans les états fragiles**

Lisa Chauvet, Paul Collier

N°27 - Juillet 2007

**L'emploi des jeunes en Afrique**

Jean-Pierre Cling, Philippe De Vreyer, Flore Gubert, Christophe J. Nordman et Anne-Sophie Robilliard

N°26 - Janvier 2007

**Dynamique de la pauvreté en milieu rural à Madagascar**

Flore Gubert, Anne-Sophie Robilliard

En outre, l'UMR DIAL organise régulièrement des colloques nationaux ou internationaux, et s'est engagé, depuis 2011, à organiser tous les deux ans un grand colloque international sur le développement, à l'image de celui organisé annuellement par le *Centre for the Studies of African Economies* (CSAE) de l'université d'Oxford. La première édition de ce colloque a eu lieu en juin 2011 et portait sur le thème des chocs dans les pays en développement. Cet événement a rencontré un grand succès puisque plus de 80 articles en provenance du monde entier y ont été présentés (parmi 222 articles soumis) devant environ 130 participants.

La liste exhaustive des manifestations organisées par l'UMR DIAL depuis la création de l'UMR est la suivante :

- Kick-off meeting du projet NOPOOR, Paris, 11-13 juin 2012.
- 10th International Pension Workshop, Paris, 7-8 juin 2012.
- Conférence internationale « *Shocks in developing countries* », Paris, 30 juin-1er juillet 2011.
- 9th International Pension Workshop, Paris, mai 2011.
- Table ronde pour les 20 ans de DIAL « *La recherche en économie sert-elle le développement ?* », Paris, 18 novembre 2010
- 8th International Pension Workshop, Paris, mai 2010.
- Conférence internationale « *Le secteur et l'emploi informels : mesure statistique, implications économiques et politiques publiques* », Hanoï, 6-7 mai 2010.

Enfin, sur la période écoulée, plusieurs chercheurs sont intervenus dans la presse écrite, en France et dans les pays du Sud (Vietnam, Pérou), ainsi que dans la presse audiovisuelle (radio et télévision).

## **B- ENSEIGNEMENTS ET FORMATION PAR LA RECHERCHE**

### **B-1. Formations dispensées au sein de l'Université Paris Dauphine**

Plusieurs chercheurs de l'UMR exercent des responsabilités importantes au sein de l'Université Paris Dauphine. Jean-Marc Siroën dirige depuis 2011 le département Master Sciences des Organisations (MSO) qui compte environ 4 500 étudiants et 90 formations de M1 et M2. En outre, 5 chercheurs sont responsables de masters. El Mouhoub Mouhoud est responsable de la mention et du master 1 "Économie Internationale et Développement" dont le recrutement s'opère au niveau L3 ou équivalent. Trois parcours sont ensuite proposés aux étudiants : le M2 professionnel "Diagnostic Economique International (Master 211)", dirigé par Sabine Mage et Jean-Marc Siroën (Sabine Mage est également responsable de l'apprentissage dans cette formation) ; le M2 Recherche "Economie internationale et développement (Master 111)", dirigé par Najat El-Mekkaoui de Freitas et Jean-Marc Siroën et le master "Affaires Internationales (master 212)" dirigé par Philippe Chalmin et El Mouhoub Mouhoud. Le Master "Diagnostic Economique international" (aujourd'hui "Diagnostic économique") a été classé par EDUNIVERSAL comme le deuxième Master en France pour l'ensemble de l'économie et le 6ème en Europe. La plupart des enseignants chercheurs et chercheurs de l'URM participent aux équipes pédagogiques de ces masters. Parmi les autres formations de Dauphine, Frédéric Peltrault est co-responsable du master professionnel "Ingénierie Economique et Financière" depuis 2005.

En terme de débouchés, environ un tiers des diplômés du M2 recherche "Economie internationale et Développement" poursuit en thèse dont les trois quarts bénéficient d'allocations (Ministère, ENS, IRD, bourses MAE, CIFRE, assistant de recherche), l'objectif étant une couverture de 100%. Un autre tiers est embauché en tant qu'analyste, chargé de recherche, chargé de mission notamment au sein des institutions internationales et plus précisément à la Banque mondiale, à l'OCDE, aux Nations Unies, ainsi qu'au sein des directions de la recherche et des études des ministères (Affaires sociales, Finance). Le dernier tiers est recruté au sein des institutions bancaires et d'assurance.

Le master professionnel "Diagnostic Economique International" débouche quant à lui sur la carrière d'économiste dans le secteur privé, l'administration, les organisations gouvernementales et non gouvernementales, nationales et internationales. Beaucoup d'étudiants sont notamment embauchés par les services d'études économiques et d'évaluation des risques dans les banques, sociétés d'assurances et agences de notation ; dans les sociétés de conseil ; dans les entreprises industrielles ou de services et les grands groupes internationaux ; dans les ministères de l'économie et des finances, du travail et des affaires sociales. La formation débouche également sur des carrières dans les ONG et les organisations internationales.

### **B-2. Formations dispensées en dehors de l'Université Paris Dauphine**

Certains chercheurs de l'unité sont également impliqués dans des masters d'autres universités, en France ou à l'étranger.

Au sein de l'Ecole d'Economie de Paris, 6 chercheurs participent aux enseignements du Master "Politiques publiques et développement (PPD)" (animation de 2 cours en M1 et de 4 cours en M2) ou du Master "Analyse et Politique Economique (APE)" (1 cours en M2). 2 d'entre eux sont par ailleurs membres du comité pédagogique du Master PPD

A l'IEDES, 1 chercheur intervient dans le Master " Crises : interventions d'urgence et actions de développement" (1 cours en M2) et plus ponctuellement en 1ère année de ce master. 1 chercheur intervient également dans le Master "Expertise économique en politiques et projets de développement (1 cours en M2). D'autres chercheurs interviennent enfin ponctuellement dans les Masters "Développement social : travail, formation, santé" et "Développement local : acteurs sociaux et dynamiques spatiaux".

A Sciences Po, 1 chercheur intervient dans le Master "International Development" de l'école des Affaires internationales (1 cours en M1), et 1 autre en L2 (1 cours).

Des chercheurs interviennent également ponctuellement au sein du Master 2 "Expertise de l'Emploi et des Compétences" de l'Université de Paris Est Marne-la-vallée, du Master 2 "Economie du Développement" du CERDI ou encore du Master 2 "Economie de la globalisation" de l'Université Paris 1.

A l'étranger, Régis Bourbonnais dirige le projet européen POSDRU (2011-2013) avec cinq universités roumaines (Academia de Studii Economice din București, Universitatea Babeș Bolyai, cu sediul social în Cluj-Napoca, Universitatea Alexandru Ioan Cuza, cu sediul social în Iași, Universitatea de Vest din Timișoara, Universitatea "Ovidius" Constanța de Roumanie) dont l'objectif est la création d'un master recherche et professionnel en management du risque international.

Au sein du centre international de formation du Bureau international du travail de Turin (ITC-ILO), 4 chercheurs participent aux enseignements du Master of Applied Labour Economics for Development ou du Master of Management of Development (1 cours). Christophe Nordman est en outre membre du comité scientifique du Master of Applied Labour Economics for Development.

*Les chercheurs de DIAL expatriés au Vietnam et au Sénégal, enfin, ont eu l'occasion de participer activement aux enseignements dispensés dans le cadre du Master EEPI de l'Université Nationale du Vietnam ou du Master Population, Développement et Santé de la Reproduction de l'Université Cheikh Anta Diop.*

### **B-3. Ecoles d'été et formations continues**

Plusieurs chercheurs de l'unité contribuent à l'animation d'écoles d'été. Certains participent notamment, depuis leur lancement en 2007, aux "Journées de Tam Dao (JTD)" (Université d'été en Sciences Sociales en Asie du Sud-Est) dont l'objectif est non seulement d'introduire les futurs cadres scientifiques vietnamiens, cambodgiens et laotiens aux savoir faire et aux outils nécessaires à une connaissance rigoureuse de la réalité sociale, mais également de leur fournir les bases théoriques et méthodologiques pour l'élaboration de projets de recherche scientifiquement pertinents. Cette école d'été se déroule tous les ans, et dure deux semaines. Certains chercheurs ont également participé à la mise en place et aux enseignements de deux écoles d'été du réseau Afrobaromètre dans les pays francophones, organisées par l'IREEP à Cotonou (Bénin) en 2007 et 2009. Enfin, deux chercheurs de l'unité ont assuré la coordination scientifique et l'animation des Doctoriales en Sciences Sociales co-organisées par l'IRD, l'AUF, le Pôle Universitaire Français (PUF), l'Université Nationale des Sciences Sociales et Humaines (UNSSH/UNV), et l'Académie vietnamienne des sciences sociales (VASS) lors de leur séjour au Vietnam, de 2008 à 2011.

Les chercheurs de l'unité sont (ou ont été) également impliqués à des degrés divers dans des programmes de formation continue (programme EPIVAC à Ouidah, au Bénin ; programme MBA-IP de Dauphine à Dakar, Sénégal ; formation permanente pour les économistes de la Commission européenne à Bruxelles ; formations du CEFIL à Libourne ; participation à des formations de l'institut Forhom à la Rochelle ; formations de cadres de l'office général des statistiques (GSO) et du ministère du travail du Vietnam sur l'analyse du marché du travail ; formation en économie du développement à l'Institut Supérieur de Gestion et de Planification à Alger ; formation en analyse d'impact destinée aux chercheurs du CERA d'AFRISTAT à Bamako, au Mali ; au CEPED ; à l'UNFPA, etc.)

#### **B-4. Encadrements d'étudiants**

Au 1er juin 2012, le nombre de doctorants encadrés par des chercheurs de l'unité s'élève à 35. Ils se répartissent entre 11 chercheurs. Sur la période 2007-2012, 33 thèses ont été soutenues, soit 13 depuis la création de l'UMR.

L'insertion des doctorants ayant soutenu est bonne et témoigne du rayonnement du laboratoire dans les sphères académiques et professionnelles du développement international : parmi les 33 ayant soutenu depuis 2007, 3 sont actuellement en post-doctorat ou ATER, 3 sont chercheurs dans des centres de recherche étrangers (APHRC au Kenya, CEPS au Luxembourg et SALDRU en Afrique du Sud), 6 sont maîtres de conférence, professeurs associés ou assistants de recherche en France, 5 sont consultants (2 à la Banque mondiale, 1 à la Banque Interaméricaine de développement, 1 à la Banque Centrale Européenne et 1 à USAID), 1 est consultant dans un cabinet privé, 1 est chef de service dans son administration d'origine (INSTAT, Madagascar), 1 est haut-fonctionnaire à la Banque centrale du Pakistan, 1 est économiste principal pays à la Banque Africaine de développement, 2 sont respectivement économistes à Xerfi et à la Direction du Trésor et 5 sont enseignants-chercheurs à l'étranger (2 en Tunisie, 1 aux USA et 1 au Portugal).

L'UMR DIAL accueille également de nombreux étudiants en stage à différents stades de leur cursus universitaire en France ou à l'étranger (M1 et M2). Sur la période 2007-2012, plus de 50 stagiaires de M1 ou M2 ont ainsi été accueillis dans les locaux de l'UMR et entre 70 et 80 mémoires de M2 encadrés par des chercheurs de l'unité. Plusieurs doctorants d'universités étrangères sont également venus faire des séjours de recherche à DIAL (8 doctorants roumains entre septembre 2010 et juin 2011, 1 doctorant togolais en octobre 2008 et 2009, 1 doctorant malien en 2010 et 2011, etc.). DIAL accueille enfin des chercheurs post-doctorants (1 en provenance de l'université de Turin, janvier-juin 2012, 1 en provenance de l'IRIS, janvier 2012-décembre 2013).

#### **C. Conclusion**

Les travaux de l'UMR DIAL couvrent un large champs de la recherche en économie internationale et du développement. Comme l'indique son acronyme, le projet de recherche de DIAL est de comprendre le rôle des institutions de toute nature, formelle ou informelle, publique ou privée, nationale ou internationale, dans le processus de développement économique et ce dans le contexte d'une économie mondialisée. La réunion de l'UR 047 de l'IRD et du pôle Mondialisation et Développement du Laboratoire d'Economie de Paris Dauphine a permis la création d'une unité dont la taille est suffisante pour traiter tous les aspects de ce triptyque dans le cadre d'une recherche de niveau international. Les collaborations entre les chercheurs des deux institutions, sur la base desquelles l'UMR a été créée, se sont renforcées. Des projets sont menés en commun avec succès et traduisent le

rayonnement international de l'unité, comme l'organisation destinée à devenir régulière d'une conférence internationale sur les questions de développement et de mondialisation ou le montage et la conduite du projet européen NOPOOR, pour lequel DIAL a réussi à fédérer 19 organisations partenaires. Le pôle statistique, créé avant la naissance de l'UMR mais dont les activités n'ont pas cessé, permet aujourd'hui à l'unité de capitaliser sur un ensemble unique de données originales et innovantes qui alimenteront les recherches au cours du prochain contrat et probablement au delà. Ce faisant DIAL a acquis une expérience reconnue, ce qui conduit les chercheurs de l'unité à être sollicités pour conduire des projets d'enquête ambitieux, comme par exemple celle qui permettra à terme d'évaluer l'impact du tremblement de terre en Haïti. Les chercheurs de DIAL ont également acquis beaucoup d'expérience dans le traitement des données et dans la connaissance des thèmes aujourd'hui porteurs de la recherche en économie internationale et du développement. L'augmentation du nombre des publications dans les revues classées par l'AERES (41 sur la période 2007-2009, 49 entre le 1er janvier 2010 et le 30 juin 2012) en témoigne. DIAL a aussi su être pionnier dans certains domaines, comme les questions de gouvernance économique, sur lesquelles les chercheurs de l'unité apportent des éclairages microéconomiques, ou dans le champ de l'histoire économique dont les travaux apportent une profondeur temporelle inédite et novatrice aux questions de développement. Ce succès se traduit également au niveau des recrutements au cours de deux dernières années dont le nombre et la qualité montrent l'attractivité scientifique de l'unité. Ces recrutements permettront à l'unité de renforcer ses points forts notamment sur les questions de migration et de développer de nouveaux axes de recherche comme les questions liées à la santé ou encore l'histoire économique du commerce international et de la mondialisation. Le succès du master Recherche Economie Internationale et Développement est là également pour témoigner de cette attractivité.

## II- ANALYSE DES MOYENS

### A- LES PERSONNELS DE RECHERCHE (au 30 juin 2012)

A la date du 30 juin 2012, le laboratoire est composé d'un effectif de 34 personnes, tous statuts confondus, y compris les IATOS de l'université et les ITA de l'IRD (soit 20 chercheurs en équivalent temps plein recherche). Par ailleurs, le laboratoire accueille en permanence entre 20 et 25 doctorants encadrés par des chercheurs et enseignants-chercheurs de l'unité (voir liste ci-dessous).

L'équipe permanente de recherche a fluctué depuis 2010 avec les arrivées successives d'Elodie Djemai, Maître de conférences (2011), Thi Anh-Dao Tran, Maître de conférences (accueil en délégation IRD depuis octobre 2011) et les départs de Jean-Pierre Cling (accueilli en détachement à DIAL jusqu'à l'été 2010 et professeur à l'université Paris 13 depuis), Jérôme Sgard (depuis 2011) et Bernard Guillochon (retraité depuis 2011). L'équipe va encore évoluer dans les prochains mois avec les arrivées à la rentrée 2012 d'Isabelle Chort, Maître de conférences, Guillaume Daudin, Professeur des Universités, Camille Saint-Macary, Chargée de recherche et le départ de Jean-Michel Wachsberger (départ pour mutation prévu à la rentrée 2012).

#### A-1. Membres permanents

ARESTOFF Florence, Maître de conférences  
BOURBONNAIS Régis, Maître de conférences  
CHALMIN Philippe, Professeur  
CHAUVET Lisa, Chargée de recherche  
CHORT Isabelle, Maître de conférences (nouvellement recrutée, arrivée prévue à la rentrée 2012)  
COGNEAU Denis, Directeur de recherche  
DAUDIN Guillaume, Professeur (nouvellement recruté, arrivée prévue à la rentrée 2012)  
DE VREYER Philippe, Professeur  
DJEMAI Elodie, Maître de conférences  
EL MEKKAOUI DE FREITAS Najat, Maître de conférences  
GUBERT Flore, Chargée de recherche  
HERRERA Javier, Directeur de recherche  
LAVALLEE Emmanuelle, Maître de conférences  
LEDEZMA Ivan, Maître de conférences  
LENOBLE-LIAUD Hélène, Maître de conférences  
MAGE-BERTOMEU Sabine, Maître de conférences  
MENENDEZ Marta, Maître de conférences  
MESPLE-SOMPS Sandrine, Chargée de recherche  
MOUHOUD El Mouhoub, Professeur  
NORDMAN Christophe J., Chargé de recherche  
OUDIN Xavier, Chargé de recherche  
PASQUIER-DOUMER Laure, Chargée de recherche  
PELTRAULT Frédéric, Maître de conférences  
RAFFINOT Marc, Maître de conférences  
RAZAFINDRAKOTO Mireille, Directrice de recherche  
ROBILLIARD Anne-Sophie, Chargée de recherche  
ROUBAUD François, Directeur de recherche

SAINT-MACARY Camille, Chargé(e) de recherche (nouvellement recruté(e), arrivée prévue à la rentrée 2012)  
SIROEN Jean-Marc, Professeur  
SZTULMAN Aude, Maître de conférences  
TRAN Thi Anh-Dao, Maître de conférences (en délégation à l'IRD)  
VENET Baptiste, Maître de conférences  
WACHSBERGER Jean-Michel, Professeur agrégé de sciences sociales (nouvellement recruté par l'Université Lille III comme Maître de conférences, en partance)

## **A-2. Chercheurs associés et postdoctorants**

ANTOINE Philippe, Directeur de recherche IRD  
BLANCHARD Michel, Maître de conférences, INALCO  
CLING Jean-Pierre, Professeur à l'Université Paris 13  
ESCOBAR Octavio, ATER à l'Université Paris Dauphine  
DAUMAL Marie, Maître de Conférences à l'université Paris VIII  
DEDIEU Jean-Philippe, Post-Doctorant IRIS  
GRIMM Michael, Professor of Applied Development Economics, Erasmus University, Rotterdam et Université de Passau  
GUENARD Charlotte, Maître de conférences à l'Université Paris I – IEDES  
GUILLOCHON Bernard, Professeur Emérite, Université Paris Dauphine  
KUEPIE Mathias, Chargé de recherche CEPS/INSTEAD  
LEENHARDT Blaise, Chargé de mission expert AFD  
MAROUANI Mohamed Ali, Maître de conférences à l'Université Paris I – IEDES  
MULLER Christophe, Professeur à l'université d'Aix-Marseille  
OLIVIER Anne, Consultante Banque mondiale  
PISANI-FERRY Jean, Professeur associé à l'Université Paris-Dauphine, Directeur de Bruegel  
RAKOTO-TIANA Nelly, Consultante Banque mondiale  
RALLE Pierre, Professeur associé à l'Université Paris-Dauphine, INSEE  
SPIELVOGEL Gilles, Maître de conférences à l'Université Paris I – IEDES  
TORELLI Constance, Statisticienne à l'INSEE

## **A-3. Doctorants encadrés par les membres de l'unité ou accueillis à DIAL**

ABDILLAHI-ISSA Saher, Université Paris Dauphine  
AHCAR Jaime, Université Paris Dauphine  
ALBAN Carolina, Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales  
AYOUB Maya, Université Paris Dauphine  
AZZI Tarek, Université Paris Dauphine  
BACKINY YETNA Prosper, Université Paris Dauphine (soutenance prévue en décembre 2012)  
BEJAOUI Sayfeddine, Université Paris Dauphine  
BOUATTOUR Fatma, Université Paris Dauphine  
BORING Anne, Université Paris-Dauphine (soutenance en juillet 2012)  
CEZAR Rafael, Université Paris Dauphine  
DAVID Anda, Université Paris-Dauphine  
DEMENET Axel, Université Paris-Dauphine  
EL SAYAH Laura, Université Paris Dauphine  
GASMI Amira, Université Paris Dauphine  
GUEYE Marie Egasse, Université Paris Dauphine  
GUILBERT Nathalie, Université Paris Dauphine

HERAULT Paul, Université Paris Dauphine  
ISHII Karine, Université Paris Dauphine  
KOUSSOUBE Estelle, Université Paris Dauphine  
KUH N Mélanie, Université Paris Dauphine  
LAFFINEUR Catherine, Université Paris Dauphine  
LEMOINE Killian, Université Paris Dauphine  
LORRE Geoffrey, Université Paris Dauphine (co-encadrement avec Martine Carré)  
MERCIER Marion, Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales  
MIFTAH Amal, Université Paris Dauphine  
NGUYEN Thi Thu Thuong, Université Paris Dauphine  
RISSO BRANDON Fiorella, Université Paris Dauphine  
SENNE Jean-Noël, Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales  
SHEHU Erin, Université Paris Dauphine  
SOUGANE Arouna, Université Paris Dauphine  
VAILLANT Julia, Université Paris Dauphine (soutenance prévue en décembre 2012)  
YUCER Ayçil, Université Paris Dauphine  
ZANUSO Claire, Université Paris Dauphine

Certains des doctorants encadrés n'occupent pas de bureau dans les locaux de DIAL. C'est le cas notamment des professionnels qui ont un poste à l'étranger (cas de T. Azzi, P. Backiny, B. Huby ou A. Sougane) ou de ceux qui sont en mission de longue durée dans le cadre de leur thèse (cas de C. Zanuso).

## B- LES MOYENS FINANCIERS MOBILISES

### B-1. Financements récurrents

En qualité d'unité mixte de recherche, DIAL dispose des crédits récurrents que lui octroient l'IRD et l'Université Paris Dauphine. Les montants figurant ci-dessous se réfèrent à ceux produits sur la période 2007 à 2012.

	2010	2011	2012
IRD	153 880 €	113 000 €	101 472 €
Université <sup>(*)</sup>	19 460 €	19 460 €	19 460 €

(\*) Aux crédits scientifiques alloués à l'UMR DIAL par l'Université Paris Dauphine s'ajoute une somme d'environ 20 000€ par an qui provient des Masters dont certains membres de l'unité assurent la direction.

Bien que les deux budgets soient relativement peu fongibles car gérés de façon séparée, certaines dépenses bénéficiant à l'ensemble de l'UMR sont assez régulièrement financées sur les crédits scientifiques versés par l'IRD. En 2011 par exemple, il en a été ainsi des dépenses liées à l'embauche d'une assistante qui a été recrutée pendant deux mois pour aider à la préparation de la conférence internationale organisée par l'UMR. C'est également via les crédits scientifiques de l'IRD que de nombreux doctorants de Dauphine se voient financer leurs colloques ou leurs missions en France ou à l'étranger, ou encore co-financer leurs enquêtes de terrain. Enfin, il est assez fréquent que certaines dépenses de fonctionnement des locaux (salaires de la femme de ménage, par exemple) ou de maintenance informatique soient elles aussi financées sur ces crédits.

### B-2. Financements extérieurs sur projets/enquêtes/études

Afin de pouvoir conduire des projets de grande ampleur, comme la réalisation d'enquêtes dans les pays en développement sur des échantillons représentatifs au plan national, ou embaucher des chercheurs ou des assistants de recherche contractuels, les chercheurs de l'unité ont de plus en plus recours à des financements extérieurs en répondant à des appels d'offre nationaux ou internationaux, ou en réalisant des expertises collégiales. Avant la création de l'UMR, la petite taille des deux équipes orientait assez naturellement les chercheurs vers des sources de financement nationales de type ANR ou vers des prestations d'expertise pour des opérateurs français, publics ou privés. L'accroissement de la taille de l'équipe consécutif à la création de l'UMR a été l'occasion d'un changement d'échelle et a notamment encouragé l'unité, avec le soutien de ses tutelles, à soumettre un projet collaboratif dans le cadre du programme "large scale" du 7ème PCRD de la Commission Européenne (programme SSH 2011 4.1-1 "Tackling Poverty in a Development Context"). Après un long processus d'évaluation, ce projet, intitulé NOPOOR et dont le titre complet est "Enhancing Knowledge for Renewed Policies against Poverty", a été retenu par la Commission. Porté par un consortium de 20 partenaires répartis dans 17 pays et dont l'IRD, à travers l'UMR DIAL, est le chef de file, ce projet va durer cinq ans, du 1<sup>er</sup> avril 2012 au 31 mars 2017. Avec un budget de 8 millions d'euros, il constitue le plus important programme de recherche de l'Union Européenne sur la lutte contre la pauvreté dans les pays du Sud. C'est également le plus important programme de l'IRD en sciences sociales.

La liste des projets dont DIAL a été ou est le chef de file, est donnée ci-dessous. Ne sont cités ici que les projets postérieurs à la création de l'UMR, en janvier 2010, ou ceux qui ont

démarré avant cette date mais n'étaient pas encore achevés au moment du rapprochement des deux équipes.

Projets dont DIAL a été/est le seul porteur ou le chef de file (du plus récent au plus ancien) (montants hors taxes):

- Financement européen
  - Projet NOPOOR (2012-2017): 1 845 377€. Cette somme importante recouvre les salaires des chercheurs et enseignants-chercheurs sur la période 2012-2017, au prorata de leur implication dans le projet.
  
- Financements ANR
  - Projet "Economie Politique de la migration internationale (POLECOMI)" (déc. 2011-déc.2014). Programme Blanc 2011 : 260 000€
  - Projet "Zones Franches à Manaus (ZFM)" (déc. 2010-déc. 2014). Programme les Suds II : 201 999€
  - Projet "Evaluation d'Impact du Séisme en Haïti (EISHA)" (sept. 2010-sept. 2012). Appel à projet FLASH « Séisme Haïti » : 396 000€
  - Projet "Migrations internationales et Développement. Analyse à partir de données appariées sénégalaises (MIDDAS-Europe)" (déc.2007-déc.2010). Programme les Suds : 175 000€
  
- Financements Agence Française de Développement
  - Etude "Institutions, gouvernance et croissance : le paradoxe malgache" (2010-2012) : 75 724€
  - Projet Djibouti (2008-2012) (avec le soutien de l'Agence Djiboutienne de Développement Social) : 57 186€
  - Etude "Economie politique du Burkina Faso" (2010-2012) : 43 200€
  - Etude "Taille des villes et spécialisation économique au Mali" (2010-2011) : 19 260€
  - Etude "Evolution des études d'impact en Afrique subsaharienne" (2010-2011) : 7 740€
  - Projet "Migrations internationales et Développement. Analyse à partir de données appariées sénégalaises (MIDDAS-Afrique)" (déc. 2007-déc. 2010) : 100 000€
  
- Ville de Paris
  - Projet "Gouvernance Locale et Associations de Migrants au Mali et au Sénégal (GLAMMS)" (déc.2009-déc. 2012). Programme Emergence(s) : 200 000€
  
- Sources de financement mixtes
  - Projet MIMADEM (janvier 2010 - décembre 2012). Sources de financement : Agence Française de Développement, Fondation William et Flora Hewlett, Institut de Recherche pour le Développement (IRD), Agence inter-établissements de recherche pour le développement (AIRD) : 240 000€
  - Projet BLAMM (2010-2011). Source de financement : FSP Mali Contemporain,

France-Coopération, alloué par l'AIRD, le Ministère français des affaires étrangères le Ministère malien de l'Enseignement supérieur et de la Recherche : 20 000€

- Financements privés
- Contrat CIFRE (2009-2012). Source de financement : Natixis Pramex International : 5 980€
- Etude « Impacts socio-économiques de l'introduction de services de M-paiement via Orange Money à Madagascar (phase 2) » (2012). Source de financement: France Télécom : 60 000€
- Etude "Impacts socio-économiques du M-paiement dans les pays africains" (2010-2011). Source de financement : France Télécom : 20 000€
- Caisse Centrale de Réassurance (2010): 27 986€
- Etude de faisabilité d'un modèle économétrique avion (2010). Source de financement : SNECMA : 13 000€
- Etude "Echanges financiers traditionnels" (2009-2010). Source de financement : France Télécom : 46 440€
- Natixis (2009-2010) : 9 568€
- Etude « Service de banque mobile et micro crédit à Bamako » (2008). Source de financement : France Télécom : 18 000€
- Etude « Service de banque mobile et microfinance au Mali» (2009). Source de financement : France Télécom : 50 000€

Projet dont DIAL est partenaire (les montants indiqués sont ceux effectivement reçus par l'UMR)

- Projet AFRISTORY (octobre 2011-mars 2015). Source de financement : ANR Blanc édition 2011 : 29 120€
- Projet RECAP (2011-2013). Source de financement : EUROPAID : 85 362€
- Projet « Unlocking potential: Tackling economic, institutional and social constraints of informal entrepreneurship in Sub-Saharan Africa » (2010-2011). Source de financement : Banque mondiale / Multi-donor Trust Fund: Labor Market, Job Creation and Growth) : 46 336€
- Projet « Institutions, gouvernance et croissance à long terme ». Source de financement : AFD. Etude de cas du Burkina Faso : 50 000 euros. Etude de cas Madagascar.

### **B-3. Financements extérieurs de colloques/événements scientifiques organisés par l'UMR DIAL**

Depuis la création de l'UMR, plusieurs colloques ou événements scientifiques ont été organisés soit au nom de l'UMR, soit à l'initiative de chercheurs de l'unité. Leur organisation a nécessité la recherche de financements extérieurs, dont la source et les montants sont fournis ici à titre indicatif.

- Kick-off meeting du projet NOPOOR, Paris, 11-13 juin 2012 (financement NOPOOR)
- 10th International Pension Workshop, Paris, 7-8 juin 2012. Sources de financement : Chaire Dauphine-ENSAE-Groupama « Aging and risk » (10000 euros) et NETSTAR.
- Conférence internationale « *Shocks in developing countries* », Paris, 30 juin-1er juillet 2011. Sources de financement : Agence française de développement (8 000€) ; Ville de Paris (10 000€) ; IRD (10 000€) ; Université Paris Dauphine (BQR) (1 500€) ;
- 9th International Pension Workshop, Paris, 19-20 mai 2011. Sources de financement : Chaire Dauphine-ENSAE-Groupama « Aging and risk » (10 000€)
- Table ronde pour les 20 ans de DIAL « *La recherche en économie sert-elle le développement ?* », Paris, 18 novembre 2010 (autofinancement sur les crédits de l'UMR)
- Conférence internationale « *Le secteur et l'emploi informels : mesure statistique, implications économiques et politiques publiques* », Hanoï, 6-7 mai 2010. Sources de financement : Agence française de développement (45 000\$) ; IRD (22 000\$) ; Banque mondiale (73 000\$) ; ILO (10 000\$)
- 8th International Pension Workshop, Paris, 20-21 mai 2010. Sources de financement : Chaire Dauphine-ENSAE-Groupama « Aging and risk » (10 000€), Centre d'Etude de l'Emploi (4 000€)

## C- ORGANISATION ET VIE DE L'UNITE

Depuis sa création, en janvier 2010, l'implantation principale de l'UMR est localisée dans deux entités géographiques : l'une à l'Université Paris Dauphine, pour une surface de 208m<sup>2</sup>, et l'autre dans les anciens locaux du GIE DIAL au 4 rue d'Enghien, 75010 Paris pour une surface de 360m<sup>2</sup>. L'UMR dispose également d'une implantation secondaire à l'étranger située au Vietnam, dans laquelle ont été affectés trois chercheurs du laboratoire (dont un accueilli en délégation) jusque la fin 2011 et deux depuis le début 2012.<sup>29</sup> Pour la dynamique de travail de l'UMR, l'objectif à terme est que les chercheurs actuellement localisés rue d'Enghien soient accueillis à l'Université. Il en sera ainsi dès que des bureaux seront disponibles à l'Université Paris Dauphine.

### C-1. Instances de l'UMR

L'UMR est dirigée par un chercheur de l'IRD et un enseignant-chercheur de Paris-Dauphine désignés par les tutelles, sur proposition du conseil d'UMR. Dans l'organisation actuelle, la direction est assurée par Flore Gubert (IRD) et la direction adjointe par Philippe De Vreyer (UPD). Lors de la création de l'UMR, au 1er janvier 2010, la direction était assurée par Jean-Marc Siroën (UPD) et la direction adjointe par Xavier Oudin (IRD). Dans les statuts de l'UMR il est prévu une rotation dans la répartition des rôles de directeur et directeur adjoint entre l'IRD et l'UPD. La prochaine rotation est prévue en 2014 lorsque Philippe De Vreyer et Flore Gubert échangeront leur rôle. En pratique, l'UMR étant localisée sur deux sites, les directeur et directeur adjoint ont chacun un rôle de direction dont la nature est en partie déterminée par l'établissement auquel ils appartiennent. Ainsi, Flore Gubert s'occupe-t-elle au quotidien de la gestion de la partie de l'UMR localisée rue d'Enghien et Philippe De Vreyer est en charge de la gestion quotidienne de l'équipe dauphinoise et des relations avec le LEDa (en tant que membre du conseil). Les relations avec les instances et toutes les décisions scientifiques ou d'achats importants sont gérées en commun, éventuellement après consultation du conseil d'UMR ou suite à la réunion mensuelle du laboratoire (voir ci-dessous).

Toutes les tâches ne sont bien sûr pas accomplies par la seule direction de l'UMR. La gestion quotidienne du projet NOPOOR est ainsi assurée, depuis son démarrage en avril 2012, par Delia Visan, qui a été recrutée pour cette tâche spécifique, tandis que la supervision scientifique du projet est du ressort des chercheurs de l'UMR et de Xavier Oudin en particulier. L'équipe dirigeante est également efficacement secondée par une administratrice affectée à DIAL par l'IRD et localisée rue d'Enghien, ainsi que par un ingénieur de recherche de l'IRD, une documentaliste et deux secrétaires (voir organigramme en encadré).

---

<sup>29</sup> L'UMR disposait jusqu'en juillet 2012 d'une seconde implantation à l'étranger située au Sénégal.

## Organigramme (au 1er juin 2012)

Directrice : Flore GUBERT, Chargé de recherche IRD

Directeur adjoint : Philippe DE VREYER, Professeur, Université Paris Dauphine

Administratrice : Karima BENCHABANE

Secrétaires : Coryne AJAVON-ECOUE  
Chantal CHARLIER (25%)

Secrétaire documentaliste : Danielle DELMAS

Webmestre : Loïc LE PEZENNEC

Conseil d'UMR :

Le Conseil d'UMR compte treize membres parmi lesquels le directeur de l'unité, le directeur adjoint et onze membres élus.

Au 1er juin 2012, la liste des 11 membres élus est la suivante :

- Collège des chercheurs et enseignants-chercheurs : Lisa Chauvet, Javier Herrera, Emmanuelle Lavallée, Ivan Ledezma, Sabine Mage, Laure Pasquier-Doumer, Jean-Marc Siroën et Jean-Michel Wachsberger ;
- Collège des doctorants : Rafaël Cezar et Julia Vaillant ;
- Collège des autres personnels : Danielle Delmas

L'UMR compte par ailleurs deux instances, qui sont l'occasion d'échanger sur l'organisation et la vie de l'entité : le conseil d'UMR d'une part et l'Assemblée Générale d'autre part.

**Le conseil d'UMR** assure la représentation de l'ensemble des membres de l'UMR. Il comporte, outre le directeur et le directeur adjoint, onze membres élus, représentant toutes les catégories des personnels de l'UMR, et se réunit au moins deux fois par an. Parmi ses attributions, le conseil participe à la mise en place de la politique scientifique de l'UMR, discute et valide les principes d'allocation des moyens et discute des conséquences à tirer des avis formulés par les instances d'évaluation, de la politique de valorisation des résultats de la recherche et de la diffusion de l'information scientifique de l'UMR.

Ouverte à tous les membres de l'UMR, l'**Assemblée Générale** se réunit quant à elle au moins une fois par an sur convocation du Directeur et débat des orientations stratégiques de l'unité.

Comme stipulé dans le **règlement intérieur** (cf. document en Annexe), l'UMR est en principe également dotée d'un conseil scientifique, lequel réunit des personnalités extérieures à l'unité intéressées par ses activités ou des représentants d'institutions liées par des conventions avec l'UMR. Ce conseil a pour vocation d'examiner les rapports d'activité et de donner son avis sur la politique de recherche de DIAL et sur ses orientations stratégiques. Ce conseil n'a pas été renouvelé lors de la création de l'UMR DIAL, mais ses nouveaux membres, au nombre de 8, devraient être désignés dans les prochaines semaines.

## C-2. Outils de communication interne

La taille de l'unité permet une gestion largement participative. Néanmoins, la localisation des chercheurs sur deux sites localisés l'un rue d'Enghien et l'autre à Dauphine, complique un peu les interactions entre équipes. Des outils de communication interne et la tenue régulière de réunions de laboratoire permettent néanmoins de résoudre partiellement les difficultés posées par cet éloignement. Depuis janvier 2012, une **lettre mensuelle interne** est adressée à tous les membres de l'unité, qui les informe sur l'ensemble des événements (réunions, ateliers, colloques, etc.), activités (missions, déplacements, participations à colloque, etc.), visites et accueils du mois à venir. Cette lettre est alimentée par les réponses des chercheurs à un questionnaire en ligne qui leur est envoyé chaque fin de mois. Par ailleurs, et ce depuis la création de l'UMR, une réunion de laboratoire a lieu une fois par mois, alternativement rue d'Enghien et à Dauphine, pour échanger sur les projets de recherche en cours et discuter de différents points d'actualité. Cette réunion de laboratoire est ouverte à tous les membres de l'UMR, à savoir les chercheurs et enseignants chercheurs rattachés à titre principal à l'unité, les ingénieurs d'études, techniciens et administratifs (ITA/IATOS) affectés à l'UMR par leur tutelle ou contractuels, les doctorants dont le directeur de thèse est chercheur à l'UMR, les chercheurs associés et les autres chercheurs n'entrant pas dans une des catégories précédentes, doctorants, post-doctorants, ATER, volontaires internationaux et statuts assimilés d'autres institutions qui participent à la vie scientifique de l'UMR. Cette réunion fait l'objet d'un compte-rendu envoyé à l'ensemble des membres de l'unité.

## C-3. Séminaires internes et séminaires "Posez les crayons"

Afin de favoriser les échanges scientifiques au sein de l'UMR, un séminaire interne dédié à la discussion et à l'analyse critique de travaux en cours des chercheurs, enseignants-chercheurs et doctorants de l'unité se tient alternativement dans les locaux de la rue d'Enghien et ceux de l'Université Paris Dauphine.<sup>30</sup> En raison du succès de ce séminaire, sa fréquence est passée de mensuelle à bi-mensuelle depuis mai 2011. Son organisation est depuis l'origine assurée par deux doctorants de l'UMR. De façon ponctuelle, notamment lors des campagnes de recrutement de l'IRD ou de l'Université Paris Dauphine, ce séminaire interne est ouvert à de jeunes chercheurs désireux de présenter leurs travaux et de se faire connaître auprès des membres de l'unité (voir liste des séminaires organisés depuis le 1/1/2010 en annexe B). Les chercheurs de l'unité ont également la possibilité de présenter leurs travaux devant une audience plus large lors du séminaire interne du Laboratoire d'Economie de Dauphine (LEDa) qui se tient dans les locaux de l'université toutes les 2 semaines depuis février 2012.

Le séminaire "Posez les crayons" est quant à lui un "concept" de séminaire qui existait avant la création de l'UMR, lorsque DIAL n'était encore qu'une unité propre de l'IRD. Organisé tous les trois-quatre ans, ce séminaire était ouvert à tous les membres de l'unité et avait lieu en dehors des locaux, sur un ou deux jours. Il était l'occasion de se réunir informellement et de façon conviviale, pour prendre le temps de réfléchir aux frontières des connaissances sur les thèmes de recherche de l'unité et à ses grandes orientations scientifiques. Il était aussi l'occasion de débattre sur l'"identité" de l'unité. Le dernier séminaire "Posez les crayons" a eu lieu les 6 et 7 mars 2007, sur la péniche "le Galion" amarrée près du pont de Suresnes. Depuis cette date, les membres de l'UMR ont eu l'occasion de se réunir à plusieurs reprises pour

---

<sup>30</sup> Ce séminaire, comme les réunions mensuelles, se tenaient déjà en 2007, 2008 et 2009, avant que l'UMR ne soit créée.

discuter de ces questions de fond : dans la perspective de la création de l'UMR bien sûr, puisque cette évolution institutionnelle imposait aux membres des deux entités composant l'UMR de réfléchir à un programme de recherche commun ; et dans le cadre du montage du projet NOPOOR ensuite, qui a lui aussi requis de nombreuses discussions sur le contenu scientifique et le choix des partenaires du projet. Du fait de la forte mobilisation de l'ensemble des membres de l'UMR à l'occasion de ces deux montages, aucun séminaire "Posez les crayons" en tant que tel n'a été organisé depuis la création de l'UMR, mais la formule ayant fait ses preuves, un événement de ce type sera très certainement programmé dans le courant du prochain contrat quinquennal.

## **D. LA FORMATION PERMANENTE ET L'HYGIENE**

### **D-1. La formation permanente**

Qu'ils soient chercheurs ou administratifs, les membres de l'unité bénéficient des actions de formation permanente de leur organisme d'origine et ont également accès à celles de l'autre partie (Université Paris Dauphine pour le personnel IRD, et IRD pour le personnel de Dauphine).

Depuis la création de l'UMR, les formations reçues par les membres de DIAL sont les suivantes :

- **Personnel administratif :**
  - Formation en montage de contrats européens, 2010 (1 IT);
  - Formation en gestion des contrats européens, 2010 (1 IT).
  - Formation en Gestion Sorgho des achats dans les Unités, Bondy, du 6 au 10 juin 2011 (1 IT);
  - Préparation au Cambridge First Certificate, British Council, de septembre 2010 à juin 2011 (obtention du First certificate in English délivré par l'Université de Cambridge) (1 IT) ;
  - Formation logiciel SIFAC, 2011 (1 IT)
  - Formation Campus ADE, 2011 (1 IT)
  - Formation en anglais, 2012 (2 IT)
  
- **Chercheurs :**
  - Formation collective à la programmation avec STATA, mai 2010 (6 chercheurs, 3 doctorants) ;
  - Cours d'anglais par téléphone (télélangue), de juin 2010 à avril 2011 (2 chercheurs) ;
  - Formation au Vietnamien, 2012 (1 chercheurs en expatriation au Vietnam).

### **D-2. L'hygiène et la sécurité**

D'importants travaux de rénovation ont été entrepris en 2011 dans les locaux de l'UMR situés rue d'Enghien : l'intégralité des murs et plafonds a été repeinte, et le revêtement des sols a été changé. En outre, une partie du mobilier a été remplacé. Côté Dauphine, les travaux de rénovation qui ont été réalisés dans l'enceinte de l'université en 2011 et 2012 ont été

l'occasion de revoir en profondeur le plan d'occupation des locaux. Les chercheurs du LEDa, qui étaient jusque-là dispersés dans tout le bâtiment, ont notamment été regroupés en un lieu unique, ce qui a permis une amélioration importante des conditions de travail et une augmentation sensible des interactions entre chercheurs. En outre, tous les bureaux de l'étage qu'occupent désormais les membres dauphinois de l'UMR ont été refaits à neuf et sont isolés du passage des étudiants, facilitant la concentration et la convivialité.

Au plan de l'hygiène et de la sécurité, des visites régulières sont effectuées dans les locaux de la rue d'Enghien par la personne responsable du pôle Hygiène, Sécurité et Qualité pour l'IRD-Nord. Ces visites sont l'occasion de vérifier la conformité des installations électriques, et le bon fonctionnement des extincteurs d'incendie. Une personne membre de l'UMR (Danielle Delmas) située rue d'Enghien a été désignée responsable des questions d'hygiène et de sécurité pour l'UMR et a suivi une formation de 4 jours de sensibilisation aux principaux risques rencontrés dans les unités (risques chimique, biologiques, incendie, électrique...).

### III-LISTE DES PUBLICATIONS ET DES PRODUCTIONS

**DO** : Directions d'ouvrages ou de revues.

#### Directions d'ouvrages

- DO-1** **Bourbonnais, R., Girod, J. et Keppler, JH (2007)** : *The Econometrics of Energy Systems*. Basingstoke (UK), New York. Palgrave Macmillan, 266 p.
- DO-2** **Chalmin, P. (ed.) (2007)** : *CyclOpe, les marchés mondiaux*, Economica, 662 p.
- DO-3** **Chalmin, P. (ed.) (2008)** : *CyclOpe, les marchés mondiaux*, Economica, 676 p.
- DO-4** **Chalmin, P. (ed.) (2009)** : *CyclOpe, les marchés mondiaux*. Vertiges et déboires, Economica, 770 p.
- DO-5** **Chalmin, P. (ed.) (2010)** : *CyclOpe, les marchés mondiaux. La renaissance du palais d'été*, Economica, 787 p.
- DO-6** **Chalmin, P. (ed.) (2011)** : *CyclOpe, les marchés mondiaux. Le printemps des peuples et la malédiction des matières premières*, Economica, 736 p.
- DO-7** **Chalmin, P. (ed.) (2012)** : *CyclOpe, les marchés mondiaux. En la forêt de la grande instabilité*, Economica, 720 p.
- DO-8** **Cling, J.-P., Lagrée, S., Razafindrakoto, M. et Roubaud, F. (eds.) (2012)** : *L'économie informelle dans le monde: nouvelles analyses et politiques*, Edition AFD, Paris (à paraître ; également en anglais et en vietnamien)
- DO-9** **Cling, J.-P., Lagrée, S., Razafindrakoto, M. et Roubaud, F. (eds.) (2009a)** : *Le Vietnam dans l'OMC*, Editions Chinh Tri Quoc Gia, Hanoi, 159 p. (paru en vietnamien).
- DO-10** **Cling, J.-P., Lagrée, S., Razafindrakoto, M. et Roubaud, F. (eds.) (2009b)** : *Le Vietnam dans l'OMC*, Occasional Paper N°8, IRASEC-IRD, Bangkok et Hanoi, Janvier, 134 p.
- DO-11** **Cling, J.-P., Lagrée, S., Razafindrakoto, M. et Roubaud, F. (eds.) (2010)** : *Les Journées de Tam Dao: Stratégies de réduction de la pauvreté: approches méthodologiques et transversales. Université d'été en Sciences Sociales 2009*, Editions Tri Thuc, Hanoi, 622 p. (paru également en vietnamien).
- DO-12** **De Vreyer, P. et Roubaud, F. (eds.) (2012)** : *Labour Markets in Urban West Africa*, Edition AFD/Banque mondiale, Paris, Washington (à paraître également en français aux Editions de l'IRD)
- DO-13** **Fisette, J. et Raffinot, M. (dir.) (2009)** : *Gouvernance et Appropriation locale du développement : au-delà des modèles importés*, Presses de l'Université d'Ottawa, Ottawa, 240 p.
- DO-14** **Gastineau, B., Gubert, F., Robilliard, A-S. et Roubaud, F. (2010)** : *Madagascar face au défi des Objectifs du millénaire pour le développement*, Editions IRD, Collection Objectifs Suds, 336 p.
- DO-15** **Lagrée, S., Cling, J.-P., Razafindrakoto, M. et Roubaud, F. (eds.) (2010)** : *Nouvelles approches méthodologiques en sciences sociales appliquées au*

*développement*, Actes des Journées de Tam Dao 2009, Editions The Gioi, Hanoi (paru en français et en vietnamien), 626 p.

- DO-16** **Mouhoud, E.M. (dir.) (2010)** : *Economie des services et développement des territoires*, DATAR, Collection Travaux, La Documentation Française, Paris.
- DO-17** **Mouhoud, E.M. et Oudinet, J. (2007) (eds)** : *L'Europe et ses migrants. Ouverture ou repli ?*, L'Harmattan

#### Directions de revues

- DR-1** **Balepa, M. et Roubaud, F. (eds) (2009)** : The informal sector and poverty in Africa: measurement instruments, analysis, and economic policy, *African Statistical Journal*, Special issue, Vol. 9, November.
- DR-2** **Balepa, M. et Roubaud, F. (eds) (2009)** : Le secteur informel et la pauvreté en Afrique : Instruments de mesure, analyse et politiques économiques, *Statéco*, Numéro Spécial, No.104.
- DR-3** **Carrel, M., Cary, P., Wachsberger, J.-M. (eds.) (2012)** : *Ségrégation et fragmentation dans les métropoles : perspectives internationales*, Presses universitaires du Septentrion, à paraître
- DR-4** **Cling, J.-P., Razafindrakoto, M. et Roubaud, F. (eds.) (2009)** : Vietnam's WTO accession and export-led growth, *Economie internationale / International Economics*, numéro spécial Vietnam, N°118, 136 p.
- DR-5** **Cling, J.-P., Razafindrakoto, M. et Roubaud, F. (eds.) (2012a)** : The informal economy in Asia, *Journal of Asia-Pacific Economy*, Special Issue 17 (4) (à paraître).
- DR-6** **Cling, J.-P., Razafindrakoto, M. et Roubaud, F. (eds.) (2012b)** : Mesurer le secteur informel dans les pays en développement : derniers développements et perspectives, *Statéco*, Numéro Spécial, No.107 (à paraître).
- DR-7** **Cling, J.-P., Razafindrakoto, M. et Roubaud, F., Do, T. Khanh, Le, V. Duy (eds.) (2008)** : Measuring the Informal Sector in Vietnam: International Experience and Challenges, *Statistical Scientific Information Review*, Special Issue, 74 p. (paru en vietnamien et en anglais).

**ACL** : Articles dans des revues internationales ou nationales avec comité de lecture répertoriées par l'AERES ou dans les bases de données internationales (ISI Web of Knowledge, Pub Med...).

- ACL-1** **Abdelkhalek, T., Arestoff, F., El Mekkaoui de Freitas, N. et Mage, S. (2012a)** : Les déterminants de l'épargne des ménages au Maroc : une analyse par milieu géographique, *Région et Développement*, vol.35, à paraître.
- ACL-2** **Abdelkhalek, T., Arestoff, F., El Mekkaoui de Freitas, N. et Mage, S. (2012b)** : A microeconomic analysis of household savings in Morocco, *Savings and Development*, à paraître.

- ACL-3** **d'Albis, H., Augeraud-Véron, E., Djemaï, E. and Ducrot, A. (2012).** "The Dispersion of Age Differences between Partners and the Asymptotic Dynamics of the HIV Epidemic". *Journal of Biological Dynamics*, 6 (2).
- ACL-4** **Amable, B., Demmou, L. et Ledezma, I. (2010)** : Product Market Regulation, Innovation and Distance to Frontier, *Industrial and Corporate Change*, Vol. 19, n° 1, pp. 117-159.
- ACL-5** **Amable, B., Demmou, L. et Ledezma, I. (2011)** : L'impact de la réglementation sur l'innovation : une analyse des performances selon la proximité à la frontière technologique, *Economie et Prévision*, n°197-198, à paraître.
- ACL-6** **Andrei, T. Bourbonnais, R.; Oancea, B. et Teodorescu, D. (2009)** : A Simultaneous Equation Model for Estimating Corruption in Higher Education. *Acta Oeconomica*. 59 (4), pp. 411-439.
- ACL-7** **Arestoff, F., Kuhn, M. et Mouhoud, E.M. (2012)** : Transferts de fonds des migrants en Afrique du Sud : les conditions de départ du pays d'origine sont-elles déterminantes ? *Revue Economique*, vol. 63, n° 3, mai, p. 513-522.
- ACL-8** **Bas, M., Ledezma, I. (2010)** : Trade Integration and Within-Plant Productivity Evolution in Chile, *Review of World Economics/Weltwirtschaftliches Archiv* , Vol. 146, n°1, pp. 113-146.
- ACL-9** **Bensidoun, I., Jean, S. et Sztulman, A. (2011)** : International Trade and Income Distribution: Reconsidering the Evidence, *Review of World Economics (Weltwirtschaftliches Archiv)*, vol. 147, n°4, pp. 593-619.
- ACL-10** **Barbain, S., Bourbonnais, R. et Vallin, P. (2011)** : Forecasting, Production and Inventory Management of Short Life-Cycle Products: Review of Literature and Case studies, *Supply Chain Forum: An International Journal*. Volume 12 n°4, pp. 84-111.
- ACL-11** **Bocquier, P., Nordman, C.J. et Vescovo, A. (2010)** : Employment Vulnerability and Earnings in Urban West Africa, *World Development*, 38 (9), pp. 1297-1314.
- ACL-12** **Bouoiyour, J., Hanchane, H. et Mouhoud, E.M. (2009)** : "Investissements directs étrangers et productivité : quelles interactions dans le cas des Pays du Moyen Orient et d'Afrique du Nord ?", *Revue Economique*, n° 1, janvier.
- ACL-13** **Bourbonnais, R., Maftai, M. (2012)** : ARFIMA Process: Tests and Applications at a White Noise Process, A Random Walk Process and the Stock Exchange Index CAC 40, *Journal of Economic Computation and Economic Cybernetics Studies and Research*. Vol. 46, N°1, pages 5-17, ISSN Print: 0424 – 267 X
- ACL-14** **Bourbonnais, R. et Vallin, P. (2007)** : The Correction of Chronologic Series' Seasonal Fluctuations according to Seasonal Simultaneous Additive and Multiplicative Effects. *Romanian Journal of Economic Forecasting*. volume 4. pp. 5-23.
- ACL-15** **Bourguignon, F., Ferreira, F. et Menéndez, M. (2007)** : "Inequality of Opportunity in Brazil", *Review of Income and Wealth*, vol. 53, pp. 585-768.
- ACL-16** **Briard, K., Duc, C., El Mekkaoui de Freitas, N., Legendre, B. et Mage, S. (2011a)** : Aléas de carrière et pensions de retraite, *Economie et Statistique*, n°441-442, octobre, pp. 145-158

- ACL-17 Briard, K., Duc, C., El Mekkaoui de Freitas, N., Legendre, B. et Mage, S. (2011b) :** Career interruptions: How do they impact pension rights? *Geneva Papers on Risk and Insurance: Issues and Practice*, vol. 36, July, pp. 440-457
- ACL-18 Castilho, M., Menéndez, M. et Sztulman, A. (2012) :** Trade liberalization, inequality and poverty in Brazilian states, *World Development*, vol. 40, n° 4, pp. 821-835.
- ACL-19 Chaponnière, J.-R. et Cling, J.-P. (2009) :** Vietnam's export-led growth model and competition with China, *Economie internationale / International Economics*, numéro spécial Vietnam coordonné par Cling, J.-P., Razafindrakoto, M. et Roubaud, F., n°118, p. 101-130.
- ACL-20 Chauvet, L., Cogneau, D. et Naudet, J.-D. (2008) :** Sélectivité et égalité des chances dans l'allocation de l'aide internationale : une analyse de la dernière décennie, *Economie et Prévision*, 186, pp. 23-38.
- ACL-21 Chauvet, L. et Collier, P. (2008a) :** Aid and reform in failing states, *Asian-Pacific Economic Literature*, vol. 22, n°1, pp. 15-24.
- ACL-22 Chauvet, L. et Collier, P. (2008b) :** What are the preconditions for turnarounds in failing states?, *Conflict Management and Peace Science*, vol. 25, n°4, pp. 332-348.
- ACL-23 Chauvet, L. et Collier, P. (2009) :** Elections and economic policy in developing countries, *Economic Policy*, vol. 24, pp. 509-550.
- ACL-24 Chauvet, L., Collier, P. et Hoeffler, A. (2010) :** Paradise lost. The cost of state failure in the Pacific, *Journal of Development Studies*, vol. 46, n°5, pp. 961-980.
- ACL-25 Chauvet, L., Gubert, F. et Mesplé-Somps, S. (2009) :** Les transferts monétaires des migrants sont-ils plus efficaces que l'aide publique pour améliorer la santé des enfants ? Une évaluation empirique sur des données inter et intra pays, *Revue d'Economie du Développement*, 4, décembre, 41-80.
- ACL-26 Chauvet, L. et Guillaumont, P. (2009) :** Aid, volatility and growth again. When aid volatility matters and when it does not, *Review of Development Economics*, vol. 13, n°3, pp. 452-463.
- ACL-27 Chauvet, L. et Mesplé-Somps, S. (2007a) :** L'aide publique au développement et les investissements directs étrangers en Afrique sont-ils complémentaires ?, *Revue Tiers-Monde*, vol. 192, n°4, pp. 815-831.
- ACL-28 Chauvet, L. et Mesplé-Somps, S. (2007b) :** L'impact des financements internationaux sur les inégalités des pays en développement, *Revue Economique*, vol. 58, n°3, pp. 735-744.
- ACL-29 Chort, I., Gubert, F. et Senne, J.-N. (2012) :** "Migrant Networks as a Basis for Social Control : Remittance Incentives among Senegalese in France and Italy", *Regional Science and Urban Economics* (à paraître)
- ACL-30 Cling, J.-P., Razafindrakoto, M., Robilliard, A.-S., Roubaud, F. et Marouani, M. A. (2009).** "The distributive impact of Vietnam's accession to the WTO". *Economie internationale/ International economics*, numéro special Vietnam, vol. 2009-2, n°118, pp. 43-72.
- ACL-31 Cling, J.-P., Razafindrakoto, M. et Roubaud, F. (2009) :** "Vietnam's WTO accession and export-led growth: Introduction". *Economie internationale/ International economics*, numéro special Vietnam, vol. 2009-2, n°118, pp. 5-12.

- ACL-32** Cling J.-P., Razafindrakoto M., Roubaud F. (2012), “La Banque mondiale est-elle soluble dans "l'économie de marché à orientation socialiste" : une perspective d'économie politique appliquée au cas du Vietnam”, *Revue de la régulation*, numéro spécial, Alary P. et Lafaye de Micheaux E. (eds), *L'économie politique en Asie* (à paraître)
- ACL-33** Cogneau, D. (2012) : “The political dimension of inequality during economic development”, forthcoming *Région et Développement*, 35.
- ACL-34** Cogneau, D. et Grimm, M. (2007) : The measurement of poverty dynamics when demographics are correlated with income, *The Review of Income and Wealth*, 53 (2), pp. 246-274.
- ACL-35** Cogneau, D. et Grimm, M. (2008) : The impact of AIDS mortality on the distribution of income in Cote d'Ivoire, *Journal of African Economies*, 17 (5), pp. 688-728.
- ACL-36** Cogneau, D. et Jedwab, R., (2012) : Commodity Price Shocks and Child Outcomes: The 1990 Cocoa Crisis in Côte d'Ivoire, *Economic Development and Cultural Change*, 60 (3), pp. 507-534.
- ACL-37** Cogneau, D. et Naudet, J.-D. (2007) : Who deserves aid? Equality of opportunity, international aid and poverty reduction, *World Development*, 35 (1), pp. 104-120.
- ACL-38** Cogneau, D. et Rouanet, L. (2011) : Living conditions in Côte d'Ivoire and Ghana 1925-1985: What Do Survey Data on Height Stature Tell Us, *Economic History of Developing Regions* 26 (2), pp. 55-82.
- ACL-39** Daumal, M. (2008) : Federalism, Separatism and International Trade. *European Journal of Political Economy*, Vol. 4 : pp. 675-687
- ACL-40** David, A. et Marouani, M. A. (2012) : Poverty reduction and growth interactions: what can be learned from the Syrian experience?, *Development Policy Review*, à paraître.
- ACL-41** De Vreyer, P., Gubert, F. et Robilliard, A.-S. (2010) : Are There Returns to Migration Experience? An Empirical Analysis using Data on Return Migrants and Non-Migrants in West Africa, *Annals of Economics and Statistics*, n° 97/98, pp. 307-328.
- ACL-42** De Vreyer, P., Gubert, F. et Roubaud, F. (2010) : “Migration, Self-selection and Returns to Education in the WAEMU”, *Journal of African Economies* 19 (1), pp. 52-87
- ACL-43** Dimova, R., Nordman, C.J. et Roubaud, F. (2010) : “Allocation of Labor in Urban West Africa: Insights from the Pattern of Labor Supply and Skill Premiums”, *Review of Development Economics*, 14 (1), pp. 74–92.
- ACL-44** Duc, C., Granger, C. et Siroën, J.-M. (2007) : “Commerce et préférences. Les effets d'une clause démocratique”, *Revue Economique*, n°5, n°5, Vol. 58, pp. 1055 - 1076.
- ACL-45** Duc, C., Lavallée, E. et Siroën, J.-M. (2008) : “The gravity of institutions”, *Economie Internationale*, vol.113, n°1, pp. 95-113.
- ACL-46** El Mekkaoui de Freitas, N. et Romaniuk, K. (2008) : “The investment policy of Canadian pension funds: evolution and current issues”, *Bankers, Markets et Investors*, n°97, nov-dec.

- ACL-47 Escobar, O. (2010)** : “The (un)lucky neighbour: Differences in export performance across Mexico's states”, *Papers in Regional Science*, 89 (4), pp. 777–799.
- ACL-48 Escobar, O. (2012)** : “Foreign direct investment (FDI) determinants and spatial spillovers across Mexico's states”, *Journal of International Trade and Economic Development* (à paraître).
- ACL-49 Fafchamps, M. et Gubert, F. (2007a)** : “Contingent Loan Repayment in the Philippines”, *Economic Development and Cultural Change*, 55 (4), pp. 633-667.
- ACL-50 Fafchamps, M. et Gubert, F. (2007b)** : "Risk Sharing and Network Formation", *American Economic Review* 97(2), pp. 75-79.
- ACL-51 Fafchamps, M. et Gubert, F. (2007c)** : “The Formation of Risk-Sharing Networks”, *Journal of Development Economics*, 83 (2), pp. 326-350
- ACL-52 Fernandez, R., Nordman, C.J. (2009)** : “Are there Pecuniary Compensations for Working Conditions?”, *Labour Economics*, 16(2), pp. 194-207.
- ACL-53 Gazaniol, A., Peltrault, F., et Siroën, J.-M. (2011)** : “Les performances des entreprises françaises implantées à l'étranger”, *Economie et Statistiques*, n° 435-436, Février 2011, pp. 149-167.
- ACL-54 Gubert, F. (2007a)** : “Migration and Development: Mixed evidence from western Mali”, *Development*, 50.4, pp.94-100.
- ACL-55 Gubert, F. (2007b)** : “Migration et transferts : Impact sur les pays d'origine. Commentaires”, *Revue d'Economie du Développement* 2007/2-3, pp. 183-188.
- ACL-56 Gubert, F. (2007c)** : Book Review of Stefan Dercon's *Insurance Against Poverty*, *Journal of African Economies*, 16 (1), pp. 172-175.
- ACL-57 Gubert, F. et Nordman, C.J. (2009)** : “Migration trends in North Africa: focus on Morocco, Tunisia and Algeria”, *OECD Journal: General papers*, 2009/4, pp. 75-108
- ACL-58 Gubert, F. et Robilliard, A-S. (2008)** : “Risk and Schooling Decisions in Rural Madagascar. A Panel Data Analysis”, *Journal of African Economies*, 17(2), pp.207-238.
- ACL-59 Gubert, F., Lassourd, T. et Mesplé-Somps, S. (2010)** : “Transferts de fonds des migrants, pauvreté et inégalités au Mali. Analyse à partir de trois scénarios contrefactuels”, *Revue Economique* 61 (6), pp. 1023-1050.
- ACL-60 Guénard, C. et Mesplé-Somps S. (2010)** : “Measuring inequalities: do household surveys paint a realistic picture?”, *Review of Income and Wealth*, 56, 3, pp. 519-538.
- ACL-61 Gürbüç, B., Raffinot, M. (2011)** : “Croissance et répartition des revenus en Turquie (1994-2005) : Quel impact sur la pauvreté ?”, *Régions et Développement*, n°34, pp. 19-38.
- ACL-62 Huillery, E. (2009)** : “History Matters: The Long Term Impact of Colonial Public Investments in French West Africa”, *American Economic Journal - Applied Economics*, 1 (2), pp. 176-215
- ACL-63 Huillery, E. (2011)** : “The Impact of European Settlement within French West Africa: Did Pre-colonial Prosperous Areas Fall Behind?”, *Journal of African Economies*, 20 (2), pp. 263-311.

- ACL-64 Hurlin, C., Arestoff, F. (2010)** : “Are Public Investment Efficient in Creating Capital Stocks in Developing Countries? ”, *Economics Bulletin*, Vol. 30, n°4, pp. 3177-3187.
- ACL-65 Kuepié, M., Nordman, C.J. et Roubaud, F. (2009)** : “Education and Earnings in Urban West Africa”, *Journal of Comparative Economics*, 37 (3), pp. 491-515.
- ACL-66 Lavallée, E. (2007)** : “Corruption, Concurrence et Développement: Une Analyse Econométrique à l'Echelle des Entreprises”, *The European Journal of Development Research*, vol. 19, n°2, pp. 274- 304
- ACL-67 Lavallée, E., Razafindrakoto, M. et Roubaud, F. (2010)** : “Ce qui engendre la corruption : une analyse microéconomique sur données africaines”, *Revue d'économie du développement*, vol. 24, n°3, pp. 5-47.
- ACL-68 Ledezma, I. (2009)** : “Intensité de R&D et Règlementation de Marché”, *Revue Economique*, Vol. 60, n° 3, pp. 797-806.
- ACL-69 Ledezma, I. (2012)** : “Defensive Strategies in the Quality Ladders”, *Journal of Economic Dynamics and Control*, forthcoming.
- ACL-70 Legendre, B. (2011)** : “Inequalities between Retirees and Workers: an Empirical Model to Capture the Effect of Taxation”, *Economics Bulletin*, Vol. 31, n° 4, pp. 2787-2798.
- ACL-71 Mouhoud, E.M. (2010)** : “Migrations, transferts et inégalités: apports de travaux microéconomiques”, *Revue Economique*, Vol. 61 (6), Novembre.
- ACL-72 Mouhoud, E.M. et Oudinet, J. (2010)** : “Inequality and Migration: What different European patterns of migration tell us”, *International Review of Applied Economics* Vol. 24, No. 3, July, pp. 407-26
- ACL-73 Muller C. et Nordman C.J. (2011)** : “Intra-Firm Human Capital Externalities in Tunisia”, *Journal of Development Studies*, 47 (4), pp. 657-675.
- ACL-74 Nordman, C.J. et Roubaud, F. (2009)** : “Reassessing the Gender Wage Gap in Madagascar: Does Labour Force Attachment Really Matter?”, *Economic Development and Cultural Change*, 57 (4), pp. 785-808.
- ACL-75 Nordman, C.J. et Wolff, F-C. (2009)** : “Is there a Glass Ceiling in Morocco? Evidence from Matched Worker-Firm Data”, *Journal of African Economies*, 18(4), pp. 592-633.
- ACL-76 Nordman C.J. et Wolff F-C. (2012)** : “On-the-job Learning and Earnings: Comparative Evidence from Morocco and Senegal”, *Région et Développement*, 35, à paraître.
- ACL-77 Nordman, C.J., Wolff F-C. et Jellal, M. (2008)** : “Evidence on the Glass Ceiling Effect in France Using Matched Worker-Firm Data”, *Applied Economics*, 40 (24), pp. 3233-3250.
- ACL-78 Nordman, C.J., Robilliard, A.-S. et Roubaud, F. (2011)** : “Gender and Ethnic Earnings Gaps in Seven West African Cities”, *Labour Economics*, 18, Supplement 1, pp. S132-S145.
- ACL-79 Pasquier-Doumer, L. (2010)** : “Perception de l'inégalité des chances et mobilités objective et subjective au Pérou”, *Revue Autrepard*, vol. 55, pp. 141-158.

- ACL-80 Pasquier-Doumer, L. (2012a)** : “L’inégalité des chances sur le marché du travail urbain ouest-africain”, *Revue d’Economie du développement*, vol. 26, vol.26(2), p.44-66.à paraître.
- ACL-81 Pasquier-Doumer, L. (2012b)** : Intergenerational transmission of self-employed status in the informal sector: a constrained choice or better income prospects? Evidence from seven West-African countries, *Journal of African Economies*, à paraître.
- ACL-82 Pasquier-Doumer, L., Lavallée, E., Olivier, A. et Robilliard, A.-S. (2009)** : "Cibler les politiques de lutte contre la pauvreté dans les pays en développement ? Un bilan des expériences", *Revue d'économie du développement*, vol. 23, n°3, pp. 5-50.
- ACL-83 Pasquier-Doumer, L. et Rosas, D. (2008)** : “Inégalités des chances sur le marché du travail : Effets de l’origine sociale sur la mobilité professionnelle à Lima”, *Revue Économie et Prévision*, vol. 186, pp. 67-87.
- ACL-84 Raffinot, M. (2010)** : “L’appropriation (ownership) des politiques de développement : de la théorie à la pratique”, *Mondes en développement*, tome 38, n° 149, pp. 87-104.
- ACL-85 Razafindrakoto, M. et Roubaud, F. (2010)** : “Are International Databases on Corruption reliable? A comparison of Expert Opinion Surveys and Household Surveys in Sub-Saharan Africa”, *World Development*, vol. 38 (8), pp. 1057-1069.
- ACL-86 Rodriguez, J. et Wachsberger, J.-M. (2009)** : Mesurer la confiance, dénoncer la défiance : deux économistes au chevet du modèle social français, *Revue française de sociologie*, n°50-1, 2009, pp. 151-176.
- ACL-87 Siroën, J.-M. (2011)** : Négociations commerciales multilatérales et cycle de Doha : les leçons d’un échec annoncé, *Négociations*, n°2, pp. 9-21
- ACL-88 Siroën, J.-M. (2007)** : L’OMC et les négociations commerciales multilatérales, revue *Négociations*, 1° semestre, pp. 7-22.
- ACL-89 Siroën, J.-M. (2011a)** : Négociations commerciales multilatérales et cycle de Doha : les leçons d’un échec annoncé, *Négociations*, n°2, pp. 9-21
- ACL-90 Siroën, J.-M. et Yücer, A. (2012)** : The Impact of MERCOSUR on Trade of Brazilian States, *Review of World Economics*, vol. 148, n°3, pp. 553-582
- ACL-91 Vaillant, J. (2012)** : Attrition and follow-up rules in panel surveys: insights from a tracking experience in Madagascar, *Review of Income and Wealth*, à paraître.
- ACL-92 Yücer, A. et Muhammad, K. (2010)** : Trade effects of regional trade agreements: Trade creation and trade diversion within the Western Hemisphere, *International Journal of Economic Issues*, vol. 3, n° 2, pp. 221-238.
- ACL-93 Wachsberger, J.-M. (2009)** : Les quartiers pauvres à Antananarivo : trappe à pauvreté ou support des individus?, *Autrepart*, n° 51, pp. 79-100.
- ACL-94 Wachsberger, J.-M. (2012)** : Ségrégation et fragmentation socio-spatiale. L’épreuve de la mesure, *BMS*, n°114, avril 2012

Articles publiés par les chercheurs et enseignants-chercheurs recrutés en 2012 et dont l'arrivée dans l'UMR est postérieure au 30/06/12

- ACL-95 Chort, I., Gubert, F. et Senne J.N., (2012).** Do migrant networks foster transnational solidarity ? Network insertion and remittance incentives among Senegalese in France and Italy, à paraître dans *Regional Science and Urban Economics* (<http://dx.doi.org/10.1016/j.regsciurbeco.2012.02.001>)
- ACL-96 Daudin, G., Gaffard J.-L., Saraceno, F. (2007)** “Ordre et désordres dans l'échange international : une revue de littérature” avec Jean-Luc Gaffard et Francesco Saraceno, *Revue de l'OFCE: Observations et diagnostics économiques*, Janvier, n°100
- ACL-97 Daudin, G. (2010)** “Domestic Trade and Market Size in Late 18th century France”, *Journal of Economic History*, vol. 70, n°3
- ACL-98 Daudin, G., Riffart, C., Schweisguth, D. (2011)** «Who produce for Whom in the World Economy?» avec Christine Riffart and Danièle Schweisguth, *Canadian Journal of Economics*, vol. 44, n°4, p. 1403-1437
- ACL-99 Daudin, G., Charles L. (2011)** “Le Bureau de la Balance du Commerce au XVIIIe siècle», avec Loïc Charles, *Revue d'Histoire Moderne et Contemporaine*, vol. 58, n°1

**ACLN :** Articles dans des revues avec comité de lecture non répertoriées par l'AERES ou dans des bases de données internationales.

- ACLN-1 Ahcar, J. et Baeza, D. (2009)** : “Análisis del acuerdo de libre comercio entre Colombia y Canadá”, *Revista Economía Gestión y Desarrollo*, n°8, pp. 43-71.
- ACLN-2 Ahcar, J., Delgado, D.; Peláez, J. (2011)** : “Oportunidades de exportación del Valle del Cauca en el acuerdo comercial Colombia – Canadá: El caso del sector azucarero”, *Revista Economía y Región*, vol. 5, n°2, pp. 131-154.
- ACLN-3 Ahcar, J. et Osorio, E. (2008)** : “Incrementando las relaciones comerciales entre Colombia y China”, *Revista Estudios Gerenciales del ICESI*, Vol. 24, n°. 109, pp.127-165.
- ACLN-4 Ahcar, J., Peláez, J. et Sierra, L. (2010)** : “The building sector in Cali (Colombia) : An economic review to its recent evolution and major determinants”, *Perfil de Coyuntura Económica de la Universidad de Antioquia*, n° 15, pp. 119-132.
- ACLN-5 Ahcar, J., Peláez, J.; Sierra, L. (2011)** : “¿Cómo afectó la crisis económica global al sector edificador en Colombia? Un análisis de los canales de contagio”, *Revista Panorama Económico del ESE-IPN. (México)*, vol. VII, n°13, pp. 53-74.
- ACLN-6 Albornoz, F., Menéndez, M. (2007)** : “Income Dynamics in Argentina During the 1990's: ‘Mobiles’ Do Change with type of Macroeconomic Shock”, *Economica (La Plata)*, Vol. LIII, N°1-2, pp. 21-52.
- ACLN-7 Amable, B., Demmou, L., Ledezma, I. (2009)** : “The Lisbon Strategy and Structural Reforms in Europe”, *Transfer: European Review of Labour and Research*, n°15, Vol. 1, pp. 33-52.

- ACLN-8 Amprou, J., Djoufelkit, H., Hugounenq, R., Mesplé-Somps, S., Raffinot, M. (2007)** : Introduction thématique au dossier Réformes des finances publiques africaines et nouveaux dispositifs de l'aide et d'allègement de la dette : risques et opportunités, *Afrique Contemporaine*, 223-224, pp. 27-34.
- ACLN-9 Balepa, M. et Roubaud, F. (2009a)** : "The informal sector and poverty in Africa: measurement instruments, analysis, and economic policy", *African Statistical Journal*, Vol. 9, Special Issue, November, pp. 34-42.
- ACLN-10 Balepa, M. et Roubaud, F. (2009b)** : "Le Secteur Informel et la Pauvreté en Afrique : Instruments de mesure, analyses et politiques économiques", *Statéco*, No. 104, pp. 3-10.
- ACLN-11 Bourdieu, J., Suwa-Eisenmann, A., Menéndez, M. et Postel-Vinay, G. (2008)** : "Where have (almost) all the wealthy gone? Intergenerational transmission and polarization of wealth in France: 1820-1940", *Review of agricultural and environmental studies*, vol. 87, n° 2, pp. 5-25.
- ACLN-12 Cling, J.-P., Do Trong Khanh, Razafindrakoto, M., et Roubaud, F. (2008)** : "The Research project (FSP) on The informal sector in the Vietnamese economy: Characteristics, role and impact on household living conditions", *Statistical Scientific information Review*, Special Issue, pp. 2-12. (versions en anglais et en vietnamien)
- ACLN-13 Cling J.-P., Nguyễn Hữu Chí, Razafindrakoto, M. et Roubaud, F. (2011)** : Cuộc khủng hoảng kinh tế đã tác động đến Việt Nam ở mức độ nào? Phân tích trọng tâm về khu vực phi chính thức ở Hà Nội và thành phố Hồ Chí Minh, Tạp chí *Thông tin Khoa học Thống kê*, Chuyên san số 02-2011, ấn phẩm tiếng Việt, Hà Nội, pp. 12-21.
- ACLN-14 Cling, J.-P., Razafindrakoto, M., et Roubaud, F. (2009)** : "Les enjeux et les obstacles de la transition économique au Vietnam. Les pistes de recherche", *Statistical Scientific information Review* N°2-2009, Institute of Statistical Science, pp. 15-17 (paru en vietnamien).
- ACLN-15 Cling, J.-P., Razafindrakoto, M., et Roubaud, F. (2010)** : "Assessing the Potential Impact of the Global Crisis on the Labour Market and the Informal Sector in Vietnam", *Journal of Economics and Development*, vol. 38, June, pp. 16-25.
- ACLN-16 Cling, J.-P., Razafindrakoto, M. et Roubaud, F. (2011)** : "La Banque mondiale, entre transformations et résilience", *Critique internationale*, vol. 2011/4, n° 53, pp. 43-65.
- ACLN-17 Colombini A., Diabaté L., Sarr M., Sissoko, K. et Raffinot, M.(2009)** : "Participation communautaire au financement de la vaccination : trois exemples africains", *Bulletin de la société de pathologie exotique*, 2009, 102, pp. 63-65.
- ACLN-18 De Lucca, F. et Raffinot, M. (2007)** : "Gestion de l'économie nationale, réductions de dette et aide budgétaire : réflexions à partir du cas du Burkina Faso", *Afrique Contemporaine*, 2007, n° 223, pp. 193-218.
- ACLN-19 De Vreyer, P., Lambert, S., Sylla, M. et Safir, A. (2008)** : "Pauvreté et Structure Familiale. Pourquoi une nouvelle enquête ?", *Statéco*, n°102, pp. 5-20.
- ACLN-20 Djoufelkit, H. et Raffinot, M. (2007)** : "Viabilité de la dette et perspectives de réendettement dans les pays africains dans un contexte post PPTE", *Techniques Financières et Développement*, n° 87, pp. 56-67.

- ACLN-21 El Mekkaoui de Freitas, N. et Romaniuk, K. (2008)** : “La politique d’investissement des fonds de pension canadiens”, *Risques*, n° 76, dec.
- ACLN-22 El Mekkaoui de Freitas, N. et Oliveira Martins, J. (2009)** : Risque de dépendance, cycle de vie et épargne des ménages, *Risques*, n°78, juin.
- ACLN-23 Gubert, F. (2007)** : “...A propos de l’article d’Anibal Sanchez Aguilar, *Envois de fonds des migrants : quelle méthode de quantification privilégier ?*”, *Statéco* n°101, pp. 127-130.
- ACLN-24 Gubert, F. (2008)** : “(In) Cohérences des politiques migratoires et de co-développement françaises. Illustrations maliennes”, *Politique africaine* 109, pp. 42-55.
- ACLN-25 Guénard, C. et Mesplé-Somps S. (2007)** : “Mesurer les niveaux de vie : que captent réellement les enquêtes ? Discussions et illustration à partir de deux enquêtes ivoirienne et malgache”, *Statéco*, n°101, 29-52.
- ACLN-26 Herrera, J., Razafindrakoto, M. et Roubaud, F. (2007)** : “Governance, Democracy and Poverty Reduction: Lessons drawn from household surveys in sub-Saharan Africa and Latin America”, *International Statistical Review*, 75 (1), pp. 70-95.
- ACLN-27 Herrera, J., Razafindrakoto, M., et Roubaud, F. (2008a)** : “Measuring the Informal Sector: the Latin American Experience”, *Statistical Scientific information Review*, Special issue, pp. 85-102 (paru également en vietnamien).
- ACLN-28 Herrera, J., Razafindrakoto, M., et Roubaud, F. (2008b)** : “Poverty, Governance and Democratic Participation in Francophone Africa and the Andean Region”, *OECD Journal on Development*, Special Issue: Measuring Human Rights and Democratic Governance. Experiences and Lessons from Metagora, June, pp. 99-121.
- ACLN-29 Legendre, B. (2011)** : “La croissance du revenu des retraités en Europe peut-elle être considérée comme pro-pauvre?”, *Retraite et Société*, n°60, pp. 173-195.
- ACLN-30 Mesplé-Somps, S. (2007)** : “Sacrifie-t-on au nom de la croissance la lutte contre la pauvreté ? Discussion sur la croissance pro-pauvres au Sénégal”, *Statéco*, n°101, 7-18.
- ACLN-31 Mesplé-Somps, S. (2008)** : Book review of Ndulu B., L. Chakraborti, L. Lijane, V. Ramachandran et J. Wolgin (2007) *Challenges of African Growth, opportunities, constraints and strategic directions*, The World bank, Washington, *Statéco*, 102, 109-111.
- ACLN-32 Mesplé-Somps, S. et Pasquier-Doumer, L. (2012)** : “Emploi et santé dans un quartier périphérique de Djibouti : analyse de l’enquête de référence pour évaluer l’impact d’un projet de développement urbain intégré à Balbala”, *Statéco*, vol. 106, pp. à paraître.
- ACLN-33 Mouhoud, E.M. (2008)** : “La délocalisation des activités de services : potentialités et réalités ?”, *Risques*, n° 75, septembre.
- ACLN-34 Raffinot, M. (2008)** : “Prosperity and Violence : the Political Economy of Development, Robert H. Bates”, *Afrique contemporaine*, 2008/4, n° 228, pp. 193-194.
- ACLN-35 Raffinot, M. (2009a)** : “Crise mondiale et financement international du développement africain”, *Afrique contemporaine* 2009/4, pp. 193-218

- ACLN-36 Raffinot, M. (2009b)** : “Dambisa Moyo, L'Aide fatale. Les ravages d'une aide inutile et de nouvelles solutions pour l'Afrique”, *Afrique contemporaine*, 2009/4 (n° 232), pp. 209-216.
- ACLN-37 Raffinot, M. (2011)** : North, Wallis & Weingast, Violence and Social Orders, a conceptual framework for interpreting Recorded Human History, Cambridge University Press, 2009, traduction française Violence et ordres sociaux, NRF, Gallimard, 2010 (traduction de Myriam Dennehy, postface de N. Meisel et J. Ould Aoudia, avec un avertissement de R.Peccoud), *Afrique contemporaine*, 2011/2, n° 238, pp. 133-157.
- ACLN-38 Rakoto-Tiana, N. (2007)** : “Déterminants du travail des enfants en milieu rural à Madagascar : une analyse microéconomique”, *Revue Tsingy*, n° 6, pp. 97-103.
- ACLN-39 Razafindrakoto, M. et Roubaud, F. (2008)** : “Statistical measurement of the informal sector in Sub-Saharan Africa: Lesson from the 1-2-3 surveys”, *Statistical Scientific information Review*, Special Issue, pp. 68-84. (versions en anglais et en vietnamien).
- ACLN-40 Razafindrakoto, M., Roubaud, F. et Lê Văn Duy (2008)** : “The Informal Sector in Vietnam: what do we know and how to go further? A statistical and economic perspective”, *Statistical Scientific information Review*, Special Issue, pp. 13-32. (versions en anglais et en vietnamien).
- ACLN-41 Razafindrakoto, M., Roubaud, F. et Torelli, C. (2009a)** : “La Mesure du secteur informel et de l'emploi informel : leçon des enquêtes 1-2-3 en Afrique”, *Statéco*, numéro special, n°104, pp. 11-34.
- ACLN-42 Razafindrakoto, M., Roubaud, F. et Torelli, C. (2009b)** : “Measuring the informal sector and informal employment: the experience drawn from 1-2-3 surveys in African countries”, *African Statistical Journal*, Vol. 9, Special Issue, November, pp. 88-147.
- ACLN-43 Roubaud, F. (2009a)** : “Production of informal sector statistics in Africa: lessons and perspectives for improvement”, *African Statistical Journal*, Vol. 9, Special Issue, November, pp. 422-442.
- ACLN-44 Roubaud, F. (2009b)** : “La production statistique sur le secteur informel en Afrique : quels enseignements et quelles perspectives ?”, *Statéco*, No. 104, pp. 115-126.
- ACLN-45 Siroën, J.-M. (2010)** : Commerce mondial, démocratie et régimes autoritaires : quelles évolutions, *Revue Politique et Parlementaire*, n°1056, pp. 14-21
- ACLN-46 Siroën, J.-M. (2011b)** : Nouvelle division internationale du travail et protectionnisme européen, *Revue Socialiste*, n°4, 4° trimestre, pp. 7-34.
- Publications des chercheurs recrutés en 2012, dont l'arrivée dans l'UMR est postérieure au 30/06/12
- ACLN-47 Chort, I., (2012)**. Réseaux migratoires sénégalais, *Statéco*, 107 (à paraître)
- ACLN-48 Ahlheim, M., P. V. Dinh, N. M. Duc, O. Froer, A. Heinke, A. Keil, C. Saint-Macary and M. Zeller (2009)** “Landslides in mountainous regions of Northern Vietnam: Causes, protection strategies and the assessment of economic losses.” *International Journal of Ecological Economics and Statistics*, 15 (F09):108-130.

**ACLN-49 Saint-Macary C., A. Keil, M. Zeller, F. Heidhues and P. T. M. Dung (2010)** “Land titling policy and soil conservation in the northern uplands of Vietnam.” *Land Use Policy* 27 (2):617-627.

**ACLN-50 Schad, I., P. Schmitter, C. Saint-Macary, A. Neef, M. Lamers, L. Nguyen, T. Hilger and V. Hoffman (2011)** “Why do people not learn from flood disasters? Evidence from Vietnam's northwestern mountains.” in press. *Natural Hazard*.

### **ASCL : Articles dans des revues sans comité de lecture.**

**ASCL-1 Bergamaschi I., Raffinot, M. (2009)** : Mali : les mythes de l'appropriation de l'aide, *Alternatives Internationales*, Juin, p. 36-37.

**ASCL-2 Briard, K., Duc, C., El Mekkaoui de Freitas, N., Legendre, B., Mage, S. (2008)** : Aléas de carrière, inégalités et retraite, *La revue de la CFDT*, n°89, pp. 54-59

**ASCL-3 Briard, K, Duc, C, El Mekkaoui de Freitas, N, Legendre, B. et Mage, S. (2009)** : Carrières Incomplètes et retraites, *Connaissances de l'Emploi* n°67, CEE

**ASCL-4 Mouhoud, E.M. (2009)** : “Migrations internationales et mondialisation : paradoxes et impasses politiques”, *Accueillir*, Revue trimestrielle du SSAE, n° 251, septembre.

**ASCL-5 Mouhoud, E.M. (2010)** : “la Connaissance : un bien public mondial ?”, *Economie et Management*, n°136, Juin.

**ASCL-6 Mouhoud E.M. (2011)** : “Vers une relocalisation des activités industrielles ?” in Les entreprises dans la mondialisation *Les Cahiers Français*, n° 365, La Documentation Française.

**ASCL-7 Oudin, X. (2007)** : Progress in Education of the Labour Force. A Tentative Measurement. *Journal of Education*, Chiang Mai University, 33, 1, January – June

**ASCL-8 Oudin, X., Tangchuang, P. (2008a)** : The Population of Thailand and Vietnam: Diverging Evolution in the Present Decade has Profound Effects on many Aspects of Life, *Bangkok Business*.

**ASCL-9 Oudin, X., Tangchuang, P. (2008b)** : Population and International Migrations, *Bangkok Business*.

**ASCL-10 Oudin, X., Tangchuang, P. (2008c)** : Vocational and Technical Education. Some Teachings from a Comparison between Thailand and Vietnam, *Bangkok Business*.

**ASCL-11 Oudin, X., Tangchuang, P. (2008d)** : Comparing Education Paths: from Vocational to Technical Education, *Bangkok Business*.

**ASCL-12 Oudin, X., Tangchuang, P. (2008e)** : Policy Recommendations Regarding Vocational and Technical Education, *Bangkok Business*.

- ASCL-13 Oudin, X., Tangchuang, P. (2008f)** : Selection and Education, *Bangkok Business*.
- ASCL-14 Raffinot, M. (2007)**: “Le grand basculement”, Chronique dans *Alternatives économiques*, n° 264, p. 20.
- ASCL-15 Raffinot, M. (2008)** : “Development Financing: Will 2008 make a difference?” *Mondays Development*, Washington.
- ASCL-16 Raffinot, M. (2009a)** : Gestion de l'économie nationale, réductions de dette et Aide Budgétaire : réflexions à partir du cas du Burkina Faso”, in *L'aide budgétaire en question : quelle efficacité, pour qui ?*, Solanet G., Chellali K., GRET, coll. Débats et controverses, n°2., pp. 13-14.
- ASCL-17 Raffinot, M. (2009b)** : “Development Financing and the Regulation of the International Financial System, *The Bulletin of Fridays of the Commission*, African Union Commission, vol. 2, n°1, January 2009, p. 65-80.
- ASCL-18 Raffinot, M. (2011)** : Aide budgétaire : requiescat in pace ?, *Revue de l'institut du Monde et du développement*, n°2, décembre, pp. 27-42.
- ASCL-19 Siroën, J.-M. (2007)** : OMC, le possible et le souhaitable, *L'économie politique*, n°35, pp. 7-17, *Problèmes Economiques*, 12 novembre 2008, n°2958, pp. 59-63.

## **OS : Ouvrages scientifiques (y compris les éditions critiques et les traductions scientifiques)**

### Ouvrages

- OU-1 Artus, P., d'Autume, A., Chalmin, P. et Chevalier, J.-M. (2010)**: *Les effets d'un prix du pétrole élevé et volatil*, Rapport du Conseil d'Analyse Economique, la Documentation Française, 255 p.
- OU-2 Bourbonnais, R. (2011)** : *Econométrie : manuel et exercices corrigés*. Paris. Dunod. (8ème éd.), 379 p.
- OU-3 Bourbonnais, R. (2012)** : *Exercices pédagogiques d'économétrie : avec corrigés et rappels synthétiques de cours*. Paris. Economica. (2 ème éd.) 233 p.
- OU-4 Bourbonnais, R. et Andrei, T. (2008)** : *Econométrie*. Bucarest. Editura Economica, 400 p.
- OU-5 Bourbonnais, R. et Terraza, M. (2010)** : *Analyse de séries temporelles : applications à l'économie et à la gestion*. Paris. Dunod. (3 ème éd.), 338 p.
- OU-6 Bourbonnais, R. et Usunier, J.C. (2007)** : *Prévision des ventes : théorie et pratique*. Paris. Economica. 2007. 287 p.
- OU-7 Bourbonnais, R. et Vallin, Ph. (2012)** : *Comment optimiser les approvisionnements*. Paris. Economica. (3 ème éd.), 112p.

- OU-8 Bureau, D. et Chalmin, P. (2007):** *Perspectives agricoles en France et en Europe*, Rapport du Conseil d'Analyse Economique, la Documentation Française, 200 p.
- OU-9 Chalmin, P. (2007) :** *Le poivre et l'Or Noir*, Bourin, 137 p.
- OU-10 Chalmin, P. (2008):** *Des épices à l'Or Noir, l'extraordinaire épopée des matières premières*, Bourin, 160 p.
- OU-11 Chalmin, P. (2009):** *Le Monde a faim*, Bourin, 140 p.
- OU-12 Chalmin, P. et Giraud, A. (2010):** *Au temps des comptoirs : les marchands à la conquête du monde*, Bourin, 205 p.
- OU-13 Cogneau, D. (2007) :** *L'Afrique des inégalités: où conduit l'histoire?*, Ed. Rue d'ULM, Paris, Novembre 2006, 64 p.
- OU-14 Cling J.-P., Nguyễn Thị Thu Huyền, Nguyễn Hữu Chí, Phan, T. Ngọc Trâm, Razafindrakoto M. et Roubaud F. (2010) :** *The Informal Sector in Vietnam: A focus on Hanoi and Ho Chi Minh City*, Editions Thê Gioi, Hanoi (également paru en vietnamien), 252 p.
- OU-15 Cling, J.-P., Razafindrakoto, M. et Roubaud, F. (2009) :** *La Banque mondiale à la recherche de modèles de développement : le cas du Vietnam*, Editions Tri Thuc, Hanoi, Septembre, 295 p. (paru en vietnamien).
- OU-16 Cling, J.-P. et Roubaud, F. (2008) :** *La Banque mondiale*, La Découverte, Coll. Repères, Paris, Septembre 110 p.
- OU-17 Guillochon, B. (2009) :** *La mondialisation*, 3<sup>e</sup> édition remaniée, Collection « Petite Encyclopédie », Paris, Larousse, 128 p.
- OU-18 Guillochon, B., Kawecki, A. (2009) :** *Économie internationale : Commerce et Macroéconomie*, 6<sup>e</sup> édition, Paris, Dunod, 353 p.
- OU-19 Guillochon, B., Kawecki, A. et Venet, B. (2012) :** *Économie internationale : Commerce et macroéconomie*, 7<sup>ème</sup> édition, Dunod, Paris, Mai, 372 p.
- OU-20 Mouhoud E.M., (2010) :** *Global Outsourcing, Strategies on Multinational Corporations*, Nivilind Publishers, New Delhi.
- OU-21 Mouhoud, E.M., (2011) :** *Mondialisation et délocalisation des entreprises*, Repères, La Découverte (troisième édition)
- OU-22 Mouhoud, E.M. et Plihon, D. (2009) :** *Le Savoir et la Finance, Liaisons dangereuses dans le capitalisme contemporain*, La Découverte.
- OU-23 Raffinot, M. (2008) :** *La dette des tiers mondes*, nouvelle édition entièrement refondue et mise à jour, éd. La Découverte, collection “Repères”, 128 p.

## Chapitres d'ouvrages

- CO-1** Ahcar, J. et Osorio, E. (2009) : Cap 2: Análisis de las relaciones comerciales entre el Valle del Cauca y China, In *Internacionalización del Valle del Cauca: Integración comercial con China y Mercosur*, Osorio, E., ed., Javeriana Cali, pp. 67-78.
- CO-2** Ahcar, J. et Osorio, E. (2009) : Cap 3: Factores que limitan y potencian el comercio entre Colombia y China: evidencia empírica del Valle del Cauca, in *Internacionalización del Valle del Cauca: integración comercial con China y Mercosur*, Osorio, E., ed., Javeriana Cali, pp. 79-115.
- CO-3** Andriananja, H., Charmes, J., Droy, I., Froger, G., Gubert, F. Méral, P., Ramiaramananana, J., Razafindrakoto, M., Robilliard, A-S. et Roubaud, F. (2010) : “Histoire de la recherche en économie”, in *Parcours de recherche à Madagascar. L'IRD – Orstom et ses partenaires*, Feller, C. et Sandron, F., eds., IRD Editions, pp. 139-167
- CO-4** Arestoff, F. et Sgard, J. (2012) : Education, pauvreté, inégalités: quelles relations économiques ?, in CERISCOPE Pauvreté [en ligne], Durand, M-C., Lequesne, C., eds., CERI/Sciences Po. URL : <http://ceriscope.sciences-po.fr/pauvrete/content/part4/education-pauvrete-inegalites-queelles-relations-economiques>.
- CO-5** Bas, M. et Ledezma, I. (2007) : Los Efectos de la Apertura Comercial Sobre el Patrón de Especialización de las Exportaciones: El Caso Argentino, in *Salida de Crisis y Estrategias Alternativas de Desarrollo: La Experiencia Argentina*, Boyer, R., Neffa, J., eds., Miño y Dávila, pp. 71-92.
- CO-6** Bas, M. et Ledezma, I. (2009) : The Evolution of Trade Integration in Chilean Manufacturing, in *The EU and Emerging Markets*, Tondl, G., ed., Springer, pp. 167-186.
- CO-7** Bélanger, D. et Oudin, X. (2007) : “Working Mothers in Late Vietnamese Socialism”. in *Working and Mothering in Asia: Images, Ideologies and Identities*, Devasahayam, T.W. and Yeoh B.S.A. (eds) Singapore University Press, Singapore, pp. 106-135.
- CO-8** Bocquier, P., Nordman, C.J. et Vescovo, A. (2012) : “Employment Vulnerability and Earnings in Urban West Africa”, in *Labour Markets in Urban West Africa*, DeVreyer, P., Roubaud, F., ed., Chapitre 11, à paraître.
- CO-9** Bourbonnais, R. Geoffron, P. (2007) : Delineation of Energy Market with Cointegration Techniques. In *The econometrics of energy systems*, Girod, J.; Bourbonnais, R.; Keppler, J.H., Palgrave. Basingstoke, England, pp.168-185.
- CO-10** Bourbonnais, R. Méritet, S. (2007) : Electricity spot price modelling: univariate time series approach. In *The econometrics of energy systems*, Girod, J.; Bourbonnais, R.; Keppler, J.H., Palgrave. Basingstoke, England, pp.51-74.
- CO-11** Bruneau, M., Gubert, F., Hardy, A. et Ould Aoudia, J. (2010) : “Impact des migrations sur le développement et la pauvreté” in *Stratégies de réduction de la pauvreté : approches méthodologiques et transversales*, Lagrée, S., Cling, J-P., Razafindrakoto, M. et Roubaud, F., eds., Les Journées de Tam Dao : Université d'Eté en Sciences Sociales 2009. Hanoi : Tri Thuc, pp. 263-368.

- CO-12 Chaponnière, J.-R., Cling, J.-P. et Zhou, B. (2010) :** Vietnam Following in China's Footsteps: The Third Wave of Emerging Asian Economies, in *Southern Engines of Global Growth and the Role of FDI*, Santos-Paulino, A. U. et Wan, G., eds, Oxford University Press, New York et Oxford, p. 114-139.
- CO-13 Chauvet, L., Collier, P. (2007) :** L'aide aux Etats fragiles: quand et comment?, in *Etats et sociétés fragiles*, Chataigner, J.-M., Magro, H., eds, Karthala, pp. 435-450.
- CO-14 Chauvet, L., Collier, P. et Hegre, H. (2009) :** The Security Challenge in Conflict-Prone Countries, in *Global crisis, global solutions*, Lomborg B., ed, Cambridge University Press, pp. 58-103.
- CO-15 Chauvet, L., Collier, P. et Hoeffler, A. (2011) :** The cost of failing states and the limits to sovereignty, in *Fragile states. Causes, costs, and responses*, Naudé, W., Santos-Paulino, A. U., McGillivray, M., eds, Oxford University Press, pp. 91-111.
- CO-16 Chauvet, L., Gubert, F. et Mesplé-Somps, S. (2010) :** Are Remittances More Effective Than Aid To Improve Child Health? An Empirical Assessment using Inter and Intra-Country Data, in *People, politics and globalization – Annual World Bank Conference on Development Economics – Global 2010*, Yifu Lin, J., Pleskovic, B., ed, The World Bank, Washington D.C., pp. 173-204.
- CO-17 Cling, J.-P., Herrera J., Razafindrakoto, M. et Roubaud, F. (2008) :** Les enquêtes auprès des ménages, un instrument de mesure pour appréhender la notion de secteur informel, les conditions de vie des ménages et la gouvernance, in *Nouvelles approches méthodologiques en sciences sociales appliquées au développement*, Lagrée, S. ed., Actes des Journées de Tam Dao 2007, Editions The Gioi, Hanoi (paru en français et en vietnamien), pp. 241-280.
- CO-18 Cling, J.-P., Herrera, J., Razafindrakoto, M. et Roubaud, F. (2009) :** “L'évaluation d'impact des politiques publiques : enjeux, méthodes, résultats”, in *Les Journées de Tam Dao 2008 : Nouvelles approches méthodologique appliquées au développement. Université d'été en Sciences Sociales 2008*, Lagrée, S., ed., Editions The Gioi, Hanoi, pp. 15-47 (version en français et en vietnamien).
- CO-19 Cling, J.-P., Herrera, J., Razafindrakoto, M. et Roubaud, F. (2010) :** “Pauvreté et bien-être de la population : analyse à partir des enquêtes auprès des ménages”, in *Les Journées de Tam Dao: Stratégies de réduction de la pauvreté : approches méthodologiques et transversales*, Cling, J.-P., Lagrée, S., Razafindrakoto, M., Roubaud, F., eds., Edition Tri Thuc, Hanoi, pp. 369-482 (paru également en Vietnamien).
- CO-20 Cling, J.-P., Nguyễn Hữu Chí, Razafindrakoto, M. et Roubaud, F. (2012) :** “Urbanization and access to labour market in Vietnam: Weight and characteristics of the informal sector”, in *Trends of Urbanization and Suburbanization in Southeast Asia*, Ton Nu Quinh Tran, Quertamp Nguyen, F., de Miras, C., Nguyen Quang Vinh, Le Van Nam, Truong Hoang Truong (eds), General Publishing House, Ho Chi Minh City, pp. 209-230.
- CO-21 Cling, J.-P., Razafindrakoto, M., Robilliard, A.-S. et Roubaud, F. (2009a) :** Les conditions d'adhésion et l'impact distributif de l'adhésion du Vietnam à l'OMC, in *Les enjeux de l'adhésion du Vietnam à l'OMC*, ouvrage paru en vietnamien sous la coordination de ADETEF/ISD, Editions Chinh Tri Quoc Gia, Hanoi, Janvier, pp. 115-239.
- CO-22 Cling, J.-P., Razafindrakoto, M., Robilliard, A.-S. et Roubaud, F. (2009b) :** L'impact distributif de l'adhésion du Vietnam à l'OMC, in *Le Vietnam dans*

*l'OMC*, Cling, J.-P., Lagrée, S., Razafindrakoto, M., et Roubaud, F. eds, Occasional Paper N°7, IRASEC-IRD, Bangkok et Hanoï, Janvier, pp. 85-113 (paru aussi en vietnamien aux Editions Chinh Tri Quoc Gia, Hanoi).

- CO-23** **Cling, J.-P., Razafindrakoto, M. et Roubaud, F. (2009a)** : L'évaluation d'impact des politiques publiques : enjeux, méthodes, résultats, in *Nouvelles approches méthodologiques en sciences sociales appliquées au développement*, Lagrée, S. ed., Actes des Journées de Tam Dao 2008, Editions The Gioi, Hanoi (paru en français et en vietnamien), pp. 16-35.
- CO-24** **Cling, J.-P., Razafindrakoto, M. et Roubaud, F. (2009b)** : Export Processing Zones in Madagascar: The impact of the dismantling of clothing quotas on employment and labour standards, in *Globalization, Wages and the Quality of Jobs; Five Country Studies*, Robertson, R., Brown, D., Pierre, G. and Sanchez Puerta, M. (eds.), World Bank, Washington D.C., pp. 237-264.
- CO-25** **Cling J.-P., Razafindrakoto M. et Roubaud F. (2010a)** : Marché du travail, secteur informel et conditions de vie des ménages au Vietnam, in *Stratégies de réduction de la pauvreté : approches méthodologiques et transversales*, Lagrée, S., Cling, J.-P., Razafindrakoto, M. et Roubaud, F., eds, Université d'été en Sciences Sociales 2009, Editions Tri Thuc, Hanoï, pp. 87-110 (paru également en Vietnamien).
- CO-26** **Cling, J.-P., Razafindrakoto, M. et Roubaud, F. (2010b)** : Pauvreté et bien-être de la population : analyse à partir des enquêtes auprès des ménages, in *Stratégies de réduction de la pauvreté : approches méthodologiques et transversales*, Lagrée, S., Cling, J.-P., Razafindrakoto, M. et Roubaud, F. eds, Université d'été en Sciences Sociales 2009, Editions Tri Thuc, Hanoï, pp. 369-482.
- CO-27** **Cling, J.-P., Razafindrakoto, M. et Roubaud, F. (2012)** : "Economie informelle, crise et politiques publiques au Vietnam" in *L'économie informelle dans le monde*, Cling, J.-P., Lagrée, S., Razafindrakoto, M. et Roubaud, F., eds., Edition de l'AFD, Paris, à paraître.
- CO-28** **Cogneau, D. (2007)** : "Quelle place pour l'Afrique dans la mondialisation ?", in *L'économie mondiale 2008*, CEPPII, Paris : La Découverte, coll. Repères, pp. 71-82.
- CO-29** **Cogneau, D. (2008)** : L'Afrique des inégalités : où conduit l'histoire, in *Vingt-sept questions d'économie contemporaine (Economiques 1)*, Askenazy, P. et Cohen, D. (sous la dir.), Paris : Albin Michel, pp. 127-169.
- CO-30** **Cogneau, D. et Gignoux, J. (2009)** : "Earnings Inequalities and Educational Mobility in Brazil over Two Decades", in *Poverty, Inequality and Policy in Latin America*, Klasen, S. et Nowak-Lehman, F. (eds), Cambridge MA.: MIT Press, CESifo Seminar Series, pp. 47-84.
- CO-31** **Cogneau, D. et Mesplé-Somps, S. (2008)** : Inequality of opportunity for income in five countries of Africa, in *Inequality and opportunity : papers from the second ECINEQ society meeting*, Bishop, J. et Zheng, B. (eds), Bradford : Emerald, Research on Economic Inequality 16, pp. 99-128.
- CO-32** **Cogneau, D. et Robilliard, A.-S. (2007)** : "Growth, distribution and poverty in Madagascar: Learning from a microsimulation model in a general equilibrium framework", in *Microsimulation as a tool for the evaluation of public policies: methods and applications*, Spadaro, A. (ed), Fundacion BBVA, Bilbao, p. 75-116.

- CO-33** **Cogneau, D. et Robilliard, A.-S. (2008)** : “Poverty Alleviation Policies in Madagascar: A Micro-Simulation Model”, in *The Impact of Macroeconomic Policies on Poverty and Income Distribution*, Bourguignon, F., Bussolo, M. et Pereira da Silva, L. (eds), World Bank et Palgrave Macmillan, New York, p. 213-246.
- CO-34** **Coury, D., et Rakoto-Tiana, N. (2010)** : “Madagascar : en marche vers l'éducation primaire universelle pour tous ?” in *Madagascar face au défi des Objectifs du Millénaire pour le Développement*, Gastineau, B., Gubert, F., Robilliard, A.-S. et Roubaud, F., eds., Editions IRD, Collection Objectifs Suds, pp. 121-155.
- CO-35** **Culas, C., Massuyeau, B., Razafindrakoto, M. et Roubaud, F. (2012)** : “Un état des lieux des conditions de vie des groupes ethniques au Viêt Nam : approches économique et socio-anthropologique” in *Différenciation sociale et inégalités : Approches méthodologiques et transversales sur les questions de genre et d'ethnicité*, Lagrée, S., ed., Edition de l'AFD, Paris, à paraître également en anglais et en vietnamien.
- CO-36** **Demenet, A., Cling, J.-P., Nordman, C.J., Razafindrakoto, M. et Roubaud, F. (2012)** : “Discriminations ethniques et de genre : mesure et méthodes de décomposition”, in *Différenciation sociale et inégalités : approches méthodologiques et transversales sur les questions de genre et d'ethnicité*, Lagrée, S. (ed.), Edition de l'AFD, à paraître également en anglais et en vietnamien.
- CO-37** **De Vreyer, P., Herrera, J. et Mesplé-Somps, S. (2009)** : Consumption growth and spatial poverty traps: an analysis of the effect of social services and community infrastructures on living standards in rural Peru, in *Poverty, Inequality and Policy in Latin America*, Klasen, S. (ed), CESifo Series, Harvard: MIT Press, pp. 129-156.
- CO-38** **De Vreyer, P. et Spielvogel G. (2009)** : Spatial externalities between Brazilian municipios and their neighbours, in *Poverty, Inequality and Policy in Latin America*, Klasen S. and Nowak-Lehman F. (eds), CESifo Series, Harvard: MIT Press, pp. 157-188.
- CO-39** **De Vreyer, P., Gubert F. et Roubaud, F. (2012)** : “Why Migrating: Self-selection and Returns to Education in the WAEMU”, in *Labour Markets in Urban West Africa*, De Vreyer, P., et Roubaud, F.,eds., AFD/Banque mondiale, Paris / Washington, Chapter 11, pp. 304-328 (à paraître également en français).
- CO-40** **De Vreyer, P., Gubert, F. et Robilliard, A.-S.. (2012)** : “Are there returns to migration experience? An empirical analysis using data on return migrants and non-migrants in West Africa”, in *Labour Markets in Urban West Africa*, De Vreyer, P., et Roubaud, F.,eds., AFD/Banque mondiale, Paris / Washington, Chapter 12, pp.329-350 (à paraître également en français).
- CO-41** **De Vreyer, P., Gubert, F. et Rakoto-Tiana, N. (2012)** : “The work-school trade-off among West African children. Are household tasks more compatible with school than economic activities?”, in *Labour Markets in Urban West Africa*, De Vreyer, P. et Roubaud, F., eds., AFD/Banque mondiale, Paris / Washington, Chapter 13, pp. 351-374 (à paraître également en français).
- CO-42** **De Vreyer, P. et Roubaud, F. (2012)**: "Introduction and Overview", in *Labour Markets in Urban West Africa*, De Vreyer, P., et Roubaud, F.,eds., AFD/Banque mondiale, Paris / Washington, pp. 1-39 (à paraître également en français).

- CO-43 De Vreyer, P. et Roubaud, F. (2012):** "General Conclusion", in *Labour Markets in Urban West Africa*, De Vreyer, P., et Roubaud, F., eds., AFD/Banque mondiale, Paris / Washington, pp.375-383 (à paraître également en français).
- CO-44 Diagne A., Cabral F.J., Robilliard A.-S. et Cissé F. (2012):** « Financing Human Development in Senegal : Insights using the MAMS model », in : Vos R. et Sanchez M. V. (dir), *Financing Human Development in Africa, Asia and the Middle East*, à paraître chez Bloomsbury Academic (United Nations Series on Development).
- CO-45 Droy, I., Bidou, J-E, Randriamiandrisoa, J. et Thomas, A-C. (2010) :** “Une pauvreté rurale étendue et multiforme”, in *Madagascar face au défi des Objectifs du millénaire pour le développement*, Gastineau, B., Gubert, F., Robilliard, A-S. et Roubaud, F., eds., Editions IRD, Collection Objectifs Suds, pp. 53-86.
- CO-46 Fall, M. et Menéndez, M. (2008) :** “L’apport des analyses longitudinales dans la connaissance des phénomènes de pauvreté et exclusion sociale”. in *Les travaux de L’Observatoire national de la pauvreté et l’exclusion sociale 2007-2008* [3e partie - Aides locales facultatives et trajectoires des allocataires des minima sociaux Cahier 2 - Les trajectoires des allocataires des minima sociaux] Paris : La Documentation française, pp. 605-643.
- CO-47 Gastineau, B., Gubert, F., Robilliard, A.-S. et Roubaud, F. (2010a) :** Conclusion, in *Madagascar face au défi des Objectifs du Millénaire pour le Développement*, Gastineau, B., Gubert, F., Robilliard, A.-S. et Roubaud, F., eds., Editions IRD, Collection Objectifs Suds, pp. 319-327.
- CO-48 Gastineau, B., Gubert, F., Robilliard, A.-S. et Roubaud, F. (2010b) :** Introduction. in *Madagascar face au défi des Objectifs du Millénaire pour le Développement*, Gastineau, B., Gubert, F., Robilliard, A.-S. et Roubaud, F., eds., Editions IRD, Collection Objectifs Suds, pp. 13-21.
- CO-49 Gazaniol, A. et Peltrault, F. (2010) :** La première implantation à l’étranger des entreprises françaises : un impact différencié selon l’appartenance à un groupe, in *Investissement Direct Etranger et performances des entreprises*, Fontagné, L. et Toubal, F., eds., Rapport du Conseil d’Analyse Economique, pp. 117-142.
- CO-50 Grimm, M., Gubert, F., Koriko, O., Lay, J. et Nordman, C.J. (2012) :** “La solidarité forcée bride-t-elle l’activité des micro-entrepreneurs? Une analyse à partir de données ouest-africaines” in *L’économie informelle dans le monde*, Cling, J.-P., Lagrée, S., Razafindrakoto, M., Roubaud, F., eds., Edition AFD, Paris, à paraître.
- CO-51 Gubert, F. (2009) :** “Enjeux individuels et collectifs de la migration : le point de vue des pays de départ”, in *Migrants. Craintes et espoirs*, Chemin, A. et Gélard, J-P., eds, Presses Universitaires de Rennes, pp. 203-212.
- CO-52 Gubert, F. (2010) :** “Pourquoi migrer ? Le regard de la théorie économique”, in *Economie politique des migration*, Regards croisés sur l’économie n°8, Ed. La Découverte, pp. 96-105
- CO-53 Gubert, F. (2011) :** “Migrations, transferts et développement : le Mexique comme point de comparaison”, in *Le Maghreb dans les relations internationales*, Mohsen-Finan, K., ed., IFRI, CNRS Editions, pp. 131-164.
- CO-54 Gubert, F. et Nordman, C.J. (2008) :** Migration from MENA to OECD Countries: Trends, Determinants and Prospects, in *Shaping the Future: A Long-Term*

*Perspective of People and Job Mobility for the Middle East and North Africa*, Vol. II, Background paper 1, Washington DC: The World Bank, 98 p.

- CO-55 Gubert, F. et Nordman, C.J. (2011)** : Return Migration and Small Enterprise Development in the Maghreb, in *Diaspora for Development in Africa*, Plaza S. and Ratha, D. (eds), Chapter 3, Washington DC: The World Bank, pp. 103-126.
- CO-56 Gubert, F. et Robilliard, A-S. (2010)** : “Croissance et pauvreté à Madagascar. Un aperçu de la dernière décennie (1997-2007)”, in *Madagascar face au défi des Objectifs du millénaire pour le développement*, Gastineau, B., Gubert, F., Robilliard, A-S. et Roubaud F., eds., Editions IRD, Collection Objectifs Suds, pp. 25-52
- CO-57 Gubert, F., Robilliard, A-S. et Senne, J-N. (2010)** : “Impact des chocs économiques et démographiques sur la scolarisation en milieu rural”, in *Madagascar face au défi des Objectifs du millénaire pour le développement*, Gastineau, B., Gubert, F., Robilliard, A-S. et Roubaud, F., eds., Editions IRD, Collection Objectifs Suds, pp. 157-185
- CO-58 Guillochon, B. (2010)** : “L’approche économique du bilatéralisme et du multilatéralisme”, in *Le commerce international entre bi et multilatéralisme*, B. Remiche et H. Ruiz-Fabri éd., Bruxelles, Larcier, pp. 31-40
- CO-59 Herrera, J. (2008a)** : “Análisis de la pobreza en el Perú desde la perspectiva de las unidades de producción”, in *Pobreza Urbana. Realidades y Desafíos*, PROPOLI, Lima, pp. 38-58.
- CO-60 Herrera, J. (2008b)** : “Reducción de la pobreza urbana y el mercado de trabajo en el Perú: Evolución 2004-2006”, in *Una Mirada a la Evolución Reciente de la Pobreza en el Perú. Avances y Desafíos*. World Bank, pp. 49-86.
- CO-61 Herrera, J., Razafindrakoto, M. et Roubaud, F. (2007)** : “The determinants of subjective poverty: A comparative analysis in Madagascar and Peru”, in *Poverty, Inequality and Migration in Latin America*, Klasen, S. et Nowak-Lehmann, F., eds., Ed Peter Lang, Frankfurt am Main, pp. 181-220.
- CO-62 Herrera, J., Razafindrakoto, M. et Roubaud, F. (2008)** : “Gouvernance, démocratie et lutte contre la pauvreté : Enseignements tirés des enquêtes officielles auprès des ménages en Afrique francophone et dans la Communauté andine”, in *Méthodes de Sondages*, Guilbert, P., Haziza, D., Ruiz-Gazen, A. et Tillé, Y., (éds.) : Dunod, Sciences Sup, Paris, pp. 188-193.
- CO-63 Herrera J., Razafindrakoto M., Roubaud F. (2009)**, « Los determinantes de la pobreza subjetiva : análisis comparativo entre Madagascar y el Perú », in Gonzales de Olarte E. y Iguíñiz Echeverría J. (eds.), *Desarrollo económico y Bienestar. Homenaje a Máximo Vega-Centeno*, Fondo Editorial, Pontífica Universidad Católica del Perú, Lima, pp.291-331.
- CO-64 Herrera, J. et Torelli, C. (2012)**: “Domestic Work and Employment: What is the Trade-Off for Women ? ”, in *Labour Markets in Urban West Africa*, De Vreyer, P. et Roubaud, F., ed., Chapter 8, pp. 227-253 (à paraître également en français).
- CO-65 Kuepié, M., Nordman, C.J. et Roubaud, F. (2012)** : “Education and Labour Market Outcomes in Urban West Africa”, in *Labour Markets in Urban West Africa*, De Vreyer, P. et Roubaud, F., ed., Chapter 5, pp.151-173, à paraître.
- CO-66 Lallement, R., Mouhoud, E.M. et Paillard, S., (2007)** : “Polarisation et internationalisation des activités d'innovation : incidences sur la spécialisation

- technologique des nations”, Chapitre 1, in *Quelles Proximités pour innover ?*, Rallet, A. et Torre, A., L'Harmattan.
- CO-67 Lavallée, E. (2008) :** Corruption and Institutional Trust in Sub-Saharan Africa, in *Global Corruption Report 2008: Corruption in the Water Sector*, Zinnbauer, D. et Dobson, R., eds, Cambridge University Press. Cambridge. 2008. pp. 344-346.
- CO-68 Lavallée, E. et Roubaud, F. (2009) :** Corruption and the informal sector in sub-Saharan Africa, in *Global Corruption Report 2009 Corruption and the private sector*, Zinnbauer, D., Dobson, R. et Despota, K., eds, Cambridge University Press, pp. 412-416.
- CO-69 Lavallée E., Roubaud F. (2012),** "Corruption and informal firm performance: West African evidence", in *Cling J.-P., Lagrée S., Razafindrakoto M., Roubaud F. (eds), The Informal Economy in LDCs: news analysis and policies*, Edition AFD, Paris (à paraître).
- CO-70 Lebart, L., Piron, M., Razafindrakoto, M., Roubaud, F. et Cling, J.-P. (2009) :** “L’analyse des données 2 : consolidation et application à l’analyse du marché du travail et du secteur informel au Vietnam”, in *Les Journées de Tam Dao 2008 : Nouvelles approches méthodologique appliquées au développement. Université d’été en Sciences Sociales 2008*, Lagrée, S., ed., Editions The Gioi, Hanoi, pp. 157-237 (version en français et en vietnamien).
- CO-71 Mage, S. (2007) :** Intégration régionale et croissance : un modèle d’équilibre général appliqué à la Pologne, in *L’élargissement de l’Union Européenne : Quels enjeux et défis majeurs ?*, Krifa-Schneider, H., ed., L’Harmattan, pp. 281-296
- CO-72 Merceron, S., Mesplé-Somps, S. et Pasquier-Doumer, L. (2011) :** Quelle stratégie d’échantillonnage pour évaluer l’impact d’un projet d’urbanisation dans un bidonville de Djibouti ?, in *Pratiques et méthodes de sondage*, Tremblay, M-E., Lavallée, P. et Elhaj Tirari, M. (eds), Dunod, Paris, pp. 121-125.
- CO-73 Mesplé-Somps, S. (2010) :** Le nouveau partenariat pour le développement de l’Afrique (NEPAD) : Trois éléments de critique, in *Gouvernance et Appropriation locale du développement : au-delà des modèles importés*, Fiset, J. et Raffinot, M. (eds), Presses de l’université d’Ottawa, Ottawa.
- CO-74 Mazier, J. Mouhoud, E.M., Oudinet J. et Saglio, S. (2007) :** “Quel rôle jouent les migrations dans le fonctionnement de l’union monétaire ?”, in *Mouhoud, E.M. and Oudinet, J., ed. L’Europe et ses migrants. Ouverture ou repli ?*, Chapitre IV, L’Harmattan.
- CO-75 Mouhoud, E.M. (2010) :** “Offshoring of service activities: Overview and prospects”, in *The internationalization of labour markets*, Kuptsch, C. (ed.), International Labour Organization (International Institute for Labour Studies), Geneva, 2010.
- CO-76 Mouhoud, E.M. (2012) :** “Migrations internationales et mondialisation : paradoxes et impasses des politiques européennes d’immigration”, in *Repenser l’Atlantique: commerce, immigration, sécurité*, Bruylant, Montréal.
- CO-77 Nordman, C.J. (2010a) :** “Regards croisés sur les inégalités de genre sur le marché du travail malgache”, in *Madagascar face au défi des Objectifs du millénaire pour le développement*, Gastineau, B. et al. (eds), Chapter 6, IRD Editions, Collection Objectifs Sud, pp. 187-215.

- CO-78 Nordman, C.J. (2010b)** : “Vulnérabilité au travail à Ouagadougou”, in *Peuplement de Ouagadougou et développement urbain*, Boyer, F. et Delaunay, D. (eds), Chapitre 6, IRD/ Service de Coopération et d’Action Culturelle, Ambassade de France au Burkina Faso.
- CO-79 Nordman, C.J. et Paul, J-J. (2008)** : “Complementarities of the Qualitative and Quantitative Approaches”, in *Impact Assessment Studies and Their Implications for Policy Making*, Castejon, J.M. et Chakroun B. (eds), chapter 4, European Training Foundation, Office for Official Publications of the European Communities, Luxembourg.
- CO-80 Nordman, C.J., Rakotomanana, F. et Robilliard, A-S. (2010)** : “Gender Disparities in the Malagasy Labor Market”, in *Gender Disparities in Africa's Labor Market*, Arbache, J.S. et al. (eds), Chapter 3, Africa Development Forum Series, Washington DC: The World Bank, pp. 87-154.
- CO-81 Nordman, C.J., Robilliard, A-S. et Roubaud, F. (2012)** : “Decomposing Gender and Ethnic Earnings Gaps in Seven West African Cities”, in *Labour Markets in Urban West Africa*, DeVreyer, P. et Roubaud, F.,ed., Chapitre 13, à paraître.
- CO-82 Nordman, C.J. et Wolff, F-C. (2009)** : “Islands Through the Glass Ceiling? Evidence of Gender Wage Gaps in Madagascar and Mauritius”, in *Labour Markets and Economic Development*, Kanbur, R. et Svejnar, J. (eds), Chapter 25, pp. 521-544, Routledge Studies in Development Economics, Routledge.
- CO-83 Nordman, C.J. et Wolff, F-C. (2010)** : “Gender Differences in Pay in African Manufacturing Firms”, in *Gender Disparities in Africa's Labor Market*, Arbache, J.S. et al. (eds), Chapter 4, Africa Development Forum Series, Washington DC: The World Bank, pp. 155-192.
- CO-84 Oudin, X. (2009a)** : “L’emploi au Vietnam”, in *Le Vietnam contemporain*, De Tréglodé, B. éd, L’Harmattan (nouvelle édition).
- CO-85 Oudin, X. (2009b)** : Household Structure and Employment Strategies in a Changing Economy” in *Reconfiguring Families in Contemporary Vietnam*, Barbieri, M., Bélanger, D., Standford University Press, Palo Alto, Ca, pp. 365-390.
- CO-86 Oudin, X. (2009c)** : “The Education level of the Labour Force”, in *Learning Thailand*, Mounier, A., ed., Silkworm Publishing House, Bangkok., pp. 332-343.
- CO-87 Oudin, X. (2011)** : “Analyse du phénomène ‘Dividende démographique’ ou comment le mettre au profit des sociétés” in *Transition démographique et emploi en Afrique subsaharienne*, AFD, coll A Savoir n°5, juillet 2011, pp. 40-46.
- CO-88 Oudin, X. et Bélanger, D. (2011)** : “Les migrations de cadres du Nord vers le Sud du Viêt-Nam après la réunification de 1976”. In *Mémoires et démographie : Regards croisés au Sud et au Nord*, sous la direction de Marcoux, R. en collaboration avec Dion, J., collection Cahiers du CIEQ, Presses de l’Université Laval, Québec, pp. 332-343
- CO-89 Oudin, X., Roubaud, F. et Demenet, A. (2012)** : “Informal Employment”, in *Vietnam Employment Trends 2011*, MoLISA, Chapter 3, ILO, Hanoi (paru également en vietnamien).
- CO-90 Pasquier-Doumer, L. (2012)** : Inequality of Opportunities in West-African Urban Labour Markets, in *Labour Markets in Urban West Africa*, DeVreyer, P. et Roubaud, F.,ed., à paraître.

- CO-91 Raffinot, M. (2007) :** Balance des paiements, in *Dictionnaire de l'économie* (Coupey-Soubeyran, J., ed, Encyclopaedia Universalis & Albin Michel).
- CO-92 Raffinot, M. (2009a) :** Paris Club, in *The Palgrave Dictionary of Transnational History, From the mid-19th century to the present day*, Iriye, A. et Saunier, P-Y., (eds.), Palgrave Macmillan, pp. 244-245.
- CO-93 Raffinot, M. (2009b) :** Debt crises (developing countries), in *The Palgrave Dictionary of Transnational History, From the mid-19th century to the present day*, Iriye, A. et Saunier, P-Y., (eds.), Palgrave Macmillan, pp. 245-248.
- CO-94 Raffinot, M. (2009c) :** Loans, in *The Palgrave Dictionary of Transnational History, From the mid-19th century to the present day*, Iriye, A. et Saunier, P-Y. (eds.), Palgrave Macmillan, pp. 677-679.
- CO-95 Raffinot, M. (2010a) :** Le FMI, un conte de fées à Washington D.C., in *Un monde en sursis, Dérives financières, régulations politiques et exigences éthiques*, Laroche, J., ed., L'Harmattan, coll. Chaos International., pp. 127-139.
- CO-96 Raffinot, M. (2010b) :** Aide et financement du développement : des résultats insuffisants malgré de nombreuses évolutions, in *L'électricité au cœur des défis africains*, Heuraux, C., ed. Karthala, Paris, pp. 153-156.
- CO-97 Raffinot, M., Rosellini C. (2007) :** Sortir de la trappe de financement ? Financer les Etats fragiles, chapitre 26 in *Etats et sociétés fragiles. Entre conflits, reconstruction et développement* , Châtaigner, J.-M. et Magro, H., eds., Karthala, pp. 451-472.
- CO-98 Razafindrakoto, M., Cling, J.-P. ,Culas, C., et Roubaud, F. (2011) :** Comment la transition économique est-elle vécue et perçue par la population ? Analyse de la complémentarité entre approches qualitative et quantitative, in *Transitions décrétées, transitions vécues. Du global au local : approches méthodologiques, transversales et critiques*, Lagrée, S., ed., Edition de l'AFD / Knowledge Publishing House, Paris, pp. 181-259.
- CO-99 Razafindrakoto, M., Cling, J.-P., Gironde, C. et Roubaud, F. (2011) :** Transitions sur le marché du travail : lectures macro et micro, in *Transitions décrétées, transitions vécues. Du global au local : approches méthodologiques, transversales et critiques*, Lagrée, S., ed., Editions de l'AFD / Knowledge Publishing House, Paris, pp. 59-85 (paru également en anglais et en vietnamien).
- CO-100 Razafindrakoto, M., Cling, J.-P. et Roubaud, F. (2012) :** Transition économique et dynamique sur le marché du travail au Vietnam : caractéristiques et rôle du secteur informel in *Les transitions au Vietnam : l'apport des Sciences Humaines et Sociales*, de Terssac, G., An Quoc Truong et Catlla, M., eds., L'Harmattan, Paris, à paraître.
- CO-101 Razafindrakoto, M. et Roubaud, F. (2007a) :** Towards a Better Monitoring of the Labor Market, in *Vietnam Development Report 2008: Social Protection*, World Bank, Hanoi, Vietnam, pp. 36-37 (paru également en vietnamien).
- CO-102 Razafindrakoto, M. et Roubaud, F. (2007b) :** Economists fuel public debate in Madagascar: the MADIO experience, in *The Policy Paradox in Africa: Strengthening Links between Economic Research and Policymaking*, Ayuk, E.T. et Marouani, M.A., eds., Africa World Press, Chapter 2, pp. 37-70.
- CO-103 Razafindrakoto, M. et Roubaud, F. (2008a) :** Les indicateurs de gouvernance : pertinence, usages et limites, in *Les Journées de Tam Dao 2007 : Nouvelles*

*approches méthodologique appliquées au développement. Université d'été en Sciences Sociales 2007*, Lagrée, S., ed., Editions The Gioi, Hanoi, pp. 66-96. (version en français et en vietnamien).

- CO-104 Razafindrakoto, M. et Roubaud, F. (2008b)** : Peut-on se fier aux bases de données internationales sur la corruption ? Une confrontation entre enquêtes-experts et enquêtes-ménages en Afrique subsaharienne, in *Méthodes de Sondages*, Guilbert, P., Haziza, D., Ruiz-Gazen, A. et Tillé, Y., eds., Dunod, Sciences Sup, Paris, pp. 199-203.
- CO-105 Razafindrakoto, M. et Roubaud, F. (2010)** : La pauvreté urbaine à Madagascar: dynamique, déterminants et politiques, in *Madagascar sur le chemin des OMD*, Gastineau, B., Gubert, F., Robilliard, A.-S. et Roubaud, F., eds., IRD Editions, Collection Objectif Suds, Marseille, pp. 87-118.
- CO-106 Razafindrakoto, M. et Roubaud, F. (2011)** : Vietnam labour market: an informal sector perspective, in *Vietnamese Economy at a crossroads: Real recovery or prolonged stagnation*, (Vietnam Annual Economic Report, VEPR), Nguyen Duc Thanh, ed., Hanoi : Vietnam National University Publisher, pp. 287-327.
- CO-107 Razafindrakoto, M. et Roubaud, F. (2012)** : La satisfaction dans l'emploi : une mesure de la qualité de l'insertion professionnelle en regard des aspirations dans huit capitales africaines, in *Marchés du travail urbains en Afrique*, De Vreyer, P. et Roubaud, F., eds., Edition de l'AFD et Banque mondiale, Paris, Washington, à paraître, également en anglais.
- CO-108 Razafindrakoto, M., Roubaud, F. et Wachsberger, J.-M. (2012)** : Travailler dans le secteur informel : choix délibéré ou subi ? Une analyse de la satisfaction dans l'emploi au Vietnam, in *L'économie informelle dans le monde*, Cling, J.-P., Lagrée, S., Razafindrakoto, M. et Roubaud, F., eds., Edition AFD, Paris (à paraître).
- CO-109 Robilliard, A.-S., Bourguignon, F. et Robinson, S. (2008)** : Crisis and Income Distribution: a Micro-Macro Model for Indonesia, in *The Impact of Macroeconomic Policies on Poverty and Income Distribution*, Bourguignon, F., Bussolo, M. et Pereira da Silva, L., (eds), World Bank et Palgrave Macmillan, New York, p. 93-118.
- CO-110 Roubaud, F. (2012)** : "Measuring employment and informal economy: the 1-2-3 Survey experience in Africa", in *Africa Economic Outlook 2012*, Banque Africaine de Développement / OCDE, Paris (à paraître également en français).
- CO-111 Roubaud, F. et Torelli, C. (2012)** : "Employment, unemployment and working conditions on the urban labour markets in Africa: main stylised facts", in *Urban Labour Markets in Sub-Saharan Africa*, De Vreyer, P. et Roubaud, F., (eds.), AFD/Banque mondiale, Paris / Washington, Chapter 1, pp. 41-73 (à paraître également en français).
- CO-112 Siroën, J.-M. (2008a)** : Commerce international et mondialisation , in *Economie*, éd. Eyrolles, pp. 169-188.
- CO-113 Siroën, J.-M. (2008b)** : Ce que les pays émergents vont changer pour l'Europe, in *l'Enjeu mondial. Les pays émergents*. Jaffrelot, C., éd., Paris : Les Presses de Sciences Po-L'Express.
- CO-114 Siroën, J.-M. (2009)** : Emerging Countries and the Changes Implied for Europe", in *The Emerging States. The Wellspring of a New World Order*, Jaffrelot, C., ed. New York, Columbia University Press.

- CO-115 Siroën, J.-M. (2010)** : Quelle gouvernance économique mondiale après la crise ? in *La politique économique et ses instruments*, Montel-Dumont, O., ed., 2ème édition, Paris, La Documentation française, pp. 251-260.
- CO-116 Siroën, J.-M. (2010)** : Quelle gouvernance économique mondiale après la crise ? in *La politique économique et ses instruments*, Montel-Dumont, O., ed., 2ème édition, Paris, La Documentation française, pp. 251-260.
- CO-117 Siroën, J.-M. (2011)** : Uma mundialização financeira em crise in *A natureza social das finanças : fundos de pensão, sindicalistas e recomposição das elites*, Chaves Jardim, M., ed., Edusc– FAPESP, pp. 47-69.
- CO-118 Siroën, J.-M. (2012)** : L'Union européenne et la régulation du commerce mondial, in Le Barbier-Le Bris, ed., *L'Union européenne et la gouvernance mondiale. Quel rapport avec quels acteurs ?*, Bruxelles, Editions Bruylant, pp.169-190.

Publications des chercheurs et enseignants-chercheurs recrutés en 2012, dont l'arrivée dans l'UMR est postérieure au 30/06/12

- CO-119 Chort, I., Lambert, S., (2010)**: “Remises migratoires et redistributivité”, *Regards croisés sur l'économie*, 8, pp. 128-137.
- CO-120 Daudin, G. (2007)** « Histoire Économique », in Dictionnaire de l'Économie Encyclopedia Universalis and Albin Michel, 2007
- CO-121 Daudin, G. (2008)** « Money and capital in the human ecology: rethinking mercantilism and eighteenth-century France » dans *Human Ecology Economics: A new framework for global sustainability*, Roy E. Allen (ed.), Routledge, 2008
- CO-122 Daudin, G., Riffart, C., Schweisguth, D. (2009)** «Le commerce extérieur français revisité» dans *L'Économie française 2010*, La Découverte, 2009
- CO-123 Daudin, G., O'Rourke, K., Morys, M. (2010)** «Globalization, 1870-1914» with Matthias Morys and Kevin O'Rourke dans *The Cambridge Economic History of Modern Europe, volume 2: 1870 to the Present*, Stephen Broadberry and Kevin H. O'Rourke (eds.), p. 5-29, Cambridge University Press
- CO-124 O'Rourke, K., Prados de la Escosura, L., Daudin, G. (2010)** «Trade and empire» dans *The Cambridge Economic History of Modern Europe, volume 1: 1700-1870*, Stephen Broadberry and Kevin H. O'Rourke (dir.), p. 96-121, Cambridge University Press
- CO-125 Dutilly-Diané C., C. Saint-Macary, J. Tiedeman, G. Arab, N. Batikha, F. Ghassali and E. Khoudary (2008)** “Mobility and feeding strategies in the pastoral systems of the Syrian Badiyah.” In: Olaizola, A. J.P. Boutonnet, and A. Bernués (eds). *Mediterranean livestock production: Uncertainties and opportunities. Options Méditerranéennes, Série A*, 78: 85-90.
- CO-126 Saint-Macary, C., A. Keil, T. Nielsen, A. Birkenberg, L. T. A. Van, D. T. T. Van, S. Ufer, P. T. M. Dung, F. Heidhues, M. Zeller (2012)** “Linkages between poverty, agriculture and natural resource use” in Schreinemachers, Fröhlich, Clemens, Stahr (Eds.) *Policies and Innovations for Sustainable Land Use and Rural Development in Mountain Areas of Southeast Asia*, ouvrage à paraître.

## **C-ACTI : Communications avec actes dans un congrès international.**

- CACTI-1 Bocquier, P., Nordman C.J. et Vescovo A. (2008) :** “Vulnérabilité et revenus en Afrique de l’Ouest”, Séminaire international sur le secteur informel en Afrique, AFRISTAT, Bamako, 23-24 octobre 2008. AFRISTAT (2009), Actes du séminaire international sur le secteur informel en Afrique (SISIA), Tome I et II.
- CACTI-2 Brami Celentano, A., Siroën, J.-M. (2010) :** Intégration commerciale et politique fiscale au Brésil, in *C. Intégrations en Amérique du Sud*, Girault (dir.) Presses Sorbonne Nouvelle, pp. 91-102.
- CACTI-3 Chaponnière, J.-R. et Cling, J.-P. (2008) :** Vietnam Following in China’s Footsteps: The Third Wave of Emerging Asian Economies, communication présentée au 7ème Forum franco-vietnamien, Da Nang, 26-27 Février.
- CACTI-4 Chaponnière, J.-R., Cling, J.-P. et Zhou, B. (2007) :** Following in China’s Footsteps: The Third Wave of Emerging Asian Economies, communication présentée à la conférence UNU-WIDER on Southern Engines of Global Growth: China, India Brazil and South Africa, Helsinki, 7-8 Septembre.
- CACTI-5 Cling, J.-P., Nguyễn Hữu Chí, Razafindrakoto, M. et Roubaud, F. (2008) :** Croissance, urbanisation et mode d’insertion sur le marché du travail au Vietnam, communication présentée au Colloque “Tendances de l’urbanisation et de la péri-urbanisation en Asie du Sud-Est” organisé par l’IRD et le CEFURDS, Ho-Chi-Minh Ville, 9-11 Décembre.
- CACTI-6 Cling, J.-P., Razafindrakoto, M. et Roubaud, F. (2007) :** Export Processing Zones in Madagascar: The impact of the dismantling of clothing quotas on employment and labour standards, communication présentée à la 2<sup>ème</sup> conférence IZA/Banque mondiale “Employment and Development”, Bonn, 8-9 Juin.
- CACTI-7 Cling, J.-P., Razafindrakoto, M. et Roubaud, F. (2010) :** Assessing the impact of the global crisis on the labour market and the informal sector in Vietnam, International conference on “*The informal sector and informal employment: Statistical Measurement, Economic Implications and Public Policies*”, organized by VASS, IRD, GSO, MOLISA, ILO, World Bank, UNDP, Hanoi, May, 6-7, 2010.
- CACTI-8 Cling, J.-P., Razafindrakoto, M. et Roubaud, F. (2011) :** Growth and Informal sector and employment in Vietnam, 4ème congrès du Réseau Asie & Pacifique, session *La croissance suffit-elle à faire reculer la pauvreté ?*, CNRS / Fondation maison des sciences de l’homme, Paris, 15 Septembre.
- CACTI-9 Cling, J.-P., Razafindrakoto, M., Robilliard, A.-S., Roubaud, F. et Marouani, M.A. (2008) :** Impact distributif de l’adhésion du Vietnam à l’OMC, communication présentée au 7ème Forum franco-vietnamien, Da Nang, 26-27 Février.
- CACTI-10 Cling, J.-P., Nguyen, H. Chi, Razafindrakoto, M. et Roubaud, F. (2008) :** Urbanisation et insertion sur le marché du travail au Vietnam: Poids et caractéristiques du secteur informel, communication pour le colloque régional *Les tendances de l’urbanisation et de la périurbanisation en Asie du Sud-Est*, CEFURDS / IRD, Ho Chi Minh-ville, 9-11 décembre.

- CACTI-11 Culas, C., Razafindrakoto, M. et Roubaud, F. (2012)** : Ownership and Participatory processes: from global motto to local challenges. The case of a key poverty reduction program in ethnics minority areas of Vietnam, International conference on “*Local Politics, Global impacts: Steps to a Multi-Disciplinary Analysis of Scales*” organized by AFD and University of Chicago, Paris, 14 et 15 Juin 2012.
- CACTI-12 Gazaniol, A., Peltrault, F. et Siroen, J.-M. (2009)** : Export, Foreign Direct Investment and Firm Performance: Evidence from French firm level data, European Trade Study Group (2009), 11<sup>ème</sup> conférence annuelle, 10-12 septembre, Rome.
- CACTI-13 Granger, C. et Siroën, J.-M. (2009)** : Cases to include labour standards in WTO, in *Contributions to the Studies of International Institutions to Global Governance*, Chen, J., Smekal, Ch. et Socher, K., eds., Innsbruck University Press, pp. 149-166.
- CACTI-14 Herrera, J., Razafindrakoto, M. et Roubaud, F. (2007)** : “Gouvernance, démocratie et lutte contre la pauvreté : Enseignements tirés des enquêtes officielles auprès des ménages en Afrique francophone et dans la Communauté andine”, 5<sup>ème</sup> colloque francophone sur les sondages, Marseille, 5-7 novembre.
- CACTI-15 Nordman, C. J. et Wolff F.-C. (2007)** : “Is there a Glass Ceiling in Morocco? Evidence from Matched Worker-Firm Data”, Conférence University du Michigan et de Cornell, "Labor Markets in Developing and Transition Economies: Emerging Policy and Analytical Issues, Etats-Unis, Minneapolis, 4-5 mai 2007.
- CACTI-16 Nordman, C.J. et Wolff F.-C. (2009)** : “*On-the-Job Learning and Earnings in Benin, Morocco and Senegal*”, Conference Internationale “Inequalities and development in the Mediterranean Countries”, GDRI DREEM, Université de Galatasaray, Turquie, Istanbul, 21-23 Mai 2009.
- CACTI-17 Nguyen, H.C., Nordman, C.J. et Roubaud, F. (2011)** : “Who Suffers the Penalty ? A Panel Data Analysis of Earnings Gaps in Vietnam”, AEL Annual Conference on Development Economics and Policy, Berlin, Allemagne, 2011.
- CACTI-18 Oudin, X. (2010)** : Trajectoires entre le secteur moderne et le secteur informel. Etude de cas en Thaïlande, International conference on “The informal sector and informal employment: Statistical Measurement, Economic Implications and Public Policies”, organized by VASS, IRD, GSO, MOLISA, ILO, World Bank, UNDP, Hanoi, May, 6-7, 2010
- CACTI-19 Oudin, X. et Bélanger D. (2007)** : Les migrations de cadres du Nord vers le Sud du Viêt Nam après la réunification de 1976. AUF – Réseau démographie, septièmes journées scientifiques “Mémoires et démographie. Regards croisés au Sud et au Nord”. Québec, 19-22 juin 2007.
- CACTI-20 Razafindrakoto, M. et Roubaud, F. (2007)** : “Peut-on se fier aux bases données internationales sur la corruption ? Une confrontation entre enquêtes-experts et enquêtes-ménages en Afrique subsaharienne”, 5<sup>ème</sup> Colloque francophone sur les sondages, Marseille, 5-7 novembre.
- CACTI-21 Razafindrakoto, M., Roubaud, F. et Wachsberger, J.-M. (2010)** : “Satisfaction at work and informal sector in Vietnam”, International conference on “*The informal sector and informal employment: Statistical Measurement, Economic Implications and Public Policies*”, organized by VASS, IRD, GSO, MOLISA, ILO, World Bank, UNDP, Hanoi, May, 6-7, 2010.

- CACTI-22 Razafindrakoto, M., Roubaud, F. et Wachsberger, J.-M. (2012) :** La satisfaction dans l'emploi informel au Vietnam, in *Le secteur et l'emploi informel. Perspectives comparatives*, Cling, J.-P., Lagrée, S., Razafindrakoto, M. et Roubaud, F., eds., AFD, Tri Thuc, à paraître,
- CACTI-23 Roubaud F. (2008) :** La production statistique sur le secteur informel en Afrique : quels enseignements et quelles perspectives ?, *Séminaire international sur le secteur informel en Afrique (SISIA) 2008 : instruments de mesure, analyses et intégration des politiques économiques et sociales*, Afristat, Bamako, Mali, 22-22 octobre. (in Afristat, *Actes du Séminaire*, Série Méthode No.8, Tome 2, Bamako, Mali, pp. 285-294.
- CACTI-24 Siroën, J.-M. (2009) :** Les OMD sont-ils remis en cause par la crise des matières premières ?, in Haddar., M., éd., "Les objectifs du millénaire pour le développement et les pays du Maghreb", Centre de publication universitaire, Tunis, pp. 315-319.
- CACTI-25 Siroën, J.-M. (2010) :** "Les thèses en commerce international", in Haddar, M., dir. : *Méthodologie de la recherche doctorale en économie*, Éditions des archives contemporaines et Agence Universitaire de la Francophonie, pp. 35-56.
- CACTI-26 Wachsberger, J.-M. (2012) :** les enjeux de la mesure, in *Ségrégation et fragmentation dans les métropoles : perspectives internationales*, Carrel, M., Cary, P., et Wachsberger, J.M., eds., Presses universitaires du Septentrion, à paraître.

## **C-ACTN : Communications avec actes dans un congrès national**

- CACTN-1 Arestoff, F., Kuhn, M., Mouhoud, E.-M. (2011) :** Migration and Remittances in South Africa: the role of political factors, 60<sup>ème</sup> Congrès de l'AFSE, Paris, 8-9 septembre.
- CACTN-2 Chaponnière, J.-R. et Cling, J.-P. (2008) :** Vietnam Following in China's Footsteps: The Third Wave of Emerging Asian Economies, communication présentée au Colloque "Emergence" organisé par l'IRD et l'Université de Bordeaux, Bordeaux, 27-28 Novembre.
- CACTN-3 Cling, J.-P., Razafindrakoto, M. et Roubaud, F. (2008) :** Commerce, emploi et pauvreté au Vietnam, communication présentée à la table ronde sur "L'impact de l'adhésion du Vietnam à l'OMC sur la croissance et l'emploi" organisée par l'Académie des Sciences Sociales du Vietnam et le FSP2S, Hanoi, 18 Janvier.
- CACTN-4 Cling, J.-P., Razafindrakoto, M. et Roubaud, F. (2009) :** Marché du travail, secteur informel et conditions de vie des ménages au Vietnam, session plénière de l'Université d'été de Tam Dao, Hanoi, 17-18 Septembre.
- CACTN-5 Cling, J.-P., Razafindrakoto, M. et Roubaud, F. (2010) :** "The Informal Economy in Vietnam: concept, analysis and policies", National workshop on *Informal sector and informal employment in Vietnam*, EU, ILO, MoLISA, Hanoi, 4 mars.

- CACTN-6 Cling, J.-P., Culas, C., Razafindrakoto, M. et Roubaud, F. (2010a)** : “Comment la transition économique est-elle vécue et perçue par la population ? Analyse à partir d’enquêtes quantitatives et qualitatives”, interventions en atelier lors des Journées de Tam Dao, Université d'été en Sciences Sociales sur “*Transitions décrétées/vécues, du global au local: approches méthodologiques, transversales et critiques*”, Tam Dao, 19-24 Juillet.
- CACTN-7 Cling, J.-P., Gironde, C., Razafindrakoto, M. et Roubaud, F. (2010b)** : “Transitions sur le marché du travail : lectures macro et micro”, intervention lors des Journées de Tam Dao, Université d'été en Sciences Sociales sur “*Transitions décrétées/vécues, du global au local: approches méthodologiques, transversales et critiques*”, séance plénière, 17 Juillet.
- CACTN-8 Cling, J.-P., Razafindrakoto, M., Robilliard, A.-S., Roubaud, F. et Marouani, M.A. (2008)** : “Impact distributif de l’adhésion du Vietnam à l’OMC”, communication présentée au 7<sup>ème</sup> Forum franco-vietnamien 2008, Da Nang, 26-27 février 2008.
- CACTN-9 Duc, C., Granger, C., Lavallée, E. et Siroën, J.-M. (2007)** : Démocratie et corruption dans le commerce. Le paradoxe européen, in Krifa-Schneider, H., éd., *L’élargissement de l’Union Européenne : quels enjeux et défis majeurs*, L’Harmattan.
- CACTN-10 Herrera, J., Le, D. Trung, Razafindrakoto, M., Roubaud, F. et Pham, T. Hung (2008)** : “Analysis of P135-II Baseline Survey”, présentation au séminaire international *P135-II Mid Term Review in 2008*, Comity of Ethnic Affairs / UNDP, Hanoï, 24-25 novembre.
- CACTN-11 Jetin, B. et Oudin, X. (2008)** : Pauvreté et régime de croissance en Thaïlande. Papier présenté au colloque du GDR 2989 "Economie du développement et de la transition", CERDI, Clermont-Ferrand, 3 et 4 juillet.
- CACTN-12 Nguyễn Hữu Chí, Razafindrakoto, M. et Roubaud, F. (2011)** : “Thị trường lao động và kinh tế phi chính thức ở Việt Nam: Sự năng động và các gợi ý chính sách”, Launching Conference of the 2011 VAER, May, 17, Hanoi.
- CACTN-13 Razafindrakoto, M. (2008)** : Le secteur informel au Vietnam : questions de recherche, communication pour les Doctoriales en Sciences Sociales, *Mobilités, migrations et Secteur Informel*, AUF / IRD / PUF / FSP2S / USSH / AVSS, Hanoï, 29 novembre.
- CACTN-14 Razafindrakoto, M. et Roubaud, F. (2007)** : Les indicateurs de gouvernance : usage, pertinence et limites, séance plénière, Université d’été en sciences sociales 2007, FSP2S, Académie des Sciences Sociales du Vietnam, Hanoï, Vietnam, 14 juillet.
- Communications des chercheurs et enseignants-chercheurs recrutés en 2012, dont l'arrivée dans l'UMR est postérieure au 30/06/12
- CATN-15 Chort, I. (2011)** : New insights into the selection process of Mexican migrants: what can we learn from discrepancies between intentions to migrate and migration, *60ème Conférence de l’Association Française de Science Économique*, Université de Nanterre, Nanterre, 8-9 septembre.

**C-INV : Conférences données à l'invitation du comité d'organisation dans un congrès national ou international.**

- CINV-1** Abdelkhalek, T., Arestoff, F., Couppey-Soubeyran, J., El Mekkaoui de Freitas, N., et Mage, S. (2008) : *L'épargne des ménages au Maroc : déterminants macroéconomiques et microéconomiques*, Journée d'études de l'Institut de la Recherche - CDG, Rabat, Maroc, février.
- CINV-2** Amable, B., Ledezma, I., Robin, S., (2010) : Product Market Regulation, R & D, Innovation and Productivity. *Workshop on Structural Reforms, Crisis Exit Strategies and Growth*, Banque de France et OECD, 9-10 décembre, Paris, France.
- CINV-3** Bas, M., Ledezma, I. (2007a) : Market Access and the Evolution of Within Plant Productivity in Chile, *Conference on Productivity and Growth*. CESifo Economic Studies, 22-23 juin 2007, Munich, Allemagne. CESifo Working Paper Series n° 2077, CESifo Group Munich.
- CINV-4** Bas, M., Ledezma, I. (2007b) : Market Access and the Evolution of Within Plant Productivity in Chile, *Workshop on The EU and Emerging Markets: Trade and Investment Relations with Latin America, East Asia and Transition Countries*. Universität Wien- ECSA, 8-9 juin, Vienne, Autriche
- CINV-5** Briard, K., Duc, C., El Mekkaoui de Freitas, N., Legendre, B. et Mage, S. (2009) : *Aléas de carrière et retraite*, séminaire du CEE, Noisy-Le-Grand, France, mai.
- CINV-6** Briard, K., Duc, C., El Mekkaoui de Freitas, N., Legendre, B. et Mage, S. (2007) : *Cumul emploi-retraite et offre de travail des seniors*, journée d'études "Marché du travail des seniors et prise en charge de la dépendance", INRA, CEE et UPD-LEGOS, Paris, France, novembre.
- CINV-7** Chauvet, L. (2008) : Discussion du livre de Peter Niggli, Communication invitée, *Symposium sur l'aide au développement* organisé par Alliance Sud, Bern, Suisse, mai 2008.
- CINV-8** Chauvet, L. et Collier, P. (2007) : Elections and Reform in Failing States, Communication invitée, *UNU-WIDER Conference on State fragility*, Helsinki, juin 2007.
- CINV-9** Chauvet, L., Collier, P., Hoeffler, A. (2010) : The cost of failing states and the limits to sovereignty, Communication invitée, *International research workshop of the HiCN and DIW*, Berlin, Février 2010.
- CINV-10** Cling, J.-P., Razafindrakoto, M. et Roubaud, F. (2009a) : The Informal Sector in Vietnam ; New Analysis and Impact of the Current Crisis. Conférence internationale sur "Global economic crisis: issues, lessons and roads to recovery" organisée par la National Economics University, Hanoi, 16 Décembre.
- CINV-11** Cling, J.-P., Razafindrakoto, M. et Roubaud, F. (2009b) : Shedding Light on a Huge Black Hole : The Informal Sector in Hanoi and Ho Chi Minh City. Institute of Development Studies, Hanoi, 6 Février.
- CINV-12** De Vreyer, P. (2011): "Marchés du travail urbains en Afrique de l'Ouest", West And Central Africa Labour Markets Workshop, Dakar, 22-23 septembre.

- CINV-13 De Vreyer, P., Gubert, F., et Roubaud, F. (2008) :** “Migration, Self-Selection and Returns to Education in the WAEMU”, *Journée AFD “Migration and Development”*, Paris, 30 juin.
- CINV-14 De Vreyer, P., Lambert, S. et Safir, A. (2009) :** Remittances and Poverty: Who Benefits in the Household, *Congrès de l'AFSE*, Paris, septembre.
- CINV-15 El Mekkaoui de Freitas, N. (2011a) :** “How retirement, health benefits and longevity affect household savings?”, Seminar Fiscal Affairs Department, IMF, Washington D.C., 13 June.
- CINV-16 El Mekkaoui de Freitas, N. (2011b) :** “Reform of Pension Schemes: Lessons Learned from Morocco”, Social Security in Western Asia: Accessibility and Sustainability, ESCWA, United Nations, 8-9 Sept, Lebanon.
- CINV-17 El Mekkaoui de Freitas, N. (2011c) :** “Transfers and Poverty in Morocco”, Conference CCME, Rabat, 14 April.
- CINV-18 El Mekkaoui de Freitas, N. (2008a) :** “Ageing in Maghreb Region”, Colloque GIP “Santé et protection sociale face à l’allongement de l’espérance de vie”, Paris, 8-9 décembre.
- CINV-19 El Mekkaoui de Freitas, N., (2008b) :** “Le financement des retraites : entre solidarité collective et responsabilité individuelle”, Caisse de retraite marocaine (CMR), Centre de Conférences Internationales Mohammed VI, Skhirat, Maroc, 25 et 26 février.
- CINV-20 El Mekkaoui de Freitas, N., (2008c) :** “Protection sociale et Pressions Démographiques”, Colloque de la CNSS “L’avenir de la protection sociale au Maroc”, Casablanca, Maroc, 10-11 juin.
- CINV-21 El Mekkaoui de Freitas, N. (2007a) :** “Pension systems and pension reforms around the world”, Conférences sur les réformes des régimes de retraite au Maroc, Institut-CDG, Rabat, 19 Janvier.
- CINV-22 El Mekkaoui de Freitas, N. (2007b) :** “La retraite dans la fonction publique: Focus sur les expériences internationales”, Caisse Marocaine de Retraite, Centre International de Conférences Mohammed VI, Skhirat, Maroc, 9 Mars.
- CINV-23 El Mekkaoui de Freitas, N. (2010a) :** “Private Retirement Insurances and Poverty”, colloque OUCE, Oxford University, 30 March.
- CINV-24 El Mekkaoui de Freitas, N. (2010b) :** “Migration, Gender and Attitudes”, Middle East Gender and Economic Symposium II, University of Chicago, 16-19 octobre.
- CINV-25 El Mekkaoui de Freitas, N., Oliveira Martins, J. (2010) :** “How retirement, health benefits and longevity affect households savings?”, Forum de la Chaire Transitions démographiques-Transitions économiques : “Les sociétés vieillissantes sont-elles condamnées ?”, Auditorium de l’Hôtel des Invalides, 24-25 novembre 2010.
- CINV-26 El Mekkaoui de Freitas, N., Oliveira Martins, J. (2008a) :** “Consumption Structure, welfare goods and retirement income: linking the ageing puzzles”, EDOCIF et Chaire Dauphine-ENSAE-Groupama, Université Paris-Dauphine, Paris, 14 février.

- CINV-27 El Mekkaoui de Freitas, N., Oliveira Martins, J. (2008b) :** "Dépendance, cycle de vie et épargne des ménages ", Colloque "La dépendance : que sait-on vraiment ?", Chaire "Risques et chances de la transition démographique", Assemblée Nationale, Paris, 4 décembre.
- CINV-28 Gubert, F. et Nordman, C.J. (2010) :** "Return Migration and Small Enterprise Development in the Maghreb", Conférence internationale "Migration Management in the Mediterranean Region: Taking Stock, Reviewing, and Looking Ahead", Marseille Center for Mediterranean Integration, Marseille, 8-9 mars 2010.
- CINV-29 Herrera, J., Lavallée, E., Razafindrakoto, M. et Roubaud, F. (2008a) :** "Empirical Tools for Governance and Corruption Analysis DIAL's approach", Communication présentée au colloque international *13<sup>th</sup> International Anti-corruption (IACC)* : Session "Empirical Tools for Governance and Corruption Analysis –How to use them for Public Sector Reform? –Lessons learnt", Athens, 30 octobre - 2 novembre.
- CINV-30 Herrera, J., Lavallée, E., Razafindrakoto, M. et Roubaud, F. (2008b) :** "Poverty, Democratic Participation and Governance Issues; New Surveys", communication présentée à la Conférence *Metagora achievements and moving forward*, OCDE, Paris, 9-10 juillet.
- CINV-31 Herrera, J., Razafindrakoto, M. et Roubaud, F. (2007a) :** "Using Household Surveys to Monitor Governance and the Multiple Dimensions of Poverty", International Workshop on "*Dimensions and Indicators of Human Development*", Center for Human and Economic Development (CHEDS) de l'Université de Pékin et le PNUD, 3-4 novembre.
- CINV-32 Herrera, J., Razafindrakoto, M. et Roubaud, F. (2007b) :** "Using Household Surveys to build policy – oriented indicators of democratic governance: Lessons drawn from Africa and Latin America", Workshop on Measuring and Assessing Democratic Governance UNDP Oslo Governance Centre, 28-29 August 2007.
- CINV-33 Lavallée, E. (2008) :** "Empirical Tools for Governance and Corruption Analysis - How to use them for Public Sector Reform? Lessons learnt", 13th International Anti-Corruption Conference, 31 octobre 2008, Athènes, Grèce
- CINV-34 Ledezma, I. (2011a) :** Defensive Strategies in the Quality Ladders, *Workshop on Varieties of capitalism and Science Technology & Innovation Led Growth Regimes*, Austrian Institute of Economic Research (WIFO), 25-26 mai, Vienne, Autriche.
- CINV-35 Ledezma, I. (2011b) :** Defensive Strategies in the Quality Ladders, *IV Intertic Conference on Competition in High-Tech Markets*. University of Milan, Bicocca, 11-12 octobre, Milan, Italie.
- CINV-36 Mage, S. (2008) :** *Applied general equilibrium models for policy analysis : the case of regional integration*, Colloque international "La mondialisation et l'espace méditerranéen : Enjeux théoriques et pratiques", Hammamet, Tunisie, octobre.
- CINV-37 Mesplé-Somps, S., (2008) :** Optimal Fiscal Policies according to Equality of Opportunity. A case study applied to Ivory Coast, Institutional Constraints to African Economic Development, Universidad de Navarra, Pamplona, 7 février 2008.
- CINV-38 Mouhoud, E.M. (2012) :** "Impact of remittances on poverty, inequalities and education : lessons from two surveys in Algeria and Morocco" International

workshop sur "Moroccan Migration: Perspectives on Origins and Destinations"  
Pamplona, 14-15 June 2012.

- CINV-39 Mouhoud, E.M. (2011a)** : "Localisation des services et développement durable des territoires", Colloque : 15 et 16 septembre 2011 Université Bordeaux IV (Site de Pey Berland – Bordeaux centre) Développement durable, Territoires et Localisation des entreprises : Vers une attractivité durable ?
- CINV-40 Mouhoud, E.M. (2011b1)** : "Regional integration in the MENA Countries", Informal Dialogue Among Leading Economists on "Innovative Engines for Growth, Trade and Jobs in the MENA region", Center for Mediterranean Integration, World Bank, 10 september 2011.
- CINV-41 Mouhoud, E.M. (2011c)** : "Political Economy of Arab revolutions", Trends in Higher Education and Youth Unemployment in the Middle East and North Africa, ABCDE-Annual Bank Conference on Development Economics, Broadening opportunities for development, World Bank, OECD, 20 May - 1st June, Paris OECD, 2011.
- CINV-42 Mouhoud, E.M. (2011d)** : "Migration and regional integration in MENA countries" in The Governance of International Migration: Ideas for Building a Better System in the Next Decad. The sixth plenary meeting of the Transatlantic Council on Migration Lisbon, Portugal, June 1-3, 2011.
- CINV-43 Mouhoud, E.M. (2011e)** : "Les pays arabes dans la crise mondiale" Conférence - : Les Enjeux Socio-économiques de la Révolution Tunisienne Tunis, 17-18 Juin 2011.
- CINV-44 Mouhoud, E.M. (2011f)** : "Stratégies de l'Etat et développement par les services dans les pays du MENA", Commission Économique pour l'Afrique des Nations Unies, Rabat, 21-22 février 2011.
- CINV-45 Mouhoud, E.M (2010a)** : "Les pays du MENA profitent ils du déplacement de la croissance mondiale?" Quatrième Colloque international "Commerce international, croissance et devenir de l'intégration en Méditerranée", Organisation Mondiale du Commerce, la Commission Économique pour l'Afrique des Nations Unies, l'Université Mohammed V Souissi et l'Université Lyon 2, Rabat 11-12 novembre.
- CINV-46 Mouhoud, E.M. (2010b)** : "Transmission des crises financières et perspectives économiques dans les pays du MENA", 2ème Rencontre franco-égyptienne "Le Moyen-Orient un an après le discours de Barack Obama", Mardi 8 juin 2010, Hôtel Sofitel El Gezira - Le Caire.
- CINV-47 Mouhoud, E.M. (2010c)** : "Migrations et Mondialisation : evaluation des politiques européennes d'immigration", Colloque Repenser l'Atlantique, Université du Québec à Montréal, 13-14 octobre 2010.
- CINV-48 Mouhoud, E. M. (2008)** : "North-South Migration : Paradoxes and Impasse : an economic approach", Public lecture (key note speaker) The State of International Migration Studies in Southern Africa International Colloquium, IFAS (Institut Français d'Afrique du Sud) et University of Johannesburg (WITS), 17-19 March 2008.
- CINV-49 Nordman, C.J. (2012)** : Expert meeting du rapport de l'African Economic Outlook 2012 "Promoting Youth Employment in Africa", OECD, Development Center, Paris, 26 janvier 2012.

- CINV-50 Nordman, C.J. (2011)** : “Measuring Informality”, Conférence WIEGO “Research Agenda Setting Conference on the Informal Economy”, Afrique du Sud, Cape Town, 25-26 mars 2011.
- CINV-51 Nordman, C.J. (2009)** : “Vulnérabilité dans l’emploi et revenus en Afrique de l’Ouest Urbaine”, Vème conférence annuelle OCDE-CEPII, OCDE, “Les économies en développement face à la crise”, Communication invitée à la table ronde “Mondialisation : quels emplois après la crise ?”, Paris, 26 novembre 2009.
- CINV-52 Nordman, C.J. (2009)** : “Employment Vulnerability in Africa”, Workshop on Africa, Brunel University-British Academy, “Social Welfare in Africa: Education, Employment and Public Programs”, Londres, 8 septembre 2009.
- CINV-53 Razafindrakoto, M. et Roubaud, F. (2007a)** : “The Informal Sector in Developing Countries, an Economic and Statistical Perspective”, Conférence organisée par l’Université Nationale d’Economie (NEU) : Faculté de statistique, Hanoi, Vietnam, 16 janvier.
- CINV-54 Razafindrakoto, M. et Roubaud, F. (2007b)** : “Measuring Governance through Household Survey”, Séminaire GSO, Hanoi, Vietnam, 9 janvier.
- CINV-55 Razafindrakoto, M., Roubaud, F. et Wachsberger, J.-M. (2011)** : Institutions, Governance and Growth : The Madagascar Paradox, International conference of the research program “*Institutions and long term Growth*”, AFD/World Bank, Paris, July, 4-5.
- CINV-56 Roubaud, F., (2012)** : La gouvernance en Afrique : mesures et politiques, Conférence internationale Measuring Well-Being and Fostering the Progress of Societies, AfDB, Commissariat Général au Plan du Maroc, ECA, OECD Development Center, Paris 21, Rabat, 19-21 avril.
- CINV-57 Roubaud, F. (2008)** : The Labour Force Surveys (LFS) in Vietnam: Assessment of the past experience and proposals for a new survey design, consultative workshop *The Labour Force Surveys (LFS) in Vietnam: Assessment of the past experience and proposals for a new survey design*, GSO / UNDP, Hanoi, 18 décembre.

Conférences invitées données par des chercheurs et enseignants-chercheurs recrutés en 2012 et dont l'arrivée dans l'UMR est postérieure au 30/06/12

- CINV-58 Daudin, G. (2011)** «Quantitative methods and Economic History», dans *Dove va la storia economica? Metodi e prospettive. Secc. XIII-XVIII. • Where is Economic History going? Methods and Prospects from the 13th to the 18th Centuries. (Où va l'Histoire Économique? Méthodes et perspectives XIIIe-XVIIIe siècles)*, Actes de la XLII Settimana Datini

**C-COM : Communications orales sans actes dans un congrès international ou national.**

- CCOM-1** **Abdelkhalek, T., Arestoff, F., El Mekkaoui de Freitas, N. et Mage, S. (2009)** : An Econometric Analysis of Households Saving Behavior: the Moroccan Case, Colloque GDRI DREEM "Inequalities and development in the Mediterranean countries", Istanbul, Turquie, 21-23 mai.
- CCOM-2** **Abdelkhalek, T., Arestoff, F., El Mekkaoui de Freitas, N. et Mage, S. (2008)** : Les déterminants de l'épargne des ménages au Maroc : une évaluation micro-économétrique, colloque "Les retraites au Maghreb", El Jadida, Maroc, 19-21 novembre.
- CCOM-3** **Amable, B., Demmou, L., Ledezma, I. (2008)** : Competition, Innovation and Distance to Frontier, *Knowledge for Growth: European Strategies in the Global Economy*. Europa Organization, 7-9 juillet, Toulouse, France.
- CCOM-4** **Amable, B., Demmou, L., Ledezma, I. (2008)** : Competition, Innovation and Distance to Frontier, *12ème Conférence Théories et Méthodes de la Macroéconomie*. Université de Cergy-Pontoise et ESSEC, 17-18 janvier, Cergy, France.
- CCOM-5** **André, P. et Mesplé-Somps, S. (2010)** : Politics and the geographic allocation of public funds in a semi-democracy. The case of Ghana, 1996 - 2004, Conférence pour doctorants de l'ADRES, 19 janvier.
- CCOM-6** **André, P. et Mesplé-Somps, S. (2011)** : Politics and the geographic allocation of public funds in a semi-democracy. The case of Ghana, 1996 - 2004, Conference on Development Economics and Policy, Berlin, June.
- CCOM-7** **André, P. et Mesplé-Somps, S. (2011)** : Politics and the geographic allocation of public funds in a semi-democracy. The case of Ghana, 1996 - 2004, European Economic Association et Econometric Society, Oslo, Août.
- CCOM-8** **André, P. et Mesplé-Somps, S. (2011)** : Politics and the geographic allocation of public funds in a semi-democracy. The case of Ghana, 1996 - 2004, Northeast universities Development Consortium Conference (NEUDC), Yale University, November.
- CCOM-9** **André, P. et Mesplé-Somps, S. (2009)** : Politics and the geographic allocation of public funds in a semi-democracy. The case of Ghana, 1996 - 2004, Conférence sur infrastructures et développement, Toulouse.
- CCOM-10** **André, P. et Mesplé-Somps, S. (2009)** : The Allocation of Public Goods and National Elections in Ghana, CSAE Conference on Economic development in Africa, Oxford UK, Mars.
- CCOM-11** **Arestoff, F. et Jacques, J-F. (2009)** : *Minimum Educational Standard to Complement Taxation in the Presence of Hidden Activities*, Colloque GDRI DREEM "Inequalities and development in the Mediterranean countries", Istanbul, Turquie, 21-23 mai.
- CCOM-12** **Arestoff, F. et Jacques, J-F. (2008)** : *Education minimale en présence de fraude fiscale*, Journée d'Etudes du GDR Economie du développement et de la transition "Capital humain et développement", CERDI, Clermont-Ferrand, 15 février.

- CCOM-13** **Arestoff, F. et Jacques, J-F. (2008)** : *Minimum Educational Standard to Complement Taxation in the Presence of Hidden Activities*, Ecomod Meeting 2008, International Conference on Policy Modeling, Berlin, Allemagne, 2-4 juillet.
- CCOM-14** **Arestoff, F., Kuhn, M. et Mouhoud, E.M. (2011)** : Migrations and remittances in South Africa: the role of political factors, *DIAL Development Conference "Shocks in developing countries"*, Paris, 30 juin-1er juillet.
- CCOM-15** **Arestoff, F., Kuhn, M. et Mouhoud, E.M. (2011)** : Migration and Remittances in South Africa: the role of political factors, INFER-LEO Workshop "Regional Competitiveness and international factor movements", Orléans, 17-18 mars.
- CCOM-16** **Arestoff, F., Kuhn, M., Mouhoud, E-M. (2011)** : Migration and Remittances in South Africa: the role of political factors, SASE's 23<sup>rd</sup> Annual Meeting, Madrid, Espagne, 23-25 juin.
- CCOM-17** **Arestoff, F., Kuhn, M. et Mouhoud, E.M. (2011)** : South-South Remittances : impact of the nature of the migration on the behavior of the migrants, Norface Migration Network Conference "Migration: Economic Change, Social Challenge", Londres, Grande Bretagne, 6-9 avril.
- CCOM-18** **Bas, M., Ledezma, I. (2008)** : Trade Integration and Within-Plant Productivity Evolution in Chile, *63rd European Meeting of the Econometric Society*, ESEM, 27-31 août, Milan, Italie.
- CCOM-19** **Bas, M., Ledezma, I. (2007)** : Market Access and the Evolution of Within Plant Productivity in Chile, *9<sup>th</sup> Annual Conference of the European Trade Study Group*, ETSG, 13-15 septembre, Athènes, Grèce.
- CCOM-20** **Bas, M., Ledezma, I. (2007)** : Market Access and the Evolution of Within Plant Productivity in Chile, *The Economics of Aggregate Shocks in Heterogeneous Firm Models*. CESifo Economic Studies, 18-19 juillet, Venise, Italie.
- CCOM-21** **Bocquier P., Nordman, C.J., Vescovo A. (2009)** : "Vulnerability and Earnings in West Africa", CSAE 2009 "Economic Development in Africa", Royaume-Uni, Oxford, 22-24 mars 2009.
- CCOM-22** **Bocquier P., Nordman, C.J., Vescovo A. (2009)** : "Vulnerability and Earnings in West Africa, Vulnérabilité et revenus en Afrique de l'Ouest", 4ème Conférence internationale IZA / World Bank "Employment and Development", Bonn, 4-5 mai 2009.
- CCOM-23** **Bocquier, P., Nordman, C.J. et Vescovo, A. (2008)** : "Allocation of Labour in Urban West Africa: Implication for Development Policies", CSAE 2008 "Economic Development in Africa", Royaume-Uni, Oxford, 16-18 mars 2008.
- CCOM-24** **Boring, A. (2010)** : Does Foreign Patent Protection Increase the United States' Trade of Pharmaceuticals?, Congrès Annuel de l'Association Française de Science Economique, Université Paris Ouest Nanterre La Défense, 9 septembre.
- CCOM-25** **Boring, A. (2010)** : Does Foreign Patent Protection Increase the United States' Trade of Pharmaceuticals?, European Trade Study Group, Lausanne, Suisse, 10-11 septembre.
- CCOM-26** **Boring, A. (2009)** : Lobbying and Contributions to Influence Voters: the Example of U.S. Drug Re-Imports, Annual Meeting of the Public Choice Society, Las Vegas, Etats-Unis, 5-8 mars.

- CCOM-27 Boring, A. (2009)** : Lobbying and Contributions to Influence Voters: the Example of U.S. Drug Re-Imports, Doctoral Meeting of Montpellier, 4-6 mai.
- CCOM-28 Boring, A. (2009)** : Lobbying and Contributions to Influence Voters: the Example of U.S. Drug Re-Imports, 18<sup>th</sup> Silvaplana Workshop in Political Economy, Pontresina, Suisse, 25-29 juillet.
- CCOM-29 Boring, A. (2008)** : Protectionism or Precautionism? The Controversy on U.S. Drug Imports, 18<sup>th</sup> International Conference of the International Trade and Finance Association Lisbonne, Portugal, 21-23 mai.
- CCOM-30 Boring, A. (2008)** : Protectionism or Precautionism? The Controversy on U.S. Drug Imports, 7<sup>th</sup> International Conference on Health Economics, Management & Policy of the Athens Institute for Education and Research, Athènes, Grèce, 29 juin-2 juillet.
- CCOM-31 Boring, A. (2008)** : How Asian Countries are Accessing the Global Pharmaceutical Market, 3<sup>rd</sup> International Conference of the Asia Association for Global Studies, Kobe, Japon, 28-29 mars.
- CCOM-32 Brami-Celentano, A. et Siroën, J.-M. (2008)** : Fiscal Federalism, Democracy and Trade Integration. The Case of Brazilian Union”, 8th Arnoldshain Seminar, *Designing Strategies for Sustained Growth and Development: EU and LA Compared*, São Paulo and São Sebastião, March 31- April 04.
- CCOM-33 Brami-Celentano, A. et Siroën, J.-M. (2007)** : Intégration commerciale et recentralisation budgétaire au Brésil, Séminaire ARCUS, Université de São Paulo, 23-25 octobre.
- CCOM-34 Castilho, M., Menéndez, M. et Sztulman, A. (2011)** : Trade liberalization, inequality and poverty in Brazilian states, DIAL Development Conference “Shocks in Developing Countries”, Université Paris-Dauphine et IRD, 30 juin et 1er juillet.
- CCOM-35 Castilho, M., Menéndez, M. et Sztulman, A. (2010)** : Trade liberalization, inequality and poverty in Brazilian states, Applied Economics Department Seminar, University of Oviedo, Spain.
- CCOM-36 Castilho, M., Menéndez, M. et Sztulman, A. (2010)** : Trade liberalization, inequality and poverty in Brazilian states, LACEA Meeting, Medellín, Colombie, 11-13 novembre.
- CCOM-37 Castilho, M., Menéndez, M. et Sztulman, A. (2009)** : Trade liberalization, inequality and poverty in Brazilian states, Colloque international GDRI DREEM "Inégalités et développement dans les pays méditerranéens", Université de Galatasaray , Istanbul, Turquie, 21-23 mai.
- CCOM-38 Castilho, M., Menéndez, M. et Sztulman, A. (2009)** : Trade liberalization, inequality and poverty in Brazilian states, ETSG Eleventh Annual Conference, Department of Economics, University of Rome Tor Vergata, Italie, 10-12 septembre.
- CCOM-39 Castilho, M., Menéndez, M. et Sztulman, A. (2008)** : Trade liberalization, inequality and poverty in Brazilian states, Trade and Development Workshop, Paris School of Economics, Paris, 3 octobre.
- CCOM-40 Castilho, M., Menéndez, M. et Sztulman, A. (2007)** : Trade liberalization, inequality and poverty in Brazilian states, Colloque international “Intégration

politique et économique de l'Amérique du sud", dans le cadre du Programme Arcus ("Actions en Régions de Coopération Universitaire et Scientifique", Région Ile-de-France et MAE), IEA/USP, São Paulo, Brésil, 23-25 octobre.

- CCOM-41** **Castilho, M., Menéndez, M. et Sztulman, A. (2007)** : Trade liberalization, inequality and poverty in Brazilian states, Séminaire à la Faculté des sciences économiques et de gestion (FSEG), Tunis, Tunisie, 19 novembre.
- CCOM-42** **Centorrino, S., Djemai, E., Hopfensitz, A., Milinski, M. and Seabright, P.,** "Smiling is a Costly Signal of Cooperation Opportunities: Experimental Evidence from a Trust Game", UC Davis, Economics seminar in Theory, avril 2012.
- CCOM-43** **Chauvet, L, Collier, P. (2007)** : "Helping Hand? Aid to Failing States", CSAE Conference, University of Oxford, Oxford, mars 2007.
- CCOM-44** **Chauvet, L, Collier, P. (2007)** : "Helping Hand? Aid to Failing States", First World Public Choice Society Conference, Amsterdam, avril 2007.
- CCOM-45** **Chauvet, L., Collier, P. (2008)** : Elections and economic policy in developing countries, Economic Policy 48<sup>th</sup> Panel Meeting, Paris, novembre 2008.
- CCOM-46** **Chauvet, L., Collier, P. (2008)** : Elections and Reform in Failing States, CSAE Conference, University of Oxford, Oxford, mars 2008.
- CCOM-47** **Chauvet, L., Collier, P. et Duponchel, M. (2009)** : What explains aid projects success in post-conflict situations?, *CSAE Conference*, University of Oxford, Oxford, mars 2009.
- CCOM-48** **Chauvet L., Gubert, F. et Mesplé-Somps, S. (2009)** : Are Remittances More Effective Than Aid To Improve Child Health? An Empirical Assessment using Inter and Intra-Country Data, CSAE Conference on Economic development in Africa, Oxford, mars
- CCOM-49** **Chauvet, L., Gubert, F. et Mesplé-Somps, S. (2008)** : "Are Remittances More Effective Than Aid To Improve Child Health? An Empirical Assessment using Inter and Intra-Country Data", 57<sup>èmes</sup> congrès de l'AFSE, Paris.
- CCOM-50** **Chauvet, L., Gubert, F. et Mesplé-Somps, S. (2008)** : "Are Remittances More Effective Than Aid To Improve Child Health? An Empirical Assessment using Inter and Intra-Country Data", EUDN, conférence académique, Paris
- CCOM-51** **Chauvet, L., Gubert, F. et Mesplé-Somps, S. (2008)** : "Are Remittances More Effective Than Aid To Improve Child Health? An Empirical Assessment using Inter and Intra-Country Data", Journée thématique "Envois de fonds, inégalités et pauvreté dans les pays en développement" du GDR "Economie du développement et de la transition", LARE-efi, Bordeaux
- CCOM-52** **Chauvet, L., Gubert, F. et Mesplé-Somps, S. (2008)** : "Are Remittances More Effective Than Aid To Improve Child Health? An Empirical Assessment using Inter and Intra-Country Data", World Bank 2008 ABCDE conference, Cape Town (South Africa)
- CCOM-53** **Chauvet, L., Gubert, F. et Mesplé-Somps, S. (2008)** : "Are Remittances More Effective Than Aid To Improve Child Health? An Empirical Assessment using Inter and Intra-Country Data", CEPII-OECD workshop on "International Migration: Trends and Challenges", Paris.

- CCOM-54 Chauvet L. et Mercier, M. (2012)** : Migration and Elections in Mali: Does migration promote democratization in Africa?, ADRES Conference, Marseille, janvier 2012.
- CCOM-55 Chauvet L. et Mercier, M. (2011)** : Migration and Elections in Mali: Does migration promote democratization in Africa?, European Public Choice Society Congress, Rennes, avril 2011.
- CCOM-56 Chauvet L. et Mercier, M. (2011)** : Migration and Elections in Mali: Does migration promote democratization in Africa?, CSAE Conference, Oxford University, mars 2011.
- CCOM-57 Chort, I., Gubert, F. et Senne, J-N. (2011)** : “Migrant Networks as a Basis for Social Control: Remittance Incentives among Senegalese in France and Italy”, CSAE, 25th Anniversary Conference, Oxford (Royaume-Uni), 2011.
- CCOM-58 Chort, I., Gubert, F. et Senne, J-N. (2011)** : “Migrant Networks as a Basis for Social Control: Remittance Incentives among Senegalese in France and Italy”, Development and Globalisation Seminar, University of Paris I, Paris, 2011
- CCOM-59 Chort, I., Gubert, F. et Senne, J-N. (2011)** : “Migrant Networks as a Basis for Social Control: Remittance Incentives among Senegalese in France and Italy”, DIAL Development Conference on “Shocks in developing countries”, 2011.
- CCOM-60 Chort, I., Gubert, F. et Senne, J-N. (2011)** : “Migrant Networks as a Basis for Social Control: Remittance Incentives among Senegalese in France and Italy”, UAPS, 6ème Conférence sur la Population africaine, Ouagadougou, Burkina Faso.
- CCOM-61 Chort, I., Gubert, F. et Senne, J-N. (2010)** : “Migrant Networks as a Basis for Social Control: Remittance Incentives among Senegalese in France and Italy”, 3<sup>ème</sup> Conférence internationale Banque mondiale/AFD “Migration and Development”, Paris.
- CCOM-62 Cling, J.-P., Nguyen, H. Chí, Razafindrakoto, M. et Roubaud, F. (2009)** : L’impact de la crise internationale sur l’emploi et le secteur informel au Vietnam. Séminaire du CARE, Université de Rouen, 19 Novembre.
- CCOM-63 Cling, J.-P., Razafindrakoto, M., Robilliard, A.-S., Roubaud, F. et Marouani, M.A. (2008)** : “Conditions d’accès et impact distributif de l’adhésion du Vietnam à l’OMC”, communication présentée au séminaire organisé par l’ISS, Hanoi, 3 mars 2008.
- CCOM-64 Cling, J.-P., Razafindrakoto, M., et Roubaud, F. (2009)** : Employment and the Informal Sector in Vietnam ; Assessing the Impact of the Crisis. Table ronde sur l’Impact de la Crise au Vietnam organisée par le Department for International Development (DFID) : Hanoi, 29 Septembre.
- CCOM-65 Cling, J.-P., Razafindrakoto, M. et Roubaud, F. (2009)** : The distributive impact of Vietnam’s accession to WTO. Conférence internationale sur “Vietnam and East Asian countries facing the world economic crisis”, Foreign Trade University, Hanoi, 15 Décembre.
- CCOM-66 Cling, J.-P., Razafindrakoto, M., et Roubaud, F. (2009)** : The Informal Sector in Vietnam: Impact of the Crisis ? Department for International Development (DFID) : Hanoi, 5 Mars.

- CCOM-67** **Cling, J.-P., Razafindrakoto, M., et Roubaud, F. (2009)** : The Informal Sector in Vietnam ; New Analysis and Impact of the Current Crisis. Public Policy Seminar, Université Nationale du Vietnam, Hanoi, 8 Octobre
- CCOM-68** **Cling, J.-P., Razafindrakoto, M. et Roubaud, F. (2009)** : The Informal Sector in Vietnam ; New Analysis and Impact of the Current Crisis. Conférence internationale sur “Global economic crisis: issues, lessons and roads to recovery” organisée par la National Economics University, Hanoi, 16 Décembre.
- CCOM-69** **Cling, J.-P., Razafindrakoto, M. et Roubaud, F. (2009)** : Assessing the potential impact of the global crisis on the labour market and the informal sector in Vietnam. Vietnam Economist Annual Meeting organisé par le Development and Policies Research Centre en collaboration avec le CNRS, la Nyenrode Business University et le Centre for Vietnamese and SouthEast Asia Studies, Hanoi, 25-26 Novembre.
- CCOM-70** **Cling, J.-P., Razafindrakoto, M., et Roubaud, F. (2009)** : Assessing the potential impact of the global crisis on the labour market and the informal sector in Vietnam. Séminaire sur “L’Impact de la Crise Financière sur le Vietnam” organisé par l’Académie des Sciences Sociales du Vietnam, Centre for Analysis and Forecasting, Tam Dao, 24 -25 Novembre.
- CCOM-71** **Cling, J.-P., Razafindrakoto, M. et Roubaud, F. (2007)** : “Export Processing Zones in Madagascar : The impact of the dismantling of clothing quotas on employment and labour standards”, Conférence sur l’Emploi et le Développement, IZA/World Bank, Bonn, Allemagne, 8-9 juin.
- CCOM-72** **Cling, J.-P., Razafindrakoto, M. et Roubaud, F. (2007)** : “Pauvreté et politiques publiques au Vietnam (1993-2004)”, Séminaire sur la pauvreté organisé par le CEPS/INSTEAD (Centre d’Etudes de Populations, de Pauvreté et de Politiques Socio-économiques/International Network for Studies in Technology, Environment, Alternatives, Development) au Luxembourg, Differdange, 6-8 novembre.
- CCOM-73** **Cling, J.-P., Razafindrakoto, M., et Roubaud, F. (2007)** : présentation à la Table ronde “Intégration internationale, libéralisation commerciale et développement soutenable au Vietnam”, Institute of World Economics and Politics (IWEP) : Hanoi, Vietnam, 22 juillet.
- CCOM-74** **Cling, J.-P. et Roubaud, F. (2007)** : Using Household surveys to measure Employment and the Informal Sector, communication à la Third Roundtable on Managing for Development Results organisée par la Banque asiatique de développement, la Banque africaine de développement, la Banque interaméricaine de développement, la Banque mondiale, le PNUD et l’OCDE, Hanoi, 5-7 Février.
- CCOM-75** **Daumal, M (2008)** : “The Impact of Trade Openness on Regional Inequality: the Cases of India and Brazil”, ETSG (European Trade Study Group) conference. Varsovie, 9-11 septembre.
- CCOM-76** **De Vreyer, P., Lambert, S., Safir, A. (2009)** : Remittances and Poverty: Who Benefits in the Household ?, *Assessing the impact of migration on food and nutrition security*, Workshop, FAO, Rome, Italie, 22 et 23 juin.
- CCOM-77** **De Vreyer, P., Lambert, S., Safir, A. (2009)** : Remittances and Poverty: Who Benefits in the Household?, *Inégalités et développement dans les pays méditerranéens*, Université de Galatasaray, Istanbul, Turquie, 21-23 mai.

- CCOM-78 David, A. et Marouani, M. A. (2009) :** Poverty reduction and growth interactions: what can be learned from the Syrian experience?, ERF Workshop on “Poverty, Growth and Inequality in the MENA Region”, 6 novembre.
- CCOM-79 David, A. et Marouani, M. A. (2009) :** Poverty reduction and growth interactions: what can be learned from the Syrian experience?, 4th International Development Conference - GREThA/GRES - Bordeaux, Juin.
- CCOM-80 De Vreyer, P. Guilbert, N. et Mesplé-Somps, S. (2012) :** The 1987-89 Locust plague in Mali: Evidences of the heterogeneous impact of income shocks on education outcomes, 4<sup>th</sup> International Development Conference - GREThA/GRES – Bordeaux, Juin.
- CCOM-81 De Vreyer, P. Guilbert, N. et Mesplé-Somps, S. (2012) :** The 1987-89 Locust plague in Mali: Evidences of the heterogeneous impact of income shocks on education outcomes, 9<sup>th</sup> Midwest International Economic Development Conference, 20-21 avril.
- CCOM-82 De Vreyer, P. Guilbert, N. et Mesplé-Somps, S. (2012) :** The 1987-89 Locust plague in Mali: Evidences of the heterogeneous impact of income shocks on education outcomes, Conférence ADRES, 19 janvier.
- CCOM-83 De Vreyer, P. Guilbert, N. et Mesplé-Somps, S. (2012) :** The 1987-89 Locust plague in Mali: Evidences of the heterogeneous impact of income shocks on education outcomes, CSAE Conference on Economic Development in Africa, 18 au 20 mars.
- CCOM-84 De Vreyer, P. Guilbert, N. et Mesplé-Somps, S. (2011) :** The 1987-89 Locust plague in Mali: Evidences of the heterogeneous impact of income shocks on education outcomes, Colloque DIAL sur les chocs dans les pays en voie de développement, 1er juillet.
- CCOM-85 De Vreyer, P. Guilbert, N. et Mesplé-Somps, S. (2011) :** The 1987-89 Locust plague in Mali: Evidences of the heterogeneous impact of income shocks on education outcomes, Congrès AFSE, septembre
- CCOM-86 De Vreyer, P., Gubert, F. et Robilliard, A-S. (2008) :** “Are there returns to migration experience? An empirical analysis using data on return migrants and nonmigrants in West Africa”, 1ère Conférence internationale Banque mondiale/AFD “Migration and Development”, Lille, 26 au 28 juin
- CCOM-87 De Vreyer, P., Gubert, F. et Robilliard, A-S. (2008) :** “Return Migrants in Western Africa: Characteristics and Labour Market Performance”, CSAE, conférence “Economic Development in Africa”, Oxford (Royaume-Uni), 16-18 mars.
- CCOM-88 De Vreyer, P., Gubert, F. et Roubaud, F. (2007) :** “Migration, Self-Selection and Returns to Education in the WAEMU”, Conférence internationale Banque mondiale/AFD “Migration and Development”, Lille, 26 au 28 juin 2008
- CCOM-89 De Vreyer, P., Gubert, F. et Roubaud, F. (2007) :** “Migration, Self-Selection and Returns to Education in the WAEMU”, 1ère Journée du GDR "Economie du développement et de la transition ", CERDI, Clermont-Ferrand.
- CCOM-90 De Vreyer, P., Gubert, F., et Roubaud, F. (2007) :** “Migration, Self-Selection and Returns to Education in the WAEMU”, Conférence sur “Labor Markets in Developing and Transition Economies: Emerging Policy and Analytical Issues”, Ann Arbor, USA.

- CCOM-91 De Vreyer, P., Gubert, F. et Roubaud, F. (2007)** : “Migration, Self-Selection and Returns to Education in the WAEMU”, Séminaire d'Economie du Développement, DELTA, Paris.
- CCOM-92 De Vreyer, P., Gubert, F., Robilliard A-S. et Thomas, A-C. (2007)** : “Consumption Growth in Rural Madagascar: Do Social Services and Community Infrastructures Matter ?”, Conférence internationale “Dynamiques rurales à Madagascar : perspectives démographiques, économiques et sociales”, Antananarivo, Madagascar, 23-24 avril.
- CCOM-93 De Vreyer, P. et Lambert, S. (2012)** : Intrahousehold Inequalities and Child Poverty in Senegal, *CSAE Conference on Economic Development in Africa*, 18 au 20 mars.
- CCOM-94 De Vreyer, P. et Lambert, S. (2012)** : Intrahousehold Inequalities and Child Poverty in Senegal, 4th International Development Conference - GREThA/GRES - Bordeaux, Juin.
- CCOM-95 De Walque, D., Kazianga, H., Over, M. et Vaillant, J. (2010)** : “Food crisis, household welfare and HIV/AIDS treatment: evidence from Mozambique” DIIS, “Impacts, Responses et Initial Lessons of the Financial Crisis for Low Income Countries International Conference”, Copenhague, Danemark.
- CCOM-96 De Walque, D., Kazianga, H., Over, M. et Vaillant, J. (2009)** : “Food crisis, household welfare and HIV/AIDS treatment: evidence from Mozambique”, 4<sup>th</sup> Annual AIID workshop on the Economic Consequences of HIV/AIDS, Amsterdam, Pays-Bas.
- CCOM-97 Demenet, A., Nguyễn, T. T. Huyền, Nguyễn, H. Chí, Razafindrakoto, M. et Roubaud, F. (2010)** : “Dynamics of the informal sector in Hanoi and Ho Chi Minh City”, workshop on “*Vietnam Labour market and the informal economy: new evidence and challenges*”, organized by GSO, IRD, World Bank, DFID, Hanoi, 16 décembre.
- CCOM-98 El Mekkaoui de Freitas, N. (2012)** : “Retirement security in France: Current policies and Practices”, 10th Annual Pensions and Capital Stewardship Conference”, March 28th-30th, Harvard University, Cambridge, Massachusetts.
- CCOM-99 El Mekkaoui de Freitas, N. (2010)** : “The public and private pension systems and the design of pension information”, Workshop “Pension Privatization in crisis?”, GUSTO Workshop, University of Warwick, 26-27 May.
- CCOM-100 El Mekkaoui de Freitas, N., Clark, G. et Legendre, B. (2010)** : “Individual Private Retirement Insurances: the effects of socio-demographics characteristics on poverty”, 6<sup>th</sup> International Longevity Risk and Capital Markets Solutions Conference, Sydney.
- CCOM-101 El Mekkaoui de Freitas, N. et Legendre B. (2012)** : “Life Cycle Accumulation and Ageing Risks”, 32<sup>nd</sup> IARIW General Conference, Boston, Massachusetts.
- CCOM-102 El Mekkaoui de Freitas, N. et Legendre, B. (2012)** : Life Cycle Accumulation and Ageing Risks: Session posters, Annual Conference of the European Society for Population Economics, Berne.
- CCOM-103 El Mekkaoui de Freitas, N. et Legendre, B. (2012)** : Life Cycle Accumulation and Ageing Risks, 32nd IARIW General Conference, Boston.

- CCOM-104** El Mekkaoui de Freitas, N. et Oliveira Martins J. (2008) : “Consumption structure, welfare goods and retirement income: linking the ageing puzzles”, Workshop Banca Italia, Pension Reform, Fiscal Policy and Economic Performance, Perugia (Italy), 26-28 March.
- CCOM-105** El Mekkaoui de Freitas, N. et Romaniuk, K. (2007) : “The Investment Policy of Canadian Pension Funds: Evolution and Current Issues”, Workshop on Pension Systems, ISEG, Université Technique de Lisbonne, Lisbonne, 25 mai.
- CCOM-106** Escobar, O. (2011) : Regional disparities in Mexican manufacturing productivity. DIAL Development Conference, Paris, France, juillet.
- CCOM-107** Escobar, O. (2011) : Regional disparities in Mexican manufacturing productivity. Society for the Advancement of Socio-Economics Annual Conference, Madrid, Espagne, juin 2011.
- CCOM-108** Escobar, O. (2010) : Regional disparities in Mexican manufacturing productivity. Congress of the European Regional Science Association, Jonkoping, Suède, août.
- CCOM-109** Escobar, O. (2010) : The location pattern of FDI in Mexico after NAFTA. Congress of the European Regional Science Association, Jonkoping, Suède, août.
- CCOM-110** Escobar, O. (2008) : The location pattern of FDI in Mexico after NAFTA. Congress of the European Regional Science Association, Liverpool, RoyaumeUni, août.
- CCOM-111** Escobar, O. (2007) : Differences in export performance across Mexico's states. The Scottish Economic Society Annual Conference, Perth, Royaume Uni, avril.
- CCOM-112** Escobar, O. (2007) : Openness and Disparities across the Mexican States. Doctoral Meetings in International Trade and International Finance - RIEF, Rennes, France, février.
- CCOM-113** Gignoux, J. et Menéndez, M. (2011) : Critical periods and the long-run effects of income shocks on education in Indonesia, mimeo. Presented at DIAL Development Conference “Shocks in developing countries”, Paris.
- CCOM-114** Grimm, M., Gubert, F., Koriko, O., Lay, J. et Nordman, C.J. (2010) : “Does forced solidarity hamper entrepreneurial activity? Evidence from seven West-African countries”, Conférence Internationale sur “Le secteur et l’emploi Informels. Mesure Statistique, Implications Economiques et Politiques Publiques”, Hanoi, Vietnam.
- CCOM-115** Grimm, M., Gubert, F., Koriko, O., Lay, J. et Nordman, C.J. (2010) : “Does forced solidarity hamper entrepreneurial activity? Evidence from seven West-African countries”, 5ème Conférence internationale IZA / World Bank “Employment and Development”, Cape Town, 4-5 mai 2010.
- CCOM-116** Grimm, M., Gubert, F., Koriko, O., Lay, J., Nordman, C.J. (2011) : “Kinship-ties and entrepreneurship in Western African”, CSAE, 25th Anniversary Conference, Oxford (Royaume-Uni), mars.
- CCOM-117** Gubert, F. (2010) : “The MIDDAS Project. Presentation and first results”, Workshop on “Migration and Economic Development: Insights from original data collection and fieldworks”, Florence (Italie).

- CCOM-118 Gubert, F., Lassourd, T. et Mesplé-Somps, S. (2009)** : “Les envois de fonds des migrants réduisent-ils la pauvreté et les inégalités ? Le cas du Mali”, 1<sup>er</sup> Colloque bi-annuel du GDRI DREEM, “Inégalités et développement dans les pays méditerranéens”, Istanbul.
- CCOM-119 Gubert, F., Lassourd, T. et Mesplé-Somps, S. (2009)** : “Les envois de fonds des migrants réduisent-ils la pauvreté et les inégalités ? Le cas du Mali”, 2<sup>ème</sup> Conférence internationale Banque mondiale/AFD “Migration and Development”, Washington DC.
- CCOM-120 Gubert, F. et Nordman, C.J. (2009)** : “Return Migration and Small Enterprise Development in the Maghreb”, Conférence internationale “Diaspora and Development”, Washington DC.
- CCOM-121 Gubert, F. et Nordman, C.J. (2008)** : “Return Migration and Small Enterprise Development in the Maghreb”, Chaire Quételet “Migrations internationales Sud-Nord. Regards croisés des mondes scientifique, politique et associatif”, Louvain-la-Neuve.
- CCOM-122 Gubert, F. et Nordman, C.J. (2008)** : “The Future of Migration to OECD Countries: A Regional Note for North Africa (Morocco, Algeria and Tunisia)”, OECD workshop “The Future of Migration to OECD Countries”, Paris.
- CCOM-123 Gubert, F. et Robilliard, A.-S. (2009)** : “Mesurer les migrations et leur impact”, IPDSR, Symposium International “Migration et Mondialisation”, Dakar, Sénégal, 18-20 novembre.
- CCOM-124 Gubert, F. et Robilliard, A.-S. (2007)** : “Risque et décisions de scolarisation en milieu rural à Madagascar. Une analyse sur données de panel”, Conférence internationale “Dynamiques rurales à Madagascar : perspectives démographiques, économiques et sociales”, Antananarivo, Madagascar, 23-24 avril.
- CCOM-125 Gubert, F., Robilliard, A.-S. et Senne, J.-N.**, “Mariage, appariement des époux et transmission de richesses : étude sur les ménages ruraux malgaches”, Conférence internationale “Dynamiques rurales à Madagascar : perspectives démographiques, économiques et sociales”, Antananarivo, Madagascar, 23-24 avril.
- CCOM-126 Gürbüz, B., Raffinot, M. (2009)** : Croissance et répartition des revenus en Turquie (1994-2005) : Quel impact sur la pauvreté ? Colloque DREEM (Université Galatasaray, Istanbul, juillet).
- CCOM-127 Jacques, J.-F., Eredem, Ö. et Raffinot, M. (2010)** : L'optimalité de la dette publique dans un contexte d'évasion fiscale, Colloque annuel de l'AFSE, (Nanterre, septembre).
- CCOM-128 Jauniaux, L., Venet, B. (2009)** : “Individual Microcredit and Social Pressure”, 44<sup>th</sup> Annual Conference of the Canadian Economics Association, Halifax, Juin.
- CCOM-129 Jauniaux, L., Venet, B. (2009)** : “Individual Microcredit and Social Pressure”, 58<sup>ème</sup> Congrès de l'AFSE, Nanterre, septembre.
- CCOM-130 Jauniaux, L., Venet, B. (2009)** : “Individual Microcredit and Social Pressure”, First European Research Conference on Microfinance, Brussels, Juin.

- CCOM-131 Ledezma, I. (2011)** : Endogenous Assymetries in Technology Adoption and International Trade, *2<sup>nd</sup> Workshop on Industrial Organization: Theory, Empirics and Experiments*. University of Salento, Juin 23-24, Lecce,Italie.
- CCOM-132 Ledezma, I. (2011)** : Endogenous Assymetries in Technology Adoption and International Trade, *2<sup>nd</sup> International Conference on Innovation and Economic Development In the Mediterranean Countries*. GDRI CNRS DREEM, 13-14 décembre, Le Caire, Egypt.
- CCOM-133 Ledezma, I. (2010)** : Defensives Strategies in the Quality Ladders, *25<sup>th</sup> Meeting of the European Economic Association*, EEA, 23-26 août, Glasgow, Ecosse.
- CCOM-134 Ledezma, I. (2010)** : Defensives Strategies in the Quality Ladders, *44<sup>th</sup> Annual Conference of the Canadian Economic Association*, CEA, 28-30, Quebec City, Canada.
- CCOM-135 Ledezma, I. (2009)** : Defensives Strategies in the Quality Ladders, *AFSE Thematic Meeting on Firms, Market and Innovation*, GREDEG - OFCE, 25-26 juin, Sophia Antipolis, France.
- CCOM-136 Legendre B. (2011)** : Les inégalités et la pauvreté justifient-elles la fiscalité préférentielle accordée aux retraités ? *9<sup>th</sup> International Workshops on Pension, Insurance and Saving*, Paris
- CCOM-137 Legendre, B. (2010)** : Income inequalities between Workers and Pensioners: a decomposition of an inequality measure, *8th International Workshops on Pension, Insurance and Saving*, Paris.
- CCOM-138 Legendre, B. (2010)** : Individual Private Retirement Insurances: the effects of socio-demographics characteristics on poverty, *Workshop "Households, risk and insurance"*, Paris
- CCOM-139 Legendre, B. (2010)** : La croissance en Europe profite-t-elle aux retraités les plus pauvres? *Séminaire scientifique du Forum Retraite, Caisse des dépôts, Bordeaux*.
- CCOM-140 Legendre, B. (2009)** : Pensions and heterogeneity in an Overlapping Generations Model (OLG), *7th International Workshops on Pension, Insurance and Saving*, Paris.
- CCOM-141 Mesplé-Somps, S. (2009)** : The Sikasso Paradox: cotton and poverty in Mali, *conference "Assessing development impact – Learning from Experience"*, du réseau "Poverty reduction, Equity and Growth Network (PEGNet)"
- CCOM-142 Mesplé-Somps, S. (2008)** : Optimal Fiscal Policies according to Equality of Opportunity. A case study applied to Ivory Coast, *CSAE Conference on Economic development in Africa*, Oxford UK, 16-18 mars.
- CCOM-143 Mesplé-Somps, S. (2008)** : Pauvreté et globalisation, *communication filmée Université de tous les savoirs au Lycée*, 27 mars 2008, Maison Lafittes, France
- CCOM-144 Mesplé-Somps, S. et Spilvogiel, G. (2011)** : Taille des villes et spécialisation économique au Mali, *Chaire Quételet, Louvain la Neuve*, Novembre 2011.
- CCOM-145 Mouhoud, E.M. (2012)** : "Political Economy of Arab Revolutions: analysis and prospects for North-African Countries", *Session Political Economy of Revolutionary Middle East at the URPE-ASSA 2012*, 6-9<sup>th</sup> Chicago, January 2012.

- CCOM-146 Miotti, L., Mouhoud, E.M., Oudinet, J. (2009)** : “Main determinants of remittances : when history matters !”, Annual Meetings of the Middle East Economic Association to be held in conjunction with the Annual Meetings of the Allied Social Science Associations (ASSA), San Fransisco, CA, USA, January 2-5, 2009.
- CCOM-147 Mouhoud, E.M. (2009)** : “Determinants and uses of remittance a microeconomic approach”, Second International Conference on Migration and development, World Bank International Migration and Development Program and the French Development Agency (AFD), World Bank, Washington DC, September 10-11, 2009.
- CCOM-148 Mouhoud, E.M. (2008)** : “Migration and Globalization: Deadlocks and Paradoxes”, SASE 2008 International Conference, Economic Flexibility and Social Stability in the Age of Globalization, University of Costa Rica San Jose, Costa Rica July 21-23, 2008.
- CCOM-149 Mouhoud, E.M. (2008)** : “Migrations, immigration et mondialisation : implications pour les pays tiers voisins”, L’externalisation de la politique d’immigration de l’Union Européenne, Colloque ufr de droit, d’économie et des sciences sociales, GERCIE EA 2110, 7 et 28 mars 2008,
- CCOM-150 Mouhoud, E.M., Oudinet, J., Unan, E. (2007)** : “Macoréconomic determinants of remittances in the mediterranean basin”, 6<sup>th</sup> International Conference of the MEEA (Meadle East Economic Association), Dubai, 14-16 March 2007.
- CCOM-151 Muhammed, K. et Yücer, A. (2009)** : “Effects of Regional Trade Agreements: Trade Creation and Trade Diversion within the Western Hemisphere”, Infer 11<sup>th</sup> Annual Conference, Stirling, 4-6 Septembre.
- CCOM-152 Muhammed, K. et Yücer, A. (2009)** : Effects of Regional Trade Agreements: Trade Creation and Trade Diversion within the Western Hemisphere, European Trade Study Group (ETSG) 11<sup>th</sup> Annual Conference. Rome, 10-12 septembre.
- CCOM-153 Nguyễn, T. T. Huyèn, Nguyễn, H. Chí, Razafindrakoto, M. et Roubaud, F. (2010)** : “Vietnam labour market and the informal economy in a time of crisis and recovery”, workshop on “*Vietnam Labour market and the informal economy: new evidence and challenges*”, organized by GSO, IRD, World Bank, DFID, Hanoi, 16 décembre.
- CCOM-154 Nguyễn, Hữu Chí., Nordman, C.J. et Roubaud, F. (2010)** : “Panel (2011) : “Panel Data Analysisdata analysis of the Dynamicsdynamics of Labour Allocationlabour allocation and Earningsearnings in Vietnam”, Conférence Internationale sur “Le secteur et l’emploi Informels. Mesure Statistique, Implications Economiques et Politiques Publiques”, Hanoi, Vietnam, 6-7 mai 2010.
- CCOM-155 Nguyen, H.C. et Nordman, C.J. (2011)** : “Household EntrepreneurshipVietnam”, First workshop in economics and Social Networks in Vietnam: Panel Data Evidence”, Université d'Utrecht, Conference “Firm Heterogeneityfinance (WEF2011), Association of Vietnamese Scientists and Development”, Pays-Bas, Utrecht, 6-7 octobre 2011.Experts (AVSE) and VnFinance, Paris, June, 24-25.
- CCOM-156 Nordman, C.-J. and Pasquier-Doumer, L. (2011)** "Transitions and Occupational Changes in a West African Urban Labour Market: The Role of Social Network", CSAE

25th Anniversary Conference 2011: Economic Development in Africa, 20-22 mai 2011, Oxford (GB).

- CCOM-157 Nordman, C.J., Rakotomanana, F. et Roubaud, F. (2012)** : “Informal Versus Formal: A Panel Data Analysis of Earnings Gaps in Madagascar”, CSAE Conference 2012, Oxford, Royaume-Uni, mars 2012.
- CCOM-158 Nordman, C.J., Robilliard, A.-S. et Roubaud, F. (2008)** : “Decomposing Gender and Ethnic Earning Gaps in Seven West African Cities”, CSAE Conference 2008, Oxford, Royaume-Uni, 16-18 mars.
- CCOM-159 Nordman, C.J., Robilliard, A.-S. et Roubaud, F. (2009)** : “Decomposing Gender and Ethnic Earning Gaps in Seven West African Cities”, Fourth IZA/World Bank Conference, Bonn, Allemagne, 4-5 mai.
- CCOM-160 Nordman, C.J. et Vaillant, J. (2012)** : “Why are female informal entrepreneurs less successful than men? Evidence from Madagascar.” CSAE Conference “Economic Development in Africa”, Oxford, Royaume-Uni, 2012.
- CCOM-161 Nordman, C. J. et Wolff, F-C. (2007)** : “Is there a Glass Ceiling in Morocco? Evidence from Matched Worker-Firm Data”, XXI<sup>e</sup> European society for population economics – Annual conference, USA Chicago, 14-16 juin 2007.
- CCOM-162 Nordman, C. J. et Wolff, F-C. (2007)** : “Is there a Glass Ceiling in Morocco? Evidence from Matched Worker-Firm Data”, CSAE 2007 “Economic Development in Africa, Royaume-Uni, Oxford, 16-20 mars 2007.
- CCOM-163 Nordman, C.J. et Wolff, F-C. (2008)** : “On-the-Job Learning and Earnings in Benin, Morocco and Senegal”, 3<sup>e</sup>me Conference internationale IZA / World Bank “Employment and Development”, Bonn, 8-9 juin 2008.
- CCOM-164 Oudin, X. (2010)** : “Mesurer” la gouvernance, la démocratie et la participation citoyenne à partir des enquêtes auprès des ménages, Séminaire du MAEP, MAECI, Sec. G<sup>al</sup> du Gouvernement, PNUD-OGC Djibouti, 26-27 Janvier.
- CCOM-165 Oudin, X. (2008)** : Evolution of Employment in Thailand, 1970-2005. Analysis of labour change through time series of the Labour Force Surveys (NSO). National Statistical Office, Bangkok, 26 mars 2008
- CCOM-166 Oudin X. (2008)** : Labour Mobility in Thailand. Présentation donnée le 25 février 2008, à l’occasion de la conférence du CELS, Chiang Mai.
- CCOM-167 Oudin, X. et Tangchuang, P. (2008)** : Labour Capacity Preparation in Thailand and in Vietnam, 1980-2025. Présentation au colloque organisé par le Thai Research Fund, Bangkok, 23 mai.
- CCOM-168 Parizot, I. et Wachsberger, J.-M. (2008)** : Aider ses proches et être aidé par eux. Une comparaison des structures du soutien social à Antananarivo (Madagascar) et à Paris (France), *XVII<sup>e</sup>me congrès de l’AISLF*, Istanbul, juillet.
- CCOM-169 Pasquier-Doumer, L. (2011)** : Transitions and Occupational Changes in a West African Urban Labour Market: The Role of Social Network, co-présenté avec Nordman, C.J., CSAE 25<sup>th</sup> Anniversary Conference 2011 : Economic Development in Africa, Oxford (GB), 20-22 mai.
- CCOM-170 Pasquier-Doumer, L. (2011)** : Intergenerational transmission of self-employed status in the informal sector: a constrained choice or better income prospects? Evidence from seven West-African countries, Firm heterogeneity and development conference, Utrecht (Hollande), 6-7 octobre.

- CCOM-171 Pasquier-Doumer, L. (2011)** : Intergenerational transmission of self-employed status in the informal sector: a constrained choice or better income prospects? Evidence from seven West-African countries, 7<sup>th</sup> Annual Conference of the Research Committee Development Economics, Berlin (Allemagne), 24-25 juin.
- CCOM-172 Pasquier-Doumer, L. (2010)** : Intergenerational transmission of self-employed status in the informal sector: a constrained choice or better income prospects? Evidence from seven West-African countries, International Conference “The Informal Sector and Informal Employment, Statistical Measurement, Economic Implications and Public Policies”, Hanoï (Vietnam), 6-7 mai.
- CCOM-173 Pasquier-Doumer, L. (2010)** : Quelle stratégie d'échantillonnage pour évaluer l'impact d'un projet d'urbanisation dans un bidonville de Djibouti, co-écrit avec Merceron, S. et Mesplé-Somps, S., 6<sup>ème</sup> colloque francophone sur les sondages, Tanger (Maroc), 22-25 mars.
- CCOM-174 Pasquier-Doumer, L. (2009)** : L'inégalité des chances sur le marché du travail urbain en Afrique de l'Ouest, Colloque international GDRI DREEM “Inégalités et développement dans les pays méditerranéens”, Istanbul (Turquie), 21-23 mai.
- CCOM-175 Pasquier-Doumer, L. (2009)** : Reducing Inequality of Opportunities in the West African Urban Labour Markets: What Kind of Policies Matters?, PEGNet Conference “Policies for Reducing Inequality in the Developing World”, La Haye (Hollande), 3-4 septembre.
- CCOM-176 Raffinot, M. (2008)** : Les réductions de dette ont-elles réduit la possibilité d'émergence des pays pauvres ?, colloque GREThA, “Emergence : des trajectoires au concept”, (Université de Bordeaux IV, Bordeaux, novembre)
- CCOM-177 Raffinot, M., Loada, A., Nebié, G., Koussoube, E., Ouedraogo, T. (2011)** : “Gouvernance, institutions et croissance de long terme : le cas du Burkina-Faso”, Workshop on Institutions, Governance and Long-term Growth - Case studies, AFD, Paris, 4-5 Juillet 2011.
- CCOM-178 Raffinot, M., Venet, B. (2011)** : “*Low Income Countries, Credit Rationing and Debt Relief: Bye bye international financial market?*”, Colloque EADI “Rethinking Development in an Age of Scarcity and Uncertainty”, York, Septembre.
- CCOM-179 Raffinot, M., Venet, B. (2010)** : “The Curse of Elders: Aid Effectiveness and Gerontocracy in Developing Countries”, 45<sup>th</sup> Annual Conference of the Canadian Economics Association, Québec City, Juin.
- CCOM-180 Raffinot, M., Venet, B. (2008)** : “The Curse of Elders: Aid Effectiveness and Gerontocracy in Developing Countries”, Colloque du GDR CNRS “Economie du développement et de la transition”, Clermont-Ferrand, Juillet.
- CCOM-181 Rakoto-Tiana, N. (2011)** : “Confiance et scolarisation des enfants en milieu rural à Madagascar”, Société Canadienne de Sciences Economiques, 51<sup>ème</sup> Congrès annuel Sherbrooke, Canada, 11-13 mai.
- CCOM-182 Rakoto-Tiana, N. (2011)** : “Confiance et scolarisation des enfants à Madagascar”, Journées de Microéconomie Appliquée, 28<sup>ème</sup> édition, Sousse, Tunisie, 2-3 juin.
- CCOM-183 Rakoto-Tiana, N. (2010)** : “Confiance et scolarisation des enfants à Madagascar”, AIDELF, “Relations Intergénérationnelles. Enjeux démographiques”, Genève, Suisse, 21-24 juin.

- CCOM-184 Rakoto-Tiana, N. (2007)** : “Travail et scolarisation des enfants en milieu rural à Madagascar”, “Child Labour and Education Workshop”, UCW Project et Centre d'Economie de la Sorbonne, Relations, Paris, 13-14 décembre.
- CCOM-185 Rakoto-Tiana, N. (2007)** : “Scolarisation et travail des enfants en milieu rural à Madagascar”, Conférence internationale “Dynamiques rurales à Madagascar : perspectives démographiques, économiques et sociales”, Antananarivo, Madagascar, 23-24 avril.
- CCOM-186 Razafimamonjy, L., Razafindrakoto, M., Razafindrazaka, D. (2008)** : “Point de vue de la population sur la situation économique et la performance du gouvernement. Premiers résultats de l'enquête Afrobaromètre 2008 à Madagascar”, Conférence AFROBAROMETRE, COEF-Ressources, DIAL-IRD, Antananarivo, Madagascar, 28 octobre.
- CCOM-187 Razafindrakoto, M., Razafindrazaka, D. et Roubaud, F. (2008)** : “Perception de la gouvernance: Portée et Limites de la lutte contre la Corruption et de la Décentralisation: Premiers résultats de l'enquête Afrobaromètre 2008 à Madagascar”, Conférence AFROBAROMETRE, COEF-Ressources, DIAL-IRD, Antananarivo, Madagascar, 28 octobre.
- CCOM-188 Razafindrakoto, M., Razafindrazaka, D. et Wachsberger, J.-M. (2008)** : “Les Malgaches et la Démocratie: Principes, Fonctionnement et Participation: Premiers résultats de l'enquête Afrobaromètre 2008 à Madagascar”, Conférence AFROBAROMETRE, COEF-Ressources, DIAL-IRD, Antananarivo, Madagascar, 28 octobre.
- CCOM-189 Razafindrakoto, M. et Roubaud, F. (2008)** : “Measuring Governance through Household Survey: developing the VHLSS Governance Module in the light of the international experience”, *Séminaire MPI* (Ministry of Planning and Investment) : Hanoi (Vietnam) : 21 janvier.
- CCOM-190 Razafindrakoto, M. et Roubaud, F. (2009)** : “Youth Integrity Measurement: Review of Methodology”, Youth Integrity Workshop, Bangkok, Thailand, 12-13 December.
- CCOM-191 Razafindrakoto, M., Roubaud F. et Wachsberger, J.-M. (2010)** : La satisfaction dans l'emploi informel au Vietnam, *International Conference (VASS, GSO, AFD, DFID, ILO, IRD, UNDP, World Bank) : The Informal Sector and Informal Employment : Statistical Measurement, Economic Implications and Public Policies*, Hanoi, mai 2010.
- CCOM-192 Razafindrakoto, M. et Roubaud, F. (2007)** : “Corruption, Institutional Discredit and Exclusion of the Poor : A Poverty Trap”, Conférence sur “The Micro-Foundations of Mass Politics in Africa”, Université du Michigan, East Lansing, Etats-Unis, 12-13 mai.
- CCOM-193 Razafindrakoto, M., Roubaud, F., Wachsberger, J.-M., Chadeaux, C., Lahiniriko, D.A., Razafimamonjy, L. et Razafindrazaka, D. (2011)** : “Gouvernance, institutions et croissance de long terme : le paradoxe malgache”, Workshop on Institutions, Governance and Long-term Growth - Case studies, AFD, Paris, 4-5 Juillet 2011.
- CCOM-194 Razafindrakoto, M. et Wachsberger, J.-M. (2012)** : Elites et instabilité politique à Madagascar, XVIIIème congrès de l' AISLF, Rabat, juillet.

- CCOM-195 Robilliard, A.-S. (2011)** : “La participation des femmes au marché du travail au Cameroun, au Mali et au Sénégal : évolution et facteurs”, UEPA, 6<sup>ème</sup> Conférence Africaine sur la Population, 5-9 décembre 2011, Ouagadougou, Burkina Faso.
- CCOM-196 Roubaud, F. et Wachsberger, J.-M. (2007)** : Democratic citizenship in the poorest neighbourhoods of Antananarivo (Madagascar), *Inclusive Cities Conference (DBSA, HSRC, SACN, University of Witwatersrand, Urban Landmark). Towards creating inclusive cities : experiences and challenges in contemporary African cities*, Johannesburg, mars 2007.
- CCOM-197 Salomon, M., Nguyen, T. K. Vien, Razafindrakoto, M. et Roubaud, F. (2011)** : “Transparency International’s 2010 Global Corruption Barometer – International and Vietnam findings”, Donors' meeting within the framework of the program “*Strengthening Anti Corruption Demands from Government, Private sector and Society*”, organized by DFID, Hanoi, 14 janvier.
- CCOM-198 Siroën, J.-M. (2011)** : “Social innovations vs. International Trade? Core Labour standards and Exports”, INFER, International Workshop on Regional Competitiveness and International Factor Movements, Orléans, 17-18 mars
- CCOM-199 Siroën, J.-M. (2010)** : L'OMC face à la crise des négociations multilatérales 4<sup>ème</sup> Biennale Internationale de la Négociation commerciale, Penser les échanges commerciaux autrement, Paris, 17-18 novembre.
- CCOM-200 Siroën, J.-M. (2010)** : “Social innovations vs International Trade? Core Labour standards and Exports”, International Conference Innovation and Economic Development in the Mediterranean Countries organized by GDRI DREEM, Cairo, 13-14 Decembre
- CCOM-201 Siroën, J.-M. (2010)** : “Labour in Trade Agreements, International seminar Regional integrations; a comparative approach”, Marne-la-Vallée, mai 2010.
- CCOM-202 Siroën, J.-M. (2009)** : Comment l’opinion perçoit la mondialisation : une exception française ?, Journée inserção do Brasile em um mummundo globalizado, Universidade Federale Fluminense, RJ, Brésil.
- CCOM-203 Siroën, J.-M. (2008)** : Les fractures sociales de l'accès aux richesses peuvent-elles être surmontées ?, XVIII Colloque de l'Institut CEDIMES, 22-23 mai, Paris.
- CCOM-204 Siroën, J.-M. (2007)** : “Trade Integration and Labor Standards: What Can We Do?”, Forum *Asian Economy Integration Choice under Economic Globalization*, Université de Fudan, Shanghai.
- CCOM-205 Siroën, J.-M. et Yücer, A. (2011)** : “Did Mercosur affect interstate Brazilian trade?”, Congrès de l’AFSE, Nanterre, 8-9 septembre.
- CCOM-206 Siroën, J.-M. et Yücer, A. (2011)** : “Did Mercosur affect interstate Brazilian trade?”, European Trade Study Group (ETSG) 13<sup>th</sup> Annual Conference, Copenhagen, 8-10 September.
- CCOM-207 Siroën, J.-M. et Yücer, A. (2011)** : “Did MERCOSUR affect internal Brazilian trade?”, DIAL-University Paris-Dauphine “Shocks in Developing Countries”, Paris, 30 June-1 July 2011.

- CCOM-208 Siroën, J.-M. et Yücer, A. (2011)** : “Did Mercosur affect interstate Brazilian trade?”, INFER, International Workshop on Regional Competitiveness and International Factor Movements, Orléans, 17-18 mars;
- CCOM-209 Thomas, A.-C. (2011)** : “Mise au point d’un questionnaire d’évaluation et utilisation pour une analyse d’impact”, Université d’été de Louvain Coopération au Développement, 31 août.
- CCOM-210 Thomas, A.-C. (2009)** : “The impact of agricultural and climatic shocks on household’s growth performance in rural Madagascar”, European Development Network (EUDN) PhD workshop, Orebro, Suède, 30 août.
- CCOM-211 Thomas, A.-C. (2008)** : “Growth and Shocks in Rural Madagascar”, Congrès de l’association européenne des économistes agricoles, Ghent, Belgique, 26-29 août.
- CCOM-212 Thomas, A.-C., Delpierre M. et Verheyden B. (2011)** : “Wealth differentiated risk management strategies in rural Madagascar”, Colloque DIAL sur les chocs dans les pays en voie de développement, 1er juillet.
- CCOM-213 Vaillant, J. (2010)** : “Economic and spatial mobility in rural Madagascar: how strong is the link?”, 59<sup>e</sup> Congrès de l’Association Française de Sciences Economiques, Nanterre, France.
- CCOM-214 Vaillant, J. (2010)** : “Economic and spatial mobility in rural Madagascar: how strong is the link?”, Colloque INED “Développements récents en économie de la famille”, Paris.
- CCOM-215 Vaillant, J. (2010)** : “Economic and spatial mobility in rural Madagascar: how strong is the link?”, CSAE Conference “Economic Development in Africa”, Oxford, Royaume-Uni.
- CCOM-216 Vaillant, J., Grimm, M., Lay, J. et Roubaud, F. (2011)** : “Informal sector dynamics in times of fragile growth: the case of Madagascar”, AEL Annual Conference on Development Economics and Policy, Berlin, Allemagne, 2011.
- CCOM-217 Vaillant, J., Grimm, M., Lay, J. et Roubaud, F. (2011)** : “Informal sector dynamics in times of fragile growth: the case of Madagascar”, “Colloque international DIAL “Chocs dans les pays en développement”, Paris.
- CCOM-218 Vaillant, J., Grimm, M., Lay, J. et Roubaud, F. (2011)** : “Informal sector dynamics in times of fragile growth: the case of Madagascar”, CSAE 25th Anniversary Conference “Economic Development in Africa”, Oxford, Royaume-Uni.
- CCOM-219 Vaillant, J., Grimm, M., Lay, J. et Roubaud, F. (2011)** : “Informal sector dynamics in times of fragile growth: the case of Madagascar”, Université d’Utrecht, “Firm Heterogeneity and Development”, Utrecht, Pays-Bas.
- CCOM-220 Wachsberger, J.-M. (2008)** : Intégration sociale et supports sociaux à Antananarivo (Madagascar). Eléments pour une topographie sociale, XVII<sup>ème</sup> congrès de l’AISLF, Istanbul, juillet 2008.
- CCOM-221 Wachsberger, J.-M. (2009)** : Configuration d’intégration et individus dans une capitale africaine : le cas d’Antananarivo (Madagascar), Troisième congrès de l’Association Française de Sociologie, Paris, avril 2009.

Communications des chercheurs et enseignants-chercheurs recrutés en 2012 et dont l'arrivée dans l'UMR est postérieure au 30/06/12

- CCOM-222 Chort, I., Gubert F., Senne J-N. (2010) :** *Migrant Networks as a Basis for Social control: remittance obligations among Senegalese in France and Italy* Conférence Développement DIAL “Shocks in Developing Countries”, DIAL – Université de Paris-Dauphine, Paris, 30 juin-1er juillet.
- CCOM-223 Chort, I., Gubert F., Senne J-N. (2010) :** *Migrant’s Networks as a Basis for Social Control: Remittances Obligations and Strategic Behaviour among Senegalese in France*, Première conférence TEMPO sur la migration internationale, Trinity College, Dublin, 28-29 octobre 2010.
- CCOM-224 Chort, I. (2010) :** *New insights into the selection process of Mexican migrants: what can we learn from discrepancies between intentions to migrate and migration*, Troisième conférence internationale “Migration et Développement”, PSE École d'économie de Paris, l'Agence Française de Développement (AFD) et la Banque mondiale, Paris, 10-11 septembre.
- CCOM-225 Chort, I. (2010) :** *Migration Networks in Senegal*, Conférence internationale “Migration: A World in Motion A Multinational Conference on Migration and Migration Policy”, Université de Maastricht, Maastricht, 18-20 février.
- CCOM-226 Chort, I., (2011) :** *New insights into the selection process of Mexican migrants: what can we learn from discrepancies between intentions to migrate and migration*, “Migration: Economic Change, Social Challenge”, the NORFACE Research Programme on Migration and the Centre for Research and Analysis of Migration (CReAM), University College, Londres, 6-9 avril.
- CCOM-227 Chort, I., (2012) :** *New insights into the selection process of Mexican migrants: what can we learn from discrepancies between intentions to migrate and migration*, 26<sup>ème</sup> Conférence annuelle de la European Society for Population Economics (ESPE), Berne (Suisse), 20-23 juin.
- CCOM-228 Chort, I., (2012) :** *New insights into the selection process of Mexican migrants: what can we learn from discrepancies between intentions to migrate and migration*, 4èmes journées internationales du développement du GRETHA-GRES, Université Montesquieu-Bordeaux 4, Bordeaux, 15-17 juin.
- CCOM-229 Chort, I., Gubert F., Senne J-N. (2012) :** *Do migrant networks foster transnational solidarity ? Network insertion and remittance incentives among Senegalese in France and Italy*, Conférence doctorale de l'ADRES, Marseille, 19-20 janvier.
- CCOM-230 Saint-Macary C., A. Keil, M. Zeller** “Land titling policy and conservation practices in the northern Uplands of Vietnam.” International Conference of Agricultural Economists, Août 2009, Pékin, Chine.
- CCOM-231 Saint-Macary C., A. Keil, M. Zeller** “Land titling policy and soil conservation in the northern uplands of Vietnam.” Troisièmes journées de recherche SFER CIRAD INRA, Décembre 2009, Montpellier, France.
- CCOM-232 Saint-Macary, C., M. Zeller , A. Keil** “ Social capital and ethnic diversity: A study in rural villages of Northern Vietnam ” International Symposium of the Uplands Program, Juillet 2010, Hanoi, Vietnam.
- CCOM-233 Saint-Macary, C., M. Zeller** “Rural credit policy in the uplands of northern Vietnam: sustainability, outreach and impact ” International Symposium of the Uplands Program, Mai 2012, Stuttgart, Allemagne.

**CCOM-234 Saint-Macary, C., M. Zeller** “Are ethnically diverse communities “bad” communities ? Empirical study on the formation of social capital in rural communities of Vietnam’s northern Uplands” International Conference of Agricultural Economists, Août 2012, Iguaçú, Brésil.

## **C-AFF : Communications par affiche dans un congrès international ou national**

**CAFF-1 De Walque, D., Kazianga, H., Over, M. et Vaillant, J. (2010)** : “Food crisis, household welfare and HIV/AIDS treatment: evidence from Mozambique”, XVIII International AIDS Conference, Vienne, Autriche.

Communications des chercheurs et enseignants-chercheurs recrutés en 2012 et dont l'arrivée dans l'UMR est postérieure au 30/06/12

**CAFF-2 Saint-Macary, C., A. Keil** “Do Land Reallocations Undermine Farmers’ Trust in Land Institutions? Insights from the Land Reform in the Uplands of Northern Vietnam” World Bank Conference on Land and Poverty, Avril 2012, Washington D.C., États-Unis.

**CAFF-3 Saint-Macary C., A. Keil, M. Zeller** “Does rice self-sufficiency foster environmental sustainability in the uplands of Northern Vietnam?” International Scientific Conference on Tropical Rainforests and Agroforests under Global Change, Octobre 2008, Kuta, Indonésie.

## **PV - Publications de vulgarisation**

### Ouvrages

**PV-1 Chalmin, P., Dard, B. et Maris, B. (2008)**: *Le making of de l'économie*, Perrin, 224 p.

### Articles

**PV-2 Arestoff, F., Venet, B. (2011)** : Banque mobile et microfinance dans les pays en développement, Dialogue n°32, DIAL, avril 2011.

**PV-3 Briard, K., Duc, C., El Mekkaoui de Freitas, N., Legendre, B. et Mage, S. (2009)** : Carrière et retraite dans le secteur privé, Connaissance de l’Emploi - Les quatre pages du CEE, n°67, Juillet.

**PV-4 Chauvet, L., Collier, P. (2008)** : Aide et réforme dans les Etats fragiles, Dialogue n°28, DIAL, 2008.

**PV-5 Chauvet, L. et Collier, P. (2009)** : Do elections in developing countries improve economic policy?, VOX column (www.voxeu.org).

- PV-6** Chauvet, L., Collier, P. et Duponchel, M. (2010) : Are post-conflict aid projects more successful than others?, VOX column, (www.voxeu.org)
- PV-7** Chauvet, L., Lavallée, E., Razafindrakoto, M. et Roubaud, F. (2012) : Gouvernance démocratique dans les pays en développement : DIAL, six ans plus tard, *Dialogue*, No 34, Avril.
- PV-8** Cling, J.-P., De Vreyer, P., Gubert, F., Nordman, C.J. et Robilliard, A.-S. (2007) : “L’emploi des jeunes en Afrique”, *Dialogue* n°27, DIAL, juillet 2007.
- PV-9** Cling, J.-P., Lagrée, S., Razafindrakoto, M. et Roubaud, F. (2008) : “Les journées de Tam Dao, universités d’été organisées en 2007 et 2008”, *Sciences au Sud- Le journal de l'IRD*, n°46 de septembre-octobre 2008, p. 6.
- PV-10** Cling, J.-P., Lagrée, S., Razafindrakoto, M. et Roubaud, F. (2008) : “Vietnam : Les sciences sociales à l’honneur, les cinq projets IRD du FSP sciences sociales”, *Sciences au Sud- Le journal de l'IRD*, n°46 de septembre-octobre 2008, p. 6.
- PV-11** Cling, J.-P., Marouani, M.A., Razafindrakoto, M., Robilliard, A.-S. et Roubaud, F. (2008) : “Conditions d’accès et impact distributif de l’adhésion du Vietnam à l’OMC”, *Dialogue* n° 29, La lettre d’information de DIAL, Juillet, pp. 2-6.
- PV-12** Cling, J.-P., Nguyễn, H. Chí, Razafindrakoto, M. et Roubaud, F. (2011) : “Cuộc khủng hoảng kinh tế đã tác động đến Việt Nam ở mức độ nào? Phân tích trọng tâm về khu vực phi chính thức ở Hà Nội và thành phố Hồ Chí Minh”, *Tạp chí Thông tin Khoa học Thống kê*, Chuyên san số 02-2011, ấn phẩm tiếng Việt, Hà Nội, pp. 12-21. (“Impact de la crise économique sur le secteur informel à Hanoi et à Ho Chi Minh ville”, *Statistical Scientific information*, n°2-2011, Institut des Sciences Statistiques, Hanoi).
- PV-13** Cling, J.-P., Razafindrakoto, M., Robilliard, A.-S. et Roubaud, F. (2008) : “7ème Forum franco-vietnamien sur l’OMC”, *Sciences au Sud - Le journal de l'IRD*, N°44, Avril-mai-juin, p. 5.
- PV-14** Cling, J.-P., Razafindrakoto, M., Robilliard, A.-S. et Roubaud, F. (2008) : “7<sup>ème</sup> Forum franco-vietnamien sur l’OMC”, *Dialogue*, Juillet.
- PV-15** Cling, J.-P., Razafindrakoto, M. et Roubaud, F. (2008) : “Programme sur l’étude des enjeux et des contraintes de la transition économique au Vietnam”, *Dialogue* n° 29, La lettre d’information de DIAL, Juillet, pp. 7-8.
- PV-16** Cling, J.-P., Razafindrakoto, M. et Roubaud, F. (2010) : “Emploi et secteur informel au Sud. La ville d’Hanoi vient d’accueillir une conférence internationale sur l’économie informelle réunissant chercheurs et décideurs”, *Sciences au Sud - Le journal de l'IRD*, N°55, juin-juillet-août.
- PV-17** Cling, J.-P., Razafindrakoto, M. et Roubaud, F. (2010) : “Vietnam, an Asian Miracle?”, *Vietnam News*, premier quotidien national, Hanoi, Vietnam, 29 novembre 2010.
- PV-18** Cling, J.-P., Razafindrakoto, M. et Roubaud, F. (2010) : “Le Vietnam : un “miracle asiatique” ?”, *Fiche d'actualités scientifique*, N°359, IRD, octobre, 2 p. (version anglaise : “Vietnam: an “Asian miracle”?”, *Scientific News*, N°359, IRD, October, 2 p.).

- PV-19** **Cling, J.-P., Razafindrakoto, M. et Roubaud, F. (2011)** : “Vietnam, un miracle asiatique”, Courrier du Vietnam, quotidien national, Hanoi, Vietnam, 28 janvier 2011.
- PV-20** **De Vreyer, P. (2009)** : Pauvreté et inégalités dans le monde, *Cahiers Français, Inégalités économiques, inégalités sociales*, n°351, la Documentation Française, pp.16-21.
- PV-21** **Gubert, F. (2007)** : “La rente migratoire, levier de développement ?”, Grain de sel n°40, septembre-novembre, pp. 18-19.
- PV-22** **Gubert, F. (2009)** : “La migration facteur de développement : la région de Kayes”, Accueillir, n°252, décembre, pp. 39-42.
- PV-23** **Gubert, F. et Robilliard, A.-S. (2007)** : “Dynamique de la pauvreté en milieu rural à Madagascar”, Dialogue n°26, DIAL, janvier.
- PV-24** **Guillochon, B. (2007)** : Le Protectionnisme : théorie, instruments et pratique, *Cahiers français, Mondialisation et commerce international*, n°341, La Documentation Française, pp. 21-27
- PV-25** **Lavallée, E., Razafimamonjy, L., Razafindrakoto, M., Razafindrazaka, D. et Dejouany, P. (2008)** : “Public Attitudes Towards Economic Conditions and Government Performance: First Results of Afrobarometer 2008 Surveys in Madagascar”, Afrobarometer Briefing Paper, n°65.
- PV-26** **Mesplé-Somps, S. et Pasquier-Doumer, L. (2010)** : Analyse de l'Enquête de référence du Projet de Développement Intégré (PDUI), *AGIR le Magazine de l'Agence Djiboutienne de Développement Social*, n°4.
- PV-27** **Nordman, C.J. et Roubaud, F. (2010)** : “Une approche originale en économie du développement : 20 ans d'efforts pour mesurer et analyser l'économie informelle dans les pays en développement”, Dialogue n°31, DIAL, octobre 2010.
- PV-28** **Razafindrakoto, M., Razafindrazaka, D. et Roubaud, F. (2008)** : “Governance in Madagascar: Scope and Limits of the Fight Against Corruption and Decentralization: First Results of Afrobarometer 2008 Surveys in Madagascar”, Afrobarometer Briefing Paper, n°63, ([www.afrobarometer.org/papers](http://www.afrobarometer.org/papers)).
- PV-29** **Razafindrakoto, M. et Roubaud, F. (2007)** : “Corruption: perception des experts, expérience des populations”, *Sciences au Sud - Le journal de l'IRD*, n°39, mars-avril-mai 2007, p. 3.
- PV-30** **Razafindrakoto, M. et Roubaud, F. (2007)** : “Fiabilité des indicateurs de corruption et aide au développement”, *Fiche d'actualités scientifique*, n°259, IRD, février, 2 p.
- PV-31** **Razafindrakoto, M. et Roubaud, F. (2009)** : “Le secteur informel au Vietnam, l'inéluctable expansion ?”, *Sciences au Sud - Le journal de l'IRD*, N°49, Avril-mai, p. 7.
- PV-32** **Amprou, J. et Chauvet, L. (2007)** : Débats sur l'efficacité de l'aide: fondements et nouveaux enjeux, *Notes et Documents* n°37, Agence Française de Développement, Paris.
- PV-33** **Siroën, J.-M. (2011)** : Mondialisation et normes de travail, *Économie et management*, CNDP, n°139, avril, pp. 26-30
- PV-34** **Siroën, J.-M. (2007)** : Préférences, régionalisme et multilatéralisme, *Cahiers Français*, n°341.

- PV-35 Siroën, J.-M. (2007) :** 1947, Le GATT, *Les Grandes dates de l'histoire économique*, Alternatives Economiques Pratique, n°36, novembre, pp. 120-121.
- PV-36 Siroën, J.-M. (2007) :** Termes de l'échange, *Dictionnaire de l'économie*, Encyclopedia Universalis.
- PV-37 Siroën, J.-M. (2008) :** Réformer la gouvernance de l'économie mondiale: OMC, *Problèmes Economiques*, n°2958.
- PV-38 Siroën, J.-M. (2008) :** OMC, le possible et le souhaitable, *Problèmes Economiques*, n°2958, pp. 59-63.
- PV-39 Siroën, J.-M. (2009) :** Le débat autour du protectionnisme est relancé, *Problèmes économiques*, n° 2976.

Publications des chercheurs et enseignants-chercheurs recrutés en 2012 et dont l'arrivée dans l'UMR est postérieure au 30/06/12

- PV-40 Daudin, G. (2007)** "Négociations internationales: le vrai enjeu de Doha", Clair&net @ OFCE, 26/09/2007
- PV-41 Daudin, G. (2007)** « Les empires coloniaux à l'origine des différences de développement ? », *Questions Internationales*, n°26, juillet-août 2007
- PV-42 Daudin, G. (2007)** "Pourquoi faut-il réussir Doha", *Lettre de l'OFCE*, n°287, 13/07/2007
- PV-43 Daudin, G., Monperrus-Veroni, P., Riffart C., Schweisguth, D. (2008)** "Le commerce extérieur revisité : retour sur la spécialisation sectorielle", *Problèmes économiques*, n° 2.941, 13/02/2008
- PV-44 Daudin, G., Monperrus-Veroni, P., Riffart C., Schweisguth, D. (2008)** "Le commerce extérieur de la France revisité" with Paola Monperrus-Veroni, Christine Riffart and Danielle Schweisguth, *Lettre de l'OFCE*, n° 294, 07/01/2008

## AP : Autres productions

- AP-1 Alwata, C., Coulibaly, A., Fofana, A., De Vreyer, P., Dabita, K. et Coulibaly, Y.-S. (2010) :** "Pauvreté sanitaire au Mali: évolution et profil", article réalisé pour le Bureau Régional, Document de la Banque Mondiale à Bamako.
- AP-2 André, P. et Mesplé-Somps, S. (2011) :** Politics and the geographic allocation of public funds in a semi-democracy. The case of Ghana, 1996-2004, Working paper DIAL, n°2011/04.
- AP-3 Arestoff, F. et Bourbonnais, R. (2010) :** *Estimations du coût moyen de la construction par unité d'habitation et de la valeur assurée du contenu, pour les communes de France métropolitaine et des DOM*, Contrat de recherche Caisse Centrale de Réassurance - Université Paris Dauphine, Rapport final, 37 p.
- AP-4 Arestoff, F., Jacques, J-F., Jaunaux, L. et Venet, B. (2008) :** *Services de banque mobile et microfinance au Mali*, Contrat de recherche France Télécom - Université Paris Dauphine, Rapport final, 195 p.
- AP-5 Arestoff, F., Jacques, J-F. et Venet, B. (2009) :** *Services de banque mobile et microcrédit à Bamako*, Contrat de recherche France Télécom - Université Paris Dauphine, Rapport final, 118 p.

- AP-6** **Arestoff, F. et Venet, B. (2011)** : *Etude des impacts socio-économiques de l'introduction de services de M-paiement dans les pays africains. Un état des lieux des différentes méthodologies possibles*, Contrat de recherche France Télécom - Université Paris Dauphine, Rapport final, 33 p.
- AP-7** **Arestoff, F., Venet, B. et Wachsberger, J.-M. (2010)**: *Pistes de réflexion pour de nouveaux services de banque mobile dans les pays émergents. Enquête auprès des clients de l'ONG Sebaders au Togo*, Contrat de recherche France Télécom - Université Paris Dauphine, Rapport final, 166 p.
- AP-8** **Beck, S., De Vreyer, P., Lambert, S., Marazyan, K., Safir, A. (2011)** : Child Fostering in Senegal, article réalisé pour l'UNICEF.
- AP-9** **Berthélemy, J.-C., Chauvet, L. et Guérineau, S. (2009)** : *Efficacité de l'interaction des organisations multilatérales dans les pays africaines de la Zone de Solidarité Prioritaire (ZSP)*, Rapport pour la Direction Générale du Trésor et de la Politique Economique, 98 pages.
- AP-10** **Blanchard, M. et Peltrault, F., (2007)** : Développement financier et ouverture au commerce, *cahiers de recherche EURISCO*, n°2007-5.
- AP-11** **Blanchard, M. et Peltrault, F., (2007)** : Optimism, Pessimism and the Gains from Trade, *MPRA paper*, n°6342.
- AP-12** **Bocquier, P., Nordman, C.J. et Vescovo, A. (2010)** : "Employment Vulnerability and Earnings in Urban West Africa", Document de Travail DIAL, DT/2010-05.
- AP-13** **Bourbonnais, R. et Maftai, M. (2008)** : The funds received by Romania after 1999: money laundering ?, *Volumulei conferinsei internationale Financial Crime and Securization of Banking Circuits in order to Prevent and Fight against Money Laundering*, volume I, Editura Economica, Bucuresti, pp. 40-48.
- AP-14** **Brami Celentano, A., Siroën, J.-M. (2007)** : Mondialisation et politique fiscale au Brésil, *Les Etudes du CERI*, n°140, décembre, 50 p.
- AP-15** **Briard, K., Duc, C., El Mekkaoui de Freitas, N., Legendre, B. et Mage, S. (2008)** : Aléas de carrière, inégalités et retraite, Rapport de recherche du CEE, n°47, juin, 227 p.
- AP-16** **Briard, K., Duc, C., El Mekkaoui de Freitas, N., Legendre, B. et Mage, S. (2009)** : Aléas de carrières des seniors et impact sur les retraites, Document de travail du CEE, n°112, janvier, 31 p.
- AP-17** **Castilho, M., Menéndez, M., Sztulman, A. (2009)** : Trade liberalization, inequality and poverty in Brazilian states, *PSE Working Papers*, N°2009-33, *Paris School of Economics*.
- AP-18** **Castilho, M., Menéndez, M., Sztulman, A. (2010)** : Trade liberalization, inequality and poverty in Brazilian states, *document de travail DIAL*, DT/2010-02.
- AP-19** **Chauvet, L. et Guillaumont, P. (2007)** : Aid, volatility and growth again. When aid volatility matters and when it does not, *Etudes et Documents 2007/07*, CERDI, Université d'Auvergne, 2007.
- AP-20** **Chauvet, L., Collier, P. et Duponchel, M. (2010)** : What explains aid project success in post-conflict situations? World Bank Policy Research Working Paper 5418, 2010.
- AP-21** **Chauvet, L., Collier, P. et Hegre, H. (2008)** : The Security Challenge in Conflict-Prone Countries, *Copenhagen Consensus 2008, Challenge Paper*.

- AP-22 **Chauvet, L., Collier, P. et Hoeffler, A. (2007)** : “The cost of failing states and the limits to sovereignty”, *WIDER Research Paper*, n°2007/30.
- AP-23 **Chauvet, L., Gubert, F. et Mesplé-Somps, S. (2009)** : Are Remittances More Effective Than Aid To Improve Child Health? An Empirical Assessment using Inter and Intra-Country Data, *G-MonD Working Paper*, n°10.
- AP-24 **Cling J.-P., Gubert F., Nordman C. et Robilliard A.-S. (2007)** : Youth and labour markets in Africa : a critical review of literature, Document de Travail AFD, n°49, 71 p.
- AP-25 **Cling, J.-P., Le, V. Duy, Nguyen, T. T. Huyen, Phan, T. N. Tram, Razafindrakoto, M. et Roubaud, F. (2008)** : “Shedding light on a huge black hole: the informal sector in Hanoi. Main findings of the Household business et Informal sector survey 2007”, *Policy Brief*, GSO-ISS / IRD-DIAL Project, Hanoi, October. (versions en anglais et en vietnamien).
- AP-26 **Cling, J.-P., Le, V. Duy, Nguyen, T. T. Huyen, Phan, T. N. Tram, Razafindrakoto, M. et Roubaud, F. (2008)** : “Who Wants to be a Millionaire? The Informal Sector in Ho Chi Minh City in 2008. Main findings of the Household business et Informal sector survey (HB et IS) 2008”, *Policy Brief*, GSO-ISS / IRD-DIAL Project, Hanoi, October. (Versions en anglais et en vietnamien).
- AP-27 **Cling, J.-P., Marouani, M.A, Razafindrakoto, M.,Robilliard, A.-S. et Roubaud, F. (2008)** : “The Distributive impact of Vietnam’s accession to the WTO”, Rapport pour l’ADETEF, 81 p. (également disponible en français et vietnamien).
- AP-28 **Cling, J.-P., Nguyễn, H. Chí, Razafindrakoto, M. et Roubaud, F. (2010)** : “How deep was the impact of the economic crisis in Vietnam: a focus on the informal sector in Hanoi and Ho Chi Minh City”, Policy brief, Hanoi : GSO, IRD, World Bank, DFID, 10 p.
- AP-29 **Cling, J.-P., Razafindrakoto, M., Robilliard A.-S. et Roubaud, F. (2008)** : “Impact of WTO on Labour, Social inclusion and Employment”, Rapport préparé dans le cadre du programme “Beyond WTO” coordonné par la Banque mondiale et le ministère de l’Industrie et du Commerce, Hanoi, Juin.
- AP-30 **Cling, J.-P., Razafindrakoto, M. et Roubaud, F. (2007)** : “Export Processing Zones in Madagascar: The impact of the dismantling of clothing quotas on employment and labour standards”, Document de Travail DIAL, N°2007-06.
- AP-31 **Cling, J.-P., Razafindrakoto, M. et Roubaud, F. (2009a)** : “Assessing the potential impact of the global crisis on the labour market and the informal sector in Vietnam”, Document de Travail DIAL, Paris.
- AP-32 **Cling J.-P., Razafindrakoto M., Roubaud F. (2009b)**, « Desperately seeking model countries: The World Bank in Vietnam », Document de Travail DIAL, No 2009-04
- AP-33 **Cogneau, D., Mesplé-Somps, S., Spielvogel, G. (2010)** : “Development at the border: a study of national integration in post-colonial West Africa”, Working paper DIAL n°2010/12 and Working paper EEP G-MonD n°2010/15, resubmitted after revision.
- AP-34 **Cogneau, D., Pasquier-Doumer, L., Bossuroy, T., De Vreyer, P., Guénard, C., Hiller, V., Leite, P., Mesplé-Somps, S. et Torelli, C. (2007)** : *Inequalities and equity in Africa*, AFD, Notes et Documents, n°31, 80 p.

- AP-35 Coppoletta, R., De Vreyer, P., Lambert, S., Safir, A. (2011) :** The Long Term Impact of Child Fostering in Senegal : Adults Fostered in Their Childhood, article réalisé pour l'UNICEF.
- AP-36 Dang, Giang, Nguyen, T. K. Vien, Nguyen, T. Hang, Razafindrakoto, M., Roubaud, F., et Salomon M. (2011) :** *Youth integrity in Vietnam : Piloting transparency international's youth integrity survey*. Transparency International, 68 p.
- AP-37 De Vreyer, P. et Lambert S. (2012) :** Intrahousehold Inequalities and Child Poverty in Senegal, article réalisé pour l'UNICEF.
- AP-38 De Vreyer, P., Guilbert, N. et Mesplé-Somps, S. (2012) :** “The 1987-1989 locust plague in Mali : Evidences of reduction and growth interactions: what can be learned from the heterogenous impact of income shocks on education outcomes”, DT DIAL n°2012-05.
- AP-39 De Vreyer, P., Lambert, S., Safir, A. (2010) :** “Remittances and Poverty: Who Benefits in the Household”, *mimeo*.
- AP-40 De Vreyer, P., Gubert, F. et Rakoto-Tiana, N. (2010) :** L'arbitrage travail-scolarisation des enfants en Afrique de l'Ouest. La participation aux tâches domestiques familiales est-elle plus compatible avec l'école que la participation à des activités économiques ?, à paraître dans *Marchés du travail en Afrique de l'Ouest*, De Vreyer, P. et Roubaud F., eds., DIAL, DT/2010-06.
- AP-41 De Vreyer, P., Gubert, F. et Robilliard A.-S. (2007) :** *Return Migrants in Western Africa: Characteristics and Labour Market Performance*, Rapport pour l'OCDE, Directorate for Employment, Labour and Social Affairs, 31 p.
- AP-42 De Walque, D., Kazianga, H., Over, M. et Vaillant, J. (2011) :** Food crisis, household welfare and HIV/AIDS treatment: evidence from Mozambique. *World Bank Policy Research Working Paper*, WPS5522.
- AP-43 Demenet A., Nguyễn, T. T. Huyền, Nguyễn, H. Chí, Razafindrakoto, M. et Roubaud, F. (2010) :** “Dynamics of the informal sector in Hanoi and Ho Chi Minh City : Main findings of the Household business et Informal sector survey 2007 et 2009”, Hanoi : GSO, IRD, World Bank, DFID, 32 p.
- AP-44 Dhont-Peltrault, E., Gazaniol, A. et Peltrault, F. (2010) :** S'implanter à l'étranger : un atout pour réaliser sa première innovation, *Note d'analyse* du Centre d'Analyse Stratégique, n°197.
- AP-45 Dimova, R., Nordman, C.J. et Roubaud, F. (2008) :** “Allocation of Labour in Urban West Africa: Implication for Development Policies”, IZA Discussion Paper N°3558, Juin.
- AP-46 Djoufelkit, H. et Raffinot, M. (2009) :** *Viabilité de la dette des pays à faible revenu dans une perspective de réendettement postallègements de dette*, Agence Française de développement, Document de Travail, n°75.
- AP-47 El Mekkaoui de Freitas, N, Briard, K, Duc, C, Legendre, B et Mage, S., (2008) :** Aléas de Carrière, inégalités et retraite, Rapport de Recherche n°47 CEE, 229 p, Juin.
- AP-48 El Mekkaoui de Freitas, N, Legendre, B, et Kukla, B (2010) :** Les systèmes d'information sur les retraites en Europe et aux États-Unis, Rapport de recherche, n°59, CEE, Octobre.

- AP-49 **El Mekkaoui de Freitas, N., Abdelkhalek, T., Arestoff, F., Couppey-Soubeyran, J., et Mage, S. (2008)** : “L'épargne des ménages au Maroc : une analyse macroéconomique et microéconomique”, Cahier de recherche EURISCO, n°2008-05, 85 p.
- AP-50 **El Mekkaoui de Freitas, N., Bravo, G., Pereira da Silva, C., Legendre, B., Paralta, S., (2010)** : “Epargne complémentaire et pensions de retraite en France et au Portugal”, Rapport PESSOA, Programme européen PESSOA-HC, mars.
- AP-51 **El Mekkaoui de Freitas, N. et Oliveira Martins, J. (2008)** : “Consumption structure, welfare goods and retirement income : linking the ageing puzzles”, IFD Working paper, n°22, Université Paris Dauphine, juin.
- AP-52 **Gazaniol, A. et Peltrault, F., (2011)** : Going multinational and ownership: evidence from French matched firms, Document de Travail DIAL, n°2011-1.
- AP-53 **Gignoux, J. et Menéndez, M. (2011)** : Critical periods and the long-run effects of income shocks on education in Indonesia, *mimeo*, Paris.
- AP-54 **Gubert, F. (2008)** : Migration from Sub-Saharan Africa to OECD Countries: Patterns, Issues and Implications for Sending and Receiving Countries, Rapport pour l'OCDE, Directorate for Employment, Labour and Social Affairs, 35 p.
- AP-55 **Gubert, F. (2010)** : Migrations, transferts et développement. Expériences comparées du Mexique et des pays du Maghreb, Note de l'IFRI, Programme Migrations, identités, citoyenneté, 29 p.
- AP-56 **Gubert, F. et Nordman, C.J. (2009)** : The Future of Migration to OECD Countries: A Regional Note for North Africa (Morocco, Algeria and Tunisia), Rapport pour l'OCDE, OECD International Futures Programme (IFP), 34 p.
- AP-57 **Gubert, F. et Nordman, C.J. (2008)** : Return Migration and Small Enterprise Development in the Maghreb, European Institute, Robert Schuman Centre for Advanced Studies, MIREM Project, Analytical Report, MIREM-AR, 2008/02.
- AP-58 **Gubert, F. et Nordman, C.J. (2008)** : Who Benefits Most from Migration? An Empirical Analysis Using Data on Return Migrants in the Maghreb, European Institute, Robert Schuman Centre for Advanced Studies, MIREM Project, Analytical Report, MIREM-AR 2008/03.
- AP-59 **Gubert F., Lassourd, T. et Mesplé-Somps, S. (2010)** : Do Remittances Affect Poverty and Inequality? Evidence from Mali, Working paper DIAL n°2010/08 and Working Paper EEP G-MonD, n°2010/13.
- AP-60 **Herrera, J., Kuépié, M., Nordman, C.J., Oudin, X. et Roubaud, F. (2012)** : “Informal Sector and Informal Employment: Overview of data for eleven cities in ten developing countries”, WIEGO Working Paper Series, N°7, 172 p.
- AP-61 **Herrera, J. et Merceron, S. (2010)**: Les approches de la pauvreté en Polynésie française, document de travail de l'AFD, n°103, 104 p.
- AP-62 **Herrera, J., Razafindrakoto, M. et Roubaud, F. (2007)** : “Corruption, Institutional Discredit and Exclusion of the Poor: A Poverty Trap”, Afrobarometer Working Paper, N°86.
- AP-63 **Hurlin, C. et Venet, B. (2008)** : “Financial Development and Growth: A Re-Examination using a Panel Granger Causality Test”, Working Papers halshs-00319995, HAL.

- AP-64** **Kuepié, M., Lavallée, E., Razafindrakoto, M., Roubaud, F. et Sougane, A. (2009)** : "Multiples dimensions de la pauvreté, gouvernance et démocratie : le point de vue de la population malienne. Enquête ELIM2006, premiers résultats", CEPS, DIAL, INSTAT, Luxembourg, 64 p.
- AP-65** **Kuepié, M. et Nordman, C.J. (2011)** : "Education and Labour Markets in Brazzaville and Pointe-Noire (Congo-Brazzaville)", Background paper for the Employment and Growth Study for the Republic of Congo, The World Bank; Document de Travail DIAL, DT/2011-11.
- AP-66** **Kuhn, M. (2007)** : Les défis et mutations de l'agriculture chinoise, Revue Chambres d'agriculture, n°966, Octobre, pp. 9-40.
- AP-67** **Kuhn, M. (2008)** : La Chine et le marché agricole mondial, Les marchés mondiaux, Rapport Cyclope 2008, sous la direction de Chalmin, P., édition Economica, pp. 169-175.
- AP-68** **Kuhn, M. et Pouch, T. (2010)** : L'agriculture chinoise au milieu du gué, Monde Chinois, No.20, p. 52-64.
- AP-69** **Lavallée, E., Olivier, A., Pasquier-Doumer, L. et Robilliard, A.-S. (2010)** : Poverty alleviation policy targeting: a review of experiences in developing countries, Document de travail DIAL, DT/2010-10.
- AP-70** **Lavallée, E., Olivier, A., Pasquier-Doumer, L. et Robilliard, A.-S. (2009)** : Le ciblage des politiques de lutte contre la pauvreté : quel bilan des expériences dans les pays en développement ?. IRD. DIAL (Développement, Institutions et Analyses de Long terme) Document de travail, DT/2009-03.
- AP-71** **Lavallée, E., Razafindrakoto, M. et Roubaud, F. (2008)** : Corruption and trust in political institutions in sub-Saharan Africa. IRD. DIAL Document de travail, DT/2008-07.
- AP-72** **Lavallée, E., Sougane, A. et Kuepié, M. (2008)** : Multiples dimensions de la pauvreté, gouvernance et démocratie : le point de vue de la population malienne Enquête ELIM2006, Premiers résultats. IRD. DIAL (Développement, Institutions et Analyses de Long terme) Document de travail, DT/2008-06.
- AP-73** **Lavallée, E. et Vicard, V. (2010)** : National borders matter...where one draws the lines too, Document de travail Banque de France, n° 272.
- AP-74** **Lavallée, E., Razafindrakoto, M. et Roubaud, F. (2008)** : Corruption and trust in political institutions in sub-Saharan Africa, Document de travail DIAL, DT/2008-07, Paris.
- AP-75** **Lavallée, E., Razafindrakoto, M. et Roubaud, F. (2008)** : Les mécanismes à l'origine de la corruption : une analyse sur micro-données africaines, Document de travail DIAL, DT/2008-08, Paris
- AP-76** **Lay, J. et Robilliard, A.-S. (2009)** : The complementarity of MDG achievements : the case of child mortality in sub-saharan Africa. World Bank Policy Research Working Paper, n°5062, 58 p.
- AP-77** **Le, D. Trung, Pham, T. Hung, Herrera, J., Razafindrakoto, M. et Roubaud, F. (2008)** : *Impact evaluation of the Program P135 Phase 2: Analysis of the P135-II Baseline Survey: Final Report*, Committee for Ethnic Minority Affairs (CEMA) et le PNUD, Hanoi, Décembre 2008, 234 p.

- AP-78** Lefebvre, L., Raffinot, M., Emini, C.A. et Bénéfice J. (2008) : *Evaluation de la coopération franco-camerounaise 2001-2007*, Ministère des Affaires Etrangères, Agence Française de développement, SEE, 160 p.
- AP-79** Lefebvre, L., Raffinot, M. et alii (2009) : Evaluation conjointe de la coopération de la Commission Européenne, de la Belgique, du Danemark, de la France et du Luxembourg avec le Niger, 2000-2008. Service de l'Evaluation spéciale de la Coopération internationale, Ministère des Affaires Etrangères, Bruxelles.
- AP-80** Mage, S. (2008) : La TVA sociale, Rapport IRES-Agence d'objectifs, CFE-CGC, mars, 96 p.
- AP-81** Mesplé-Somps, S., Cogneau, D., Graeb, J., Grimm, M. et Robilliard, A.-S., (2008) : Coton et pauvreté en Afrique de l'Ouest : Analyse comparée des conditions de vie des ménages au Mali et au Burkina Faso, AFD Série Analyses d'impact, n°1, 84 p.
- AP-82** Mesplé-Somps, S., Cogneau, D., Graeb, J., Grimm, M. et Robilliard, A.-S., (2010) : "Cotton and Poverty in West Africa: A Comparative Analysis of Household Living Conditions in Mali and Burkina Faso", Impact Analysis series, AFD, N°1, Paris.
- AP-83** Mesplé-Somps, S. et Pasquier-Doumer, L. (2011) : Conditions de vie dans un quartier pauvre de Djibouti : analyse de l'enquête de référence pour évaluer l'impact d'un projet de développement urbain intégré à Balbala, Working paper DIAL, 2011-08.
- AP-84** Mesplé-Somps, S. et Robilliard, A.-S. (2010) : Etude sur la croissance partagée au Sénégal, 2001-2005, Working paper DIAL n°2010/07 and Working paper EEP G-MonD n°2010/12.
- AP-85** Mesplé-Somps, S. et Pasquier-Doumer, L. (2010) : Analyse de l'Enquête de référence du Projet de Développement Intégré (PDUI), *AGIR le Magazine de l'Agence Djiboutienne de Développement Social*, n°4.
- AP-86** Michel, B. (chef d'équipe), Adolehoume, A., Diallo, M., Luzietoso, N. Ph, Naba, M. I., Raffinot, M. (2010) : Evaluation de la coopération de l'Union Européenne avec le Burkina Faso, Eco Consult, Commission Européenne, Bruxelles, 2 tomes.
- AP-87** Miotti, L., Mouhoud, E.M., Oudinet, J. (2010) : "Determinants and Uses of Remittances to Southern and Eastern Mediterranean Countries: Insights from a New Survey", *Centro Studi Luca d'Agliano Development Studies Working Paper* N°288.
- AP-88** Mouhoud E.M., Oudinet J., Duwicquet (2012) International Migration by 2030, Impact of immigration policies scenarios on growth and employment, in WP Development, Demography and Migration of the AUGUR project « Challenges for Europe in the world in 2030 », EU FP7
- AP-89** Mouhoud, M., Shehu, E. et Venet, B. (2012) : "The financial Behavior of Immigrants residing in France", Université Paris-Dauphine. DIAL Document de travail.
- AP-90** Muller, C. et Nordman, C.J. (2007) : "Sharing the Costs of On-the-Job Training in Tunisia", DIAL / University of Alicante Mimeo, septembre.

- AP-91** **Nguyễn, T. T. Huyền, Nguyễn, H. Chí, Razafindrakoto, M. et Roubaud, F. (2010)** : “Vietnam labour market and the informal economy in a time of crisis and recovery: Main findings of the Labour Force Surveys 2007-2009”, Policy brief, Hanoi : GSO, IRD, World Bank, DFID, 13 pages.
- AP-92** **Nguyen, H.C. Nordman, C.J. et Roubaud, F. (2011)** : “Who Suffers the Penalty? A Panel Data Analysis of Earnings Gaps in Vietnam”, Proceedings of the German Development Economics Conference, Berlin 2011, #60.
- AP-93** **Nordman, C.J. et Pasquier-Doumer, L. (2012)** : “Vocational Education, On-the-Job Training and Labour Market Integration of Young Workers in Urban West Africa”, Background Paper for UNESCO 2012, *Education For All Global Monitoring Report*, 40 p.
- AP-94** **Nordman, C. J., Robilliard, A.-S. et Rakotomanana, F. (2009)** : “Gender Disparities in the Malagasy Labour Market”, Document de Travail DIAL, DT/2009-08.
- AP-95** **Nordman, C.J., Robilliard, A.-S. et Roubaud, F. (2009)** : “Decomposing Gender and Ethnic Earnings Gaps in Seven West African Cities”, Document de Travail DIAL, DT/2009-07.
- AP-96** **Nordman, C.J. et Wolff F.-C. (2007)** : “On-the-Job Learning and Earnings in Benin, Morocco and Senegal”, Document de Travail DIAL, DT/2007-09.
- AP-97** **Nordman, C.J. et Wolff, F.-C. (2007)** : “Is there a Glass Ceiling in Morocco? Evidence from Matched Worker-Firm Data”, Document de Travail DIAL, DT/2007-04. International Policy Center (IPC) Working Paper Series, n°39, University of Michigan.
- AP-98** **Nordman, C.J. et Wolff F.-C. (2009)** : “Gender Differences in Pay in African Manufacturing Firms”, LEMNA Working Paper, 2009/19, University of Nantes.
- AP-99** **Oudin, X. (2008)** : Surveys on the Labour Force in Thailand. Part I: Characteristics of the Labour Force, CELS Working Paper, n°5.
- AP-100** **Oudin, X. et Tangchuang, P. (2008)** : Comparing population structure and education systems between Thailand and Vietnam. CELS Discussion Paper, 2008/2, 18 p. CELS, Chiang Mai University.
- AP-101** **Oudin, X. et Tangchuang, P. (2008)** : Population and Labour Market Prospective in Thailand and Vietnam. CELS Discussion Paper 2008/4, 18 p. CELS, Chiang Mai University.
- AP-102** **Pasquier-Doumer L. (2009)**: Le rôle du réseau social dans les parcours de vie, In Boyer F. et Delaunay D. Eds, “*Peuplement de Ouagadougou et développement urbain*”, rapport provisoire, 249p.
- AP-103** **Pasquier-Doumer, L. (2010)** : Inégalité des chances sur le marché du travail urbain en Afrique de l’Ouest, Document de travail DIAL, DT/2010-09.
- AP-104** **Pasquier-Doumer, L. (2011)** : Intergenerational transmission of self-employed status in the informal sector: a constrained choice or better income prospects? Evidence from seven West-African countries, *Document de travail DIAL*, DT/2011-09.

- AP-105 Pasquier-Doumer, L., Jarousse, J.-P., Bernard, J.-M., Amelewonou, K., Foko, B., Gall, C., Husson, G., Ndem, F. et Reuge, N. (2007) :** Education ForAll in Africa 2007: Top Priority for Integrated Sector-wide Policies, *UNESCO/BREDA*, 371 p.
- AP-106 Pasquier-Doumer, L., Lavallée, E., Olivier, A., Robilliard, A.-S. (2010) :** Poverty alleviation policy targeting: a review of experiences in developing countries. Université Paris-Dauphine, DIAL Document de travail, DT/2010-10.
- AP-107 Raffinot, M. (2011) :** Dette publique, le monde à l'envers ?, Dialogue, n°33, octobre, p. 6.
- AP-108 Raffinot, M. (2009) :** Ownership : l'appropriation des politiques de développement, de la théorie à la mise en pratique, Document de travail, DIAL, DT/2009-02.
- AP-109 Raffinot, M. et Venet, B. (2011) :** "The Curse of Elders: Aid Effectiveness and Gerontocracy in Developing Countries", Université Paris-Dauphine, DIAL Document de travail. DT/2011-03.
- AP-110 Rakotomanana, F., Razafindrakoto, M., Roubaud, F., Wachsberger, J.-M. (2010) :** Le marché du travail dans l'agglomération d'Antananarivo en 2010, Policy Brief de DIAL, 12 p.
- AP-111 Rakotomanana, F., Razafindrakoto, M., Roubaud, F., Wachsberger, J.-M. (2010) :** "L'impact économique de la crise politique sur les ménages urbains à Madagascar : le marché du travail dans l'agglomération d'Antananarivo en 2010 : une mise en perspective décennale", Policy Brief, Paris : INSTAT ; DIAL.
- AP-112 Rakoto-Tiana, N. et Vaillant, J. (2012) :** Evaluation de l'impact de la réforme foncière à Madagascar, Rapport pour l'Observatoire du Foncier à Madagascar.
- AP-113 Razafindrakoto, M., Razafindrazaka, D. et Wachsberger, J.-M. (2009) :** Les Malgaches et la démocratie. Principes, fonctionnement, participation, Afrobarometer Briefing Paper, n°64.
- AP-114 Razafindrakoto, M. et Nguyen, H. Chi (2010) :** Household Business and Informal Sector in Hanoi and Ho Chi Minh City: First Results from a qualitative survey, Working Paper, GSO/IRD, Hanoi.
- AP-115 Razafindrakoto, M. et Roubaud, F. (2009) :** "Youth Integrity Survey methodology: An assessment of previous experiences and a revised proposal", Transparency International, Hanoi.
- AP-116 Razafindrakoto, M., Roubaud, F. et Salomon M. (2011) :** Global corruption barometer 2010 : Vietnam country analysis of the views and experiences of urban citizens. Transparency International, 43 p.
- AP-117 Roubaud, F. et Wachsberger, J.-M. (2007) :** Are poor neighbourhoods opposed to democracy? The case of Antananarivo, Madagascar, Document de Travail DIAL, DT/2007-01
- AP-118 Siroën, J.-M. (2009) :** L'OMC face à la crise des négociations multilatérales, Les Etudes du CERI, n°160, 38 p.
- AP-119 Siroën, J.-M., Arestoff, F., Bazillier, R., Cremaschi, D., Duc, C., et Granger, C. (2008) :** "The Use, Scope and Effectiveness of Labour and Social Provisions and Sustainable Development Aspects in Bilateral and Regional Free Trade Agreements", Rapport pour la DG Emploi de la Commission Européenne, 136 p.

- AP-120 Tangchuang, P., Jetin, B., Mounier, A., Oudin, X. (2007)** : Employment, skills and education. Search for a labour regime leading to an independent and self-sustained development (3 tomes) (en thaï).
- AP-121 Tangchuang, P. et Oudin, X. (2008)** : Labour Capacity Preparation in Thailand and in Vietnam. Final Report. (300 p) CELS, Thai Research Fund (en thaï).
- AP-122 Thomas, A.-C. (2009)** : The impact of agricultural shocks on households growth performance in rural Madagascar, Working paper Dial, DT/2009-05.
- AP-123 Vaillant, J. (2010)** : The methodological challenge of monitoring living conditions. Insights from a tracking experience in Madagascar, Document de travail DIAL, DT/2010-13.
- AP-124 Vaillant, J., Grimm, M., Lay, J. et Roubaud, F. (2011)** : Informal sector dynamics in times of fragile growth: the case of Madagascar, Document de travail DIAL, DT/2011-10.
- AP-125 Wachsberger, J.-M. (2007)** : Les Malgaches et la politique : quelques enseignements tirés des enquêtes Afrobaromètre de 2005, Afrobarometer Briefing Paper, n°47.
- AP-126 Wachsberger, J.-M. (2008)** : A propos de Jacques Rodriguez, Le pauvre et le sociologue. La construction de la tradition sociologique anglaise. XIXe-XXe siècles, Lille, Presses Universitaires du Septentrion, 2007, 250 p., in Population n°1, 2008, pp. 221-222.
- AP-127 Wachsberger, J.-M. (2008)** : A propos de Licia Valladares, La Favela d'un siècle à l'autre, Paris, Editions de la Maison des sciences de l'homme, Paris, 2006, 230 p., in Population n°1, 2008, pp. 210-211
- AP-128 Wachsberger, J.-M. (2010)** : A propos de Danilo Martuccelli, La société singulariste, Armand Colin, 2010, in Sociologie [En ligne], Comptes rendus, 2011, <http://sociologie.revues.org/681>.
- AP-129 Wachsberger, J.-M. (2010)** : "Le savant et la politique ivoirienne", Le Monde, chronique d'abonnés, [http://www.lemonde.fr/idees/chronique/2010/12/31/le-savant-francais-et-la-politique-ivoirienne\\_1459329\\_3232.html](http://www.lemonde.fr/idees/chronique/2010/12/31/le-savant-francais-et-la-politique-ivoirienne_1459329_3232.html)
- AP-130 Wachsberger, J.-M. (2010)** : DIAL et Madagascar : le poids de l'histoire, Dialogue, n°30, pp. 2-5.

Autres productions des chercheurs et enseignants-chercheurs recrutés en 2012 et dont l'arrivée dans l'UMR est postérieure au 30/06/12

- AP-131 Chort, I., (2012)**: New insights into the selection process of Mexican migrants: what can we learn from discrepancies between intentions to migrate and migration, document de travail PSE.
- AP-132 Daudin, G. (2012)** Commerce et prospérité : la France au XVIIIe siècle (2<sup>e</sup> édition), Lulu
- AP-133 Daudin, G. (2011)** « Pour une histoire économique mesurée », *La Vie des idées*, 25 janvier 2012. ISSN : 2105-3030. URL: <http://www.laviedesidees.fr/Pour-une-histoire-economique.html> : Boldizzoni, The Poverty of Clio : Resurrecting Economic History
- AP-134 Daudin, G. (2010)** «Atlantic trade and the European Economy», Oxford Bibliographies online, 2010

- AP-135 Daudin, G., Daumas, J.-C., Hannah, L., Pezet, A. (2008)** “Débat : l’histoire économique en Grande-Bretagne” *Entreprises et histoire*, n°52, p. 96-104
- AP-136 Saint-Macary C. (2012)** “Microeconomic impacts of institutional transformations in Vietnam’s northern uplands : empirical studies on social capital, land and credit institutions” Thèse de Doctorat, University of Hohenheim, 181 p.
- AP-137 Saint-Macary, C., M. Zeller (2012)** “Are ethnically diverse communities “bad” communities? Empirical study on the formation of social capital in Vietnam” mimeo.
- AP-138 Saint-Macary, C., M. Zeller (2012)** “Rural credit policy in the mountains of northern Vietnam: sustainability, outreach and impact” mimeo.
- AP-139 Keil, A., C. Saint-Macary and M. Zeller (2008)** “Maize boom in the uplands of Northern Vietnam: economic importance and environmental implications.” Research in Development Economics and Policy Discussion Paper No 4/2008. Stuttgart, Germany: Grauer Verlag.

## ANNEXE A : Règlement intérieur de l'UMR DIAL

### Règlement intérieur

UMR « Développement, Institutions et Mondialisation » (DIAL)  
Université Paris Dauphine – Institut de Recherche pour le Développement

#### Article 1 : Qualité de membre

Les membres de l'UMR ont une activité régulière en relation avec le programme scientifique de l'UMR ou participent à son fonctionnement.

Sont membres les personnes relevant d'une des catégories suivantes: « chercheurs », « autres personnels », « doctorants », « associés », « autres chercheurs ».

#### *La catégorie des chercheurs rattachés à titre principal à l'UMR inclut :*

- Les chercheurs de l'IRD et les enseignants-chercheurs ou enseignants de l'Université Paris-Dauphine affectés à l'UMR: Directeurs de Recherche et Professeurs (Emérites compris), Chargés de Recherche, Maîtres de Conférences, Assistants, PAST, PRAG, ingénieurs de recherche et tout chercheur assimilé à une de ces catégories.
- Les chercheurs et enseignants-chercheurs ou enseignants tels que désignés ci-dessus mais relevant d'autres institutions, ayant une convention d'accueil avec l'UMR d'une durée supérieure à un an. Pour les institutions concernées soumises à une évaluation de l'AERES, le chercheur devra se rattacher à l'UMR à titre principal pendant sa période d'accueil.
- Les post-doctorants, ATER docteurs et volontaires internationaux, ou statuts assimilés accueillis par l'UMR et bénéficiant d'une convention ou d'un contrat avec l'UPD et/ou l'IRD d'une durée égale ou supérieure à un an ou accueillis dans l'UMR depuis plus d'un an.

Il est rappelé que l'appartenance à cette catégorie suppose

- D'avoir une activité régulière de recherche se traduisant par des publications nationales et internationales, ainsi qu'à des participations à des colloques, conférences et séminaires en France et à l'étranger. Les chercheurs et enseignants-chercheurs « non publiants » devront exposer à la Direction de l'UMR les raisons pour lesquelles ils n'ont pu répondre aux critères de l'AERES pendant la période couverte par le contrat quadriennal et, le cas échéant, définir les moyens qu'ils comptent mettre en œuvre pour les atteindre.
- De participer à la vie scientifique de l'unité et aux tâches collectives : organisation de colloques, séminaires et autres formes d'animation de la recherche et de la vie du laboratoire.
- D'œuvrer à la visibilité nationale et internationale de l'unité.

L'appartenance à une autre unité en tant que chercheur associé doit être signalée au Conseil de l'UMR.

**Autres personnels** : Ingénieurs d'études, techniciens, administratifs, personnels ouvriers et de service (ITA/IATOS) affectés à l'UMR par leur tutelle ou contractuels.

Les **doctorants** dont le Directeur de thèse est chercheur à l'UMR (au titre de l'article 1 : 1). Les Directeurs de thèse doivent signaler à la Direction de l'UMR le rattachement à l'UMR des doctorants inscrits dans un autre établissement que l'UPD. Les membres "multi-appartenants" (associés à d'autres centres de recherches et/ou institutions) veillent à la clarté de la situation de leurs doctorants par rapport à l'UMR. Les obligations et droits des doctorants vont au-delà de la seule rédaction d'une thèse et de la perception, éventuelle, d'un financement (allocation, CIFRE,...). Leur travail de recherche implique la rédaction de documents de travail destinés à être présentés dans des colloques et soumis à des revues à comité de lecture. Ils doivent assister régulièrement aux séminaires internes de l'UMR, aux activités de l'Ecole doctorale de Paris Dauphine, intégrer des groupes de travail et participer aux tâches collectives de l'UMR. La signature doit indiquer l'appartenance à l'UMR.

Les **associés** : chercheurs, enseignants-chercheurs et autres personnes, français ou étrangers, ayant des activités de recherche, rattachés à titre principal ou professionnel à un autre établissement ou institution et n'entrant pas dans la catégorie des chercheurs (§1). L'association implique la publication de travaux de recherche et la participation aux programmes de l'UMR. Les associés devront mentionner dans leur signature l'association avec DIAL ou cosigner avec un chercheur rattaché à titre principal à l'UMR. La demande d'association doit être adressée au Directeur et la décision est soumise au vote du Conseil de l'UMR. Le contrat d'association est de deux ans renouvelable.

Les **autres chercheurs** n'entrant pas dans une des catégories précédentes, doctorants, post-doctorants, ATER, volontaires internationaux et statuts assimilés d'autres institutions qui participent à la vie scientifique de l'UMR mais ne remplissent pas les critères pour appartenir aux catégories définies ci-dessus. Ils sont proposés par un chercheur de l'UMR et sont soumis aux mêmes règles de signature que les associés.

Le conseil d'UMR valide et tient à jour la liste des membres de l'UMR selon leur catégorie.

## **Article 2 : Principes généraux d'appartenance à l'UMR.**

L'intérêt général de l'Unité implique :

- De signer ses publications en mentionnant son appartenance à l'Unité Mixte de Recherche et à ses composantes selon les modalités définies par le Conseil de l'UMR et les Conseils compétents des établissements.
- De remettre au secrétariat en charge des publications, dès parution, un exemplaire de toutes publications (articles, revues, ...) dont tout ou partie a été effectué au sein de l'UMR.

- De renseigner les bases de publication des institutions de tutelle
- De respecter la confidentialité éventuellement attachée à des travaux qui leur sont confiés, ainsi que ceux de leurs collègues.
- De respecter les règles éthiques usuellement admises dans les métiers de la recherche.

L'appartenance à l'UMR permet de disposer d'un bureau dans le cadre des contraintes de place dans l'Université Paris-Dauphine et dans les autres implantations de l'Unité. Elle permet de bénéficier des services matériels que l'unité peut offrir : informatique, photocopie, téléphone, courrier, remboursement des frais de mission,... Les règles d'attribution des moyens sont définies par le Conseil de l'UMR.

### **Article 3. Instances de l'UMR.**

#### ***Direction de l'Unité***

Les fonctions du directeur et du directeur adjoint sont définies dans l'article 3 de la convention.

#### ***L'Assemblée générale***

L'Assemblée Générale regroupe tous les membres de l'UMR tels que définis dans l'article 1. Elle se réunit au moins une fois par an sur convocation du Directeur. La convocation se fait par courrier électronique au moins 15 jours avant la date de l'Assemblée.

L'assemblée générale débat des orientations stratégiques de l'Unité.

Elle donne son avis sur la proposition du Conseil de l'UMR relative à la nomination du Directeur et du Directeur-adjoint et sur toute question concernant les modalités de direction et d'élection.

Disposent du droit de vote à l'assemblée générale les membres des catégories « chercheurs » et « autres personnels » telles que définies dans l'article 1 (§1 et 2) ainsi que les doctorants élus au Conseil de l'UMR.

#### ***Le Conseil de l'UMR***

Les fonctions du Conseil de l'UMR sont définies dans l'article 4 de la convention.

Le Directeur arrête l'ordre du jour de chaque séance : il doit comporter toute question, relevant de la compétence du Conseil, dont l'inscription aura été demandée par plus du tiers des membres de ce Conseil. L'ordre du jour est affiché dans les locaux de l'UMR, ou diffusé par correspondance, huit jours avant la réunion. Le Directeur signe et diffuse un relevé de conclusions de chacune des séances.

Toute personne participant ou s'intéressant aux travaux de l'UMR peut être invitée par le Directeur. Le Directeur de l'Ecole Doctorale à laquelle l'UMR est rattachée, le Directeur du LEDa, le Directeur du Département Sociétés et Santé de l'IRD ou leurs représentants sont invités permanents. Les personnalités invitées ne participent pas au vote.

Le Conseil de l'UMR désigne ou propose les représentants de l'UMR aux différentes instances des établissements, laboratoires ou autres instances auxquels l'UMR est liée ou rattachée, selon les statuts des ces unités.

Le Conseil de l'UMR propose aux autorités compétentes chargées de les désigner le nom des Directeurs et Directeur-adjoint parmi les chercheurs désignés à l'article 1 : 1)

Le Conseil de l'UMR comporte, treize membres : le directeur, le directeur adjoint et onze membres élus.

Le Directeur et le Directeur-adjoint sont membres permanents du Conseil.

En cas d'absence, un membre du Conseil de l'UMR peut donner procuration à un autre membre du Conseil de l'UMR. Le conseil de l'UMR siège et délibère valablement si au moins 2/3 des membres du Conseil soit 9 sont présents physiquement ou par communication à distance. En cas d'absence de quorum, le Conseil de l'UMR est convoqué à une date ultérieure et siège sans obligation de quorum.

La séance du Conseil est présidée par le Directeur ou par le directeur adjoint en cas d'empêchement de celui-ci.

Lors des votes qui interviennent au sein du Conseil de l'UMR, le Président de séance a voix prépondérante en cas d'égalité de voix.

La durée du mandat des membres élus du Conseil d'UMR est de 4 ans. En cas de vacance, des élections partielles sont organisées ; le membre élu siège jusqu'à la fin du mandat du membre qu'il remplace.

Tout membre électeur dans un Collège est éligible. Les élections ont lieu à bulletin secret sur le site principal et le site secondaire de l'UMR. Le Conseil définit les modalités du vote à distance.

Les membres élus se répartissent en trois collèges.

#### ***Le Collège des chercheurs : 8 membres élus***

Sont électeurs et éligibles les chercheurs tels que définis dans l'article 1 : 1).

Les élections ont lieu au scrutin de liste proportionnel au plus fort reste sans rature ni panachage. Les listes peuvent être incomplètes. En cas de liste unique, l'élection ne peut être validée que si elle obtient au moins 50% des suffrages (suffrages exprimés, bulletins blancs ou nuls). Chaque vote donne à la liste autant de voix que de candidats inscrits sur cette liste. L'ordre des candidatures sur la liste désigne les élus. En cas de vacance, le suivant de la liste concernée est nommé en remplacement. A défaut, une élection partielle est organisée pour compléter le Conseil jusqu'à la fin du mandat des chercheurs élus.

#### **Collège des autres personnels : 1 élu**

Il comprend les personnels définis à l'article 1 :2. Le scrutin est uninominal à un tour avec élection à la majorité simple.

#### **Collège des doctorants : 2 élus**

Il comprend les doctorants définis à l'article 1 :3. Les doctorants électeurs désignent deux noms au plus sur la liste des candidats déclarés. Les deux candidats ayant obtenu le plus de suffrages sont déclarés élus. En cas d'égalité des voix, le candidat élu est désigné par tirage au sort entre les candidats ayant obtenu le même nombre de voix.

### **Le Conseil Scientifique**

Le Conseil scientifique réunit des personnalités extérieures à l'UMR intéressées par ses activités ou représentants des institutions liées par des conventions avec l'UMR. Le Directeur et le Directeur-adjoint assistent au Conseil Scientifique qui peut inviter toute personne concernée par les questions traitées. Le Conseil d'UMR fixe le nombre de ses membres et désigne un Président parmi les membres du Conseil scientifique. Le Conseil scientifique examine les rapports d'activité et donne son avis sur la politique de recherche de l'UMR et sur ses orientations stratégiques. Le Conseil Scientifique est renouvelé à l'occasion des contrats quadriennaux. Il se réunit au moins une fois par an.

## ANNEXE B: Liste des séminaires organisés à DIAL depuis le 1/1/2010

### 2010

**Martha Casthillo**, Université de Fluminense au Brésil: "La protection effective au Brésil"

**Laetitia Duval**, Université Nantes: "Longitudinal Evidence on Income Expectations in Albania: do Remittances matter?"

**Sayfeddine Bejaoui**, Université Paris-Dauphine-DIAL, "Evaluation avec la prise en compte de plusieurs traitements, différenciation des impacts par catégories de dispositifs d'emploi aidé et par catégories de bénéficiaires."

**Fiorella Risso-Brandon**, Université Paris-Dauphine-DIAL, "Comment se forment les aspirations monétaires au Pérou ? Analyse des processus d'adaptation et de comparaisons sociales."

**Nathalie Guilbert**, Université Paris-Dauphine-DIAL, "L'impact des chocs de revenus sur l'éducation des enfants : le cas des invasions de criquets au Mali"

**Mathieu Couttenier**, Université Paris I, "Drought and Civil War in Sub-Saharan Africa"

**Elodie Djemai**, Population Studies Center (University of Michigan) "How do Roads Spread AIDS in Africa? A Critique of the Received Policy Wisdom".

**Anne Boring**, Université Paris-Dauphine-DIAL, "Big Pharma's real influence in Congress".

**Sonia Laszlo**, Université McGill (Montreal): "Long Term Effects of Civil Conflict on Women's Health Outcomes in Peru"

### 2011

**Sandrine Mesplé-Somps**, IRD-DIAL, "Politics and the geographic allocation of public funds in a semi-democracy. The case of Ghana, 1996 – 2004"

**Tobias Lechtenfeld**, Université Göttingen, "Consumption insurance and illness in rural Thailand and Vietnam"

**Marion Mercier**, Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales, "Migration and elections in Mali: Does migration promote democratization in Africa?"

**Catherine Bros**, Université Paris 1, "Is Blood Thicker Than Water? Untouchability and Public Infrastructure"

**Véronique Gille**, Université Paris 1, "Education spillovers in farm productivity: empirical evidence in rural India"

**Rafael Cezar**, Université Paris-Dauphine-DIAL, "Newtonwing Financial Development with heterogeneous firms"

**Laure Pasquier-Doumer**, IRD-DIAL et Christophe Jalil Nordman, IRD-DIAL “Transitions and Occupational Changes in a West African Urban Labour Market: The Role of Social Network”

**Ivan Ledezma**, Université Paris-Dauphine-DIAL “Endogenous asymmetries in technology adoption and international trade”

**Gilles Spielvogel**, Université Paris 1, “Regional vs. long-distance moves in international migration: the case of South American emigrants”

**Emmanuelle Lavallée**, Université Paris-Dauphine-DIAL, et Julie Lochard « Independence and trade: new evidence from French colonial trade data »

**Bérangère Legendre**, Université Paris-Dauphine-DIAL, « Inégalités de niveaux de vie des actifs et des retraités français: ce que nous apprend une multi-décomposition de l'indice de Gini »

**Pierre André**, Université Cergy-Pontoise, « Koranic Schools in Senegal: A real barrier to formal education? »

**Claire Bernard**, Ecole d'Economie de Paris, Sandrine Mesplé-Somps, IRD-DIAL, et Gilles Spielvogel, Université Paris 1, « Taille des villes et spécialisations économiques au Mali, une analyse sur micro-données exhaustives »

2012 (du 1/1 au 30/06)

**Equipe Vietnam (DIAL)** – Compte rendu de la mission Vietnam

**Aycil Yucer**, Université Paris-Dauphine-DIAL, « The Impact of MERCOSUR on Trade of Brazilian States »

**Rémi Bazillier**, Université d'Orléans, «Gender Discrimination and Emigration: Push factor or Selection process? »

**David Howell**, New School University, NYC, “Labor Market Performance and the U.S. Standard of Living: Lessons from France?”

**Cecilia Navarra**, Université de Turin, “Socioeconomic integration and social networks among Senegalese migrants in France and Italy”

**Julia Vaillant**, Université Paris-Dauphine-DIAL, “Why are female informal entrepreneurs less successful than men? Evidence from Madagascar”

**Nathalie Guilbert**, Université Paris-Dauphine-DIAL, “Early wedding and child mortality in Senegal”

**Anda David**, Université Paris-Dauphine-DIAL, “Back to square one – Socioeconomic integration of return migrants in Maghreb countries”

**Gilles Spielvogel**, Université Paris 1, “How beliefs about the impact of immigration shape policy preferences: Evidence from Europe”